

Université de Montréal

S'engager pour et dans un autre monde

Ethnographie d'une initiative alternative luttant pour une
transition sociale, politique et environnementale

par

Grégoire Autin

Département de sociologie
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de
Philosophiæ Doctor (Ph.D.)
en Sociologie

février 2020

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Cette thèse intitulée

S'engager pour et dans un autre monde

Ethnographie d'une initiative alternative luttant pour une transition sociale, politique et environnementale

présentée par

Grégoire Autin

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Sara Teitelbaum

(président-rapporteur)

Pierre Hamel

(directeur de recherche)

Pascale Dufour

(membre du jury)

Geoffrey Pleyers

(examineur externe)

Dominique Caouette

(représentant du doyen de la FESP)

Thèse acceptée le :

22 janvier 2020

Résumé

Dans le cadre de ma thèse, je m'intéresse à Bioma, un collectif engagé dans des pratiques alternatives s'inscrivant dans une stratégie de « transition socio-écologique ». C'est là un collectif qui s'inscrit pleinement dans le mouvement environnemental mais qui en redéfinit en partie les revendications et les perspectives sans s'engager directement dans des actions contestataires. L'objectif de ma thèse est d'analyser précisément comment ces pratiques alternatives se construisent et s'articulent à d'autres actions collectives afin de comprendre de quelle(s) manière(s) l'alternatif participe à un type de changement social.

Le modèle porté par l'alternatif, est un modèle de transition – qui se démarque ainsi des perspectives réformatrices et révolutionnaires de changement social. Cependant, le thème de la transition reste largement débattu, notamment concernant son contenu, sa forme, ses objectifs et sa potentielle radicalité. En étudiant précisément les tensions, contraintes et ambivalences qui sont vécues par Bioma, je reconstruis à la fois ce que peuvent être des pratiques alternatives, dans leur matérialité empirique, mais aussi la manière dont elles s'inscrivent dans un modèle spécifique de changement social par transition.

L'alternatif est un type d'action qui, bien que s'inscrivant principalement dans un mouvement social – ici le mouvement environnemental –, soutient, participe et s'articule fortement à d'autres mouvements sociaux. En ce sens, il ne faut pas comprendre les stratégies et modèles de changements sociaux de manière exclusive : bien qu'inscrit avant tout dans une perspective de transition, l'alternatif participe ici en même temps à des stratégies plus contestataires d'un côté et à certaines stratégies institutionnelles de l'autre.

Dans l'ordre de l'alternatif lui-même, les membres de Bioma expérimentent et préfigurent des pratiques matérielles et relationnelles qui visent à transformer les subjectivités

des individus. Ces pratiques internes se déploient et sont projetées dans les relations dans lesquelles le collectif s'engage et participe ainsi à une diversification des modes – possibles comme réels – d'existence et d'engagement. Ces pratiques alternatives prennent place et construisent des espaces particuliers qui participent à une lutte d'occupation de l'espace. Finalement, la transition que Bioma propose est de type « ontologique » : il s'agit de construire un « monde », différent bien qu'imbriqué dans le monde dominant. L'ensemble de ma thèse montre la manière dont ce monde, imparfait et toujours incomplet, est construit, expérimenté et engendre en même temps nombre de tensions et d'ambivalences que les membres de Bioma vivent au quotidien.

Ma thèse s'appuie sur un terrain ethnographique de trois ans avec Bioma, un collectif engagé dans l'agriculture urbaine et la permaculture. Lors de ces trois années, je me suis engagé dans le collectif et j'ai participé à l'ensemble des activités et pratiques du groupe, j'ai effectué des entretiens, mené des conversations informelles et récolté et analysé l'ensemble des documents présents et produits par Bioma. C'est en tant que chercheur engagé que j'ai mené cette recherche.

Mots clefs : Mouvements sociaux, Pratiques alternatives, Transition, Changement social, Préfiguration, Pratiques ontologiques, Agriculture urbaine, Ethnographie engagée

Abstract

In my thesis, I investigate Bioma, a self-managed collective involved in alternative practices that are part of a "socio-ecological transition" strategy within the environmental movement. Without engaging directly in contentious actions, Bioma contributes to a redefinition of the environmental movement's demands and perspectives. The aim of my thesis is to analyze precisely the ways alternative practices are constructed and articulated with other collective actions. This allows me to better understand how alternative initiatives can participate in a certain type of social change.

Alternative practices carry a model of social transformation by transition. Thus, it is different from other perspectives of social change such as revolutionary or reformist ones. Transition, as a model of social transformation, is a highly debated topic. Its content, form, objectives and potential radicality are all subjected to controversies. By studying the tensions, constraints and ambivalences that are experienced by Bioma's activists, I explore what real alternative practices may be, in their empirical materiality, but also the ways in which they are involved in a specific model of social change by transition.

In addition to being part of a main social movement, alternative practices usually support, participate and are articulated with other types of social movements. Hence, we shouldn't understand the strategies and models of social change in an exclusive manner. Alternative practices carry a perspective of transition while also participating in both contentious strategies and more institutional ones.

The members of Bioma are experimenting and prefiguring material and relational practices that aim at transforming individuals' subjectivity. These internal practices unfold and are projected in the relationships that Bioma create. Therefore, this group participates to the diversification of possible and actually existing modes of existence and commitment. Through these alternative practices, Bioma builds specific spaces that are part of a spatial

struggle. The type of transition for which Bioma fights is "ontological" as it aims at creating a "world" different from the dominant world, even though it is interwoven within it. My thesis shows how this always imperfect and unfinished alternative world is built and experimented. Through this analysis, we see how this world generates a number of tensions and ambivalences that the activists of Bioma live daily.

My analysis draws from a three-year long ethnographic fieldwork during which I was immersed in projects of urban agriculture and permaculture. During this time, I became part of the group and I participated in every collective activities and practices. I also conducted interviews, had in-depth informal conversations and collected and analyzed the documents that were present in my fieldwork. For the whole of my fieldwork, my research posture was one of a militant ethnographer.

Keywords : Social Movement, Alternative practices, Transition, Social change and social transformations, Prefiguration, Ontological practices, Urban agriculture, Militant ethnography

Table des matières

Résumé	v
Abstract	vii
Table des figures	xvii
Liste des sigles	xix
Remerciements	xxi
Introduction	1
Entrée	9
Première partie. Rechercher l'alternatif	13
Chapitre 1. L'alternatif et ses tensions	15
1.1. À la recherche de l'alternatif	15
1.1.1. Faire différemment	15
1.1.2. Les pratiques alternatives	17
1.1.3. Expérimentations et bricolages	20
1.2. Permanence et extension des pratiques alternatives	22
1.2.1. Brève mise en perspective historique	22
1.2.2. Le renouveau de l'alternatif	25
1.3. Échographie de l'alternatif	28
1.3.1. Diversité des initiatives	28
1.3.2. Questions politiques	32

1.4.	Tensions et changement social : quelques questions que pose l'alternatif...	35
1.4.1.	Altérité, marginalité et transformations sociales	35
1.4.2.	Tensions et engagements au sein des initiatives alternatives	38
1.4.3.	Pourquoi cette recherche ?	40
1.5.	Contexte de l'étude	42
1.5.1.	La « nébuleuse anti-autoritaire »	44
1.5.2.	L'agriculture urbaine à Montréal	45
Chapitre 2.	Soubassements théoriques	51
2.1.	Situer l'alternatif dans l'étude des mouvements sociaux	51
2.1.1.	Pourquoi partir du mouvement social ?	51
2.1.2.	Les cibles de l'action collective	54
2.1.3.	Aux croisements des mouvements sociaux	56
2.2.	L'action collective au-delà de la contestation	59
2.2.1.	La (fausse) dichotomie entre contestation et proaction	59
2.2.2.	Expérimenter et préfigurer	61
2.2.3.	Le quotidien du <i>lifestyle activism</i>	64
2.3.	Valeurs, utopies, actions	67
2.3.1.	Des moteurs de l'action	67
2.3.2.	Construire du sens, donner une signification	70
2.4.	Spatialisation des pratiques	73
2.4.1.	Contextualiser l'action	73
2.4.2.	Le mouvement social producteur d'espaces	76
2.4.3.	Espace et environnement, enjeux de mouvements sociaux	79
2.5.	Trois questions relatives aux transformations sociales	82
2.5.1.	Une agentivité « plus humaine »	84
2.5.2.	Dés-essentialiser les relations sociales	87

2.5.3. Quelles stratégies de changement social ?	91
Chapitre 3. Ethnographier Bioma	99
3.1. Le regard ethnographique	101
3.1.1. Décortiquer des tensions	101
3.1.2. Chercher le quotidien	103
3.1.3. Enjeux de l'ethnographie	105
3.1.4. Politique du terrain	108
3.2. Ontologie et épistémologie de ma recherche	112
3.2.1. Agencement et ouverture ontologique	113
3.2.2. Conséquences politiques et limites de cette ouverture	116
3.2.3. Avertissement sur le statut des connaissances construites	119
3.3. Le travail de terrain	122
3.3.1. Conditions d'accès	122
3.3.2. Posture de recherche et relations d'enquête	126
3.3.3. Le corpus de données	131
3.3.4. Travail d'analyse et d'écriture	134
3.4. Circonscrire le terrain de recherche	138
3.4.1. Bioma et ses projets	139
L'Espace X	139
La coopérative Bioma	141
Le terrain à Harrington	142
Les jardins du Craterre	144
3.4.2. Extensions et limites du terrain	147
Deuxième partie. Le « système racinaire » de Bioma	151
Chapitre 4. Bioma au croisement de plusieurs mouvements sociaux	153
4.1. Mobilisation collective et trajectoires d'engagement	154

4.1.1.	Radiographie militante et genèse de l'alternatif.....	154
4.1.2.	Mobilisation le long des réseaux de Bioma.....	158
4.2.	Articulation des engagements.....	160
4.2.1.	Modes de vie engagés.....	160
4.2.2.	De multiples stratégies d'actions.....	164
4.2.3.	Alliances et solidarités.....	167
4.3.	Un « sanctuaire » alternatif.....	170
4.3.1.	Se reposer et guérir pour continuer à militer.....	170
4.3.2.	S'exposer à la critique et à la réflexivité.....	173
4.4.	Engagement critique et rêves d'ailleurs.....	176
4.4.1.	Critiques et émotions aux fondements de l'engagement.....	177
	Trois types de critiques.....	177
	Rôles politiques des émotions.....	179
4.4.2.	Processus de construction de valeurs collectives.....	182
	Des processus et des lieux.....	182
	Des stratégies militantes.....	183
4.4.3.	Perspectives et (dés)espoirs de changement social.....	186
	Cauchemars et rêves du futur.....	186
	« Du possible, sinon j'étouffe... ».....	189
Chapitre 5. Expérimentations et affinités, (micro)politique de l'alternatif.....		195
5.1.	Bricoler, expérimenter, préfigurer.....	197
5.1.1.	L'éthique du faire.....	197
5.1.2.	Comment expérimenter?.....	200
5.1.3.	Des pratiques préfiguratives.....	204
5.2.	Faire communauté.....	207
5.2.1.	Appartenir collectivement.....	207
	Des effets de filtre.....	210

5.2.2.	« Explorer nos relations »	212
	Le quotidien de la communauté	212
	Actualiser les relations dans des rituels	213
5.2.3.	Éthique (et politique) de l'affinité	216
5.3.	Transformer des subjectivités	219
5.3.1.	Histoires et héritages	220
5.3.2.	Désocialisation/resocialisation, des processus heurtés	224
	Questions de bénévolat et d'engagement	224
	Rôles de leader et suivisme et la communauté	227
5.4.	Collectivisation et diversification communautaires	231
	Intégrer le « noyau dur »	231
5.4.1.	La question de la « collectivisation communautaire »	232
5.4.2.	Stratégies de diversification	236
Troisième partie. Se projeter		243
Chapitre 6. Formelles ou informelles, des stratégies pour exister		245
6.1.	Appartenir à un « milieu » ?	247
6.1.1.	L'insertion informelle de Bioma	248
6.1.2.	Interfaces affinitaires et militantes	250
6.1.3.	Tentative d'institutionnalisation d'un regroupement alternatif	253
6.2.	Le Craterre ou comment construire une interface	256
6.2.1.	Les intermédiaires du « Campus Mil »	257
6.2.2.	Personnalisation de l'interface	261
6.2.3.	Double instrumentalité projetée de l'interface	265
6.3.	Conditions d'existence : jongler entre des contraintes	272
6.3.1.	Bricoler avec les institutions	274
	Se réappropriier le travail	274

Utiliser les ressources institutionnelles	276
Découpler le travail des revenus	278
6.3.2. Créer des interdépendances	280
L'imbrication des différents projets	280
Choisir ses dépendances	283
6.3.3. Diversifier	285
Chapitre 7. Occuper l'espace, créer un territoire	293
7.1. La localisation, une stratégie militante	295
7.1.1. S'enraciner	295
7.1.2. Pratiques de localisation entre campagne et ville	298
7.1.3. Transnationalisations et limites de la localisation	302
7.2. Bioma dans l'espace : lutte et occupation	306
7.2.1. Ce que l'espace fait à Bioma	306
7.2.2. Modalités d'occupation	309
La terre à Harrington – une occupation légère en milieu rural	309
Le Craterre – un empiétement écologique de l'espace urbain	313
7.2.3. Des « actions directes » écologiques	315
7.3. Territoire et lutte ontologique	320
7.3.1. Les rapports au monde de Bioma	320
Des rationalités multiples	321
Des connaissances au « monde » qu'habite Bioma	323
7.3.2. En transition vers un « plurivers »	326
Continuité des « mondes biophysiques, humains et spirituels »	326
Imbrications ontologiques et <i>plurivers</i>	328
Épilogue	333
Sortie	335

Conclusion	339
Bibliographie	349
Annexes	369
Annexe A : Liste des personnages	369
Liste des entrevues	369
Autres personnages	372
Annexe B : Localisation géographique de Bioma	374
Annexe C : Le Craterre et le Campus Mil	375

Table des figures

1	Cartographie de l'alternatif.....	30
2	L'Espace X, été 2014.....	140
3	Logo de Bioma.....	142
4	Jardinage à Harrington, automne 2016.....	143
5	Le Craterre, été 2015.....	145
6	Le Craterre, été 2018.....	146
7	Le Craterre, début de l'été 2016.....	269
8	Le Craterre luxuriant au bout de trois étés.....	270
9	L'entrée du terrain, hiver 2019.....	310
10	Jardins à Harrington, automne 2016.....	311
11	Zone collective à Harrington, automne 2016.....	311
12	Le Craterre, un jardin dans un chantier.....	313
13	Arrosage au Craterre, été 2019.....	319
14	Localisation des projets.....	374
15	Entrée du Craterre, 2016.....	375
16	Vue du Campus Mil en 2016.....	375
17	Le Craterre au sein du Campus Mil.....	376

Liste des sigles

AU/LAB : Laboratoire sur l'Agriculture Urbaine

CERN : *The Community Economies Research Network*

Coop : Diminutif de la coopérative de travail Bioma

CREC : Collectif de Recherche sur les Économies de Communauté (désormais le collectif TREE(s)).

CRIC : Collectif de Recherche Interdisciplinaire sur la Constestation

DIY : *Do It Yourself*

FAS : Faculté des Arts et des Sciences

FIC : *Fellowship for Intentional Communities*

FSM : Forum Social Mondial

GEN : *Global Ecovillages Network*

MRC : Municipalité Régionale de Comté

NMS : (Théorie des) Nouveaux Mouvements Sociaux

PME : Petites et Moyennes Entreprises

Réseau COOP : Réseau de la coopération de travail du Québec

SAJE : Service d'Aide aux Jeunes Entreprises

SAM : Système Alimentaire Montréalais

TAZ : *Temporary Autonomous Zone*

TMR : Théorie de la Mobilisation des Ressources

TREE(s) : *Transformation, Research, Economy, Ecosystem*

UdeM : Université de Montréal

YMCA : *Young Men's Christian Association*

ZAD : Zone À Défendre

Remerciements

Par bien des aspects le doctorat ressemble à un long voyage en solitaire. On rencontre de nombreuses personnes, on s'intéresse à des groupes d'individus, on interagit avec des professeur.e.s et des collègues, mais quand on prépare sa recherche, quand on revient de son terrain, quand on se plonge dans ses données, quand on construit des analyses et quand on se met à écrire, on est bien seul face à nos notes et à notre ordinateur. Mais je dois pour ma part relativiser ici cette solitude. Toutes les réflexions et les idées que je présente dans cette thèse sont le fruit de mes interactions constantes, profondes et répétées avec un ensemble disparate de personnes. Il y a un certain nombre de gens sans qui cette thèse aurait été impossible et je tiens ici à les remercier pour leur aide, leurs apports et leur soutien.

Bien que je me sois régulièrement égaré lors de ce long voyage, certaines personnes se sont efforcées de toujours me remettre sur le chemin. Je tiens avant tout à remercier Pierre Hamel qui, en acceptant d'être mon directeur de thèse, en s'efforçant de m'orienter dans la littérature existante, en commentant inlassablement (et souvent exhaustivement) mon travail, m'a aidé à tenir un bon cap. Je veux ensuite remercier Pascale Dufour qui m'a offert son soutien indéfectible, ses innombrables encouragements et ses commentaires bienveillants. Durant tout ce voyage, je savais que je trouverais toujours en elle une oreille attentive et des conseils judicieux.

Je souhaite aussi remercier spécifiquement Arielle Tordjman, Elaine Gingras, Geneviève Meaney et l'ensemble du personnel administratif du département de sociologie de l'Université de Montréal. Au-delà de votre travail, vous m'avez toujours accueilli à bras ouverts, supporté, conseillé et encouragé. Sans vous, l'ambiance de travail et la convivialité du département ne serait pas la même. Et cela compte pour beaucoup au quotidien.

Toujours dans le milieu académique, j'ai pu compter sur le soutien de plusieurs compagnons et compagnes de routes. C'est le cas d'Anna Kruzynski qui m'a à la fois introduit à tout un univers théorique dont je ne soupçonnais jusque là même pas l'existence et qui m'a intégré au sein du collectif de recherche autogéré TREE(s). Toutes et tous les membres de ce collectif ont largement contribué à mes réflexions tout en me soutenant dans mon travail.

J'ai partagé mon labeur quotidien avec d'autres camarades de l'université, des ami·e·s sur qui je me suis souvent appuyé et sans qui je ne pense pas que j'aurai réussi à terminer ce voyage. Parmi toutes ces personnes, je souhaite citer Marlène, Xixi, Carminda, Michelle et Moutaa et remercier tout particulièrement Antoine qui, à bien des égards, m'a autant accompagné que conseillé. Ses encouragements et ses commentaires ont considérablement enrichi mon travail. Je veux aussi souligner l'aide que Anaïs et Samuel m'ont apporté, notamment pour les transcriptions.

Ma recherche ethnographique m'a amené à explorer toute une contrée alternative qui m'était jusque là inconnue et qui, pourtant, se niche dans les replis de Montréal. C'est par-dessus tout grâce aux habitant·e·s de cette contrée, ces militant·e·s qui bâtissent inlassablement des projets alternatifs, que j'ai pu faire cette recherche. Je ne pourrais jamais assez remercier ces personnes qui m'ont donné leur temps, accepté dans leur vie et dans leur quotidien et qui m'ont fait découvrir la géographie de leur contrée. Grâce à vous, j'ai fait mien ce monde. Je souhaite particulièrement remercier les membres de Bioma qui m'y ont introduit et intégré. Ce travail vous est dédié et j'espère qu'il vous intéressera et pourra, éventuellement, vous aider à poursuivre notre travail de construction d'alternatives.

Tou·te·s mes ami·e·s m'ont toujours soutenu et encouragé dans cette voie. Il est impossible que je les remercie toutes et tous mais ils et elles connaissent la gratitude que j'éprouve à leur égard. Je souhaite néanmoins citer quelques personnes en particulier. Merci à Alexandre et Luc pour leur inestimable aide informatique et à Catalina et Cécile pour leur aide technique et graphique. Merci à Pierre et Cassandre pour me rappeler les fondements de l'ethnographie. Merci à Violetta pour son aide et tout le reste. Merci à mes colocataires et colocatrices, présent·e·s et passé·e·s, qui m'ont soutenu et supporté, dans tous les sens du terme.

Enfin, je ne pourrais jamais suffisamment remercier ma famille. Mes parents qui me poussent et me soutiennent dans ce voyage, qui m'aident de toutes les manières possibles et imaginables. Si je fais et que je continue à faire de la recherche, c'est grâce à vous, vous qui nourrissez mon esprit critique et ma liberté de pensée. Mes frères qui croient en moi, qui me donnent leur amour inconditionnel et qui, malgré les épreuves qu'ils traversent, continuent à m'encourager.

En terminant ce voyage qui m'a transformé, en entrant dans un nouvel endroit de ma vie, je ne peux remercier suffisamment toutes les personnes qui m'ont aidé et qui m'ont soutenu. J'espère que toutes et tous pourront lire cette thèse et y trouver un intérêt. Continuons à changer le monde, à inventer d'autres mondes et à les expérimenter.

Introduction

Pour ce travail de recherche, je suis allé dans trois jardins, deux en ville et un en forêt, qui ont en commun d'être cultivés et animés par un même collectif qu'on peut désigner par Bioma¹. Ces jardins ne sont pas seulement des espaces de production agricole, ce sont aussi des lieux de socialité, de rassemblement, de rencontre, de partage de connaissances, d'expérimentations, des lieux où les individus qui s'y impliquent peuvent « être comme ils ou elles le souhaitent ». Les personnes engagées dans ce collectif ne se définissent pas tou-te-s comme des militant-e-s² quand bien même leurs actions sont chargées d'une forte *intentionnalité* politique et sociale. Dans ces jardins, les jardiniers et jardinières essayent de « faire différemment » autant dans leurs pratiques agricoles que dans les manières de s'organiser. En « faisant différemment », ces personnes essayent de mettre en œuvre leurs idéaux et leurs valeurs, d'accorder leurs pratiques et leurs visions politiques. Ces dernières s'ancrent dans une critique militante plus ou moins radicale de ce qui est vu comme étant « la société [ou le système ou les institutions] dominante[s] ». Ces jardins s'inscrivent avant tout dans le mouvement environnemental mais les valeurs

1. À l'origine, Bioma est le nom d'une coopérative de travail créée par certain-e-s jardiniers et jardinières engagé-e-s dans ces projets. Cependant, le collectif qui anime ces espaces dépasse la seule coopérative mais le nom « Bioma » reste la référence commune, le noyau de ces projets. Par facilité, comme c'est l'usage dans ce milieu et sauf indication contraire, j'utilise « Bioma » de manière métonymique pour désigner l'ensemble du collectif et « coop Bioma » pour désigner la seule coopérative et ses membres. Ma recherche porte avant tout sur Bioma comme collectif et comme ensemble de projets alternatifs, la coopérative Bioma qui prête son nom aux projets, n'est qu'une composante parmi d'autres de mon terrain. Dans le corps du texte, Bioma est aléatoirement au féminin ou au masculin.

2. Afin de participer à la lutte contre le sexisme linguistique et l'invisibilisation des femmes dans la langue française, j'ai décidé de rédiger ma thèse en respectant plusieurs règles de féminisation. J'ai ainsi féminisé les noms et les adjectifs afin d'inclure les deux genres. Pour ce faire, j'ai soit dédoublé les noms – « acteurs et actrices », par exemple – soit utilisé le point médian pour unir les deux genres – j'écris ainsi les « militant-e-s » pour parler des militantes et des militants. Une telle démarche peut alourdir le texte, mais c'est une manière de lutter contre la reproduction du sexisme dans la langue écrite. Notre pensée est façonnée par notre langage et les discriminations qui s'y nichent ont souvent tendance à se retrouver, de façon plus ou moins implicite, dans notre pensée si nous n'y prenons garde. Je voudrais remercier Cassandra Ville qui m'a aidé à approfondir ma réflexion à ce sujet.

et idéaux des jardiniers et jardinières s'inspirent de traditions politiques et idéologiques issues de luttes et mouvements sociaux divers et variés. Bioma est une initiative alternative.

* * *

L'alternatif est une dimension des actions collectives. On retrouve des pratiques alternatives dans la plupart des mouvements sociaux et, ce, à travers l'histoire. Ces pratiques sont souvent expérimentales et préfiguratives : les militant·e·s essayent de faire coïncider les moyens et les fins de leurs actions, de faire advenir *ici* et *maintenant* les formes sociales pour lesquelles ils et elles se battent. Les pratiques alternatives sont ambivalentes et génèrent un certain nombre de tensions directement liées à l'ambition de changement social qui les anime.

Dans mon travail de recherche, je considère que les pratiques alternatives participent à une stratégie parmi d'autres d'engagement de militant·e·s luttant pour une forme de changement social. Cette stratégie de changement social prend souvent la forme de la « transition ». Dans cette perspective, les initiatives alternatives « dans et contre » le système ou la société dominante seraient autant de lieux où la « société de demain » est expérimentée et construite. À partir de ces espaces, les pratiques alternatives se diffusent et participent à un changement social plus large de type « interstitiel » (Olin Wright 2017). Les initiatives alternatives créent des interstices au sein desquelles elles peuvent prospérer et participer à un « renforcement de l'agir social » (487).

Partant de cette double hypothèse que l'alternatif est une dimension de l'action collective et qu'il s'inscrit dans une stratégie spécifique de changement social par transition, je propose dans ma thèse de décortiquer les tensions et les ambivalences constitutives des pratiques alternatives. L'étude de ces tensions et ambivalences me permet à la fois de mieux comprendre la manière dont les pratiques alternatives sont mises en œuvre et vécues et d'analyser les caractéristiques principales du changement social pour lequel ces initiatives luttent. La question de la stratégie de changement social invite le ou la chercheur·e à explorer différentes dimensions de l'alternatif.

Les initiatives alternatives essayent de « faire monde », d'expérimenter et de construire des formes sociales les plus complètes et cohérentes possibles. Dans cette optique, les militant·e·s de l'alternatif font, autant que possible, des expérimentations dans différentes

dimensions de leur vie collective. La première forme de transformation que vise la transition se passe tout d'abord dans la tentative de transformation de la subjectivité des militant.e.s. Les personnes engagées dans l'alternatif s'efforcent en effet de se désocialiser des pratiques dominantes pour se resocialiser à de « nouvelles » pratiques et normes de conduites plus en accord avec leurs idéaux et valeurs. Ces initiatives s'inscrivent en même temps dans des mouvements sociaux particuliers auxquels elles apportent un soutien de différentes manières. Analyser comment l'alternatif s'inscrit dans des mouvements sociaux éclaire notamment la manière dont la stratégie transitionnelle de l'alternatif peut s'articuler avec d'autres types de stratégies de changement social.

Les initiatives alternatives sont à la fois « dans et contre » la « société » : elles portent une critique radicale des institutions dominantes et proposent d'autres manières de faire tout en interagissant avec ces mêmes institutions ; elles continuent donc d'exister au sein de la société. En caractérisant ces initiatives, je ne veux pas les enfermer arbitrairement mais au contraire explorer la manière dont elles s'imbriquent et s'articulent avec d'autres pratiques, d'autres collectifs ainsi qu'avec les institutions dominantes. Mon objectif est de rendre compte de la pluralité – interne et externe – des pratiques alternatives. Le potentiel de changement social de ces pratiques n'est ni unique ni uniforme et la transition à laquelle les initiatives alternatives travaillent est elle-même multiple et ambivalente.

La thématique de la transition est de plus en plus présente à la fois dans le débat public et dans les débats universitaires. La « transition » est devenue un terme fortement polysémique et équivoque. Avec le mouvement écologiste et la diffusion de ses enjeux dans la société, les gouvernements, les grandes organisations non-gouvernementales, les associations, les entreprises, autant que les groupes militants et contestataires en viennent à faire référence à cette thématique (Audet 2015b). Mais ces différent.e.s acteurs.trices conçoivent la transition de manières très différentes, souvent contradictoires. Un indice de cela est l'adjonction des qualificatifs à cette transition : la transition peut par exemple être énergétique, économique, écologique, sociale, soutenable ou durable. Une bonne part de l'indifférenciation de la transition réside dans l'absence de contenu propre à celle-ci. Chercher à effectuer une « transition » ne dit rien de son caractère plus ou moins transformateur ou radical. Certaines conceptions de la transition, comme celles sous-jacentes à la théorie de la modernisation écologique, par exemple, ne visent pas à « changer le

système » mais plutôt à l'aménager pour prendre en compte les dimensions écologiques de la production, distribution et consommation de biens et services (Meadowcroft 2011).

Les initiatives alternatives proposent une vision plus radicale de la transition : la transition qu'elles proposent vise à transformer les manières de faire, de voir le monde et d'entrer en relation les un-e-s avec les autres. Lorsque Bioma promeut sur son site Internet une « transition socio-écologique », ce n'est pas un aménagement du capitalisme que les militant-e-s souhaitent mais bien plus l'expérimentation et la création de modes de vie, de pratiques et modes de relations non-capitalistes – voire anti-capitaliste. En ce sens, la transition dans laquelle les initiatives alternatives s'inscrivent est radicale car elle remet en cause les racines et les fondements des dominations sociales. Pour ces militant-e-s, la crise écologique, économique, sociale et politique qu'ils et elles voient comme étant imminente est à la fois le résultat et la cristallisation de ces dominations.

Étudier les initiatives alternatives permet donc de mieux caractériser ce que peut être une vision radicale de la transition. Dans ma thèse, j'en analyse les différentes dimensions et la manière dont elles s'articulent à d'autres pratiques et stratégies de changement social. En prenant comme entrée la question des tensions et des ambivalences, j'explore les limites, les impensés, les angles morts et les récupérations possibles des pratiques alternatives de transition. Mais je mets à jour aussi la créativité des militant-e-s, les arrangements et les subversions qu'ils et elles expérimentent, l'agilité dont ils et elles font preuve dans leurs engagements politiques et sociaux et dans les relations qu'ils et elles tissent au-delà de leur groupe.

L'intérêt de cette thématique de recherche est multiple. Cela permet tout d'abord de rendre visible et de caractériser dans le détail une vision particulière, radicale, du changement social par transition. C'est aussi l'occasion de mieux comprendre ce que peuvent être des initiatives alternatives, la manière dont elles sont construites et vécues et la manière dont elles évoluent et se transforment. Ma recherche permet aussi de mieux comprendre comment différents engagements s'imbriquent et peuvent être pensés et menés conjointement. En ce sens, ma recherche participe à un décroisement de l'étude des mouvements sociaux en s'intéressant aux lieux où ils se croisent et s'entre-alimentent.

Au-delà des débats scientifiques, j'espère que mes analyses seront utiles pour les militant-e-s de l'alternatif, notamment les personnes engagées dans les projets de Bioma.

En analysant divers lieux d'ambivalences et de tensions, j'explicité à la fois comment l'alternatif est expérimenté et là où son potentiel transformateur est le plus fort. Ce sont aussi des lieux où les écueils et les difficultés liées aux pratiques alternatives sont les plus importants. En ce sens, mes analyses peuvent servir à la fois aux personnes déjà engagées dans des initiatives alternatives et aux personnes qui souhaiteraient s'aventurer dans de telles démarches.

À travers mes analyses, je m'adresse aussi potentiellement à tou·te·s les militant·e·s engagé·e·s dans des mouvements sociaux. J'essaie de mettre à jour comment différentes stratégies d'actions et différentes pratiques peuvent s'articuler, s'entre-alimenter et participer à une forme de convergence des luttes – plutôt que de voir ces stratégies de manière concurrente. Ces liens et ces articulations entre les modes d'action peuvent être approfondis et consolider ainsi de manière simultanée différentes luttes.

Enfin, en rendant compte de projets alternatifs réellement existants, en montrant ce que des militant·e·s parviennent à expérimenter et mettre en place, j'espère participer à un élargissement de ce qui est possible. En analysant les tensions et les imperfections qui existent dans ces initiatives, j'espère montrer à quel point de telles pratiques sont finalement humaines et accessibles et non réservées à une hypothétique élite militante. L'alternatif est fait de bricolages, de compromis et d'expérimentations qui admettent des formes d'engagements diverses et variées. J'espère que mes analyses susciteront des lueurs d'espoir en ces temps où menace une multitude de crises interreliées, tant écologiques et économiques que politiques et sociales.

* * *

Ma thèse est divisée en trois grandes parties. Après une entrée empirique dans mon terrain, je construis dans la première partie mon objet de recherche et je présente l'ensemble de ma démarche d'enquête. C'est l'occasion d'explicité ce sur quoi repose, empiriquement, théoriquement et méthodologiquement, l'ensemble de ma recherche et de mes analyses. Dans mon premier chapitre, je développe ce qu'est l'alternatif empiriquement, comment le concevoir et où le trouver. À la fin de ce chapitre, je présente les questions que pose, empiriquement, l'alternatif puis le contexte précis de mon étude. Dans le chapitre suivant, j'explore la littérature académique afin de voir où les pratiques alternatives ont pu être étudiées et où se situent, théoriquement, les tensions et les ambivalences de

ces pratiques. C'est là l'occasion de rendre visibles les principaux piliers théoriques qui guideront ensuite mes analyses portant sur mes données de terrain. Enfin, dans le troisième chapitre, je présente ma démarche méthodologique, la manière dont j'ai mené ma recherche, le corpus de mes données et, concrètement, le contenu et les limites de mon terrain de recherche.

À partir de la deuxième partie de ma thèse, j'aborde plus précisément l'analyse de mes données empiriques. Dans cette partie, j'étudie Bioma de l'intérieur, dans ses relations et sa constitution interne ; j'explore ses rhizomes et ses dynamiques internes et sous-jacentes. Le quatrième chapitre porte ainsi sur la manière dont les pratiques alternatives se situent aux croisements de plusieurs engagements, luttes et mouvements sociaux. C'est dans ce croisement que sont construites des valeurs et visions du monde communes aux membres de Bioma. Et ce sont ces valeurs et visions du monde qui alimentent l'engagement et les pratiques des militant·e·s engagé·e·s dans les projets de ce collectif. Le cinquième chapitre analyse dans le détail la manière dont ces valeurs et idéaux s'incarnent dans les pratiques, les discours et l'organisation du collectif. Deux éthiques, celle du *faire* et celle de l'affinité, structurent Bioma et orientent à la fois les pratiques et les relations entre les différent·e·s membres. Cela a des répercussions sur la manière dont Bioma fonctionne ainsi que sur les ambitions de démocratisation interne du collectif.

Dans la troisième partie, j'explore l'alternatif dans ses relations externes à travers la manière dont Bioma existe et se projette hors de son propre groupe. Le sixième chapitre s'intéresse ainsi aux stratégies d'existence de Bioma : la manière dont les membres s'engagent vis-à-vis de groupes, d'organisations ou d'institutions dont les normes et les pratiques sont différentes des leurs, voire, comme c'est souvent le cas, contradictoires. Dans ce chapitre, je me concentre sur trois stratégies différentes – mais qui ont en commun la projection des éthiques internes de Bioma – qui correspondent à trois modes et milieux d'existence. Enfin, dans le septième chapitre, je prends du recul pour regarder la spatialisation des pratiques alternatives. Les initiatives alternatives s'inscrivent dans une lutte spatiale au sein de laquelle les militant·e·s expérimentent, créent et luttent pour faire exister un « monde » différent, alternatif.

Avant de conclure ma thèse, je sors, empiriquement, de mon terrain. C'est l'occasion de rendre visible la continuité de Bioma et de l'alternatif à travers ses transformations

successives. Dans ma conclusion, je reviens sur l'ensemble du parcours de recherche pour en retirer les principaux enseignements portant à la fois sur ce que sont les pratiques alternatives et sur leurs relations à une forme de transition que Bioma qualifie de « socio-écologique ».

Entrée

On est à la fin du printemps 2016. Si vous marchez sur la rue Beaubien vers l'Ouest à partir de la rue Saint Laurent, vous entrez dans un quartier en pleine transformation mais qui reste marqué par un passé largement commercial et industriel. En avançant vers l'Ouest, vous traversez l'avenue du Parc et vous entrez alors dans une zone de vieux entrepôts industriels. Si certains de ces entrepôts maintiennent une fonction industrielle, de nombreux ont été reconvertis en studio, en bureaux partagés ou en ateliers d'artistes. C'est une partie de la ville qui témoigne des transformations urbaines en cours à Montréal. Si vous dépassez ces entrepôts, en arrivant vers la rue Durocher, vous tombez sur un cul-de-sac où se tenait, jusqu'au milieu des années 1980, la gare de triage d'Outremont. Sur ce site ont débuté les travaux de construction et d'aménagement du nouveau campus scientifique de l'Université de Montréal. C'est là un grand espace encastré entre deux voies de chemin de fer qui s'entrecroisent. Un espace poussiéreux et traversé par des camions, tracteurs et autre engins de construction. Ce n'est pas, à première vue, un endroit très hospitalier ni accueillant : il est bruyant et sale ; il semble stérile et promis à la bétonisation. Le paysage est gris et jaunâtre, il n'y a pas de végétation et il semble n'y avoir que peu de vie hors du chantier.

Pourtant, non loin de l'entrée du chantier, juste au nord de là où est construite la nouvelle route d'accès, un groupe d'individus s'échine à casser ce sol argileux compact, à fabriquer laborieusement des lits de culture en mélangeant de la terre et du compost provenant de grandes piles de terre déposées là comme si elles étaient tombées des camions desservant le chantier. Bienvenue à ce qui va devenir le Craterre. C'est un travail titanesque qu'entreprennent à mains nues ces individus et leurs efforts paraissent au mieux futiles dans cet environnement de chantier hostile et infertile. Pourtant nous sommes nombreux-euses à essayer d'implanter ici des jardins, à coups de pioches, de

pelles et de brouettes. Il y a une vingtaine d'individus qui ont répondu à l'invitation des membres de la coopérative Bioma. Nous sommes venu·e·s pour faire pousser des légumes mais aussi pour former une communauté, un collectif se rassemblant autour de l'agriculture urbaine, autour de l'idée de pouvoir « mettre les mains dans la terre » et construire un espace accueillant et ouvert. Si certaines personnes se connaissent, ce n'est pas le cas de tout le monde : certain·e·s, comme moi, sont là pour la première fois.

Après une longue journée de travail en plein soleil, Rachel³, qui coordonne ce projet, invite toutes les personnes présentes à l'Espace X, juste de l'autre côté de l'avenue du Parc, dans le quartier dit du Mile Ex. Là encore, entre des entreprises et des entrepôts, un petit jardin caché à été aménagé par les membres de la coop Bioma. C'est un espace expérimental où John et David, membres de la coop, essaient des techniques d'aquaponie urbaine, où un collectif ami de la coopérative a installé des ruches et où sont organisés différents événements culturels, éducatifs et festifs. En ce mardi soir de mai, l'Espace X accueille le lancement du ShazamFest, un festival alternatif de musique, de cirque et de burlesque qui se déroule en juillet dans la région de Magog. C'est un événement spécial lors duquel des journalistes sont invité·e·s pour l'annonce des dates et du programme du festival. Il y a un spectacle de burlesque, un concert de musique et des bières offertes par la brasserie coopérative bio ontarienne Beau's, partenaire du festival. On ne se sent pas forcément à l'aise car c'est un événement particulier à destination des membres du festival et des journalistes. Il n'y a pas beaucoup de participant·e·s, tout au plus une trentaine. Mais Rachel nous encourage et fait en sorte que nous nous sentions les bienvenu·e·s. Les autres membres du groupe sont là aussi et nous accueillent avec de grands sourires, nous remercient de notre travail au Craterre et nous font visiter l'espace qu'ils et elles ont construit et aménagé.

À mesure qu'avance la saison et que passe l'été, les liens entre les bénévoles du Craterre et les membres de la coop s'approfondissent, les plantes poussent et les jardins prennent forme. Là où, au début de la saison, il n'y avait qu'un morne terrain vague, gris et poussiéreux, stérile et chaud, s'élèvent petit à petit des plans de tomates, des rangées de salade, un jardin d'herbes médicinales, une cabane à outils, des tables et des chaises et une petite scène. Alors qu'au début de la saison, nous étions un groupe de bénévoles

3. Tous les prénoms ont été anonymisés, voir le chapitre 3 portant sur la méthodologie.

suivant les directives des responsables, nous prenons peu à peu plus de place et de liberté dans l'organisation et la gestion de l'espace. Finalement on est de moins en moins « bénévoles » et de plus engagé·e·s dans ces jardins. Avec le début des récoltes, l'espace continue de s'ouvrir, notamment les mercredis après-midi lors desquels on organise des « mini-marchés » pour vendre des légumes.

Ces « mini-marchés » servent à plusieurs choses. C'est tout d'abord, bien entendu, un moyen de générer des revenus – modestes – qui servent à la fois à acquérir des outils et autres matériaux pour les jardins mais aussi à essayer de payer un salaire à temps partiel pour les membres de la coop qui coordonnent cet espace. Les légumes sont vendus à prix libre : les acheteurs·teuses sont invité·e·s à donner ce qu'ils ou elles veulent et pensent être le juste prix pour ce qu'ils ou elles achètent. Les restes sont donnés soit aux personnes encore présentes à la fin du marché soit à des organismes du quartier de Parc Extension. Ces marchés ont aussi pour but de faire vivre l'espace et d'attirer du monde, de faire connaître le lieu et la coopérative. Ces mercredis regroupent les bénévoles du Craterre et des autres jardins qui se sont installés alentour mais aussi les membres et les ami·e·s de Bioma ainsi que quelques rares personnes qui viennent des quartiers limitrophes. Pour attirer les gens, des concerts sont organisés après les mini-marchés. Les musicien·ne·s sont des ami·e·s ou des ami·e·s d'ami·e·s et sont souvent rétribué·e·s en légumes et avec l'argent récolté en faisant passer le chapeau. Ces soirées du mercredi sont souvent très animées bien qu'il n'y ait jamais foule : le public varie entre un quinzaine et une trentaine de personnes.

* * *

Le Craterre est un lieu surprenant : entre une ancienne zone industrielle en reconversion et un chantier au milieu de rails de chemin de fer, on ne s'attend pas à trouver des jardins aussi luxuriants. On n'y va pas sans connaître. Ce n'est ni un lieu de passage ni un lieu de promenade. C'est dans les confins de la ville que l'on trouve ces jardins coordonnés par une coopérative de travail autogérée nommée Bioma.

Ce sont des jardins qui ont une visée à la fois productive – avec de la vente de légumes et de salades à des restaurants locaux et à des particuliers·ières – et sociale – avec des dons de nourriture à des organismes comme la Place Commune ou Afrique au Féminin.

C'est aussi un projet éducatif où de nombreux ateliers portant sur l'agriculture, la transformation de produits frais ou les sols et l'écologie sont organisés. Son fonctionnement aussi est particulier : si l'on y parle de bénévoles, la relation hiérarchique habituellement inhérente au bénévolat y semble moins présente. Les « bénévoles » sont invité·e·s à s'impliquer et à s'approprier l'espace et le projet, à prendre part aux décisions et à l'organisation du lieu et non à seulement suivre les consignes en s'en remettant aux coordonnateurs et coordonnatrices du projet.

Le Craterre est un projet « alternatif », différent d'autres projets d'agriculture urbaine. Il propose un modèle particulier d'urbanisme où l'espace urbain est réapproprié par un collectif afin de mener des expérimentations sociales, agricoles et économiques. Le bénévolat comme relation hiérarchique de travail gratuit est remis en question. La seule productivité d'un espace agricole est relativisée en ajoutant une vision plus sociale et éducative. Loin d'être purement agricole, le Craterre revêt des fonctions plurielles : c'est aussi un espace de socialisation, d'expression et de diffusion artistiques et culturelles. Enfin, bien qu'étant physiquement un cul-de-sac, ce n'est pas un îlot isolé : il est relié à d'autres espaces et d'autres projets alternatifs qui sont soit animés par le même collectif rassemblé autour de Bioma, soit animés par d'autres collectifs amis ou alliés.

Face à ces jardins et à cette sorte d'archipel alternatif qui se déploie dans la ville de Montréal, on ne peut s'empêcher de se poser de nombreuses questions. Qui sont ces travailleurs et travailleuses, ces militant·e·s de l'alternatif ? Pourquoi font-ils et font-elles cela ? Quelles sont les expérimentations, tant techniques et économiques que sociales et culturelles, qui sont menées au sein de ces projets ? Qu'est-ce qui relie et unit ces initiatives ?

Extrait de carnet de terrain, mai – septembre 2016

Première partie

Rechercher l'alternatif

Chapitre 1

L'alternatif et ses tensions

1.1. À la recherche de l'alternatif

1.1.1. Faire différemment

L'on désignerait, comme je le fais plus haut, assez communément le Craterre de projet « alternatif » et c'est là un qualificatif assez, sinon de plus en plus, répandu. On va ainsi parler de médecine alternative, d'agriculture alternative, de modes de vie alternatifs, de pédagogies alternatives ou encore d'initiatives alternatives. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que cet « alternatif » ? S'il n'y a pas de définition précise ni communément admise de l'alternatif, on a tout de même une compréhension intuitive de ce que cela peut recouvrir. L'alternatif peut désigner à la fois des individus ou des groupes mais aussi des pratiques, des connaissances ou des modes de vie qui, à chaque fois, sont décrits comme étant différents. Différents de la norme dominante, différents de ce qui se fait *normalement* dans ce que l'on se représente comme étant le « reste de la société ». Ainsi, lorsque l'on parle de « médecines alternatives » par exemple, on désigne des pratiques médicales « complémentaires » qui se démarquent de la médecine allopathique en proposant une autre approche de la santé. Le végétarianisme ou le véganisme, en Occident, sont des pratiques alimentaires, voire des modes de vie (Veron 2016), couramment décrits comme étant alternatifs en cela qu'elles se démarquent des pratiques et régimes alimentaires dominants largement omnivores.

Dans le domaine de l'agriculture aussi on retrouve cette notion, là encore peu définie, d'« alternative » qui désigne des modes de production, de distribution et/ou de consommation qui ne sont pas « conventionnels », qui se démarquent de l'agriculture industrielle

et de la grande distribution. C'est ainsi autant le cas de l'agriculture biologique, bien qu'elle soit de plus en plus conventionnelle (Darnhofer et al. 2010), mais aussi d'autres pratiques agricoles moins répandues telles que la permaculture¹ ou l'agriculture biodynamique, par exemple. Ces pratiques agricoles ne se plient pas aux canons de l'agriculture conventionnelle et les agriculteurs et agricultrices engagé·e·s dans de telles démarches choisissent bien souvent des circuits courts limitant les intermédiaires pour acheminer et vendre leurs productions à des consommateurs et consommatrices « critiques » et engagé·e·s (Pleyers 2013 ; Wilson 2015). En se démarquant ainsi de la norme instituée, des manières de faire les plus répandues, ces acteurs et actrices, individuel·le·s ou collectif·ives, sont couramment vu·e·s comme « alternatifs·tives ».

En ce sens, l'alternatif se situe par rapport à un modèle dominant, au « *mainstream* ». Cela recouvre autant des pratiques quotidiennes que ponctuelles, des pratiques collectives coordonnées que diffuses. On pourrait ainsi, à première vue, comprendre l'alternatif comme un ensemble de pratiques collectives tournées vers l'expérimentation et la création d'« autres » relations ou manières de faire, de s'organiser, de vivre ensemble, de se connaître. Ces pratiques se situent à la frontière entre la contestation de l'ordre établi – que ce soit spécifiquement, par exemple, l'agriculture industrielle conventionnelle ou l'allopathie, ou, plus largement, le capitalisme ou l'État – et la création d'espaces et de relations plus ou moins en marge de ce même ordre établi. Si l'on reprend la vignette introductive, le Craterre propose un usage « différent » de l'urbain : ce n'est ni un parc public ni une rue, ni un bâtiment privé ni une entreprise. Ce n'est pas un simple jardin urbain productif non plus : c'est aussi un espace social et culturel d'expérimentations et de diffusion. L'altérité du Craterre, par rapport à d'autres projets agricoles urbains (et non urbains) se situe ainsi

1. La permaculture, dont il sera question plusieurs fois dans cette thèse, est un mot-valise fusionnant « culture permanente » et « agriculture permanente ». C'est une méthode ou une approche visant à adopter des « solutions naturelles » pour insérer non seulement les pratiques agricoles mais aussi toutes les interactions et relations sociales dans leur « écosystème naturel ». Pour les tenant·e·s de la permaculture, « la nature n'est pas seulement le sujet [...], c'est aussi ce pour quoi et au nom de quoi ils et elles travaillent ; pour les groupes inspirés par la permaculture, la nature est aussi un médium à travers lequel ils mènent leurs activités » (Aiken 2017a, 175). En d'autres termes, d'un point de vue général, la permaculture implique de concevoir des pratiques et des actions en fonction de la nature – ou, du moins, de la compréhension que les acteurs·trices en ont. La permaculture s'articule autour de trois principes éthiques devant orienter la réflexion et l'action : prendre soin de la nature, prendre soin des humain·e·s et créer de l'abondance et redistribuer les surplus. Au-delà de ces caractéristiques générales, les pratiques, initiatives et groupes de permaculture sont très divers (Aiken 2017a ; Lockyer et Veteto 2013).

à la fois dans les techniques agricoles expérimentées mais aussi dans l'organisation et la gestion du lieu ainsi que dans les objectifs affichés du projet.

En ce sens, du point de vue de son altérité, en se situant en-dehors, voire contre les normes instituées, l'alternatif occupe une place de relative marginalité. Le rapport de l'alternatif aux institutions est ainsi nécessairement ambivalent, alternant entre rejet – relatif – de celles-ci, et en étant en même temps en situation de coexistence voire de dépendance partielle vis-à-vis de celles-ci. Pour reprendre l'exemple de l'agriculture biologique, c'est là un domaine multiple qui est, au moins en partie, en voie de « conventionalisation » (Darnhofer et al. 2010). Cela signifie que l'agriculture biologique conventionnelle ne se définit plus par opposition à des manières de faire dominantes et devient elle-même une pratique normale, instituée dans l'économie de marché, perdant par là son caractère alternatif. C'est là un exemple d'une pratique alternative qui se normalise et devient conventionnelle, socialement acceptée et dominante. L'alternatif est constamment pris dans une telle ambivalence : ses pratiques, souvent expérimentales et marginales, tendent à se sédimenter et à s'institutionnaliser.

1.1.2. Les pratiques alternatives

Faire différemment, comme être dans la marge, ne suffit pas pour définir l'« alternatif ». L'alternatif se rattache à une certaine éthique contestataire, plus ou moins marquée selon les initiatives, mais qui existe néanmoins. Dans le fond, si l'on décide de faire différemment de ce qui se fait normalement, c'est parce que l'on a intégré une critique de ces manières de faire conventionnelles et dominantes. Ainsi, pour de nombreux-euses agriculteurs et agricultrices, les raisons de se tourner vers des systèmes agricoles et nourriciers alternatifs sont nombreuses et complexes, inscrites dans les histoires de vie de chacun-e, et s'ancrent tout de même souvent dans un choix éthique qui rejette, parfois implicitement et souvent de manière partielle, l'agriculture conventionnelle (Wilson 2015 ; Hellec et Blouet 2014 ; Van Dam et al. 2009).

Il est important de revenir à l'aspect éthique des pratiques alternatives : de telles pratiques font partie de démarches critiques qui s'inscrivent dans des modes de vie cohérents.

Florence Hellec et André Blouet, dans leur analyse des trajectoires de conversion à l'agriculture biologique d'éleveurs du nord-est de la France, expliquent ainsi que cette conversion s'accompagne souvent de changements portant sur le mode de vie et de consommation des éleveurs, voire sur leurs pratiques d'engagement social et politique (Hellec et Blouet 2014, 129). Avec la conventionnalisation et l'institutionnalisation des pratiques, la démarche éthique et contestataire tend à s'effacer au profit d'un conformisme aux normes nouvellement instituées.

La démarche alternative, en rupture partielle vis-à-vis de ce qui est représenté comme étant les normes dominantes et instituées, critique ainsi certains aspects de la société. Armine Ishkanian et Irum Ali (2018), dans un article portant sur les mouvements anti-austérité à Londres font appel au concept de « dissensus » pour expliquer la posture de certaines organisations vis-à-vis des institutions dominantes. Elles empruntent ce concept à Jacques Rancière pour décrire les organisations qui refusent non le seul contenu d'une politique, mais aussi la manière de la mettre en œuvre et le fait même de proposer une telle politique (Ishkanian et Ali 2018, 3).

Ce concept traduit une posture de remise en cause de l'hégémonie dominante et peut aider à comprendre l'alternatif : c'est faire autrement dans le sens critique de remettre en cause les manières hégémoniques et dominantes de faire. L'alternatif est en ce sens basé sur des choix sociaux éthiques et politiques contestataires et potentiellement subversifs. Au plan individuel, ces choix s'articulent au quotidien et vont modifier, au moins partiellement, le mode de vie de chacun et de chacune. Les pratiques alternatives semblent ainsi participer à une transformation, toujours partielle et incomplète, des habitudes et comportements des individus mais aussi de leur subjectivité et imagination (Zanoni et al. 2017 ; Veron 2016) Ces pratiques s'inscrivent néanmoins dans des collectifs, plus ou moins formels et organisés, qui peuvent prendre plusieurs formes allant de fermes et de centres sociaux à des réseaux d'échanges de pratiques et de savoirs, ou encore des festivals et des associations.

L'alternatif en ce sens n'est pas une simple pratique individuelle – si tant est que cela soit possible, mais c'est là un autre débat – mais un type de pratique qui s'inscrit dans un collectif et donne lieu à des initiatives alternatives. Une initiative alternative est une tentative collective de mettre en œuvre des manières de faire différentes qui s'efforcent à

être cohérentes avec les idéaux du collectif. Dans la mesure où ces initiatives collectives sont le fait d'un groupe qui cherche, de manière générale, à « transgresser les normes qui ont été institutionnalisées à travers les rôles sociaux [et à aller] au-delà des règles du système politiques », pour reprendre les termes qu'Alberto Melucci (1980) utilise pour définir une action collective², on peut considérer que ces initiatives alternatives sont une dimension d'actions collectives spécifiques. Ces projets alternatifs sont divers et plus ou moins radicaux, plus ou moins en rupture, pour faire court, avec la société dominante – ou, plutôt, avec ce qui est vu comme dominant et/ou opprimant dans la société.

Il est rare que de telles initiatives soient totales, qu'elles s'adressent à l'ensemble des secteurs de la société. Bien souvent, ces initiatives s'adressent à un ou plusieurs enjeux sociaux et interviennent dans des domaines disparates : agricole, culturel, de la consommation, de l'écologie ou de l'économie, par exemple. Ces initiatives créent des espaces physiques et sociaux d'autonomie plus ou moins grande, des lieux d'expérimentation et de mise en œuvre de l'alternatif. Ce sont des carrefours, des lieux traversés par différentes tendances, qui se définissent et se redéfinissent constamment, pris entre la tentative de se constituer « hors » de l'ordre et des institutions dominantes et la volonté de rester ouverts et informels, en lien avec le reste de la société. Tous ces lieux forment un « milieu alternatif », un ensemble relativement flou, un « agencement » de lieux alternatifs qui s'articulent ou, parfois, coexistent simplement mais qui forment, par accumulation, une sorte d'écosystème.

L'ensemble des initiatives alternatives s'inscrivent dans et participent à divers mouvements sociaux. Ce sont des initiatives coordonnées qui visent une transformation sociale ; des actions qui défendent des intérêts communs face à ce qui est vu comme étant des normes instituées dominantes.

Les acteurs et les actrices de ces initiatives se reconnaissent comme faisant partie du milieu alternatif. C'est un milieu en émergence car ce sont des initiatives qui ne sont ni organisées globalement ni véritablement coordonnées. Ces dernières se développent

2. « *Collective action also includes all the types of behaviour which transgress the norms that have been institutionalized in social roles which go beyond the rules of the political system and/or which attack the structure of a society's class relations* » (Melucci 1980, 202). Sauf mention contraire, toutes les citations d'auteur-e-s écrivant dans une langue autre que le français ont été traduites par mes soins. La version originale se retrouve dans les notes de bas de page.

indépendamment les unes des autres et sont reliées informellement par des liens affinitaires ou d'alliances. Elles se situent à la croisée de différents mouvements sociaux auxquels elles participent. Schématiquement, on retrouve ainsi des initiatives davantage ancrées dans le mouvement écologiste, d'autres directement issues du mouvement altermondialiste. Certaines sont tournées vers des problématiques féministes tandis que d'autres s'inscrivent dans les mouvements anti-coloniaux. Bien souvent, les initiatives alternatives croisent ces secteurs et l'on peut par exemple trouver des initiatives alternatives qui sont en même temps écologistes, féministes et anti-coloniales.

1.1.3. Expérimentations et bricolages

Si « un autre monde est possible », comme le revendiquent les Forum Sociaux Mondiaux (FSM), événement phare du mouvement altermondialiste, alors l'ambition de l'alternatif est de construire cet autre monde – ou ces autres mondes. Qu'est-ce que cela peut vouloir dire? On l'a vu plus haut, les initiatives alternatives se constituent contre des pratiques et des normes instituées ou dominantes. Amanda Wilson (2015) montre avec précision comment de petit·e·s agriculteurs·trices en Ontario et au Québec expérimentent des pratiques afin de tenter de « contourner des caractéristiques communes du capitalisme »³. Les agriculteurs·trices avec lesquelles Amanda Wilson travaille critiquent l'agriculture industrielle, la désincarnation de la production agricole qu'elle implique, les circuits longs de distribution et la multiplication des intermédiaires. C'est à partir de cette critique qu'ils et elles redéfinissent leur activité professionnelle mais aussi l'ensemble de leur vie personnelle et collective en fonction de valeurs éthiques spécifiques telles que l'autonomie collective, l'entraide, la décroissance et la construction de subjectivités collectives. De la même manière, l'alternatif s'ancre avant tout dans une critique du système social et des institutions dominantes en remettant en cause les modes d'organisation et de régulation qui y sont institués. Ainsi, à la relation commerciale, souvent désincarnée, entre producteur·trice, distributeur·trice et consommateur·trice, les agriculteurs·trices de la thèse d'Amanda Wilson préfèrent des relations directes, interpersonnelles, d'échanges et d'interdépendances (Wilson 2015, 227).

3. « *These experimentations are, in different ways, attempts to circumvent common characteristics of capitalism.* » (Wilson 2015, 224).

Partant de cette représentation critique des institutions sociales dominantes – du marché capitaliste, par exemple –, les militant·e·s de l’alternatif proposent donc d’« autres » manières de faire, de s’organiser, de se représenter, de construire des relations. Ce « faire différemment », que j’ai situé dès le début comme étant aux fondements de l’alternatif, a comme implication directe le bricolage et l’expérimentation. En effet, nous sommes socialisés dans les institutions dominantes à la faveur des modes d’organisation et de régulation qui y ont cours. Pour faire différemment, en remettant en cause les manières instituées de faire, il faut inventer et expérimenter ou préfigurer. Pour reprendre les termes que Paul Chatterton et Jenny Pickerill (2010) utilisent à propos des géographies autonomes, l’alternatif est davantage un désir ou un horizon, un processus plutôt qu’un état de fait accompli ou à accomplir.

Cet aspect de bricolage et d’expérimentation est un thème important de l’alternatif. Il est intimement lié à sa revendication de construction d’« autres » mondes. Pour revenir à la vignette qui ouvre cette thèse, le Craterre est un lieu où le collectif essaie de transformer les relations entre bénévoles et organisateurs·trices. Cette transformation n’est pas parfaite, elle ne fonctionne pas à chaque fois : si certaines personnes s’emparent du projet, prennent des initiatives et s’impliquent profondément dans les jardins, d’autres préfèrent maintenir une relation plus traditionnelle de bénévolat et s’en tenir à effectuer les tâches « basiques » qui leur sont indiquées. Le collectif doit bricoler entre ces différentes relations et ne souhaite pas s’en remettre à un quelconque modèle préétabli de volontariat qui est courant – et souvent non questionné – dans la plupart des organismes communautaires à Montréal et ailleurs. Ce bricolage ne mène pas à une situation fixe ni stable et génère nécessairement des tensions entre ce que le collectif souhaite faire, la manière dont il souhaite s’organiser et la réalité des relations sociales et de travail qui ont cours dans les jardins.

1.2. Permanence et extension des pratiques alternatives

1.2.1. Brève mise en perspective historique

Si elles sont rarement désignées ainsi, les pratiques alternatives ne sont pas nouvelles et elles s'inscrivent dans une histoire longue. Désignées par des termes variés et nombreux, ces pratiques sont en effet présentes dans une variété de mouvements sociaux qui se déploient dans l'histoire. Steven Jezo-Vannier (2013) fait l'histoire des « contre-cultures », l'un des termes qui a été utilisé pour parler de l'alternatif, de nos jours à l'Antiquité. Par ce terme apparu dans les années 1970, il désigne des « mouvements d'opposition au système dominant », des « voix protestataires » qui « veulent donner corps à leur utopie » (pages 1-2) et la « bâtir [...] au présent » (page 15). Il met en avant des « moments » historiques où de tels mouvements ont surgi pour remettre en cause l'ordre établi en menant des expérimentations sociales, politiques et culturelles et en créant des « zones d'autonomie ».

Steven Jezo-Vannier remonte le temps et situe de tels mouvements contre-culturels à toutes les époques. Il part des *hackers* et *ravers* contemporains pour remonter jusqu'aux mythes et philosophies dionysiaques et prométhéennes antiques en passant par les poètes perses et les hédonistes chrétiens du Moyen-Âge ainsi que par les socialistes utopistes et révolutionnaires du XIXe siècle. C'est là un échantillon très hétéroclite que l'auteur mobilise afin de montrer que, par-delà les discontinuités, « la dissidence contre-culturelle est une lame de fond qui traverse les époques » (page 15). Steven Jezo-Vannier y voit un phénomène historique récurrent autant qu'ancien et qui est traversé par plusieurs tendances.

L'alternatif contemporain plonge ses racines notamment dans le débat aujourd'hui bien connu qui a opposé les « socialistes scientifiques » rassemblés notamment autour de Karl Marx, et les « socialistes utopiques ». Ces derniers-ères essayaient de dépasser les contradictions du capitalisme en réalisant le socialisme à petite échelle, ici et maintenant, sans passer par la dictature du prolétariat (Chodorkoff 2014). Une instantiation connue des « socialistes utopiques » est le mouvement des phalanstères et des familistères, notamment en France, qui entendaient mettre en œuvre les théories de Charles Fourier (1772-1830) en alliant le travail et le capital au sein d'un même lieu de vie. L'idée était de

créer, sous l'impulsion d'un entrepreneur « philanthrope », une entreprise et un lieu de vie collectifs et autogérés (Freitag 2006) dont le but était d'« éduquer et d'émanciper » les ouvriers et ouvrières (Dos Santo 2008). De telles initiatives ont été critiquées à la fois sur l'idée de l'alliance du capital et du travail mais ont aussi été taxées, souvent à raison, de philanthropisme paternaliste. Ces initiatives, tout comme le « mutualisme » de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), ont tout de même influencé le mouvement socialiste et notamment sa branche anarchiste.

Dans cette perspective, un événement qui a durablement marqué les mouvements socialiste, communiste et anarchiste est l'expérience de la Commune de Paris, en 1871. Alors que la ville de Paris est assiégée par les Prussiens puis par le gouvernement réactionnaire d'Adolphe Thiers, la Commune de Paris forme une « république démocratique, populaire et associative forte » (Jezo-Vannier 2013, 191) qui tente de mettre en œuvre des idéaux révolutionnaires tant républicains que socialistes. C'est une expérience qui est traversée par de nombreux courants idéologiques, parfois contradictoires, mais qui, l'espace de cinquante-quatre jours, tente de réaliser concrètement une démocratie directe, une autogestion ouvrière, une société laïque avec une égalité homme-femme : la Commune de Paris « inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique » (Jezo-Vannier 2013, 189). Cette expérience a inspiré de nombreux mouvements et de nombreuses initiatives par la suite, au-delà des frontières de la France. La Commune de Kronstadt, à Saint-Pétersbourg, par exemple, se réclame de cette filiation dans sa dénonciation de l'autoritarisme soviétique en 1921. Plus tard, c'est le mouvement hippie et des communautés intentionnelles, particulièrement aux États-Unis d'Amérique, qui reprendront les concepts et les références à la Commune de Paris, notamment les *diggers* – les précurseurs du mouvement Hippie – qui souhaitaient libérer Haight-Ashbury et San Francisco à la fin des années 1960.

Les années 1960 et 1970 ont vu un retour sur le devant de la scène de l'alternatif avec notamment l'apparition du terme de contre-culture. Celle-ci se pose en contradiction et en opposition vis-à-vis de la culture dominante et en rejette les valeurs principales en les redéfinissant de manière négative (Larkin 2015). À l'origine, dans les sciences sociales, on retrouve ce terme chez Talcott Parsons (1951) qui l'utilise pour désigner des « sous-cultures déviantes », mais il est ensuite repris pour désigner un mouvement social et

culturel de grande ampleur qui se déploie notamment aux États-Unis à travers la jeunesse surtout blanche et de classe moyenne (Whiteley 2015).

Ce mouvement contre-culturel prend ses racines dans – et en est une continuation – les mouvements pacifistes et des droits civils mais aussi dans la culture Beat et bohémienne des années 1950 (Whiteley 2015 ; Breines 1982). C'est un mouvement qui cherche à mener une révolution culturelle en remettant fondamentalement en cause les formes fonctionnelles de la rationalité, y substituant à la place un « subjectivisme », un mode de connaissance plus holiste (Larkin 2015). En ce sens, pour reprendre les termes de Barbara Epstein (1991), c'est un mouvement qui ne cherchait pas seulement à « transformer les structures économiques ou politiques [de la société américaine], mais les idées-mêmes qui gouvernent la vie sociale dans son ensemble »⁴. La contre-culture a ainsi pris corps dans des mouvements protestataires comme dans un renouveau du mouvement communaliste. Ces deux décennies ont en effet vu un renouveau des communautés intentionnelles, des « *communes* » au sein desquelles la jeunesse américaine tente de mettre en œuvre cette nouvelle « révolution culturelle » portée par le mouvement contre-culturel. Ces communautés sont souvent associées au mouvement hippie mais, comme le souligne Timothy Miller (1992), elles s'inscrivent dans une longue tradition communaliste américaine et, pourrait-on ajouter, occidentale.

Ce bref aperçu vise ici seulement à mettre en perspective l'alternatif : ce n'est pas un mouvement nouveau, il s'est déployé, certes différemment et en suivant des tendances parfois contradictoires, au sein d'une variété de mouvements sociaux. Ces instanciations de l'alternatif ont été constamment travaillées par des tensions et des contraintes. Ainsi, par exemple, les acteurs·trices du mouvement contre-culturel des années 1960-1970 étaient constamment pris·es entre « la vie qu'ils avaient rejeté et la vision d'une vie alternative dont les possibilités se faisaient réduire »⁵ (Larkin 2015, 75). Ces tensions travaillent le mouvement social et le forge d'une certaine manière. Elles peuvent éventuellement mener l'alternatif à se faire récupérer et incorporer dans la culture dominante, perdant dans le processus sa portée conflictuelle et critique. C'est là, selon Ralph Larkin (2015), le destin classique, voire, à son avis, inévitable, de tout mouvement contre-culturel.

4. « *The transformation not just of economic or political structures, but of the ideas that govern social life as a whole* », (Epstein 1991, 21).

5. « *Movement participants were caught between lives they had rejected and a vision of an alternative life whose possibilities were being foreclosed* ».

1.2.2. Le renouveau de l'alternatif

Les années 1960 et 1970 n'ont pas sonné la fin des expérimentations alternatives. Des éléments de la contre-culture ont été récupérés, intégrés et institués dans la culture dominante, d'autres se sont transmis à de nouvelles générations de militant·e·s qui se sont engagé·e·s dans tout un ensemble de « nouveaux » mouvements sociaux qui cherchent à « construire et défendre de nouvelles identités (comme dans le mouvement homosexuel et lesbien), à critiquer la vie personnelle et le genre (comme dans le mouvement des femmes), ou s'efforcent à réaliser une vision utopique de la communauté (comme dans le mouvement d'action directe) »⁶ (Epstein 1991, 240). Aujourd'hui c'est notamment dans les mouvements écologistes et altermondialistes que l'on retrouve de manière très visible des éléments de l'alternatif.

Le mouvement altermondialiste naît au milieu des années 1990 avec le mouvement zapatiste qui se soulève contre l'État Mexicain et contre le néolibéralisme⁷ pour l'autonomie et l'auto-organisation des peuples autochtones du Chiapas, au sud du Mexique. Le mouvement altermondialiste se déploie ensuite de manière transnationale et se retrouve annuellement lors des Forum Sociaux Mondiaux (FSM) où sont mis en avant une opposition au néolibéralisme et une diversité idéologique ainsi que des projets alternatifs tout en refusant toute allégeance à des partis politiques. Ce mouvement ancre et propage l'importance des pratiques alternatives : « l'altermondialisme véhicule l'idée qu'il est possible d'imaginer des manières de penser et d'agir, des visions du monde distinctes des ontologies hégémoniques à l'échelle de la planète » (Boulianne 2005, page 8). Pour Mannon Boulianne (2005), l'altermondialisme forme un mouvement nébuleux et flou qui remet en cause la globalisation comme étant une sorte de « méta-narration » totalisante. Face à cela, ce mouvement met en avant l'altérité et revendique la diversité en expérimentant des alternatives. Les pratiques des militant·e·s, au sein des mouvements altermondialistes, sont elles-mêmes inventives et expérimentales au point que certains auteurs, comme Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers, en viennent à parler d'« alter-activisme » lequel, se situant dans l'héritage des nouveaux mouvements sociaux et de la *New Left*, cherche à

6. « *Movements that center on the defense and construction of identity (as in the gay and lesbian movements), the critique of personal life and gender (as in the women's movement), or efforts to realize a utopian vision of community (as in the direct action movement)* ».

7. L'insurrection zapatiste débute le premier janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'ALENA – l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain – vu comme un symbole de la globalisation financière et néolibérale.

inventer d'autres formes de citoyenneté et de pratiques (sub)culturelles (Juris et Pleyers 2009). Ces pratiques militantes, ou « alter-militantes » pour reprendre le terme de ces auteurs, cherchent à construire des « "utopies vécues" directement démocratiques »⁸ et globalement interconnectées.

L'autre mouvement social qui popularise l'alternatif est le mouvement écologiste. Celui-ci a recours à des modes d'action qui ont été emblématiques du mouvement altermondialiste : l'instauration de camps autogérés visant la défense d'un territoire mais aussi la promotion d'autres manières de vivre (Dupuis-Déri 2005 ; Frémeaux et Jordan 2012). Le « mouvement des ZAD » (Subra 2017) qui a vu fleurir des dizaines de « Zones À Défendre » (ZAD) partout en France ces dernières années (la ZAD de Notre-Dame-des-Landes étant la plus connue), a médiatisé à la fois des thématiques écologiques liées à l'aménagement du territoire (le rejet de « Grands Projets Inutiles Imposés ») mais aussi l'idée d'occupation et d'implantation d'initiatives alternatives dans des territoires ruraux.

La ZAD n'est plus la « simple » contestation d'un projet de développement, c'est aussi, et surtout, un lieu d'expérimentations et de constructions d'initiatives alternatives. On le voit aujourd'hui à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : alors que le gouvernement a abandonné en janvier 2018 le projet d'aéroport contre lequel la ZAD s'était créée, nombreux-euses sont les militant.e-s qui ont décidé de rester vivre sur place. Ces militant.e-s revendiquent le droit de mener des activités agricoles et artisanales écologiques en remettant en cause la propriété privée individuelle et en proposant des formes alternatives de gestion et d'usage collectif du territoire qui vont à l'encontre des intérêts et principes institutionnels de l'État et du syndicat agricole dominant. C'est un nouvel épisode contestataire qui s'ouvre là et qui met en scène non plus principalement la défense d'un territoire mais bien des pratiques alternatives qui construisent et défendent un régime spécifique et critique de « l'habiter » (Barbe 2016).

Ces deux mouvements, altermondialiste et écologiste, qui sont par ailleurs imbriqués, ont largement contribué à la définition de l'alternatif. Ce ne sont pas les deux seuls, loin de là, mais la manière dont ils ont pu mettre en avant des revendications et des expérimentations alternatives est emblématique. Ces deux exemples montrent à quel point l'alternatif s'imbrique dans et participe à divers mouvements sociaux.

8. « *Alter-activists are attempting to build directly democratic "living utopias"* », (Juris et Pleyers 2009, 69).

Cependant, l'alternatif ne s'incarne pas seulement lors de ces moments contestataires et hautement médiatisés. Je l'ai dit plus haut, les militant.e-s de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes sont installé.e-s pour rester. Mais il y a aussi toute une myriade d'initiatives alternatives moins médiatisées, qui participent aussi à d'autres mouvements sociaux et qui sont implantées partout dans le monde. Les éco-villages sont ainsi un exemple d'initiatives alternatives qui s'inscrivent en même temps dans le mouvement écologiste. Le *Global Ecovillage Network* (GEN) est un réseau qui vise à relier – et répertorier – des éco-villages, définis comme étant des communautés visant à « régénérer » leur environnement social et naturel en intervenant dans les cinq dimensions de la durabilité (le social, la culture, l'écologie, l'économie, des systèmes holistes)⁹, partout dans le monde. Ce réseau revendique environ 10 000 communautés partout dans le monde et est subdivisé en cinq rassemblements régionaux. Un survol de ce réseau permet d'avoir un aperçu de la diffusion des éco-villages en Afrique, en Europe, en Asie et en Océanie, en Amérique du Sud et en Amérique du Nord¹⁰.

Il y a d'autres annuaires comme le *Fellowship for Intentional Community* (FIC) qui promeut les communautés intentionnelles – « un groupe d'individus qui vivent ensemble ou partagent des installations communes et qui s'associent régulièrement sur la base de valeurs communes explicites »¹¹ – ainsi que la culture de la coopération – définie comme étant « la somme des attitudes, mœurs et croyances qui sont caractérisées par le partage, l'empathie, l'auto-responsabilité, la compréhension et la célébration de la différence, la résolution pacifique des conflits, l'importance de la connexion et des relations, l'interdépendance et le soin des choses autant que de ce qui est fait »¹². Cet annuaire répertorie environ 1500 communautés à travers le monde avec une prépondérance (explicite)

9. <https://ecovillage.org/global-ecovillage-network/about-gen/>, visité le 11 juin 2018.

10. Voir la carte proposée sur le site Internet du GEN qui permet d'avoir un aperçu de son étendue, <https://ecovillage.org/projects/map/>, visité le 11 juin 2018.

11. « *A group of people who live together or share common facilities and who regularly associate with each other on the basis of explicit common values.* », <https://www.ic.org/the-fellowship-for-intentional-community/>, visité le 11 juin 2018.

12. « *The sum of attitudes, customs, and beliefs among people that are characterized by sharing, empathy, self-responsibility, understanding and celebration of differences, peaceful conflict resolution, high regard for connection and relationship, interdependence, and care for how things are done as much as what gets done.* », *ibid.*

aux États-Unis d'Amérique¹³. Ces répertoires sont nombreux et se recoupent partiellement : on peut ainsi aller voir la *Federation of Egalitarian Communities*¹⁴ qui rassemble et connecte des communautés intentionnelles aux États-Unis ; le réseau *Planet Friendly*¹⁵ qui rassemble des outils, des ressources, des annonces et un répertoire de communautés et de « solutions » écologiques au Canada ; le site Utopies Concrètes¹⁶, en France, qui recense des sites Internet, lieux, idées, mouvements et manifestes alternatifs ; le site Près de chez nous¹⁷, une initiative des Colibris et du Marché Citoyen, en France, qui rassemble et référence les « acteurs qui nous permettent, partout en France, de nous alimenter, apprendre, nous soigner, habiter, nous déplacer, voyager... autrement ». Sans vouloir faire une recension complète ou exhaustive de ces – innombrables – sites et répertoires, l'important à retenir ici, c'est qu'il y a une multitude d'initiatives collectives et communautaires alternatives à travers le monde. Les initiatives qui y sont présentes sont plus ou moins contestataires, plus ou moins institutionnalisées¹⁸ et plus ou moins reliées les unes aux autres. Ces réseaux et répertoires témoignent, au moins sur Internet, de la vie et de l'extension des initiatives alternatives, de leur diversité ainsi que des efforts – encore balbutiants – qui sont faits pour les articuler entre elles.

1.3. Échographie de l'alternatif

1.3.1. Diversité des initiatives

Comme on vient de le voir, les initiatives alternatives sont diversifiées et s'incarnent dans des formes très différentes les unes des autres. On peut ainsi avoir l'impression que l'alternatif recouvre des phénomènes sociaux tellement hétéroclites qu'ils en sont irréconciliables. On ne comprend pas, alors, pourquoi les rassembler dans une même catégorie. Qu'ont en commun, finalement, des ZAD, des communautés intentionnelles, des *rave parties*, des jardins urbains, des *hacker spaces*? Afin de faciliter la lecture et tenter de cartographier cette diversité, il est utile de situer l'alternatif sur deux axes : l'un

13. <https://www.ic.org/directory/maps/>, visité le 11 juin 2018.

14. <http://www.thefec.org/>, visité le 11 juin 2018.

15. <http://www.planetfriendly.net/>, visité le 11 juin 2018.

16. <http://utopies-concretes.org/>, visité le 11 juin 2018.

17. <https://presdecheznous.fr/qui-sommes-nous>, visité le 11 juin 2018.

18. Le réseau des coopératives au Québec (<http://reseau.coop/repertoire/>), par exemple, rassemble autant des entreprises de l'économie sociale bien insérées dans le marché capitaliste que des initiatives auto-gérées radicales.

temporel, qui reflète le rapport au temps structurant le fondement et la forme des initiatives alternatives ; et le deuxième qui reflète le rapport aux institutions. Avant d'aller plus loin, il est utile de préciser qu'il faut comprendre ces deux axes de manière dynamique et fluide : les initiatives évoluent et se transforment et peuvent coexister en leur sein des actions qui se situent ailleurs sur ces axes. Il faut donc concevoir ces derniers davantage comme des *continuum* que comme des pôles fixes et oppositionnels. La figure 1¹⁹ montre comment ces deux axes permettent de cartographier l'alternatif. L'objectif est de donner les clefs d'une cartographie descriptive, de montrer l'extension et la diversité possibles des pratiques alternatives.

L'axe vertical de la figure 1 rend compte de la temporalité des actions et initiatives alternatives. Ce rapport au temps est en effet structurant dès les fondements mêmes de ces initiatives car il conditionne jusqu'à leur forme et leur rationalité. Il y a ainsi des actions, comme les Zones d'Autonomie Temporaire (TAZ, de leur nom anglais *Temporary Autonomous Zones*), qui sont essentiellement éphémères. Les TAZ ne se conçoivent que dans ce rapport spécifique au temps : pour Hakim Bey (1985), le théoricien de ces actions, les TAZ doivent investir le moment présent, le rendre extraordinaire pour lui donner une dimension révolutionnaire. Le temps long, pour cet auteur, tend à momifier et scléroser les TAZ, à leur faire perdre leur aspect alternatif. Ce rapport au temps donne ici une forme particulière – intense, festive, jubilatoire et insurrectionnelle – à l'action alternative. De l'autre côté du spectre, on retrouve des initiatives qui se déploient dans une autre temporalité, qui recherchent davantage une permanence et un quotidien et qui témoignent d'un temps long. Ce sont là des initiatives très différentes des TAZ et autres actions éphémères, des initiatives qui font le choix d'explorer d'autres aspects de l'alternatif. C'est le cas de Longo Maï, décrite notamment dans l'ouvrage de John Jordan et Isabelle Frémeaux (2012). Cette communauté française « post-soixante-huitarde » date de 1973 et cherche à construire, au quotidien, « une alternative ancrée dans le local » qui soit en même temps « ouvert[e] sur les luttes internationales » et marquée par un « engagement politique fort » (Frémeaux et Jordan 2012, 229).

19. La plupart des exemples utilisés dans cette figure sont tirés de plusieurs textes, notamment l'ouvrage de Isabelle Frémeaux et John Jordan (2012), les articles de Gill Seyfang et Adrian Smith (2007), de René Audet (2015a) ainsi que de Nathan McClintock (2014), l'ouvrage de Hakim Bey (1985) et les articles de Michael I. Niman (2010) et de Iddo Tavory et Yehuda C. Goodman (2009).

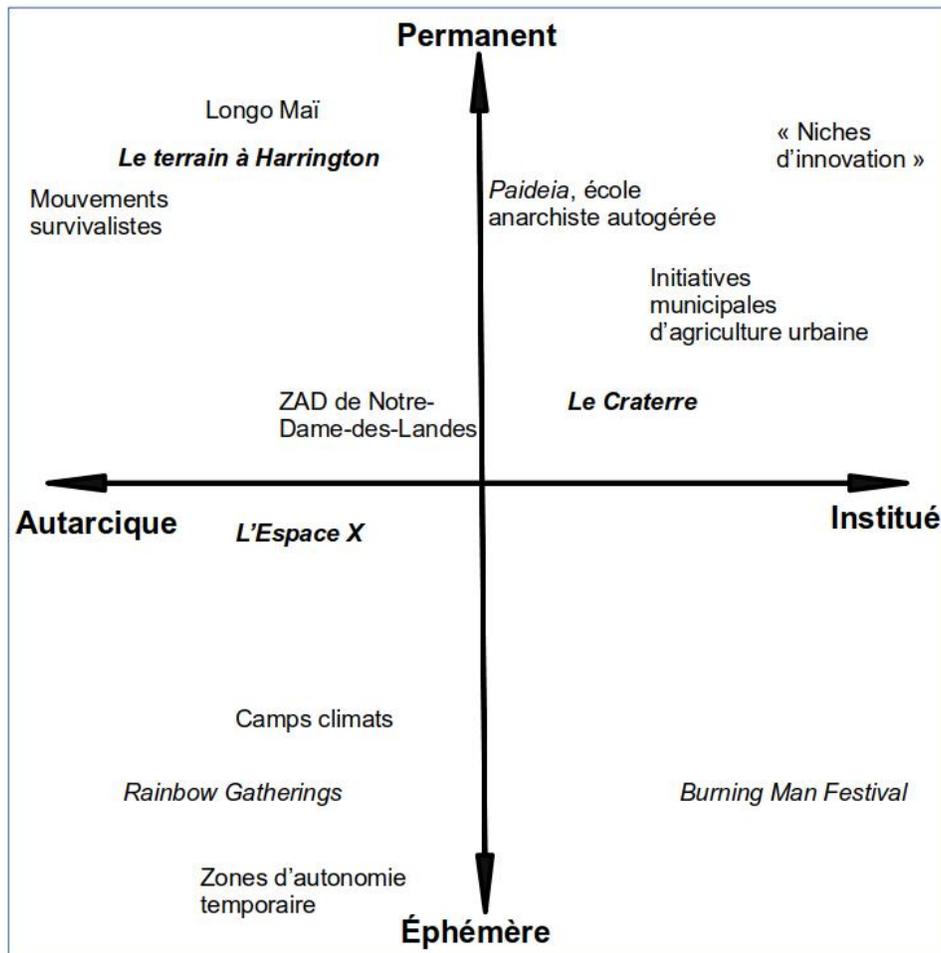


Figure 1. Les deux axes d'une cartographie de l'alternatif – *L'Espace X*, *le Craterre* et *le terrain à Harrington* sont des projets animés par Bioma.

Prendre en compte ce rapport au temps, figuré par l'axe vertical de la figure 1, permet de déclinier des divergences importantes qui existent entre les différentes initiatives alternatives. Sur les deux bornes extrêmes du *continuum* on retrouve donc des initiatives, comme celles qui viennent d'être mentionnées, qui cherchent soit une permanence de

l'alternatif dans le quotidien soit des moments éphémères extra-ordinaires et intenses. Mais entre ces deux bornes, il y a une multitude d'initiatives et d'actions qui existent dans des temporalités intermédiaires et composites.

Les jardins du Craterre, dont la description ouvre cette thèse, sont éphémères au sens où ils sont appelés à disparaître, probablement dans les cinq prochaines années lorsque l'Université de Montréal voudra développer des projets immobiliers sur cet espace. Mais ce sont en même temps des jardins agricoles qui demandent un engagement quotidien et permanent lors de la saison de production. Il y a une fluidité du rapport au temps : les militant·e·s passent aisément d'actions intenses et ponctuelles, telles des festivals alternatifs ou des actions contestataires, à un engagement quotidien au sein d'un éco-village, par exemple. L'axe du temps permet de montrer la vie des initiatives alternatives, une vie qui est marquée à la fois par des actions très courtes et intenses et en même temps par un quotidien qui se déploie sur un temps plus long.

Le second axe de la figure 1 permet de rendre compte d'un autre aspect fondamental de l'alternatif : son altérité à travers les rapports entretenus avec les institutions dominantes. Là encore les initiatives alternatives sont prises sur un *continuum* qui va d'une tendance à l'autarcie, cherchant à se couper le plus possible du « reste de la société », à une tendance à l'intégration et l'institutionnalisation. Certaines actions, comme celles issues du survivalisme, par exemple, se définissent par un idéal autarcique : les individus doivent être autonomes, auto-suffisants et indépendants. Dans leurs versions les plus radicales, ces actions tendent à un repli sur soi et à une certaine fermeture²⁰. De l'autre côté, il y a des initiatives pleinement intégrées, voire dépendantes, des institutions dominantes. C'est le cas, par exemple, de certains programmes d'agriculture urbaine comme les jardins communautaires ou les jardins institutionnels qui proposent une occupation alternative de l'espace urbain mais qui sont pilotés, financés et coordonnés par la municipalité ou des entreprises capitalistes (McClintock 2014, 150).

Là encore, entre les deux bornes, il y a tout un ensemble de pratiques et d'actions. Les jardins du Craterre, par exemple, occupent un espace qui est prêté par l'Université

20. De nombreux mouvements d'extrême droite prônent, par exemple, l'autarcie et sont teintés de survivalisme.

de Montréal et dépendent en partie des financements octroyés par cette même institution, alors que l'organisation et l'agenda des jardins sont autogérés par les jardiniers et jardinières.

La situation des initiatives alternatives sur cet axe ne va pas de soi. On observe souvent une grande fluidité des actions à l'intérieur même du mouvement : les relations, construites comme subies, entre l'alternatif et les institutions dominantes évoluent et se transforment. Au sein d'un même collectif, d'une même initiative alternative, les individus peuvent entretenir des rapports diversifiés, voire parfois contradictoires, avec les institutions. Ce *continuum* met aussi en exergue une tension centrale qui travaille l'alternatif dans son ensemble et en est constitutive : la tension entre autarcie et repli sur soi d'une part et intégration et récupération d'autre part.

Ce que cette figure ne parvient pas à expliciter est le caractère plus ou moins contestataire des initiatives ici cartographiées. À première vue, on pourrait avoir l'impression que l'axe autarcique/institué renvoie en partie à ce caractère contestataire. En effet, le sens commun tendrait à octroyer à une initiative autarcique un caractère contestataire puisque celle-ci cherche à s'éloigner, voire à se couper le plus possible des institutions dominantes. Mais une rapide analyse pointe du doigt l'écart qu'il peut y avoir entre une volonté autarcique et une volonté contestataire de changement social : comment en effet viser un changement social lorsque l'on refuse tout contact avec d'autres institutions sociales ? Ce caractère contestataire renvoie à une dimension plus politique de l'alternatif et des initiatives qui le composent. Et, dans cette perspective, on peut noter que l'alternatif est traversé par des tendances qui peuvent être contradictoires.

1.3.2. Questions politiques

La cartographie de l'alternatif ébauchée plus haut permet de décrire la diversité des formes qu'il peut prendre. Les initiatives alternatives sont doublement conditionnées par un rapport à la temporalité de l'action et par un rapport aux institutions. Ces rapports, je l'ai dit plus haut, sont fluides et mouvants. Cependant, cette diversité n'est pas que formelle. Elle l'est aussi du point de vue du contenu politique et idéologique. À l'instar des mouvements sociaux, l'alternatif est marqué par différentes tendances. Il y a évidemment tout d'abord des actions qui sont plus contestataires et radicales que d'autres. Certaines

visent à une transformation révolutionnaire de la société et la construction de nouvelles institutions radicalement différentes lorsque d'autres visent un changement des pratiques au sein des institutions existantes. À plusieurs égards, certaines alternatives peuvent devenir des moteurs d'innovations capitalistes et industrielles : c'est le cas notamment des « niches d'innovations » qui ont un fonctionnement alternatif et autogéré mais qui viennent alimenter un renouveau des pratiques productives industrielles et capitalistes (Seyfang et Smith 2007 ; Audet 2015a). On y reviendra plus bas, mais ces questions de la radicalité et du caractère contestataire des pratiques alternatives renvoient à la problématique du changement social : quelle(s) transformation(s) et quels objectifs visent ces pratiques ? Quel potentiel de changement possèdent-elles ?

De plus, l'alternatif s'adresse à divers enjeux. Les expérimentations alternatives portent autant sur des pratiques agricoles ou de construction écologiques que sur la construction de relations sociales féministes ou encore de tentatives d'habiter un territoire de manière non-coloniale. Les initiatives alternatives écologiques sont peut-être les plus connues avec notamment l'essor des éco-villages ou de l'agriculture urbaine. Mais on ne peut réduire l'alternatif à cela : il n'est pas seulement une branche du mouvement environnemental.

Historiquement, je l'ai mentionné plus haut, il y a eu de nombreuses expérimentations alternatives qui s'inscrivaient dans le mouvement anarchiste. C'est d'ailleurs encore le cas avec le mouvement des squats (Fominaya 2007 ; Martínez 2007). Il existe aussi des initiatives alternatives qui essaient d'explorer des manières d'être et d'entrer en relation qui ne soient teintées ni par l'homonormativité ni par l'hétéronormativité : ces pratiques alternatives créent des espaces autonomes qui s'inscrivent ainsi dans le mouvement *queer* (Brown 2007).

L'alternatif est imbriqué dans d'autres mouvements sociaux. Il participe à ceux-ci en donnant une teinte particulière, proactive, à certaines actions collectives. Lorsque ces initiatives sont analysées, c'est souvent dans la perspective des mouvements environnementaux, anarchistes ou féministes et rarement dans la perspective de l'alternatif en tant que tel. C'est probablement parce que l'alternatif ne forme pas un mouvement à proprement parler mais davantage une dimension de l'action collective. En étant imbriqué dans ces actions collectives, l'alternatif reste encore trop peu délimité. C'est ce que Charles

Price, Donald Nonini et Erich Fox Tree pointent du doigt dans leur description des « mouvements d'utopie ancrée »²¹ : ils « sont considérés comme insuffisamment substantiels ou déterminés pour être considérés comme de *bons* mouvements sociaux »²² (Price, Nonini et Fox Tree 2008, 128).

Il y a, de plus, un autre facteur de diversité au sein de ce mouvement : ses orientations politiques sont elles aussi variées. Ainsi, j'ai surtout présenté jusqu'ici des exemples alternatifs que l'on qualifierait plutôt de progressistes ou de « gauche »²³, issus de mouvements luttant pour des transformations sociales allant vers davantage d'égalité, de justice ou de liberté. Mais il faut cependant noter qu'on trouve aussi des initiatives alternatives réactionnaires ou conservatrices. Il y a ainsi de nombreuses communautés alternatives religieuses qui existent depuis longtemps aux États-Unis d'Amérique. Elles ont même précédé et par la suite participé à l'essor du mouvement des communautés hippies (Miller 1992). Ces communautés cherchent à recentrer la vie sociale autour d'une certaine spiritualité qui est vue comme étant absente des institutions dominantes, y compris religieuses. Elles expérimentent ainsi des manières alternatives de s'organiser et de vivre en communauté. Certains mouvements religieux plus radicaux cherchent aussi, en un sens, à construire de l'alternatif. C'est d'ailleurs ce que Charles Price et ses collègues (2008, 134) notent : certains mouvements religieux intégristes²⁴ cherchent à créer des « lieux idéaux » normés par des valeurs religieuses que l'on peut décrire comme étant réactionnaires et oppressives. L'alternatif est une thématique qui est donc présente aussi bien dans des mouvements d'extrême droite : vouloir « faire différemment » et incarner ou préfigurer une utopie n'est pas l'apanage de la gauche sociale ou radicale. Il faut voir comment des groupes d'extrême droite fascisant s'emparent de la thématique et du terme même d'alternative. Un exemple contemporain médiatique est le parti Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland*). Il est donc important de noter que les pratiques alternatives sont contestées politiquement et se retrouvent dans des mouvements très divers et parfois antagonistes.

21. « *Grounded utopian movements* », ces mouvements partagent de nombreuses caractéristiques avec les initiatives alternatives.

22. « *They are considered insufficiently substantial or determinate to be considered proper social movements* ».

23. À part lorsque je parlais de mouvements survivalistes qui sont généralement ancrés à l'extrême droite.

24. Ils citent notamment le mouvement identitaire Chrétien ainsi que l'Islam Wahhabite, on pourrait en ajouter d'autres.

Si étudier les mouvements d'extrême droite, alors même que l'on assiste aujourd'hui à leur renouveau, est une entreprise importante afin de mieux les comprendre et de pouvoir les combattre politiquement (Avanza 2008 ; Klandermans, Linden et Mayer 2005), ce n'est pas ici mon ambition. Je m'inscris plutôt dans la lignée de la proposition de Boaventura de Sousa Santos (2004). Il s'agit de rendre visible ce qui est absent, de produire des connaissances sur et à propos d'initiatives alternatives progressistes. Produire un discours sur de telles initiatives, en leur donnant du corps à travers l'étude et l'analyse d'un projet spécifique, permet plusieurs choses. Tout d'abord cela permet de mieux comprendre ces pratiques et initiatives et les enjeux auxquels elles font face et, donc, de pouvoir éventuellement apporter des éléments permettant de les consolider. Mais cela permet aussi de les rendre plus visibles. Pour reprendre des termes post-modernes, l'idée est de relier des initiatives et des expérimentations éloignées et de « performer », par la connaissance ainsi produite, des alternatives a-capitalistes (ou anti- ou post-capitalistes, je ne rentrerai pas ici dans le débat) qui ne se réduisent pas à leur localisme ; rendre ces alternatives plus réelles et concrètes par la connaissance ainsi produite (Burke et Shear 2014 ; Gibson-Graham 2008).

1.4. Tensions et changement social : quelques questions que pose l'alternatif

1.4.1. Altérité, marginalité et transformations sociales

Les militant·e·s alternatifs·ves s'engagent dans et expérimentent des pratiques différentes parce qu'ils et elles sont insatisfait·e·s ou parce qu'ils et elles récusent les pratiques et normes en vigueur, standardisées et imposées par des institutions dominantes. À terme, leur objectif est de transformer les pratiques, de diffuser leurs représentations du monde et leurs manières de faire car ils et elles les considèrent comme meilleures – sur différents plans – que celles proposées par les institutions dominantes. En d'autres termes, un des objectifs à long terme, des militant·e·s alternatifs·ves est un objectif de changement social.

Les mouvements sociaux en général sont un site privilégié de transformations sociales. Si, au sein de la littérature sociologique, il n'y a pas de consensus sur la définition de ce que sont les mouvements sociaux, l'on s'accorde en effet aisément pour les placer sous

le signe du changement social qui intervient de deux manières. Tout d'abord, à l'intérieur d'un mouvement social, le changement social est un objectif : c'est ce que visent les acteurs·trices du mouvement, ce pour quoi ils et elles se mobilisent et s'engagent dans des actions collectives. Ensuite, on considère souvent les mouvements sociaux comme moteurs de transformations sociales en cela que ce sont des actions collectives qui vont recomposer le social. C'est donc souvent à l'aune du changement social (observé ou postulé) que l'on essaie d'évaluer les répercussions ou les effets d'un mouvement.

Comme le rappelle Pierre Hamel, évaluer précisément l'impact et la portée d'un mouvement social est une tâche « ardu[e], sinon impossible » (Hamel 2018, 295). Cette difficulté à évaluer les impacts et effets des mouvements sociaux constitue un enjeu qui a été, et qui continue d'être, très largement débattu au sein des études sur les mouvements sociaux et qui donne lieu à de nombreux travaux contemporains portant notamment sur les effets politiques des mouvements (Giugni 2008). C'est une question qui renvoie à plusieurs problématiques classiques de la sociologie : savoir qui gouverne – et, donc, quelle est la structure du pouvoir ? Quelle est la nature des rapports réels entre des institutions qui, pour reprendre une thématique sociologique classique, sont marquées par leur dépendance à leur propre histoire et existence²⁵, et des acteurs·trices sociaux·ciales qui essaient, au moins, de diffuser²⁶ des pratiques, normes et discours différents ?

Malgré cette mise en garde, présente dès que l'on s'intéresse aux questions de changement social (Sales 2012a), on peut tout de même faire quelques remarques générales portant sur les contributions du mouvement alternatif. Ainsi, à première vue, une des contributions les plus importantes de l'alternatif est d'ordre culturel. Les pratiques expérimentées et diffusées, ces modes d'organisation et d'occupation de l'espace finissent par se sédimenter. Pour reprendre les termes que Pierre Hamel (2018, 294) utilise pour décrire les effets des luttes sociales urbaines à Montréal, ces pratiques alternatives finissent par « contribu[er] à une véritable transformation des représentations et des significations de la culture locale ». C'est-à-dire que les propositions portées par les militant·e·s de l'alternatif, les pratiques qu'ils et elles expérimentent et les lieux qu'ils et elles construisent et

25. *Path dependency* : « An institution once established will endure regardless of any adjustments and will have a constraining effect on the options available to actors wishing to make changes » (Sales 2012a, 12).

26. « Diffusion refers to the gradual process of adopting formal and informal rules, or practices considered to be efficient or compulsory by actors as regards individual or organisational behaviors that lead to relative isomorphisms of organisational populations » (Sales 2012a, 12).

se réapproprient, constituent autant d'éléments qui finissent par se diffuser au sein de la culture locale. Ces éléments sortent ainsi du seul milieu alternatif et peuvent être portés ou réappropriés par d'autres acteurs·trices. Cela pose d'ailleurs la question formulée par la conventionalisation de l'agriculture biologique mentionnée plus haut : lorsque des éléments alternatifs sont réappropriés et institués, ils perdent alors leur aspect contestataire et alternatif, quelles sortes de tensions est-ce que cela peut créer pour les militant·e·s de l'alternatif ? Cette tension liée à la récupération et à l'institutionnalisation des pratiques et initiatives alternatives est constitutive de ce type d'initiatives et ce n'est pas une tension nouvelle.

Les mouvements sociaux sont toujours déjà pris dans une ambivalence constitutive (Hamel, Lustiger-Thaler et Maheu 2012). Les structures et les institutions déterminent et norment les cadres de l'action collective, régulent les relations sociales et encadrent les mouvements sociaux. Mais en même temps, les mouvements sociaux et les actions collectives encadrent eux-mêmes les processus d'institutionnalisation (Lustiger-Thaler, Maheu et Hamel 1998, 8) : c'est à travers des mouvements sociaux que s'opère une redéfinition des normes de régulation sociale. Première conséquence de cela : il faut qu'il existe un rapport un tant soit peu soutenu entre un mouvement social et des institutions. C'est pour cela notamment que les actions collectives visant l'autarcie ont moins de chances de pouvoir mener à des transformations sociales, c'est-à-dire à des transformations qui vont au-delà d'un changement dans la vie des seuls individus engagés dans cette action collective. Mais en même temps, des actions collectives fortement institutionnalisées ne peuvent véritablement remettre en cause les normes institutionnelles qui encadrent leur action.

L'alternatif est particulièrement concerné par cette ambivalence puisqu'il se déploie sur un axe entre autarcie et institutionnalisation. La matrice de l'alternatif est l'altérité – l'expérimentation, la proposition et la diffusion d'« autres » manières de faire. Cette altérité s'exprime à l'intérieure d'une certaine marginalité qui crée une distance volontaire vis-à-vis des institutions dominantes. C'est dans cette distance qu'est possible l'alternatif qui est tout entier pris dans la tension entre le repli sur soi – et, donc, l'abandon de tout espoir de changement social – et la crainte de la récupération. Cela s'est vu avec l'agriculture

biologique, pour reprendre un exemple déjà évoqué, dont la pratique était à l'origine largement alternative avant de s'institutionnaliser et de devenir une agriculture conventionnelle (Darnhofer et al. 2010), voire, parfois, industrielle et parfaitement intégrée à l'économie capitaliste. On peut faire avec Ralph Larkin (2015) le même constat sur la contre-culture qui a été progressivement incorporée par les institutions culturelles dominantes jusqu'à devenir un produit de consommation comme un autre, générant des profits pour l'économie de marché.

Cette interrogation sur le potentiel transformateur des actions collectives alternatives est très présente dans les interrogations au sein du milieu alternatif. Elle prend la forme de savoir comment des initiatives, semblant si marginales, voire qui recherchent une telle marginalité, peuvent-elles avoir un impact sur les institutions dominantes ? Quelle est leur prise potentielle sur ces institutions ? Jusqu'où peuvent-elles aller dans leurs interactions avec celles-ci sans risquer de se faire incorporer et de perdre ainsi leur caractère contestataire et alternatif ? Ces questionnements généraux nous amènent à nous intéresser aux tensions constitutives du mouvement alternatif et aux questions que celles-ci posent à leur tour.

1.4.2. Tensions et engagements au sein des initiatives alternatives

Tout un chacun peut, dans sa vie quotidienne, faire l'expérience de tensions qui le ou la travaillent notamment entre ce que l'on souhaite faire et ce que l'on arrive à faire, entre nos ambitions et idéaux et nos réalisations concrètes. À cela s'ajoutent des tensions entre ce que l'on parvient à faire et ce que les autres pensent que l'on fait et ce qu'ils et elles en disent. De telles tensions sont démultipliées et intensifiées lorsque de l'échelle individuelle on passe à celle d'un groupe. En effet, lorsqu'au sein d'un groupe on cherche à mettre en pratique des valeurs communes, les lieux et moments de tensions se multiplient : il faut d'abord construire, même implicitement, ces valeurs et idéaux communs ; il faut ensuite trouver la manière de les opérationnaliser, de les mettre en pratique. La lecture qui est ensuite faite des actions collectives, leur évaluation, n'est pas forcément homogène au sein du groupe. Sur la base d'une telle évaluation, partielle et potentiellement source de conflits, des nouvelles décisions sont prises pour essayer de mettre en œuvre d'autres

actions. À chacune des étapes, présentées ici de manière schématique, de nombreuses tensions peuvent se télescoper et se déployer au sein du groupe.

Ces tensions ordinaires deviennent plus fortes au sein des mouvements sociaux. On l'a vu plus haut : la volonté de changement social au fondement de la mobilisation des mouvements sociaux, ainsi que leur ambivalence constitutive impliquent des tensions importantes. Pour le dire autrement, l'intentionnalité politique inhérente aux actions collectives implique de plus grandes attentes du côté des militant·e·s qui sont en général davantage attentifs·tives aux effets et conséquences de leurs actions. Cela génère potentiellement de plus grandes tensions. Dans cette perspective, l'alternatif n'échappe pas à de telles tensions, voire y est, si possible, davantage sujet. En effet, on l'a vu plus haut, une des caractéristiques de l'alternatif est dans son altérité, dans la volonté de « faire différemment » pour faire advenir ici et maintenant des pratiques, relations et modes d'organisations qui se démarquent – positivement – des normes d'action et d'organisation instituées. Cela se conjugue au fait que les pratiques alternatives impliquent, pour les militant·e·s, un potentiel engagement total, au quotidien et dans l'ensemble de leurs sphères de vie. L'alternatif implique nécessairement de l'expérimentation et, donc, des essais et des ratés qui se déploient dans l'ensemble de la vie des acteurs et actrices sociaux qui essaient de mettre en œuvre les idéaux du groupe dans les pratiques quotidiennes, de préfigurer des relations sociales idéales, de faire coïncider les moyens et les fins de l'action. Pour résumer, dans le cadre de l'alternatif, l'intentionnalité politique et sociale des actions est très forte et se déploie dans toutes les pratiques – collectives comme individuelles – des militant·e·s alors même que les contraintes auxquelles ils et elles se confrontent sont plus grandes. On voit aisément toutes les tensions que cela peut générer.

Comment ces tensions qui traversent et travaillent l'alternatif sont-elles vécues ? Sont-elles appropriées ou ignorées ? Comment surgissent-elles ? Comment sont-elles construites et comprises (ou pas) collectivement ? Elles impliquent du bricolage, des compromis, des demi-mesures avec lesquels les groupes militants doivent composer. De telles tensions peuvent être destructrices, avoir un effet de frustration et de démobilisation, empêchant la poursuite des actions collectives. À l'inverse, on peut émettre l'hypothèse que lorsque ces tensions sont construites et appropriées par un collectif, elles *peuvent* devenir des moteurs de l'action et de la créativité de l'alternatif. C'est face à ces

tensions, vécues et conçues collectivement, qu'une initiative parvient à expérimenter et mettre en œuvre des pratiques alternatives.

Explorer ces tensions, leurs sources et, surtout, les effets qu'elles peuvent avoir sur des initiatives alternatives permet de mieux comprendre plusieurs aspects différents de l'alternatif. Cela permet tout d'abord d'analyser ce qui travaille ces initiatives de l'intérieur, de voir où l'alternatif – ce « faire différemment » éthique et politique – s'expérimente et se constitue. Mais c'est aussi là où l'on peut voir ce qui permet la durée et la réussite potentielle de ces initiatives alternatives. Les tensions qui traversent de telles initiatives sont, en quelque sorte, le nœud de l'action, là où des pratiques alternatives peuvent être mises en œuvre ou au contraire échouer. Ces tensions se déclinent dans différents aspects des initiatives alternatives : autant dans le rapport aux institutions que dans l'organisation collective, mais aussi dans les expérimentations elles-mêmes, dans les relations sociales cultivées au sein du collectif... Finalement, étudier et comprendre toutes ces tensions permet de toucher du doigt la problématique plus générale du potentiel de transformations sociales de l'alternatif. C'est à travers l'étude de ces tensions qui travaillent l'alternatif que l'on peut décortiquer les endroits où une initiative peut s'effondrer et, à l'inverse, là où elles peuvent faire des brèches, développer ces pratiques et normes alternatives et les diffuser.

1.4.3. Pourquoi cette recherche ?

L'objectif de ma recherche est multiple. Un premier objectif social et politique est de rendre visible et de renforcer, dans les discours existants, la présence de l'alternatif. Les pratiques alternatives sont parfois balbutiantes et éphémères et sont souvent reléguées à une marginalité folklorique à l'ombre des autres dynamiques à l'œuvre au sein des mouvements sociaux. Ma recherche est donc l'occasion de prendre au sérieux et de mettre en avant ces pratiques, de les cerner tout en proposant une analyse des différentes composantes de l'alternatif et de sa portée sociale, politique et culturelle. Il s'agit en d'autres termes de faire « émerger » l'alternatif souvent invisibilisé (Sousa Santos 2011) et de donner à voir aux lecteurs et lectrices tout un ensemble de pratiques possibles et réellement existantes.

D'un point de vue plus scientifique, l'étude et l'analyse d'une initiative alternative est une proposition pour prendre en compte et mettre en avant les aspects proactifs des actions collectives au sein des mouvements sociaux. Sans pour autant affirmer que les aspects proactifs des mouvements sociaux sont passés sous silence, on peut néanmoins remarquer que les analyses sociologiques ont tendance à se concentrer sur les dynamiques contestataires et à reléguer au second plan ces aspects pourtant toujours présents dans les mouvements sociaux. En déviant légèrement la focale, en prenant pour point de départ ces aspects proactifs, je propose d'analyser précisément les dynamiques des pratiques alternatives et la manière dont elles s'articulent à d'autres dimensions davantage conflictuelles et contestataires qui coexistent au sein des mouvements sociaux. C'est probablement dans cette articulation que se jouent tout un ensemble d'effets transformateurs des actions collectives.

Décortiquer les tensions qui traversent et travaillent les initiatives alternatives et documenter les différents effets, y compris positifs et transformateurs, qu'elles peuvent avoir permet de comprendre la structuration et la vie interne de telles initiatives. C'est dans cette analyse que l'on peut comprendre comment des pratiques et relations alternatives sont expérimentées et mises en œuvre, comment cette altérité, au cœur de l'alternatif, est collectivement produite. Mais cela permet aussi d'explorer et de comprendre les effets de cette altérité : à la fois à l'interne, sur l'organisation et la mobilisation de collectifs mais aussi à l'externe dans les relations avec les institutions dominantes. C'est là que l'on peut trouver une manière d'approcher cette question des transformations sociales, souvent insaisissables et pourtant si chère à la sociologie des mouvements sociaux.

Il y a enfin un autre objectif qui anime mon travail de recherche. Comme le rappelle David Vercauteren (2007), il n'y a pas vraiment de mémoire des groupes radicaux auto-gérés. Ce sont des groupes qui se forment et se dissolvent sans laisser trop de traces. Pour reprendre ses termes, il manque une « culture du précédent » (Vercauteren 2007, 8), une histoire fouillée et vivante de ces groupes. C'est vrai aussi pour les initiatives alternatives qui s'éteignent pour plusieurs raisons, notamment parce que, parfois, les tensions qui les traversent sont trop grandes ou trop accablantes. Pourtant, si une telle histoire, une telle culture du précédent existait, les différents groupes pourraient s'y référer pour surmonter les tensions et les contraintes qu'ils rencontrent plutôt que de devoir toujours

tout recommencer plus ou moins « à zéro ». En décortiquant et en exposant la manière dont des tensions surviennent, sont vécues et les effets qu'elles peuvent avoir, créatifs et transformateurs ou destructeurs et démobilisants, j'espère contribuer à cette histoire commune, à cette « culture du précédent ». C'est là une manière de participer, en tant que chercheur, à un mouvement social et à sa consolidation.

1.5. Contexte de l'étude

Pour explorer en détail les tensions qui traversent et structurent l'alternatif, j'analyse une initiative spécifique, un collectif qui se rassemble autour de la coopérative de travail Bioma et qui intervient principalement sur des thématiques écologiques, en agriculture urbaine, en aménagement paysager comestible et en permaculture. C'est ce collectif qui a construit et qui anime le Craterre dont la description ouvre la thèse. Ma contribution à la « culture du précédent » des pratiques alternatives s'ancre donc dans le contexte québécois et, plus spécifiquement, montréalais.

Le Québec et Montréal ont une certaine réputation quant à l'alternative et sont souvent vus comme des lieux dynamiques d'innovations sociales, culturelles et politiques. Ces dernières années, il y a eu de nombreux événements directement liés à la question de l'alternatif. En mars 2016 a ainsi eu lieu une grande conférence intitulée « Transformer Montréal » qui a rassemblé une diversité de participant·e·s allant d'universitaires à des représentant·e·s des institutions étatiques en passant par des entrepreneurs et entrepreneuses privé·e·s, des organismes communautaires et des coopératives autogérées. L'objectif de la conférence était de « réorganiser et démocratiser notre économie », de promouvoir une autre économie, plus démocratique, moins hiérarchique et autoritaire.

Plus militante, une autre conférence a été organisée en avril de la même année : « Sortir du capitalisme? Vers l'autodétermination économique des communautés »²⁷. Cette conférence avait pour objectif de rassembler des initiatives autogérées ayant un lien avec les mouvements sociaux et visant, au moins partiellement, une forme ou une autre d'autonomie économique. Cette conférence a donc permis de faire venir à Montréal

27. <http://www.economiesdecommunaute.org/conference-2016-2/>, suite à cette conférence, un groupe de recherche portant sur les économies de communauté est né et travaille actuellement à documenter les alternatives économiques au Québec. Ce collectif de recherche (le TREE(s)), auquel j'appartiens, était composé pendant mon travail de recherche de Bengi Akbulut, Karine Awashish, Michelle Duchesneau, Autumn Godwin, Anna Kruzynski, Noura Nasser et Mathieu Roy.

des militant·e·s actifs·ves dans toutes les régions du Québec. Deux enseignements sont sortis de cette conférence. Premièrement, bien que largement minoritaires, les initiatives alternatives sont présentes à Montréal mais aussi dans les différentes régions du Québec et elles sont très actives. Le deuxième enseignement est que ces initiatives sont fortement diversifiées et interviennent dans des domaines variés : l'informatique libre au service des mouvements sociaux, la foresterie autogérée, la production de bière ou encore des cafés de quartier militants. On trouve aussi des initiatives de retour à la terre, des projets agricoles visant l'autosuffisance et des projets de fiducies foncières pour soustraire le territoire à la spéculation foncière.

La même année, en août 2016, a eu lieu le Forum Social Mondial (FSM) qui, pour la première fois, s'est déroulé dans un pays dit du Nord, à Montréal. Le fait que le comité de Montréal ait réussi à obtenir l'organisation du FSM en 2016 indique la reconnaissance du fait que c'est une ville où le milieu militant est actif et dynamique. Le FSM a été un événement qui a rassemblé et mis en scène toute la diversité et la variété des actions collectives et des initiatives alternatives au Québec, mettant l'accent sur le milieu alternatif québécois et montréalais et sur sa convergence (Mac Lorin et Schall 2018).

Plus récemment, en mai 2018, un grand colloque portant sur la transition et le post-capitalisme s'est tenu à Montréal. La « Grande Transition » a rassemblé des universitaires et des acteurs·trices communautaires et militant·e·s du monde entier pour discuter des alternatives au capitalisme ainsi que des stratégies pour les mettre en place.

La régularité et la popularité de ces différents événements – qui s'est traduite par une participation de presque 10 000 personnes au FSM²⁸ et de 1600 participant·e·s à la Grande Transition²⁹, par exemple – témoignent de la vitalité des mouvements sociaux et des pratiques alternatives qui se battent pour et construisent un « autre monde » qui serait « post-capitaliste ».

28. <https://fsm2016.org/en/admin/statistiques-membres/>.

29. <http://www.historicalmaterialism.org/blog/great-transition-conference-montreal-may-2018>.

1.5.1. La « nébuleuse anti-autoritaire »

Ce dynamisme³⁰ n'est cependant pas nouveau. Le milieu anti-autoritaire et anarchiste, par exemple est ancien et vigoureux au Québec. L'ouvrage édité par Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Krusynski (2013) réunit des textes variés qui témoignent de cette vitalité du mouvement anarchiste³¹. Dès l'introduction, les auteur-e-s rappellent que la lutte indépendantiste des années 1960 avait déjà des accents anticapitalistes et libertaires (p. 13) et mettait en œuvre des principes d'action directe et d'autogestion anti-hiérarchique (p. 18) même si le mouvement restait largement dominé par des groupes marxistes-léninistes divers. Dans les années 1980-1990, les auteur-e-s notent une « traversée du désert » de l'anarchisme au Québec et c'est avec la « vague de l'altermondialisme » à la fin des années 1990 et au début des années 2000, notamment autour de la mobilisation contre le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, que l'anarchisme québécois trouve un nouveau souffle et un nouvel élan.

Ce mouvement anarchiste est décrit par les différent-e-s contributeurs et contributrices de l'ouvrage comme étant diversifié, regroupant des groupes et collectifs qui, ne se revendiquant pas nécessairement « anarchistes », s'inscrivent néanmoins dans une perspective anti-autoritaire et s'adressent à tout un ensemble d'enjeux comme l'écologie, le féminisme, l'anti-racisme, la solidarité avec les Autochtones, les luttes étudiantes, le mouvement *queer* radical, la solidarité transnationale ou encore les luttes urbaines. Ce milieu forme ce qui a pu être appelé une « fourmilière anti-autoritaire » (Delisle-L'Heureux et Sarrasin 2013) ou encore une « nébuleuse » (Sarrasin et al. 2012). Ces termes renvoient à « ce vaste mouvement de résistance transnational contre le capitalisme » qui rassemble tout un ensemble de groupes hétéroclites aux affiliations politiques et idéologiques différentes mais qui ont des principes anarchistes au cœur de leurs analyses politiques et de leurs modes d'action et d'organisation. Ces termes renvoient aussi à l'aspect fluide et finalement peu structuré de ce mouvement qui se regroupe plus autour d'affinités et d'une culture anti-autoritaire commune qu'autour d'une idéologie ou d'un enjeu spécifique.

30. Le titre de cette sous-partie est une citation tirée de l'article de Rachel Sarrasin et de ses collègues (2012).

31. La suite de ce paragraphe s'appuie largement sur cet ouvrage pour dresser le portrait du mouvement anti-autoritaire dans lequel Bioma s'insère.

C'est au sein de cette culture anti-autoritaire que mon terrain de recherche se situe. Certain·e·s membres de Bioma ont participé aux manifestations contre le G20 de Toronto en 2010 lors desquelles ils et elles se sont socialisé·e·s aux perspectives libertaires et anarchistes. Ce collectif est dans son ensemble attaché aux valeurs de la « fourmilière anti-autoritaire », des valeurs qui sont marquées par le rejet des hiérarchies et la recherche de l'horizontalité, de l'autogestion et de l'inclusion. De plus, Bioma semble en phase avec le mouvement anarchiste contemporain qui cherche à diffuser et mettre en application les idées et principes anarchistes (Bellemare-Caron et al. 2013, page 342). Dans la conclusion de leur ouvrage, les auteur·e·s remarquent que cette orientation du mouvement anarchiste implique des modes d'action particuliers qui font largement écho à la démarche dans laquelle Bioma s'inscrit :

[Il faut mettre en pratique les principes anti-autoritaires, ici et maintenant], d'où l'importance des expériences anarchistes de préfiguration : elles offrent l'occasion d'aller plus loin que la simple revendication ou la contestation symbolique des systèmes ou des institutions injustes dont les anarchistes n'ont pas toujours la capacité de perturber le fonctionnement et encore moins de les renverser. (page 343).

1.5.2. L'agriculture urbaine à Montréal

Si Bioma s'inscrit – d'un point de vue idéologique et affinitaire – dans la « fourmilière anti-autoritaire », son domaine d'action et d'intervention est avant tout l'écologie et la réappropriation de l'espace urbain.

L'agriculture urbaine n'est pas une nouvelle pratique, bien au contraire. On observe cependant un certain regain d'intérêt depuis quelques temps (Ville de Montréal 2012) et elle prend différentes formes. Il y a des jardins communautaires, des jardins collectifs, des fermes à visée commerciale, des jardins d'organismes ou encore des jardins familiaux ou individuels privés. Le site Internet *Cultive ta ville*³², développé par le Laboratoire sur l'Agriculture Urbaine³³, a comme ambition de référencer tous les projets d'agriculture urbaine au Québec en les triant par catégorie, selon que ce sont des projets productifs ou pédagogiques, individuels ou collectifs, formels ou informels, communautaires ou privés.

32. <https://cultivetaville.com>.

33. AU/LAB, <http://www.au-lab.ca/>.

Un simple coup d'œil sur cette carte montre la diversité et le nombre important d'initiatives d'agriculture urbaine à Montréal : la ville compte plus de 8500 parcelles dans 97 jardins communautaires et 75 jardins collectifs ; 42% des Montréalais et Montréalaises déclarent pratiquer cette activité³⁴ soit dans ces jardins soit sur des parcelles privées. C'est un véritable enjeu pour Montréal, à tel point que la première consultation publique d'initiative populaire organisée par l'Office de Consultation Publique de Montréal a été organisée sur l'agriculture urbaine³⁵. On le remarque aisément, l'agriculture urbaine – qui, à Montréal, désigne surtout la production de légumes ou de fruits, très rarement de l'élevage – rassemble des initiatives très diversifiées dont les pratiques, objectifs et modes d'organisation ne convergent pas nécessairement.

La principale caractéristique de l'agriculture urbaine montréalaise, par rapport à d'autres villes d'Amérique du Nord, est qu'elle est très largement citoyenne et à petite échelle. C'est ce qui ressort largement des études menées par le Laboratoire d'Agriculture Urbaine :

À Montréal, historiquement, c'est une activité vraiment plus sociale, donc tout ce qui est jardins individuels, jardins collectifs, jardins communautaires, c'est vraiment ce qui définit l'agriculture urbaine à Montréal, c'est pas le cas dans toutes les villes mais c'est la réalité ici. Puis c'est ça la particularité de notre mouvement, c'est que c'est vraiment un mouvement citoyen à la base là. Tandis qu'il y a plein d'autres villes en Amérique du Nord que c'est, que l'agriculture urbaine était une activité commerciale historiquement.

Entretien avec Annie du Laboratoire sur l'Agriculture Urbaine, juillet 2018

Les villes se sont historiquement développées en intégrant des parcelles d'agriculture et des jardins privés. C'était largement des pratiques d'auto-subsistance importées par les personnes de la campagne venant s'installer en ville. À divers moments, les pratiques d'agriculture urbaine ont pu être encouragées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. Ce fut notamment le cas pendant les grandes crises économiques (comme en 1930 par exemple) ou pendant la deuxième guerre mondiale : les gouvernements encourageaient alors l'agriculture urbaine afin d'éviter des mouvements sociaux des plus pauvres et des affamé·e·s (McClintock 2014 ; Bassett 1981). Le « mouvement » de l'agriculture urbaine, comme l'appellent certain·e·s acteurs et actrices du milieu, s'est développé de manière très différente selon les endroits. Ainsi, dans certaines villes comme

34. https://cultivetaville.com/fr/cartes/montreal_1.

35. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/DROIT_INITIATIVE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/Depliant_Initiative_fr_2015.pdf.

Détroit, par exemple, l'agriculture urbaine prend une forme plus productive et commerciale qu'à Montréal où l'agriculture est plus sociale et communautaire.

Selon les orientations et fonctions primaires des projets d'agriculture urbaine (McClintock 2014), les différentes initiatives font face à divers enjeux. Les exploitations agricoles urbaines sont très largement minoritaires à l'échelle du Québec et leurs intérêts sont donc peu pris en compte et représentés. Au niveau de la Ville de Montréal, par exemple, l'accent est mis sur les enjeux sociaux liés à l'agriculture urbaine, notamment les aspects éducatifs, de loisirs, de réinsertion ou de renforcement des communautés, et non sur les aspects productifs ou environnementaux.

Il y a donc une distinction assez forte, à Montréal, entre les projets productifs commerciaux et les projets à visée plus sociale ou individuelle. Au sein de cette diversité, Bioma occupe une place particulière car c'est une coopérative de travail qui a des activités commerciales d'aménagement paysager comestible et qui anime à Montréal un jardin productif, dont le surplus est vendu à des restaurants et à des particuliers, mais dont l'objectif est avant tout social, à la fois éducatif et de renforcement de la communauté se rassemblant autour des jardins. Cette combinaison des fonctions et orientations primaires de l'agriculture urbaine est rare, sinon inédit, à Montréal.

Le milieu montréalais de l'agriculture urbaine est fragmenté. Il reste largement citoyen et ses acteurs principaux sont des organismes communautaires ou à but non-lucratifs. Ce n'est pas une agriculture particulièrement soutenue ni encadrée par le gouvernement, autant aux niveaux provincial que municipal. Dans ce paysage agricole urbain, Bioma occupe une place à part : ce n'est ni un organisme communautaire, ni un jardin collectif au sens classique du terme, ni une ferme urbaine. C'est typiquement une initiative qui brouille les catégories³⁶. En d'autres termes, bien que s'inscrivant dans ce milieu, Bioma ne répond pas aux caractéristiques habituelles et attendues de celui-ci :

C'est pour ça que je trouve que la coop Bioma c'est vraiment spécial parce qu'ils ont vraiment le côté, t'sais, des services pour lesquels ils sont payés, t'sais, comme le *landscaping*, tout ça, mais ils ont aussi le côté super fort, communautaire et dons d'aliments, tout ça. C'est pas habituel, je dirais, c'est intéressant.

Entretien avec Annie, juillet 2018

36. Voir, par exemple, celles proposées par Nathan McClintock (2014, 150).

*
* *

La thématique, politique et sociale, de l'alternatif n'est pas une thématique nouvelle : sous différentes formes, c'est tout au long de l'histoire qu'il y a eu des groupes qui ont tenté de « vivre différemment » de ce que la norme dominante préconisait. Ces dernières années, cette thématique s'est diffusée à la fois dans les pratiques militantes, dans le champ médiatique et des réseaux sociaux, mais aussi dans le champ académique. Les termes qui y sont associés sont nombreux. On parle ainsi autant de « contre » ou de « sous » cultures (Larkin 2015 ; Jezo-Vannier 2013), d'« utopies concrètes » ou « réelles » ou « ancrées » (Frémeaux et Jordan 2012 ; Olin Wright 2017 ; Lallement 2015 ; Carlsson 2008 ; Price, Nonini et Fox Tree 2008) ou encore de pratiques ou d'initiatives préfiguratives (Breines 1982 ; Yates 2015 ; Epstein 1991). Ces termes renvoient à des traditions académiques différentes et insistent toutes sur des aspects spécifiques de telles initiatives : sur leurs dimensions culturelles et historiques, sur l'aspect holiste de ces démarches, sur leurs liens avec les mouvements sociaux et l'ambition de changement social. Malgré ces traditions d'étude, la compréhension de ce qui est « alternatif » reste floue et mouvante. Cela tient autant aux refus d'attribution d'étiquettes de ce milieu qu'à son absence de structuration et à sa grande diversité. En projetant l'« alternatif » sur un double *continuum* j'ai essayé de rendre compte de la dynamique et de la fluidité des initiatives qui existent sans les réduire à une catégorie trop rigide.

Le contexte montréalais où se déroule ma recherche est propice à l'analyse de l'alternatif et des tensions et ambivalences qui la constituent. Bioma est un collectif qui s'insère dans ce milieu alternatif pluriel tout en y occupant en même temps une place un peu à part. C'est un collectif qui s'inscrit explicitement dans une perspective de « transition socio-écologique »³⁷ et c'est notamment dans cette perspective que les membres de Bioma expérimentent et bricolent des pratiques alternatives. Les pratiques et initiatives portées par Bioma s'inscrivent simultanément à différents endroits du double *continuum* représentant la diversité de l'alternatif.

La thématique de l'« alternatif » invite à se poser plusieurs questions. Tout d'abord, où réside véritablement l'« alternatif » ? Est-ce dans des pratiques collectives orientées par

37. <https://www.coopbioma.com/>.

des valeurs et idéaux spécifiques, comme le suggère la littérature sur la préfiguration ? Est-ce dans des modes d'organisation et d'action utopiques ? Est-ce dans la construction et la diffusion d'une sous-culture subversive ? Est-ce dans l'adoption d'un mode de vie militant spécifique ? De plus, si l'alternatif se résume à « faire différemment », il est important de voir comment cela se passe, ce que cela implique en termes de constructions collectives et de relations créées et entretenues, ou au contraire subies ou contraintes, avec d'autres individus, d'autres groupes et d'autres institutions. Enfin, en explorant ces interrogations, on en arrive à se questionner sur l'alternatif en termes de transformations sociales : quel(s) type(s) de transformations l'alternatif permet-il ? Quelles théories du changement social prennent en compte de telles initiatives ? En analysant les tensions et ambivalences qui sont vécues par les membres de Bioma, j'apporte dans cette thèse des éléments de réponse à ces questions.

Chapitre 2

Soubassements théoriques

2.1. Situer l'alternatif dans l'étude des mouvements sociaux

2.1.1. Pourquoi partir du mouvement social ?

Jusqu'aux années 1970, deux grandes approches dominent l'étude des mouvements sociaux : des approches marxistes et des approches fonctionnalistes (Melucci 1980). Les approches marxistes cherchaient à détailler les préconditions à la révolution en analysant les contradictions systémiques du capitalisme. Les fonctionnalistes, eux, comprenaient les mouvements sociaux comme étant des marques de déviations révélatrices du dysfonctionnement du système politique et social. Ces deux approches situaient le mouvement social dans les plis et les angles morts du système dominant, là où des individus, mécontents de leur sort, s'organisent pour défendre leurs intérêts. D'ailleurs, l'une des premières théories d'envergure proposée pour expliquer les mouvements sociaux situe leur origine dans une frustration relative des individus, dans leur prise de conscience – collective – d'un écart entre ce à quoi ils aspirent et ce à quoi ils ont accès. À partir des années 1970-1980, les chercheur·e·s travaillant sur les mouvements sociaux refusent progressivement de reléguer ces actions collectives dans le domaine de l'irrationalité et de la déviance, octroyant au contraire d'emblée une rationalité à l'engagement des militant·e·s. Mais au fond, la raison de l'action collective, son fondement, se situe toujours au moins en partie, dans une forme d'insatisfaction : le moteur de tout mouvement social réside dans une volonté de transformer un état de fait social. Et dans l'action collective, les actrices et acteurs sociaux·ales vont systématiquement projeter leurs désirs, volontés et revendications et,

en même temps, se retrouver confrontés à des contraintes multiples plus ou moins répressives et coercitives. Ainsi, le mouvement social est un objet – à la fois empirique et théorique – qui est le lieu par excellence où l'on trouve des tensions entre ce à quoi des acteurs sociaux aspirent et ce qu'ils parviennent à faire et à réaliser. Le mouvement social est d'une certaine manière une mise en scène de ces tensions.

Les études sur les mouvements sociaux forment un domaine d'étude travaillé par diverses disciplines (sociologie, histoire, science politique, géographie, études urbaines...) et traversé par tout un ensemble de théories et d'écoles de pensée plus ou moins concurrentes. Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble, toujours réductrice voire schématique, de ce champ scientifique. La question même de la définition d'un mouvement social – et l'opportunité de proposer une telle définition (Péchu 2007 ; Fillieule 2009) – fait débat. Certains courants, notamment ceux issus de la Théorie de la Mobilisation des Ressources (TMR), proposent des définitions¹ restreintes du mouvement social dans lesquels, minimalement, la mobilisation est considérée comme étant un « processus dynamique » organisé par des actrices et acteurs rationnel-le-s visant un objectif commun (McCarthy et Zald 1977 ; Chazel 2009). Un mouvement social, dans cette perspective, relève de la « politique du conflit »² et est organisé par des acteurs et actrices défendant publiquement leurs intérêts, ou voulant gagner de nouveaux privilèges sociaux contre un groupe dominant (Tilly 2004), et qui utilisent un certain nombre de ressources, matérielles, idéologiques, organisationnelles, pour mener une campagne d'actions.

Un autre courant qui s'est davantage développé en Europe, la théorie des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS), voit ces objets comme étant des « catégories historiques » associées à un type historique de société, au sein de laquelle ils remettent en cause des « modes généralisés de domination »³ (Touraine 2004, 718). En d'autres termes, le mouvement social dans la perspective des NMS est avant tout « moderne » (Offe 1985) et se co-construit avec un système politique historique : il en dépend et le transforme en même temps et il permet donc d'étudier la société (post)moderne où il prend place (Melucci et Avritzer 2000).

1. Il n'y a pas, même au sein de ce courant, de définition consensuelle partagée par tou-te-s les auteur-e-s, même s'il y a des traits communs que j'explique ici.

2. « *Contentious politics* ».

3. « *To reserve the idea of social movements for a collective action that challenges a mode of generalized social domination* ».

Que retenir, donc, du concept de mouvement social ? L'aspect historique, tout d'abord, doit être gardé en mémoire. Tout mouvement social s'inscrit dans une certaine histoire. C'est aussi le cas des pratiques alternatives. Il faut donc se garder de la pseudo « nouveauté » de tout mouvement social ou de toute action collective et s'efforcer de les (re)mettre en perspective. Il faut aussi prendre en compte, et c'est là un point central de la théorie des NMS, le contexte historique – constitué notamment du système et des institutions sociales, politiques et culturelles – dans lequel prend place l'action collective ; contexte avec lequel il interagit de multiples manières dans une dynamique ambivalente de co-construction (Lustiger-Thaler, Maheu et Hamel 1998 ; Hamel, Lustiger-Thaler et Maheu 2012). Mais l'on doit aussi retenir quelques caractéristiques spécifiques du mouvement social : il est constitué de différentes tendances internes (il est hétérogène) mais il est en même temps organisé et vise des objectifs collectifs explicites et conflictuels. Un mouvement social, de ce point de vue, est cohérent avec une représentation générale que les actrices et acteurs ont de la société et qui légitime leur action et leurs pratiques. Les acteurs et actrices des mouvements sociaux proposent donc une représentation de la réalité et attaquent des formes, construites et explicitées, de domination et d'exploitation en revendiquant des intérêts et des privilèges qui leurs sont propres. Dans ce cadre, les acteurs·trices collectifs·ives mettent en œuvre des actions (rationnelles et instrumentales) collectives qui s'inscrivent dans cette représentation commune du monde et de la société.

Le concept de mouvement social permet de refléter et de prendre en compte le discours des actrices et acteurs sociaux qui se revendiquent d'un mouvement social même lorsque leurs pratiques sont peu contestataires (Péchu 2007). Il permet de prendre au sérieux les ambitions de transformations sociales qui sont exprimées par ces militant·e·s. Il permet en même temps de synthétiser dans une même démarche – elle-même toujours trop schématique, toujours défailante et en retard vis-à-vis de la réalité empirique – des phénomènes comme l'alternatif qui sont parfois très diffus et très hétéroclites. C'est une perspective qui reconnaît à ces pratiques – en l'occurrence alternatives – leur aspect social et politique, leur caractère potentiellement subversif et contestataire alors même que certains acteurs sociaux pourraient nier cela et que certains analystes trop pressés pourraient considérer comme marginales et inoffensives de telles actions collectives (Price, Nonini et Fox Tree 2008).

2.1.2. Les cibles de l'action collective

Les mouvements sociaux se constituent contre une ou plusieurs cibles spécifiques, ils visent un centre de pouvoir ou une institution. Historiquement, les analystes des mouvements sociaux ont fait la part belle à l'État autour duquel se structurent et s'articulent la stratification de la société, la régulation sociale et les conflits sociaux (Tarrow et Tilly 2008). Dans les approches issues de la TMR comme celle du processus politique, par exemple, l'État est un acteur central et incontournable qui organise les relations sociales et crée, ou ferme, des « structures d'opportunités politiques » (McAdam 1998) qui signalent un changement structurel rendant possible une action collective pour un groupe social donné. Ces structures d'opportunités politiques agissent sur un double niveau : au niveau politique s'ouvre une fenêtre d'opportunité (baisse de la répression ou alternance politique par exemple) et au niveau des acteurs et actrices, leurs intérêts sont menacés ou s'ouvre la possibilité d'acquérir de nouveaux privilèges. Les actions collectives dépendent ainsi d'un contexte structurel particulier organisé par et autour de l'État. En ce sens, même si ce dernier n'est pas nécessairement l'initiateur ni la cible d'une action collective, il est toujours impliqué et l'analyse ne peut faire l'économie de cet acteur déterminant.

Cette centralité affirmée de l'État dans l'analyse des mouvements sociaux a été largement remise en cause par de nombreux·euses auteur·e·s. Sans nier son importance, certain·e·s proposent un décroisement de l'analyse du politique, du pouvoir et, donc, des cibles du mouvement social. Dans une certaine mesure, c'est ce qu'ont fait les théoricien·ne·s des NMS. En s'intéressant à des mouvements sociaux cherchant à construire et défendre des identités, à critiquer la vie personnelle ou à réaliser des visions utopiques (Epstein 1991 ; Melucci 1980 ; Melucci et Avritzer 2000), ces auteur·e·s ont permis de (re)politiser le social hors du seul rapport à l'État (Teivanen 2011). Cette conception élargie du politique et de l'action politique a permis la prise en compte de phénomènes empiriques qui passaient jusque là sous le radar des chercheurs. Alberto Melucci (1981) explique cela par la forme nécessairement inhabituelle, voire déviante, des mouvements sociaux ne s'attaquant pas directement à l'État – alors même que celui-ci régule largement les relations sociales – : « lorsque la domination empiète sur la vie quotidienne, sur les règles d'existence de modes de vie, l'opposition prend nécessairement la forme de la

marginalité et de la déviance »⁴. Typiquement, les pratiques alternatives ne prennent pas pour cible et ne se définissent pas exclusivement vis-à-vis de l'État : leurs demandes et revendications ne s'adressent pas seulement à un État et ne pourraient de toutes façons pas être satisfaites seulement par des réponses étatiques.

Tout en « décentralisant » l'analyse des mouvements sociaux (Ancelovici 2014), certain·e·s auteur·e·s ont proposé de s'intéresser non plus au seul État mais à la culture et aux institutions comme multiples lieux de pouvoir et cibles de mobilisation. Elizabeth Armstrong et Mary Bernstein (2008) proposent d'élargir la définition des mouvements sociaux qui, tout en se maintenant dans une politique du conflit, ne se résument alors plus à une simple confrontation entre des « *challengers* » et l'État. Les auteures prennent acte du fait que la société est traversée par de multiples institutions, souvent contradictoires, qui créent diverses sources de pouvoir et de domination. Une institution est organisée selon des principes organisationnels et des règles. Elle est structurée et défendue politiquement et répond à des contraintes techniques et matérielles. Son pouvoir s'exprime matériellement et symboliquement dans la culture d'une société donnée (82). Un mouvement social est toujours, selon les auteures, une tentative de redéfinition des règles du jeu d'une institution, un combat contre une ou plusieurs formes de domination qui s'expriment à travers des institutions. Étudier ce phénomène permet de mieux comprendre la nature de la domination. Le mouvement social devient en lui-même porteur d'une signification (Melucci 1989, 12) qui n'est pas assujettie à un conflit médiatisé par l'État.

Cette perspective permet de « sociologiser » l'analyse et de voir les multiples cibles qui peuvent être visées par un mouvement social. Ainsi, les pratiques alternatives, en se déployant dans le quotidien et dans l'espace⁵, en essayant de redéfinir par des pratiques collectives des normes dominantes, s'adresse simultanément en partie, bien sûr, à l'État, mais aussi aux institutions culturelles et sociales établies. Cela est d'autant plus visible que l'alternatif provient et participe en même temps à plusieurs mouvements sociaux qui ont des revendications parfois distinctes et s'adressent à des institutions différentes.

4. « *When domination impinges upon daily life, on the rules of existing ways of life, opposition necessarily takes the form of marginality and of deviance.* » cité dans Barbara Epstein (1991, 241).

5. Je reviens plus bas sur ce que peut impliquer la spatialisation des actions collectives, notamment dans les rapports construits – et subis – avec des institutions.

2.1.3. Aux croisements des mouvements sociaux

Les pratiques alternatives se situent à la croisée de différents mouvements sociaux : on en retrouve qui proviennent d'inspiration écologiste, anti-coloniale ou féministe, par exemple. Si l'étude des mouvements sociaux est souvent sectorielle – on retrouve ainsi, par exemple, toute une littérature scientifique spécifiquement sur le mouvement écologiste – cela ne signifie pas que la réalité empirique soit si bien rangée et que les frontières sectorielles entre les mouvements sociaux soient si bien définies. Les principaux mouvements sociaux où l'on retrouve des pratiques alternatives sont issus des « nouveaux mouvements sociaux » qui ont marqué, dans l'analyse, une certaine ouverture à de nouveaux objets (Epstein 1991 ; Melucci 1980). Bien que l'on puisse trouver des pratiques alternatives dans tous les mouvements sociaux⁶, je souhaite revenir ici sur un mouvement en particulier dont l'analyse a permis l'explicitation et la diffusion des problématiques propres à l'alternatif : le mouvement altermondialiste.

Comme je le rappelle dans le chapitre précédent, le mouvement altermondialiste naît au milieu des années 1990 des suites du mouvement zapatiste puis de l'essor des Forums Mondiaux Sociaux. Il a par la suite pris une grande ampleur au début des années 2000 avec de grands rendez-vous contestataires. En outre, il s'est diversifié de telle sorte qu'il a pu être appelé le « mouvement des mouvements » (Juris et Pleyers 2009)⁷. Il fédère de manière très hétéroclite, tout un ensemble d'organisations, de mouvements, d'individus, parfois de partis, d'horizons divers et variés. Ce n'est pas tant un objectif matériel précis qui fédère le mouvement mais un ensemble de valeurs souvent vagues, démocratiques et de justice sociale, qui se traduisent par un attachement à des pratiques tendant vers

6. Le mouvement féministe, par exemple, a beaucoup expérimenté différentes manières de s'engager, abolissant la frontière entre militantisme et non-militantisme et entre mouvement social et institutions (Bereni et Revillard 2012). C'est un mouvement qui a transformé en profondeur les mouvements sociaux et la compréhension que l'on peut en avoir. Mais c'est là un chapitre trop important pour être abordé ici. On pourrait aussi citer, comme dans le premier chapitre, le mouvement anarchiste qui, historiquement, a mis en avant des pratiques et des stratégies alternatives. En essayant d'être concis, je ne présente ici que certaines caractéristiques du mouvement altermondialiste car c'est un mouvement qui présente à mon avis de nombreuses similitudes avec les initiatives alternatives.

7. L'appellation même du mouvement altermondialiste est contestée au sein de la littérature : certain-e-s – notamment, pour des raisons évidentes, dans la littérature anglophone – parlent aussi de mouvement anti-ou alter-globalisation lorsque d'autres, comme David Graeber (2002), préfèrent le terme, plus spécifique à leurs yeux, de « mouvement anti-néolibéral ». Pour des raisons de simplicité, je préfère garder ici le terme de mouvement altermondialiste, notamment parce que c'est là un terme qui, sémantiquement, se rapproche de l'alternatif.

l'horizontalité et la démocratie participative (Juris et Pleyers 2009 ; Fominaya 2007). Ce « mouvement des mouvements » a ainsi pu chapeauter des actions collectives s'adressant à des problématiques très diverses : autant écologistes que féministes, syndicales qu'étudiantes, d'inspiration anarchiste ou anticoloniale. On retrouve une grande diversité de l'alternatif ; c'est pour cela que l'on retrouve des pratiques alternatives au croisement de plusieurs mouvements sociaux. Mais si le mouvement altermondialiste a pu paraître englober, par le haut en quelque sorte, d'autres mouvements sociaux, c'est plutôt par le bas que l'alternatif rejoint d'autres mouvements sociaux, dans des pratiques spécifiques et localisées et non dans des objectifs, actions et revendications explicites et partagées non plus que dans de grands rassemblements et réseaux fortement organisés.

Deux aspects du mouvement altermondialiste retiennent ici mon attention. Tout d'abord, c'est un mouvement qui met en avant la création de camps autogérés militants lors des contre-sommets internationaux, comme ce fût le cas – un exemple parmi tant d'autres – contre le G8 à Gêne en 2001. Ces camps militants ne sont pas tous pareils, mais ce sont des endroits qui visent notamment à permettre aux individus de faire l'expérience, dans le réel, des principes et des pratiques démocratiques, égalitaires et libres pour lesquels les militant-e-s se battent (Dupuis-Déri 2005, 128). L'objectif est à chaque fois de construire des expériences concrètes d'autogestion et d'entraide. Des lieux où se mélangent le militantisme et la contestation avec la vie quotidienne ordinaire, des lieux où le sérieux politique et militant côtoie la fête et le prosaïque. Ces camps sont des moments pour « repenser notre rapport au politique et au temps » (136) mais ce sont aussi des espaces qui explicitent une redéfinition de l'engagement et du militantisme – le deuxième aspect que je souhaite retenir ici du mouvement altermondialiste.

En plus de l'instrumentalité traditionnelle de l'action collective au sein du mouvement social – les actions sont les moyens mis en œuvre afin d'obtenir une fin qui prend le plus souvent la forme de revendications collectives – s'ajoute ici de manière explicite une nouvelle instrumentalité : les moyens d'actions coïncident avec les fins elles-mêmes⁸. C'est ce que Jeffry Juris et Geoffrey Pleyers (2009, voir aussi Geoffrey Pleyers (2004)) ont nommé l'« alter-activisme » : une « nouvelle » forme de militantisme qu'ils observent et qui

8. Cette concordance des moyens et des fins n'est pas nouvelle : je l'ai montré en esquisant une histoire du mouvement alternatif dans le premier chapitre. Cependant, c'est le mouvement altermondialiste qui, dernièrement, a probablement médiatisé le plus ce type d'instrumentalité de l'action et son rôle dans la mobilisation.

est caractérisée par une plus grande flexibilité, une importance des réseaux, un rejet des hiérarchies formelles et une attention particulière à cette convergence des moyens et des fins afin de rendre possibles des « expériences » militantes qui soient « authentiques ». En ce sens, le mouvement social devient une fin en lui-même, un lieu où les militant·e·s peuvent faire l'expérience de leurs valeurs et idéaux.

Dans ce cadre, les militant·e·s doivent faire preuve d'une très grande réflexivité quant à leurs pratiques, les évaluer et les faire évoluer. C'est une forme d'engagement qui nécessite un haut niveau d'individualisation et qui s'efforce en même temps de construire des rapports de communauté à travers une collaboration accrue (Juris et Pleyers 2009, 72). Cette forme de militantisme s'inscrit dans une filiation anarchiste qui vise « moins [à] saisir le pouvoir étatique qu'[à] exposer, délégitimer et démanteler les mécanismes de gouvernement tout en gagnant toujours plus d'espaces d'autonomie »⁹ (Graeber 2002, 68).

Le mouvement altermondialiste partage ainsi de nombreuses caractéristiques avec l'alternatif : il rejoint (et il est rejoint) par de nombreux autres mouvements sociaux, il est polyvalent, il met l'accent sur la création d'espaces autonomes d'expérimentation et il amène une redéfinition explicite de l'engagement, entrant dans le quotidien et ne se cantonnant pas aux moments extra-ordinaires de contestation. Cependant, l'alternatif n'est pas un mouvement, il n'est ni structuré, ni articulé comme le mouvement altermondialiste a pu l'être. De plus, malgré sa polyvalence, le mouvement altermondialiste s'inscrit dans une grande problématique spécifique – contre la mondialisation néolibérale et tous les maux qui y sont attachés¹⁰ – et c'est un mouvement historiquement localisé et circonscrit. À l'inverse, l'alternatif est moins spécifique, c'est un ensemble de pratiques et de stratégies individuelles et collectives qui se déploient, telle une « lame de fond » historique, dans le temps et les différents mouvements sociaux. Sans affirmer que le mouvement altermondialiste ne partage aucune caractéristique avec les autres mouvements sociaux, ce qu'il convient de retenir ici, c'est que c'est un mouvement qui, peut-être plus que les

9. « *The new tactics are perfectly in accord with the general anarchistic inspiration of the movement, which is less about seizing state power than about exposing, delegitimizing and dismantling mechanisms of rule while winning ever-larger spaces of autonomy from it.* » De nombreux mouvements sociaux et de résistance sud-américains s'inscrivent aussi dans cette perspective, voir notamment à ce sujet l'ouvrage de Raúl Zibechi (2012).

10. C'est dans ces maux qui sont rattachés à la mondialisation néolibérale que le mouvement altermondialiste est polyvalent et s'entrecroise avec d'autres mouvements sociaux.

autres, a mis l'accent sur les aspects proactifs, préfiguratifs et alternatifs. C'est un mouvement qui a remis sur le devant de la scène l'ensemble des actions proactives et non exclusivement contestataires des mouvements sociaux, ces moments où l'instrumentalité de l'action collective change et où les moyens et les fins de l'action tendent à coïncider.

2.2. L'action collective au-delà de la contestation

2.2.1. La (fausse) dichotomie entre contestation et proaction

L'étude des mouvements sociaux nous invite à nous intéresser aux moments contestataires, aux actions conflictuelles, là où la société et les institutions sociales sont mises en scène et remises en cause. Les analyses s'intéressent souvent à un ensemble de cycles de mobilisation mais sans parvenir à éclairer les périodes, entre ces moments extraordinaires, conflictuels et visibles, lors desquelles les mouvements sociaux semblent se déliter voire mourir pour mieux renaître quelques années ou décennies plus tard. Verta Taylor (1989) remet en cause cette vision du mouvement social : elle démontre que le mouvement des femmes nord américain n'est pas « mort » en 1920 avec l'accès au droit de vote pour les femmes pour ne renaître que dans les années 1960. Elle s'intéresse à la continuité du mouvement des femmes plutôt qu'aux prétendues ruptures et renaissances. Elle parle ainsi de « structures d'*abeyance* » au sein desquelles des militant·e·s continuent de s'organiser et de mener des actions collectives dans un « environnement politique [et social, pourrait-on ajouter] non-réceptif » (Taylor 1989, 772). Ces structures sont souvent petites et tournées vers l'interne, elles s'adaptent à un climat politique peut-être plus hostile. Mais, comme le rappelle Verta Taylor, les mouvements sociaux ne meurent jamais. C'est là une invitation à s'intéresser davantage aux moments où les militant·e·s ne sont pas dans une dynamique de contestation ouverte et médiatique mais plutôt dans des moments de travail militant quotidien et de petite envergure garantissant une continuité de la mobilisation. Une telle approche permet de proposer des explications concernant les résurgences des mouvements sociaux et de mieux comprendre les formes multiples de l'engagement.

Cette invitation, certain·e·s auteur·e·s y ont répondu en analysant la soi-disante spontanéité des mouvements pro-démocratie des années 2010 comme le mouvement des Indigné·e·s (aussi connu sous le nom de mouvement du 15-M) en Espagne ou les dites

révolutions arabes. L'idée n'est pas ici de soutenir une prédictibilité des mouvements sociaux qui sous-entendrait un déterminisme causal. Je partage plutôt la posture de Charles Kurzman (2012) et de Jeff Goodwin (2011) qui, parmi d'autres, soutiennent l'imprédictibilité fondamentale de tout mouvement (et autres phénomènes) social :

la nature hautement contingente du comportement humain rend impossible toute prédiction précise de la trajectoire, véritable aussi bien que probable, des sociétés ¹¹ (Goodwin 2011, 445).

Mais, si les mouvements sociaux ne sont pas prédictibles, il n'en sont pas pour autant spontanés. C'est ce que démontre Cristina Flesher Fominaya (2015) en analysant les héritages autonomes et autogestionnaires du mouvement des Indigné-e-s en Espagne. Sous le vernis de la spontanéité, ce mouvement s'appuie sur tout un réseau de militant-e-s, de squats et d'organisations qui préexistaient à la mobilisation. Ces réseaux, organisations et lieux autogérés ont été des laboratoires d'expérimentation et de formation des militant-e-s qui ont ensuite soutenu, accompagné et structuré matériellement, politiquement et culturellement la mobilisation. Ces réseaux qui se situent sous le radar, qui sont souvent marginaux, ne sont pas nouveaux. Ils ont déjà participé en grande partie aux mobilisations altermondialistes (Fominaya 2007 ; Martínez 2007). Ils relèvent de ce que Cristina Flesher Fominaya (2007, 339) appelle la « gauche autonome » pour laquelle « les transformations sociales surviennent à travers la création d'alternatives, pas à travers le système institutionnel existant » ¹².

L'analyse de ces lieux qui se constituent pendant et en-dehors des moments de contestation permet d'étudier les processus de formations et d'expérimentations militantes qui garantissent la survie des mouvements sociaux par-delà les moments de contestations. Ce sont en effet des espaces sociaux au sein desquels un certain nombre d'expérimentations prennent place et où les militant-e-s essaient de préfigurer les idéaux et les valeurs collectives qui les animent. C'est ce que Francesca Polletta et Katt Hoban (2016) démontrent dans leur article portant sur la préfiguration et l'usage du consensus dans les mouvements pacifistes radicaux : à différentes périodes historiques, hors des moments

11. « *The highly contingent nature of human behavior makes it impossible to predict accurately the actual or even likely trajectory of societies.* »

12. « *Social transformation comes through the creation of alternatives, not through the existing institutional system.* »

de contestation et de grande mobilisation, les militant·e·s s'efforcent de construire des alternatives au sein desquelles ils et elles peuvent essayer de mettre en œuvre ce pour quoi ils et elles se battent. L'alternatif aussi se loge et se déploie dans ces espaces autonomes qui survivent et se déploient hors des moments contestataires et en partie hors des institutions existantes. Ce sont des lieux qui font le pont entre les actions davantage contestataires et celles qui sont plutôt proactives. C'est dans ces lieux d'« *abeyance* » que se construisent et s'expérimentent des alternatives à travers la mise en place de pratiques préfiguratives.

2.2.2. Expérimenter et préfigurer

Tous les mouvements sociaux sont des lieux où des idéaux sont mis en pratique ; ce sont donc des objets évidents pour étudier les pratiques préfiguratives. Le concept de préfiguration lui-même surgit dans les études portant sur les nouveaux mouvements sociaux, notamment celles adoptant des approches d'inspiration anarchiste ou autogestionnaire (Yates 2015 ; Graeber 2002).

Avec l'essor du mouvement altermondialiste, ces pratiques (re)trouvent une place centrale dans les analyses des mouvements sociaux (Yates 2015 ; Juris et Khasnabish 2013 ; Glasius et Pleyers 2013 ; Juris, Pereira et Feixa 2012 ; Fominaya 2007 ; Martínez 2007 ; Day 2004 ; Graeber 2002) et ont depuis donné lieu à tout un courant d'analyse. Elles se retrouvent dans certaines analyses des dites « Révolutions Arabes » (Sande 2013) ainsi que dans le mouvement des Indigné·e·s en Espagne et le mouvement Occupy aux États-Unis (Fominaya 2015 ; Yates 2015 ; Juris 2012). L'ensemble de ces recherches mettent l'accent sur une conception restreinte de la préfiguration : ce sont des pratiques qui sont utilisées, parmi un ensemble d'autres pratiques, dans le cadre d'une action contestataire et dont la particularité est de faire coïncider les moyens et les fins de l'action. Ainsi, par exemple, les mouvements des années 2010 comme le mouvement des Indigné·e·s en Espagne ou les mouvements Occupy portaient comme revendication la démocratisation de la vie publique avec comme modèle une démocratie directe. Le mode d'action principal de ces mouvements était d'organiser de grandes assemblées de démocratie directe : c'est un mode d'action préfiguratif car c'est la mise en œuvre, ici et maintenant, de la revendication du mouvement social. Cette compréhension des pratiques préfiguratives,

comme mode d'action parmi d'autres dans le cadre d'une action collective contestataire, n'est pas nouvelle et vient notamment des études sur les nouveaux mouvements sociaux et sur la *New Left* (Breines 1982 ; Epstein 1991). Mais ce n'est qu'un aspect de ce que sont les pratiques préfiguratives.

Luke Yates (2015) effectue une synthèse des conceptions de la politique de la préfiguration dans laquelle il retient trois approches différentes. La première considère la préfiguration de manière restreinte, à la manière des auteur·e·s qui ont été cité·e·s plus haut, comme étant une manière de protester parmi d'autres. Une deuxième approche considère la préfiguration comme étant la construction concrète d'alternatives sociales et politiques. D'autres auteur·e·s, enfin, ont une approche plus ancrée dans l'utopie, l'anticipation de ce que la société pourrait être. Luke Yates insiste sur le fait que l'équivalence entre les fins et les moyens de l'action – conception la plus courante dans la littérature scientifique – est trop floue et trop fragile pour suffire à la définition de la préfiguration et propose plutôt de concilier ces trois approches en expliquant que :

la principale clarification proposée ici est que la préfiguration *combine* nécessairement la créativité expérimentale des « alternatives » à l'intérieur des activités autant ordinaires que de mobilisation avec un effort pour assurer la pertinence politique future de cette préfiguration ¹³ (Yates 2015, 13).

En conciliant ces approches, Luke Yates identifie cinq processus interreliés et concomitants qui définissent la préfiguration autant comme un mode d'action contestataire que comme la construction d'alternatives et l'anticipation utopique de ce que la société pourrait être. Tout d'abord, la préfiguration implique des *expérimentations* (1) dans les activités collectives quotidiennes et de mobilisation. Ces expérimentations proviennent et alimentent des *perspectives* (2) critiques et politiques sur la société, les institutions et les normes dominantes. Ces perspectives critiques et ces expérimentations amènent à la formation de nouvelles normes de *conduite* (« *conduct* ») (3) collectives qui tendent à se cristalliser et à se sédimenter de manière réflexive afin d'alimenter, de développer ou d'améliorer les expérimentations préfiguratives. Ces nouvelles normes collectives finissent par s'incarner et se consolider dans des ordres sociaux ou des environnements matériels : elles prennent

13. « *The key clarification proposed is that prefiguration necessarily combines the experimental creativity of « alternatives » within either mobilisation related or everyday activities, with attempts to ensure their future political relevance* ».

places dans et construisent en même temps des espaces matériels autonomes – car partiellement régis par les normes collectives créées et expérimentées par le groupe. Cette *consolidation* (4) tend à être « limitée, temporaire, miniature et tronquée – les occasions où ce n'est pas le cas sont autant d'exemples de succès de mouvements sociaux préfiguratifs »¹⁴ (14). Enfin ces expérimentations, normes de conduite et pratiques consolidées dans des lieux et ordres sociaux alternatifs se *diffusent* (5) à d'autres groupes sociaux et perdurent dans le temps.

Ce sont ces cinq processus qui définissent la préfiguration et la distinguent notamment des projets contre-culturels. Ces derniers n'incluent pas nécessairement de perspectives politiques ni de volonté de consolidation et de diffusion. Les pratiques préfiguratives visent toujours un objectif large de changement social et c'est pour cela que les processus de consolidation et de diffusion doivent être pris en compte. Cependant, et c'est là que l'on retrouve cette équivalence entre les fins et les moyens de l'action, la préfiguration porte une attention particulière à la micro-politique du groupe et des pratiques collectives. Cette micro-politique et ces expérimentations sont toujours imparfaites, faites de tâtonnements et de bricolages. Enfin, et c'est la conclusion de Luke Yates, la préfiguration n'est pas un type de pratique politique qui se suffit à elle-même, elle se combine nécessairement avec d'autres activités politiques quotidiennes, ordinaires ou de protestation et ce n'est qu'ainsi qu'elle prend tout son sens en termes de changement social. C'est d'ailleurs ce que souligne avec force Uri Gordon (2018, 11) dans sa critique – féroce – du concept de préfiguration : « il y a des limites à ce que des pratiques vécues peuvent accomplir – à la fois à cause de facteurs externes (le fait qu'on vit toujours dans une société capitaliste et patriarcale) et internes (qu'on ne peut pas défaire immédiatement ni complètement nos histoires troublées ni notre socialisation hiérarchique) »¹⁵. L'argument de Uri Gordon est que le présentisme radical de la préfiguration n'est, pour paraphraser l'auteur, au mieux qu'un pis-aller émotionnel et moral face à l'absence d'accomplissements révolutionnaires. C'est la raison pour laquelle, à mon sens, il ne faut pas couper les pratiques préfiguratives (récurives, reproductives et non génératives selon Uri Gordon qui préfère faire référence

14. « *Consolidation tends to be limited, temporary, miniaturised or curtailed – the occasions when it is not are examples of prefigurative social movement success* ».

15. « *There are limits to how far lived practices can actually go – both due to external limits (that we still live in a capitalist, patriarchal society) and internal ones (that we cannot immediately or completely undo our troubled histories and hierarchical socialisation)* ».

aux « utopies concrètes ») des mouvements contestataires ni d'un travail émotionnel collectif autour des espoirs « anxieux » ou « catastrophiques » (Gordon 2018 ; Abiral 2015) qui semblent souvent présents dans les initiatives alternatives (Bramall 2011 ; Zaroni et al. 2017 ; Diprose 2016 ; Bettini et Karaliotas 2013).

2.2.3. Le quotidien du *lifestyle activism*

Les réflexions concernant la préfiguration s'ancrent dans des questionnements portant sur la logique politique quotidienne et sur les pratiques ordinaires des mouvements sociaux. Ces débats invitent à la prise en compte des aspects moins spectaculaires des mouvements sociaux, notamment en allant voir des pratiques ordinaires qui peuvent néanmoins être chargées politiquement. James C. Scott (1985) étudie ainsi les pratiques quotidiennes de résistance des paysan·ne·s malais·e·s face à la « Révolution Verte » mise en place dans les années 1970 et 1980. Ces paysan·e·s sont opprimé·e·s et ne peuvent se permettre une résistance ni une contestation « ouverte » et ont donc recours à des pratiques plus discrètes. C'est là ce que l'auteur appelle une « narration cachée » (« *hidden transcript* ») : des pratiques aux allures innocentes mais qui sont subversives et remettent implicitement en cause le pouvoir des dominant·e·s (Scott 2005) en jouant sur une dialectique entre ouverture – affirmation politique – et fermeture – allures innocentes et ordinaires. Ces formes de résistances sont courantes dans les mouvements de résistance des populations très opprimées qui ont une marge de manœuvre limitée. Ce que les recherches de James C. Scott nous invitent à faire est de nous intéresser à des pratiques qui peuvent avoir un double sens et qui, sous couvert de l'habit de l'ordinaire et du quotidien peuvent être chargées d'un sens social. Ces pratiques sont toujours imbriquées dans la vie quotidienne des individus (Bayat 2012 ; Le Texier 2006) et il faut les analyser à l'aune de cette vie quotidienne et de ce qui s'y fait normalement pour en reconnaître la charge politique.

Hors des contextes d'extrême pauvreté et de domination où ces auteur·e·s ont fait leurs recherches, ce qu'on peut retenir de leurs approches est cet appel à prendre en compte l'ordinaire et le quotidien et de le placer dans la dialectique d'ouverture et de fermeture, de revendication et de politisation explicite des pratiques face aux limites et à la potentielle répression que des institutions peuvent opposer à celles-ci.

Dans le cadre des sociétés occidentales, ces pratiques politiques ordinaires peuvent prendre la forme de modes de vie militants. Ces derniers ont été étudiés par de nombreux-euses auteur-e-s sous le terme générique de *lifestyle activism* : le quotidien de la vie des militant-e-s est politisé par les individus eux-mêmes (Haenfler, Johnson et Jones 2012) et devient un site légitime de transformations politiques conscientes et réflexives.

Lorsque des individus qui désirent du changement politique et social se sentent obligés de façonner leur propre comportement ainsi que leurs choix personnels en fonction des idéaux qu'ils soutiennent, c'est cela que l'on nomme *la politique du mode de vie*¹⁶ (Portwood-Stacer 2013, 2).

Les auteur-e-s qui écrivent sur ce type de mouvement insistent largement sur l'aspect personnel de cet engagement (Dobernig et Stagl 2015 ; Haenfler, Johnson et Jones 2012) qui tend à personnaliser le politique au quotidien (L. W. Bennett 2012) et de manière très prosaïque : dans les choix des vêtements, du régime alimentaire, de la consommation, des activités de loisir et bien plus encore. Cependant, à la différence d'un mouvement (sub)culturel dont l'objectif est une transformation personnelle, le *lifestyle activism* est aussi un mouvement politique qui vise un changement social (Portwood-Stacer 2013, 6).

On retrouve de telles pratiques dans les mouvements radicaux où toutes les décisions prises, mêmes celles qui paraissent les plus insignifiantes, impliquent une forme de lutte pour une nouvelle société (Portwood-Stacer 2013). L'agriculture urbaine a aussi été analysée comme relevant d'un mouvement de modes de vie politisés, comme étant une manière non-conventionnelle pour des individus d'exprimer des enjeux politiques et de changement social dans leur vie quotidienne (Dobernig et Stagl 2015). C'est un engagement où se crée et se diffuse concrètement, à travers ces pratiques politisées, une certaine culture alternative. Cette approche du *lifestyle activism* permet d'analyser assez précisément les limites – toujours floues et mouvantes – entre militantisme et non-militantisme, entre des pratiques qui sont alternatives et d'autres qui ne le sont pas.

16. « *When individuals who desire social and political change are compelled to shape their own personal behaviors and choices toward the ideals they envision, this is known as lifestyle politics* ».

La littérature sur la consommation critique ¹⁷, qui s'inscrit dans le *lifestyle activism*, explore précisément ce croisement entre des réseaux conventionnels – et capitalistes – de production-distribution-consommation et des réseaux et initiatives de production-consommation davantage éthiques, locaux et anti-capitalistes (Pleyers 2013, 2017 ; Wilson 2015). En analysant ce type d'interfaces, on peut voir la réalité prosaïque à laquelle les militant·e-s doivent faire face, les compromis qu'ils et elles doivent accepter et les tensions qui peuvent surgir.

Je retiens deux lieux de tensions importantes au sein du *lifestyle activism*. Tout d'abord, l'adoption d'un mode de vie militant peut donner lieu à des formes de contrôle social où certain·e-s militant·e-s s'érigent en juges des bonnes pratiques :

parce que les modes de vie prennent une telle signification éthique au sein des groupes militants radicaux, les pratiques du mode de vie deviennent rapidement la cible de morales intégristes et d'autres formes de contrôle social ¹⁸ (Portwood-Stacer 2013, 9).

Ce type de contrôle social amène à des phénomènes d'exclusion avec des hiérarchies informelles de pouvoirs entre les militant·e-s et au sein même des groupes. Ce phénomène est fortement lié au deuxième lieu de tension des modes de vie militants : le risque que ce type d'engagement ne tombe dans une logique de responsabilisation néolibérale de l'individu comme acteur ou actrice de son propre bien-être et de celui de la société (Portwood-Stacer 2013 ; McClintock 2014). C'est un type d'engagement qui demande une très grande réflexivité de la part des militant·e-s. D'ailleurs, bien souvent, les militant·e-s du *lifestyle activism* ne se contentent pas d'adopter un mode de vie spécifique, ils et elles participent aussi à des actions davantage contestataires et à la créations d'espaces alternatifs et autonomes d'expérimentation et de préfiguration (Portwood-Stacer 2013 ; Pleyers 2017).

17. Pour reprendre la distinction effectuée par Geoffrey Pleyers (2017, 126), la consommation critique traduit un refus global, critique et radical de la société de consommation et ne doit pas être confondue avec la consommation responsable qui traduit des postures éthique et politique s'incarnant dans des concepts légaux et de responsabilité et qui ne remettent pas en cause le société de consommation. Les consommateurs ou consommatrices critiques cherchent à créer des circuits courts alternatifs de production-distribution-consommation pour dépendre le moins possible du système capitaliste dominant lorsque les consommateurs ou consommatrices responsables cherchent à transformer le marché capitaliste en choisissant des produits davantage éthiques et/ou écologiques.

18. « *Because lifestyles take on such ethical significance among radical activists, lifestyle practices often become targets of self-righteous moralizing and other forms of social policing* ».

La littérature qui s'intéresse à ce que l'on pourrait appeler les « creux » des mouvements sociaux, les moments et actions collectives qui ne sont pas spectaculaires ni extraordinaires (Bayat 2012, 124), est multiple et s'est largement diversifiée, s'inscrivant dans des écoles d'analyse parfois concurrentes. Mais cet appel à prendre en compte le quotidien est tout à fait pertinent car cela nous amène à prendre en compte des problématiques et des objets empiriques qui passent sinon sous le radar des analyses des mouvements sociaux. Je retiens notamment trois thématiques qui surgissent de cette littérature et qui sont à mon sens essentielles pour analyser en profondeur des initiatives alternatives. Tout d'abord, les grands moments de mobilisation et de contestation sont sous-tendus par tout un écosystème de groupes, d'organisations, de lieux divers où se créent, s'expérimentent et se diffusent une culture et des pratiques militantes qui sont ensuite mobilisées dans des actions collectives. Ces créations et expérimentations de culture et pratiques militantes sont largement préfiguratives : s'appuyant sur des perspectives politiques critiques, les militants expérimentent des pratiques « nouvelles »¹⁹ qu'ils consolident au sein de leurs collectifs et qu'ils diffusent. Cette diffusion se fait à la fois dans le mouvement social mais aussi dans l'adoption d'un mode de vie particulier, militant, inspiré des discours et de la culture créés dans ces espaces. En d'autres termes, s'intéresser aux « creux » des mouvements sociaux nous invite à voir comment s'articulent trois types d'engagement : un engagement contestataire, un engagement préfiguratif et un mode de vie engagé.

2.3. Valeurs, utopies, actions

2.3.1. Des moteurs de l'action

L'engagement militant s'ancre dans des valeurs sociales et politiques qui justifient et légitiment la participation à des actions collectives. Ces valeurs se traduisent dans des visions utopiques plus ou moins concrètes de la société et des relations sociales : « ce sont en partie des images idéalisées de la vie de groupe qui amènent des individus vers l'engagement social »²⁰ (Brenner et Haaken 2000, 334). L'utopie est ainsi une matrice permettant de construire des valeurs et de développer des perspectives critiques sur la

19. « Nouvelles » au sens où elles sont différentes de celles que les militant.e.s avaient l'habitude de mettre en œuvre. Ce sont des pratiques qui sont donc vécues sous le sceau de la nouveauté par ces militant.e.s quand bien même elles peuvent être revendiquées comme étant ancestrales.

20. « *Idealized images of group life are partly what draws people to social activism* ».

réalité sociale. Piotr Sztompka (1993, 25) exprime cela en situant le rôle de l'utopie dans le fait qu'elle « permet la critique du contemporain en le contrastant avec une image idéale, utopique et c'est ainsi qu'elle permet une mesure rudimentaire du progrès »²¹. Toute ambition de changement social se fonde ainsi dans une ou plusieurs visions utopiques qui permettent de donner du sens à l'intentionnalité politique. C'est, en quelque sorte, une boussole pour l'action collective.

Cette vision idéalisée et utopique n'est pas donnée, elle provient d'un travail militant important qui s'effectue à la fois dans l'effervescence des grandes mobilisations mais aussi dans le creux des mouvements sociaux. Le travail militant quotidien, hors de la contestation directe, prend alors la forme d'une

approche du travail révolutionnaire qui réduit la distance entre l'« imaginaire et le réel » en essayant de créer les modes de relation et les formes d'organisation qui préfigurent, ou anticipent, le type de société qui est créé²² (Brenner et Haaken 2000, 336).

L'intentionnalité politique des pratiques militantes a comme ressort la construction et l'adhésion à une pensée ou une vision utopique. Ici, l'utopie et le mouvement social entretiennent une double relation : d'un côté cette vision est construite dans la mobilisation et dans l'engagement et, de l'autre, c'est cette vision qui soutient la mobilisation et l'engagement.

Il ne faut pas considérer ces valeurs et visions idéales et utopiques de manière désincarnée. Au contraire, je rejoins à cet égard Charles Price et ses collègues (2008) soutenant une approche « ancrée » de l'utopie, une approche qui soutient que

les identités, les valeurs et la dimension imaginative de l'utopie sont centrées sur des espaces réels, incarnées par des personnes vivantes, renseignées par des parcours de vie passés, et construites et maintenues à travers des interactions quotidiennes et des pratiques valorisées qui relient les membres

21. « *Social utopias define the direction in which humanity is supposedly moving. They allow for the critique of contemporaneity by contrasting it with the ideal, utopian image, and in this way they provide a rudimentary measure of progress.* »

22. « *This is an approach to revolutionary work that reduces the distance between the « imaginary and the real » by attempting to create modes of relating and forms of organization which foreshadow, or anticipate, the kind of society that is being created* ».

d'une communauté, quand bien même elle serait diasporique²³ (Price, Noini et Fox Tree 2008, 128-129).

Ces auteurs analysent ce qu'ils appellent des « mouvements d'utopie ancrée »²⁴, des mouvements anti-coloniaux qui cherchent à (re)créer des formes sociales inspirées des visions utopiques que les militant·e·s construisent de leur culture. C'est là une forme spécifique et anti-coloniale de mouvement alternatif où, justement, la construction d'une vision idéale et utopique de la culture commune de la communauté joue un rôle essentiel et prédominant à la fois pour comprendre la forme et les revendications de ce mouvement social aux contours si flous mais aussi pour comprendre pleinement l'engagement et les actions collectives menées par les militant·e·s.

L'utopie devient donc un ressort de l'action des militant·e·s et habite toutes les pratiques militantes quotidiennes. Pour prendre la mesure de la politique de la préfiguration ainsi que du *lifestyle activism*, il semble donc nécessaire d'intégrer à l'analyse cette prise en compte de l'utopie qui s'incarne et s'expérimente dans les pratiques militantes, dans leurs histoires et dans leurs perspectives. Il faut prendre en compte à la fois les visions utopiques et la manière dont elles s'incarnent dans les mouvements sociaux mais il faut aussi analyser précisément les rapports que les militant·e·s entretiennent avec celles-ci. En effet, Johanna Brenner et Janice Haaken (2000) nous rappellent que l'utopie n'est pas toujours positive, qu'elle oscille entre progressisme et régression. L'utopie peut en effet mener à une forme de suspension du jugement critique et devenir « pathologique » (335) pour un mouvement social.

Cette fragilité et cette ambivalence de l'utopie amènent donc des tensions et exigent un surcroît de réflexivité de la part des militant·e·s dans leurs pratiques quotidiennes. Cela explique d'ailleurs aussi pourquoi l'alternatif, si dépendant de l'imagination utopique, peut prendre des directions politiques opposées.

23. « *The identities, values, and imaginative dimensions of utopia are culturally focused on real places, embodied by living people, informed by past lifeways, and constructed and maintained through quotidian interactions and valued practices that connect members of a community, even a diasporic one* ».

24. « *Grounded Utopian Movements* ».

2.3.2. Construire du sens, donner une signification

Si l'utopie et les idéaux sont des moteurs de l'action collective, qu'ils doivent être construits, consolidés, diffusés dans le mouvement social et que c'est là un travail militant important, il ne faut pas non plus ignorer que le mouvement social et les actions collectives eux-mêmes sont producteurs d'utopies et de connaissances. C'est d'ailleurs là un des effets importants des mouvements sociaux : ils redéfinissent notre rapport au monde. Selon les approches cognitives, les mouvements sociaux sont avant toute chose des « producteurs des connaissances[, ils] ouvrent des espaces de production de nouvelles formes de connaissances »²⁵ (Eyerman et Jamison 1995, 450). Autrement dit, les mouvements sociaux construisent et proposent des interprétations des tensions, contradictions et autres enjeux sociaux. Ils « démontrent les inégalités de pouvoir et suggèrent [inventent et construisent, pourrait-on ajouter] des alternatives aux conditions existantes »²⁶ (Bostrom 2004, 75-76). À travers des « praxis cognitives » (Eyerman et Jamison 1995) les mouvements créent de nouveaux discours, font émerger et diffusent de nouvelles idées et conceptions du monde et permettent à des individus de percevoir et comprendre des enjeux de nouvelles manières. Ces images du monde et ces connaissances, nouvelles ou renouvelées, participent à un changement d'attitude et de rapport au monde des individus, une transformation de leur subjectivité.

Fondamentalement, ce que reconnaissent les approches cognitives, comme le fait dans une certaine mesure la perspective des nouveaux mouvements sociaux (Melucci 1996), c'est que les mouvements sociaux s'ancrent dans des conflits d'ordre matériel mais aussi symbolique et discursif : la naissance, la construction et la diffusion, voire la montée en puissance d'un discours sur le monde ne sont pas des processus consensuels, ils impliquent nécessairement différentes formes de violence économique, sociale ou physique (Müller 2000) qui s'incarnent notamment dans les luttes sociales au sein desquelles les mouvements sociaux sont des acteurs importants. Dans ce cadre, les actions humaines sont considérées comme des

25. « *The cognitive approach views social movements primarily as knowledge producers, as social forces opening spaces for the production of new forms of knowledge* ».

26. « *Movements interpret tensions in contemporary societies, demonstrate power inequalities, and suggest alternatives to existing conditions* ».

séries d'engagements dans différents régimes de pratique, requérant chacun l'actualisation de compétences spécifiques. [Ces compétences sont] des ressources – principalement cognitives – permettant aux individus de s'ajuster à leur environnement et de coordonner leur action à celle des autres (Mathieu 2002, 92).

Les pratiques cognitives des mouvements sociaux contribuent à transformer ou augmenter certaines compétences des individus et à modifier ainsi leurs manières d'agir et leurs modes d'action. On voit ici le rôle cognitif fondamental que peuvent jouer les pratiques préfiguratives expérimentales dans la transformation des attitudes, rapports au monde et subjectivités des militant.e.s.

Selon Magnus Boström (2004, 76-77), ces pratiques cognitives ont trois différentes dimensions. Elles impliquent tout d'abord des connaissances, tant pratiques que théoriques et générales que spécifiques, qui sont sujettes à conflits et différentes (més)interprétations. Elles mettent ensuite en jeu des significations qui donnent un sens stable aux choses – les significations donnent en effet une impression de vérité –, qui sont à la base de tout effort de réflexivité et qui motivent l'action. Ces significations proviennent de et s'incarnent dans les idéaux, les valeurs, les intérêts et les émotions collectives comme individuelles. Les pratiques cognitives impliquent enfin des règles, des conduites ou modes d'action socialement acceptés ou réprimés. Ces règles contiennent à la fois des directives obligatoires, comme des lois par exemple, des normes implicites et prises pour acquises, et des standards d'action, explicites mais volontaires.

Ces pratiques cognitives ne doivent pas être vues comme exclusivement intellectuelles ou ratiocinantes, elles impliquent et mettent en jeu des émotions. Le rapport au monde n'est pas que réflexif, les connaissances ne sont pas que « rationnelles », neutres ou objectives. Bien au contraire, elles s'ancrent dans des émotions individuelles comme collectives. Dans le mouvement écologiste, par exemple, les discours, les engagements et les attitudes collectives font résonner des anxiétés et des angoisses qui fondent l'engagement (Bramall 2011 ; Bettini et Karaliotas 2013 ; Mason et Whitehead 2012). L'engagement dans des pratiques préfiguratives et des initiatives alternatives répond aussi à des besoins émotionnels d'appartenance et de faire communauté (Aiken 2017b). Le travail

de « re-subjectivation » (Zanoni et al. 2017) qui est à l'œuvre dans les pratiques alternatives implique ainsi non seulement la construction et la diffusion de discours et narrations alternatives mais aussi un travail émotionnel collectif important, lequel ne doit pas être considéré comme distinct du travail cognitif et culturel effectué.

Ces pratiques cognitives sont à la fois issues du contexte de mobilisation mais sont aussi le fruit d'un véritable travail militant à différents niveaux. Une action collective peut ainsi être vue comme une narration spécifique (Polletta et Chen 2012), fruit des discours et récits des militant·e·s, construisant du sens et des significations (qui s'inscrivent dans une lutte autour du sens à donner au monde).

Ce travail narratif n'est pas univoque, il est processuel, itératif et il dépend des différentes audiences destinataires du récit final. Une forme que ce travail prend est celle que Alex Khasnabish et Max Haiven (2014) nomment l'« imagination radicale » : un effort collectif constant et jamais fini qui, à travers des expériences partagées, la langue utilisée, les histoires racontées, les théories auxquelles on fait référence, l'art créé et les idées développées, permet à des groupes de créer des « paysages imaginaires ». Ce sont là des horizons de possibilités multiples, entrelacés, équivoques et parfois contradictoires qui remettent en cause *radicalement* les institutions, normes et/ou valeurs de la société dans laquelle ces groupes s'inscrivent. Ce travail mêle des lectures et souvenirs communs du passé à des espoirs du futur pour travailler et transformer le présent.

Si les mouvements sociaux sont les lieux par excellence – et ils ne sont pas les seuls – de ce travail d'imagination radicale qui nourrit notamment les pratiques préfiguratives, il ne faut pas concevoir ce travail comme étant statique et homogène. C'est en effet un travail qui s'observe le mieux dans les « étincelles », dans les conflits et les frictions entre des individus, des groupes, des idées, des stratégies et des tactiques au sein des mouvements sociaux. Et les auteurs nous rappellent que ce travail n'est pas sans accrocs ni contrecoups et que de nombreux mouvements sociaux, malgré ce travail militant fondamental, tombent dans des crises d'auto-reproduction de schémas et d'attitudes oppressifs et exclusifs hérités de la société dont le mouvement provient.

Ces approches nous amènent à prendre en compte les différentes productions discursives, de connaissances, de normes, d'attitudes mais aussi de rêves, d'espoirs et d'angoisses, qui ont lieu au sein des mouvements sociaux. C'est un rappel que les mouvements sociaux ne sont pas seulement les produits de discours de mobilisations mais qu'ils en sont aussi producteurs et, ce, à de multiples niveaux. Pour reprendre les termes de Nina Eliasoph et Paul Lichterman (2003, voir aussi Francesca Polletta 2004), il s'agit de s'intéresser vraiment aux aspects culturels des mouvements sociaux. Dans cette optique, la culture est considérée comme « un ensemble de codes et répertoires publiquement partagés, des briques qui structurent les capacités de réflexions et de partage d'idées des individus »²⁷ (Eliasoph et Lichterman 2003, 735). On l'a vu, les mouvements sociaux participent pleinement à la constante et conflictuelle (re)définition de la culture d'un groupe et des effets qu'elle peut avoir. C'est là l'un des endroits où ils interviennent en termes de changement social : « les mouvements sociaux reflètent et participent à la création de ces « temps incertains » que les sociologues culturels voient comment le creuset de tout changement »²⁸ (Polletta 2008, 93).

2.4. Spatialisation des pratiques

2.4.1. Contextualiser l'action

On l'a vu, malgré leur aspect *a priori* immatériel, les idéaux et les utopies finissent par s'incarner concrètement dans des corps, des pratiques et des actions. De la même manière, les mouvements sociaux et les actions collectives sont *situés* : comme tout phénomène social ils sont quelque part et ce quelque part n'est pas anodin. Cela semble tellement évident que les éléments géographiques ne sont que rarement pris en compte dans les analyses des mouvements sociaux. Lorsqu'ils sont considérés, c'est bien souvent comme des éléments donnés ou déjà là. Pourtant, cet espace dans lequel les actions collectives prennent place, s'il a des caractéristiques physiques, c'est aussi un espace qui est construit, représenté, imaginé et travaillé par des actrices et acteurs sociaux·ales en fonction de normes culturelles et sociales d'interprétation. Tous ces éléments constituent

27. « Culture, this current work says, is a set of publicly shared codes or repertoires, building blocks that structure people's ability to think and to share ideas. A society's collectively held symbolic system is as binding and real as a language ».

28. « Movements both reflect and help to create the « unsettled times » that cultural sociologists see as crucibles for change ».

un contexte de l'action qu'il faut prendre en compte. Le contexte est tout d'abord une géographie sociale et politique construite, structurée qui pré-existe au mouvement social et avec laquelle ce dernier doit composer et interagir. Il prend souvent la forme de l'État-nation.

Dominique Masson (2009) décrit les différents niveaux d'action qui peuvent exister : un mouvement social se déploie et s'adresse à un certain niveau – qui peut correspondre à un palier gouvernemental, fédéral, provincial, municipal, par exemple – et doit se positionner face à celui-ci. Ce niveau d'action correspond en quelque sorte au contexte socio-politique – étatique – donné de l'action collective. Il va déterminer en partie la forme de l'action et les canaux possibles de discussion et de gestion du conflit ou des revendications du mouvement social.

Selon l'objectif du mouvement social, son échelle d'action peut coïncider avec un niveau donné : la lutte syndicale qui défend les droits du travail va par exemple souvent se situer à un niveau national pour forcer l'État à légiférer. Cependant, les actrices et acteurs collectifs-ives ne se contentent pas toujours des niveaux existant et vont les contester et entrer alors dans un processus conflictuel et discursif de construction d'échelles d'action. C'est par exemple ce qu'ont fait les militant·e·s du mouvement Zapatiste : l'État mexicain voulait cantonner ce mouvement au niveau de l'État provincial mais les militant·e·s ont réussi à construire une échelle d'action transnationale en mobilisant et en fédérant des réseaux de solidarité à travers la planète.

Il faut donc prendre en compte le contexte de l'action et voir comment les actrices et acteurs sociaux interagissent avec celui-ci, s'ils et elles se l'approprient, s'y plient ou le re-définissent. Pour effectuer une telle analyse, il faut avoir une vision critique et d'ensemble du contexte et ne pas se limiter, comme cela a pu être fait, à une description superficielle ou anhistorique de celui-ci. C'est ce qu'une partie des études postcoloniales ont mis en avant : les contextes sont toujours plus compliqués que les seules structures politiques et sociales apparentes, souvent héritées du passé colonial. Il faut voir ces contextes comme

des « champs de force [qui sont] simultanément constitué[s] et constitutif[s] des dynamiques des conflits » sociaux entre groupes dominants et groupes subalternes²⁹ (Motta et Nilsen 2011, 3).

Ces contextes font aussi l'objet d'une compréhension spécifique selon les différent-e-s actrices et acteurs et, donc, peuvent faire l'objet d'interprétations contradictoires voire conflictuelles. Le même espace social et politique peut ainsi être conçu et compris différemment par des groupes sociaux antagonistes. Dans son analyse des luttes autochtones boliviennes, Cristina Rojas (2013) montre ainsi comment elles expriment un tel conflit d'interprétations et de visions divergentes concernant la société et le contexte de l'action – et de vie – collective. Les luttes autochtones que l'auteure étudie militent pour une reconnaissance de leurs « mondes de vie » (« *lifeworlds* »). Dans ce cas, si l'on réduit le contexte dans lequel le phénomène se déploie à l'État moderne bolivien – vision occidental-centriste de la Bolivie, de la citoyenneté et des conflits sociaux, ethniques ou de classes –, on ne pourra pas comprendre les enjeux culturels qui se profilent derrière les revendications à l'« *indigenship* ». Ces revendications ne se situent pas dans une opposition entre « citoyenneté » d'un côté et « indigénéité » de l'autre, mais plutôt dans une demande de création de nouvelles formes fusionnant les deux modèles, moderne et autochtone (Rojas 2013).

S'il faut comprendre un mouvement social dans son contexte, on ne peut pas pour autant le réduire à l'expression d'un quelconque « exceptionnalisme » contextuel. C'est ce que dénonce John Karamichas (2007) lorsqu'il analyse dans le détail les mouvements sociaux espagnols du début des années 2000. Il revient sur les conditions structurelles d'existence de ces mouvements, décrivant précisément comment ils entretiennent des liens ambigus avec les partis politiques de gauche dans un contexte d'alternance politique et de processus globaux structurés par des mouvements transnationaux. Ces mouvements ont pu par le passé être analysés comme relevant du « syndrome méditerranéen » qui voudrait que les sociétés bordant la mer Méditerranée soient des sociétés civiles faibles et facilement sujettes à l'autoritarisme. Ce que l'auteur démontre est qu'une

29. « A "field of force" [...] in which dominant and subaltern groups are engaged in conflictual encounters over the forms, directions and meanings of development. [A field of force] which is simultaneously constitutive of and constituted by the dynamics of these struggles ».

telle approche déterministe, qui fait du contexte de l'action une cause explicative principale de celle-ci, est incapable de rendre compte précisément du mouvement, de ses dynamiques internes et de la manière dont il s'insère et transforme concrètement son environnement. En d'autres termes, pour bien comprendre un mouvement social, il faut à la fois connaître précisément et dans sa complexité le contexte de l'action ainsi que les conflits dont il peut être l'enjeu mais sans pour autant tomber dans une analyse déterministe où ce contexte suffirait à expliquer un mouvement social.

2.4.2. Le mouvement social producteur d'espaces

Ainsi, si un mouvement social s'insère et interagit avec un contexte social, politique, culturel et physique donné – mais aussi interprété, compris, construit – il n'en est pas entièrement dépendant : le mouvement social est aussi producteur d'espaces sociaux et physiques. L'échelle transnationale, par exemple, n'est pas une échelle qui a toujours pré-existé, elle provient au contraire d'un processus complexe et stratégique de construction et de production, au quotidien, de nouvelles échelles d'action (Dufour et Goyer 2009). Cela suppose un travail militant volontaire et conscient, impliquant la constitution de réseaux plus ou moins structurés mais qui relie des luttes locales entre elles et construisent une scène globale traversée par des relations de solidarité articulées autour de valeurs communes qui se retrouvent notamment dans le mouvement anti-globalisation (Juris et Khasnabish 2013 ; Dufour et Goyer 2009). En ce sens, certains mouvements sociaux s'inscrivent et créent des géographies qui leur sont propres, des géographies qui tissent des liens de solidarité, d'interconnaissance, d'action et de cibles communes entre des luttes locales et des espaces physiques à travers le monde. On peut comprendre l'alternatif dans une telle géographie qui lui appartient en propre même si elle se croise et interagit nécessairement avec des géographies plus officielles et institutionnalisées. Les croisements et interactions constituant cette « géographie alternative » sont intéressants à analyser car ils sont le lieu de frictions et de tensions, ils forment des interfaces où surgit la spécificité de l'alternatif dans ses interactions avec les institutions.

Dans les travaux de certain·e·s géographes portant sur des milieux autogérés aux motivations idéologiques diverses, on retrouve cette production d'un espace spécifique caractérisé par l'autonomie et l'autogestion (Pickerill et Chatterton 2006 ; Chatterton 2006 ;

Chatterton et Pickerill 2010 ; Chatterton 2010 ; Hodkinson et Chatterton 2006). Dans ces milieux, l'accent militant n'est pas mis sur l'appartenance doctrinaire ou idéologique mais sur la pratique quotidienne.

Paul Chatterton et Jenny Pickerill (2010) désignent cela par le concept d'identité politique pragmatique. Les militant·e·s sont engagé·e·s au quotidien dans des lieux (notamment des centres sociaux) et mettent en place des structures pour co-produire et co-crée ces lieux afin de ne pas en faire des espaces d'endoctrinement. Ce sont là des espaces « entre-deux » : ils sont autonomes et autogérés tout en étant intégrés dans des réseaux qui s'entrecroisent et rejoignent autant des moments contestataires extraordinaires que la vie quotidienne. Ces espaces combinent : une politique de l'espace local où les pratiques anti-capitalistes prennent place ; des identités politiques et militantes floues et « impures » ; des relations sociales insistant sur l'émotion et le travail collectif ; l'autogestion et l'expérimentation collective ; et des stratégies militantes qui imposent de sortir de l'entre-soi militant³⁰ (Chatterton 2010, 1216). C'est là une réappropriation de l'espace qui sort du contrôle social et politique exclusif de l'État et de l'économie de marché : ce sont des espaces qui sont régis par des normes auto-instituées par le collectif et qui visent une rupture avec les normes dominantes capitalistes.

Cette réappropriation ne se réduit cependant pas à un seul lieu : c'est une forme d'archipel, ce que Jenny Pickerill et Paul Chatterton (2006, 730) nomment des « géographies autonomes – des espaces où il y a la volonté de construire des formes collectives et non-capitalistes de politiques, d'identité et de citoyenneté »³¹. Ce sont donc des espaces qui ne sont ni entièrement récupérés ni entièrement autarciques. Ils s'articulent et s'alimentent les uns les autres et continuent à interagir – bon gré, mal gré – avec les institutions dominantes.

Dans un autre contexte, Asef Bayat (2012, 2010, 1997), parle d'« empiètement silencieux » (« *quiet encroachment* »), une réappropriation silencieuse et progressive de la rue par des populations dominées. Cette réappropriation silencieuse met en scène une « politique de la rue » (Bayat 2012), un conflit autour de l'usage de l'espace public et des normes

30. « *At the heart of the political strategy of social centres is a dual tension between an internal role (as resource centres for those involved in anti-capitalist resistance and direct action) and an external outreach function (through a desire to reach out beyond the comfort zone of known activists into the wider community, and connect and support local struggles and issues)* ».

31. « *Autonomous geographies – spaces where there is a desire to constitute non-capitalist, collective forms of politics, identity and citizenship* ».

régulant cet usage. Ce que remarque Asef Bayat lorsqu'il étudie ces populations marginalisées et exclues de la rue par l'ordre néolibéral, c'est que leurs pratiques quotidiennes et ordinaires de réappropriation de l'espace s'articulent et se coordonnent à travers une solidarité passive et latente dont le seul support n'est pas une organisation mais une interconnaissance du quotidien, de vue, de présence dans la rue (Bayat 1997). Asef Bayat désigne ce mode d'action, non-coordonné, qui n'est ni organisé ni structuré, comme étant un « non-mouvement social » (« *social non-movement* »). Ce terme insiste sur le fait que ces actions collectives, contrairement aux mouvements sociaux « classiques », ne sont pas organisées ni structurées mais finissent, à travers leur accumulation et leur présence, par avoir une existence et un impact, par créer un conflit social autour de l'occupation de l'espace. Celle-ci remet ainsi en cause les normes dominantes par le seul « pouvoir de présence » des actrices et des acteurs sociaux, c'est-à-dire leur « capacité à affirmer une volonté collective malgré les obstacles, contournant les contraintes, utilisant ce qui existe et découvrant de nouveaux espaces de liberté pour se faire entendre, voir, ressentir et prendre en compte »³² (Bayat 2010, 112).

Si l'on transpose ces différentes perspectives à l'alternatif, on remarque plusieurs éléments spatiaux auxquels il faut être attentifs-ives. Tout d'abord, les mouvements sociaux ne font pas que réagir et s'adapter à des niveaux d'action donnés : ils construisent aussi, à travers des processus multiples, des échelles d'action qui forcent les institutions dominantes et autres centres de pouvoir à intégrer des espaces sociaux dont le contrôle leur échappe partiellement. Ce sont là des interfaces essentielles à la compréhension de certaines logiques spatiales des mouvements sociaux, des interfaces où se jouent, se nouent ou se dénouent des tensions constitutives des mouvements sociaux, mais aussi des pratiques alternatives.

Une deuxième logique spatiale importante dans les mouvements sociaux et particulièrement dans les pratiques alternatives ainsi que dans les mouvements autogérés, est une logique de récupération de l'espace pour en faire des lieux militants autonomes qui échappent – toujours partiellement – au contrôle social de l'État et du marché capitaliste. Ce ne sont pas pour autant des espaces autarciques. Ils sont traversés par des conflits,

32. « *The power of presence [refers to] the ability to assert collective will in spite of all odds, by circumventing constraints, utilizing what exists and discovering new spaces of freedom to make oneself heard, seen, felt, and realized* ».

des dynamiques contraires mais ils forment une sorte de géographie autonome. Celle-ci est prise sur un *continuum* reliant deux pôles : d'un côté elle peut être très fortement structurée et former un écosystème coordonné et réactif. De l'autre côté elle peut n'être fondée que sur un certain degré d'interconnaissance entre les individus et groupes qui la composent et c'est par « simple » accumulation, que ces pratiques finissent par former un (non-)mouvement social.

Enfin, une troisième logique spatiale importante, qui recoupe partiellement tout en précisant les logiques précédentes, se retrouve dans l'usage créatif que les militant.e.s peuvent faire d'un espace et d'un environnement donnés. Ils et elles peuvent se le ré-approprier et en faire un support pour une mobilisation fluide et non coordonnée (Bayat 1997) et contourner ainsi à la fois l'autoritarisme d'un système politique et social donné mais aussi le manque d'organisations militantes pré-existantes.

C'est ce que Dingxing Zhao (1998) décrit lorsqu'il propose le concept d'écologie du mouvement social : le mouvement pro-démocratie chinois de 1989 s'est ainsi appuyé sur des éléments géographiques spécifiques au campus de Pékin (la forme du campus ou des dortoirs, par exemple) pour construire une solidarité que l'absence de vie associative ou militante préalable rendait inexistante. Cette logique spatiale nous invite à analyser précisément la manière dont les actrices et acteurs collectifs sont conditionné.e.s par leur environnement mais aussi comment ils et elles interagissent avec, se le réapproprient et, finalement, peuvent s'en servir pour leur mobilisation. C'est en ce sens que Dingxing Zhao propose de situer le mouvement social dans son écologie spécifique.

2.4.3. Espace et environnement, enjeux de mouvements sociaux

Lorsque l'on spatialise les mouvements sociaux, on s'intéresse davantage au rôle et à la place du contexte dans l'analyse de ceux-ci. On s'intéresse aussi à la manière dont les mouvements sociaux produisent des logiques spatiales et des espaces spécifiques. Mais l'espace peut aussi – et c'est le cas pour l'alternatif – devenir un enjeu du mouvement social. Le mouvement écologiste est à ce titre exemplaire : la défense d'un espace, au sens géographique et écologique du terme – d'un environnement –, y occupe la place centrale. En plus de cet enjeu historique de la défense de l'environnement, ces dernières années a émergé ce qui a été appelé un « nouvel écologisme » (« *new environmentalism* ») qui

est notamment marqué par une importance accrue de la thématique de la localisation de l'action.

Ce « nouvel écologisme » se définit par des « efforts de la base pour créer des modèles locaux de développement durable »³³ (Staggenborg et Ogrodnik 2015, 723). C'est là un mouvement « fluide » qui se définit par trois caractéristiques : (1) la création d'une résilience et d'une durabilité dans des communautés locales (par opposition au lobbying national des mouvements environnementaux traditionnels); (2) l'importance de l'« entrepreneuriat vert » (« *green entrepreneurship* ») avec des projets individuels et collectifs de transformation de la culture et de l'économie du bas vers le haut; et (3) une ouverture aux efforts communautaires, des entreprises et des gouvernements pour créer une société durable et écologique (Staggenborg et Ogrodnik 2015, 726). Ce qui est déterminant dans ce type de mouvement est l'importance du local comme lieu d'action et comme enjeu de la lutte.

Un exemple parlant de mouvement profondément localiste est le mouvement des Villes en Transition qui vise, face à l'imminence – plus ou moins fantasmée – d'une crise pétrolière globale, à (re)localiser les activités économiques, sociales et politiques (Barnes 2014) afin de réduire la dépendance de la communauté à l'égard du pétrole et devenir ainsi plus résiliente. Ce n'est pas l'innovation technologique venant d'un marché capitaliste « verdissant » qui permettra de faire face aux crises pétrolières et climatiques, comme peuvent l'avancer les tenants « techno-utopiens » de la théorie de la modernisation écologique (Jänicke 2007; Huber 2008; McLaughlin 2012), mais bien, dans ce modèle, la construction concrète de communautés résilientes de citoyen-ne-s ayant conscience des enjeux environnementaux. L'environnement et l'espace deviennent à la fois des enjeux et des lieux importants de la mobilisation, des espaces dans le cadre desquels s'organise la mobilisation et, pour ces militant-e-s, devrait s'organiser la vie sociale et culturelle de la communauté.

L'alternatif a lui-aussi une forte tendance localiste qui résonne avec celle au cœur des Villes en Transition et du nouvel écologisme. Cependant, ce localisme pose un certain nombre de problèmes sociaux et politiques auxquels les militant-e-s, lorsqu'ils et elles y répondent, le font de manière contrastée et parfois ambiguë. La première est que le

33. « *[New environmentalism consists of] grass-roots efforts to create local models of sustainable development.* »

localisme est souvent ancré dans une sorte d'« écologie de la peur » face à des risques eschatologiques qui tendent à naturaliser les enjeux écologiques et énergétique et, donc, à dépolitiser les discours et les engagements (Bettini et Karaliotas 2013) : les débats ne peuvent plus porter sur la définition des enjeux et des causes (du changement climatique ou de la gestion des ressources, par exemple) mais sur la gestion des effets d'une crise écologique posée comme étant naturelle, donc inéluctable.

C'est d'ailleurs une critique apportée par certain·e·s auteur·e·s contre le mouvement des Villes en Transition : elles tendent à s'attaquer, de manière moralisatrice, aux effets et non aux causes – car celles-ci sont dépolitisées – du changement climatique et des crises écologiques subséquentes (Chatterton et Cutler 2008). Cela tend ainsi à réduire la marge d'action et l'autonomie des individus, les soumettant à une forme de programme d'austérité qui ne souffre d'aucun compromis et entre, donc, en tension avec les aspirations préfiguratives et de changement social des militant·e·s de l'alternatif.

Une autre limite importante du localisme est un problème de solidarité géographique qui entre en conflit avec la transnationalisation de l'alternatif. Le localisme implique des pratiques économiques de production et de consommation locale et, donc, le refus de tout produit venant d'un espace lointain. Et cela, alors même que la chute de la demande de ces marchandises produirait des désastres économiques et humains dans des pays défavorisés dont la structure économique directement héritée du (néo)colonialisme est dépendante des pays occidentaux (Mason et Whitehead 2012, 16). L'exigence localiste apparaît donc en tension avec les autres aspirations progressistes – comme l'idéal de justice sociale et climatique ou les efforts de transnationalisation, par exemple – qui peuvent par ailleurs animer les militant·e·s engagé·e·s dans des initiatives alternatives.

Le localisme pose donc différents problèmes et tensions qui peuvent se déployer au sein des initiatives alternatives. Cependant, c'est aussi une tendance qui amène des pratiques sociales et culturelles de redéfinition du local allant au-delà de la simple appropriation de l'espace physique et qui en viennent même, comme dans le cas de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en France, par exemple, à constituer des « régimes critiques de l'habiter » qui se construisent contre la modernité occidentale et les modèles d'aménagement étatiques, néolibéraux et coloniaux (Barbe 2016, 123). Lorsque cette logique localiste devient politisée et radicale, elle mène à ce que Arturo Escobar, Dianne Rocheleau

et Smitu Kothari (2002) nomment une « politique du lieu »³⁴ qui désigne un « ensemble de relations et de pratiques entre le naturel et le social », reliant ensemble le corps, la maison, l'habitat et la communauté (28).

Cette « politique du lieu » fait converger le féminisme et l'écologie politique dans un lien à la fois social et culturel à l'espace naturel. C'est une conception permettant d'étudier une convergence des luttes qui s'imbriquent dans un espace physique circonscrit, doté de sens et défendu par des actrices et acteurs collectifs-ives. Ce ne sont pas des lieux autarciques. Ils sont intégrés dans une globalité mais maintiennent une identité propre, une différence locale, que les militant-e-s souhaitent défendre et promouvoir. Ce concept de lieu s'appuie sur des conceptions autochtones³⁵ et cherche à faire un lien entre les aspects naturels (l'écosystème, l'environnement, la faune et la flore), culturels (modes de vie, cosmologie, spiritualité), sociaux et politiques (autonomie, organisation locale).

2.5. Trois questions relatives aux transformations sociales

Ce qui caractérise les mouvements sociaux en tant qu'actions collectives sociales et politiques est qu'ils portent toujours une ambition de changement social : *a minima*, les militant-e-s s'engagent dans un mouvement pour transformer une réalité sociale représentée comme étant insatisfaisante. La question du changement social est une question épineuse qui est à la fois difficile à observer et *a fortiori* à mesurer et étudier précisément. Le concept même de changement social est très large et inclut toutes « les modifications, fluctuations, différenciations, évolutions, reconfigurations et révolutions qui affectent la vie sociale » et qui sont issues d'actions humaines, individuelles ou collectives, intentionnelles ou non et plus ou moins organisées³⁶ (Sales 2012b, 7). Arnaud Sales propose plutôt de retenir le concept de « transformations sociales » qui est plus spécifique puisqu'il désigne le

34. « *A politics of place* », le terme français de lieu correspond le mieux, à mon sens, à ce que les auteur-e-s définissent ici : le terme de « place » est trop attaché à un élément urbain et un « endroit » est trop indéfini.

35. Voir aussi l'article de Cristina Rojas (2013) qui parle de la défense des « mondes de vie » par les populations autochtones en Bolivie.

36. « *Social change is defined as the modifications, fluctuations, differentiations, evolutions, reconfigurations and revolutions that affect social life in time and space through creative processes generated and shaped by individual and collective, spontaneous or programmed, intentional or unintentional human action.* »

résultat d'un ensemble de processus – parfois toujours en marche (parce que ces processus ne devraient pas être artificiellement terminés) – dans un champ social, dont l'état diffère de manière significative de ce qu'il était dans la période de référence³⁷ (*ibid.*).

Même lorsque l'on s'intéresse aux transformations sociales – ces « résultats » de processus, multiples et continus – on voit bien à quel point c'est une thématique d'étude qu'il est difficile de décortiquer et d'analyser précisément. Cela suppose à la fois de pouvoir suivre un phénomène social sur une très longue période – ce qui peut être fait *a posteriori*, avec des contraintes épistémologiques spécifiques, en s'appuyant notamment sur des approches historiques – mais aussi de parvenir à démêler et à assigner des conséquences à des causes spécifiques : comme l'exprime Arnaud Sales, les processus en jeu dans les transformations sociales étant à la fois multiples et continus, c'est là une entreprise qui dépasse largement le cadre de ma recherche.

Ce n'est cependant pas une thématique à évacuer puisqu'elle est si fondamentale à la fois dans les motivations des militant.e.s mais aussi pour la compréhension des mouvements sociaux. Dans cette partie, je reviens sur trois différentes dimensions de l'étude des transformations sociales qui orientent nécessairement l'analyse des initiatives alternatives et qui en transforment profondément la compréhension. Il y a plusieurs manières d'aborder cette thématique et de la prendre en compte pour l'étude de l'alternatif. Elle pose tout d'abord la question des conditions de l'action collective, c'est-à-dire la question des interactions possibles et effectives entre des institutions sociales qui tendent à se reproduire et des actrices et acteurs sociaux.ales qui cherchent à remettre en cause ce *statu quo*. Ensuite, différentes théories du changement social mettent en jeu des visions distinctes de la société. L'analyse des mouvements sociaux s'inscrit nécessairement dans une telle vision de la société qui va orienter profondément l'analyse et permettre, ou pas, de donner une pertinence sociale à ces phénomènes. Enfin, l'alternatif porte plusieurs théories du changement social qui sont construites ou réappropriées par les militant.e.s et qui sont mises en avant pour donner du sens à leurs actions. La théorie la plus présente dans

37. « A transformation is the result of a group of processes – on occasion still under way (because these processes should not be artificially brought to a close) – in a social field, the state of which differs significantly from what it was in the selected reference period ».

les initiatives alternatives est celle de la transition (sociale, écologique, énergétique...) qui peut être articulée à d'autres stratégies de changement social.

2.5.1. Une agentivité « plus humaine »

La question du changement social – et celle des mouvements sociaux – se heurte à la permanence du système et des institutions : historiquement, les mouvements révolutionnaires qui réussissent à transformer entièrement la société sont très peu nombreux. On peut d'ailleurs toujours discuter des apports réels, et véritablement nouveaux, de ces dites révolutions. Les mouvements sociaux, leurs discours et pratiques tendent à être institutionnalisés et à perdre leur caractère radical, contestataire et/ou alternatif dans le processus. J'ai déjà noté ce phénomène dans le chapitre précédent en mentionnant la question de la conventionalisation de l'agriculture biologique (Darnhofer et al. 2010) mais aussi de la réappropriation et de la commercialisation capitaliste des objets, revendications et discours contre-culturels (Larkin 2015).

Le mouvement écologiste est particulièrement confronté à cela : selon Christopher Rootes (1999), c'est l'un des mouvements qui s'est le plus institutionnalisé et professionnalisé malgré sa très grande diversité et hétérogénéité. Deux exemples parlant de l'institutionnalisation des thématiques environnementales – institutionnalisation qui, pourrait-on arguer, fait perdre son caractère transformateur aux revendications écologistes – sont le développement durable d'un côté et la théorie de la modernisation écologique de l'autre. Ces deux approches de l'écologie sont nées d'un compromis entre divers intérêts du « premier monde » riche et matérialiste et s'inscrivent dans des discours modernistes et anthropocentriques (Rootes 1999 ; Heijden 1999 ; McLaughlin 2012). Et pourtant, pour citer Christopher Rootes (1999, 8),

les mouvements sociaux ne peuvent être entièrement institutionnalisés et garder en même temps leur identité de mouvement social. Tant qu'il y a de la vitalité dans un mouvement, il y aura ceux qui, au nom de la pureté de l'intention, résistent aux compromis de l'institutionnalisation³⁸.

38. « *Social movements cannot be wholly institutionalised and still retain the identity of social movements, and as long as there is vitality in a movement there will be those who, in the name of purity of purpose, resist the compromises entailed by institutionalisation* ».

Ces interrogations autour du pouvoir d'agir face aux institutions ainsi que des processus d'appropriation et, finalement, de neutralisation des mouvements sociaux et de leurs pratiques et actions collectives – donc la question de la possibilité du changement social – renvoient à la problématique de l'agentivité et des contraintes de l'action. Le rapport entre acteurs et actrices et institutions, entre capacité d'agir propre – à un individu ou à un groupe – et déterminisme des structures sont le sujet de débats profonds et vigoureux au sein des sciences sociales.

Mustafa Emirbayer et Ann Mische, dans un article de 1998, proposent de dépasser la dichotomie entre les approches de l'actrice ou de l'acteur rationnel-le-s qui postulent un libre-arbitre plus ou moins absolu et les approches plus déterministes orientées vers une normativité de l'action (« *norm-oriented approaches* ») en ancrant l'agentivité comme les institutions à la fois dans le temps et dans une forme de contingence. Ils décrivent alors l'environnement de l'action comme étant à la fois soutenu et constitué par l'agentivité humaine. Ils définissent cette dernière comme étant :

l'engagement construit dans le temps par des acteurs de différents environnements structurels – les contextes temporels-relationnels de l'action – qui, à travers l'interaction réciproque de l'habitude, de l'imagination et du jugement, reproduisent et transforment ces structures en réponses itératives aux problèmes posés par une situation historique³⁹ (Emirbayer et Mische 1998, 970).

Cette définition de l'agentivité repose sur trois éléments temporels constitutifs. Pour la dimension du passé (1), elle suppose un processus d'itération qui décrit la sélection et la réactivation de motifs de pensée ou d'action qui s'incarnent dans une routine et donnent une stabilité à l'ordre social qui est reproduit⁴⁰. Pour la dimension du futur (2), l'agentivité implique un élément de projection qui fait appel à l'imagination de trajectoires

39. « *The temporally constructed engagement by actors of different structural environments – the temporal-relational contexts of action – which, through the interplay of habit, imagination, and judgment, both reproduces and transforms those structures in interactive response to the problems posed by changing historical situations* ».

40. L'itération renvoie à « *the selective reactivation by actors of past patterns of thought and action, as routinely incorporated in practical activity, thereby giving stability and order to social universes and helping to sustain identities, interactions, and institutions over time* » (Emirbayer et Mische 1998, 971).

futures alternatives⁴¹. Enfin, la dimension du temps présent (3) fait appel à un élément d'évaluation pratique qui repose sur la réflexivité des acteurs et actrices et la capacité de conduire des expérimentations et des (micro-)ajustements⁴².

L'articulation de ces trois éléments produit différentes formes et compréhensions de l'agentivité⁴³ et toutes formes d'actions, même parmi les plus routinières et reproductrices, impliquent un effort d'agentivité. Les pratiques préfiguratives s'inscrivent pleinement dans cette définition de l'agentivité car ce sont des pratiques qui articulent ces trois éléments : les acteurs et actrices s'inscrivent dans une histoire de pratiques collectives (passé – itératif) pour expérimenter la mise en pratique (présent – évaluation-pratique) d'une projection idéale collective (futur – projection). Les auteur·e·s font l'hypothèse (1006) que ce type de pratiques ancrées dans des visions idéales et utopiques tendent à augmenter la capacité d'invention, de choix et de transformation des acteurs et actrices quand bien même les actions entreprises sont toujours à la fois équivoques (leurs résultats peuvent différer voire contredire les intentions et imaginations des acteurs et actrices) et contingentes. Dans ce contexte, l'intentionnalité et la réflexivité des acteurs et actrices les amènent à constamment effectuer des ajustements, évaluations et projections. La politique de l'expérimentation au cœur de la préfiguration (Yates 2015) s'inscrit tout à fait dans cette perspective sur l'agentivité et les contraintes de l'action.

La conception de l'agentivité de Mustafa Emirbayer et Ann Mische permet de répondre à la demande de Piotr Sztompka (1993, 37) d'avoir une vision plus humaine et accessible de l'agentivité :

l'agentivité est finalement en même temps humanisé et socialisée. Les gens du commun sont ramenés dans le tableau et obtiennent une taille réellement humaine, ils sont conscients mais pas omniscients, ils ont du pouvoir mais

41. « *Projectivity encompasses the imaginative generation by actors of possible future trajectories of action, in which received structures of thought and action may be creatively reconfigured in relation to actors' hopes, fears, and desires for the future* » (ibid.).

42. « *[The practical-evaluative element] entails the capacity of actors to make practical and normative judgements among alternative possible trajectories of action, in response to the emerging demands, dilemmas, and ambiguities of presently evolving situations* » (ibid.).

43. « *The ways in which people understand their own relationship to the past, future, and present make a difference to their actions, changing conceptions of agentic possibility in relation to structural contexts profoundly influence how actors in different periods and places see their worlds as more or less responsive to human imagination, purpose and effort* » (973).

ne sont pas omnipotents, ils sont créatifs mais pas sans contraintes, libres mais pas sans limites⁴⁴.

Plutôt que de postuler l'existence d'une agentivité, comme une sorte de boîte noire qui échapperait à toute analyse, Mustafa Emirbayer et Ann Mische décortiquent ce qu'elle peut être et en font un instrument analytique qui se révèle être utile pour ma recherche puisqu'elle permet de situer les pratiques préfiguratives à la fois dans des dimensions temporelles mais aussi dans leurs relations avec les contraintes de l'action et avec les institutions. C'est une approche qui appelle à aller explorer les marges, à aller voir les « acteurs qui sont positionnés aux intersections entre de multiples contextes temporels-relationnels » car ces acteurs et actrices seraient les plus aptes, malgré cet aspect équivoque et contingent des actions sociales contre lequel les auteur-e-s nous mettent en garde, à « développer de plus grandes capacités d'interventions critiques et créatives »⁴⁵ (Emirbayer et Mische 1998, 1007). On peut lire la proposition de ces auteur-e-s comme étant particulièrement adaptée à l'étude des initiatives alternatives dans lesquels les militant-e-s se situent dans cette marge, dans cet entre-deux, pris dans différents environnements d'action distincts, là où ils auraient une plus grande agentivité. Cette dernière viendrait au prix de l'expérience de tensions et d'ambivalences à laquelle les militant-e-s engagé-e-s dans des initiatives alternatives doivent faire face d'une manière ou d'une autre.

2.5.2. Dés-essentialiser les relations sociales

Cette vision « plus humaine » de l'agentivité s'inscrit dans une conception dynamique de la société, des institutions et des autres systèmes de contraintes. D'une manière générale, on peut, avec Piotr Sztompka (1993, 9), concevoir la société « non comme un état constant et stable mais comme un processus, pas comme un quasi-objet rigide mais comme un flot continu, sans fin, d'événements »⁴⁶. Les institutions, systèmes de contraintes et autres structures ne sont pas en eux-mêmes préexistants indépendamment

44. « *The agency is finally humanized and socialized at the same time. Common people are brought back into the picture and acquire truly human size, as aware but not omniscient, powerful but not omnipotent, creative but not unconstrained, free but not unlimited* ».

45. « *Actors who are positioned at the intersection of multiple temporal-relational contexts can develop greater capacities for creative and critical intervention* ».

46. « *Society should be conceived not as a steady state but as a process, not as a rigid quasi object, but as a continuous, unending stream of events* ».

des actions humaines. C'est de manière discursive, dans le rapport itératif au passé diraient Mustafa Emirbayer et Ann Mische (1998), que ces contraintes sont constamment (re)produites et atteignent ainsi à la fois une stabilité et une force d'évidence pour de nombreux-euses actrices et acteurs sociaux. Adopter une telle conception de l'agentivité et des institutions suppose de remettre en cause les discours et postures naturalisantes qui cachent des relations de pouvoir qui sont (re)produites dans des pratiques routinières et sédimentées (Gibson-Graham 2006a, xxxiii). Ces discours naturalistes ont tendance à dépolitiser des questions et à renforcer des relations de pouvoir tout en diminuant la capacité d'agir des acteurs et actrices.

Dans le cadre de leur article analysant les discours militants autour du « pic pétrolier », Giovanni Bettini et Lazaros Karaliotas (2013) démontrent les effets néfastes de discours naturalisant. Même lorsque ce sont des militant.e-s qui portent ces discours, ces derniers peuvent participer au renforcement de l'hégémonie dominante. En effet, selon ces auteurs, mobiliser autour de l'idée du pic pétrolier comme le font un nombre croissant de militant.e-s de la gauche écologiste, tend à fétichiser le pétrole en naturalisant les luttes matérielles et discursives autour des questions énergétiques et cela empêche de discuter des prémisses même des questions énergétiques qui ancrent pourtant des géopolitiques militaires urgentistes (Bettini et Karaliotas 2013, 335-337).

Remettre en cause la naturalisation des relations et des enjeux sociaux permet de réintroduire du débat politique. Cela invite à questionner les conditions des situations et des enjeux sociaux eux-mêmes : plutôt que de débattre seulement des solutions à une situation donnée, le débat politique introduit le dissensus et amène la discussion sur la situation elle-même (Rancière 2004, 6). On retrouve ici la notion de lutte politique telle que Giovanni Bettini et Lazaros Karaliotas (2013, 333) la définissent en s'appuyant sur le concept de dissensus auquel se réfère Jacques Rancière :

une lutte politique invoque donc des espaces pour contester précisément la définition de ce qui en jeu. Cela implique que la dé-politisation est un processus à travers lequel le noyau contentieux dans cette même définition est contournée et retirée du débat et de la délibération⁴⁷.

47. « *A political struggle is thus one that carves out spaces for contesting the very definition of what is at stake. Hence, de-politicisation is a process by which the contentious kernel in that very definition is bypassed and removed from the debate and deliberation* ».

La condition même de l'action politique est d'avoir une conception non-naturalisée, anti-essentialiste des enjeux sociaux mais aussi des institutions et des relations sociales. On peut aisément poser, dans ce cadre-là, que les pratiques préfiguratives, en performant ici et maintenant des relations sociales idéales, en essayant de « faire différemment », sont fondamentalement politiques et ne peuvent être comprises que dans une perspective anti-essentialiste. Ce n'est d'ailleurs que dans une telle perspective que les pratiques alternatives deviennent visibles et audibles.

J.K. Gibson-Graham (2006a, 2006b) défendent elles aussi⁴⁸, dans le domaine économique, cette idée selon laquelle ce n'est qu'en déconstruisant l'hégémonie capitaliste que l'on peut ouvrir un espace discursif de diversification économique, ouvrir des possibilités d'action et rendre visibles des initiatives (non-capitalistes) qui sont marginalisées et rendues non-crédibles et invivables dans le discours hégémonique et capitalo-centriste, dominant. Ces deux auteures ont développé une perspective de recherche sur les « économies de communauté » ancrée dans un refus de voir un appareil global de pouvoir – capitaliste – englobant et existant par soi-même, déterminant l'ensemble des relations économiques et rendant impossible toute alternative sans sa transformation totale préalable. Au contraire, mettant en avant un grand nombre de lieux (« *places* ») reliés de manière analogique, par leur similarité et leur affinité, plutôt que de manière organisationnelle, J.K Gibson-Graham font apparaître un « mouvement social » diffus et ubiquiste qui forme un réseau de significations (2006, xxiv). Elles introduisent ainsi l'idée de diversifier notre vision de l'économie, de reconnaître toute la diversité des pratiques économiques que l'on peut avoir et que l'on fait effectivement – on peut penser ainsi aux activités bénévoles, à l'économie domestique et familiale ou à l'autogestion économique – et qui ne peuvent être réduites à des variantes de pratiques capitalistes. Cette proposition de diversifier notre vision de ce qu'est l'économie permet d'analyser des pratiques à différentes échelles (d'individuelles à collectives voire, dans certains cas, sociétales) qui sont sinon largement ignorées. C'est une approche cohérente avec l'ambition d'humaniser l'agentivité : les acteurs et actrices économiques, en s'inscrivant dans une diversification des pratiques économiques, participent à la dés-homogénéisation de l'économie capitaliste.

48. J.K Gibson-Graham est le pseudonyme utilisé par deux auteures, Julie Graham et Katherine Gibson.

Ces perspectives anti-essentialistes de l'agentivité et des institutions ont pour conséquence de nous inviter à redéfinir nos conceptions du changement social. Selon Richard J.F. Day (2004, 711), il existe une « conception commune qui voudrait que tout changement social conséquent – ainsi que l'ordre social lui-même – ne peut être atteint qu'à travers le déploiement de formes hiérarchiques universelles »⁴⁹. Que ce soient les théories libérales ou marxistes du changement social, ces approches classiques et dominantes, révolutionnaires et réformistes, supposent de penser un changement de l'ensemble de la société (l'État-nation étant le contenant le plus répandu dans ces théories), secteur par secteur, selon un même modèle. La notion d'hégémonie illustre ces visions : pour effectuer un changement social réel, il faudrait construire et cultiver une contre-hégémonie totalisante (un « nouveau conformisme », 721) qui aurait pour ambition de se substituer à l'hégémonie en place lors d'une révolution politique.

En s'appuyant sur une analyse de ce qu'il appelle, de manière ironique, les « nouveaux nouveaux mouvements sociaux », c'est-à-dire les mouvements issus du mouvement altermondialiste et notamment de la « politique de l'acte » qui y est omniprésente – dans les pratiques préfiguratives et dans l'éthique du DIY –, Richard J.F. Day (2004) développe une approche anti-hégémonique du changement social. Par opposition à la construction d'un « pouvoir constitué » (« *constituted power* ») qui serait au centre de la révolution politique (approche hégémonique), les pratiques préfiguratives et autres formes non-hégémoniques cherchent à construire et cultiver un « pouvoir constituant » (« *constituent power* », révolution sociale) qui peut se matérialiser dans des formes de résistance, d'insurrection et de construction concrète d'alternatives. Cela passe par un double engagement de « communautés de différentes sortes qui travaillent ensemble dans une circulation de luttes qui sont simultanément *contre* le capitalisme et *pour* la construction d'alternatives »⁵⁰ (735). Les pratiques préfiguratives et l'alternatif portent – et doivent être compris dans – cette perspective de changement social anti-hégémonique qui cherche à construire des « pouvoirs constituants ». Cela passe par la construction d'espaces de résistance et de remise en cause des visions hégémoniques de la société, où les militant·e·s s'attaquent aux fondements de la situation politique et sociale existante tout en cherchant

49. « Commonsensical assumption that meaningful social change – and social order itself – can only be achieved through the deployment of universalizing hierarchical forms ».

50. « It involves communities of various sorts working together in a circulation of struggles that are simultaneously against capitalism and for the construction of alternatives to it ».

à inventer et expérimenter d'autres normes et d'autres manières de faire. C'est là une manière de lutter contre la « colonisation de la vie quotidienne par l'État et les corporations » (739) en fondant des relations affinitaires autonomes, créatives et puissantes qui respectent la différence et l'hétérogénéité.

2.5.3. Quelles stratégies de changement social ?

Une perspective anti-hégémonique du changement social implique différents types de stratégies de la part des mouvements sociaux et des militant·e·s. D'un point de vue discursif, les militant·e·s engagé·e·s dans l'alternatif s'inscrivent largement dans une stratégie de transition dont les termes-clefs semblent omniprésents dans le milieu. Cette thématique de la transition prend de plus en plus d'importance autant dans les discours militants (mais aussi des gouvernements et autres organisations non-gouvernementales) que scientifiques (Audet 2015b ; Meadowcroft 2011). Les discours sur la transition ne peuvent être réduits aux seules questions énergétiques et économiques. Ils s'inscrivent dans la recherche de résilience. René Audet (2015a, 14) décrit dans un article ce « champ des *"sustainability transitions"* » qui est caractérisé par trois problématiques principales : celle de l'incertitude de la gouvernance durable et qui nécessite une grande réflexivité ; celle du « verrouillage des principaux systèmes socio-techniques » et qui pose la question de leur transformation possible par l'innovation ; et celle du rapport entre intervention scientifique et transformation du monde. C'est une approche qui s'inscrit dans un environnement marqué par la complexité, qui se déploie sur de multiples niveaux et en différentes phases, et qui suppose des actrices et des acteurs divers·es et réflexifs·ives.

Au-delà de ces caractéristiques générales, les discours sur la transition sont multiples, parfois contradictoires et souvent concurrents. Le milieu alternatif a été marqué par le mouvement des Villes en Transition, qui est né en 2006 en Angleterre (Hopkins et Lipman 2009) et qui promeut une re-localisation des activités économiques de production et de consommation ainsi que des relations sociales afin de construire des communautés résilientes face à la double « menace eschatologique » (Mason et Whitehead 2012, 4) du pic pétrolier et des changements climatiques. Ces caractéristiques se conjuguent dans une perspective qui remet en cause la vision techno-utopienne des approches dominantes

(gouvernementales et corporatistes) qui s'inspirent de la théorie de la modernisation écologique (Meadowcroft 2011).

Il y a une forte imbrication des discours de transition et de crise imminente, voire inévitable, qui doit pousser les actrices et acteurs sociaux à l'action. Il y a plusieurs limites aux discours de transition, des limites qui portent à la fois sur le risque de dépolitisation⁵¹ de l'engagement des actrices et acteurs liée à la naturalisation des enjeux auxquels ils et elles sont confronté-e-s (Bettini et Karaliotas 2013 ; Chatterton et Cutler 2008 ; Aiken 2017b) et sur la problématique de la solidarité géographique liée à l'ambition localiste des mouvements de transition (Mason et Whitehead 2012). Se situant hors de – et contre – la dualité entre révolution et réformisme, la rhétorique de la transition contient ainsi tout de même des limites et peine à sortir du paradigme techno-utopien dominant qui garantit la reproduction du capitalisme et qui, pourrait-on arguer, reproduit la logique ayant mené aux crises écologiques auxquelles nous sommes désormais confronté-e-s. Malgré cela, certains aspects du paradigme de la transition méritent d'être retenus : l'insistance sur le localisme, l'importance de la réflexivité des acteurs et actrices qui renvoie à leur agentivité ainsi que l'aspect incrémental et progressif des transformations sociales qui est une condition (non-suffisante) de tout changement social anti-hégémonique⁵². Cependant, cette stratégie de transformation sociale qui s'inscrit, bon gré mal gré, dans l'hégémonie dominante, techno-utopienne et naturalisante qu'il tend à reproduire, me paraît largement insuffisante pour concevoir un changement social anti-hégémonique tel que souhaité par les militant-e-s engagé-e-s dans des projets alternatifs.

Eric Olin Wright (2017) propose une réflexion intéressante sur le changement social et les stratégies possibles – et crédibles, selon lui – pour effectuer un changement social visant une réelle « émancipation sociale ». Pour lui, les transformations sociales sont le résultat des interactions entre deux processus : (1) l'« accumulation *des résultats non intentionnels des actions individuelles* » et (2) l'« accumulation *des effets prévisibles d'un projet de changement social* » (477). De telles transformations sont fondamentalement contingentes et, donc, imprévisibles mais reposent en partie sur des projets conscients,

51. Comme le note Gerald Taylor Aiken (2017b), l'insistance répétée sur cette éthique du « faire » si chère à l'alternatif et au mouvement des Villes en Transition, augmente ce risque de dépolitisation : « *Transition performs a post-political function. They elide fundamental challenges, and provide a cozy feeling of activity, all the while leaving the causal mechanisms of their foci unaddressed* ».

52. Certains discours écologistes argumentent que cet aspect progressif et incrémental est insuffisant pour faire face à l'urgence de la crise climatique qui nous frappe déjà.

explicites et actifs de changement social. La question des stratégies à adopter reste donc une question centrale pour tout mouvement social.

Eric Olin Wright dégage trois grandes stratégies de transformation : la transformation par la rupture, la transformation symbiotique et la transformation interstitielle. Les deux premières stratégies – classiques des débats politiques – peuvent être décrites, pour reprendre le vocabulaire de Richard J.F. Day (2004), comme étant largement hégémoniques, s’ancrant dans des visions systémiques de la société et des institutions. La première correspond à la vision révolutionnaire qui promeut une lutte contestataire devant aboutir à une rupture du système existant et à l’instauration d’un « nouveau » système social. La deuxième stratégie correspond à la vision réformiste : les actrices et acteurs sociaux souhaitant transformer la société et adoptant cette stratégie s’engagent dans les institutions et cherchent à les transformer de l’intérieur pour atteindre des évolutions adaptatives.

La troisième stratégie est plus ouvertement anti-hégémonique et vise à créer – à préfigurer – des contre-modèles, des pratiques affinitaires locales, des espaces où peuvent être expérimentées les relations sociales idéales pour lesquelles les militant·e·s se battent. Elle correspond à celle que les militant·e·s engagé·e·s dans des initiatives alternatives adoptent :

Les transformation interstitielles cherchent à renforcer le pouvoir d’agir social dans les niches, les espaces et les marges de la société capitaliste, souvent là où l’autonomie sociale n’apparaît pas comme une menace immédiate pour les classes et les élites dominantes [...] Et pourtant, en s’additionnant, de tels développements peuvent non seulement changer la vie des gens, mais constituer potentiellement un élément fondamental permettant d’étendre une visée transformatrice à l’ensemble de la société (Olin Wright 2017, 487 et 488).

Cette stratégie permet de « renforcer le pouvoir d’agir social », elle participe à ce que Richard J.F. Day (2004) appelle, en s’appuyant sur les travaux de Michael Hardt et Antonio Negri (2000), le « pouvoir constituant » des alternatives. La logique de ce type de

stratégie est de s'implanter dans des espaces à la marge, de s'y consolider et de s'étendre progressivement, remplaçant petit-à-petit les institutions dominantes⁵³.

Eric Olin Wright (2017) reconnaît que cette stratégie joue un rôle essentiel dans le changement social mais, affirme-t-il, « il est plus difficile de soutenir que les stratégies interstitielles provoquent une réelle transformation sociale » (515) en elles-mêmes car « elles peuvent difficilement, à elles seules, éroder le pouvoir structurel du capitalisme afin de dissoudre les obstacles auxquels se heurtent tout processus d'émancipation sociale » (531). Pour cet auteur, les trois stratégies, bien que parfois contradictoires et visant des objectifs différents, sont toutes nécessaires pour parvenir à un véritable changement social émancipateur :

Un projet politique à long terme, s'il veut avoir une chance d'aboutir, doit prendre à bras-le-corps le problème épineux que constitue la combinaison de ces différentes stratégies [i.e. de rupture, symbiotique et interstitielle], même si cette combinaison implique forcément des luttes qui ont souvent des objectifs et des effets contradictoires (491).

L'étude des initiatives alternatives permet d'analyser plus en détail la stratégie – anti-hégémonique – interstitielle dans son articulation aux deux autres stratégies, de rupture révolutionnaire et de réformisme symbiotique. Mais je pense que l'on peut aller au-delà de l'articulation formelle et idéologique – supposée – de ces trois stratégies : elles s'imbriquent et interagissent concrètement et il est possible – et utile – d'étudier la manière dont ces stratégies sont interdépendantes. En plongeant dans le détail et la complexité d'une initiative alternative, il est possible de voir comment ces trois stratégies s'imbriquent, s'alimentent, créent des tensions qui sont potentiellement réappropriées et dépassées de manière créative par les militant.e.s qui naviguent de l'une à l'autre en rêvant, toujours, d'un monde différent et meilleur qu'ils et elles s'efforcent de construire.

53. « Le succès des stratégies interstitielles revêt davantage la forme d'un écosystème complexe dans lequel un organisme parvient d'abord à s'implanter dans une niche écologique et finit par supplanter ses concurrents pour parvenir ensuite à dominer un environnement plus large » (Olin Wright 2017, 490-491). C'est une logique qui rappelle les stratégies des « socialistes utopistes » que j'évoque dans le premier chapitre.

Le changement social est un objectif général incontournable de tout mouvement social mais demeure quelque chose de difficile à évaluer. Il met en jeu des processus intentionnels et non-intentionnels, des interactions entre des institutions socialement construites et une agentivité humaine. Dans cette perspective, on peut considérer avec Piotr Sztompka (1993, 37) le progrès social – ce résultat rêvé des stratégies de changement social – de manière évolutive,

(1) comme une qualité potentielle plutôt qu'un accomplissement ultime ; (2) comme une qualité dynamique, évolutive et relative d'un processus concret plutôt qu'un standard externe absolu et universel ; (3) comme une opportunité historique, une possibilité ou une option ouverte plutôt que comme une tendance inévitable, inexorable et nécessaire ; et (4) comme le produit, souvent non-intentionnel voire non-reconnu, d'actions humaines collectives et plurielles plutôt que comme le résultat d'une volonté divine, des bonnes intentions d'individus exceptionnels (« grands hommes ») ou l'opération de mécanismes sociaux automatiques⁵⁴.

Malgré toutes les stratégies mises en œuvre, aussi fines soient-elles, rien ne garantit leur succès ni même qu'elles aient les effets escomptés. Cela peut être démotivant et facteur de tensions profondes pour les militant·e·s comme pour les chercheur·e·s engagé·e·s dans des mouvements sociaux. Cependant, pour reprendre les termes de Mustafa Emirbayer et Ann Mische (1998, 1013), « même si nous ne pouvons pas contrôler les conséquences de nos intentions, nous pouvons au moins nous engager dans une attitude sensible, expérimentale et délibérative alors que nous nous confrontons aux problèmes et possibilités émergents dans les différents contextes au sein desquels nous agissons »⁵⁵. Et si nous ne pouvons pas vraiment garantir que les projets alternatifs, à l'instar des mouvements sociaux en général, soient finalement couronnés de succès, on peut – et on doit –

54. « *A new approach to social progress (1) as a potential capacity, rather than ultimate achievement, (2) as a dynamic, evolving, relative quality of a concrete process, rather than an absolute, universal, external standard, (3) as a historical possibility, opportunity, open option, rather than necessary, inevitable, inexorable tendency, and (4) as a product, often unintended and even unrecognized, of human pluralistic and collective actions, rather than a result of divine will, good intentions of exceptional individuals (« great men ») or operation of automatic social mechanisms* ».

55. « *If we cannot control the consequences of our interventions, we can at least commit ourselves to a responsive, experimental, and deliberative attitude as we confront emergent problems and possibilities across the variety of contexts within which we act* ».

s'intéresser à la manière dont ces expériences nous changent. Pour reprendre les termes d'Amanda Wilson (2015, 246) :

Ce qui importe, c'est aussi comment la participation à ces expériences transforme qui vous êtes, comment vous vous voyez et comment vous vous engagez dans une communauté d'individus travaillant à répondre à des besoins et des désirs partagés. Commencer ce processus de construction de sujets postcapitalistes et de désapprentissage du capitalisme est tout aussi important que de développer des modèles ou des structures particulières. Voilà des raisons d'être inspirés et plein d'espoirs par rapports aux possibilités que nous sommes capables d'incarner⁵⁶.

*
* *

L'objectif de cette recension des écrits était d'approfondir ma problématique et, au lieu d'essayer de réinventer ce qui a déjà été fait (Becker 2004), d'aller explorer ce qui existe pour trouver des lieux de tensions récurrents dans les mouvements sociaux en général et dans les pratiques alternatives et préfiguratives en particulier. En croisant différents courants de pensée et différentes études scientifiques, j'ai élaboré plusieurs piliers théoriques pour soutenir ma recherche, mon terrain et ma réflexion en approfondissant ma problématique et en conceptualisant une perspective théorique.

Si, comme on le verra dans le prochain chapitre portant sur ma méthodologie de recherche, j'ai décidé d'adopter une approche ethnographique caractérisée par son côté inductif, on ne part jamais sur le terrain l'esprit vierge de toutes notions. Toutes nos lectures, nos cours, nos recherches et autres socialisations antérieures orientent nécessairement le regard. Sans poser ces piliers théoriques comme des hypothèses à aller vérifier sur le terrain, je les conçois davantage comme une manière d'orienter le regard, d'aider le ou la

56. « *Despite these lingering questions, I think one of the important and interesting insights from this research and the theoretic perspectives it draws on, is that in some ways it does not matter whether or not these specific alternative distribution systems or exchange mechanisms are successful in the long-run or can be replicated, or at least that's not the only thing that matters. What also matters is how participating in these experiences changes who you are, and how you see yourself, and how you relate to a community of people working towards shared needs and desires. Starting that process of cultivating postcapitalist subjects, and unlearning capitalism, is just as important as implementing particular models or structures. Those are reasons to be quite hopeful and inspired about what possibilities we're capable of enacting* ».

chercheur·e à trier dans le fouillis du réel, dans la masse des données empiriques auxquelles on peut être confronté sur le terrain. Ce sont autant de pistes à explorer pendant le travail de recherche empirique sur le terrain comme lors de l'analyse des données.

Je retiens donc plusieurs manières de concevoir l'alternatif. Chacune de ces manières – les piliers théoriques que je retiens, en somme – met à jour des lieux où les militant·e·s sont soumis·e·s à des contraintes et vivent des tensions et des ambivalences. L'analyse de ces tensions est une manière d'explorer en profondeur les pratiques alternatives, ce qui les caractérise et la manière dont elles existent réellement.

Un premier « pilier » théorique que je retiens est l'analyse des différents modes – possibles et existants – d'engagement des militant·e·s au sein des mouvements sociaux. Différentes perspectives d'analyse des mouvements sociaux nous invitent à concevoir les pratiques alternatives comme des pratiques *militantes* qui portent des revendications, des visions – contestataires – de la société et s'inscrivent dans des stratégies spécifiques. Analyser l'alternatif permet de s'intéresser précisément à la manière dont des mouvements sociaux peuvent se croiser, s'imbriquer et se consolider les uns les autres tout en participant à la construction de « paysages imaginaires » et d'horizons communs.

Un deuxième lieu de tension que je retiens se situe dans les pratiques elles-mêmes et la manière dont des militant·e·s les mettent en œuvre. Ces pratiques – préfiguratives – se déploient dans le quotidien ordinaire des militant·e·s et constituent la base de la construction collective que sont les initiatives alternatives. Ces pratiques s'appuient sur des idéaux et des valeurs collectives qui s'incarnent dans une éthique de l'action déterminant les formes d'organisation et, finalement, la « micropolitique » des groupes (Vercauteren 2007) engagés dans des initiatives alternatives.

Une troisième perspective d'analyse se situe dans la prise en compte des rapports entre les militant·e·s, les groupes auxquels ils et elles appartiennent et les institutions dominantes. Ces relations peuvent être multiples, marquées par des stratégies de subversion comme par des tendances à l'institutionnalisation des pratiques militantes. L'étude de ces tensions et ambivalences spécifiques permet de mieux comprendre comment les initiatives alternatives existent dans leur « environnement » (Melucci 1996, 323) social et institutionnel et le rôle qu'elles peuvent y jouer.

Enfin, le quatrième pilier théorique concerne les enjeux de la spatialisation de l'alternatif. Cela renvoie à la manière dont les pratiques alternatives s'inscrivent dans et constituent un contexte spécifique. Ce sont des pratiques qui participent à une lutte d'occupation, voire de récupération, de l'espace. Cette dimension spatiale de l'alternatif nous invite à concevoir les initiatives alternatives comme des manières de « faire monde », de créer des ontologies spécifiques (Escobar 2016, 2018) qui s'opposent à l'ontologie – occidentale – dominante.

Ces piliers théoriques soutiennent mon analyse des données empiriques que j'ai construites lors de ma recherche ethnographique. En m'intéressant aux tensions et ambivalences travaillant les pratiques alternatives, ces perspectives me permettent d'explorer l'ancrage de l'alternatif dans des stratégies de changement social et notamment des stratégies de transition. Pour le dire autrement, en analysant et en caractérisant les pratiques alternatives, j'étudie les tensions, ambivalences, limites et potentialités des stratégies de transition comme mode de changement social.

Chapitre 3

Ethnographier Bioma

« *Si tu veux faire de la recherche sur nous, creuse !* »

– Rachel, lors d'une séance de travail collectif, été 2016.

Comment choisit-on une méthodologie ? Il y a plusieurs dimensions qui entrent en compte. Il n'y a pas, *a priori*, une méthodologie qui serait meilleure qu'une autre : chacune permet de faire une recherche différente, de construire des données variées tout en s'inscrivant dans des corpus théoriques, épistémologiques et ontologiques divers. D'une certaine manière, pour reprendre les termes de Donatella Della Porta et Michael Keating (2008), « [je] ne [crois] pas qu'une science globale unifiée soit possible ni, vue la nature des phénomènes étudiés, désirable »¹ : c'est la diversité des méthodologies qui garantit d'un côté la vigueur du champ scientifique et de l'autre la construction de connaissances approfondies et plus complexes de la réalité sociale qui nous entoure. Le choix d'une méthodologie dépend ainsi à la fois de ce que l'on recherche et du phénomène social sur lequel on souhaite travailler mais aussi du type de connaissance que l'on veut construire. Ce choix n'est pas neutre, il doit être explicite car il met en jeu des représentations du monde social – une certaine ontologie. Il implique aussi un certain statut de la connaissance produite (une épistémologie) ainsi qu'une posture du chercheur (une éthique) et des outils spécifiques (des méthodes d'enquête) pour mener à bien la recherche souhaitée (della Porta et Keating 2008 ; Mason et Whitehead 2009). Cependant, bien que le choix de la méthodologie ne soit pas neutre et implique une réflexion certaine, d'autres

1. « *We do not believe that a unified global science is possible or, given the nature of the matters addressed, desirable* ».

dimensions entrent en compte. Il y a ainsi la faisabilité de l'enquête : chaque méthodologie implique différentes contraintes qui peuvent ne pas être compatibles avec les enjeux du phénomène social analysé, avec le terrain d'étude envisagé ou avec les contraintes institutionnelles de la recherche. Enfin, lorsque l'on fait de la recherche, on choisit une méthodologie en fonction de ce que l'on aime faire et de ce que l'on connaît, de ce à quoi on a été formé². Le choix de la méthodologie d'enquête répond ainsi à des contraintes réflexives, d'ordres scientifique, philosophique et politique, mais aussi à des contraintes pratiques de faisabilité de la recherche et d'aspirations et de savoirs-faire du ou de la chercheur·e.

Dans le présent chapitre, je reviens tout d'abord sur la manière dont ma méthodologie – ethnographique – s'articule avec ma problématique et mes questions de recherche. Pour ce faire, je présente en détail ce qu'exige et ce que permet l'ethnographie, notamment lorsqu'elle est utilisée pour faire de la recherche sur des initiatives alternatives. J'expose ensuite les conceptions et enjeux ontologiques, épistémologiques et politiques qui sous-tendent mon travail. Cela me permet de situer ma recherche et d'explicitier ses fondements et ce qu'elle ambitionne en termes de connaissances produites. Je décris ensuite dans le détail mon travail de terrain, c'est-à-dire toutes les activités de recherche liées à mon travail de doctorat que j'ai menées depuis 2016. Cela inclut non seulement les activités pratiques de recherche mais aussi une réflexion sur ma posture de recherche ainsi que sur les relations construites avec les enquêté·e·s et les effets que cela a pu avoir sur mon travail. Je conclus ce chapitre en présentant concrètement mon terrain de recherche, son extension et ses limites. L'objectif de ce chapitre est donc que l'on saisisse les différentes dimensions qui ont orienté à la fois mes choix méthodologiques mais aussi mon travail de recherche car c'est seulement à l'aune de la méthodologie employée que l'on peut appréhender pleinement les connaissances et théories produites.

2. Entre autres raisons développées plus bas, ayant auparavant été formé en ethnologie et en anthropologie, deux disciplines proches où l'ethnographie occupe la place centrale au sein des méthodologies disponibles, j'étais naturellement davantage enclin à choisir cette approche pour effectuer ma recherche doctorale.

3.1. Le regard ethnographique

Soyez un bon artisan : évitez tous les ensembles rigides de procédures. Essayez surtout de développer et d'utiliser votre imagination sociologique. Évitez le fétichisme de la méthode et de la technique. Réhabilitez la figure de l'artisan intellectuel sans prétention et essayez de devenir vous-même un tel artisan. Laissez chacun devenir son propre méthodologue ; laissez chacun devenir son propre théoricien ; laissez la théorie et la méthode redevenir à nouveau des pratiques artisanales.³

– Charles Wright Mills ([1959] 2000, 225).

3.1.1. Décortiquer des tensions

À la fin du premier chapitre, j'ai exposé ma problématique de recherche relative au potentiel transformateur de l'alternatif. On l'a vu, la question du changement social traverse l'ensemble des mouvements sociaux et elle se fait, si c'est possible, encore plus pressante dans le cas de l'alternatif qui est caractérisé par des initiatives largement localistes et marginales. Cette interrogation générale nous amène à nous questionner sur les tensions constitutives qui traversent et travaillent les initiatives alternatives. Ces tensions sont fondamentalement liées aux écarts qu'il y a entre l'intentionnalité politique et sociale des militant·e·s engagé·e·s dans l'alternatif – qui souhaitent construire d'« autres » manières de faire et de vivre, en rupture avec ce qui est vu comme étant dominant et aliénant dans la société – et les contraintes – institutionnelles, spatiales, financières, organisationnelles, relationnelles, environnementales etc. – auxquelles ces militant·e·s font face. L'analyse de ces tensions offre une bonne porte d'entrée pour décrire de manière dialectique et dynamique ce qui se passe précisément à l'intérieur des initiatives et pratiques alternatives. Mais c'est aussi, une manière d'appréhender la question du changement social et du potentiel transformateur de l'alternatif sans passer par une longue étude qui suivrait sur plusieurs dizaines d'années un ou plusieurs groupes pour pouvoir essayer d'évaluer les impacts de leurs actions en termes de transformations sociales.

3. « *Be a good craftsman : Avoid any rigid set of procedures. Above all, seek to develop and use the sociological imagination. Avoid the fetishism of method and technique. Urge the rehabilitation of the unpretentious intellectual craftsman, and try to become such a craftsman yourself. Let every man be his own methodologist ; let every man be his own theorist ; let theory and method again become part of the practice of a craft* ».

L'objet de ma recherche consiste donc en l'observation, l'étude et l'analyse des tensions constitutives des initiatives alternatives : comment et où se forment-elles ? Comment est-ce qu'elles se déploient et se répercutent sur le travail militant et les constructions collectives ? Comment sont-elles éventuellement appréhendées, comprises, travaillées, utilisées ou au contraire ignorées, méconnues ou subies ?

La recension des écrits présentée dans le deuxième chapitre indique divers endroits où des tensions sont susceptibles d'être vécues au sein des initiatives alternatives. Pour résumer, parmi les lieux importants de tensions, on trouve notamment les difficultés liées à l'articulation des engagements des militant-e-s, à la fois les engagements sectoriels – c'est-à-dire les thématiques de lutte comme par exemple l'écologie, l'anarchisme, les droits des migrants, l'anti-colonialisme – mais aussi les types de luttes, qu'elles soient davantage tournées vers la construction d'espaces alternatifs ou qu'elles prennent la forme de contestations plus traditionnelles. Ces deux dimensions de l'engagement ne vont pas sans poser des questions, stratégiques et organisationnelles notamment, qui peuvent aisément générer des tensions. Il y a aussi d'autres types de tensions : celles qui s'inscrivent par exemple dans la construction et la négociation de valeurs et d'idéaux communs comme base de l'action collective et leur mise en œuvre concrète au quotidien. Là encore un écart peut surgir et engendrer tout un ensemble de problèmes, questionnements voire mécontentes et déchirures au sein des collectifs militants. Il y a ensuite des tensions liées aux contraintes externes, qu'elles soient institutionnelles, spatiales, environnementales, ou autres. Les collectifs engagés dans des initiatives alternatives doivent négocier, contourner ou surmonter des obstacles qui génèrent inévitablement tout un ensemble de tensions. Enfin, un autre ensemble de tensions renvoie aux enjeux de spatialisation de l'alternatif, la manière dont les pratiques et initiatives alternatives créent des « mondes » et participent à une « lutte ontologique » et spatiale.

Ce sont là des lieux et des moments où peuvent théoriquement surgir des tensions au sein des expériences alternatives⁴. Dire que ce sont des lieux et des moments de tension

4. Ce ne sont pas les seuls et, pour paraphraser Howard Becker (2002), tout l'enjeu de la recherche qualitative est de garder ouvertes les possibilités, accepter que « tout est possible » et que toutes les choses improbables que l'on peut imaginer se sont déjà produites. Cela implique que le ou la chercheur-e, sur le terrain, s'il ou elle peut – et doit – partir de ce qui a déjà été analysé dans la littérature scientifique, il ou elle ne peut pour autant se limiter à n'explorer que ces options – dans ce cas précis, les lieux de tensions – déjà disponibles dans la littérature : il faut essayer d'aller voir dans les coins et dans les angles morts et accepter de se faire surprendre par ce que la réalité empirique a à nous offrir.

est davantage une figure de style simplificatrice qu'une description précise de la réalité : ces tensions ne se déploient en réalité ni dans un endroit ni à un moment précis, c'est dans le quotidien des interactions et des pratiques – individuelles comme collectives – que se trouvent ces tensions et qu'elles sont vécues. D'ailleurs, elles ne surgissent pas de manière univoque ni ne sont forcément conceptualisées ni nommées comme telles par les individus qui les vivent. Elles peuvent transparaître dans des discours, dans des interactions, au détour d'une conversation ou dans des pratiques. Pour les saisir et les étudier, il faut donc pouvoir entrer dans ce quotidien, participer à ces conversations, pratiques et autres activités des initiatives alternatives. Ma recherche ne s'intéresse donc pas à l'ensemble de l'alternatif, elle se concentre sur des micro-pratiques, à l'échelle d'une initiative prise dans son quotidien. Pour aborder ma problématique de recherche, j'ai donc besoin d'une méthodologie spécifique qui me permette d'entrer, sur un temps assez long, dans ce quotidien, de descendre à l'échelle d'un seul groupe militant. C'est ce que permet l'ethnographie, l'approche méthodologique que j'ai privilégié pour effectuer ma recherche.

3.1.2. Chercher le quotidien

L'ethnographie est une approche très complète qui ne peut être réduite à un simple catalogue d'outils et de recettes de recherche. C'est une démarche qui est caractérisée par la flexibilité et la plasticité, impliquant une grande diversité de pratiques possibles de l'ethnographie. D'origine coloniale, se cantonnant à l'étude de populations vues comme primitives, l'ethnographie a évolué et a été rénovée au point que certain·e·s défendent désormais l'idée que la « vocation [de l'ethnographie est] de rendre la parole aux humbles, à ceux [et celles] qui par définition n'ont jamais la parole [...] Faire du terrain revient à rendre justice à, voire réhabiliter, des pratiques ignorées, mal comprises ou méprisées » (Beaud et Weber 2010, 6 et 7). Cette ambition émancipatrice de l'ethnographie prend sa source dans un attachement et une proximité avec les actrices et acteurs sociaux·ales avec lesquels l'ethnographe tisse une relation approfondie lors d'une longue enquête de terrain.

L'ambition épistémologique traditionnelle de l'ethnographie est triple : construire des connaissances inductives, holistes et naturalistes. Bien que l'induction « pure » n'existe pas, l'ethnographie part du terrain et cherche à développer une connaissance – empirique

et théorique – qui soit enracinée dans et qui provienne de la réalité empirique étudiée. Si l'on commence donc, comme je le fais dans cette thèse, à partir de théories et de connaissances issues de la littérature scientifique pour construire l'objet de recherche et orienter le regard du ou de la chercheur·e, l'ethnographe doit s'efforcer de rester le plus proche possible du terrain car, en dernière instance, c'est ce dernier qui dirige et oriente la recherche. L'ethnographe doit donc toujours être ouvert à ce que le terrain a à lui dire, s'adapter et se laisser surprendre, « accepter de se perdre », pour reprendre les termes de Catherine Rémy (2014) en référence aux travaux de Jeanne Favret-Saada.

Affirmer que l'ethnographie est une approche holiste signifie qu'elle étudie les phénomènes sociaux dans leur totalité en essayant de ne pas fragmenter la réalité sociale afin de maintenir sa cohérence interne et de rendre compte de sa complexité intrinsèque. Cela implique que l'ethnographie (re)situe constamment les parties et les détails dans leur contexte et que c'est ce contexte qui permet de donner un sens aux éléments que relève l'ethnographe. Enfin, l'aspect « naturaliste » de l'ethnographie signifie que c'est une démarche qui prétend étudier les phénomènes sociaux dans leur contexte « naturel », à l'inverse d'approches cliniques qui extraient les individus de leur milieu par exemple. Il s'agit donc pour l'ethnographe de tenter d'entrer dans la réalité des acteurs et actrices, partager leur quotidien afin de pouvoir observer au plus proche leurs interactions.

C'est grâce à cette immersion dans le quotidien et la réalité – vécue – des pratiques des enquêté·e·s que l'on parvient à comprendre véritablement un univers social. Loïc Wacquant (1989, 47), dans sa célèbre étude sur l'univers de la boxe, défend ainsi son approche :

Comprendre l'univers de la boxe exige que l'on s'y plonge en personne, qu'on en fasse l'apprentissage et qu'on en vive les principales étapes de l'intérieur. L'appréhension indigène est ici la condition indispensable de la connaissance adéquate de l'objet. [Car la culture de la boxe est] un complexe diffus de postures et de gestes qui, (re)produits continûment par et dans le fonctionnement même du gym, n'existent pour ainsi dire qu'en actes, et dans la trace que ces actes laissent dans (et sur) les corps.

L'entrée dans le quotidien du terrain de recherche ne se fait pas de manière détachée, l'ethnographe plonge dans le quotidien et essaye de vivre socialement et corporellement

la réalité des personnes étudié·e·s. Si l'on fait un parallèle avec ma recherche, l'alternatif étant constitué d'expérimentations de pratiques et de relations sociales différentes, le ou la chercheur·e qui veut étudier ce phénomène doit faire l'expérience – sociale, culturelle, psychologique mais aussi corporelle – de ce que sont ces expérimentations. C'est dans ce vécu, dans cet « enivrement sensoriel », pour reprendre les termes de Loïc Wacquant (1989, 51), que l'on peut tenter de saisir profondément et complètement la manière dont s'effectuent les expérimentations alternatives et ce qu'elles impliquent pour les militant·e·s. C'est aussi dans ce quotidien dense que l'on peut vivre, entendre, discuter et observer les tensions qui travaillent les pratiques et les initiatives alternatives. Celles-ci surgissent au détour de micro-ruptures ou de déviances qui ne surviennent que de temps en temps. Et c'est en replaçant dans leur vécu quotidien ces micro-ruptures et les tensions qu'elles mettent à jour que l'on en comprend les significations et les implications de ce que l'on observe. Pour reprendre un terme cher à James C. Scott (1985, 2005), l'ethnographie permet d'avoir accès au « narratif caché » (« *hidden transcript* ») des pratiques politiques et de résistance ordinaires, c'est-à-dire à la multiplicité des significations et logiques internes des pratiques expérimentées et discours portés par les actrices et acteurs sociaux qui ne sont pas toujours explicités par ces derniers·ières dans la sphère publique. En ce sens, l'ethnographie, par ses caractéristiques et sa capacité à entrer et vivre le quotidien d'un milieu social dans sa densité et sa complexité propre, est une approche méthodologique qui me permet de construire des données qui sont autant d'éléments de réponses à ma problématique et à mes questions de recherche.

3.1.3. Enjeux de l'ethnographie

S'il y a bien de nombreuses manières de faire de l'ethnographie, des approches différentes et concurrentes, il y a néanmoins un ensemble de caractéristiques communes qui définissent la démarche. On peut ainsi, avec Javier Auyero (2006), retenir une définition (large) de l'ethnographie proposée par Loïc Wacquant (2003, 5) :

une recherche sociale basée sur des observations de près, sur le terrain, en temps réel, des gens et des institutions, [une recherche dans laquelle] la chercheure est immergée dans le phénomène afin de détecter comment et

pourquoi les acteurs sur la scène agissent, pensent et ressentent comme ils le font⁵.

C'est une démarche qui exige du ou de la chercheur·e une immersion, sur un temps long, dans un terrain de recherche au sein duquel il ou elle construit et entretient des relations fortes avec les personnes participant à l'enquête. Pendant ce long terrain de recherche, le ou la chercheur·e doit « faire feu de tout bois », pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995), c'est-à-dire qu'il ou elle s'appuie sur tous les modes de recueil de données : l'observation participante, les entretiens, les conversations informelles, les documents écrits de toutes sortes. Tout, dans un terrain, peut devenir une donnée sur laquelle le ou la chercheur·e va ensuite fonder ses analyses. Il y a ainsi un grand éclectisme des données – potentielles comme celles effectivement construites dans la recherche – et le ou la chercheur·e doit être particulièrement attentif·ive pendant le travail de terrain. Il faut notamment s'attacher aux régularités, à la continuité du phénomène étudié ainsi qu'aux éléments perturbateurs et autres (micro)ruptures. Pour ce faire, il faut constamment comparer à la fois les différents types de données entre elles mais aussi, de manière diachronique, les différents moments du terrain de recherche.

L'ethnographie est une approche méthodologique qui permet d'aller dans le détail des relations sociales, d'appréhender leur qualité et leur quotidienneté, ainsi que les pratiques individuelles comme collectives et les enjeux qu'elles portent. Ce n'est pas une méthodologie qui permet de multiplier les sites de recherche et, donc, d'étudier un mouvement social en entier – à travers la diversité de ses incarnations –, ni de faire la radiographie de l'alternatif d'un point de vue global. C'est la temporalité du quotidien et de la contingence qui intéresse l'ethnographie et l'un des premiers enjeux de cette démarche est de trouver un terrain de recherche adéquat.

Un terrain de recherche fonctionne en partie comme une « synecdoque » (Becker 2002, 124), un échantillon particulièrement parlant du phénomène social que l'on souhaite étudier. Cependant, il faut trouver un terrain qui se prête aux exigences de l'ethnographie et de la problématique choisie. Dans le cas de l'étude de mobilisations sociales, il faut

5. « « *[Ethnography is a] social research based on the close-up, on-the ground observation of people and institutions in real time and space, in which the investigator embeds herself near (or within) the phenomenon so as to detect how and why agents on the scene act, think and feel the way they do* ».

trouver une initiative dans laquelle le ou la chercheur·e peut s'impliquer de manière continue et quotidienne aux côtés des militant·e·s et, ce, sur un temps long. À cet égard, les moments de contestation se prêtent difficilement à l'ethnographie car ils sont bien souvent imprévisibles, de courte durée et d'une très grande intensité. De plus, il y a peu d'endroits ou de moments qui mettent en scène et concentrent l'ensemble d'un mouvement social.

Jeffrey Juris et Alex Khasnabish (2013, 5) essayent concrètement de pallier à ces contraintes en s'intéressant aux espaces temporaires de rencontres ancrés dans des réseaux militants pour pouvoir effectuer une ethnographie du mouvement altermondialiste. Dans le cadre de ma recherche sur l'alternatif, cela implique de trouver un terrain de recherche sur un temps relativement long⁶, qui soit bien intégré à différents réseaux de l'alternatif, et de pouvoir remonter et explorer ces réseaux. Concrètement, un tel travail de terrain suppose un niveau important d'engagement du ou de la chercheur·e comme du terrain. Le ou la chercheur·e doit pouvoir participer aux activités, pratiques et relations quotidiennes qui ont lieu sur le terrain et, cela, pendant de nombreux mois⁷. De l'autre côté, l'organisation étudiée doit avoir la capacité et l'envie d'accueillir de manière aussi intensive et longue un·e chercheur·e *a priori* étranger·ère au collectif. C'est là une charge potentielle que certains collectifs ne veulent ou ne peuvent pas supporter et qui implique une négociation entre le ou la chercheur·e et les enquêté·e·s.

L'ethnographie nécessite une forme d'engagement du ou de la chercheur·e vis-à-vis du terrain : un engagement en termes de temps, on l'a dit, mais aussi un engagement personnel, relationnel et émotionnel. Pour entrer sur le terrain, il faut construire des relations avec les enquêté·e·s et, pour cela il faut « payer de [sa] personne, s'engager dans des relations intellectuelles, affectives et morales avec ses interlocuteurs » (Bensa 1993, 21).

L'ethnographie est une pratique prenante de recherche qui peut aisément amener à brouiller les frontières entre vie professionnelle et vie personnelle. Cela pose des enjeux

6. Cette contrainte est moins grande dans le cas de l'alternatif, par rapport à d'autres dimensions des mouvements sociaux, car les initiatives alternatives se déploient au sein d'un espace-temps qui, bien souvent, cherche à se développer dans la durée.

7. Il n'y a pas de durée minimale ni optimale d'une ethnographie sur laquelle les chercheur·e·s se seraient accordé·e·s. En général, on considère seulement qu'une ethnographie doit être longue sans donner plus de détails et cela varie de plusieurs mois à plusieurs années. Dans mon cas, mon travail de terrain s'est déroulé lors des saisons agricoles – de mars/avril à octobre/novembre selon les années – de 2016, 2017 et, de manière moins intensive, 2018. Les activités de Bioma étant concentrées autour de l'agriculture, le terrain de recherche ne pouvait qu'être saisonnier. Hors-saison, une partie des membres de Bioma partent en voyage et, bien que je maintiens des contacts avec l'ensemble des enquêté·e·s, cela se faisait par le biais de courriels ou sur les réseaux sociaux et c'était des contacts davantage amicaux que de recherche.

en termes de distanciation et d'objectivation des données dans l'ordre de la recherche. En effet, les relations que l'ethnographe construit avec les enquêté·e·s sont inévitablement, au moins en partie, instrumentales et, cela, quel que soit le degré d'engagement ou de proximité du ou de la chercheur·e vis-à-vis de son terrain (Clair 2016). L'enjeu de la distanciation et de l'objectivation met en lumière cette instrumentalisation de la relation d'enquête mais est en même temps un moment inévitable et crucial de la recherche, un moment qui est d'autant plus difficile à faire que l'on se sent proche de « ses » enquêté·e·s (Kanuha 2000). Tous ces enjeux liés à la recherche ethnographique exigent du ou de la chercheur·e qu'il ou elle mène une réflexion approfondie sur les conditions éthiques et politiques de sa recherche afin d'explicitier ses positionnement vis-à-vis de son terrain d'étude et des enquêté·e·s qui l'habitent et, finalement, vis-à-vis des données qu'il ou elle produit.

3.1.4. Politique du terrain

L'entrée sur le terrain est un « mode spécial de “rencontre épistémologique” » qui est aux fondements de l'ethnographie (Juris et Khasnabish 2013, 9) :

l'ethnographie comme attitude, perspective et, surtout, un mode spécial de « rencontre épistémologique » (...) implique une éthique d'ouverture et de flexibilité, une volonté d'accepter d'être transformé personnellement par le processus de recherche⁸.

Cette éthique se traduit donc par le fait d'accepter de s'engager dans le terrain, de s'y adapter, d'écouter et de prendre au sérieux ce que les personnes participant à l'enquête ont à nous dire. Pour parvenir à cela, l'ethnographe doit faire preuve d'une certaine dose d'empathie. Il faut réussir à « se mettre à la place de l'autre » pour comprendre son monde vécu et sa cohérence.

Martina Avanza (2008) soutient que si cette exigence d'empathie est souvent mise en avant par de nombreux·euses ethnographes, elle n'est pas toujours possible ni forcément nécessaire. Pour soutenir son argument, elle présente les enjeux méthodologiques de la recherche qu'elle a mené sur la Ligue du Nord en Italie : travaillant sur des groupes

8. « *Ethnography as an attitude, a perspective, and, above all, a special mode of « epistemological encounter » (...) involving an ethic of openness and flexibility and a willingness to allow oneself to become personally transformed through the research process* ».

d'extrême droite dont elle ne partage pas l'idéologie ni les valeurs, elle n'a pas construit d'empathie avec ses enquêté·e·s et sa recherche ne visait aucunement la défense ou l'avancement de leurs intérêts, bien au contraire. Cependant, à travers son chapitre, on remarque que, pour mener à bien sa recherche et comprendre ces militant·e·s d'extrême droite, elle a décidé de les prendre au sérieux et elle a finit par construire de véritables relations humaines avec elles et eux. En un sens, elle a fait preuve de beaucoup d'empathie humaine tout en refusant de partager les valeurs et idéaux animant ces militant·e·s. Cela a mené la chercheuse à vivre des situations difficiles, faites de dissimulations, mensonges et trahisons liées à l'ambivalence de sa position marquée par une empathie relationnelle d'un côté et un rejet politique, éthique et idéologique radical de l'autre.

Dans le cas de ma propre recherche, c'est tout l'inverse qui s'est passé. J'ai dès le début assumé mon engagement et l'objectif politique de ma démarche de recherche qui était de rendre visible et de participer à la consolidation de l'alternatif. J'ai d'ailleurs présenté clairement cet objectif aux enquêté·e·s concerné·e·s par mon terrain de recherche.

À l'inverse, donc, de Martina Avanza, je n'ai pas eu besoin d'« avancer masqué ». J'ai pu mettre en lumière la convergence de mes valeurs et intérêts avec ceux du milieu étudié. De plus, à l'inverse des ethnographies traditionnelles, je n'arrive pas en complet étranger sur mon terrain de recherche : bien que ne connaissant pas les individus engagés au sein de Bioma et dans les réseaux s'articulant à ce collectif, les normes, valeurs et idéaux ainsi que la culture propre à ce milieu ressemblent à ce qui existe au sein de mon propre milieu social. Il y avait ainsi une proximité autant culturelle et sociale que politique et idéologique qui a grandement facilité la construction de relations d'enquête marquées par la transparence et l'empathie.

Une telle situation ne va néanmoins pas sans soulever certains enjeux spécifiques. Valli Kalei Kanuha (2000) explicite ainsi certaines difficultés qui peuvent se poser à une chercheuse faisant une recherche sur un terrain très proche. Tout d'abord, une telle proximité tend à brouiller les rôles alors même que l'on maintient toujours malgré tout un statut différent – de chercheur·e – sur le terrain et il faut donc s'efforcer à maintenir une distance – intellectuelle et émotionnelle – afin de ne pas trahir la confiance des enquêté·e·s au moment de l'analyse et du travail inévitable d'« objectivation ». Ensuite, lorsque l'on provient

d'un milieu similaire, on a tendance à se reposer sur des implicites et sur un langage codés propre au groupe qui semble aller de soi. Il faut au contraire s'efforcer constamment d'explicitier ce que veulent dire les enquêté·e·s pour ne pas risquer de travestir leur parole ni, plus grave encore, commettre des contresens. Enfin, il faut garder vive notre curiosité de chercheur·e afin d'aller voir les angles morts et fouiller toutes les exceptions, tout ce qui pose problème dans ce qui devrait normalement aller de soi (Kanuha 2000).

Comme toute recherche portant sur des phénomènes sociaux et impliquant des êtres humains, même si ces personnes sont proches et que notre ambition de recherche est de participer, consolider et favoriser l'essor des actions politiques de nos enquêté·e·s, il y a tout un ensemble de questions éthiques à prendre en compte⁹. Ces questions sont de deux ordres : politique et relationnel.

Du côté des considérations politiques, mon objectif principal est d'adopter une posture de chercheur engagé voire militant, qui ne se limite pas à être un observateur externe de l'alternatif, ni même un simple allié, mais qui s'engage plus complètement dans le mouvement, qui y participe et qui produit des connaissances pertinentes à la fois dans le domaine de la recherche scientifique mais pertinentes aussi pour les personnes participant à l'étude (Juris et Khasnabish 2013 ; Brown 2007). Une telle posture se traduit par une position délicate pour le ou la chercheur·e qui doit s'engager *en tant que chercheur·e*, c'est-à-dire trouver des manières de mettre au service de l'initiative alternative étudiée les compétences et connaissances propres à la recherche scientifique. Cela implique qu'il faut se conformer aux exigences propres à la scientificité, produire des connaissances répondant aux canons de la sociologie mais qui, en même temps, s'adressent aux, et font sens pour, les milieux militants. Pour respecter les critères scientifiques de la recherche, il faut faire preuve d'une grande transparence quant à notre démarche, notre méthodologie, nos données et notre terrain car c'est cela qui garantira la validité – et la vérifiabilité – de nos données et des connaissances que l'on construit.

Cependant, comme l'a fait remarquer Robert Buijtenhuijs (1971), cette exigence de transparence pose des problèmes éthiques et politiques car les connaissances ainsi produites peuvent aider à la répression du mouvement social dans lequel le ou la chercheur·e

9. Je ne parle pas ici seulement de l'éthique institutionnelle à laquelle toute recherche canadienne doit se conformer. Ma recherche ne fait pas exception et a reçu l'approbation du comité d'éthique en recherche de l'Université de Montréal le 5 juillet 2016, certificat n°CERAS-2016-17-046-D.

s'engage. Si l'initiative alternative avec laquelle je travaille n'est pas aujourd'hui sujette à répression, cela ne signifie pas qu'elle en soit à l'abri pour autant. En effet, les initiatives alternatives, à l'instar d'autres actions politiques et contestataires, remettent en cause de manière radicale le *statu quo* et les intérêts des groupes dominants. Les exemples d'usages répressifs, policiers et/ou militaires de connaissances sociologiques ou anthropologiques sont nombreux et variés. C'est donc là une question qui reste d'actualité quand bien même le mouvement à l'étude n'est pas, aujourd'hui, directement menacé de répression.

Une manière classique de protéger les enquêté-e-s est d'anonymiser les données : changer les noms et certaines caractéristiques des individus intervenant dans la recherche afin d'éviter que des paroles, idées ou pratiques puissent être associées à des personnes réelles. Un de mes objectifs étant, pour reprendre les termes de Boaventuro Sousa Santos (2004, 2011), de rendre visible ce qui est absent, de faire gagner en visibilité les expérimentations alternatives, je souhaitais maintenir le nom de Bioma et identifier les espaces qu'ils et elles construisent et animent. Ainsi l'anonymisation de mes données ne peut être complète : compte tenu de la petite taille du milieu étudié, et bien que je change les noms des individus¹⁰, il est toujours possible que quelqu'un de bien informé puisse reconnaître les individus et leurs fonctions derrière les paroles rapportées.

Du côté des considérations relationnelles, j'ai décidé de construire mes relations d'enquête sur le terrain de la manière la plus transparente possible. J'ai présenté mon projet de recherche et mes objectifs scientifiques comme politiques aux membres de Bioma et à toutes les personnes susceptibles d'être concernées directement par ma recherche¹¹. J'ai aussi tenu à rappeler à diverses occasions ma position de chercheur même si, comme on le verra, les relations construites avec les enquêté-e-s ont largement débordé le cadre de l'enquête.

10. Les noms portent des significations sociales et donnent certaines indications sur le locuteur comme son origine géographique et sociale, son genre ou encore sa classe d'âge. Dans le processus d'anonymisation de mes données, j'ai essayé de respecter cela en choisissant des noms reflétant ce même type d'indications sociales générales. De plus, les membres de Bioma ne sont pas tous francophones : j'ai pris la décision de traduire toutes les citations en français dans le texte de ma thèse afin de garantir le plus possible l'anonymat et la confidentialité des données. Je perds malheureusement de la richesse des données et du terrain en faisant cela, mais la protection des enquêté-e-s m'apparaît plus importante.

11. Voir plus bas pour une description plus complète de mon entrée sur le terrain, des conditions de ma recherche empirique ainsi que des relations construites sur le terrain.

Dans cette optique de transparence, je m'efforce de respecter la volonté des enquêté·e·s : mon engagement quotidien mais aussi relationnel et émotionnel sur mon terrain m'a amené à être témoin de pratiques, d'interactions et d'actions ou à participer à des conversations que les enquêté·e·s ne souhaitent pas voir apparaître dans mon travail pour des raisons qui leurs sont personnelles. De la même manière, il y a des domaines que j'ai pu refuser d'aller explorer en détail pour des raisons là encore personnelles et éthiques. Malgré cela, avoir été témoin et partie prenante de ces moments confidentiels et bien que n'utilisant pas directement ces données, celles-ci influencent nécessairement mon analyse et orientent mon regard. Mon travail de recherche essaye de respecter à la fois les limites que me fixent les enquêté·e·s ainsi que celle que je me fixe moi-même : la confiance réciproque et la qualité de la relation construite avec les enquêté·e·s primant sur la quantité des données construites. La recherche engagée place constamment le ou la chercheur·e dans des conflits de loyauté où les agendas et les intérêts des enquêté·e·s et ceux de l'ethnographe ne coïncident pas. Comme le rappelle Isabelle Clair (2016, 77), finalement

quels que soient les dispositifs de collaboration que [la chercheure] s'efforce de mettre en place[, elle se retrouve] finalement à signer seule le compte rendu de l'enquête et à tirer seule les profits tangibles de relations qu'elle a fait advenir, et pour servir sa propre cause.

3.2. Ontologie et épistémologie de ma recherche

Une recherche scientifique met typiquement en œuvre une approche méthodologique – dans mon cas l'ethnographie – avec un ensemble de théories pour construire des données à partir d'un terrain. Derrière ces choix se cachent cependant des implicites importants : l'approche méthodologique et les théories de références sous-entendent une conception de la réalité sociale, une certaine ontologie, c'est-à-dire des hypothèses fondamentales sur la nature du monde social et des relations qui existent à l'intérieur de ce monde (Hall 2003, 374). Elles sous-entendent aussi une certaine épistémologie, une théorie de la connaissance, qui confère implicitement un statut à la connaissance produite dans le cadre de la démarche de recherche scientifique. Il est à mon sens important

d'expliciter, au moins de manière générale, ces sous-entendus ontologiques et épistémologiques car ils ont des impacts importants sur la recherche : ce sont ces implicites qui déterminent, finalement, ce qui peut être recherché et ce qui ne peut pas l'être, ce qui peut être connu et ce qui ne peut pas l'être. Ces implicites orientent nécessairement le regard du ou de la chercheur-e sur son terrain ainsi que dans ses données. Mettre à jour ces éléments souvent inexprimés permet ainsi de reconstituer la cohérence pleine et entière d'une recherche scientifique. De plus, l'ontologie comme l'épistémologie ont des implications politiques importantes au-delà du seul domaine scientifique.

3.2.1. Agencement et ouverture ontologique

Les approches relevant de la théorie de l'agencement sont multiples et se sont considérablement développées depuis les premières théorisations de Gilles Deleuze et Félix Guattari en 1980¹². La théorie de l'agencement est une proposition¹³ pour lutter contre les dualités structurant la pensée occidentale. Une première dualité qui est remise en cause est celle opposant objet et sujet et où le sujet est proéminent et puissant et peut utiliser des objets à sa guise dans un environnement où l'action est contrainte par un monde objectif. C'est cette même dualité qui est à l'origine de celle opposant nature et culture et fondant le rapport instrumental que les discours occidentaux dominants entretiennent vis-à-vis de la nature (Descola 2005). Cette théorie de l'agencement remet en cause l'essentialisme – la croyance en des qualités stables et inhérentes – ainsi que les totalités et les unités – qui s'expriment dans les termes de structures, de société, de système etc. – et qui sont autant de raccourcis réduisant la réalité à des entités qui n'existent pas matériellement¹⁴. Ces dualités structurantes font elles-mêmes partie d'un agencement spécifique dominant et violent qui impose une lecture et une certaine connaissance de la réalité.

12. La théorie de l'agencement, qui a de nombreuses ramifications et formulations, s'inspire des réflexions de Gilles Deleuze et Félix Guattari présentées notamment dans *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie*, publié en 1980 aux Éditions de Minuit à Paris.

13. Cette partie s'inspire en grande partie du séminaire organisé à l'Université Concordia par le CREC (désormais le TREE(s)) en mai 2018 et portant sur la théorie de l'agencement. Merci à Ethan Miller qui nous a présenté à cette théorie ainsi qu'aux participantes et participants du séminaire – Bengi Akbulut, Karine Awashish, Michelle Duchesneau, Autumn Godwin, Anna Kruzynski et Mathieu Roy – qui ont nourri la discussion et ma compréhension de l'agencement.

14. On pourrait dire que toute action de définition, toute construction théorique ou, même, linguistique, tend à effectuer cette opération de totalisation et de réduction. Il faut cependant noter que ce n'est pas la même chose de dire qu'une totalité existe en soi que de construire stratégiquement une totalité comme une image de la réalité pour effectuer une action ou raconter une histoire.

La théorie de l'agencement nous invite à ne pas penser aux choses comme étant des choses – finies, stables, données – mais comme des processus plus ou moins stables et ouverts. La traduction anglaise de l'agencement – *assemblage* – ne rend pas vraiment compte de l'aspect hétérogène, de bric et de broc, des agencements :

à la différence des unités organiques, [...], les agencements sont davantage comme des machines, définies seulement par leurs relations externes de composition, de mélange et d'agrégation. En d'autres termes, un agencement est une multiplicité, ni une partie, ni un tout¹⁵ (Nail 2017, 23).

Pour paraphraser Jane J. Bennett (2005, 445), un agencement est un groupe *ad hoc*, contingent, dynamique, pris dans un processus vivant et traversé par des énergies contradictoires qui le dépassent. La topographie d'un agencement est inégale et certains « actants » ont plus de pouvoir que d'autres mais il ne peut y avoir de pouvoir central capable de déterminer intégralement les conséquences des activités de l'agencement. Enfin, un agencement est constitué de différents types d'actant-e-s, humain-e-s et non-humain-e-s, naturel-le-s – animaux, végétaux, minéraux –, culturel-le-s et technologiques¹⁶.

Un agencement n'est donc pas une entité close et il peut être compris comme étant pris entre deux types de dynamiques spécifiques. D'un côté, il est pris entre son contenu – tout un ensemble nébuleux d'éléments autant matériels que discursifs – et l'expression de son contenu – la mise en forme du contenu, l'articulation et l'écologie spécifique, instable, de l'agencement. D'un autre côté, l'agencement est pris entre des processus de « territorialisation » – un processus de stabilisation et de renforcement de la cohérence de l'agencement – et de « déterritorialisation » – un processus d'instabilité, de décomposition et de

15. « *In contrast to organic unities, [...], assemblages are more like machines, defined solely by their external relations of compositions, mixture, and aggregation. In other words, an assemblage is a multiplicity, neither a part nor a whole* ».

16. « *An assemblage is, first, an ad hoc grouping, a collectivity whose origins are historical and circumstantial, though its contingent status says nothing about its efficacy, which can be quite strong. An assemblage is, second, a living, throbbing grouping, whose coherence coexists with energies and countercultures that exceed and confound it. And assemblage is, third, a web with an uneven topography : some of the points at which the trajectories of actants cross each other are more heavily trafficked than others, and thus power is not equally distributed across the assemblage. An assemblage is, fourth, not governed by a central power : no one member has sufficient competence to fully determine the consequences of the activities of the assemblage. An assemblage, finally, is made up of many type of actants : humans and non humans ; animals, vegetables, and minerals ; nature, culture, and technology* » (J. Bennett 2005, 445). Voir aussi la définition de Janet Conway et de ses collègues : « *"Assemblage" names the coming together of heterogeneous social, biological, technological and other elements that co-function in provisional wholes in which the behavior of the constituent parts is conditioned but no determined by the whole and whereby the parts never lose their own integrity, their own difference* » (Conway, Osterweil et Thorburn 2018, 1-2).

délitement de l'agencement, là où le changement arrive et où un agencement spécifique interagit avec d'autres agencements. L'agencement remet en cause l'exceptionnalisme humain et propose de prendre en compte sérieusement l'agentivité des non-humain·e·s et de considérer le monde comme étant traversé par des forces (radicalement) différentes, instables et inégalement distribuées. Si je me suis concentré dans le chapitre précédent avant tout sur l'agentivité humaine c'est parce que ma recherche part d'actions humaines et se termine dans des actions humaines mais cela ne signifie pas que je souhaite nier l'agentivité d'autres actant·e·s non-humain·e·s.

C'est là une introduction rapide à ce que peut être un agencement mais ce qui importe, c'est d'en retenir les principales caractéristiques et de remarquer ce que cela implique pour ma propre recherche. Ce que je retiens de cette théorie est qu'elle propose une ontologie qui est relativement intuitive : un monde vivant, multiple, parfois contradictoire, en constant changement et qui dépasse toujours toute unité en admettant des descriptions diverses. C'est une ontologie qui rend compte de la multiplicité du réel et qui, comme en témoigne la complexité du vocabulaire et des termes employés par les théoricien·ne·s de l'agencement, est difficile à expliquer : un agencement est, par définition, fondamentalement hétérogène et irréductible à toute catégorisation.

Ce qu'une telle ontologie nous invite à faire, c'est d'adopter, comme je le propose dans le chapitre précédent, des approches anti-essentialistes et reconnaître l'instabilité et l'hétérogénéité fondamentales de la réalité, d'en avoir une vision dynamique. Dans cette perspective, les effets de permanence sont dus à des agencement spécifiques dominants qui tendent vers une plus grande territorialisation et qui ne peuvent être compris comme des entités finies ni fixes, seulement comme des « concaténations » fluides et contingentes (Conway, Osterweil et Thorburn 2018, 12). C'est aussi une invitation à prendre en compte d'autres actant·e·s que les humain·e·s, à décentrer, au moins en partie, le regard du chercheur et de considérer les non-humain·e·s non comme de simples objets-obstacles, mais comme des actant·e·s qui, pourvu d'une agentivité propre bien que différente de celle des humain·e·s, *jouent* un rôle dans les dynamiques internes des agencements.

Plus généralement, la théorie de l'agencement nous invite à ouvrir nos conceptions ontologiques et à s'efforcer dans mon cas à décrire des phénomènes sociaux de manière ouverte et contingente. Dans ce cadre, les mouvements sociaux peuvent être conçus

de manière moins occidental- et stato-centrique. Pour reprendre les termes de Janet Conway et de ses collègues (2018, 3), c'est une ontologie qui nous invite à comprendre le concept de mouvement social de manière ouverte et provisoire, comme une manière de « nommer un large panel d'actions collectives qui co-produisent le (ou les) monde(s) que l'on habite et qui contestent les futurs humains (et non-humains) »¹⁷. L'approche théorique que je propose est cohérente avec cette ontologie. Elle invite à concevoir l'alternatif comme la création de monde(s) différent(s), d'agencements spécifiques qui interagissent avec d'autres agencements davantage territorialisés et hégémoniques – que l'on peut réduire discursivement à la « société dominante » ou au « capitalisme », par exemple – et surtout à observer les différent.e.s actant.e.s, les relations qu'ils et elles co-construisent et les effets que cela peut avoir sur l'« expression » de l'agencement alternatif ainsi que sur les processus de territorialisation et de déterritorialisation.

D'un point de vue méthodologique, cette ontologie implique de s'intéresser de près aux différences, d'explorer les rôles et les effets des différent.e.s actant.e.s, de regarder la micropolitique des agencements étudiés, c'est-à-dire les sensibilités des individus et les modes de relations. Contrairement à une ethnographie classique, si l'on admet une telle ontologie, on ne peut avoir une conception du terrain de recherche comme étant un ensemble clos et total, il faut s'efforcer d'explorer les ramifications de notre terrain de recherche, de mettre en lumière ses marges tout en reconnaissant l'arbitraire – ou, dit de manière plus consensuelle, leur caractère fondamentalement construit – des délimitations du terrain de recherche. Enfin, cette ouverture ontologique implique des conséquences politiques intéressantes qu'il faut noter.

3.2.2. Conséquences politiques et limites de cette ouverture

Dans le cadre de la pensée occidentale au sein de laquelle je m'inscris – biographiquement et institutionnellement –, la théorie de l'agencement est une ouverture ontologique importante qui permet d'entrer en dialogue et de s'inspirer d'ontologies non-occidentales ; de remettre en cause l'hégémonie de la « mono-ontologie de l'univers » aussi appelée par Arturo Escobar (2016) le « monde du monde unique » (« *One-World World* »). Par

17. « *We use it as an open and provisional way to name a wide range of collective actions that is co-producing the world(s) we inhabit, and contesting human (and nonhuman) futures* ».

ce terme, Arturo Escobar désigne la manière dont l'ontologie occidentale – d'origine européenne – sous-tend à la fois la production de connaissances, les modèles politiques et sociaux, les injonctions économiques, l'idéologie du développement, en bref, l'ensemble de la cosmologie occidentale dominante et s'est propagée et imposée au reste du monde. L'entreprise coloniale, dans cette perspective, n'est pas seulement une domination sociale, politique et culturelle, c'est aussi une domination ontologique, la réduction de tous les mondes de vie, de toutes les représentations du monde à la seule rationalité technico-scientifique occidentale qui repose sur une ontologie dualiste¹⁸. Au sein de cette ontologie dualiste, « nous nous considérons comme des sujets autosuffisants qui sommes face à ou vivons dans un monde composé d'objets, également autosuffisants, que nous pouvons manipuler librement » (Escobar 2018, 74). On le remarque, cette ontologie dualiste – aussi qualifiée de naturaliste chez Philippe Descola (2005) – est celle que la théorie de l'agencement critique et réfute.

On peut comprendre l'alternatif dans la perspective développée par Arturo Escobar (2016, 2018). Ce dernier qualifie certaines luttes sociales comme s'inscrivant dans une « lutte ontologique » contre l'universalisation et l'homogénéisation de l'ontologie dualiste dominante qui « produit activement du non-existant, qui rend non-crédible toute alternative à ce qui existe »¹⁹ (Escobar 2016, 15). Il faut alors analyser la manière dont les initiatives alternatives créent de « nouveaux mondes » et essayent de renforcer la constitution d'un « plurivers ».

Une telle approche ontologique des luttes sociales – elle-même issue des différentes pensées décoloniales sud-américaines comme le courant des alternatives *au* développement, le postextractivisme, les nouveaux modèles de civilisation ou encore les études de la communalité, de la relationalité et du plurivers – explicite les conséquences politiques de la contestation de l'ontologie dominante. Mais cela a aussi des conséquences méthodologiques, épistémologiques et éthiques quant à la recherche scientifique. Méthodologiquement, cela suppose de porter une attention toute particulière aux enjeux ontologiques : quelle est la « cosmovision », pour reprendre un terme central des luttes des Afro-descendant·e·s colombien·ne·s (Escobar 2016, 2018), qui est construite et mise en œuvre

18. Arturo Escobar (2016, 15) explicite cela ainsi : « *One-World World (OWW), that is, a world allegedly made up of a single world, and that has arrogated itself the right to be "the" world, subjecting all other worlds to its own terms, or worse, to non-existence; this is a World where only a world fit* » .

19. « *What doesn't exist is actively produced as non-existent or as non-credible alternative to what exists* ».

dans les discours *et les pratiques* des militant·e·s du mouvement alternatif ? Comment les relations sociales, entre humain·e·s, mais aussi avec un ensemble de non-humain·e·s, traduisent-elles une ontologie spécifique ?

C'est là un enjeu particulier, difficile à saisir dans la recherche. Le risque premier est de n'intégrer que de manière superficielle et affirmative les non-humain·e·s dans l'analyse. Il est difficile de leur faire jouer un rôle dans l'analyse. Cela est probablement dû à l'hégémonie de l'ontologie dualiste qui gouverne et détermine la production de connaissances. Travaillant au sein d'un champ académique universitaire, institution occidentale et hégémonique s'il en est, il est difficile de se défaire de notre socialisation profonde, d'abandonner nos épistémologies et ontologies héritées. Cela est d'autant plus difficile que l'université et la science – malgré la culture et la pratique de débat et de critique qui les animent – sont l'un des lieux par excellence de la (re)production et de la diffusion de l'ontologie dualiste qui nie et rend non-crédibles toutes autres ontologies. Surgit ici une ambivalence éthique où, en tant que chercheur devant répondre aux critères et exigences posés par le champ académique auquel j'appartiens, j'essaye en même temps de mettre à jour les enjeux politiques liés à la reproduction de l'ontologie dominante, notamment en termes d'exclusion et d'invisibilisation des autres mondes existants.

Dans cette « lutte ontologique », la recherche scientifique peut (et doit) jouer un rôle. Pour Arturo Escobar (2016, 2018) les chercheur·e·s doivent s'efforcer de cartographier et de rendre compte des luttes ontologiques, de regarder comment des formes de militantisme (du Sud et Nord Globaux) « articulent de véritables transitions culturelles et écologiques vers d'autres modèles sociétaux qui vont au-delà de stratégies reprenant les conditions de l'anthropocène comme solutions »²⁰ (Escobar 2016, 22).

Sans parler d'ontologies spécifiquement, Janet Conway et ses collègues (2018, 11) disent la même chose en affirmant que la théorie de l'agencement pose comme tâche politique et épistémologique essentielle de la recherche d'« ouvrir des espaces et de renforcer les capacités pour *voir* les fissures à travers lesquelles apparaissent d'autres mondes émergents/réels/possibles »²¹. La proposition de J.K. Gibson-Graham (2014,

20. « *In the Global North and the Global South, multiple transition narratives and forms of activism articulate veritable cultural and ecological transitions to different societal models, going beyond strategies that offer anthropocene conditions as solutions. Mapping this domain is a key task for epistemologies of the South and pluriversal studies* ».

21. « *Opening spaces and strengthening capacities to see the in-breaking of other emergent/actual/possible worlds is a critical epistemological and political task in the present moment* ».

2006a, 2006b) de rendre visible la diversité économique et de dés-essentialiser les relations économiques va elle aussi dans le même sens. Ces différentes propositions invitent à sortir de l'ambition de compréhension totale des phénomènes sociaux, de rendre compte de la diversité et des dynamiques contradictoires qui existent dans les mondes empiriques, mais aussi d'essayer de mieux comprendre comment les débats et les pratiques d'unité et de pluralité s'articulent dans les mouvements décoloniaux et altermondialistes (Mac Lorin et Schall 2018, 69) et, plus spécifiquement, dans les initiatives alternatives. Cela est cohérent avec les approches anti-hégémoniques que j'ai évoqué à la fin du deuxième chapitre et cela est au fondement de mon éthique de recherche : répondre à ces invitations de diversification ontologique et épistémologique, accepter d'entrer dans ces débats et explorer concrètement, méthodologiquement, comment les initiatives alternatives s'inscrivent dans tout cela.

3.2.3. Avertissement sur le statut des connaissances construites

Il n'y a pas aujourd'hui de tâches plus importantes pour les ethnographes que celle d'inscrire les petits faits dans de grandes préoccupations, de transformer les actions éthiques décrites par l'ethnographie en une ontologie performative de l'économie, et de raconter des histoires de révolutions quotidiennes à partir des fragments d'espoirs qui émergent²². – J.K. Gibson-Graham (2014, S512)

Toutes ces considérations méthodologiques et ontologiques mènent à une courte réflexion épistémologique portant sur le type de connaissances produites dans cette thèse et de leur statut. On l'aura compris en lisant les pages qui précèdent, je ne m'inscris pas dans une vision positiviste de la science qui produirait de grandes et solides théories prétendant à la vérité. L'ethnographie promeut des « descriptions épaisses » (« *thick descriptions* ») qui permettent d'explorer « la politique et les tensions internes des groupes subalternes, l'hétérogénéité des perspectives ainsi que les asymétries et les hiérarchies

22. « *For ethnographers today, no task is more important than to make small facts speak to these large concerns, to make the ethical acts ethnography describes into a performative ontology of economy and the threads of hope that emerge into stories of everyday revolutions* ».

qui caractérisent ces groupements sociaux »²³ (Urla et Helepololei 2014, 434). La description épaisse est une technique – classique – adéquate pour entrer (dans l'ordre de la recherche comme dans l'ordre du militantisme) dans cette « lutte ontologique ». Elle permet d'essayer d'aller dévoiler – en fouillant les détails, en s'attachant à la complexité des phénomènes et en élargissant le regard du ou de la chercheur·e – ces autres mondes qui se cachent dans les replis du « monde du monde unique » dominant.

Les connaissances produites par l'ethnographie, notamment lorsqu'elles s'attachent à une ontologie relationnelle et décoloniale, tendent vers l'induction. Même si l'on ne fait jamais de l'induction pure, que l'on arrive toujours sur le terrain avec des préjugés et des *a priori* empiriques, théoriques et politiques, avoir une démarche qui « tend vers l'induction » suppose que le ou la chercheur·e reste ouvert·e face au terrain, maintient une posture d'apprentissage vis-à-vis de celui-ci. Cela suppose une forme d'engagement de la part du ou de la chercheur·e qui est bien loin des postures traditionnelles de neutralité axiologique et d'objectivité de la recherche sociologique. Celles-ci sont de plus en plus remises en cause comme étant inhumaines – car impossibles à atteindre – et malhonnêtes (Paugam 2008 ; Gauthier 2003).

En tant qu'ethnographes – et chercheur·e·s en sciences sociales en général – on essaye de garantir la transparence de notre positionnement et de nos choix dans l'ordre de la recherche afin de permettre, à la fois dans nos analyses de données, mais aussi pour nos lecteurs et lectrices potentiel·le·s, de situer le plus précisément possible les connaissances que l'on produit. Cela suppose aussi, toujours dans l'ordre de la recherche, de tendre vers une « équité » (Paugam 2008, s'inspirant des travaux de Raymond Aaron) : il faut s'efforcer de rendre compte de la cohérence et de la diversité d'un phénomène social et de sa compréhension par les actrices et acteurs sociaux·ales eux et elles-mêmes. Et cela passe notamment par une certaine conception de l'objectivité :

L'objectivité n'est pas ici comprise comme cette abstraction inhumaine et hors du temps qu'est l'absence de parti pris, elle est définie comme *une attitude d'appréhension du réel basée sur une acceptation intégrale des*

23. « *Thick descriptions, [...], are those that explore the internal politics and tensions of subaltern groups, the heterogeneity of perspectives, as well as asymmetries and hierarchies that characterize their social groupings* ».

faits (ou l'absence de filtrage des observations autre que celui de la pertinence), *sur le refus de l'absolu préalable* (ou l'obligation du doute quant à toute conception préexistante) et *sur la conscience de ses propres limites*. (Gauthier 2003, 4, l'auteur souligne).

Cette posture de recherche permet la « rencontre épistémologique » qui est au fondement de l'ethnographie (Juris et Khasnabish 2013). Les recherches ainsi produites sont compréhensives, les connaissances sont contextuelles et ancrées dans la réalité empirique. Elles entrent en dialogues avec d'autres théories mais sans prétendre à une vérité hégémoniques. Issues des « descriptions épaisses », elles s'inscrivent dans des « *weak theories* » – par opposition aux « *strong [et grand] theories* » – qui sont attentives aux nuances, aux « petits faits » et rejettent les principes de complétudes, demandant aux chercheur·e·s de privilégier certaines variables plutôt que d'autres. Ce sont des théories qui sont relatives et contextuelles mais qui s'adressent néanmoins aux « grandes questions », non de manière prescriptive ou normative comme les « *strong theories* » mais de manière performative : ce sont des connaissances qui participent à l'émergence/consolidation/diffusion de ces « autres mondes » que les militant·e·s de l'alternatif construisent (Gibson-Graham 2014, S149) au sein des mouvements sociaux.

Une telle épistémologie est cohérente avec l'objectif politique de ma recherche – et celui affiché par tout un ensemble de chercheur·e·s-militant·e·s. Si les connaissances sont performatives, comme le défend toute une tradition épistémologique dont J.K. Gibson-Graham (2014) font partie, alors produire des connaissances sur des initiatives alternatives, c'est déjà participer à l'alternatif, l'aider à se renforcer, à se solidifier et à se diffuser ; c'est participer au délitement – tout relatif, certes – de l'hégémonie dominante et de l'ontologie du « monde du monde unique ». C'est aussi participer à l'effort réflexif des mouvements sociaux auxquels les initiatives alternatives participent : en étant davantage visibles, en ayant plus de discours portant sur eux, les militant·e·s peuvent expliciter leurs pratiques et leurs actions et avoir des points de réflexivité informés aussi par des études scientifiques. Tout cela participe à ce que Boaventura Sousa Santos (2011) appelle une « sociologie de l'absence » : récupérer les réalités marginalisées, effacées, ignorées par « la tradition critique eurocentriste » (32). Cette « sociologie de l'absence » s'accompagne

d'une « sociologie des émergences » qui cherche à rendre visibles de futurs possibles pluriels, « à la fois utopiques et réalistes » (36).

Au sein même des débats scientifiques, il y a ainsi un travail à faire afin de mettre en avant et de porter ces réalités sociales, d'en rendre compte comme n'étant pas marginales mais comme participant à des mouvements transformateurs, comme étant nécessaires aux ambitions de transformations sociales visant une plus grande justice et une plus grande émancipation. Au sein de l'université aussi il faut essayer d'explorer et de consolider ce « plurivers » zapatiste qu'Arturo Escobar (2016, 2018) décrit. C'est une invitation à découvrir et analyser ces autres ontologies et ces autres mondes en s'inscrivant dans des épistémologies non positivistes, dans ce que Boaventura Sousa Santos (2011) appelle des « épistémologies du Sud ».

3.3. Le travail de terrain

On vous a dit d'aller fouiller à la bibliothèque et d'accumuler une masse de notes à partir d'archives poussiéreuses. On vous a dit de choisir d'étudier n'importe quel problème pourvu que vous puissiez trouver à son sujet des rangées de documents moisissant préparés par des bureaucrates fatigués et remplis par des employés indifférents... On a appelé ça « se salir les mains à faire de la recherche ». Ceux qui vous l'ont conseillé sont sages et respectables. Les raisons qu'ils vous ont données sont valables. Mais une chose de plus est indispensable : l'observation de première main ! Allez et observez les salons des hôtels de luxe ou les asiles de nuit. Asseyez-vous sur les canapés des maisons résidentielles, mais aussi sur les paillasses des taudis... En bref, jeunes gens, salissez vos pantalons en faisant de la vraie recherche !

– Adresse de Robert E. Park à ses étudiants en 1915, citée dans Magali Boumaza et Aurélie Campana (2007, 18).

3.3.1. Conditions d'accès

Une recherche sociologique parle toujours du ou de la chercheur-e : « le choix du sujet n'est jamais anodin. Il est souvent le résultat de motivations inconscientes ou tout au

moins peu explicites » (Paugam 2008, 17). La relation entre un-e chercheur-e et son sujet n'est pas neutre et c'est important, dans la présentation de la démarche méthodologique, d'explicitier cette relation, de raconter le parcours de recherche, des premières motivations et idées au terrain de recherche finalement effectué. Cette mise en récit personnelle vise à essayer d'explicitier les enjeux biographiques, valeurs, idéaux et motivations personnelles qui ont pu teinter et orienter mon travail de recherche en essayant d'éviter de tomber dans le récit narcissique.

J'ai bien un intérêt personnel – et biographique – à étudier l'alternatif, les pratiques préfiguratives et les tensions qui travaillent ces initiatives puisque c'est un milieu au sein duquel je suis engagé depuis plusieurs années. En ce sens, cette recherche doctorale est aussi conçue comme une manière de participer à l'alternatif. En analysant et en explicitant la vie et le vécu interne d'initiatives alternatives ; en identifiant les tensions qui les travaillent et les manières dont elles peuvent être vécues et/ou (ré)utilisées ; en participant à la mémoire collective des expérimentations, des succès et des échecs de telles initiatives ; en explorant le potentiel transformateur d'initiatives alternatives, j'espère participer à leur renforcement, à la diffusion de leurs pratiques, à l'accroissement de leur réflexivité. En ce sens, pour reprendre les termes de Serge Paugam (2008, 19), je projette mes espoirs militants, mes engagements et mes aspirations politiques et sociales dans ma recherche. C'est dans cet engagement que prend racine ma démarche de recherche.

C'est surtout en France que je me suis engagé dans des mouvements sociaux et dans des initiatives alternatives. Lorsque je suis arrivé à Montréal pour effectuer mon doctorat, je ne connaissais pas du tout les milieux alternatifs et militants locaux. Or, pour pouvoir faire une recherche sur, avec et pour un mouvement social, il est utile de connaître le milieu et d'y être au moins partiellement intégré-e afin de savoir quels groupes seraient intéressants et intéressés à participer à une recherche. Petit-à-petit j'ai rencontré différents groupes et individus engagés. J'ai aussi eu la chance, grâce à Pascale Dufour, d'intégrer le Collectif de Recherche Interdisciplinaire sur la Contestation (le CRIC) au sein duquel j'ai pu en apprendre davantage sur les mouvements sociaux actuels à Montréal mais aussi rencontrer tout un réseau de chercheur-e-s engagé-e-s. C'est dans ce cadre-là que j'ai rencontré deux chercheuses, Anna Kruzynski et Rachel Sarrasin, qui m'ont proposé de participer à l'organisation d'une grande conférence devant rassembler des actrices et acteurs économiques

autogéré·e·s et anti-capitalistes de l'ensemble du Québec pour discuter des contributions des initiatives économiques alternatives à la construction des « présents et des futurs post-capitalistes »²⁴. C'est lors de cette conférence que j'ai rencontré deux membres de Bioma qui sont venu·e·s présenter leurs activités, projets et visions. Plusieurs éléments m'ont amené à contacter ce groupe pour effectuer mon terrain avec eux : la présence d'un lexique militant et l'insistance sur l'autonomie collective tout d'abord, la multiplicité et la diversité des projets ensuite et enfin leur insertion évidente dans des réseaux militants et des réseaux d'interconnaissances. Il y a eu aussi des raisons stratégiques comme le fait que certains projets soient en ville et d'autres dans un milieu rural, le fait que ce soient des endroits facilement accessibles et qu'ils et elles acceptent des bénévoles au quotidien.

C'est donc lors d'une conférence à la croisée du militantisme et de l'universitaire que j'ai découvert Bioma, ses membres et leurs projets. Je les ai ensuite recontacté·e·s pour proposer de les rencontrer et de faire de la recherche avec elles et eux. La responsable des jardins du Craterre m'a proposé de venir à la réunion de début de la saison avec les bénévoles des jardins pour découvrir plus précisément ce projet et présenter ma démarche de recherche. Sur un consensus implicite, j'ai commencé mon « terrain » en m'impliquant comme bénévole dans les jardins Craterre. Au bout de quelques semaines, j'ai pu présenter plus exhaustivement mon projet à l'ensemble du « noyau dur » de Bioma²⁵. Pour présenter mon projet de recherche, j'ai à la fois parlé de mes objectifs scientifiques de recherche, des activités concrètes que cela impliquait (observation participante soutenue, entretiens individuels et de groupes, récoltes de documents...), mais aussi de mes objectifs politiques en tant que chercheur et militant.

Nombreux·euses sont les auteur·e·s à insister sur l'importance de la présentation de soi dans la négociation de l'accès au terrain et des relations que l'on construit avec les enquêté·e·s. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (2005) montrent ainsi comment l'apparence du ou de la chercheur·e ne doit pas être laissée au hasard : il faut se conformer, au moins en partie, à la fois à ce que les enquêté·e·s attendent d'un·e chercheur·e mais aussi répondre – là encore au moins en partie – aux normes et codes du milieu enquêté. Ainsi, il semble évident que se présenter à la réunion des bénévoles de Bioma

24. Voir le site Internet de la conférence : <http://www.economiesdecommunauté.org/programme/>.

25. Je propose une description plus complète de mon terrain plus loin dans ce chapitre. Ici, lorsque je parle du « noyau dur de Bioma », je me réfère aux cinq personnes à l'origine de Bioma. Ce « noyau dur » regroupe notamment les membres de la coopérative Bioma et les responsables des différents projets.

habillé de manière formelle aurait créé à la fois un certain inconfort (tant pour le chercheur que pour les enquêté·e·s) et une distance malvenue. Dans cette présentation de soi, il y a aussi un usage stratégique de notre identité qui est faite : le ou la chercheur·e met en avant certains aspects saillant de son identité afin de s'accorder avec celle des enquêté·e·s. Dans leur exercice de réflexivité collective, Elizabeth Cherry, Colter Ellis et Michaela DeSoucey (2011) reviennent sur cet usage stratégique de l'identité qui passe notamment par une mise en récit de la vie du ou de la chercheur·e – présentation des engagements militants, cadrage idéologique et culturel pour montrer qu'on « provient d'un même monde » et qu'on poursuit des objectifs similaires au moins en termes sociaux et politiques – mais aussi par le partage de pratiques quotidiennes de mode de vie (235).

L'entrée sur le terrain et l'acceptation de la recherche par les enquêté·e·s se fait donc sur deux temporalités distinctes. Suite à la première prise de contact, il y a une négociation formelle qui survient au moment de la présentation du projet de recherche et de la recherche du consentement des enquêté·e·s. Lors de cette réunion, mon projet a été accepté de manière contrastée selon les membres de Bioma. Deux des membres sortaient de parcours universitaires en sciences sociales ou juridiques et savaient donc très précisément ce qu'implique une recherche mais aussi ce que peuvent en être les objectifs et les enjeux concrets. Ces deux personnes, avec qui je partage donc d'autres aspects de mon identité de chercheur, ont très vite accepté, et avec beaucoup d'enthousiasme, mon projet de recherche. Les autres membres de la coop étaient plus circonspect·e·s : tout en acceptant le principe, ils et elles s'inquiétaient de l'aspect potentiellement intrusif de mon travail d'enquête et exprimaient des doutes et des hésitations.

La négociation de mon travail a continué de manière implicite tout au long des premières semaines d'enquête dans la construction des relations avec les enquêté·e·s. C'est dans ce cadre-là que le partage des pratiques quotidiennes – culturelles ou de consommation, par exemple – et la démonstration de l'adéquation d'un mode de vie entrent en jeu : le ou la chercheur·e ne peut plus s'appuyer seulement sur son identité racontée et de chercheur·e, il ou elle doit partager son vécu (Bensa 1993 ; Avanza 2008) et s'appuyer sur ses pratiques concrètes – qui sont par ailleurs plus ou moins testées et scrutées par les enquêté·e·s (Cherry, Ellis et DeSoucey 2011 ; Apoifis 2017). S'il y a bien une première négociation et acceptation formelle du principe de l'enquête, c'est tout au long du terrain

de recherche, long dans mon cas de trois saisons, au gré des relations construites et approfondies, que les spécificités, les cadres, les détails pragmatiques de la recherche, tout autant que son contenu, sont construits, transformés, négociés, réorientés. Avec le temps long et l'immersion dans le terrain, la distance initiale induite par la position de chercheur s'est atténuée : ma position et mes relations se sont diversifiées, d'autres rôles sociaux au sein du collectif sont venus s'ajouter à la posture initiale de chercheur. Cette évolution de ma position au sein du collectif et de la qualité des relations construites avec les enquêté·e·s a été essentielle à la construction et à la qualité des données de mon enquête (Cherry, Ellis et DeSoucey 2011, 247).

3.3.2. Posture de recherche et relations d'enquête

Je suis entré en contact avec Bioma en tant que chercheur organisateur d'une conférence portant sur le postcapitalisme à laquelle Bioma a participé. Cette position m'a permis d'entrer en relation avec Bioma mais cela ne suffisait pas pour mener une recherche ethnographique de longue durée. C'est donc par le bénévolat que je suis concrètement entré sur le terrain. Cela converge avec la vision des membres de Bioma qui valorisent l'action et la pratique plutôt que les postures. Si Rachel m'a dit plusieurs fois que pour les étudier je devais travailler avec eux, bien que dit de manière humoristique, cela transcrit néanmoins cette valorisation. Je suis donc, par nécessité d'enquête, devenu une sorte de « super-bénévole », toujours présent dans les jardins, aux événements organisés, répondant aux appels du collectif pour aider d'autres projets, pour aller dans les Laurentides, pour les soirées ou les réunions. C'est là le principe-même de l'ethnographie que d'être présent·e le plus possible sur le terrain afin de pouvoir observer – et vivre – le quotidien et la continuité des relations sociales.

Cette posture m'a amené à être un des bénévoles les plus impliqué·e·s du collectif et, petit-à-petit à prendre certaines responsabilités au sein du groupe : aide à l'organisation et à la coordination des événements et mobilisation de réseaux sociaux pour des événements ou actions spécifiques, par exemple. Au fur et à mesure de mon implication, j'ai développé des relations de proximité et d'amitié fortes avec les différent·e·s membres de Bioma mais aussi avec d'autres bénévoles et d'autres allié·e·s et proches du collectif. Avec le temps, de ma position inconfortable de chercheur « surveillé », je suis devenu

un participant à part entière, particulièrement bien intégré, au point que, plusieurs fois, au détour d'une conversation, on m'a proposé de rejoindre le « noyau dur » de Bioma – éventuellement devenir co-proprétaire du terrain à Harrington ou aider à la coordination du Craterre²⁶. L'évolution de ma posture de recherche, concomitante de l'approfondissement de mon implication au sein des projets de Bioma, m'a permis d'avoir un accès privilégié à ce terrain que d'autres chercheur·e·s s'intéressant à Bioma ne peuvent avoir²⁷.

Alors que des liens d'amitié et de confiance mutuelle se sont construits dans le travail collectif et les pratiques quotidiennes, j'ai commencé à côtoyer « mes enquêté·e·s » hors des seuls moments ethnographiques : lors de soupers ou de fêtes, lors d'anniversaires ou de conversations intimes. Bien que ces moments aient été pour moi ouverts à la réflexivité, je ne me considérais pas comme étant en train de « faire du terrain ». C'est au fil de ces occasions sociales que je suis passé de simple bénévole – même si très engagé – à ami proche. La distance initiale liée à la posture de recherche et la relative méfiance que cette posture pouvait susciter chez certain·e·s enquêté·e·s, s'est progressivement effacé au point où je devais rappeler de temps en temps mon travail de recherche aux enquêté·e·s et la dimension fondamentalement « instrumentale » (Clair 2016) que cela impliquait pour mon travail et ma participation aux activités collectives. Tout au long de mon enquête, je me suis perçu comme faisant de plus en plus partie du collectif et de la communauté qu'il rassemble : d'observateur-bénévole, je me voyais comme devenant progressivement plus légitime pour aider à l'organisation d'activités, à promouvoir les projets, à participer à certaines prises de décisions concernant notamment l'organisation du travail collectif ou les relations à construire avec des partenaires. Le fait d'être sollicité par les membres de Bioma pour m'engager davantage, pour donner mon avis ou organiser des événements a fortement contribué à ce sentiment de légitimité et de capacité.

D'un autre côté, je ne pense pas me tromper en affirmant que la vision que les membres de Bioma avaient de moi a elle-même évolué : du chercheur extérieur et intrusif – bien que potentiellement allié –, je suis devenu un ami, une ressource voire un confident. La relation d'enquête et l'espace de parole, de réflexivité et d'écoute ouvert lors des entretiens

26. J'ai pour l'instant décliné ces propositions.

27. Bioma est un terrain qui a intéressé d'autres chercheur·e·s montréalais·e·s étudiant notamment l'agriculture urbaine, l'alimentation locale ou la réappropriation urbaine. Voir le mémoire de maîtrise d'Alexandra Nadeau (2018) qui a elle aussi bénéficié d'un accès privilégié à ce terrain de recherche.

effectués sur le terrain, ont probablement participé à cette parole parfois intime que m'ont offert les enquêté·e·s, à ces confidences sollicitant des conseils d'ami.

Mon terrain et les membres du collectif ont été très engagé·e·s dans ma recherche. Nombreux·euses sont celles et ceux qui n'ont cessé de m'encourager tout du long du processus de recherche, me motivant dans les moments difficiles, s'intéressant à mes résultats ou demandant mon avis et mes réflexions sur ce qui se passait sur le terrain. Combien de fois n'ai-je entendu, de la part de la plupart de mes enquêté·e·s : « J'ai hâte de lire ta thèse ». Cet engagement de mon terrain dans ma recherche traduit à la fois l'intérêt qu'une telle démarche peut revêtir pour une initiative alternative mais aussi en ce qui a trait à la qualité de mes relations et de l'engouement provoqué par ma démarche²⁸.

Mes relations sur le terrain ont donc dépassé, mais sans les renier, les simples relations d'enquête. Elles sont devenues autres, plus intimes mais toujours réflexives, brouillant les frontières entre activité professionnelle de recherche et vie personnelle et amicale. C'est grâce à cette relation particulière, faite de confiance, d'intimité et de réciprocité que j'ai pu aborder en profondeur la délicate question des tensions quotidiennes dans leur vécu. Cette question de recherche demande en effet d'aborder des questions difficiles à poser, qui peuvent appeler des réponses inconfortables touchant à la cohérence des actions entreprises, aux écarts possibles entre aspirations, intentions, idéaux et actions concrètes. En réécoutant les entretiens, on remarque à la fois le ton de confiance chez certain·e·s enquêté·e·s mais aussi l'ambiance marquée par des rires, des sourires, des digressions rappelant tout ce vécu que nous avons en commun grâce aux nombreux mois d'immersion sur le terrain.

Mes trois saisons d'ethnographie ont largement transformé ma vie à Montréal et cela de plusieurs manières. Tout d'abord, cela m'a ouvert les portes de tout un réseau social : j'ai découvert de nouvelles initiatives, rencontré de nouveaux et nouvelles ami·e·s, intégré des cercles sociaux et culturels auparavant inconnus. Au point que ma vie sociale toute entière a été transformée de manière durable : mon propre réseau social préexistant à ma recherche a rencontré et intégré la communauté de Bioma. La frontière entre mes activités de recherche et ma vie personnelle quotidienne a donc été brouillée, les deux s'entrecroisant. En bref, Bioma m'a ouvert tout un réseau social, m'a permis d'accéder à

28. Cette qualité des relations a comme conséquence évidente de renforcer la pression à ne pas décevoir mes enquêté·e·s, à produire une recherche qui puisse les intéresser et leur donner des pistes de réflexion.

une alimentation saine et de qualité, donné accès à des événements sociaux et culturels variés.

De plus, ayant adopté une approche largement immersive, qui, bien que de manière moins intense, ressemble en partie à celle que décrit Loïc Wacquant (1989), mon mode de vie s'est vu transformé. La pratique du jardinage, au quotidien, m'a permis à la fois de changer mon alimentation en y intégrant davantage de légumes frais, biologiques et locaux mais m'a aussi transformé physiquement. Les deux années précédant mon terrain de recherche, je passais le plus clair de mes journées sur mon ordinateur. Avec le début de mon terrain et mon implication dans les jardins Craterre, j'ai pu ressentir les effets physiques – certes temporaires mais néanmoins réels – de passer des journées entières à piocher ou à pelleter. Avec ces journées passées au soleil, ma peau a commencé par brûler puis bronzer. Mes mains sont devenues plus calleuses, incrustées de terre à la fin de la saison agricole. J'ai redécouvert les senteurs de la terre et du compost frais, le goût des légumes et fruits tout juste cueillis, encore chauds du soleil, les courbatures liées à une journée de travail physique. J'ai adopté l'éthique du *Do It Yourself* (DIY) prônée par le collectif. C'est avec certain·e·s de ses membres que je me suis lancé dans la brasseurie artisanale et la récupération de nourriture (*dumpster diving*). Exposé à d'autres goûts musicaux, artistiques, gastronomiques, ma propre culture et mon mode de vie quotidien se sont transformés. Ce n'est pas une transformation complète, du tout au tout, c'est davantage un alignement durable de mon mode de vie, un approfondissement de certains aspects préexistants de mon mode de vie qui est devenu, finalement, davantage « alternatif ».

Il y a ainsi eu une transformation mutuelle entre moi et mon terrain : nos réseaux respectifs se sont imbriqués, participant à une relative consolidation du collectif rassemblé autour de Bioma et, au même moment, ma vie quotidienne personnelle, mes habitudes de vie, mes fréquentations et mes visions du monde ont été en partie transformées. Mais cela ne va pas sans poser un certain nombre d'enjeux pour ma recherche.

Cette imbrication quotidienne de ma vie personnelle et de mes activités de recherche rend tout d'abord difficile la séparation des deux et, donc, la prise de note, la construction de données spécifiques. Cet enfouissement dans la quotidienneté rend difficile la prise de distance ainsi que les opérations d'analyse qui doivent pourtant être faites tout au long du terrain de recherche. La qualité des relations garantit la qualité des données, je l'ai

déjà noté, mais elle implique que les enquêté·e·s me font profondément confiance et se confient à moi ; je ne peux pas trahir cela.

L'objectivation du terrain de recherche impliquée par le travail d'analyse puis d'écriture, amène nécessairement une forme de trahison qui est d'autant plus difficile à gérer que la sortie de terrain n'est pas claire. En effet si l'arrêt de la construction des données est (plus ou moins) clair, je reste personnellement engagé dans les relations que j'ai construites tout au long de mon enquête. La fin de mon terrain de recherche a été progressive : en analysant les données et en les mettant en ordre pour écrire ma thèse, ma présence sur le terrain a été de moins en moins régulière et ma participation aux activités ne se faisait plus dans le but de construire des données pour ma recherche. Finalement, ma position a effectué une nouvelle mue lors de laquelle mes intérêts et mon agenda, marqués par les exigences universitaires, se sont dédoublés pour rejoindre en partie ceux du collectif de Bioma. En d'autres termes, mon statut de chercheur universitaire s'efface en partie et se couple peu à peu d'un statut de chercheur « organique » qui fait partie de la communauté se rassemblant autour de Bioma et qui travaille *en même temps* pour cette dernière.

De plus, même si ma posture et mon travail de recherche ont toujours été explicites et régulièrement rappelés dans le cadre de mon enquête, j'ai pu observer et participer à des conversations mettant en jeu des relations humaines intimes qui dépassent explicitement le cadre de ma recherche. Certaines choses ont pu être exprimées, certaines relations ont pu être observées qui n'aspirent pas à être analysées ni décortiquées dans le cadre de mon analyse : cela serait une forme de violence insupportable faite aux enquêtés. Éthiquement, je ne souhaite pas analyser ces données et je les exclus de ma recherche mais il n'empêche que je connais ces faits, j'ai entendu ces paroles et observé ces interactions et cela nourrit tout de même, malgré moi, mes analyses et interprétations même si je ne les utilisent jamais directement. Je ne peux pas tout analyser et décortiquer et en même temps je ne peux pas faire abstraction ni oublier des parties de ce que j'ai vécu pendant ma recherche ni les empêcher d'influencer ma réflexion. Et c'est là une vraie difficulté car c'est à ce moment que trahison il peut y avoir tant les agendas des chercheur·e·s et ceux des enquêté·e·s peuvent être éloignés.

Pour essayer de faire face à cette difficulté éthique, j'ai adopté une posture marquée par la bienveillance envers les membres de Bioma. Cela s'est traduit à la fois par le respect de leurs souhaits – je ne suis donc jamais entré dans le détail des conflits auxquels j'ai pu assister ni des confidences dont j'ai été le dépositaire – quand bien même je me suis efforcé d'en faire ressortir les caractéristiques dans mes analyses. L'objectif de mes analyses a toujours été de proposer une compréhension sociologique juste et fine du collectif de Bioma, qui soit en même temps constructive pour le groupe. Cela suppose que ces analyses puissent éventuellement servir à la consolidation ou, le cas échéant, à la transformation, des formes que Bioma prend. J'ai aussi discuté de mes analyses et de ma compréhension avec les membres de Bioma, à la fois lors de (nombreuses) conversations individuelles ou en groupe et en envoyant mes chapitres empiriques aux membres de Bioma au fur et à mesure que je les écrivais. L'objectif était de laisser de l'espace aux personnes concernées pour qu'elles puissent réagir à mes propos. L'indépendance nécessaire de mon travail d'analyse a toujours été soulignée autant par moi-même que par les membres de Bioma qui étaient très sensibles à cela et démontraient ainsi une bonne connaissance des exigences du travail sociologique.

3.3.3. Le corpus de données

Les données sur lesquelles se basent mes analyses sont multiples : faisant mienne l'expression de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995), j'ai « fait feu de tout bois » et multiplié les occasions et activités de recherche. Comme toute ethnographie, mes données sont issues de sessions régulières d'observation à la fois sur les trois espaces animés par Bioma – le Craterre, l'Espace X et la terre à Harrington – mais aussi lors d'occasions sociales se déroulant hors de ses espaces mais impliquant le collectif rassemblé autour de Bioma.

J'ai ainsi participé à des sessions de travail collectif tant au Craterre qu'à Harrington, à des réunions de la coopérative Bioma mais aussi à des réunions de bénévoles du Craterre ainsi qu'à des rencontres de coordination du Campus Mil rassemblant autant des membres de Bioma que du personnel de l'Université de Montréal et des membres d'autres projets du Campus Mil. J'ai aussi participé à des événements festifs et culturels

spécifiques de Bioma, regroupant le collectif et son réseau, ainsi qu'à d'autres événements plus larges auxquels le collectif participait. J'ai co-organisé des fins de semaines thématiques à Harrington et j'ai participé à des fêtes, repas et autres occasions sociales du collectif.

Lors de ces événements, j'ai essayé de prendre le plus de notes possible bien que dans certains contextes festifs cela ait pu être un enjeu. Lors de ces différentes occasions, j'ai pu avoir de nombreuses et longues conversations avec les différents individus que j'ai rencontré sur le terrain. L'ensemble de ces données ont été notées dans des carnets de terrain et celles-ci forment ainsi une large banque de données manuscrites. Elles sont autant la mémoire de mon travail de recherche que la base de nombreuses analyses.

Comme je l'ai expliqué plus haut, je me suis immergé au quotidien et de manière totale dans mon terrain. J'ai adapté mon mode de vie afin d'expérimenter le mieux possible ce que peut être un mode de vie alternatif. J'ai voulu essayer de vivre le processus de désocialisation aux manières de faire dominantes et de (re)socialisation à l'expérimentation alternative afin d'en comprendre le plus complètement et intimement possible les enjeux, les tensions et les difficultés.

Cette immersion n'est pas que relationnelle ou narrative, elle implique une matérialité et une corporalité et c'est là que l'ethnographie est une méthodologie puissante. Comme le note Loïc Wacquant (1989) dans son étude sur la boxe, l'immersion prônée par l'ethnographie permet de dépasser la seule narration du monde et d'entrer dans sa complexité, dans les sensations, les odeurs, les couleurs, les impressions, dans la corporalité et le vécu.

Plusieurs auteur-e-s démontrent de différentes manières comment ce vécu corporel et matériel permet de comprendre plus complètement un phénomène social (Wacquant 1989 ; Blondeau 2002 ; Pfadenhauer 2005) : l'observation participante ethnographique ne passe pas que par les yeux (Soulé 2007). La difficulté est alors de mettre en mots ces impressions corporelles et sensorielles, réduire ce vécu à une description, aussi épaisse soit-elle, afin d'en faire des données analysables. C'est dans les carnets de terrain et dans des exercices de réflexivité qui peuvent ressembler davantage à des exercices littéraires que sociologiques que ce travail est effectué. Là encore j'ai écrit et réécrit des textes, m'appuyant sur des notes de terrain, ma mémoire et mes impressions. Ce travail

d'écriture et de réécriture est fondamental dans le processus de construction de données d'observation de terrain (Laperrière 2003).

Pendant mon terrain de recherche, j'ai aussi construit un corpus de dix-neuf entretiens individuels et un entretien de groupe. Tous ont été enregistrés et intégralement transcrits. J'ai fait des entretiens avec chaque membre du noyau dur de Bioma et avec les coordonnateurs et coordonnatrices des différents projets ; avec des bénévoles, tant de la première heure que des nouveaux et nouvelles venu·e·s ; avec des ami·e·s, allié·e·s et partenaires ; ainsi qu'avec des interlocutrices et interlocuteurs institutionnel·le·s de Bioma – tels que certain·e·s gestionnaires du Campus Mil où sont situés les jardins du Craterre. Ces entretiens durent entre une et trois heures chaque et visent à expliciter certaines zones d'ombres du terrain – des aspects que je ne comprends pas ou des moments auxquels je n'ai pas accès – ainsi qu'à explorer la subjectivité des individus engagés dans ces projets. L'ensemble de ces entretiens ont été exhaustivement transcrits puis anonymisés. Lors de la transcription, j'ai épuré le langage, limité les répétitions et les hésitations tout en essayant de maintenir à la fois l'ambiance des entretiens – j'ai par exemple gardé les rires et les apartés – et de transcrire le rapport des enquêtés à leur propre parole – j'ai donc laissé certains marqueurs linguistiques parmi les plus significatifs tels que certaines hésitations ou des silences mais aussi des signes d'assurance comme de l'excitation. L'objectif était de limiter autant que possible la décontextualisation inévitable de la parole des enquêté·e·s dans le passage de la situation d'entretien à l'analyse du verbatim. L'ensemble de ce corpus constitue une deuxième base de données sur laquelle mes analyses se basent, en complément des observations et de la réflexivité liée à l'immersion et au vécu du terrain.

L'ensemble de ma recherche, des descriptions qui se trouvent dans cette thèse ainsi que des analyses que je propose sont construites à partir de ces différents types de données : à partir des observations directes, de mon vécu de terrain, des conversations informelles et des entretiens enregistrés ainsi que des documents récoltés et triés lors de mon terrain. La diversité des données et la longueur de mon terrain de recherche me permettent d'effectuer une double triangulation : une triangulation synchronique, entre les données issues des différents outils méthodologiques, et une triangulation diachronique, entre les différents moments de la recherche.

La richesse de mon terrain et de mes données me permet de rendre compte précisément, dans le détail, des initiatives alternatives coordonnées par Bioma. Cette précision et la redondance de mes données indiquent une certaine saturation des données. Bien entendu, on peut toujours continuer, creuser, conduire d'autres entretiens, poursuivre une immersion : c'est potentiellement infini. La question de savoir quand s'arrêter est toujours délicate car une recherche n'est potentiellement jamais finie. Les individus continuent de vivre, les militant·e·s de s'engager, les projets alternatifs d'exister et de se transformer. Cela est d'autant plus vrai dans le cas de ma recherche que je continue à côtoyer les enquêté·e·s et à participer aux activités. Ma vie quotidienne continue à être enchâssée dans mon terrain d'étude. Dans ce contexte, la saturation des données est difficile à ressentir alors même qu'il n'y a pas de critères internes spécifiques et absolus indiquant cette saturation et, donc, la fin d'une recherche et de l'écriture du compte-rendu de cette recherche. Finalement, pour paraphraser Bruno Latour (2007), une recherche s'arrête lorsque le nombre de page attendu est écrit et que le temps est écoulé. Ce sont la richesse et la qualité du compte-rendu final de recherche qui témoignent, en dernière analyse, de la qualité des données et de leur saturation.

3.3.4. Travail d'analyse et d'écriture

Nous étions extrêmement conscients de la manière dont la structure de l'université, qui exige un travail fini démontrant la maîtrise du sujet, ne nous donnait que peu d'opportunités pour partager nos expériences et angoisses du terrain²⁹ (Urla et Helepololei 2014, 445).

La recherche sociologique n'est pas un processus linéaire, elle est faite d'aller-retours répétés entre le terrain et la réflexion, l'observation et l'analyse. L'ethnographe fait constamment un effort d'analyse, de mise en ordre et en récit de ses données. Tout au long de la recherche, il faut s'efforcer de produire une bonne description en utilisant des données pertinentes. La première tâche de l'analyse est donc de trier les données. Jack Katz (2001, 2002) démontre à quel point ce choix est bien souvent intuitif et non-réflexif et qu'il est toujours justifié *a posteriori* par la « bonne » description qui en découle, c'est-à-dire par une description qui permet de comprendre ce qui se passe, les

29. « *We were acutely aware of how the structure of the academy that requires finished work and demonstrating mastery gives us so few opportunities to share our fieldwork experiences and anxieties* ».

enjeux, les nuances et la cohérence de ce qui est décrit. C'est pourtant une opération à la fois fondamentale et délicate parce que toute l'écriture ethnographique dépend de ces descriptions qui doivent ensuite être réorganisées en « lignes explicatives » (Katz 2001, 444). Pour trier mes données, je m'inspire largement des sept types de données parlantes que propose Jack Katz dans ses deux articles (2001 ; 2002) et qui sont comme des balises pour aider à la mise en forme d'un terrain ethnographique en permettant de passer du « comment » au « pourquoi ».

Dans mon corpus, je repère donc des données formant des énigmes (1), c'est-à-dire lorsqu'elles sont incompréhensibles, paradoxales, auto-contradictoires ou absurdes : « lorsque les descriptions sont illuminées par la lueur de l'absurde, elles pulsent avec des exigences d'explication »³⁰ (Katz 2001, 453). Un deuxième ensemble de données rassemble celles qui sont (2) utilisées stratégiquement par les enquêté·e·s pour reconstruire après coup un événement et lui donner du sens. Ces données permettent d'observer la manière dont les enquêté·e·s vivent et comprennent des phénomènes de changement qu'ils et elles peuvent endurer. Il y a ensuite des données (3) riches et variées qui permettent de qualifier des interactions en mettant en scène des événements, des cas ou des scènes de manière détaillée et précise : « un cas sert à démontrer le fonctionnement du subconscient anthropologique : l'auteur montre la profondeur des significations que les sujets ressentent mais qui, perdus dans les enjeux manifestes d'une situation, ne peuvent exprimer spontanément »³¹ (464). On trouve ensuite des données (4) permettant de décrire des moments forts où les enquêté·e·s découvrent ou prennent conscience de certaines choses, des moments de transformation de la subjectivité où sont révélés des *a priori*. Un cinquième ensemble de données (5) permet de situer et de contextualiser le plus complètement possible les situations dans lesquelles les phénomènes observés se déroulent ; ce contexte est nécessaire à la compréhension des situations observées. Il y a aussi des données qui sont (6) colorées, vivantes, esthétiques, qui permettent de donner au lecteur ou à la lectrice l'impression d'être dans la description : « si [l'ethnographie] montre une chose, [c'est] la vie en action ; des comportements qui changent ;

30. « *When descriptions are backlit by the glow of the absurd, they pulsate with demands for explanations* ».

31. « *A case serves to demonstrate the workings of the anthropological subconscious : the author portrays a depth of meaning that the subjects feel, but, lost in their heavy bets on the matters manifestly at stake, could not readily state* ».

des personnes en devenir ; des groupes en processus de formation et de transformation »³² (Katz 2002, 71). On trouve enfin des données (7) poignantes, ces « meilleurs morceaux », des moments modestes voire banals mais qui révèlent des enjeux moraux profonds et sensibles qui donnent à voir les croyances et les espoirs et donnent accès à ce que les enquêté·e·s considèrent comme étant important dans leur vie.

Ces sept types de données permettent d'aider à faire le tri des informations. Ce ne sont pas des définitions ni des caractéristiques absolues pour trier les données mais des balises qui permettent d'aider à construire de « bonnes » descriptions et à mettre en récit un terrain d'enquête afin de mieux comprendre le phénomène étudié. Ce tri est au cœur du travail d'analyse qui consiste ensuite à confronter les données entre elles puis avec d'autres enquêtes afin de les mettre en lumière et de construire un récit cohérent et compréhensif, un ordre logique avec des catégories qui répondent aux questions conceptuelles contenues dans la problématique générale de la thèse.

L'objectif est de construire des théories, modèles et concepts (« plutôt qu'[un...] ensemble de propositions qui sont testables et qui expliquent un phénomène ») dont le but est d'affiner notre compréhension des phénomènes, de délimiter davantage nos définitions et modèles et de trouver des ponts entre mon cas d'étude et d'autres systèmes plus « complexes » et plus larges³³ (Vaughan 1992, 175, 182). En ce sens, la mise en ordre du récit se fait à partir d'un choix de données particulièrement « lumineuses » (Katz 2001, 2002), en suivant le fil rouge d'une problématique et visant à construire des théories compréhensives spécifiques mais qui entrent en dialogue avec d'autres cas d'étude et d'autres théories. L'objectif étant ici de mieux comprendre l'alternatif à travers l'étude d'une initiative spécifique, l'analyse des tensions vécues par les militant·e·s et les répercussions que ces dernières peuvent avoir sur les collectifs.

Ce travail de tri et de mise en ordre des données et du réel se fait tout au long du travail de terrain mais se poursuit aussi au moment de l'écriture. On a souvent le (mauvais) réflexe de sous-estimer ce dernier moment de la recherche, de considérer l'écriture comme une dernière étape non problématique alors que de nombreux enjeux sont associés à ce

32. « *If it shows anything, [it] is life in action ; behavior changing ; people in the process of becoming ; groups in the process of formation and transformation* ».

33. « *1. Develop concepts, models, or theories whose limits and applicability to various organisational forms become increasingly specified, 2. develop a bridge between our study of behavior in and of small groups, on the one hand, and complex systems, on the other* ».

travail (Lemieux 2010, 379). En effet, on ne peut la considérer comme une simple transcription d'une pensée déjà formée : elle fait partie du processus de réflexion, l'idée n'est jamais aussi aboutie et claire que lorsqu'elle s'écrit et l'écriture est donc en même temps un exercice de formalisation de la pensée (Becker 2004). Il y a plusieurs manières d'écrire de la sociologie mais le choix de la méthode ethnographique impose certaines conventions : l'écriture doit donner à voir le terrain, il faut parvenir à le rendre vivant, à « capturer le ton, le ressenti et l'humeur subjective », il faut essayer d'« amener le lecteur dans le flot des événements, rappelant ce qui a été dit et transmettre [...] un vif sentiment d'être vraiment là » (Juris et Khasnabish 2013, 3). L'écriture ethnographique, plus que l'écriture sociologique traditionnelle, exige de faire un travail littéraire en plus du travail analytique inhérent à toute écriture scientifique. Il faut pouvoir rendre compte de l'histoire « dans sa diversité, lui permettant d'éclorre à travers les narrations diverses, complexes, parfois conflictuelles que les acteurs [racontent] »³⁴ (Flyvbjerg 2006, 238).

Ce type d'écriture garantit la vérifiabilité des analyses car le lecteur ou la lectrice a un accès le plus complet possible aux données servant à construire le discours de la thèse. C'est de plus une écriture qui est souvent lisible et claire car ancrée dans des exemples précis. Si une thèse s'adresse avant tout à un public universitaire – notamment à un jury –, elle doit répondre aux critères et aux canons stylistiques de ce milieu (Becker 2004). Mais rien n'empêche l'auteur-e de s'efforcer à viser un public plus large et à écrire de la manière la plus claire et lisible possible – ce qui reste le « signe qu'un texte est achevé et qu'une pensée est aboutie » (Lemieux 2010, 401). Si mon travail de thèse pouvait être lu, compris et utilisé par les milieux militants alternatifs, je considérerais cela comme étant un succès. Mais c'est là un véritable défi que d'écrire pour plusieurs publics aux critères, attentes et objectifs si différents.

Le style d'écriture que l'on choisit est ancré dans une vision méthodologique et épistémologique car le produit final, la connaissance produite, aura une certaine forme qui influe nécessairement sur le contenu. Mais il joue aussi un rôle politique car il rend plus ou moins accessible le contenu, les connaissances et les théories construites tout au long du travail. La manière d'écrire un compte-rendu de recherche va déterminer son potentiel

34. « *When writing up a case study, I demur from the rôle of omniscient narrator and summarizer. Instead, I tell the story in its diversity, allowing the story to unfold from the many-sided, complex and sometimes conflicting stories that the actors in the case have told me* ».

public et sa diffusion. En choisissant la clarté de l'expression, en essayant de rendre mon écriture lisible et accessible, je fais le choix politique de participer à une démocratisation du savoir scientifique. Cela est cohérent avec ma posture politique et méthodologique de recherche engagée et militante : bien que dans un contexte universitaire, répondant aux exigences et contraintes de ce milieu, j'essaye de participer en même temps aux mouvements sociaux où l'on trouve des initiatives alternatives en utilisant mes compétences et connaissances scientifiques.

Cette démarche de mise en cohérence de mes objectifs et engagements sociaux et politiques avec ma démarche méthodologique (de l'ethnographie et de ma posture de recherche sur le terrain au choix de style d'écriture), je le déploie aussi dans les choix de mes outils matériels de travail. J'ai choisi de travailler uniquement avec des logiciels libres, sous Linux. Je rédige mon manuscrit en utilisant \LaTeX , un logiciel libre et gratuit qui exige de l'utilisateur de se réappropriier les outils précis de mise en page et de rédaction, sans s'en remettre à des boîtes à outils toutes faites où l'utilisateur ou l'utilisatrice est pris-e par la main et guidé-e malgré lui ou elle dans sa rédaction. De la même manière, bien que reconnaissant leur utilité, j'ai refusé d'utiliser des logiciels d'aide au traitement de données qualitatives afin que ma lecture et mes analyses ne soient pas trop orientées par la structuration même de ces logiciels³⁵. Ces choix technologiques sont à la fois hérités – hérités de mes pratiques informatiques préexistantes et de ma socialisation antérieure au monde du logiciel libre – et cohérents avec ma démarche mais aussi avec mon objet de recherche : ne serait-ce pas ironique qu'en travaillant sur le mouvement alternatif je n'ai recours qu'à des outils *mainstream* et commerciaux construits par des entreprises capitalistes dominantes ?

3.4. Circonscrire le terrain de recherche

Toute démarche qualitative d'enquête suppose un terrain précis, là où le ou la chercheur-e va faire son « travail de terrain » pour construire des données qui seront ensuite analysées. L'ethnographie est une méthodologie qui nécessite un terrain précis où l'on peut observer le phénomène social qui nous intéresse, un lieu où se déroulent des interactions répétées. Cependant, le terrain n'est jamais *donné*. Il est toujours en

35. La structure interne d'un logiciel, la manière dont il fonctionne, n'est, évidemment, jamais neutre, et oriente nécessairement au moins marginalement, le regard de l'utilisateur ou de l'utilisatrice.

partie construit par le ou la chercheur·e en fonction de ses objectifs de recherche, de ses questionnements et de l'« objet » théorique et empirique de recherche qu'il ou elle a constitué. Cela implique que les contours de ce terrain sont toujours arbitraires et appartiennent davantage à la recherche qu'au terrain lui-même.

Pour étudier l'alternatif, j'ai décidé de faire l'ethnographie d'une initiative alternative spécifique, la projetant ainsi comme « synecdoque » (Becker 2002) de l'alternatif. Ce terrain me semblait au début aisément identifiable et délimitable mais s'est en fait révélé, au fil de l'enquête, beaucoup plus fluide et étendu que ce à quoi je m'attendais. Les frontières de mon terrain étaient finalement floues et difficilement distinguables : en suivant les individus sur le terrain, dans leurs pratiques quotidiennes, en remontant le long de leurs réseaux sociaux, où, finalement, s'arrêtait l'alternatif pour laisser place à ce qui ne l'était pas ?

3.4.1. Bioma et ses projets

À l'origine de Bioma, on retrouve un groupe de quatre ami·e·s, Rachel, Amanda, David et John, qui sont relié·e·s par des liens de parentés, d'affinité et, pour certain·e·s, d'intimité. Ce sont quatre personnes qui sont notamment intéressées par les thématiques environnementales, par l'agriculture urbaine et la permaculture, par l'autogestion, la résilience et l'autosuffisance. Depuis l'été 2014, alors qu'ils et elles habitent encore tou·te·s ensemble en colocation, ces quatre ami·e·s décident de construire des projets collectifs alternatifs.

L'Espace X

Pendant ce premier été, alors que certain·e·s finissent leurs études et que d'autres travaillent dans des organismes communautaires, ils et elles utilisent leur temps libre pour investir un petit terrain situé dans le quartier dit du Mile-Ex, entre les deux lignes de chemin de fer et les avenues Saint Laurent et Parc, à l'ouest de l'arrondissement de Rosemont-Petite Patrie à Montréal. Cette partie de la ville mélange des sites industriels, des entrepôts, des hangars et quelques habitations. Le terrain qu'ils et elles investissent appartient à un ami d'un·e des membres du groupe qui veut bien le leur prêter. Cet espace, qu'ils et elles baptisent l'Espace X – parfois aussi appelé Space X dans ce collectif trilingue –, sert à de multiples activités tant agricoles qu'éducatives, culturelles et festives.



Figure 2. L'Espace X en juillet 2014. – Photographie gracieusement offerte par Pablo Velez Tobar.

C'est un lieu dans lequel ces quatre ami-e-s expérimentent des techniques d'aquaponie³⁶ et de hügelkultur³⁷ et organisent des ateliers de bricolage et de *Do It Yourself* (DIY). Petit à petit, ces quatre personnes invitent leurs ami-e-s, leurs allié-e-s et leurs parents à utiliser l'espace. Leurs ami-e-s du collectif Dandelion qui font de l'apiculture urbaine viennent installer une ruche, d'autres ami-e-s organisent des soirées documentaires.

C'est un espace que les membres à l'origine de Bioma décriront ensuite, lors d'entretiens réalisés quelques années plus tard, comme étant très libre et créatif, là où ils et elles ont pu expérimenter des pratiques matérielles et sociales différentes. L'idée était déjà de

36. Des techniques pour faire pousser des plantes dans l'eau et non dans le sol.

37. C'est une technique agricole adoptée par certain-e-s adeptes de la permaculture : on forme une butte – ou on remplit un trou – à partir de débris de bois et d'autres matières compostables pour ensuite y cultiver des plantes. L'objectif est d'enrichir durablement le sol grâce à l'ajout de matières organiques et d'augmenter sa rétention d'eau.

se réapproprié un espace et de se servir de celui-ci pour rassembler de nombreuses personnes, partager des savoirs, expérimenter des pratiques et apprendre collectivement. Cet été est resté pour ces quatre ami·e·s comme un moment fondateur, la première fois où ils et elles ont animé ensemble un projet alternatif, ont pu se réapproprié un espace et commencer à rassembler sur celui-ci toute une communauté de proches, d'ami·e·s et d'allié·e·s. L'Espace X a continué à être utilisé pendant les étés 2015 et 2016 puis a progressivement été délaissé au profit des autres projets du groupe, d'autres espaces qu'ils et elles ont investis.

La coopérative Bioma

Avec ce premier été d'expérimentations collectives, John, Amanda, Rachel et David ont décidé de continuer dans cette voie et de développer d'autres projets collectifs. Ils et elles ont créé en parallèle deux projets qui sont par la suite devenus complémentaires.

Pendant l'hiver 2014-2015, ils et elles ont créé la coopérative de travail Bioma. David, John et Rachel en sont devenu·e·s des travailleurs·euses et Amanda était membre du conseil d'administration. L'objectif de ce projet était de se créer de l'emploi, de se soustraire le plus possible aux contraintes et hiérarchies du salariat. La coopérative vend des services d'aménagement et d'entretien paysager écologique et comestible ainsi que, à l'origine, des services d'agriculture urbaine.

La coopérative remplit à la fois une fonction économique en permettant à ses travailleurs et à sa travailleuse d'avoir un emploi et des revenus, mais elle a aussi des objectifs sociaux et politiques. Les services que vend la coopérative visent tous à développer des aménagements écologiques, sans pesticides, à naturaliser des espaces urbains ou péri-urbains et à augmenter la production alimentaire en ville. Sur le site Internet de la coopérative³⁸, Bioma inscrit explicitement son objectif dans la contribution à une « transition socio-écologique à travers différents projets communautaires, dont la production alimentaire locale et la ré-appropriation d'espaces urbains sous-utilisés au bénéfice de la communauté ». Dès le début, les quatre ami·e·s à l'origine de Bioma conçoivent la coopérative comme le « véhicule légal » de leurs activités alternatives.

38. <https://www.coopbioma.com>.

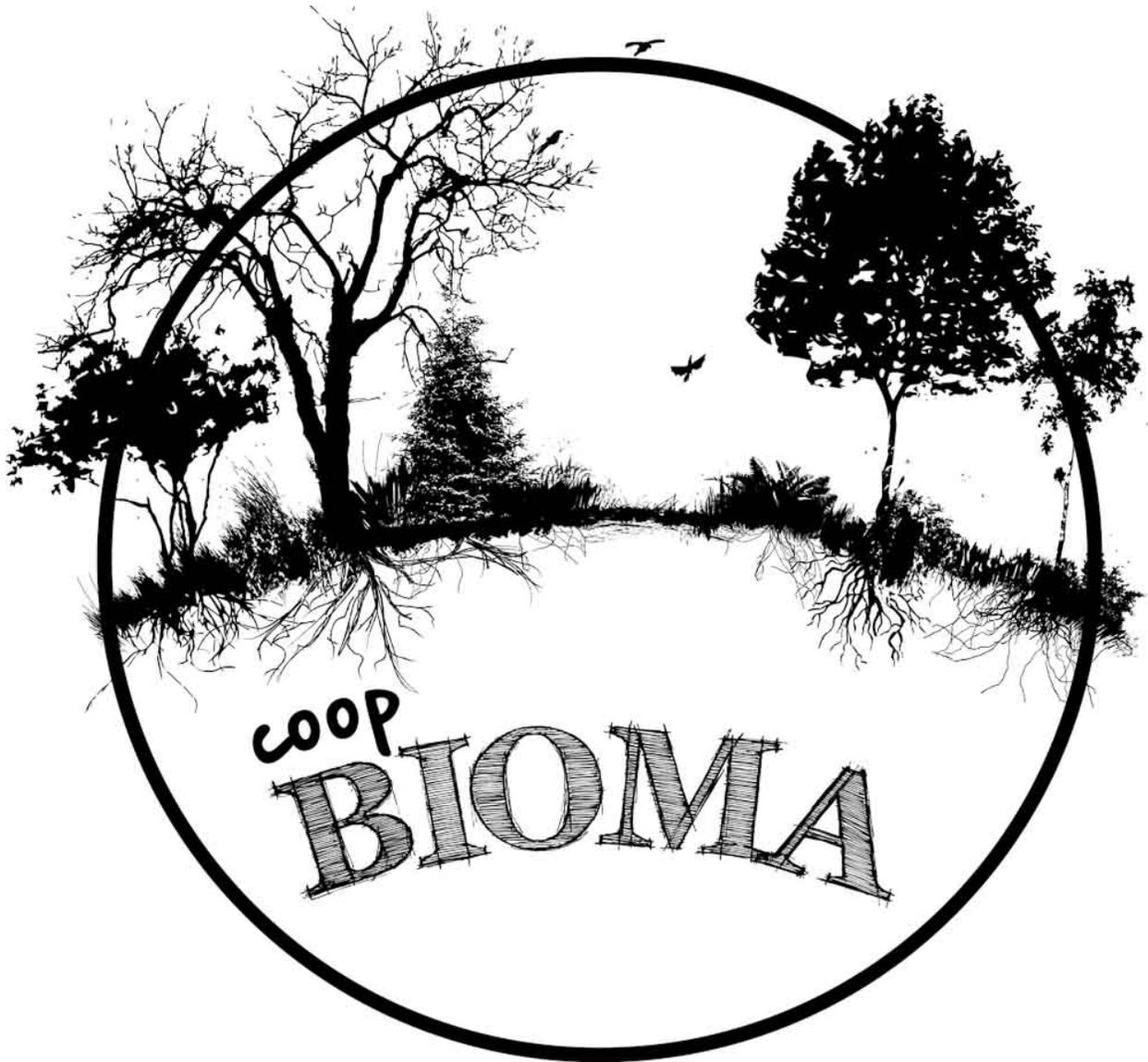


Figure 3. Logo de la coopérative de travail Bioma

Le terrain à Harrington

En parallèle de la création de la coopérative, Rachel, John, David et Amanda achètent collectivement un terrain dans les Laurentides à un peu plus de cent kilomètre au nord-ouest de Montréal. Ce terrain qui est collectivement appelé tout simplement soit « le terrain », soit « la terre », est un espace sur lequel ces quatre personnes veulent développer un projet collectif. C'est le seul projet collectif qui leur appartient vraiment en propre et où ils et elles peuvent « faire ce qu'[ils et elles] veu[lent] ».

Ce terrain fait en tout 33 acres et s'étend des bords de la route 327, à côté d'un petit lac et d'une zone marécageuse au fond d'une vallée, au sommet d'une colline recouverte de forêt. Il n'y a pas de maisons construites, juste un vieux wagon de train des années 1940 qu'un précédent propriétaire a installé au-dessus du lac et une cabane à outils recouverte de tôles. Un ruisseau d'eau potable coule au milieu du terrain, alimentant le lac et abreuvant les habitant-e-s.

Acheté en 2015, le terrain a été peu à peu développé : un espace agricole a été créé au milieu de la forêt et des espaces de camping ont été installés dans la forêt. Au fil de années, de nouveaux espaces ont été aménagés à la fois afin de pouvoir accueillir plus de monde mais aussi pour pouvoir se rassembler pour cuisiner ou passer des soirées ensemble. Une cabane a aussi été construite plus haut dans la forêt. Personne n'habite ici au quotidien. C'est en fin de semaine ou pendant les vacances que les quatre co-proprétaires, leurs ami-e-s et leurs proches viennent passer du temps, jardiner, bûcheronner, se reposer, se retrouver.



Figure 4. Installation des jardins dans la forêt à Harrington en octobre 2016. – Photographie de l'auteur.

Le terrain à Harrington est conçu par ses co-proprétaires comme étant leur projet à long terme. C'est aussi le lieu où ils et elles ramènent leurs ami-e-s et leurs parents, où

ils et elles cultivent autant des légumes que leurs amitiés. Ce terrain combine ainsi plusieurs fonctions. C'est un espace agricole de production de nourriture et d'expérimentation de permaculture. C'est aussi un espace de protection de la nature et de la diversité où la majeure partie de l'espace est réservée à la forêt et à ses habitant·e·s. C'est un lieu d'événements sociaux et culturels où sont invité·e·s les ami·e·s et les proches de Rachel, John, Amanda et David. Toute cette « communauté » vient de temps en temps vivre ensemble quelques jours en forêt, échanger leurs savoirs, leurs connaissances, travailler la terre, faire la fête et se rencontrer. C'est enfin un espace « sanctuaire » de ressourcement en nature, de soin et de bien-être pour les personnes qui viennent se reposer de la ville, de leur travail et/ou de leurs engagements.

Les jardins du Craterre

En 2006, l'Université de Montréal acquiert le terrain de l'ancienne gare de triage d'Outremont pour y développer le nouveau campus des sciences. Le projet met quelques années à se concrétiser. Puis, à partir de 2013, les membres du bureau de projet en charge de la communication, de l'animation et des relations avec les quartiers autour du chantier, envisagent de dédier une petite partie du terrain à l'installation de projets communautaires éphémères. C'est un bout de terrain d'une superficie de quatre acres, situé à l'est du site, entre une zone industrielle et deux voies de chemin de fer, assez loin, finalement, de là où le campus va être construit, qui est choisi pour installer ces projets. Cet espace du site ne sera en effet pas développé, d'un point de vue immobilier, avant de nombreuses années. Ce n'est qu'en 2015 que les premiers projets collectifs, au début presque exclusivement écologiques et/ou agricoles, s'installent sur le site.

Un ami des membres de Bioma est alors employé par l'Université de Montréal et l'une de ses missions est de trouver des organismes qui veulent bien venir s'installer sur ce site. Cet ami a été impressionné par le projet de l'Espace X et il propose à David, John, Rachel et Amanda, alors en train de créer la coopérative Bioma et d'acheter le terrain dans les Laurentides, d'installer des jardins collectifs sur ce grand espace qui, au début, est une sorte de marécage urbain autour d'un grand trou. Bioma installe donc des jardins qu'ils et elles vont assez rapidement appeler le Craterre en référence à la topographie particulière du lieu.



Figure 5. Le Craterre pendant l'été 2015. – Photographie gracieusement offerte par Pablo Velez Tobar.

Le Craterre est d'emblée conçu comme un espace ayant plusieurs objectifs distincts. C'est tout d'abord un projet agricole productif où la nourriture produite sert à nourrir les membres de Bioma et les bénévoles qui viennent jardiner. Les légumes sont aussi vendus et livrés directement – en vélo – à des restaurants du quartier pour promouvoir la nourriture locale. C'est aussi un espace de partage de connaissances, de rassemblement d'amis, de rencontre et de « construction d'une communauté » de jardiniers et jardinières.

Au fil des années le projet se transforme. Pendant le printemps 2016, l'Université décide d'assainir et de dépolluer le terrain. Lorsque les jardiniers-ières de Bioma arrivent pour commencer la saison, l'espace est totalement aplani, drainé, stérile. Tout est à refaire. Les jardins du Craterre – qui ne garde de Craterre que le nom, mémoire de la première année des jardins – se déplacent au coin nord-ouest du site des projets éphémères. C'est à ce moment que mon enquête a commencé.

Le Craterre est un jardin qui mélange des techniques de *spin farming* – c'est-à-dire de la culture en rotation de légumes à croissance rapide comme des choux, des salades ou quelques légumes racines, sur des lits de terre et de compost – avec des techniques inspirées de la permaculture. Les lits sont larges d'environ un mètre et long d'une dizaine de mètres, séparés entre eux par des sentiers. L'idée est de permettre une mobilité dans le jardin et un accès aux lits de culture afin de faciliter le travail agricole. Il y a quatre sections de lits où sont cultivés des légumes en rotation. À cela s'ajoute un jardin médicinal où sont cultivées des plantes vivaces, c'est-à-dire qui survivent à l'hiver et prospèrent d'une année sur l'autre. Il y a enfin des longs lits plus épais pour cultiver des tomates et un petit jardin dit « des bénévoles » où l'on expérimente la culture d'autres légumes.



Figure 6. Les jardins pendant l'été 2018 – Photographie gracieusement offerte par Pablo Velez Tobar.

À l'entrée des jardins, il y a une zone non cultivée où l'on se rassemble et où ont lieu diverses activités. Tous les mercredis après-midis, un mini-marché est organisé lors duquel n'importe qui peut venir acheter des légumes dont le prix varie selon les moyens des acheteurs-teuses³⁹. Il y a souvent en même temps des ateliers de partage de connaissances autour des techniques agricoles, de récolte ou de transformation des légumes. Ces ateliers sont gratuits et ouverts à tou-te-s. Enfin, il y a des concerts, ou d'autres événements culturels et artistiques qui finissent parfois par des projections de films ou par des fêtes dansantes lors desquelles les jardiniers-ières et leurs ami-e-s se rassemblent.

Entre 2016 et 2019, les jardins se sont étoffés, avec le travail des jardiniers-ières et les légumes qui poussent d'une année sur l'autre, les sols se sont progressivement enrichis et la production agricole a augmenté. Les activités se sont diversifiées à mesure que les liens avec les autres projets présents sur le site se sont approfondis. L'espace des projets éphémères s'est structuré, de nouveaux projets non agricoles sont arrivés et la face du site s'est transformée. La dimension productive et commerciale du Craterre s'est aussi atténuée au profit des dimensions collectives et éducatives.

3.4.2. Extensions et limites du terrain

Mon entrée sur le terrain s'est faite par le biais du « noyau dur » de Bioma que j'ai rencontré lors de la conférence à l'organisation de laquelle je participais en avril 2016. Mon objectif premier était d'étudier « Bioma » que je comprenais comme étant un groupe de quatre personnes menant différents projets alternatifs. Finalement, en arrivant sur le terrain, j'ai vu que le groupe moteur de ce projet avait lui-même évolué. En 2015, Fred rencontre les quatre fondateurs-trices et s'investit de plus en plus dans les projets jusqu'à intégrer, informellement, le « noyau dur ». Mon terrain n'était plus un groupe de quatre mais de cinq personnes.

Petit à petit, j'en suis venu à concevoir mon terrain non plus comme étant ce groupe d'organisateur·s et d'organisatrice·s à l'initiative des projets, mais plutôt les projets eux-mêmes. Dans cette configuration, le noyau dur n'était plus l'objet de mon enquête mais une composante importante de mon terrain. C'est une composante importante à plusieurs égards car c'est le groupe à l'origine des projets mais qui est aussi le moteur de ces

39. Les légumes sont offert·e-s avec une échelle de prix indicative et les client·e-s sont invité·e-s à payer selon leurs ressources et en fonction de cette échelle.

derniers. Ce sont en effet les membres de ce noyau dur qui mobilisent leurs réseaux, sont responsables de et animent les espaces, expérimentent et organisent au quotidien les activités collectives à l'Espace X, à Harrington et au Craterre. Ils et elles ont donc été, tout au long de ma recherche, mes interlocuteurs et interlocutrices privilégié-e-s. C'est aussi avec ces personnes que j'ai négocié les conditions de mon enquête et de ma participation aux projets.

Cependant, en décentrant mon regard de ce seul groupe aux projets en eux-même⁴⁰, je me suis rendu compte qu'on ne pouvait pas vraiment comprendre « Bioma » sans prendre en compte toute la « communauté » qui se rassemble autour des projets. Ce ne sont pas seulement les cinq membres du noyau dur qui jardinent, organisent, animent et proposent. Leurs projets ne font sens qu'en prenant en compte les ami-e-s, allié-e-s, bénévoles, proches, partenaires et autres interlocuteurs et interlocutrices du groupe qui, collectivement et de manière contrastée, façonnent et rendent possibles ces projets. En d'autres termes, c'est à partir des projets de Bioma, en explorant les différentes facettes et en rencontrant les différent-e-s acteurs et actrices que j'ai mené mon terrain. En ce sens, cette thèse porte avant tout sur les projets de Bioma et sur toutes les interactions, relations, pratiques, groupes et réseaux qui s'y entrecroisent.

En partant des différents projets de Bioma – la coopérative, le Craterre, l'Espace X et le terrain à Harrington, dans l'ordre dans lequel je les ai découverts – j'ai élargi ma focale initiale. Cela n'est pas allé sans poser des questions notamment quant à la délimitation de mon terrain. Les projets de Bioma sont relativement définis et délimités. Ils s'ancrent dans des espaces physiques dont les frontières sont claires. Mais ce n'est pas le cas des personnes et des groupes qui utilisent ces espaces. Certaines personnes n'y viennent qu'une fois, ne font que passer. D'autres arrivent et y restent, s'y impliquent et finissent par faire partie de la « communauté de Bioma ». Certaines personnes s'investissent dans tous les projets de Bioma, d'autres seulement dans l'un ou l'autre d'entre eux. Les limites du collectif qui se rassemble autour des projets de Bioma sont floues. Même s'il y a des chevauchements, chaque projet a son propre collectif. De plus, mis à part pour le noyau dur, l'engagement des individus n'est pas constant dans le temps. Enfin, les relations entre les membres de la « communauté » sont diverses et vont de relations de travail et

40. C'est dans les jardins du Craterre et au terrain à Harrington que j'ai passé le plus de temps car le projet de l'Espace X était moins actif après l'été 2016.

de militantisme à des relations d'amitié. En d'autres termes, c'est une « communauté » mouvante et floue, qui s'insère dans des réseaux qui la traversent et la dépassent.

De plus, les projets de Bioma s'inscrivent dans des contextes sociaux, spatiaux et institutionnels spécifiques. Pour comprendre les dynamiques internes des jardins du Craterre, par exemple, il faut prendre en compte les autres partenaires qui partagent le site mais aussi les membres de l'Université de Montréal qui gèrent l'espace sur lequel ces projets se situent. Les projets de Bioma ne se conçoivent pas comme des isolats et les personnes qui s'y engagent tissent des liens avec les voisin·e·s, les projets et collectifs à proximité ainsi qu'avec les quartiers environnants. Là aussi, donc, se pose la question de l'extension du terrain de recherche.

C'est par la pratique du terrain que j'ai peu à peu délimité mon terrain de recherche. En allant quotidiennement dans les espaces de Bioma, au Craterre, à l'Espace X, à Harrington, en participant aux activités, en rencontrant les militant·e·s, les bénévoles, les partenaires, les ami·e·s, les allié·e·s, les voisin·e·s, bref en rencontrant la plupart des personnes qui passaient dans ces espaces et participaient aux activités, j'ai pu construire une image de mon terrain et de son extension. En d'autres termes, je n'ai pas conçu mon terrain, je ne l'ai pas défini *a priori*. Je suis entré dedans par l'intermédiaire du groupe, dont j'ai compris ensuite qu'il n'en formait que le « noyau dur », puis je l'ai vécu, traversé et étudié. C'est la pratique de terrain qui a donné son extension à ce dernier. L'arbitraire inévitable de la clôture du terrain s'est logée dans ma pratique de terrain et non dans une décision hors sol.

*

* *

L'objectif de ce chapitre est d'explicitier ma démarche de recherche et ses différentes implications tant méthodologiques, éthiques et politiques qu'épistémologiques et ontologiques. Mon ethnographie s'inscrit dans une démarche militante et politique qui vise autant à participer – concrètement, physiquement et intellectuellement – aux initiatives alternatives en général et à la communauté formée autour de Bioma en particulier qu'à construire des connaissances scientifiques et à participer aux débats sociologiques.

Ma recherche a pris la forme d'une immersion totale dans mon terrain, faisant l'expérience personnelle et quotidienne de l'expérimentation alternative et préfigurative. Je sors

en partie transformé de cette recherche : mon réseau social est différent, mes connaissances – tant sociologiques que pratiques, culturelles qu’agricoles – sont plus conséquentes et mon rapport à l’éthique du *faire* et du *Do It Yourself* s’est décomplexé. Mon travail de recherche s’inscrit aussi, on l’a vu, dans une ontologie relationnelle où l’on admet une pluralité de mondes vivants différents qui peuvent coexister, interagir et qui ne sont ni finis ni ossifiés. Dans ce cadre, mon travail vise aussi à rendre visible et à participer à l’émergence de mondes alternatifs.

Les analyses que je présente dans la suite de ma thèse s’appuient donc sur un long travail de terrain au cours duquel j’ai tissé de nombreuses relations tant de recherche que d’amitié et de proximité. Cela m’a permis de construire une compréhension approfondie des projets de Bioma et du vécu des différent·e·s personnes rencontrées sur le terrain. À partir de ces données, je construis des analyses qui ne visent pas à proposer de grandes théories *expliquant* l’alternatif. Je propose plutôt un récit et une compréhension des pratiques alternatives auxquelles j’ai pu participer et de la manière dont des tensions surgissent, sont vécues, travaillées et, éventuellement, dépassées par les personnes engagées dans ces pratiques.

Deuxième partie

Le « système racinaire » de Bioma

Chapitre 4

Bioma au croisement de plusieurs mouvements sociaux

On peut considérer l'alternatif comme étant une dimension spécifique de l'action collective et qui s'inscrit en tant que telle dans un mouvement social plus large. « Portées par des mouvements sociaux », les actions collectives cherchent à « mettre en cause les rapports de domination ou de pouvoir [et révèlent] les conflits et [les] tensions propres » à la société contemporaine (Hamel 2018, 308). Une action collective s'inscrivant dans un mouvement social implique la construction d'une solidarité entre les militant·e·s qui entrent dans une forme de conflit avec des institutions dominantes en « transgressant les limites de compatibilité du système de relations sociales » dans lequel elle s'insère (Melucci 1989, 28). Bioma est une initiative qui s'inscrit dans le mouvement environnemental : c'est un collectif qui lutte pour la défense de l'environnement, qui participe aux débats écologiques et à la promotion de la biodiversité, qui cherche à remettre en cause les « modèles culturels qui guident l'action et structurent la vie quotidienne et les modes de production, d'échange et de consommation »¹ (Melucci 1989, 96) qui ont des conséquences néfastes sur l'environnement. Si Bioma s'inscrit avant tout dans le mouvement environnemental – un mouvement caractérisé par sa diversité et son aspect hétéroclite (Rootes 1999) – c'est une initiative au sein de laquelle convergent une diversité de luttes. Dans ce sens, et comme on va le voir dans ce chapitre, c'est un type particulier d'action collective qui participe à la redéfinition du mouvement environnemental en créant des points d'intersection avec d'autres mouvements sociaux.

1. « *The cultural models that guide action and structure daily life, modes of production, exchange and consumption* ».

Comme le soutient Alberto Melucci (1989, 26), l'existence et l'unité d'une action collective est le résultat et non le point de départ d'un processus social. Dans ce chapitre, je propose d'analyser la manière dont Bioma se construit, comment l'identité collective du groupe est construite et ce que cela dit de la spécificité de l'alternatif comme mode d'action participant à des mouvements sociaux. Je commence par présenter comment les trajectoires militantes des personnes s'impliquant dans Bioma se croisent et permettent la mobilisation de réseaux militants divers. Cela me permet de dresser une cartographie militante de Bioma et de situer les luttes et enjeux dans lesquels les membres de Bioma s'insèrent. À travers ces biographies, on voit surgir différents types d'engagement qui s'articulent tous autour d'un même mode de vie militant alternatif. Ces différents engagements amènent le collectif à construire des alliances effectives avec d'autres collectifs, participant à et aidant d'autres luttes. On verra alors comment l'alternatif, tout en s'inscrivant dans un mouvement social en particulier, peut servir de support, matériel et cognitif, à d'autres luttes et d'autres actions collectives. Un aspect particulièrement saillant de ce rôle de support que Bioma joue pour les multiples engagements des militant-e-s est dans la création d'un espace-sanctuaire. Les pratiques alternatives amènent à la création d'un espace social expérimental orienté vers le soin de soi et du collectif, un espace de repos *militant*. C'est notamment au sein de cet espace que sont construites et développées des valeurs communes, fondées sur des critiques radicales de « la société » et qui donnent naissance à des idéaux collectifs fondant l'identité collective de Bioma.

4.1. Mobilisation collective et trajectoires d'engagement

4.1.1. Radiographie militante et genèse de l'alternatif

John ne se définit pas comme un militant. Lorsque, en entretien, je lui demande s'il a déjà eu des engagements militants, il se creuse la tête et doit faire un effort narratif pour ré-agencer sa vision de sa propre vie afin de trouver des moments ou des actions qui collent avec ce que l'on appelle du militantisme ou de l'engagement politique et social. Par contre, lorsque l'on aborde le domaine de l'agriculture, de la production alimentaire et du rapport à la nature, il devient intarissable. Son récit devient fluide et remonte jusqu'à son enfance :

J'ai étudié l'agriculture, l'agriculture écologique (...) et je me suis intéressé aux petits systèmes de production, genre autour d'un hectare, quelque chose comme ça. Une taille où, tu sais, les gens ne sont pas seulement auto-suffisants mais peuvent produire un peu plus et... Je ne sais pas, c'est juste une approche plus soutenable du soin de la planète et de la production de nourriture. Donc c'est ça qui m'intéresse (...) J'ai toujours voulu avoir ma propre terre. Je pense que c'est un des mes objectifs : mettre en pratique toutes ces choses que j'ai apprises. (...) J'imagine, quand j'y repense, j'ai toujours été intéressé par le jardinage... Genre tu pouvais me mettre dehors, j'allais pas aller me balader pour ramasser des jouets. J'étais juste naturellement intéressé, personne n'avait besoin de m'amener [vers le jardinage]. Mes frères n'étaient pas intéressés comme moi, ma mère m'a jamais emmené... Juste j'avais cet intérêt. Mes parents sont des jardiniers donc ça semblait évident, pour moi.

John, été 2017

C'est par le détour de l'agriculture que John (re)construit la cohérence de son parcours vers la création d'un projet agricole collectif alternatif et préfiguratif. Ce n'est pas le seul. David aussi articule son parcours autour de ce rapport (précoce) à la nature et à l'agriculture et à la volonté de pouvoir, collectivement, produire de la nourriture pour être le plus auto-suffisant possible et pouvoir distribuer, d'une manière ou d'une autre, des surplus. Leurs perspectives et leurs trajectoires se ressemblent en ce sens qu'elles s'articulent autour d'un désir d'autonomie et de liberté qui s'incarne dans l'auto-production et la (re)prise en main de leurs moyens de subsistance.

À l'inverse de John et David, c'est par le militantisme et une conscience sociale et politique réflexive que Rachel, comme Amanda, sont arrivées à l'alternatif. Toutes les deux racontent leur vie en l'articulant autour d'épisodes d'engagements, notamment contestataires, de moments de socialisations politiques qui s'ancrent tout autant dans des voyages et des rencontres que dans l'engagement dans des réseaux militants et des luttes et qui remontent au moins à leur adolescence. Leurs histoires de militantisme sont étoffées : elles mettent chacune en avant plusieurs modes de militantisme successifs jusqu'à un tournant important, lors de leur participation au contre-sommet du G20 à Toronto en 2010 lors duquel elles sont toutes deux arrêtées de manière arbitraire et poursuivies au pénal avec plusieurs centaines d'autres militant·e·s. Dans les mois qui suivent, elles participent à l'organisation de leur défense collective et rencontrent d'autres militant·e·s plus âgé·e·s, plus expérimenté·e·s et plus radicaux·ales. C'est notamment à leur contact qu'elles passent d'une posture davantage « sociale-démocrate » (entretien avec Amanda, automne 2017) marquée par le « bénévolat » et la « confiance envers le système », à une posture plus

critique, plus radicale – sans être explicitement anarchistes, elles s’inspirent de ce mouvement.

Le groupe à l’origine de Bioma est hétérogène autant du point de vue du militantisme que des histoires personnelles. Schématiquement, on peut noter que Bioma est le fruit des deux types de trajectoires qui se croisent : l’une ancrée dans l’agriculture et le désir d’auto-subsistance et l’autre marquée par un militantisme qui s’est radicalisé au fur et à mesure des engagements vécus. En d’autres termes, Bioma est le fruit du croisement de biographies singulières qui se retrouvent dans des pratiques agricoles, un désir d’autonomie et des engagements militants. Bioma est une initiative hybride : la pratique agricole, aussi collective soit-elle, est éloignée des pratiques militantes habituelles auxquelles Rachel, par exemple, prend normalement part. En même temps, les projets de Bioma ne sont pas de simples exploitations agricoles. On trouve ici une caractéristique de l’alternatif qui se trouve aux marges du militantisme, qui fait se croiser des trajectoires très « politiques » avec des trajectoires de vie qui ne sont pas articulées autour d’engagements militants.

On retrouve ce que je décris pour le « noyau dur » de Bioma lorsque l’on regarde l’ensemble de la communauté qui s’articule autour des projets de Bioma. On y retrouve une grande diversité de profils et de trajectoires qui ne sont pas toutes marquées par le militantisme. Certaines personnes comme Anne ou Véro, par exemple, sont très engagées dans des mouvements sociaux écologistes et c’est par ce biais-là qu’elles sont arrivées à Bioma. D’autres, comme Abi, sont des artistes engagées dans des pratiques culturelles et artistiques qui sont en même temps conçues comme étant des formes de militantisme social et politique. Il y a enfin tout un ensemble d’individus, comme Benjamin ou Rosalie, qui n’ont pas une histoire particulière de militantisme mais qui viennent aux jardins tout d’abord pour jardiner et « aider un projet qui leur plaît » (entretien avec Benjamin, été 2017). C’est aussi le cas de Fred qui n’articule pas son histoire de vie autour d’engagements contestataires particuliers : d’emblée il place explicitement son récit de vie dans le soutien à distance de mouvements sociaux et non dans un engagement direct, soutenu et contestataire qu’il associe à une expression légitime de colère. Si on peut argumenter que la solidarité, même distanciée, avec un mouvement social et l’engagement direct et « actif » dans celui-ci sont deux types d’engagements qui se recoupent, Fred distingue ces deux engagements et ne se reconnaît que dans le premier :

Il y a beaucoup de monde en colère à cause du système. Et je comprends toute cette colère aussi, mais je ne veux pas la vivre. C'est pas... C'est juste pas qui je suis, ce n'est pas ce sur quoi je veux que mes actions se basent. Je veux que mes actions se basent sur l'amour et comment créer ces espaces où l'amour peut se propager, être partagé et montrer aux gens que c'est possible. C'est quelque chose que l'on doit faire et inspirer parce qu'on ne peut pas juste se battre tout le temps : le système est en place et, oui, ils ont des plus grosses armes ! Et, et donc mon militantisme a toujours été plus orienté vers le support à apporter aux militants qui sont un peu plus *hardcore* ; juste être présent.

Fred, automne 2017

Face aux discours de baisse de l'engagement politique des jeunes – qui serait révélée par la baisse du vote et de la participation dans des organisations traditionnelles comme les partis politiques ou les syndicats –, plusieurs auteur·e·s insistent au contraire sur une mutation des modes d'engagement. Ainsi, par exemple, Rachel Sarrasin et ses collègues analysent une recrudescence des engagements politiques radicaux, notamment issus des milieux anti-autoritaires et anarchistes, qui investissent des espaces sociaux en parallèle des institutions et des engagements traditionnels en remettant en cause les formes – notamment la hiérarchie qui y est prégnante et la discipline organisationnelle qu'elle implique ainsi que l'objectif de prise de pouvoir qui en est la stratégie principale (Sarrasin et al. 2012). Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers (2009) parlent, eux, d'« alter-activites » : des militant·e·s souvent jeunes, engagé·e·s pour la justice globale et qui combinent dans leurs engagements des éléments hérités d'un militantisme horizontaliste et autogestionnaire et d'une (sous-)culture jeune marquée par la créativité et une aspiration à la préfiguration.

Ce que l'on voit avec Bioma est un autre cas de figure qui ressemble en partie à la radicalité décrite par Rachel Sarrasin et ses collègues et à l'« alter-activisme » de Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers mais qui en diffèrent par le fait que Bioma est le fruit singulier et hybride d'un croisement entre des trajectoires militantes et des trajectoires non-militantes. À l'instar de ce que décrit Chris Bobel (2007), cette articulation singulière de militant·e·s et de non-militant·e·s, au sein d'une action collective politique et sociale, dont la forme même est un type de revendication (Juris et Pleyers 2009), tend à nuancer les affirmations d'alignement préalable des identités individuelles sur une identité collective – marquée, justement, par l'identité militante – comme condition du mouvement social.

4.1.2. Mobilisation le long des réseaux de Bioma

Au début de l'été 2016, une amie proche des membres du noyau dur de Bioma, co-fondatrice de la Place Commune, un café autogéré militant du quartier de Parc Extension, commence à installer un nouveau jardin urbain pour permettre au café de produire de la nourriture fraîche, biologique et locale à prix accessibles pour les habitants défavorisés du quartier. Les travaux d'installation du potager prennent du retard car la Place Commune ne mobilise pas beaucoup de bénévoles et autres allié·e·s et le terrain est particulièrement défavorable pour l'agriculture : c'est un sol argileux, très dur, cuit par le soleil sur lequel il faut transporter d'importantes quantités de terre et de compost fertiles. Rachel lance alors un appel sur les réseaux sociaux pour mobiliser ses ami·e·s des milieux écologistes et d'agriculture urbaine ainsi que les bénévoles déjà engagé·e·s dans le Craterre. Une quinzaine de personnes répondent à l'appel et les jardins de la Place Commune sont installés en moins d'une journée. Rachel est capable de mobiliser largement tout un réseau de personnes engagées, issues de milieux militants.

Extrait de carnet de terrain, été 2016

C'est pas... C'est pas un rassemblement d'individus uniques ici. Il y a, tu sais, peut-être sept ou huit personnes-clefs qui réseautent et qui, genre, se rassemblent ici, si tu vois ce que je veux dire. Plutôt que genre trente personnes différentes.

John, été 2017

Il y a une diversité des profils et des trajectoires qui façonnent Bioma et la situe à l'intersection d'un réseau développé qui s'étend dans différentes directions. Faire la cartographie de ce réseau n'est pas chose aisée². C'est en passant à travers des « personnes-pivots » que j'ai pu effectuer une cartographie du contexte militant dans lequel Bioma s'insère. Ces « personnes-pivots » sont des individus qui mobilisent et construisent de manière spécifique, au quotidien, leurs réseaux à la fois pour s'engager dans les projets de Bioma mais aussi, plus simplement, pour l'organisation d'événements ponctuels qui rythment la vie du collectif. Ces réseaux ne sont pas pré-existants ni structurels, mais bien animés, construits, négociés et entretenus par les différents individus qui les composent au quotidien (Barassi 2013). Dès lors, si certaines personnes ne viennent que pour un événement ou une corvée collective spécifique, d'autres, comme Anne, Véro ou Émilie deviennent des habituées des projets. Elles s'y engagent et finissent par faire partie de la communauté qui se rassemble autour de Bioma. Elles-mêmes mobilisent leurs propres réseaux : chaque personne-pivot – comme Rachel ou Véro par exemple – lance un appel dans un réseau déjà constitué pour venir rejoindre les projets de Bioma.

2. Pour le faire, je suis passé par mon propre vécu de terrain lors duquel j'ai procédé à l'identification et l'inscription des personnes rencontrées dans leurs propres réseaux, ainsi que par des conversations et des entretiens qui m'ont permis de reconstruire ces rhizomes.

Dans les sept ou huit « personnes-clefs » que mentionne John en entretien, on peut en nommer plusieurs et dessiner schématiquement les types de réseaux qu'elles mobilisent. Il y a donc Rachel qui ramène notamment des personnes issues des milieux écologiste et anti-autoritaire. Son réseau s'est constitué tout au long d'actions collectives contestataires, de rassemblements et de camps de formation. Il y a aussi David et John qui mobilisent une communauté d'artistes-militant.e.s d'un côté et d'agronomes, horticulteurs et apiculteurs de l'autre. Il y a Amanda qui s'inscrit dans des réseaux militants de défense des droits et qui mobilise en même temps avec Fred tout un ensemble d'individus qui se dédient à la santé alternative – des soigneurs, des herboristes, des enseignantes de yoga. Au fur et à mesure que je menais mon terrain de recherche, je suis moi-même devenu une sorte de « personne-pivot », mobilisant mon propre réseau au sein de la communauté de Bioma.

Si Bioma croise bien des trajectoires – et des réseaux – militantes comme non-militantes, c'est avant tout autour d'enjeux environnementaux que ces personnes se rassemblent. Ces enjeux sont variés et vont de l'agriculture urbaine et biologique et de la permaculture à la question du localisme et de la durabilité des communautés locales en passant par la connexion avec la nature et sa protection. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres dimensions ou d'autres réseaux relevant d'autres mouvements sociaux qui sont présents : on retrouve des thématiques et individus issus de milieux anti-autoritaires et anarchistes, décoloniaux et féministes. Mais c'est le mouvement environnemental qui donne son unité à la communauté rassemblée autour de Bioma et qui en teinte l'ensemble des actions et engagements.

4.2. Articulation des engagements

Bioma rassemble des individus aux histoires militantes diverses – parfois même non-existantes – pour participer à des actions collectives qui s’inscrivent largement dans un mouvement environnemental. Bioma est un espace où s’articulent divers types d’engagements, de stratégies et d’alliances qui débordent la seule dimension environnementale.

4.2.1. Modes de vie engagés

Un vendredi soir au mois de juillet 2016, on se retrouve à la Terre à Harrington pour une fin de semaine de travail collectif et de fêtes entre ami-e-s. Tout le monde était invité à ramener de la nourriture à partager pour tous les repas et nombreux-euses sont celles et ceux qui ont ramené de la nourriture récupérée dans les poubelles des magasins. Une des filles présentes sort du coffre de sa voiture des glacières remplies de végé-pâtés, de yaourts, de pains de différentes sortes, de fromages, de tofu et de bien d’autres choses encore, le tout biologique.

« On est allé faire du *dumpster* avec mon père et regardez tous les trésors qu’on a trouvé ! » s’écrit-elle. En même temps, Fred sort du coffre de sa voiture d’autres glacières remplies de kale, de mitsuna, de roquette, de carottes, de betteraves qui, toutes, viennent du Craterre. Amanda file dans les jardins pour récolter des herbes aromatiques et d’autres types de salades pour agrémenter le repas du soir. Tout le monde a ramené des choses qui viennent du *dumpster* ou de leurs propres petits jardins urbains : certain-e-s ont amené des confitures qu’ils et elles ont fait à partir de fruits trop mûrs ramassés dans les poubelles du super-marché d’à côté ; d’autres ont ramené des échantillons de leur récolte de petits oignons ; d’autres encore ont fait leur propre pain ou leur propre végé-pâtés. Ceux qui sont « juste » allés au super-marché faire leur épicerie – pour acheter l’éternel café, par exemple – ont acheté des produits biologiques et/ou équitables, le plus possible. Enfin sauf pour les bières et les chips qui traînent dans l’espace cuisine et qui, bien que locales, sont issues de l’industrie agro-alimentaire et de la grande distribution. Une prochaine fois, on amènera notre propre bière !

Ce soir, comme à chaque fois à Harrington, il y aura abondance de nourriture, les repas seront à la fois bons, locaux et biologiques. Et tout cela n’aura vraiment pas coûté cher.

Extrait de carnet de terrain, été 2016

Tout du long de mon terrain de recherche, je me suis peu à peu socialisé au mode de vie des personnes faisant partie de la communauté de Bioma. Si j’avais déjà quelques habitudes de consommation plus écologiques et éthiques, ancrées dans une critique du modèle consumériste, mes pratiques se sont étoffées et développées. J’ai pu m’initier – sans toutefois l’adopter totalement – au *dumpster-diving*, cette pratique qui consiste à lutter contre le gaspillage alimentaire en allant récupérer la nourriture encore comestible jetée par les épicerie. J’en suis aussi venu à me nourrir davantage, surtout l’été, d’aliments que nous faisons pousser nous-même au Craterre et à Harrington. En d’autres

termes, j'ai aligné mon mode de vie sur ce que John décrit lui-même en entrevue comme étant un mode de vie éloigné de la grande consommation :

Uhm oui, je dirais un mode de vie avec très peu de consommation. Comparé au gaspillage du Nord-Américain moyen... Je le définirais comme étant un mode de vie un peu anti-capitaliste et orienté vers une basse consommation. Cela passe surtout par la production de mes propres trucs et essayer de faire durer mes affaires. Je ne suis pas sûr, je n'ai jamais essayé de décrire mon mode de vie auparavant...

John, été 2017

Le mode de vie quotidien des personnes qui se retrouvent dans Bioma est engagé et correspond à ce que la littérature anglo-saxonne nomme « *lifestyle activism* ». Ce mode de vie rassemble plusieurs pratiques : l'agriculture urbaine, le *dumpster diving*, l'inscription dans des circuits courts et la consommation critique. L'agriculture urbaine est souvent associée à d'autres types de modes de vie engagés, tournés vers le localisme et l'écologie (Dobernig et Stagl 2015, 456). Selon Ross Haenfler et ses collègues, c'est courant que des « *lifestyle movements* » s'entrecroisent avec d'autres mouvements sociaux, notamment avec le mouvement environnemental que ces auteur.e.s décrivent comme étant hybride, promouvant à la fois des modes de vie « verts » et des actions plus ouvertement contestataires (Haenfler, Johnson et Jones 2012, 12).

Parce que j'aime beaucoup... connaître la provenance des légumes que je mange. Je trouve que c'est important. Je suis consciente aussi de l'impact environnemental par rapport à notre consommation d'aliments. Donc, en étant consciente de cet impact, je veux agir en conséquence de cette information que j'ai. Par exemple, les légumes qui ont beaucoup de pesticides, qui voyagent beaucoup, je veux pas encourager cette industrie. Donc, je veux me nourrir localement, plus en santé. (...) Le jardin urbain, c'est aussi un espace où on crée des liens sociaux avec les gens. Et même sans connaître personne, s'impliquer à un autre niveau, réseauter aussi avec les gens.

Eva, automne 2017

Bah je pense que (rires) inévitablement si je me compare à la moyenne québécoise, je pense que j'ai un mode de vie alternatif, quand même très alternatif. Mais là c'est pas en me comparant à mes amis proches, là, mais en me comparant à la moyenne québécoise... D'aller partout en vélo, d'être végétarienne, de manger du *dumpster*, heu 80 % de ma bouffe... Heu d'avoir un salaire de misère pour aider les itinérants puis d'avoir une terre puis de passer la fin de semaine à travailler physiquement dans la bouette puis dans la gadoue puis dans la pluie si y en a. Puis à organiser des événements où je suis pas payé... Heu fait que je pense que le mot qui irait avec ça ce serait un style de vie alternatif, un style de vie militant où je pense que à travers les choix que je fais et puis les actions que je mène puis mon quotidien, beh c'est toujours teinté du militantisme que je veux infuser dans mes actions.

Amanda, automne 2017

Ce mode de vie s'ancre dans une vision critique et réflexive de la société de consommation mais aussi dans une recherche de communauté, d'aider des projets qui font du sens et où l'on retrouve des amis. C'est notamment pour cela que l'on peut parler de mode de vie car les pratiques engagées et réflexives à portée politique et culturelle sont intimement imbriquées dans la vie quotidienne la plus prosaïque comme rencontrer des ami·e·s, se divertir, soutenir des projets portés par des proches ou encore écouter de la musique³.

Le mode de vie engagé adopté par ces militant·e·s s'inscrit dans une perspective – limitée – de changement social en s'attaquant à des normes culturelles et consuméristes et forme ainsi une identité collective personnelle éthique et cohérente (Haenfler, Johnson et Jones 2012, 5). S'il est avant tout orienté vers des normes environnementales, on ne peut le réduire à cela. Les enquêté·e·s ont une vision holiste de leur implication personnelle :

Moi, en tant que membre de la coop ou juste un être humain, une espèce sur cette planète, je fais partie du mouvement. C'est toujours... Ça m'inspire les mots de Gandhi « make the change you want to see » ou « Be the change you want to... » quelque chose comme ça. Comme, moi, toujours ça va être beaucoup d'implication socio-environnementale.

David, automne 2017

S'il faut « faire partie de la solution » et pas du problème, comme le dit David dans une autre partie de l'entretien cité ci-dessus, alors leur mode de vie ne peut être réduit aux seules actions environnementales. La cohérence de leur mode de vie est globale, intégrant les différents aspects de leur militantisme. Cependant, bien que décrivant de manière politique leur mode de vie, cela ne signifie pas que tou·te·s les membres de Bioma se considèrent comme étant des militant·e·s : ils et elles sont conscient·e·s des limites des changements comportementaux à l'échelle individuelle et leur mode de vie répond ainsi davantage à des envies et à un désir de cohérence qu'à une croyance militante en la transformation de la société à travers des pratiques personnelles comme la consommation critique.

Dans leur étude portant sur l'agriculture urbaine à New York comme mode de vie engagé, Karin Dobernig et Sigrid Stagl (2015, 454) montrent que parfois les militant·e·s ne parviennent pas à aligner leurs valeurs et leurs actions quotidiennes. Ce désalignement

3. Si l'on faisait une bande sonore de mon terrain de recherche, on retrouverait du reggae et de la cumbia ainsi que des musiques explicitement engagées mélangeant ces deux principaux genres musicaux.

est alors souvent vécu comme une forme d'échec personnel. Le cas de Bioma est différent : s'il y a bien des moments où les personnes impliquées ne parviennent pas à maintenir la – difficile – cohérence entre idéaux et pratiques, cela n'entraîne pas nécessairement ce sentiment d'échec personnel dont parlent ces auteures. Ils et elles sont conscient·e·s des limites inhérentes à leur mode de vie engagé et s'autorisent des « entorses » à leurs pratiques (comme prendre la voiture ou manger parfois de la nourriture industrielle) au quotidien. Si tou·te·s les militant·e·s de Bioma sont réflexifs et réflexives vis-à-vis de leurs pratiques quotidiennes et de leur mode de vie, tou·te·s ne sont pas autant investi·e·s ni engagé·e·s dans leur quotidien : le mode de vie ne devient pas ici ce lieu de contrôle social moral et puritain entre les militant·e·s que décrit Laura Portwood-Stacer (2013).

Certain·e·s auteur·e·s travaillant sur les *lifestyle movements* décrivent ces pratiques engagées du quotidien comme étant un approche stratégique et non-légitimiste de faire de la politique en politisant le quotidien et le personnel (Haenfler, Johnson et Jones 2012 ; Dobernig et Stagl 2015 ; L. W. Bennett 2012). Cependant, dans le cas de Bioma, il faut noter que les individus sont à la fois conscients de l'insuffisance fondamentale de ce type d'action et certain·e·s critiquent ce qui pourrait être qualifié, pour reprendre les termes rapportés par Laura Portwood-Stacer (2013) de « *lifestylism* » : une déviance néolibérale faisant porter la responsabilité des changements sociaux sur des individus rationnels et réflexifs. C'est d'ailleurs une critique qui a pu être faite à l'encontre des projets d'agriculture urbaine. Nathan McClintock (2014) démontre ainsi que contrairement à de nombreux discours communément véhiculés, l'agriculture urbaine n'est pas forcément radicale ou révolutionnaire. Elle peut au contraire jouer un rôle de substitut à l'État et s'inscrire dans des projets entrepreneuriaux qui reproduisent les discours néolibéraux de responsabilité individuelle et communautaire en opposition aux engagements collectifs tournés vers des exigences de redistribution.

Collectivement, les membres de Bioma sont à la fois conscient·e·s et critiques de ces limites et c'est une des raisons pour laquelle ils ont tendance à minimiser la portée politique et sociale de leur mode de vie. Il faut comprendre ce mode de vie engagé comme le font par exemple Laura Portwood-Stacer (2013) et Geoffrey Pleyers (2017) : c'est-à-dire comme un type d'engagement qui s'articule de manière complexe avec d'autres stratégies d'engagements et d'actions collectives. Dans cette perspective, le mode de vie participe

à la construction de l'identité collective du groupe : il permet de faire des ponts entre les identités individuelles, ancrées dans la biographie singulière de chacun-e, et l'identité du groupe. En cela, le mode de vie sert de support à d'autres stratégies d'engagement et de participation collective à diverses actions collectives et notamment celles relevant du mouvement environnemental.

Finalement, l'adaptation de leur mode de vie pour qu'il coïncide avec leurs valeurs est une stratégie parmi d'autres d'engagement et de participation à des mouvements sociaux, notamment environnementaux, que mobilisent les membres de Bioma. Comme on le verra plus bas dans ce chapitre, différentes stratégies interagissent entre elles : adopter un mode de vie engagé permet d'expérimenter et de soutenir d'autres engagements, et, dans le cas d'une entrée du mouvement en dormance (« *abeyance* », Taylor 1989), cela permet de façonner une solution de repli pour maintenir les engagements (Haenfler, Johnson et Jones 2012).

4.2.2. De multiples stratégies d'actions

Là, c'est mon troisième commerce. Puis, les trois [commerces] sont dans un contexte marchand. Par contre je voyais quand même qu'il y avait du changement social possible. Et de la contestation anticapitaliste qui pouvait se faire même dans un contexte marchand.

Isabelle, été 2017

Le militantisme des membres de Bioma infuse donc leur mode de vie mais prend aussi d'autres formes et d'autres stratégies. Isabelle, une alliée et amie proche de Bioma, adopte la même stratégie que celle au fondement de certains projets de Bioma : investir et se ré-approprier des pratiques économiques – en l'occurrence un commerce – et communiquer, transmettre et diffuser par ce biais-là des valeurs et une idéologie anticapitaliste⁴.

Il y a cependant d'autres stratégies qui sont à l'œuvre et qui traversent la communauté se rassemblant autour de Bioma. Hors des engagements dans l'alternatif – sur lesquels je reviens plus bas – et dans leur mode de vie au quotidien, on peut faire ressortir trois principaux modes d'engagement qui s'entrecroisent à l'échelle de la biographie des militant-e-s de Bioma : des engagements contestataires, des engagements institutionnels et des engagements artistiques. Les engagements contestataires relèvent d'un militantisme assez

4. C'est un mode de réappropriation de l'économie (sur lequel je reviens dans le sixième chapitre) qui a notamment été analysé en profondeur dans les travaux de J.K. Gibson-Graham (2008, 2006a, 2006b) et leurs collègues du CERN – Community Economies Research Network, <https://www.communityeconomies.org/about/ce-research-network-cern>.

classique au sein d'organisations de mouvements sociaux orientées vers des manifestations et/ou des actions directes. Les engagements institutionnels désignent le fait d'« entrer dans le système » – en travaillant dans la fonction publique ou dans des organismes communautaires, par exemple – pour essayer d'agir en faveur de luttes qui tiennent à cœur aux militant·e·s comme la réduction des inégalités sociales ou la question des réfugiés, par exemple. Les engagements culturels ou artistiques désignent quant à eux un investissement des milieux et médiums artistiques et culturels – la musique, le théâtre ou le cinéma, par exemple – pour soutenir des mouvements sociaux ou promouvoir des valeurs, idéaux, voire des idéologies.

Tou·te·s n'articulent pas l'ensemble de ces engagements dans leur vie mais ce sont souvent plusieurs de ceux-ci qui se retrouvent à la fois dans les biographies des individus et dans leur quotidien. Ainsi, Abi est à la fois engagée dans Bioma, a adopté un mode de vie militant et son activité principale consiste à mettre en œuvre des pratiques artistiques pour soutenir des causes anti-oppressives, décoloniales et environnementales qui lui tiennent à cœur. À travers sa pratique artistique, elle véhicule des esthétiques différentes tout en réhabilitant une langue, une culture et des visions des mondes autochtones.

Un autre exemple d'articulation d'engagements divers est le cas d'Amanda. Elle définit son mode de vie comme étant alternatif et militant. Son engagement est ancré dans une longue histoire de militantisme contestataire : contre le G20 de Toronto, pour les droits et liberté de la personne face à la répression policière, au sein du mouvement étudiant québécois... Ces dernières années, elle a rajouté deux types d'engagement à ce qu'elle faisait déjà : un engagement qu'elle qualifie d'académique et un engagement plus institutionnel. Son engagement académique consiste à faire de la recherche sur le profilage racial et politique et les droits de la personne, au sein de groupes incluant des personnes issues de l'université et des militant·e·s. Son engagement institutionnel se retrouve dans ses choix professionnels qui traduisent une posture militante :

Ma vie étant assez diversifiée, merci, je choisis de... de jouer des fois le théâtre pour accompagner puis aider les personnes que j'accompagne au quotidien puis je choisis de jouer dans le système, t'sais ? Fait que, dans ma vie j'ai choisi que j'allais avoir des idées politiques X mais que pour atteindre les objectifs à court terme, j'allais accepter de jouer le jeu du système, t'sais ? Fait que c'est ça que je fais mettons à ma job là. C'est ça que je fais ! Je parle à des procureurs, à des juges, je les sensibilise doucement, tranquillement, à petite dose...

Amanda, automne 2017

Cet engagement institutionnel, que certain·e·s membres de Bioma adoptent, est cohérent avec leurs autres engagements : politisant leur mode de vie, ils et elles s'efforcent de trouver des emplois en accord avec leurs valeurs et leur éthique et au sein desquels ils et elles peuvent essayer de « changer les choses ». On voit ainsi se dessiner un effort de mise en cohérence des différentes sphères de leur vie : autant le quotidien prosaïque que les carrières professionnelles ou les moments de loisir et les engagements contestataires. Tou·te·s ne s'engagent pas dans des institutions avec l'espoir de les transformer ou au moins d'avoir un impact sur la réalité sociale. Certain·e·s comme Isabelle font coïncider leur engagement alternatif et leur mode de vie avec leur activité professionnelle tandis que d'autres, comme Amanda, dissocient leurs engagements.

Cette dissociation des engagements, entre leur quotidien engagé et leurs engagements alternatifs d'un côté, et un engagement professionnel qui prend la forme d'un militantisme de type institutionnel de l'autre, mène à des tensions et des écarts dans la vie des militant·e·s :

Des fois justement cet été je sortais de mon travail puis je venais au Craterre, puis t'sais, j'étais au travail où genre les gens ils venaient me voir parce qu'ils avaient pas assez d'argent pour manger puis là j'arrive au Craterre où on fait pousser plein de légumes puis on a même pas le temps de tous les récolter puis on les met au compost quasiment, t'sais ? Tu vois, c'est juste... C'est un mauvais exemple je pense, mais c'est juste pour montrer que c'est tellement des réalités différentes que des fois c'est difficile de faire la transition au quotidien.

Rachel, automne 2017

On pourrait argumenter que ce type d'écart est un trait commun pour toutes les personnes s'engageant fortement dans le milieu communautaire ou pour une cause sociale et politique et qui, dans leurs engagements, ne parviennent plus à faire la part des choses au quotidien tant leurs engagements et le vécu de ceux-ci deviennent intenses et prenant. Ce qu'il convient de noter ici, cependant, c'est que l'écart est d'autant plus grand qu'il n'est pas seulement entre un engagement particulier et un quotidien « ordinaire », il est entre plusieurs types d'engagements différents. Cela amène les militant·e·s à faire une sorte de grand écart en passant successivement entre plusieurs réalités différentes dans lesquelles ils et elles sont socialement, politiquement et personnellement engagé·e·s :

J'arrête pas de niaiser, à chaque fois. Souvent l'été je niaise avec mes amis parce que on est genre le dimanche soir, j'ai pas le goût de partir de la terre, j'ai vraiment le goût de rester, il est comme 9h le soir, on est comme autour du feu à regarder les étoiles avec les derniers amis et on est toutes comme « faudrait vraiment retourner à Montréal, hein ? » Puis toute la fin de semaine j'ai pas pensé à la job mais là le dimanche soir, j'suis comme

« câlisse demain matin faut que je sois à la cour ». T'sais ? J'ai l'impression, puis je le dis souvent à mes amis, j'ai l'impression d'avoir une double vie. Mais une double vie pas dans le sens de ce que je fais comme travail est déconnecté de mon projet à la terre mais plus... comme le quotidien de ce que nécessairement ça finit par être, est complètement différent. Je me lève le lundi matin, faut que je m'habille propre, faut que j'ai relu mes dossiers pour savoir où j'm'en vais parce que ça va être tellement chaotique il va falloir que je parle à 6 avocats en même temps que je jase à 6 personnes itinérantes pour que je leur dise comment ça va se passer. Puis pour savoir quelles accusations s'en viennent. T'sais ? Comme... Faut que je sois quand même préparée pour être sur la coche pour être, t'sais, aider le monde comme il faut. Alors qu'à la terre, c'est pas du tout la même, la même chose. C'est vraiment plus, pour moi la terre c'est l'espace de liberté où je vais prendre le temps avec les gens de construire des projets mais dans la liberté de vivre comme je veux le vivre. (...) Mais après quand tu prends un *step back* comme mes choix de ma vie professionnelle puis de ma vie, heu, à la terre s'organisent, pour moi, ça fait complètement du sens, t'sais ? Fait que au-delà du quotidien de comment je mets en œuvre, dans ma job, ce qu'il faut que je fasse pour aider le monde, ben ce que je fais à ma job, t'sais pour moi c'est lutter contre les inégalités sociales. Après dans le milieu judiciaire, là, (rires) c'est un peu bizarre, là ! Mais, heu, pour moi ça fait du sens, t'sais ?

Amanda, automne 2017

4.2.3. Alliances et solidarités

À l'appel de Rachel, je viens avec d'autres « bénévoles » du Craterre pour aider à la préparation de la soirée de *Sisters in Motion* qui aura lieu ce soir dans les jardins. On passe une partie de l'après-midi à enlever les gros cailloux qui bloquent l'accès, à marquer des chemins avec des copeaux de bois pour indiquer les toilettes ou l'accès au site. L'événement de ce soir est un événement de poésie et de chansons, de paroles de femmes dominées dans un « espace sécuritaire ». L'objectif est à la fois d'offrir un espace d'expression et de (re)prise de contrôle sur leurs voix, paroles et corps, mais aussi de lever des fonds pour financer des ateliers d'écriture pour les femmes (ou personnes s'identifiant comme telles) racisées, autochtones et/ou de couleur. L'ensemble de l'organisation est orientée vers l'accessibilité du site et de l'événement : aucune personne subissant une oppression ne peut être laissée pour compte. *Sisters in Motion* est à la fois un collectif et un événement qui vise à rendre visible et à promouvoir la prise de parole des femmes (ou personnes se considérant comme femmes) racisées, autochtones et/ou de couleur. Les personnes qui organisent sont des amies des gens de Bioma. Les hommes et les blanc·he·s peuvent venir mais sont invité·e·s à se faire discrets·êtes, à laisser la place aux personnes qui, d'habitude, dans le reste de la société, n'ont pas d'espace ni d'accès à la parole. Il y a par exemple un souper qui est offert gratuitement et dont l'accès est priorisé pour les femmes racisées, autochtones ou de couleur. Finalement, cet événement renverse, au moins temporairement, les hiérarchies sociales qui déterminent l'accès à la parole, à l'espace, aux ressources économiques etc. C'est un événement fort où sont lus, récités, chantés, dits ou signés des textes, des récits et des poèmes poignants qui parlent de la vie de ces personnes habituellement invisibilisées ou rendues silencieuses. Pendant tout l'événement, les membres de Bioma se font discrets·êtes, ils et elles ne présentent pas les jardins, essayent de ne pas prendre d'espace et se retrouvent en position de simple spectateurs ou spectatrices. Dans le collectif, tout le monde est content et fier de participer à cet événement, de donner leur espace pour accueillir un événement qui promeut l'anti-oppression, le féminisme, le décolonialisme et l'anti-racisme. Que de valeurs et mouvements que, collectivement, Bioma soutient alors même que cela ne constitue pas le cœur de son action !

Extrait de carnet de terrain, septembre 2016

Au-delà des trajectoires individuelles d'engagement, Bioma s'investit, soutient et participe à diverses luttes en tant que collectif. Cette participation prend plusieurs formes : c'est parfois une alliance, c'est parfois un soutien désintéressé, ce sont parfois des actions conjointes. Ainsi, dans le cas des événements de *Sisters in Motion* qui se sont déroulés une à deux fois par ans pendant les trois années qu'a duré mon terrain, Bioma a offert un soutien « désintéressé » sous forme d'accès à l'espace et d'aide matérielle et de bénévoles. L'objectif n'était pas d'être remerciés, de devenir visible dans cette lutte – ce qui aurait permis à Bioma d'augmenter son capital militant, par exemple – mais bien de participer à rendre possible cette action collective. Dans le cadre des luttes anti-oppression, l'effacement relatif des personnes privilégiées permet à des collectifs comme *Sisters in Motion* de prendre un espace pour construire un discours, créer un espace solidaire⁵ et prendre la parole.

Les ressources principales que Bioma utilise pour soutenir des mouvements sociaux et culturels sont avant tout la force de travail (et les connaissances techniques) de ses membres. Mais Bioma met aussi à disposition d'autres collectifs militants leurs espaces, leurs réseaux ainsi que la nourriture qu'ils et elles produisent. Pour *Sisters in Motion*, ce sont surtout l'espace et la force de travail qui ont été mis à profit. Dans d'autres cas, c'est la nourriture.

Depuis l'été 2017, une partie de la récolte du Craterre est ainsi offerte chaque semaine à la banque alimentaire d'Afrique au Féminin afin d'aider à la lutte pour la souveraineté alimentaire de populations défavorisées, voire opprimées. Régulièrement, le Craterre se transforme aussi en scène musicale pour promouvoir des artistes engagé.e.s et/ou autochtones. Cela permet d'offrir une scène, aussi petite soit-elle, à des artistes alternatifs mais aussi de promouvoir et diffuser une culture, des valeurs et idéaux différents et d'intégrer cette culture, parfois activement opprimée comme la culture autochtone, dans des espaces ouverts et pour une audience élargie. Plusieurs fois, à Harrington comme au Craterre, des membres de Bioma ont fait appel à leur réseau pour soutenir financièrement des luttes de résistance autochtones contre l'extractivisme en Colombie Britannique.

5. Dans une optique militante et pour des raisons sémantiques, je préfère le terme d'espace « solidaire » plutôt que « sécuritaire » – terme plutôt répandu dans les milieux militants québécois – pour traduire la notion de « *safe space* ». « Sécuritaire » renvoie à une forme de contrôle social – certes pas toujours absent de ces espaces – alors que la « solidarité », tout en offrant de la sécurité, garantit en même temps une forme d'interdépendance et un sentiment de vécu partagé qui permet aux individus de se sentir libre et à l'aise de parler et de partager leurs expériences. C'est vers cela que tendent, à mon sens, les *safe spaces*.

À travers ces alliances, Bioma s'engage et soutient tout un ensemble de mouvements sociaux qui ne sont pas exclusivement environnementaux. Les membres de Bioma se socialisent au passage à d'autres enjeux sociaux et à d'autres réalités sociales et culturelles que celles dans lesquelles ils et elles évoluent. Des événements comme *Sisters in Motion*, amènent tou·te·s ces militant·e·s à se questionner sur leur position sociale et leurs privilèges : ce sont des alliances qui nourrissent la réflexivité militante du collectif. Mais ces engagements viennent aussi nourrir les pratiques qui ont lieu au sein même du collectif. Ainsi, des éléments issus des cultures autochtones sont intégrés dans les pratiques et dans le rapport à la terre : une amie métisse du collectif est par exemple venue mener un rituel pour « ouvrir » la terre à Harrington, avant qu'elle ne soit aménagée et mise en culture. Ces pratiques et rationalités différentes viennent s'ajouter et transformer en partie ce que le collectif fait déjà.

En même temps, en venant dans les espaces de Bioma, ces autres groupes militants se confrontent à des pratiques écologiques qui sont inscrites dans l'espace. Ces espaces sont des invitations à se « (re-)connecter » avec la terre, avec ce que c'est que de cultiver des légumes :

Quand on a fait cette performance, cette collaboration [avec *Sisters in Motion*], il y avait des enfants et, tu sais, des gens d'âges différents. Avant le spectacle, les gens pouvaient comme marcher à travers les jardins et avoir cette expérience... En un sens, j'ai l'impression que ça démystifie ce qu'est un jardin, à quoi ça ressemble, comment c'est fait, ce que ça sent et comment tu te sens dedans. Ça permet vraiment de sentir les choses, les fruits, de ramasser des trucs, tu sais, ramasser quelques feuilles de menthe... Ce n'est pas juste avoir une expérience artistique mais aussi connecter l'art et la terre avec la culture et la culture avec la communauté. Ça permet d'avoir un espace très holistique pour parler du soin de la terre et de la durabilité de la production alimentaire, et même de la sécurité alimentaire.

Abi, automne 2017

Les espaces comme le Craterre, l'Espace-X ou la terre à Harrington portent, inscrits en eux, des enjeux écologiques et permettent ainsi aux personnes qui y passent de s'y sensibiliser. C'est ce qu'exprime Abi dans son entretien : le rapport à la nature est avant tout sensoriel et amène ensuite, presque inévitablement, des discussions et des réflexions plus larges comme la protection et le soin de la nature ou des questions d'alimentation durable. Lorsque les militant·e·s de *Sisters in Motion* viennent pour une soirée de poésie féministe, anti-raciste, décoloniale et anti-oppression, elles et ils se retrouvent en même temps dans un jardin et sont amené·e·s à réfléchir à des enjeux écologiques.

Ces alliances entre Bioma et des groupes issus d'autres mouvements sociaux permettent donc de croiser des mouvements sociaux et de co-sensibiliser les militant·e·s de différents horizons et sensibilités à des enjeux auxquels ils et elles n'ont pas l'habitude de se confronter. Ce sont des alliances qui viennent étoffer, consolider et diversifier les mouvements sociaux tout en construisant activement des solidarités. L'espace alternatif que construit Bioma devient ainsi une matrice de soutien à différents mouvements sociaux auxquels elle rend des services : l'accès à des espaces et des ressources d'une part mais aussi un lieu où se croisent des individus engagés dans des luttes différentes et selon des perspectives différentes ce qui permet de diversifier et d'enrichir les mouvements sociaux. Enfin, comme on va le voir ensuite, cet espace alternatif sert de sanctuaire, de « *safe space* », pour les militant·e·s.

4.3. Un « sanctuaire » alternatif

La formation, maintenance et altération dans le temps d'une identité auto-réflexive nécessite des espaces sociaux libres de contrôle ou de répression⁶. – Alberto Melucci (1989, 172)

4.3.1. Se reposer et guérir pour continuer à militer

Les espaces et les événements créés par Bioma permettent d'étoffer et de diversifier certaines luttes, de créer des ponts entre différents mouvements sociaux : Bioma est un lieu de rencontre entre militant·e·s, un croisement de luttes et d'actions collectives. À travers la participation à des événements féministes et anti-racistes, certaines personnes du collectif en sont venues à adapter leurs pratiques et leurs discours, à devenir plus sensibles aux enjeux de sexisme et aux mécanismes de domination et d'exclusion issus du patriarcat et du colonialisme. Cette sensibilisation se fait dans un espace de diversité mais aussi d'acceptation de cette diversité et des différences qu'elle implique. En se rassemblant autour d'une pratique agricole commune, les individus qui viennent jardiner discutent et échangent en partant de leurs différences, sans entrer dans une sorte de compétition militante comme cela a pu être décrit dans les mouvements de *lifestyle*, par exemple (Dobernig et Stagl 2015).

6. « *The formation, maintenance and alteration through time of a self-reflexive identity requires social spaces free from control or repression* ».

Pour moi c'est aussi un passage. Un passage de l'exclusivité, vers autre chose qui est pas trop bourrage de crânes un peu. Je pense que les gens sont pas forcément militants. Quand tu arrives dans les milieux militants, il y a toujours un côté un peu... tu sais, faut penser comme tout le monde, faut agir comme tout le monde, puis il y a pas tant la place à la critique. Moi, je trouve que nos milieux militants sont pas trop inclusifs à la différence du jardin qui va l'être beaucoup plus. Ce qui nous rassemble, c'est peut-être pas tant les idées alternatives, ou quoi, ou une lutte concrète, mais, à la base, c'est déjà juste le jardin, d'être connecté à la terre qui est comme... un peu plus large qu'un enjeu politique ou social.

Anne, automne 2017

Les espaces de Bioma sont régulièrement décrits par les membres du collectifs eux-mêmes comme étant des « sanctuaires » ou des « *safe spaces* » : des lieux où l'on se sent bien, chez soi et entre soi, où l'on peut expérimenter, se tromper mais aussi être et vivre comme on l'entend, selon nos principes personnels et collectifs. Anne décrit ce *safe space* en le contrastant avec les autres milieux militants ainsi qu'avec la « société » qui « t'impose une identité », un mode de vie, un « cadre » :

Quand j'arrive ici, je sais que pour moi c'est un *safe place*. Peu importe qui est là. C'est des gens que je ne connais pas, je me sens pas jugée, je sens pas la pression. Je me sens pas un peu... Je sais pas. Le cadre quand tu es mal dans la société de devoir « *fitter* » toujours par rapport à plein de choses, que ce soit professionnellement ou... Ici, ouais, on a quand même cette liberté-là de faire ce qu'on veut en fonction de tes capacités.

Anne, automne 2017

L'espace préfiguratif où sont mis en œuvre des idéaux et valeurs communes et où l'on s'accueillent les un-e-s les autres avec bienveillance et amitié permet de créer un espace de liberté qui se veut sans jugement et sans pression, où l'on peut se contenter d'« être ». Les luttes dans lesquelles s'engagent ces militant-e-s peuvent être dures. Et lorsqu'ils et elles ne luttent pas, ils et elles continuent de subir les normes, les règles et les dominations contre lesquelles ils et elles se battent. Dans ce contexte, Bioma apparaît comme un sanctuaire, un endroit de repos et d'expérimentation.

C'est aussi un refuge politique moi je trouve, vraiment ! Parce que les semaines les plus intenses où... Soit au travail où on a des choses vraiment importante, ou je vis, t'sais, je vis des cas vraiment frustrants, où j'ai vraiment essayé d'aider quelqu'un puis il fini en dedans [en prison], t'sais ? Je le vis souvent, puis je vis des échecs aussi. Puis aussi au niveau de la militance là... T'sais quand tu as des affaires qui viennent te chercher viscéralement parce que tu luttent contre, beh la terre c'est clairement un refuge politique. Ça me donne ce *feeling* là de juste aller me réfugier à un endroit où j'me sens bien, où je sens que les gens sont là pour comme vivre en communauté pour s'écouter pour...

Amanda, automne 2017

Bioma sert ainsi de support pour les militant·e·s, pour les aider à surmonter les échecs, les tensions et les risques d'épuisement tant professionnel que militant. Cet espace-sanctuaire est fondé à la fois sur la pratique commune du jardinage et sur l'affinité existante – tant postulée que construite, comme on le verra dans le prochain chapitre – au sein du collectif.

Mais cela ne tient pas qu'à ces éléments : il y a des pratiques actives de soin de soi et du collectif. Cela prend par exemple la forme d'événements réguliers : deux fois par été sont organisées des fins de semaine lors desquelles sont invité·e·s des ami·e·s, camarades de luttes et parents à venir passer quelques jours à la terre à Harrington autour de la thématique du bien-être. Des ami·e·s du collectif offrent des cours de yoga, de Qi Gong, des séances de massage, des cercles de percussion ou de chant, par exemple. L'idée est créer des espaces et des moments de soins collectifs, d'amener les militant·e·s à prendre soin d'eux et d'elles-mêmes à la fois dans leur quotidien et dans leur militantisme.

Ces *safe spaces* sont porteurs d'une « éthique révolutionnaire » du soin de soi-même et de la communauté. L'idée n'est pas seulement de guérir mais de se transformer :

Comment est-ce qu'on peut s'incarner et se renforcer nous-mêmes pour être de meilleurs humains ? Être capables de mieux faire face à ce qui nous arrive mais, surtout, de faire face à ce qu'on porte déjà en nous, tu sais ? Réussir à ne pas infliger plus de violences et de dommages autour de nous en prenant soin d'abord et avant tout des corps et des esprits dans lesquels nous vivons. Et avoir une communauté qui reflète ce processus (...) des gens qui font et qui s'engagent dans ce travail, oui, c'est très important !

Abi, automne 2017

Ce soin collectif est un processus continu, ponctué d'événements, d'engagements avec la communauté et dans lequel le jardinage et le lien à la nature et à la terre jouent un rôle primordial. Au-delà des discours et des apprentissages que les individus peuvent faire en s'impliquant dans les espaces et projets alternatifs de Bioma, les pratiques agricoles ordinaires, « les mains dans la terre », sont des éléments clefs du processus de soin et de (re)connexion avec les luttes et les idéaux de chacun et de chacune. En effet, le processus de guérison qui s'opère dans les projets de Bioma permet aux militant·e·s de se reposer et de retrouver le sens de leur lutte. C'est là l'un des objectifs revendiqués par les membres de Bioma lorsqu'ils et elles décrivent ce rôle de sanctuaire :

On veut soutenir les écologistes, les militants et les gens qui se brûlent et s'épuisent. La terre représente un lieu où tu peux te déconnecter de tout. Les militants, parfois, on a l'impression de foncer contre des murs, non ? Encore et encore et encore. Comment tu te reconnectes avec

ce pour quoi tu fais ça ? (...) Eh bien à la terre, tu te reconnectes avec la nature et avec des gens d'une manière calme et en paix, habituellement. C'est n'est plus une lutte, c'est une manière d'être. Et cette connexion à la nature, surtout pour les écologistes (...), parfois tu te retrouves trop pris dans la théorie, pris dans les chiffres et statistiques mais tu n'es plus dans les rivières ni dans les arbres. (...) Je pense que la terre représente tout ça pour de nombreuses personnes.

Fred, automne 2017

L'espace sanctuaire permet de pallier aux manques de la vie quotidienne où les membres ne trouvent pas forcément l'expression de leur identité, où ils et elles se sentent jugé.e.s et où se perdent les raisons de l'engagement. Ces raisons sont rationnelles et réflexives, mais pas seulement, elles s'enracinent aussi dans un rapport corporel et émotionnel avec une communauté d'ami.e.s et d'allié.e.s et avec la « nature », les arbres, les rivières, la terre et les plantes. Au sein de ce sanctuaire, comme on le verra plus bas, les individus (re)construisent leurs visions du monde et retrouvent un sens à leurs actions – en d'autres termes, ils « recomposent [une] représentation de la société » dans un contexte où l'idée même de société fait « l'objet d'un conflit majeur d'interprétations » (Dubet et Martuccelli 1998, 228 et 299).

4.3.2. S'exposer à la critique et à la réflexivité

Les « espaces-sanctuaires » qui sont (activement) construits par Bioma impliquent certaines caractéristiques. Ce sont des espaces consensuels où les différences, bien que (parfois) reconnues, ne sont pas jugées ni discriminées. Fred parle ainsi d'espaces qui « tendent vers l'harmonie » autant de la communauté qu'avec l'environnement dans lequel ces espaces s'insèrent. Cela est vu comme étant à la fois une nécessité pour permettre à ces espaces de devenir des *safe spaces* et en même temps le résultat d'une organisation basée sur l'affinité : comme le remarque Amanda en entretien, finalement ce ne sont que des ami.e.s et allié.e.s proches qui viennent dans ces espaces. La communauté d'individus qui s'investissent dans Bioma est d'un certain point de vue très diverse en termes de profils militants. Ce sont des individus qui viennent de différents mouvements sociaux et qui utilisent différentes stratégies d'engagement, par opposition aux autres milieux militants qui sont « souvent très cloisonnés », selon Anne. Mais d'un point de vue plus social, cela demeure une communauté homogène constituée d'une « majorité de jeunes de la

classe moyenne » éduquée : « on est en train de juste attirer des gens comme nous, à la terre », remarque ainsi Amanda.

Cette homogénéité sociale, cet « entre-soi » n'empêche pas les membres de Bioma d'être à la fois réflexifs et critiques vis-à-vis de leurs actions et de la communauté militante dans laquelle ils et elles s'insèrent. En remarquant leur homogénéité sociale, Amanda interroge leur capacité réelle à se diversifier et le risque de repli sur soi, la tension autarcique, que ce manque de diversité amène. Au sein de la communauté, certain-e-s militant-e-s qui sont davantage impliqué-e-s dans des mouvements féministes ou anti-oppressions que d'autres portent d'ailleurs cette critique interne : dans l'entretien que nous avons fait, Abi me parle longuement des enjeux de diversification de Bioma, de stratégies possibles d'ouverture du collectif et des limites de ces dernières. De telles stratégies sont rarement discutées formellement au sein du collectif mais c'est assez régulièrement qu'elles surgissent dans les conversations autour du feu ou des lits de culture.

Au sein même du collectif, malgré l'aspect de sanctuaire consensuel et de suspension du jugement souhaité pour pouvoir garantir le repos et la « guérison » des militant-e-s, il y a des espaces de remise en question et d'auto-critique. En plus d'une auto-critique des privilèges hérités, les militant-e-s discutent des tensions entre les valeurs et idéaux revendiqués et les actions mises en place au quotidien :

Beh parce qu'il y a plein de critiques que tu peux faire à notre projet, t'sais? (...) On va à notre terre en char, puis on brûle des hydrocarbures pour aller sur notre terre puis c'est un peu... Au final il y a plein de critiques que tu peux apporter à nos projets, là, vraiment beaucoup tu sais. Oh c'est pas assez inclusif et bla bla bla puis tout ce que tu veux. (...) C'est partiel les alternatives, hein ? Souvent, c'est pas parfait, souvent c'est critiquable (...) C'est pas parce que tu dis « Ah mon projet est alternatif » que c'est une alternative parfaite. Parce que non, tu vas toujours continuer à reproduire les mêmes maudites affaires. Tu vas toujours avoir des critiques valides à apporter à un projet alternatif, t'sais ? Parce que c'est vraiment dur de pas reproduire certaines choses à l'intérieur des projets alternatifs.

Rachel, automne 2017

Il y a une tension entre ce que les membres de Bioma veulent faire, la manière dont ils et elles voudraient le faire et ce qu'ils et elles parviennent vraiment à faire. Finalement, et c'est là une caractéristique des initiatives alternatives, en voulant faire différemment de ce qui se fait normalement, et en chargeant d'intentionnalité politique ces actions, les membres de Bioma sont pris dans des tensions et des difficultés pratiques, ordinaires et quotidiennes. Et cela amène à des critiques et réflexions internes qui sont d'autant plus

importantes que ces militant.e.s sont conscient.e.s de ces limites et s'imposent d'essayer de les surmonter. Comme le remarque Amanda, « on s'exige vraiment beaucoup quand on commence un projet alternatif, là, on se met une pression de fou ! ». Avec cette pression naît une auto-scrutation critique des pratiques collectives et individuelles. Ces critiques réflexives internes sont souvent soit tournées vers les pratiques personnelles de la personne formulant ces critiques, soit collectives, s'adressant non à un autre individu en particulier mais bien aux actions menées et à la communauté en général. C'est de cette manière qu'est maintenue la dimension solidaire des espaces-sanctuaires de Bioma.

Il existe aussi des critiques « externes », adressées par des personnes extérieures du groupe au collectif de Bioma. Celles-ci sont de deux ordres. Les premières, les plus courantes, sont le fait de la marginalisation active des pratiques alternatives : dans leurs milieux professionnels ou familiaux, par exemple, lorsqu'ils racontent ce qu'ils font, les membres de Bioma font face à des pratiques actives de dépréciation et de marginalisation. Leurs pratiques sont par exemple décrites comme étant soit exceptionnelles et incroyables ou inaccessibles ou alors comme étant insignifiantes, anecdotiques voire déviantes. Dans tous les cas, ces critiques participent à la marginalisation des pratiques alternatives, elles les construisent comme n'étant pas légitimes et elles renforcent leur altérité. Les membres de Bioma ironisent sur ces discours, les utilisant comme marqueurs de construction de leur identité alternative. Ils et elles reconnaissent en même temps cette distance entre ce qu'ils et elles font et ce que « les autres » font, actant ainsi leur propre (auto-)marginalisation à travers les pratiques alternatives.

Une autre source de critique, qui est vécue avec plus de difficulté par les membres de Bioma – même s'ils et elles les acceptent –, vient des autres groupes militants considérés comme plus radicaux. Ces critiques sont à la fois adressées au collectif en général mais aussi parfois personnellement aux militant.e.s directement. On retrouve ici ce que Laura Portwood-Stacer (2013, 9) décrit dans les milieux anarchistes qui adoptent un mode de vie militant :

parce que les modes de vie prennent une telle signification éthique dans les groupes militants radicaux, les pratiques du mode vie deviennent rapidement la cible de morales intégristes et d'autres formes de contrôle social⁷

7. « *Because lifestyles take on such ethical significance among radical activists, lifestyle practices often become targets of self-righteous moralizing and other forms of social policing* ».

L'ensemble des pratiques alternatives sont ainsi scrutées, commentées et critiquées par d'autres groupes. Ces derniers construisent leur propre identité militante par contraste voire par opposition avec ce qu'ils observent. Selon Amanda, c'est assez courant et nombre de ses ami·e·s investi·e·s dans des projets alternatifs se sentent observé·e·s et critiqué·e·s « parce qu'on n'est pas parfaits ». La solution prônée par plusieurs membres de Bioma est d'accepter pleinement à la fois l'imperfection de leurs actions, pratiques et projets et d'embrasser ces critiques comme autant de points qu'elles et ils pourraient améliorer. Selon les membres de Bioma, l'origine de ces critiques émanant de groupes militants radicaux est située, là-encore, dans le fait que leurs pratiques sont alternatives et volontairement différentes. C'est en les rendant normales, ordinaires, que les membres de Bioma parviennent à atténuer ces critiques, à les rendre plus relatives et plus vivables au quotidien même si elles engendrent de la pression et un inconfort récurrent :

Tu sais ? On s'attend à ce que les autres soient critiques envers nous parce qu'on fait quelque chose de différent. Puis ils ont le droit de l'être.

Amanda, automne 2017

Contrairement à ce que l'on pourrait croire *a priori* en observant un espace-sanctuaire relativement homogène et recherchant une « harmonie » interne, on n'a pas ici affaire à un espace dépolitisé (Ishkanian et Ali 2018 ; Rancière 2004). Si le fonctionnement interne est largement consensuel, il reste de la place pour le dissensus et la réflexivité autant dans le fonctionnement interne que – surtout – dans les relations externes du collectif. Il y a des débats politiques, des tensions et de la réflexivité qui témoignent de la vie militante et politique de ces initiatives alternatives. Cela dit, comme on le verra notamment dans le prochain chapitre, les dynamiques internes de Bioma sont structurées par d'un côté une aspiration harmonieuse et consensuelle et de l'autre par une ouverture critique et une remise en cause, réflexive mais limitée, des pratiques et de l'organisation collective.

4.4. Engagement critique et rêves d'ailleurs

La relation entre les actions collectives et les valeurs et idéaux collectifs est multiple. Les actions collectives se fondent sur une critique articulée de la société qui s'ancre dans des valeurs sociales et politiques. Mais en même temps elles véhiculent, propagent, construisent, étoffent et solidifient les discours militants et les idéaux des individus qui s'y engagent. C'est le fruit d'un véritable travail militant dont j'ai présenté les principales

caractéristiques dans le deuxième chapitre. Ce travail est processuel, itératif et il dépend des audiences visées (Polletta et Chen 2012). À la fois par leur aspect expérimental sur lequel je reviens dans le prochain chapitre, mais aussi parce qu'elles s'entrecroisent avec d'autres luttes et d'autres mouvements sociaux et parce que ce sont souvent des espaces-sanctuaires de repos et de consolidation des engagements, les actions collectives alternatives sont un lieu intéressant pour étudier ce travail militant. Ce dernier prend bien souvent la forme d'un effort collectif d'« imagination radicale » (Khasnabish et Haiven 2014).

L'imagination radicale est construite dans les histoires racontées, les idéaux et théories auxquelles sont faites références, l'art et la créativité militante, les idées développées et expérimentées. Elle mêle des souvenirs et des histoires passées, des pratiques présentes et des espoirs futurs pour créer « des paysages imaginaires », des horizons de possibles multiples qui remettent « *radicalement* » en cause les institutions, normes et/ou valeurs de la société contre laquelle les militant-e-s se battent. Empiriquement, on observe ce travail d'imagination radicale à partir de trois dimensions distinctes mais néanmoins entrelacées : dans la construction de critiques adressées aux institutions et les émotions que cela suscite ; dans les processus concrets de construction de valeurs collectives ; et dans les rêves d'ailleurs et de changement social.

4.4.1. Critiques et émotions aux fondements de l'engagement

Trois types de critiques

L'ensemble des projets alternatifs de Bioma se sont constitués en partie *contre* ce qui est vu par les militant-e-s comme étant la « société dominante ». Cette « société dominante » est construite dans les discours critiques que les militant-e-s énoncent et partagent. Très souvent, lors de conversations quotidiennes, certaines personnes se mettent à parler de leur vie ou de l'actualité ou encore de leurs projets. Dans ces conversations transparaissent des critiques diverses de « la société ». On peut distinguer trois grandes sortes de critiques plus ou moins articulées et plus ou moins incarnées.

La première catégorie de critiques réside dans la biographie des individus et transparaît dans leurs modes de vie. Tous les individus que j'ai rencontrés à Bioma m'ont raconté des histoires de vie empreintes de militantisme et de critiques sociales et politiques. Ainsi, Anne qui me raconte sa famille machiste et la manière dont ça l'a amenée, par réaction,

à se construire une vision critique féministe de la société et des normes patriarcales. Ou alors Abi qui fait remonter à très loin dans sa biographie personnelle cette imbrication entre l'art et la défense des cultures autochtones. Ou encore quand Rachel me raconte comment en voyageant elle s'est rendue compte des injustices globales, des inégalités entre les populations et entre les classes sociales. Ces critiques latentes qui se fondent dans leurs identités respectives nourrissent l'adoption d'un mode de vie que j'ai décrit plus haut. Lorsque, en entretien, j'ai demandé à ces personnes de me décrire leur mode de vie, les descriptions étaient fondées sur de telles critiques latentes. Il en va ainsi de John qui ne se définit pas comme un militant mais qui décrit son mode de vie de « basse consommation » basée sur le recyclage et l'auto-production et l'« absence de stress » « par rapport au Nord-Américain moyen ». En creux on remarque une critique de la société de consommation, productiviste et stressante et c'est la rationalisation de cette critique qui façonne le mode de vie qu'adopte – ou que s'efforce d'adopter – John.

Une deuxième catégorie de critiques s'ancre elle aussi dans le vécu de chacun-e-s mais se fait plus précise, plus informée, plus fouillée. Ce sont là des critiques souvent issues d'expériences personnelles, professionnelles ou de militantisme. C'est le cas d'Amanda, par exemple, qui est confrontée dans son travail à la précarité, aux populations subalternes qui dépendent de l'aide sociale et dont les droits sont souvent bafoués :

Ça [son travail avec des personnes précaires] t'aide vraiment à capter toutes les injustices du système parce que l'aide sociale, tu te dis c'est le filet qu'on met en place pour attraper les gens qui sont incapables de travailler ou qui décident de pas travailler en ce moment pour différentes raisons puis qu'on est censés se dire comme société okay on veut que personne ne meurt de faim. Même s'ils travaillent pas, hein ? (...) Mais après, plus tu évolues et plus tu comprends comment le système de l'aide sociale fonctionne, tu te rends compte à quel point c'est, genre, la police des pauvres, là. À quel point tu es surveillée...

Amanda, automne 2017

Chaque personne a des critiques précises et cohérentes qui sont ancrées dans son vécu quotidien. Si Amanda critique aussi précisément le système d'aide sociale comme étant une forme de « police des pauvres », c'est parce qu'elle a été régulièrement confrontée à des situations injustes en travaillant avec des populations précaires. D'autres, comme John ou David, par exemple, critiquent l'idée de travail en général et en particulier le fonctionnement du salariat et la hiérarchisation des relations de travail au sein des entreprises. D'autres vont critiquer le système de santé ou d'accueil des réfugié-e-s, l'agriculture industrielle ou la bureaucratie publique vécue comme écrasante.

Ces critiques précises, informées et si diverses entrent parfois en contradiction les unes avec les autres, notamment parce qu'elles sont souvent portées de manière individuelle. Pourtant, elles finissent par se sédimenter dans une troisième catégorie de critiques. Cette troisième catégorie est portée par l'ensemble du groupe, mais elle est plus générale et moins articulée. C'est autour de ces critiques que se rassemblent les militant.e.s et que s'articulent leurs actions et pratiques. Elles concernent surtout des enjeux environnementaux : la crise climatique, la déforestation, la lutte contre l'extractivisme et les oléoducs ou contre les pesticides et les engrais chimiques. Ce discours est partagé par tous les membres de Bioma même s'il n'est pas toujours énoncé de la même manière. Bien que d'ordre écologique, ce discours ne se limite pas à la seule protection de la nature : étant articulé avec les deux autres catégories de critiques, il ancre les problèmes écologiques dans des problèmes sociaux et politiques plus larges.

Mais tu sais, c'est pour ça que le terme socio-écologique me rejoint, c'est un peu abstrait là, je sais que c'est un terme abstrait, mais je dis ça parce qu'il y en a pas de meilleur. J'ai pas trouvé de terme meilleur. Mais tu sais, moi je considère que c'est pas juste une crise écologique. C'est une crise socio-écologique parce que c'est notre système qui fonctionne... qui crée cette crise-là, t'sais ? Le système de nos relations humaines, autant économiques, raciales, sociales, politiques... c'est ce système-là qui engendre la crise écologique. (...) Juste parler de crise écologique c'est comme si, c'est comme si heu... comme si on dit que la crise est seulement dans l'environnement qui nous entoure, mais non ! La crise c'est nous qui l'avons créée. C'est pour ça que j'aime le terme socio-écologique, c'est parce que les racines sont sociales de cette crise-là, tsais ?

Rachel, automne 2017

On retrouve ici des critiques très systémiques : les critiques adressées à « la société » s'articulent et deviennent cohérentes les unes avec les autres jusqu'à construire un « système » qui fait sens. Il y a un consensus à Bioma sur le fait que le « système » social, économique et politique est problématique, mène à des injustices et inégalités sociales et climatiques, met en péril la vie sur terre tout en exerçant un contrôle violent et injuste des populations. C'est donc – d'après le déroulement logique de ce discours que l'on peut reconstruire comme je viens de le faire à travers les biographies, les modes de vie, les pratiques et les conversations – *contre* ce système qu'il faut s'organiser et se battre.

Rôles politiques des émotions

Ce discours critique s'appuie sur et fait naître des émotions. Il est lié à une vision souvent apocalyptique de la crise environnementale. À la fois l'aspect systémique, total

et monolithique de l'« ennemi » contre lequel ils et elles se battent que la monstruosité de la catastrophe écologique que ce système a engendré ont un aspect effrayant qui transparaît dans les discours. C'est à la fois l'urgence et l'ampleur démesurée de la crise qui sous-tendent la critique portée par le groupe ainsi que leurs engagements :

J'te dis c'est vraiment lié à ma vision de un jour l'apocalypse environnementale, on va la vivre. Je sais pas si ça va être à la fin de ma vie, mais oé ! (...) Je pense que ça va être des vagues ça va pas être un effondrement du système d'un coup. Parce que t'sais ça va être les pays pauvres puis les populations les plus pauvres et les plus marginalisées qui vont être touchées en premier. Puis ça va pas affecter le système économique actuel autant que ça va le faire quand ça va être New York qui va être engloutie puis que ça va être les plus grosses villes qui vont être englouties puis quand ça va être les cœurs économiques des pays développés.

Amanda, automne 2017

Tou.te.s sont convaincu.e.s qu'« on est en train de foncer dans un mur », que c'est imminent à l'échelle de la planète, quand bien même ils et elles pensent que le Canada sera relativement épargné pendant encore un moment. Face à cette crise et à ce système, ces militant.e.s ressentent une obligation de s'engager : à la fois à cause de la honte qui est ressentie face à ce qui est vu comme relevant d'une responsabilité collective aux effets injustes et inégaux, mais aussi face à l'énormité des conséquences du système et de la crise écologique. C'est un engagement qui est vécu comme étant naturel et obligatoire tout en étant ancré dans une forme de peur face à la catastrophe à venir. Cette peur est rationalisée par les connaissances que les militant.e.s engrangent concernant la crise écologique. C'est ainsi que Rachel entreprend de m'expliquer les effets de rétroactions et de « *tipping points* » liés aux changements climatiques et qui ont pour effet un emballement de ces mêmes changements. Et de conclure : « fait que oé, ça ça m'a fait un peu peur ! ».

Pour ces militant.e.s, l'origine de la crise étant systémique, c'est tout le système qu'il faudrait changer : le mode de production, de consommation, nos habitudes de vie, nos relations sociales et à la terre. C'est ce qu'ils et elles essaient de faire en transformant leur manière de vivre, en s'investissant dans ces projets alternatifs. L'idée est de « faire partie de la solution plutôt que du problème » comme l'exprime David en entretien. Mais cela ne peut suffire puisque c'est *tout* le système qu'il faut changer. Comme on le verra un peu plus bas, ils et elles sont conscient.e.s du caractère fondamentalement insuffisant de leurs actions mais au lieu de céder au découragement, ils et elles continuent de s'impliquer et se soutiennent les un.e.s les autres.

Cela est aussi dû au fait que cette peur face à la catastrophe écologique à venir est teintée d'un espoir inconfortable, de ce que certain·e·s auteur·e·s ont nommé un « espoir catastrophique » (« *catastrophic hope* ») (Gordon 2018 ; Abiral 2015). La crise à venir sera terrible et catastrophique et ce n'est pas leurs actions qui pourront l'éviter, mais c'est peut-être la seule chose qui fera tomber ce système :

Et je me demande t'sais avec un système qui est déjà, qui roule là comme ça, solide à ce point-là, là, c'est qu'est-ce qui va le faire tomber, ce système-là ? Moi j'ai l'impression que c'est la crise écologique, c'est pas les gens. Je pense pas que c'est nous qui va réussir à faire tomber le système. Je pense que c'est la planète qui va juste pas être capable de supporter ce système-là puis que le système va s'effondrer. Je pense ça va plus être ça. (...) Moi j'ai l'impression que le système va juste s'effondrer puis c'est pas nous qui va le faire s'effondrer. Puis énormément de gens vont souffrir.

Rachel, automne 2017

Dans ce scénario terrible et apocalyptique, il y a « au moins » la chute probable et espérée du « système » qui ne saurait survivre à cette crise. C'est là une émotion ambivalente, comme lorsque l'on adhère à un pis-aller terrifiant et inévitable. Mais cet « espoir catastrophique » tend à dépolitiser les enjeux futurs : on peut bien discuter des causes de la crise climatique, de la responsabilité du « système » et de ses mécanismes internes, inégalitaires et aliénants, finalement, au terme de l'histoire, « la planète [ne sera plus] capable de supporter ce système » et celui-ci ne pourra que s'écrouler. Si la fin de l'histoire est écrite, alors pourquoi en débattre ? C'est ce qu'ont décrit Giovanni Bettini et Lazaros Karaliotas dans un article analysant les discours écologistes portant sur le « pic pétrolier ». Ils montrent comment en se remettant à un scénario pré-établi probable mais construit comme inévitable, les militant·e·s écologistes tendent à naturaliser les enjeux et à enfermer le possible entre deux options : un changement total et rapide (improbable) du système – un changement qui alimente un « espoir angoissé » dirait Bürge Abiral (2015) – ou une catastrophe (probable) totale et terrifiante (Bettini et Karaliotas 2013).

C'est là un type d'émotion qui entre en tension avec l'intentionnalité politique alternative portée par Bioma : en naturalisant les enjeux systémiques et écologiques, ces militant·e·s s'empêchent d'« ouvrir des espaces pour contester la définition de ce qui est en jeu » (Bettini et Karaliotas 2013, 333) alors même que l'action collective alternative comme la préfiguration visent un changement social et une ouverture des possibles. Bioma n'est, heureusement, pas travaillée par ce seul « espoir catastrophique » : on l'a vu plus haut, les critiques construites dans les discours de Bioma sont multiples et donnent lieu à différents

types d'émotions en encourageant les débats et la construction collective de valeurs et d'idéaux. Ce processus de construction de valeurs collectives crée d'autres émotions, certaines stimulantes et encourageant l'action, comme le courage qui naît de l'appartenance à un collectif soudé et affinitaire, et d'autres qui se nichent dans le processus d'imagination radicale et donnent lieu à des rêves personnels et collectifs de futurs possibles.

4.4.2. Processus de construction de valeurs collectives

Des processus et des lieux

Le discours critique que construit et porte Bioma se fonde dans le vécu, les observations et les discussions que les membres peuvent avoir. C'est un discours qui est soutenu par des valeurs et des idéaux collectifs en même temps qu'il les porte. Dans ce processus de construction d'un discours commun, les membres entretiennent un rapport ambivalent avec les idéologies et les théories politiques existantes. Bien souvent, dans les entretiens, à la question de savoir à quels types d'idéologies les enquêté-e-s s'identifiaient, la réponse était toujours d'abord un refus de s'identifier. En creusant la question en demandant s'il y avait des théories, des auteur-e-s, des mouvements politiques qui pouvaient les avoir inspiré-e-s, j'arrivais à avoir de meilleures réponses et à explorer sur quels types de discours chacun-e s'appuie pour construire son identité de (non-)militant-e-s. Il y a un refus des étiquettes militantes qui sont vues comme étant à la fois stigmatisantes et réductrices. Stigmatisantes parce qu'elles rattachent l'individu à un ensemble hétérogène de pratiques et de pensées et réductrices parce que les individus ne se limitent bien souvent pas à une seule inspiration idéologique. Ainsi, par exemple, John s'identifie en partie à l'anarchisme mais en rejette certaines pratiques comme celles des *black blocks* et ne se considère pas comme un « militant anarchiste ». De plus, John s'identifie à d'autres idéologies comme l'écologie politique par exemple. Ces théories politiques et idéologies auxquelles chacun-e a pu s'intéresser sont nombreuses, allant de l'anarchisme et de l'écologie politique comme dans le cas de John au féminisme, au socialisme et à l'anti-capitalisme en passant par le décolonialisme, la justice sociale et l'internationalisme.

En se côtoyant au quotidien, chacun-e enrichit la réflexion des autres et une forme de socialisation collective à différentes théories et approches politiques se fait au travers des conversations et pratiques du quotidien. Avec ces théories et discours, ce sont des

valeurs collectives, souvent aussi larges et indéterminées que l'autonomie, le respect ou la défense de l'environnement, qui se forment et peuvent être exprimées.

Ce processus était particulièrement visible lors d'un entretien de groupe effectué à l'automne 2016. Lors de celui-ci, chaque personne présente apportait des valeurs et idéaux qui leur tenaient vraiment à cœur : ce n'est pas tant que tout le monde embrasse également les mêmes valeurs collectives, mais plutôt que chacun·e respecte et admet l'importance des valeurs que les autres portent et expriment. Ainsi, si une des personnes est très attachée au féminisme anti-raciste, cela ne signifie pas que tou·te·s les membres embrassent également cela mais qu'une place lui est accordée et que le collectif les porte. Loin d'une homogénéisation des valeurs de chacun·e, c'est à une collectivisation de celles-ci que l'on assiste.

C'est rare que les membres de Bioma prennent le temps de discuter de leurs valeurs et des idéaux collectifs, ceux-ci restent bien souvent implicites et sous-jacents. À la suite de l'entretien collectif de l'automne 2016, les membres de Bioma m'ont remercié pour leur avoir fourni le temps et l'espace leur permettant de parler de ce qui les relie et de ce qu'ils et elles font. Ces valeurs et idéaux se manifestent aussi dans les pratiques et les projets réalisés collectivement ainsi que dans les alliances et les événements organisés par Bioma. Lors de ces moments et dans ces lieux spécifiques, les différent·e·s militant·e·s renforcent leur compréhension de ces valeurs, ce qu'elles impliquent et comment les appliquer dans leurs vies quotidiennes. Ainsi par exemple, à travers les pratiques agricoles écologiques, les membres néophytes en apprennent plus sur la protection de l'environnement ou sur ce qui va avoir des impacts sur l'écosystème. Les alliances avec des groupes comme *Sisters in Motion* participent à la socialisation des membres de Bioma aux enjeux du féminisme, de l'anti-racisme, de l'anti-oppression ou du décolonialisme. La participation à des festivals de décroissance permet là-encore aux membres de Bioma de se socialiser à des enjeux qu'ils et elles ne maîtrisent pas forcément et, ainsi, de construire et renforcer leurs valeurs et idéaux collectifs.

Des stratégies militantes

C'est en s'adossant à ce discours général, protéiforme et englobant, s'articulant autour de critiques systémiques et radicales de la société et de valeurs et idéaux collectifs

s'inscrivant dans des émotions multiples et parfois contradictoires, que les militant·e·s s'engagent dans Bioma mais aussi, comme on l'a vu plus haut, dans d'autres actions collectives. Cette vision de la société n'est pas donnée aux militant·e·s, c'est elles et eux qui la construisent et l'utilisent pour penser, agir et justifier leurs actions. Ces engagements sont donc à la fois réfléchis et réflexifs, cohérents avec leurs propres parcours personnels mais aussi avec la vision qu'ils et elles ont construite des enjeux sociaux, des institutions et de la société en général. Cette cohérence et cette réflexivité sont particulièrement visibles chez les militant·e·s de Bioma : les stratégies d'actions sont construites en fonction de leur efficacité présumée. Celle-ci dépend directement de la vision et des connaissances que les militant·e·s ont de la société :

T'sais c'est comme si on choisit toute, (...) qu'on essaye d'avoir plus de portée, beh on choisit des canaux, t'sais ? Est-ce que ça va être de l'action collective ? Est-ce que ça va être de devenir journaliste puis documenter pour dénoncer ? Est-ce que ça va être de l'action juridique ? Est-ce que ça va être de faire de la politique ? T'sais y a plein de voies qui s'offrent à un citoyen pour s'engager. Puis nos expérience puis nos études puis nos personnalités aussi vont avoir, vont influencer quels outils on voudrait utiliser, t'sais ?

Amanda, hiver 2017

Amanda, comme d'autres personnes dans le collectif, choisit ses engagements et la forme qu'ils vont prendre en fonction des opportunités d'action et de changement qu'elle y voit. Dans le domaine du droit, par exemple, elle « *sait* » qu'elle peut accompagner des personnes précarisées, qu'elle peut devenir une « alliée politique » de ces personnes pour les aider à faire des recours, à avoir accès à leur droits et à ce qu'elles soient moins dominées et/ou réprimées. Dans ce domaine, elle sait qu'elle a les compétences et l'espace de relative liberté pour agir. Elle reconnaît cependant que cette marge de manœuvre qu'elle peut avoir dans ces espaces institutionnels est limitée. En même temps, les effets positifs qu'elle peut réussir à obtenir sont « concrets » : elle aide directement des personnes « opprimées ». Cet engagement dans des organismes institutionnalisés ne va pas de soi : la vision que le groupe construit des institutions est négative et s'engager dans de tels organismes relève d'un compromis qui ne va pas de soi. Lorsque Rachel s'est vue offrir un travail par le Ministère des Service Sociaux, elle a « longuement réfléchi » avant d'accepter, pesant le pour et le contre, se demandant si elle aurait suffisamment de liberté dans ce travail afin de vraiment venir en aide aux réfugié·e·s avec lesquel·le·s elle allait travailler.

Dans le domaine de l'environnement, en revanche, il n'y a pas (ou plus) vraiment de doutes. Comme l'exprime Amanda, s'il y a des domaines où l'on peut agir au sein ou avec les institutions, ce n'est pas le cas pour l'environnement :

Fait que moi c'est une couche de plus que je sais très pertinemment que si le Canada signe des engagements, s'il les respecte pas... (...) Il se passe rien quoi. Et y a personne qui va venir, t'sais, donner une amende au Canada, arrêter quelqu'un ou mettre quelqu'un en prison. Beh non, ça va jamais arriver. (...) Oé c'est plus des engagements déclaratifs qu'ils respectent jamais. Fait que... Je suis un peu désabusé par ça aussi, là.

Amanda, hiver 2017

Le groupe de Bioma arrive à un consensus selon lequel les modes d'action conventionnels – institutionnels, civiques ou électoraux, par exemple – sont fondamentalement inutiles dans la lutte environnementale : les enjeux économiques, politiques et institutionnels sont vus comme trop importants pour que le « système » puisse vraiment changer de l'intérieur. Il reste alors l'engagement dans des luttes contestataires et dans des actions collectives alternatives. Dans ce domaine, la stratégie retenue à la fois collectivement et par les différents individus, est une stratégie qui cherche à articuler plusieurs échelles d'action.

Ces militant·e·s vont à la fois participer à de grands rassemblements transnationaux portant sur l'environnement et la justice sociale, comme le Forum Social Mondial de 2016 ou la Marche pour la Terre, par exemple, ainsi qu'à des actions contestataires et des luttes fédérales et provinciales. C'est ainsi qu'Anne, Véro ou Rachel ont participé à de nombreuses actions provinciales contre les oléoducs et qu'elles s'insèrent dans un réseau plus ou moins informel de militant·e·s écologistes organisant des actions directes contre l'extractivisme, la déforestation ou pour la protection de l'environnement. Toutes ces stratégies *contestataires*, qui se déroulent à différentes échelles d'action, sont vues comme pertinentes, avec leurs avantages et leurs inconvénients et c'est ensemble que ces luttes font du sens. L'initiative alternative qui les rassemble, les projets de Bioma, consistent en la construction d'une « toute petite échelle » d'action dont les résultats ne sont pas forcément spectaculaires mais « qui font du sens » (entretien avec Rachel, hiver 2017). C'est à cette échelle que les militant·e·s ont l'impression d'avoir le plus de pouvoir – aussi ténu soit-il – et de prise sur la réalité quotidienne comme sur la lutte écologiste :

Je pense on en parlait la dernière fois, là, t'sais on va, je vais jamais prétendre que ce que je fais dans la coop puis notre projet de terre c'est une solution, t'sais, c'est une solution aux problèmes climatiques, là. Mais t'sais je pense qu'à l'échelle individuelle, c'est comme si le,

le citoyen normal, là, comme toi puis moi, on a perdu le pouvoir complètement sur ce qui va se passer, en termes de crise écologique. Puis le pouvoir qu'on a comme citoyen reste, reste dans notre quotidien à l'échelle locale, vraiment puissant, t'sais ? Vraiment, est porteur. Fait que moi j'ai plus tant d'espoir de sentir que je peux influencer des politiques publiques. Mais j'ai espoir qu'à l'échelle locale, ce que je fais peut faire une différence puis influencer beaucoup de gens autour de moi, t'sais ? Fait que moi c'est le pouvoir d'influencer des gens sans leur faire la morale.

Amanda, hiver 2017

Même en reconnaissant l'insuffisance fondamentale de leur action collective alternative dans la lutte environnementale – comme dans d'autres luttes sociales – les membres de Bioma trouvent cette échelle – très locale – d'action pertinente. Cette pertinence vient du fait que cette échelle qu'ils et elles construisent activement, est toujours déjà articulée à d'autres actions collectives se situant à d'autres échelles : comme j'ai pu le montrer, c'est dans ces projets locaux que les militant.e.s se reposent, guérissent, expérimentent et se « reconnectent » avec ce pour quoi ils et elles se battent. Pour les échelles transnationales, nationales et provinciales, ils et elles s'insèrent dans des luttes plus larges qui participent à ces processus stratégiques de construction d'échelles d'action (Dufour et Goyer 2009 ; Masson 2009).

Dans son analyse des mouvements de modes de vie engagée, Geoffrey Pleyers (2017, 129) note que le passage de « l'auto-transformation ou du changement dans un groupe local limité à des transformations plus larges reste souvent un angle-mort dans la quête globale pour un changement de société »⁸. Dans le cas de Bioma et des projets que ses membres portent, cet « angle-mort » est reconnu et ils et elles tentent de le surmonter en s'inscrivant dans de multiples engagements stratégiques dans lesquels ils et elles construisent activement différentes échelles d'action.

4.4.3. Perspectives et (dés)espoirs de changement social

Cauchemars et rêves du futur

Les membres de Bioma ont une conscience aiguë de l'insuffisance de leurs actions face aux défis environnementaux comme face aux injustices sociales. Cette insuffisance est renforcée par le fait que leur discours porte en lui-même cette vision apocalyptique. On retrouve ici la thématique de « l'espoir angoissé » (Abiral 2015 ; Gordon 2018) où

8. « *The spread from self-transformation or change in a limited local group of a larger scale transformations often remains a blind-spot in the overarching quest for society change* ».

les militant.e-s balancent d'un côté cet espoir que les actions collectives, aussi petites soient-elles ont quand même un sens – et ils et elles continuent donc de s'investir dans leurs actions, de « faire ce qui est juste ici et maintenant, peu importe les résultats »⁹, pour reprendre les termes de Bürge Abiral (2015, 93). Selon cette auteure, l'« espoir angoissé » peut basculer dans un « espoir catastrophique » où les militant.e-s en viennent à espérer des catastrophes parce que celles-ci pourraient permettre de « faire tomber le système ». On l'a vu plus haut, ce type de discours et d'« espoirs catastrophiques » existent chez Bioma. Et cela les amène à avoir des cauchemars collectifs du futur face auxquels ils et elles entendent tout de même se préparer.

Face à ce cauchemar de l'apocalypse climatique qui va d'abord affecter « les plus pauvres et les plus démunie-s » qui seront donc doublement – voire éternellement – perdant.e-s, le discours de certain.e-s membres de Bioma tend vers une forme de survivalisme inconfortable et résigné. La terre à Harrington est ainsi parfois décrite comme un refuge où les individus pourront aller soit en cas de problèmes, soit quand le monde s'effondrera :

Ça ne va pas sauver la planète... Mais en même temps je ne vois pas la planète aller mieux. Ce que je vois, c'est qu'on est en train de créer des petits canots de sauvetage où les gens peuvent embarquer et se sauver eux-mêmes, mais il y aura toujours une grande crue tout autour. Ce n'est pas nier qu'il y a quand même un déluge tout autour de nous. Ça peut être ça : offrir de la résistance et des alternatives, les gens nous rejoignent et de nouvelles idées émergent. Et j'ai l'impression que c'est ce qui va se passer. Mais ça peut aussi être juste un refuge pour quand les choses vont exploser.

John, été 2017

On remarque ici la terminologie apocalyptique qui amène la nécessité de se préparer, de trouver des manières de se sauver collectivement et de pouvoir survivre à travers cette catastrophe inévitable. Face à ce futur cauchemardesque, le collectif de Bioma crée des refuges physiques. L'isolement de la terre à Harrington, qui est un frein à son accessibilité et, donc, à la diversification du collectif, devient un atout dans ce contexte, tout autant que sa propre source d'eau potable et ses espaces agricoles qui sont des éléments rassurants que certaines personnes à Bioma mettent en avant. Les aspirations à l'auto-suffisance prennent une toute autre dimension dans ce discours survivaliste qui, à la différence des

9. « *Permaculturists stress the importance of doing the right thing here and now without necessarily worrying about the results* ».

discours survivalistes d'extrême-droite, s'efforce à rester ouvert et accueillant, à cultiver certains espoirs.

Ainsi par exemple cet espoir ténu et fragile (« angoissé ») qu'en construisant des alternatives, en expérimentant et en développant des pratiques d'autosuffisance, le collectif participe à l'édification d'un *après*. Lorsque le système s'effondrera, il y aura ces alternatives qui survivront et qui pourront être les bases d'une reconstruction possible. Les membres de Bioma savent que rien ne garantit que ce soit le cas, mais c'est un pari à prendre, un espoir dans un futur cauchemardesque.

Il ne faut pas imaginer que le collectif de Bioma est entièrement animé par cette vision sombre et apocalyptique. Le travail d'imagination radicale qui se déroule au sein du collectif n'est pas univoque ni unidirectionnel. Ce cauchemar n'est pas la seule projection de futur, le seul horizon d'attente de Bioma. Il y a de nombreux rêves plus positifs et porteurs d'espoirs qui traversent le collectif. Des rêves d'alternatives, des rêves de révolution, des rêves sans frontières et de transnationalisation de leurs actions collectives. À côté du discours survivaliste se développe ainsi une vision positive d'alternatives transnationales :

Tu sais, je vais avoir un jardin tropical en Nouvelle-Zélande, un jardin tempéré froid au Canada, peut-être un jardin méditerranéen, peut-être un autre en Amérique du Sud, un jardin d'altitude colombien (...) J'aimerais avoir d'autres amis qui font ce que je fais, faire un petit réseau et on bouge d'un projet à l'autre.

John, été 2017

Lorsqu'ils et elles se mettent à rêver, les membres de Bioma projettent des réseaux alternatifs entiers où les individus pourraient s'autonomiser de plus en plus vis-à-vis de la société et, cela, à travers le monde, en s'appuyant sur des réseaux affinitaires. Ces rêves positifs, ancrés dans des réseaux, des pratiques et un collectif concrets, donnent de l'espoir et du « courage » aux militant.e.s. Le courage de s'opposer à ce système si hégémonique (entretien avec Anne, été 2017), le courage d'« arrêter » de soutenir cette « société » (entretien avec Benjamin, été 2017), le courage d'espérer malgré tout et de continuer de lutter (entretien avec Amanda, hiver 2017), le courage de « faire partie de la solution » (entretien avec David, automne 2016).

« *Du possible, sinon j'étouffe...* »

L'alternatif¹⁰ est vécu et défini par les militant.e-s comme étant une manière de s'organiser et d'avoir des pratiques *différentes*. Cette altérité est fondée dans la critique sociale et politique que les membres de Bioma portent. En d'autres termes, c'est pour éviter de reproduire les défauts postulés de la société que ces militant.e-s expérimentent, s'organisent et interagissent avec pour boussole éthique leurs valeurs et idéaux et comme repoussoir la société dominante :

Tu regardes dans la société, t'es toujours jugée, jaugée par rapport à des critères qui sont trop restreints. Tu vaux quelque chose parce que t'as un travail, parce que tu gagnes tant, parce que... Et je trouve qu'ici, c'est ça, souvent on se retrouve, on discute et (...) on a quand même des référents qui sont très différents, mais tout le monde a sa place et... Ouais, je trouve qu'on grandit par les *mix*, alors que, la plupart du temps, dans la société, tout est cloisonné, tout est cadré. Ça fait que je pense que la société idéale, elle ressemble beaucoup plus à ça. On est ouvert, on est à l'écoute, où les différences peuvent s'exprimer et c'est ça qui nous fait grandir et évoluer tous ensemble.

Anne, été 2017

Cette altérité se retrouve dans des pratiques matérielles mais aussi, comme on le verra dans le prochain chapitre, dans l'expérimentation de relations différentes, qui essaient d'accepter les différences, d'inclure et de donner aux individu la liberté d'« avoir leur place ». Pour reprendre les termes d'Amanda, l'alternatif crée des « ailleurs » où l'on peut essayer des choses, se réapproprier nos corps, nos rêves et nos envies. En un sens, ce sont des espaces d'émancipation où les individus puisent dans les connaissances, les certitudes et l'amitié du collectif pour se donner le courage d'essayer des choses qu'ils ou elles pensaient impossibles, d'accepter d'autres manières de penser et d'envisager le monde, de rêver des futurs et de se reposer de leurs engagements.

L'alternatif est une action « ontologique » au sens où elle crée des mondes, elle amène les militant.e-s à « incarn[er] différentes logiques et pratiques culturelles » (Escobar 2018, 116) qui entrent en conflit avec la « société » (ce « monde dominant ») et qui se déploient dans des espaces physiques spécifiques qui sont – partiellement – soustraits aux régulations et normes dominantes. En ce sens, pour les membres de Bioma, les pratiques alternatives en viennent à redéfinir les horizons de possibilité, à ouvrir des mondes de

10. Le titre de cette sous-partie est une citation de Soren Kierkegaard tirée du *Traité de Désespoir*, traduit par Knud Fehlov et Jean-J. Gateau, Paris : Gallimard, 1949, page 163.

possibles face à ce qui est vu comme la seule reproduction d'institutions et de dominations. On peut ainsi considérer ces initiatives comme s'inscrivant dans des stratégies « interstitielles » de changement social (Olin Wright 2017, 487) : en créant des niches, des espaces dans les « marges de la société capitaliste », ces initiatives renforcent le pouvoir d'agir des militant.e-s, leur permet de changer leur vie en accord avec leurs convictions éthiques et d'expérimenter d'autres pratiques et d'autres modèles qui peuvent ensuite, éventuellement, être diffusés. Les membres de Bioma sont conscient.e-s que c'est là un type d'action limitée :

Je sais pas si ça pourrait se matérialiser sur une plus grande échelle, t'sais ? Je sais pas si on pourrait vraiment faire une transition vers une société complètement alternative mais je pense qu'il faut qu'il y ait ces alternatives dans le micro en tout cas pour juste que ça existe puis démontrer que c'est possible de le faire puis ça crée des réseaux puis qui font en sorte qu'y a des valeurs de ça qui font en sorte que ça peut peut-être percoler sur un système plus large aussi. Fait que... Je suis pour les alternatives !

Catherine, été 2017

En créant un « monde » alternatif, les militant.e-s se réapproprient leur futur en le rendant plus ouvert, en y plantant des possibles qui leur appartiennent et qui ne sont pas juste ceux normés et dictés par la « société ». Conscient.e-s des limites intrinsèques, les membres de Bioma articulent de multiples stratégies et visions du changement social sans se reposer exclusivement sur une seule d'entre elles. Au-delà des changements biographiques et personnels que peuvent amener ces initiatives collectives aux militant.e-s, celles-ci visent aussi, et surtout, à inspirer et disséminer les pratiques et les possibles qui y sont expérimentés :

Puis tu sais l'espoir que j'ai toujours c'est pas tant le projet en tant que tel qui apporte le changement mais c'est plus, c'est plus diffuser des idées de projets qui inspirent d'autres gens après. Moi c'est plus ça qui me donne de l'espoir, c'est plus réfléchir, okay oui on fait un jardin. Mais ça, est-ce que ce jardin-là si on faisait juste le faire nous, tous seuls dans notre coin sans en parler à personne, l'impact qui est super limité, versus, si il y a cinq cent personnes par années qui visitent puis qui voient ce mode de vie-là, puis qui posent des questions ensuite, parce qu'ils ont visité ce projet-là, c'est plus ça l'impact qui m'intéresse, que le jardin lui-même. T'sais ? Puis moi je crois aussi beaucoup au potentiel de changement quand tu diffuses tes idées à des gens non convaincus.

Rachel, hiver 2017

Cette dissémination passe par plusieurs stratégies. Tout d'abord en impliquant des ami.e-s et des bénévoles dans les projets afin qu'ils et elles transforment concrètement leurs pratiques et visions du monde et ouvrent leurs horizons en découvrant et en partageant le discours et les actions de Bioma. Ensuite, en maintenant des espaces alternatifs

ouverts, comme à l'Espace X ou au Craterre, par exemple, où des individus peuvent venir découvrir ponctuellement ces pratiques et discours alternatifs, se socialiser à ce type de militantisme. Dans ce cas, les espaces animés par Bioma jouent un rôle de plateforme de démonstration et de diffusion de discours et pratiques militantes alternatives mais aussi, on l'a vu plus haut, d'autres mouvements sociaux. Enfin, en allant faire des entrevues ou des conférences pour rendre visibles ce qu'ils et elles font.

En 2016, Rachel, John et Amanda ont donné plusieurs conférences – dont celle, à Concordia, où je les ai rencontré·e·s – devant des publics qui n'étaient pas toujours militants. L'ensemble du groupe a aussi fait l'objet de reportages dans certains médias et il apparaît dans des recherches académiques portant sur l'agriculture urbaine, l'alimentation locale ou des questions d'urbanisme (Nadeau 2018, par exemple). Cette stratégie est revendiquée par certain·e·s membres de Bioma comme étant une des manières d'essayer de transformer et de diffuser les alternatives dans les médias, au-delà de leurs cercles d'affinités et de connaissances.

La stratégie sous-jacente, en disséminant leurs discours et pratiques, est d'« inspirer » des individus pour qu'ils ou elles s'engagent dans des initiatives alternatives, reproduisent des expériences et des actions collectives afin que, par accumulation de pratiques alternatives, les modèles qui y sont développés se diffusent et deviennent moins marginaux, que naissent et se structurent des réseaux et institutions alternatives afin de réduire, autant que faire se peut, la dépendance des individus aux institutions dominantes. C'est là une stratégie propre à l'action collective alternative mais elle doit être comprise dans une convergence des luttes : une articulation de stratégies contestataires, institutionnelles, de soutien et d'alliance. C'est « tout ça », l'ensemble de ces pratiques et actions collectives différentes qui participent à ce que Rachel nomme « une transition socio-écologique » et pour laquelle le collectif s'engage.

*

* *

On est tous interreliés plus ou moins dans les milieux militants par beaucoup d'intersectionnalité. On essaie de travailler ensemble. C'est quand même full cloisonné, pas très inclusif, comme je te disais, ça fait que... Je dirais que non, je pense pas tant que la coop fasse partie des milieux militants, mais il y a beaucoup de militants de divers horizons, en fait, qui s'y retrouvent.

Anne, été 2017

Au sein de la littérature portant sur les mouvements sociaux, il y a souvent une indétermination latente : les auteur·e·s distinguent rarement les actions collectives des mouvements sociaux. Je ne crois pas que l'on puisse déterminer qu'il existe un véritable *mouvement social alternatif*. À la manière d'Asef Bayat (1997, 2010), on pourrait éventuellement décrire l'alternatif comme un cas limite de « non-mouvement social » : un ensemble d'actions qui ne sont pas coordonnées ensembles mais qui, par accumulation analogique, finissent par acquérir un « pouvoir de présence ». Une telle approche permet de mettre en avant l'effet cumulatif de l'alternatif ainsi que sa stratégie intrinsèque de dissémination, d'enseignement et de source d'inspiration : c'est une dimension de l'action collective qui aspire à être reproduite différemment ailleurs, encore et encore. Cependant, une telle description ne permet pas de rendre compte de l'inscription de ces pratiques dans d'autres mouvements sociaux.

L'alternatif doit plutôt être considéré comme une dimension de l'action collective qui participe à un mouvement social spécifique. C'est un type d'engagement qui participe d'une stratégie proactive visant la construction d'espaces d'expérimentation et de préfiguration. Dans le cas de Bioma, on assiste à une initiative alternative s'inscrivant dans le mouvement environnemental dont elle participe à la redéfinition en ouvrant des « espaces de possibilités » (Hamel 2018, 308), de repos et de croisements, de convergence avec d'autres luttes. C'est là une caractéristique de l'alternatif. En croisant et en soutenant des actions contestataires écologistes, féministes, anarchistes, anti-autoritaires, décoloniales et anti-capitalistes, Bioma participe à diversifier et complexifier les enjeux du mouvement environnemental à Montréal. De plus, en construisant des espaces-sanctuaires solidaires, les membres de Bioma ouvrent des lieux démocratiques, hors de tout contrôle social et de toute répression (Melucci 1989), qui permettent de maintenir une identité collective auto-réflexive et, donc, d'approfondir les valeurs, idéaux et critiques collectives qui fondent l'action écologiste.

C'est là, finalement, une caractéristique importante de l'alternatif : il tend à brouiller les frontières entre les mouvements sociaux et les différentes actions collectives. Cela est le fait de l'articulation d'engagements différents qui reposent tous, au moins en partie, sur les pratiques collectives alternatives. Dans cette perspective, l'alternatif fournit un support – matériel, cognitif, émotionnel – aux personnes engagées qui ont, dans le cas de Bioma, des trajectoires militantes très diversifiées. Ces trajectoires se rencontrent et participent à la construction d'une identité collective particulière, ambivalente et expérimentale. Une initiative alternative permet l'articulation de stratégies multiples et complémentaires – alternatives et préfiguratives, donc, mais aussi contestataires, institutionnelles et artistiques. Cette dimension de l'action collective prend une forme particulière, expérimentale ; dans le cas de Bioma, elle est fondée sur l'affinité et l'apprentissage collectif. Analyser comment Bioma s'organise ainsi que la manière dont elle structure et déploie ses actions et pratiques permet de mieux comprendre à la fois les caractéristiques propres de l'alternatif mais aussi les tensions qui le travaillent et les différentes formes qu'il peut prendre.

Chapitre 5

Expérimentations et affinités, (micro)politique de l'alternatif

L'alternatif est une dimension de l'action collective qui s'insère dans un mouvement social mais qui ne s'y limite pas : comme on vient de le voir, si Bioma s'inscrit principalement dans le mouvement environnemental, elle s'articule, communique et participe à d'autres mouvements sociaux. En ce sens, étudier les pratiques alternatives est une invitation à explorer les frontières floues et parfois brouillées qui séparent empiriquement différents mouvements sociaux. Cependant, l'existence de pratiques alternatives collectives spécifiques n'est pas donnée *a priori*. C'est le résultat d'un processus et d'une histoire de construction collective de l'action, d'interactions et de narrations menant à une organisation rassemblant un groupe d'individus orientant de manière volontaire et déterminée leurs pratiques.

Dans le chapitre précédent, j'ai analysé ce que David Vercauteren (2007) appelle les aspects « macropolitiques » de Bioma : les mobiles explicites, les discours critiques et les valeurs, les projets et les actions d'envergure. Il s'agit désormais d'explorer ce que ce même auteur appelle la « micropolitique » : qu'est-ce qui fait ce groupe ? Quelles sont les (micro-)pratiques internes à Bioma ? Que font ces membres et comment interagissent-ils et elles ? Mais aussi, comment ces militant·e·s comprennent et conçoivent ces pratiques ? Dans quelles narrations cohérentes ces relations et ces pratiques sont-elles articulées ? En d'autres termes, je souhaite analyser ici ce processus qui a donné naissance et qui soutient de manière continue les pratiques alternatives collectives menées par Bioma.

Kathleen Blee (2012) montre comment s'intéresser aux débuts du militantisme et, surtout, aux tensions, errements, pratiques ordinaires et débats initiaux des groupes de militant.e.s permet d'appréhender la manière dont ces groupes se forment et se structurent. C'est aussi, plus largement, une manière d'étudier comment des actions collectives se manifestent ainsi que les difficultés auxquelles elles peuvent être confrontées :

Les nombreux efforts qui bouillonnent, qui se dissolvent ou qui deviennent autre chose montrent à quel point le processus de s'organiser en vue de changer la société peut être semé d'embûches. Les faux départs, les revers rapides, les tâtonnements et les changements radicaux de direction qui caractérisent pratiquement tous les efforts de la base [*grassroots efforts*], montrent la même chose.¹ – Kathleen Blee (2012, 6).

Dans ce chapitre, je propose d'analyser à la fois ce que font concrètement les personnes engagées au sein des projets de Bioma ainsi que la manière dont ces pratiques et actions sont conçues et comprises. L'objectif est de caractériser ce que sont, concrètement, des pratiques alternatives : c'est autour de l'expérimentation de « nouvelles » pratiques qui *préfigurent* une société « meilleure » que l'alternatif se structure. Et ces expérimentations participent, finalement, à une stratégie de changement social que les membres appellent de leurs vœux.

On verra tout d'abord les deux éthiques qui sont au fondement de l'organisation et de l'identité collective de Bioma : l'éthique du *faire* qui ancre le collectif dans le bricolage et l'expérimentation, et l'éthique de l'affinité qui oriente les liens et les interactions au sein du groupe vers une interdépendance cultivée dans le but de faire communauté. La suite du chapitre explore les limites (micro)politiques de ces deux éthiques. Je regarde tout d'abord comment la sédimentation des pratiques, relations et rôles sociaux influence les dynamiques internes actuelles du groupe. Ces éthiques sont ambivalentes en cela qu'elles permettent l'expérimentation de pratiques sociales et matérielles autres en même temps qu'elles tendent à contraindre et freiner le processus – souhaité – de désocialisation des habitudes et relations héritées. Je regarde ensuite deux enjeux importants qui sont liés à l'éthique de l'affinité : la manière dont elle peut devenir un frein à ce que j'appelle

1. « *The many efforts that fizzle, dissolve, or become something else show how fraught the process of organizing for change can be. So do the false starts, quick reversals, tentative moves, and radical shifts in direction that characterize virtually every grassroots effort* ».

la *collectivisation communautaire* du collectif et qui recoupe en partie les processus de démocratisation des groupes militants dont parle Kathleen Blee (2012, 4) ; puis la manière dont elle peut entrer en conflit avec le travail externe de Bioma autour des enjeux de diversification du collectif : comment s'ouvrir à d'« autres » lorsque le moteur de notre groupe repose sur l'affinité ?

5.1. Bricoler, expérimenter, préfigurer

5.1.1. L'éthique du faire

Tu sais moi j'étais encore aux études quand on a commencé ces projets-là. Fait que j'étais très dans la théorie là. J'étais comme à la fin de mon bac (...) puis au début de ma maîtrise(...) fait que j'étais en mode super exploratoire, je découvrais plein de choses qui me fascinaient mais j'étais beaucoup dans la théorie à l'université. Et le projet qu'on a fait ensemble, c'est l'Espace X puis après les autres projets, pour moi, c'est des façons de faire un peu... (rires) des façons un peu chaotiques d'essayer des choses, tu sais. On était vraiment en mode « test ».

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Ce qui ressort souvent du discours des membres de Bioma est une mise à distance des connaissances théoriques et un accent mis sur le développement et l'acquisition de connaissances pratiques, ancrées dans l'action et le « concret ». Les connaissances théoriques ne sont pas rejetées en tant que telles, elles sont en partie mises à l'écart pour acquérir des connaissances pratiques, ancrées, donc, dans le « *faire* ». On retrouve là l'un des aspects les plus centraux de l'alternatif : cette intention collective de « faire autrement ». Cela s'incarne dans une éthique de l'action qui est moteur dans le groupe : une « éthique du faire » que Michel Lallement (2015, 6) définit, dans son étude portant sur les *hackerspaces* californiens, comme une certaine philosophie du travail

caractérisée par un enthousiasme collectif pour le bidouillage, les activités artisanales, le bricolage [...] le travail [devient] à lui-même sa propre fin, sans que quiconque n'impose d'objectifs, de délais, de contraintes... Juste l'envie de faire pour soi.

Plutôt que d'attendre d'avoir la bonne connaissance pour faire quelque chose, les membres de Bioma essaient et font. Il y a une forme de spontanéité du *faire* : lorsque l'on va au Craterre pour travailler dans les jardins et que l'on demande au responsable

des jardins ce que l'on doit faire, sa réponse la plus courante est « qu'est-ce que tu aimerais faire ? » suivie de « eh bien essaye ! ». Les personnes s'impliquant dans les projets de Bioma sont invitées à essayer, se tromper et apprendre. L'apprentissage occupe un aspect central de cette éthique du faire car « c'est en faisant que l'on apprend ». Et ils et elles contrastent cette manière d'apprendre avec celles plus formelles qui se déroulent dans des classes ou des institutions d'enseignement :

J'aime apprendre. Je trouve que c'est des bons moyens d'apprendre. Et... j'aime pas aller m'asseoir dans une classe, t'sais ? Donc, ça, c'est différent comme méthode d'apprentissage !

Entretien avec Véro, automne 2017

La méthode est différente, car elle est incarnée dans des pratiques concrètes, et les enseignements eux-mêmes sont différents de ceux plus formels qui sont considérés comme « éloignés de la réalité » et « pas assez concrets », selon les termes de Benjamin, un bénévole au Craterre, qui oppose tout ce qu'il a pu apprendre à l'université avec ce qu'il apprend dans les jardins.

Cet apprentissage vise à renforcer la communauté en augmentant les connaissances de chacun-e et en permettant une autonomisation et une émancipation de la communauté :

Fait que c'est construire une résilience, t'sais ? À vraiment p'tite échelle mais juste que les gens se sentent capables de réfléchir de voir autrement puis d'agir. Puis t'sais j'le constate en moi-même, là ! Apprendre à comprendre d'où vient ce que je mange, à comprendre toute le travail qu'y a derrière c'que tu finis par manger puis heu... les composantes du sol, les interactions avec la nature pour, t'sais, produire ce que, ce qui va finir par te faire survivre ! (...) Parce que j'ai encore peur puis je suis encore intimidée par plein de choses, t'sais ? Mais se sentir capable d'abattre un arbre, là, se sentir capable d'utiliser une *chainsaw* puis de construire une cabane puis t'sais pour moi ça ça fait partie de la résilience puis du courage qu'on va avoir besoin pour affronter ce qui s'en vient, t'sais ? (...) Le courage d'essayer des affaires nouvelles. (...) Ça je le vois beaucoup aussi puis je l'observe plus chez les filles. Moi ce que j'aime observer c'est le changement chez les gens qui ont jamais fait ça avant. Puis soit que la première fois ils osent même pas toucher à la hache ou soit la deuxième fois, là ils ont peur et ils demandent plein d'instructions puis, heu finalement se mettent à le faire puis on s'essaye pour la première fois, là. Fait que c'est pas juste faire de la hache pour la première fois mais c'est le courage que ça te donne de te dire « *Shit* moi aussi j'suis capable de faire des affaires manuelles qui demandent de la force puis que d'habitude je laisse juste, t'sais je laisse mes amis le faire ou je laisse les gars le faire ». C'est *hot*. La même chose avec le jardin, là, y a des gens qui ont peur de semer tout croche ou de... (*rires*) Ils le font tout croche des fois la première fois (*rires*) mais au moins ils ont l'expérience d'avoir essayé, t'sais !?

Entretien avec Amanda, hiver 2017

En faisant, en s'essayant, les individus désacralisent le *faire*, se socialisent à des pratiques ordinaires mais auparavant vues comme inaccessibles. L'apprentissage effectué

concerne autant des actions concrètes précises – comment utiliser une tronçonneuse, par exemple – que des actions plus générales – comment jardiner ou comment construire une cabane – et même des connaissances plus générales et, finalement, théoriques – connaître les composantes du sol, les interactions avec la nature. Ce sont autant de connaissances qui *permettent* aux individus de *faire*, de se débrouiller. L'ensemble du collectif acquiert une plus grande « résilience » car toutes et tous acquièrent des connaissances pratiques directement utiles et mises en œuvre.

Cette éthique amène les individus à dépasser leurs limites construites dans leur socialisation antérieure. Ainsi, la remarque d'Amanda concernant le fait qu'elle observe plus de réticences à utiliser des outils ou à oser faire – notamment des travaux de construction – chez les filles que chez les garçons traduit les effets d'une socialisation genrée au bricolage et aux travaux manuels en général. En mettant en œuvre cette éthique du faire, les membres de Bioma essayent de s'attaquer à des socialisations oppressives héritées. C'est là un aspect important de leurs pratiques : Amanda et Rachel souhaitent depuis longtemps organiser une fin de semaine de construction à Harrington pour inviter leurs amies. L'objectif est d'utiliser pendant plusieurs jours des outils « que les gars utilisent normalement ou qu'ils nous disent comment utiliser » et, à travers ces pratiques, démystifier l'usage de ces machines et de la construction en général.

À travers le *faire*, les membres de Bioma construisent et renforcent leurs capacités collectives (*empowerment*) tout en essayant de déconstruire les relations, limites et blocages hérités de socialisations passées. C'est une éthique centrale pour l'intention d'autonomie et d'émancipation des individus comme du collectif.

Et parce que je pense que ça, c'est un acte politique, l'autonomie, parce que je pense que c'est un gros problème que les gens savent pas faire eux-mêmes et soient obligés d'acheter. (...) Parce que ça, finalement, ça, c'est le capitalisme. C'est qu'on est dépossédés de nos choses, que quelqu'un les fait pour nous, quoi ! Moi, personnellement, je suis beaucoup plus heureux en faisant... en touchant à plusieurs trucs, en sachant, en ayant conscience des choses que je mange, les choses que je fais. En mettant des visages sur ces choses-là. Tout le monde est plus content de ça.

Entretien avec Benjamin, été 2017

En ce sens, cette éthique du faire participe pleinement de la politique de préfiguration qui anime les actions collectives de Bioma. Elle participe à la réappropriation par les individus de ce qu'ils mangent et de ce qu'ils savent mais aussi de ce qu'ils peuvent faire,

de leurs potentiels. Cette réappropriation et l'apprentissage qu'elle suppose reposent sur des pratiques expérimentales qui articulent concrètement différentes rationalités.

5.1.2. Comment expérimenter ?

S'il faut *faire*, pour apprendre, s'engager et participer à une initiative alternative, il ne suffit pas de se contenter de répéter des pratiques déjà établies, de se reposer sur des habitudes ou de mettre en œuvre des recettes. Cette éthique du faire est fondamentalement marquée par l'expérimentation. Il s'agit d'essayer des choses, de « faire différentes folies » comme le dit Amanda en entretien. C'est donc pour essayer de réellement « faire autrement » que les membres de Bioma s'engagent dans ces expérimentations. Mais cela est en même temps tout à fait cohérent avec les valeurs environnementales et localistes qui animent le collectif. Il faut « vivre le jardin », observer les plantes et les écosystèmes et agir en fonction de ces observations. L'expérimentation doit permettre au collectif de s'adapter et de s'ancrer dans leur environnement local. C'est là un des principes de la permaculture dont les membres de Bioma s'inspirent : la production agricole doit s'insérer dans un écosystème et créer des relations mutuellement bénéfiques avec celui-ci (Lockyer et Veteto 2013). Cette volonté d'expérimenter pour s'adapter au contexte local dans lequel nos actions s'insèrent participe à la vision anti-hégémonique qui anime Bioma en général : l'expérimentation et l'adaptation traduisent un refus des recettes et modèles préétablis. Et si la vision du changement social portée par Bioma repose en partie sur un changement par l'exemple, ce n'est pas le contenu de l'expérimentation ou le détail de leur organisation qui est à reproduire mais la forme de l'action : l'autogestion, l'expérimentation, l'adaptation, l'ancrage local. En bref, l'alternatif qui s'efforce de ne pas reproduire les pratiques et éléments dominants qui sont la norme de « la société ». Et c'est là que l'on trouve la limite fixée par les membres de Bioma :

Expérimenter des nouvelles techniques de culture et de construction. Uhm t'sais de cueillette sauvage, de transformation de plantes médicinales, uhm, un espace où tant que c'est écologique et respectueux, tout est permis t'sais ? D'expérimenter, de comprendre, de connaître !

Entretien avec Amanda, automne 2017

L'expérimentation qui est à la fois prônée, encouragée et mise en pratique dans les projets de Bioma se fait sur fond d'une critique explicite du discours des experts et d'un savoir théorique qui serait légitime donc dominant vis-à-vis des autres. Il y a un refus de

trouver et, *a posteriori*, d'imposer une technique en particulier que ce soit dans le jardinage, la gestion de l'espace, voire la prise de décision :

Ce que j'aime bien, c'est qu'à chaque fois, ils laissent... Ils [les coordinateurs des jardins du Cratère] t'expliquent pas non plus à 100% ce qu'il faut faire. Ils te disent des trucs et te laissent faire des expériences. Ils prennent le risque, finalement, de laisser les bénévoles faire un peu n'importe quoi. Ça pourrait être totalement n'importe quoi. (...) Ça, c'est un truc que j'ai remarqué : ils ont pas peur de déléguer et ça, c'est... Finalement, on apprend beaucoup par soi-même parce qu'ils nous laissent l'opportunité de faire les choses nous-mêmes. Ils sont pas : « Non, la technique, c'est que ça... » En fait, des techniques, il y en a 1000 dans le jardinage. J'ai parlé à quelqu'un une fois qui disait que ce qui est important, c'est plus ce que toi, t'aimais faire, plutôt que la technique parfaite, tu vois ? Si t'as une technique pourrie, mais que tu l'aimes bien, t'es mieux de faire celle-là.

Entretien avec Benjamin, été 2017

C'est une prise de risque de la part du collectif car les savoirs « experts » ont fait leurs preuves : ce sont des savoirs pratiques dont les résultats – en termes de production agricole par exemple – ont été démontrés. En se reposant sur ces savoirs, le collectif pourrait s'attendre à des résultats précis alors qu'en laissant libre cours à l'expérimentation et en reléguant l'expertise à un statut égal aux autres types de connaissances et de rationalités, Bioma laisse la porte ouverte à des erreurs, des errements et des échecs. Mais, comme le dit souvent Fred aux jardiniers·ières, ce n'est pas une agriculture de subsistance, « si ça ne marche pas, on peut toujours aller faire notre épicerie »².

Ce qui caractérise les pratiques expérimentales alternatives est l'effort qui est mis pour articuler différents types de rationalités. L'objectif du collectif de Bioma n'est pas d'être le plus productif et efficace possible. Chaque projet et chaque action répond à différents impératifs qui peuvent être contradictoires.

Le samedi matin d'une fin de semaine de travail collectif du mois de septembre, alors que tout le monde est en train de prendre son petit déjeuner, Fred, David, Amanda, Rachel et John se sont levé·e·s tôt – comme d'habitude lorsqu'ils et elles sont au terrain. La conversation va bon train sur comment gérer les branchages qui sont en tas, parsemés un peu partout dans les espaces de vie et dans la zone agricole. Ces branchages viennent des arbres qui sont tombés lors de tempêtes et d'orages, soient qui ont été abattus pour agrandir les différentes zones. John, dont tout le monde dit qu'il a une connaissance approfondie et experte de l'agriculture et de l'écologie donne son avis : il faudrait brûler les branchages, faire de la place et, « de toutes les façons, la fumée qui va être générée ne sera pas très nocives et ces branches sont surtout résineuses et ne pourront pas faire du bon composte ». David conteste en disant qu'il faut que tout entre dans un cercle de réutilisation, de compostage et que le fait de les brûler fait sortir ces branchages du cycle. Au fur et à mesure de

2. Cela amène des réflexions concernant l'insertion de Bioma dans la société et les relations entretenues, bon gré, mal gré, avec les institutions sociales, politiques et économiques dominantes. C'est là le sujet du prochain chapitre.

la conversation d'autres enjeux surgissent : des questions d'esthétique, d'organisation de l'espace, de plaisirs... La décision finale ne suit pas nécessairement les recommandations techniques ou agricoles : une partie des branches sera brûlée parce que certain-e-s membres aiment faire des feux et que la fumée épaisse aidera à éloigner les moustiques. Une autre partie est mise à sécher dans un coin du terrain « pour plus tard ». Finalement, ce n'est pas la seule rationalité efficace, productive et « experte » qui aura été retenue dans cette décision, ni même la seule rationalité « écologiste », même si elles ont toutes deux été prises en compte en même temps que d'autres considérations.

Extrait de carnet de terrain, été 2016

Chaque pratique, chaque décision qui doit être prise, mais aussi chaque projet de Bioma, articulent des réflexions portant sur l'efficacité postulée de la pratique mais aussi sur ses impacts écologiques potentiels, sur l'esthétique de la pratique et/ou du résultat attendu, sur la faisabilité mais aussi sur l'impact général sur l'ergonomie de l'espace. Rentre aussi en compte la question de l'envie des gens et de leur amusement : plus les pratiques sont ludiques plus elles ont de chance d'être adoptées. La cohérence des décisions, pratiques et projets de Bioma ne peut être reconstituée qu'en explorant l'articulation, chaque fois singulière, de plusieurs rationalités différentes.

En décentrant les rationalités dominantes, en s'éloignant de la seule rationalité productrice et efficiente de l'expertise qui tend à réduire tous les choix à une seule option, les membres de Bioma s'efforcent à « faire différemment ». Les « innovations de la base » (« *grassroots innovations* ») font toujours appel à d'autres rationalités, s'appuient sur des règles sociales, éthiques et culturelles qui leur permettent de sortir des pratiques conventionnelles reproduisant les institutions en place (Seyfang et Smith 2007, 591). Une telle approche expérimentale suppose une grande flexibilité des pratiques et de l'organisation – qui laisse de la marge aux erreurs et échecs.

Si l'expérimentation est au cœur de l'éthique du faire chère à Bioma, cela ne signifie pas qu'ils et elles ne partent de rien. L'expérimentation est dirigées par les intérêts, envies et connaissances de chacun-e. Au cœur du collectif de Bioma, John est reconnu pour ses connaissances encyclopédiques concernant tout ce qui a trait aux écosystèmes, aux plantes, arbres et à l'agriculture. Amanda et Rachel sont décrites par les autres membres comme étant des organisatrices, celles qui poussent le collectif à mieux s'organiser, à être plus inclusif. David est reconnu pour ses connaissances techniques mais aussi pour

sa créativité, son imagination et ses envies d'expérimentation. Fred aussi a des connaissances reconnues en agriculture mais il amène, notamment avec Amanda, la dimension du « soin », de l'attention à soi et aux autres, qui occupe une place centrale dans les pratiques collectives. Hors du noyau du collectif, tou-te-s les membres de Bioma apportent leurs connaissances et manières de faire aux pratiques collectives. C'est ainsi que Abi amène des méthodes, savoirs et représentations autochtones au collectif. Anne aide à travailler les interactions et les dynamiques de groupes. Eva amène ses pratiques de yoga. L'expérimentation tire ses ressources des biographies et pratiques héritées de chaque membre de Bioma. Cela se retrouve dans la diversité des activités et pratiques qui s'organisent autour de l'agriculture. Si Bioma se regroupe, ce n'est pas seulement pour jardiner ou construire, c'est pour apprendre les un-e-s des autres, se connecter à la nature, faire des tâches quotidiennes, vivre ensemble :

Oui, on a des fins de semaine de travail mais... Ouais, c'est plus basé sur, tu sais, les différents aspects des projets qui se passent à la terre et les intérêts de chaque personne qui vient visiter, observer... Mais aussi il y a beaucoup de monde qui ont de l'énergie et qui veulent s'impliquer d'une manière ou d'une autre. Et ça va de travailler dans les jardins à aider à construire une cabane dans la forêt, couper du bois, faire de l'art, donner des cours de yoga, laver la vaisselle, cuisiner... Tu sais, c'est juste vivre ensemble dans cet espace.

Entretien avec Fred, automne 2017

L'expérimentation – qui peut mener à des innovations *grassroots* (Seyfang et Smith 2007) – articule les biographies des militant-e-s ainsi que les valeurs et idéaux collectifs, co-construits dans ces pratiques, conversations et engagements du groupe. Elle met en jeu des visions du monde : à la fois une critique des méthodes conventionnelles de faire, une connaissance et une valorisation des manières « traditionnelles » de faire et une négociation des rationalités qui co-existent au sein du groupe. Les rationalités dominantes au sein de Bioma ont trait à l'écologie, à la production agricole et au bien-être individuel et collectif du groupe. Ces pratiques, aussi concrètes et prosaïques soient-elles mettent en jeu des interactions et des relations sociales. Jardiner ne se limite plus à la production de légumes. C'est aussi un acte militant et une manière de faire communauté.

5.1.3. Des pratiques préfiguratives

Les pratiques de Bioma s'inscrivent dans une intentionnalité politique : articuler des rationalités différentes pour expérimenter de « nouvelles » manières de faire ne vise pas juste à « innover » pour inventer de nouvelles techniques, c'est avant tout dans le but de promouvoir des valeurs, les incarner dans des manières de faire et *préfigurer* des relations sociales et des pratiques différentes³. Selon Luke Yates (2015, 18), les pratiques préfiguratives répondent à trois caractéristiques générales :

[i] « construire des alternatives » ne peut être vu comme étant de la préfiguration (et ne peut être distingué des activités sous-culturelles ou contre-culturelles) que lorsque cela est combiné et balancé par des processus de consolidation et de diffusion ; [ii] plutôt que des moyens équivalant à des fins, c'est plus simplement que la (mico)politique des pratiques elle-même est considérée comme importante dans la préfiguration ; et [iii] plutôt que de voir la préfiguration comme étant des participants qui imagineraient de manière « proleptique » ou qui actualiseraient des objectifs futurs dans le présent, ce qui n'est bien souvent pas « politique », mon argument suggère que l'imagination, l'expérimentation et les tentatives de multiplier et de perpétuer la lutte ne sont que des *parties* de la préfiguration politique⁴.

3. Le concept de préfiguration fait débat autant dans la littérature académique que dans les milieux militants. Uri Gordon (2018) critique la manière dont la politique de la préfiguration s'ancre dans une tradition religieuse où les pratiques actuelles se définissent par un futur idéal hypothétique bien que vu comme inévitable – ce qu'il nomme une « temporalité récursive ». Il préfère le concept d'« utopie concrète » qui permet de prendre en compte un futur catastrophique tout en maintenant des pratiques éthiques dans le présent et dont la validité ne repose pas sur un quelconque futur : il s'agit de renouer linguistiquement, avec l'éthique militante du *ici et maintenant* au cœur des démarches anarchistes. Cependant, le terme d'utopie concrète reste un terme très discursif qui ne permet pas, à mon sens, de décortiquer les pratiques elles-mêmes et la manière dont elles permettent d'incarner et de promouvoir les valeurs, idéaux et éthiques qui animent les militant.e.s. Analytiquement, il me semble utile de garder le concept de « pratiques préfiguratives » tel que l'on peut le trouver dans l'article de Luke Yates (2015), par exemple, afin de comprendre la micropolitique des initiatives et pratiques alternatives ainsi que la manière dont elles tentent de refléter les valeurs et l'éthique des acteurs-trices. Il peut être utile de les situer dans une perspective plus large d'« utopie concrète » qui désignerait alors la manière dont les pratiques préfiguratives s'insèrent et résonnent collectivement avec le discours et les idéaux des militant.e.s. En d'autres termes, à travers un ensemble de pratiques expérimentales préfiguratives, chargées d'intentionnalités politiques, les membres de Bioma construisent une « utopie concrète » qui se déploie dans des initiatives alternatives.

4. « [i] « *Building alternatives* » should only be seen a prefiguration (and can only be distinguished from subcultural or counter-cultural activity) when combined and balanced with processes of consolidation and diffusion ; [ii] rather than means equalling ends it is more simply that the (mico)politics of practices themselves are considered important in prefiguration ; and [iii] rather than participants « proleptically » imagining or actualising future goals in the present amounting to prefiguration alone, which in many circumstances may

Les pratiques expérimentées par Bioma correspondent aux caractéristiques décrites par Luke Yates : si les militant·e·s bricolent pour s'adapter aux contraintes rencontrées et trouver des solutions, ils et elles le font aussi pour porter, consolider et diffuser des manières de faire plus émancipatrices, plus écologiques, plus démocratiques et plus collectives. L'intentionnalité politique des pratiques se retrouvent dans cette attention portée au respect de la diversité des rationalités et des envies de chacun et cela traduit l'importance de la « (micro)politique » des pratiques, y compris les plus prosaïques comme la gestion des branchages sur le terrain collectif. L'attention portée à l'aspect préfiguratif des pratiques nous amène à observer la manière dont les militant·e·s politisent l'ensemble de leurs pratiques politiques. Enfin, si les membres de Bioma essaient d'incarner collectivement leurs idéaux en expérimentant des pratiques préfiguratives, ce n'est pas pour se conformer à un hypothétique futur idéal. Au contraire, comme je l'ai mentionné dans le chapitre précédent, les visions du futur « probable » qu'expriment les membres de Bioma sont sombres et catastrophiques. Ce qui les motive donc à agir comme cela n'est pas tant une quelconque prophétie militante, mais davantage à la fois pour « être du côté de la solution », comme le dit David en entretien, que pour se protéger dans la crise climatique catastrophique à venir mais aussi pour ne pas « attendre » une révolution mais essayer de vivre *ici et maintenant* selon leurs propres idéaux – de construire une « utopie concrète » (Frémeaux et Jordan 2012 ; Gordon 2018 ; Lallement 2015).

Bien qu'ancrées dans une intentionnalité politique, ces pratiques préfiguratives n'échappent pas à deux types de tensions. La première concerne l'aspect innovant de ces pratiques. Comme le démontrent Gill Seyfang et Adrian Smith (2007), ces expérimentations politiques et éthiques de pratiques alternatives (et « *grassroots* ») peuvent ensuite être récupérées, incorporées dans le « régime socio-technique dominant » capitaliste. Dans ce processus d'incorporation, ces pratiques tendent à perdre leur charge militante et politique ainsi que leur potentiel de transformation sociale.

La deuxième tension est que l'éthique du faire, sous-jacente aux pratiques préfiguratives, mène à certaines formes de « *do-ocratie* », le pouvoir du *faire* : si l'on veut que quelque chose soit fait, alors il faut le faire soi-même. Cela suppose que celui ou celle qui *fait* a raison, par rapport à la personne qui ne fait pas. Cela amène aussi à valoriser très

not be « political » at all, this account argues that imagination, experimentation and trying to proliferate and perpetuate struggle are only part of prefiguring politically ».

largement les personnes qui font – et ce qu’elles font – et à créer de potentielles tensions et hiérarchies informelles. Michel Lallement (2015) discute de la difficulté de concilier l’idée de consensus et cette incitation à la do-ocratie : si le consensus repose sur une égalité de toutes et de tous, quelles que soient les capacités de chacun·e, alors la do-ocratie entre potentiellement en conflit avec ce mode d’organisation.

La do-ocratie est associée à une absence de règles explicites, ou d’attentes fixes :

Je veux dire pour le Craterre ma vision a toujours été... Il n’y a pas règles. Genre, les seules lignes directrices c’est comme de respecter les gens qui sont là, te respecter toi-même, respecter les plantes qui poussent, l’écosystème et la vie qui vit là, à ce moment.

Entretien avec Fred, automne 2017

Derrière la liberté totale postulée du *faire*, transparaissent tout de même des « lignes directrices » qui ne sont pas des règles à proprement parler mais qui délimitent tout de même de manière prescriptive le périmètre du *faire*. En mettant l’accent sur l’action et le *faire*, la réflexivité nécessaire à l’explicitation des attendus collectifs, de la délimitation des activités et actions collectives, tend à passer au second plan. S’il y a une forme de spontanéité du faire, cela amène aussi, comme on le verra un peu plus bas, un certain défaut de réflexivité et de travail interne de communication et de transparence.

Il y a un effet d’entraînement du faire dans la mesure où à force de voir les autres travailler, on finit par ressentir une sorte de pression collective latente :

[En parlant d’un autre membre du collectif] Puis il a beaucoup d’énergie de travail, là. Il travaille vraiment fort, t’sais. Il se lève tôt, il travail comme un fou. Fait que c’est une inspiration au niveau du travail t’sais. À quel point on peut être motivé à travailler physiquement. T’sais ? Il y a des choses qu’il pourrait faire avec des outils, qu’il fait à la main. Juste parce qu’il aime ça, t’sais ? Puis ça c’est super motivant pour quelqu’un qui, pour les gens qui viennent de la ville puis qui le voient travailler, t’sais puis qui sont genre « wow, okay ça c’est possible de le faire à la main ! ». Puis il a cette énergie de travail vraiment forte puis impressionnante.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

De fait, en allant au Craterre ou à Harrington et en voyant toute l’énergie qui est déployée pour créer les jardins, construire des infrastructures à base de matériaux recyclés, créer des œuvres d’art collectives, il est difficile de s’arrêter et de ne rien faire. Cela suppose d’être très à l’aise et très intégré·e dans le collectif pour accepter de prendre du repos pendant que d’autres travaillent. Cette émulation collective peut avoir des effets d’exclusion pour des personnes qui ne seraient pas aussi fortes ou capables, qui ne se sentiraient

pas valorisées dans ce schéma « *do-ocrate* » car elles manqueraient de compétences et de l'énergie nécessaire pour (oser) *faire* :

Moi, j'aurais aimé ça en apprendre plus. Je trouve que j'ai pas assez bien profité de ça. Le fait d'être blessée. Ça me fait trop chier d'être là et de pas pouvoir rien faire. Je me sens comme la fille qui vient... « Allô! Je peux rien faire! » Mais ça leur dérange pas, eux autres, je le sais, mais moi, ça me dérange tellement! (...) Je veux pas être un parasite, moi, là! J'aime pas ça, je trouve ça vraiment... Pis j'aimerais ça jouer dedans plus, pis d'en apprendre plus. Je trouve que je manque des trucs intéressants, tsé. Mais bon, j'aide...

Entretien avec Véro, automne 2017

Cette tension est contrebalancée non par un surcroît d'effort réflexif collectif mais par des discours et des injonctions répétées à « prendre soin de soi », à se reposer, à « juste vivre ensemble » ainsi que par une valorisation explicite des activités non-productrices – habituellement invisibilisées – comme faire la vaisselle, faire la cuisine ou ranger les affaires. Cette attention au bien-être individuel et collectif tend à décomplexer le rapport collectif au travail. On retrouve ici un effort intentionnel et préfiguratif.

Dans les pratiques préfiguratives, les membres de Bioma sont ainsi constamment pris-es entre une éthique du faire qui tend vers la « do-ocratie » et qui vise à expérimenter d'« autres » pratiques et une éthique du soin de soi et du collectif qui préconise un « autre » rapport au soi et au groupe. On retrouve là l'articulation de rationalités différentes qui participe du caractère expérimental de l'action collective alternative mais qui ne se fait pas forcément sans heurts. Cette articulation de rationalités différentes et les tensions qui peuvent en découler sont vécues dans un contexte collectif fondé sur une forte affinité entre les différent.e.s membres.

5.2. Faire communauté

5.2.1. Appartenir collectivement

J'ai l'impression que, que ce soit directement ou indirectement, je ne sais pas si j'ai déjà, tu sais, vraiment *rencontré* Bioma... Je n'ai jamais rencontré quelqu'un de Bioma à un rassemblement de Bioma (...) Je crois que je les connaissais déjà comme amis et comme communauté avant même que je ne les connaisse comme Bioma. Donc je dirais que la relation que j'ai construite et partagée avec Bioma précède la création de Bioma. Mais en même temps, Bioma me semble être une continuité très naturelle des idées, valeurs, systèmes, construction de communauté et des collaborations... C'est assez essentiel à ce que Bioma est.

Entretien avec Abi, automne 2017

Bioma, à la fois dans sa forme restreinte de coopérative de travail mais aussi comme collectif élargi construisant des projets alternatifs, ouvrant et animant des espaces d'autonomie, est la continuité intentionnelle d'une communauté d'ami-e-s. Ces actions collectives se fondent sur des relations affinitaires fortes préexistantes. C'est d'autant plus le cas pour le « noyau dur » des fondateurs·trices de Bioma, constitué de quatre personnes proches dont les liens sont multiples : deux sont sœurs jumelles, deux personnes formaient un couple, deux autres étaient à la fois des ami-e-s très proches et déjà des collègues de travail et les quatre vivaient ensemble en colocation. Comme j'ai pu le montrer dans le chapitre précédent, hors de ce cercle restreint d'organisateur·trices, c'est le long des réseaux propres à chacun·e que sont recruté·e-s les membres et militant·e-s : chaque nouveau ou nouvelle membre ramène des ami-e-s et c'est ainsi que la communauté se développe petit à petit.

C'est l'affinité entre les individus, ces « mécanismes micro-relationnels motivant les sujets à rejoindre le mouvement »⁵, qui permet à la fois d'agrandir le groupe en facilitant la mobilisation de proches et d'organiser et de mener les actions collectives (Melucci 1996, 311). Cet aspect affinitaire est souvent mis en avant non seulement pour mobiliser de nouvelles personnes, mais aussi comme base explicite des relations interpersonnelles au sein du collectif. Les membres du groupe ne se désignent pas par des termes comme « militant·e-s » ou « membres » mais plutôt par « ami-e-s », « familles », « voisins », « proches ». L'accent est constamment mis sur ces relations de proximité : même lorsque des « inconnu·e-s » viennent, l'objectif est qu'ils ou elles deviennent des ami-e-s car c'est là le mode premier d'interaction et d'engagement.

Bioma est un collectif qui s'ouvre et se projette hors de lui-même et attire de nouvelles personnes. Le recrutement de nouvelles personnes ne se fait pas de la même manière selon les espaces. Si à Harrington, les invitations et la mobilisation se font de manière privée, exclusivement le long des réseaux affinitaires des membres, ce n'est pas le cas pour le Craterre où le recrutement se veut plus large et public, à la fois le long des réseaux des membres mais aussi de manière plus ouverte :

5. « *The microrelational mechanisms which motivate subjects to join a movement remain of fundamental importance. The kinship networks, friendships, and acquaintanceships may reduce the cost of membership and induce the subjects involved in these relations to mobilize. However such relations may subsequently trigger conflicts with the more formal aspect of the movement organisation* ».

Uhm, tu sais, notre plus grande, je sais pas, genre campagne, elle se fait à travers Facebook. Je veux dire c'est surtout des amis d'amis ou à travers les organisations de nos amis qu'on a des gens comme toi qui sont intéressés. On fait beaucoup de mobilisation [*reaching out*]. Donc les gens entendent parler de nous et viennent. Avec les marchés, une ou deux personnes vont venir, pour les ateliers aussi, les ateliers marchent bien. On organise des visites de groupe et certaines personnes reviennent. C'est comme ça qu'on a plus de volontaires. Je me rends aussi compte que, avec le jardinage et le volontariat, comme, surtout au printemps, il y a beaucoup d'énergie mais cela décroît tout du long de l'été.

Entretien avec Fred, été 2017

Pour attirer de nouvelles personnes et faire connaître leurs activités et leur mission, les membres de Bioma organisent au Craterre des mini-marchés et de l'auto-cueillette qui sont associés à des événements culturels ou éducatifs. Cela donne au Craterre un caractère public, plus ouvert et « moins libre ». Les relations qui y sont construites, bien que toujours tournées vers une forme d'affinité, sont différentes de celles de proximité et d'amitié qui sont construites à Harrington :

Ah c'est sûr, oui. Je ne considère pas les gens qui viennent à la terre [à Harrington] comme des volontaires. C'est pas mon état d'esprit. Lorsqu'ils viennent aux jardins [Craterre] oui, tout à fait, c'est plus une situation de volontariat. Mais à la terre c'est plus... Je sais pas, c'est plus un partage de travail. Tu peux venir et faire la fête ou pas faire la fête et juste travailler et faire tout ce que tu veux. Mais l'objectif c'est que certaines personnes vont venir travailler et si tu veux aider, tu peux mais l'idée c'est de profiter. Et donc on fait des fêtes de travail et oui ce n'est pas le concept de « volontariat » pour moi parce que tu peux être saoul si tu veux (*rires*). (...) C'est les mêmes types de gens qui vont dans les deux [au Craterre et à Harrington]. Enfin, je veux dire, à la terre c'est plus, genre comme la famille, je dirai. N'importe qui peut venir et passer du temps [au Craterre] alors tu dois faire plus attention à ce que tu fais (...) alors qu'à la terre tu peux faire ce que tu veux, tu t'en fous. Tu sais, c'est que t'y es dans un espace sécuritaire !

Entretien avec John, été 2017

Au Craterre, les relations sont fondées avant tout sur un modèle de volontariat : les bénévoles viennent pour jardiner et suivent les instructions des organisateurs-trices. Ce mode de relation hérité est travaillé et en partie subverti. Mais il renvoie néanmoins à un aspect plus formel de la relation sociale qui unit les jardiniers-ières entre eux et elles et avec les membres de Bioma. Par contraste, à Harrington, les relations sont plus fluides et informelles, basées sur l'amitié voire des types de parenté et la communauté englobe l'ensemble des individus en évitant les discriminations : la distinction entre qui fait partie du groupe et qui n'en est qu'« un·e » ami·e ou allié·e est volontairement brouillée. La question de l'appartenance au groupe est ainsi différente selon les espaces et les activités qui y ont lieu : une appartenance formelle et en partie codifiée par l'ethos du volontariat dans

l'espace public et normé qu'est le Craterre, et une appartenance « organique », fluide et d'amitié dans l'espace de liberté et de solidarité (*safe space*) qu'est Harrington.

Des effets de filtre

Dans le recrutement et le processus d'appartenance à la communauté de Bioma, il y a plusieurs effets de filtres informels. Le Craterre est l'un des filtres les plus importants de la communauté. Nombreux-euses sont celles et ceux qui, comme moi, sont passé-e-s par les jardins du Craterre pour ensuite aller à la terre à Harrington. Le Craterre joue un rôle de porte d'entrée : c'est par ces jardins que les gens découvrent Bioma et en rencontrent les membres et se font ensuite, éventuellement, invités à découvrir les autres espaces comme l'Espace X ou la terre à Harrington. Au Craterre se construit une relation quotidienne, les individus jardinent ensemble et apprennent à se connaître. En commençant à partir d'un simple bénévolat, la relation s'approfondit et se transforme. C'est un endroit où les individus voient s'ils et elles « *fit* » avec les projets, les pratiques et la culture du groupe.

La question de cet ajustement entre les nouveaux et nouvelles venu-e-s et Bioma est un autre filtre :

Véro : Oui, mais j'inviterais pas n'importe qui. Il y en a qui peuvent trouver ça trop grano, même si moi, je trouve pas ça grano. (*rires*) Il y a du reggae ! Non, c'est ça, mais je choisis mon monde. Je le sais quand ça peut « *fitter* » ou ça « *fitte* » pas aussi.

Intervieweur : Comment tu le sais, si ça va « *fitter* » ou pas ?

Véro : Par les valeurs des gens, pis ce que j'ai vu d'eux avec d'autres mondes. Des fois, je suis tenté d'inviter une nouvelle flamme, mais non, je la connais pas assez, peut-être que ça « *fittera* » pas, pis moi, je vais être pognée avec ça. Ça fait que j'attends avant d'inviter les gens aussi. Faut que je les connaisse un peu quand même. Mais j'aimerais ça... Comme Joshua, j'étais vraiment contente qu'il vienne. Il hésitait. Parce qu'il dit : « Je connais pas bien les gens, pis moi, c'est important, les contacts. » (...) Je l'encourageais vraiment à venir, mais t'sais, je l'ai pas poussé, mais j'étais déçue qu'il ait cette hésitation-là. Finalement, il est venu, mais j'étais pas sûre.

Entretien avec Véro, été 2017

Lorsque les membres mobilisent leurs réseaux pour amener de nouveaux individus dans la communauté, ils et elles réfléchissent à la question de savoir si ces individus vont, pour reprendre le terme en vigueur dans le collectif, « *fitter* » avec la communauté. Sans que ce ne soit une norme explicite du groupe, tout le monde réfléchit et évalue l'ajustement possible entre les personnes qu'ils et elles veulent inviter et le reste du groupe. On observe ici ce que Kathleen Blee (2012, 53-54) appelle un processus d'auto-définition implicite à travers lequel le groupe cherche à répondre à la question « qui sommes-nous ? » et

à instaurer des normes d'interaction et d'engagement au sein du collectif. C'est là un processus malléable, souvent incrémental, qui s'inscrit dans le temps et dans l'espace. Dans l'auto-définition de ce « *fit* », on retrouve une distanciation réflexive du groupe vis-à-vis du reste de la société (« *collective self-reflexion* », 55) : c'est un groupe alternatif qui rejette les normes dominantes et cela est à la base de leurs actions et de leur sentiment collectif d'appartenance. Cela participe à la définition d'un « nous » collectif qui fonde dans le temps la solidarité des individus au sein du groupe (Melucci 1996, 292, 317).

Dans cette auto-définition entrent aussi des éléments matériels : lorsqu'elle invite de nouvelles personnes à la terre, Amanda se demande toujours si elles vont bien vivre le fait d'être dans la forêt, sans sanitaires, sans douches, dans un environnement sommaire et sans le confort auquel les citoyen·e·s sont habitué·e·s. Mais cette auto-définition recouvre aussi en grande partie les valeurs et idéaux – réels comme postulés – du groupe.

Le collectif de Bioma est activement construit à partir des réseaux affinitaires des membres mais aussi en mobilisant des individus à travers leurs espaces urbains et notamment à travers les jardins du Craterre qui fonctionnent comme une porte d'entrée publique vers la communauté de Bioma. Les membres de Bioma effectuent plus ou moins consciemment un tri des individus qu'ils et elles invitent à rejoindre la communauté. Il ne faut pas voir cela comme un rituel formel d'acceptation et d'appartenance. C'est un processus plutôt fluide qui se déploie dans les pratiques et les conversations mais aussi dans l'image sociale que Bioma renvoie à ses membres et à ses ami·e·s. C'est autour de cette auto-définition, dont Kathleen Blee (2012) rappelle la temporalité et l'aspect processuel, que les individus génèrent un sentiment d'appartenance collective. Cette appartenance se déploie dans les pratiques collectives au quotidien et se renforce dans le temps, structurant et consolidant le collectif. Les membres de Bioma sont conscient·e·s de l'importance du temps quotidien dans ce travail de construction de communauté. Et c'est à cette échelle que sont expérimentés d'« autres » types de relations sociales, d'autres manières de faire communauté :

Et c'est super parce que ça permet une certaine continuité et cohérence, ça devient quelque part où les gens peuvent retourner aussi. Et c'est à travers cette possibilité de retourner que tu peux mieux connaître les gens et commencer à sentir que tu fais partie d'une communauté. Et je pense que, à un niveau très basique, genre des besoins humains, on a besoin de savoir qu'on appartient à quelque part.

Entretien avec Abi, automne 2017

5.2.2. « Explorer nos relations »

Le quotidien de la communauté

Le sentiment d'appartenance au groupe est construit dans les pratiques quotidiennes, dans le *faire* collectif. En jardinant ensemble, en expérimentant des pratiques agricoles, en bricolant des solutions, les individus construisent des liens spécifiques qui vont au-delà de la seule affinité d'idéologie ou de valeurs. Rachel m'a ainsi répété plusieurs fois qu'elle ne pourrait s'engager autant dans un projet comme Bioma si elle n'aimait pas vraiment les gens avec qui elle le faisait. En disant cela, elle contrastait sa situation avec celle d'un collectif auquel participe une amie, lequel est fondé avant tout sur une affinité anarchiste qui passe avant les affinités à d'autres niveaux.

Ce que les membres de Bioma recherchent, ce n'est pas seulement une communauté de militant·e·s adhérant aux mêmes valeurs et mêmes idéologies, ce sont davantage des relations sociales marquées par l'amitié, la proximité humaine et émotionnelle. Pourtant, hors du noyau dur de Bioma, les différents membres ne sont pas forcément ami·e·s depuis longtemps : Amanda note ainsi que ses ami·e·s proches, qu'elle a depuis longtemps, ne viennent pas au terrain et peu au Craterre.

Les liens qui unissent les membres de Bioma se construisent et s'approfondissent dans des pratiques partagées, en coprésence : en se retrouvant à désherber autour d'un lit de culture, en cherchant du bois à recycler dans les poubelles pour construire des cabanes dans la forêt, en apprenant à se servir d'une tronçonneuse, en dansant sur de la musique, en cuisinant sur le feu, en transportant des brouettes d'abeilles mortes pour fertiliser les lits des cultures, en se promenant et en observant les jardins et la forêt...

Tu partages juste le quotidien de comme, tu vas chercher de l'eau, de partir le feu, y a pas l'électricité, tu partages tellement des moments quotidien que ça fait une communauté plus forte, je trouve, qui a un potentiel de se créer.

Entretien avec Amanda, automne 2017

C'est à travers de telles pratiques quotidiennes, ordinaires, marquées par l'éthique du faire et du soin des un·e·s des autres que se regroupent les militant·e·s de Bioma et qu'ils et elles tissent des liens particuliers. Ces relations sociales se sédimentent peu à peu mais ne coïncident pas forcément avec les modèles dominants hérités de relations

sociales : ils et elles ne sont pas juste « ami-e-s », ni de la même famille, ni simples bénévoles, ni camarades de luttes... Il y a là une expérimentation de relations sociales dans laquelle le collectif essaye de créer de l'affinité dans le *faire*, de « faire communauté » ensemble en se rassemblant sur des pratiques communes qui viennent se superposer, de manière hétérogène, aux relations héritées de parenté d'amitié, de militant-e-s. Ces relations ne sont pas distribuées également ni de manière homogène : cela reste des relations interpersonnelles avec des amitiés singulières, uniques, parfois même certaines formes d'inimités. Mais collectivement, elles dessinent une forme de communauté affinitaire expérimentale qui ne veut pas s'enfermer dans une définition *a priori*, héritée, empruntée à « la société » qu'ils et elles critiquent.

Actualiser les relations dans des rituels

La première manière de « faire communauté », c'est à travers un travail quotidien, ordinaire et prosaïque, dans une temporalité lente, rythmée par les saisons agricoles, là où les liens se tissent, les amitiés se forment et la confiance réciproque se consolide. Il y a cependant des moments rituels où la communauté est mise en scène, les liens actualisés et raffermis.

Nous sommes le samedi après-midi, en plein milieu du week-end de musique à Harrington. On a eu de nombreux ateliers de chant vibratoire, de percussion, de danse-contact, de yoga, de construction d'instruments de musique en légumes... Maintenant c'est l'heure de l'atelier de chant en cercle (*circle singing*). Il pleut vraiment beaucoup, c'est torrentiel. À un moment ce matin, certain-e-s ont eu une belle motivation et ont tendu des bâches au-dessus de la zone commune. On se tasse tou-te-s sous la grande bâche bleue, on est une trentaine et on doit se serrer pour que personne ne soit sous l'eau. Abi commence son atelier : il n'y a pas besoin de savoir chanter, on doit juste répéter ce qu'elle nous demande de faire. Ça tombe bien, parce que le chant, c'est vraiment pas mon fort. Elle nous a rangé en sections, plus ou moins par voix. Il y a quelques personnes qui savent déjà chanter, voire dont le chant est le métier ou au moins l'activité principale. Mais ce n'est pas le cas de la plupart des gens. Je dois passer outre la honte de ma propre voix et de mon ignorance quant aux techniques de chant, surmonter mes réticences. Je ne suis apparemment pas le seul à devoir me faire violence pour juste *oser* chanter. Mais Abi fait ça bien : elle nous amène par le rire, le rythme, la créativité, à aller au-delà de ce que l'on pense être capable, devant – mais surtout avec – tout un groupe de personnes. Une telle activité renforce les liens entre nous. On s'est serrés pour que tout le monde reste au sec, on a essayé d'entrer en relation par nos voix et nos corps, communiquer ensemble à travers le chant. C'est là une forme de rituel qui met en scène la communauté tout en resserrant nos liens en faisant de la musique collectivement avec nos seules voix.

Plus tard, en entretien, Abi revient sur ce moment :

J'avais l'impression qu'on était vraiment un très grand groupe, surtout vues l'espace et la localisation, les contraintes d'essayer de faire un atelier dehors en gardant les

gens secs et contents, en arrivant à s'entendre les uns les autres ; à faire du son alors qu'il y a ce battement bruyant de la pluie au-dessus de nos tête et que la bâche fuit et qu'on est tous entassés ensemble. Donc je me demandais comment improviser là-dessus, faire avec ce qu'on a au moment présent. Mais ce qui est vraiment beau là-dedans, c'est que j'ai vraiment réussi à voir notre communauté qui vient d'endroits et de passés différents, de niveaux différents et de différentes relations au son, à l'art et à la performance.

Extrait de carnet de terrain, août 2017

Lors de moments extra-ordinaires la communauté fait appel à l'un-e de ses membres pour explorer d'autres manières d'entrer en relation, des manières inhabituelles qui sortent les individus de leur zone de confort. C'est le cas, par exemple, de cet atelier de cercle de chant qu'Abi anime dans l'extrait de carnet de terrain cité plus haut. Si les personnes acceptent l'expérimentation, c'est que la communauté existe déjà, que le sentiment d'appartenance est déjà fort et permet de créer un espace sanctuaire. À travers le jeu, les rires et l'humour qui permettent de démystifier les blocages individuels comme collectifs, Abi amène le groupe à expérimenter des interactions sociales qui reposent sur des jeux de voix, de chants et de bruits. En acceptant d'entrer tou-te-s ensembles dans cette expérience singulière, en essayant de créer une « œuvre » collective, le sentiment d'appartenance à la communauté est renforcé. De tels moments « rituels » sont organisés de manière ponctuelle à la terre à Harrington et ils visent à la fois l'exploration collective des corps, des voix et de la créativité. Tou-te-s n'organisent pas de tels rituels et Abi est le plus souvent celle qui les propose et les anime :

J'avais eu cette idée de faire une sorte de rituel d'argile (...) On a donc mélangé de l'argile avec du miel qui venait des ruches de la terre mais aussi du miel que des gens avaient ramenés et, en gros, avec mon amie on a co-animé ce jeu rituel, cette expérimentation où l'on décore nos corps. On met de l'argile sur nos corps puis sur le corps des autres. C'était ça l'idée : comment est-ce qu'on crée des *safe spaces* et comment est-ce qu'on s'inspire de la culture du consentement pour construire des espaces collectifs où le fait de toucher et les jeux genre un peu plus sensuels peuvent faire partie de comment on se connecte les uns les autres et comment on partage ensemble la terre qu'on utilise. C'était vraiment de l'argile de la rivière du coin et le miel de nos ruches. Comment est-ce qu'on peut utiliser ce qu'on a déjà ici sans avoir à imposer de nouveaux matériaux ou de nouvelles choses sur la terre ?

Entretien avec Abi, automne 2017

Ce sont des moments où les liens et les interactions sociales sont travaillées à d'autres niveaux : ce n'est plus seulement par la conversation, les valeurs communes discutées ou

un travail commun que ces relations sociales sont actualisées ; l'exploration du chant, de nos voix individuelles et collectives, faire corps collectivement pour résister aux conditions météorologiques, tout cela crée un moment singulier où, plus que jamais, nous *faisons* communauté. Ces expérimentations ponctuelles d'interactions vocales, corporelles et/ou artistiques viennent expliciter le caractère singulier des liens qui unissent les individus faisant partie de Bioma.

Dans ces moments, le collectif passe par une phase « liminaire » (Dartiguenave 2012) lors de laquelle les individus passent outre leurs habitudes, réflexes et normes sociales pour s'ouvrir à un vécu spécifiquement collectif incarnant singulièrement la communauté à laquelle ils et elles appartiennent. En d'autres termes, en sortant de l'ordinaire et du quotidien, ce type de mise en scène du collectif permet d'approfondir les liens en donnant un vécu collectif, unique et extra-ordinaire à chacun·e et cela participe d'un renforcement « rituel » du sentiment d'appartenance.

C'est à la fois dans le quotidien des tâches ordinaires et prosaïques mais aussi lors de moments spécifiques et parfois hautement ritualisés que les membres de Bioma expérimentent des manières de faire communauté. Ces liens sont tous marqués à la fois par l'éthique du faire – c'est en faisant ensemble et non en réfléchissant de manière décontextualisée que les individus entrent en relation et entretiennent leurs liens – qui se déploie dans le quotidien et sédimente les relations, de même que par un souci du bien-être et du soin des un·e·s des autres orientant et conditionnant éthiquement ces mêmes relations. L'expérimentation de relations sociales est rendue plus explicite dans les moments rituels où le collectif joue avec les normes et habitudes héritées pour explorer d'autres manières d'entrer en relation, pour ajouter des couches aux liens sédimentés dans les pratiques du quotidien. Tout cela permet de créer une communauté fondée sur une affinité à la recherche d'interdépendance. Mais c'est une communauté que l'on pourrait qualifier de contextuelle : elle reste attachée à un lieu – les jardins ou la terre –, un moment – les fins de semaines ou les journées de jardinage – et à des types spécifiques de pratiques – la jardinage collectif, le bricolage, des rituels ou des fêtes. Ce n'est pas une communauté exclusive car elle s'efforce de rester ouverte malgré les effets de filtre qui la structurent et parce que ses membres appartiennent aussi à d'autres groupes sociaux – des groupes

d'ami-e-s, de parents, de collègues, par exemple. C'est une communauté qui explore ce que l'on pourrait appeler une éthique de l'affinité.

5.2.3. Éthique (et politique) de l'affinité

La construction d'une affinité collective se fait donc par la pratique répétée, la coprésence et des rituels expérimentaux. Mais elle se traduit aussi dans des discours : elle est projetée sur le groupe, recherchée par les individus et fonde le modèle de l'organisation collective. On l'a vu plus haut, c'est en projetant cet idéal affinitaire que les membres construisent un sentiment d'appartenance. L'affinité devient quelque chose qui guide la manière dont les membres de Bioma vont envisager leurs relations : tout en s'appuyant sur des modèles classiques d'engagement de nouveaux et de nouvelles membres – le bénévolat, par exemple – ils et elles vont essayer d'aller au-delà de ce type d'interactions en développant des relations affinitaires. Cette affinité, bien que reposant aussi sur les valeurs et idéaux collectifs, dépasse ceux-ci et se déploie dans l'émotionnel, le partage du temps et des activités et prend les formes de l'amitié et/ou de la parenté.

À travers des pratiques et discours, Bioma développe ce que Kathleen Blee (2012, 111) appelle un « caractère interpersonnel »⁶ :

des règles implicites ou explicites, partiellement procédurales, de la manière dont les membres doivent délibérer, prendre des décisions et mener des actions. Mais il y a aussi des dimensions plus subtiles, des conventions tues concernant la manière dont les membres devraient interagir à un niveau personnel et émotionnel⁷.

Lorsque les membres de Bioma réfléchissent et discutent de la manière dont ils et elles s'organisent, lorsqu'ils et elles essaient d'explicitier ce « caractère interpersonnel » de leur groupe, ce sont bien souvent des métaphores naturalistes qui ressortent : ils et elles soulignent par exemple le caractère « organique » des relations et des décisions du

6. Cela ressemble aussi à ce qu'Alberto Melucci (1989, 34-35) appelle l'« identité collective » d'un groupe lorsque celle-ci se « cristallise » : « *Collective identity may crystallize into organisational forms, a system of formal rules, and patterns of leadership. In less institutionalized forms of action its character more closely resembles a process which must be continually activated in order for action to be possible* ».

7. « *Activist groups develop characteristic ways in which people treat each other, what I term an interpersonal character. These are partly procedural, the implicit or explicit rules of how members should deliberate, make decisions, and take action. But there are more subtle dimensions as well, unspoken conventions about how members should interact on a personal, emotional level* ».

collectif. Par ce type de métaphores, les militant.e.s insistent sur le côté fluide, ouvert et singulier des relations, niant toutes règles ou pratiques sociales qui viendraient déterminer leurs manières de s'engager ou d'entrer en relation les un.e.s avec les autres. C'est là un premier niveau non-réflexif, où toutes les pratiques et tous les discours qui permettent à Bioma de faire communauté sont invisibilisés, naturalisés, pris pour acquis alors même qu'ils font l'objet d'un important travail collectif. On retrouve ici une manière d'« infirmer et de déguiser le caractère essentiellement humain de ce besoin d'identité » et d'appartenance sous les atours de besoins naturels. Cela tend à les rendre nécessaires tout les en ancrant dans une forme de spontanéité (Melucci 1989, 121).

Mais cette métaphore traduit aussi les valeurs écologiques qui animent le collectif. Nombreux.euses sont celles et ceux qui vont puiser dans les écosystèmes et la nature des modèles pour penser l'organisation du collectif et les types de relations qu'ils et elles devraient construire. Ainsi Fred décrit le modèle idéal de fonctionnement, qu'il a appris lors de voyages en Amérique Centrale :

Ma vision c'est que n'importe qui pourrait avoir différents niveaux d'engagement (...) Tu peux le voir comme un arbre : tu as les racines qui sont les propriétaires, ceux qui sont venus au début avec leur énergie et leur argent et ont acheté le terrain. Ensuite tu as des troncs, les troncs c'est des gens qui sont très engagés, genre trois mois, six mois, un an, tous les ans. De ces troncs, tu as des branches et ça c'est des gens qui viennent souvent et qui sont intéressés mais qui ont peut-être d'autres projets même s'ils soutiennent vraiment le projet. Genre ils viennent pour une semaine ou une fin de semaine, un mois. Ensuite tu as les bourgeons, les petits bourgeons au bout des branches et ça c'est des gens qui viennent aider mais qui ne veulent pas forcément s'impliquer : ils viennent travailler et repartent. Ensuite tu as les feuilles qui sont, éventuellement, et ça dépend du type de projet que tu fais, des gens qui ne font que payer. Ils visitent, ils payent et restent dans les maisons, mangent la nourriture mais ne veulent pas forcément s'impliquer du tout dans le projet. Et ce qui est intéressant dans ce modèle c'est que de haut en bas ou de bas en haut, les gens peuvent changer de rôle (...), ça dépend de ta connexion avec les gens (...) Et c'est beau parce que ça définit différents rôles avec beaucoup de flexibilité et si tu as le potentiel et l'envie, tu sais que tu peux t'engager...

Entretien avec Fred, automne 2017

Bien que naturalisant en partie l'appartenance et l'identité du groupe, ce type de métaphore traduit aussi la sensibilité du groupe aux dynamiques changeantes d'engagement. Comme le rappelle Matthew Ward (2015), le mode d'engagement dans un groupe militant n'est jamais statique, homogène ni uniforme dans le temps. De la même manière, les personnes s'impliquant dans Bioma connaissent différentes intensités d'engagement

qui varient en fonction de leurs humeurs, de leurs affinités mais aussi des autres engagements militants qu'ils ou elles peuvent avoir. Ainsi Rachel m'explique qu'en choisissant de s'investir dans un emploi où elle peut mener une sorte de militantisme institutionnel – qui lui prend beaucoup d'énergie – elle s'est en partie désinvestie de certains projets portés par Bioma, notamment les jardins du Cratère. Elle préfère investir son temps et l'énergie qui lui reste dans la terre à Harrington où la connexion avec la nature est plus forte et où les relations construites lui semblent plus significatives. C'est surtout dans ce lieu qu'elle considère que sa communauté se construit.

Ces métaphores naturalistes traduisent aussi la vision holiste que portent les militant.e.s. Leur manière de faire communauté ne fait sens que dans leur relation à la terre, au travail agricole et à la production alimentaire :

Bioma est une forme d'ancre ou de système racinaire avec lequel les gens connectent ou auquel les gens s'attachent et c'est comme ça que se construit la communauté. Et c'est une communauté qui se construit autour des relations avec la terre et avec la sécurité alimentaire. Je pense que c'est beaucoup plus soutenable qu'une communauté qui serait comme construite autour de sorties dans les bars pour aller boire des verres une fois semaine. Donc c'est comme comment le processus de créer de l'amitié et de la parenté peut aussi renvoyer à des questions de soutenabilité et de, uhm, cercles de croissance régénérative ? Comment est-ce que la croissance de la communauté peut aussi se refléter dans la croissance des jardins, des jardins de culture et de célébration de la musique et de la communauté ? Je n'arrête pas de penser à des réseaux de rhizomes, comme sous le sol, là où il y a de nombreuses couches : certaines couches de la communauté sont visibles et d'autres sont invisibles. Et je pense qu'il y a beaucoup de couches invisibles dans la communauté de Bioma et la manière dont elle s'intègre dans son environnement.

Entretien avec Abi, automne 2017

Ce que visent les membres de Bioma en expérimentant différentes manières de faire communauté et de renforcer leurs liens est de construire une forme de résilience fondée sur l'interdépendance « organique » entre les individus mais aussi avec la terre et la production agricole. C'est cette force collective, tirée de l'affinité construite et constamment actualisée, qui rend possible l'expérimentation, qui donne ce « courage » dont ont besoin les militant.e.s pour s'engager dans ces actions collectives alternatives. L'affinité devient ainsi une éthique collective : c'est ce que recherchent les militant.e.s lorsqu'ils et elles s'engagent, c'est l'horizon qui guide leurs actions et leurs manières d'interagir.

L'éthique de l'affinité a des effets politiques sur la manière dont se structure la communauté : la manière dont entrent en relation les militant.e.s se répercute sur les dynamiques qui traversent le groupe (Blee 2012). Tout d'abord, si la recherche d'affinité permet

au groupe de se consolider et de s'engager dans des expérimentations matérielles et sociales, cela implique aussi une forme de fragilité.

On l'a vu plus haut, les liens affinitaires structurant la communauté de Bioma ne reposent pas uniquement sur une affinité d'idéologie ou de valeurs, ils mettent en jeu des émotions et des relations interpersonnelles profondes. Et que se passe-t-il lorsque ces liens sont rompus ? L'unité et la cohérence du groupe dépendent des relations qui ne sont pas que collectives, qui peuvent ne relever que de deux individus alors même qu'elles mettent en jeu l'ensemble de la communauté. Or, de telles ruptures affinitaires peuvent avoir des conséquences importantes sur la vie de la communauté, voire constituer des formes de « moments charnières » (« *turning points* ») où les pratiques collectives sédimentées et héritées de l'histoire du groupe peuvent être transformées (Blee 2012), amenant de potentielles redéfinitions de la communauté et de son fonctionnement interne.

5.3. Transformer des subjectivités

Dans son ouvrage portant sur les efforts « de la base » (*grassroots*) pour créer des groupes militants, Kathleen Blee (2012) démontre comment les choix et les habitudes prisent par les groupes dans leurs histoires collectives, dès leur fondation, ont un impact sur ce que ces groupes sont capables de faire, sur leur manière de fonctionner et d'interagir :

Les groupes militants développent des manières d'interagir qui reposent autant sur une myriade de conventions subtiles que sur des règles officielles et informelles ; c'est tout cela qui forme le caractère interpersonnel du groupe. Ils mettent en place des attentes concernant la manière dont les membres devraient s'entendre personnellement et comment ils devraient travailler ensemble. Ces façons attendues d'interagir ruissellent dans le temps en instaurant certaines interactions comme étant hors limites et d'autres comme étant normales.⁸ (131)

8. « *Activist groups develop ways of interacting that rest on a myriad of subtle conventions as well as official and informal rules ; these shape a group's interpersonal character. They set out expectations for how members should get along personally and how they should work together. Such assumed ways of interacting cascade over time by setting some kind of interactions as off limits and making others seem normal* ».

Ce qui va influencer la manière dont des militant·e·s engagé·e·s dans des actions collectives alternatives interagissent et s'engagent va ainsi à la fois dépendre des pratiques et relations qui se sont sédimentées dès la fondation du groupe mais aussi de certains types de relations conventionnelles et instituées héritées du « reste de la société ». Cela va amener Bioma, comme d'autres groupes militants, à être prise dans une ambivalence forte entre une dynamique interne d'« auto-préservation » à travers la sédimentation – souvent non-réflexive – de normes et de rôles sociaux au sein du groupe et les buts et objectifs explicites des pratiques collectives militantes mises en place par le collectif (Melucci 1996, 314).

5.3.1. Histoires et héritages

Ça fait huit ans que je connais John, je sais qu'on a une grosse majorité de nos valeurs en commun. Ça c'est sûr t'sais? Mais après chacun a des sensibilités qui, comme qui compliquent la mise en œuvre de ces valeurs-là. Puis c'est là que ça devient compliqué là t'sais? Mais j'pense que t'as pas nécessairement besoin de t'asseoir, tu te connais bien, t'as pas besoin de t'asseoir des heures pour savoir que tu partages les mêmes valeurs, t'sais? Tu le vois dans toute, dans toute ce que la personne fait puis dit!

Rachel, lors d'un entretien de groupe, automne 2016

Comme je l'ai mentionné, Amanda, Rachel, John et David, les quatre membres à l'origine de Bioma se connaissent depuis longtemps et ont développé des liens d'affinité forts et multiples bien avant de créer la coopérative Bioma, d'ouvrir les espaces agricoles urbains ou d'acheter collectivement la terre à Harrington. C'est ce groupe qui forme le noyau dur d'origine de Bioma, lequel est le moteur des projets, qui a poussé, animé, pensé et structuré l'ensemble des pratiques collectives alternatives de Bioma, dès le départ. C'est autour de ce groupe et de leurs idées, projets et rêves que s'est mobilisée et peu à peu constituée une communauté. Cette communauté s'est en partie autonomisée mais cela reste relativement incomplet et limité : dans une très large mesure, les actions et relations, le mode d'organisation et de décision au sein de la communauté de Bioma restent tributaires des dynamiques d'origine mises en place par le noyau dur.

L'éthique de l'affinité et la forme que celle-ci prend au sein de Bioma plonge ses racines dans ce groupe d'origine et les liens que les unissent. Au tout début du collectif, les quatre membres fondateurs·trices vivaient ensemble, en colocation. Certain·e·s travaillaient même ensemble. Ils et elles ont alors une très grande confiance réciproque autant concernant leurs personnalités – postulées comme projetées – que leurs jugements

et, donc, leurs décisions. Les discussions concernant les différents projets du groupe sont constantes : elles ne se déroulent pas à des moments formellement ou explicitement dédiés à cela. Cette fluidité des discussions transparaît dès le premier entretien que j'ai fait avec l'ensemble du groupe, durant l'automne 2016 : lorsque je leur demandais comment ils et elles fonctionnaient, tou-te-s se sont mis-es à rire en disant que c'était là un point qu'ils et elles ne savaient pas vraiment.

Je pense que c'est intéressant que dans la coop on n'a pas de réunions et quand on se rencontre on a plein de choses collectives qu'on veut partager et on les lance sur la table et « qu'est-ce que vous en pensez ? » et « pourquoi pas ça ? » et caetera !

David, lors d'un entretien de groupe, automne 2016

Il y a ainsi une forme d'informalité de l'organisation qui est fondée notamment sur la quotidienneté et l'intensité des relations et interactions collectives. Comme le dit John :

On travaille ensemble tous les jours, on passe toutes nos journées ensemble (*rires*) ! On se voit tous les jours dans la voiture et on organise ce genre de choses [comme le travail à faire, les décisions à prendre, par exemple].

Entretien avec John, été 2017

Ce quotidien s'adosse à une confiance réciproque profonde qui est au fondement de l'éthique de l'affinité collective. Quand bien même chacun-e reconnaît ses propres limites en termes de connaissance ou d'expertise, ils et elles se font confiance pour les décisions à prendre. Finalement, cette confiance prime sur les résultats des actions entreprises. La qualité des relations est plus importante que les actions entreprises et leurs potentiels résultats :

J'pense une autre valeur ça pourrait aussi être la confiance et l'instinct. Parce qu'on s'est jamais assis en partant puis on a comme partagé nos valeurs communes parce que je pense qu'on se fait tellement confiance les uns les autres aussi (...) Mettons que je sois toute seule au terrain puis je prends une décision de faire quelque chose parce que je sais que les autres vont me faire confiance dans cette décision. Puis si je la prends c'est que dans mon instinct que je sais que les autres vont être d'accord. Fait qu'il y a aussi comme des valeurs de confiance puis croire en l'instinct là. (...) Ça marche parce qu'on se fait confiance puis on s'aime beaucoup.

Amanda, lors d'un entretien de groupe, automne 2016

L'affinité au sein du groupe est suffisamment forte pour fonder un « instinct », la confiance que les autres membres du groupe vont soutenir les décisions prises par n'importe quel-le membre du groupe. Les processus collectifs de prise de décision sont donc dilués dans cette affinité et c'est là que l'éthique du *faire* plonge ses racines : les membres

peuvent essayer, expérimenter et juste *faire* parce qu'ils et elles savent que le soutien du groupe leur est acquis. Les membres savent aussi que les actions et décisions prises individuellement sont faites en s'ancrant dans les valeurs et idéaux collectifs comme personnels qui animent le groupe.

L'affinité spécifique qui unit le groupe recoupe de nombreux types de liens : une affinité interpersonnelle, parfois intime, une affinité de valeurs qui se traduit par une proximité émotionnelle et une confiance profonde qui rend possible l'éthique du *faire* à la base des projets de Bioma. Cette affinité a comme effet sur le groupe que son organisation est très informelle et spontanéiste : il n'y a pas vraiment de réunions ou de processus formel de prise de décision. Les seuls moments formels de réflexivité collective ont finalement pris place lors des entretiens que nous avons pu avoir ensemble.

La dynamique du groupe est aussi marquée par une vision des compétences et connaissances de chacun·e et la manière dont celles-ci s'imbriquent et s'articulent au sein du collectif :

Alors John je le vois vraiment comme un, il a un rôle d'expert, tu sais. Il connaît vraiment beaucoup de choses qui nous aident à prendre des décisions. On peut le consulter puis prendre des décisions selon ce qu'il nous apporte comme, comme connaissances, t'sais ? Il a beaucoup de connaissances que nous on a pas sinon. Puis c'est quelqu'un aussi de très organisé. Puis il nous aide à pas laisser de côté certaines choses. (...) T'sais nous on s'est fait surprendre par la neige, on s'est fait surprendre par le froid... Je pense on est moins connecté avec la nature que John. Fait que John il était vraiment bon pour être là puis (*elle claque des doigts pour donner le rythme*) nous avertir tu sais, nous faire suivre le rythme des saisons. Il était super bon pour ça. Puis c'est aussi une force tranquille t'sais ? Il prend pas beaucoup de place dans les groupes, il est calme mais il rassemble quand même parce que les gens ont envie d'être avec lui pour apprendre, t'sais ? David c'est un peu notre créatif. C'est un peu je trouve, notre... Il a toujours des projets fous qui se réalisent ou pas mais il est vraiment, il a vraiment... (...) Il est tout le temps en train d'imaginer des nouvelles étapes, de nouveaux projets, bang bang bang ! Il est tout le temps dans la visualisation de ce qui s'en vient. Constamment, t'sais, puis moi j'suis pas comme ça fait que ça me fascine à chaque fois, tout ce qu'il voit d'avance. Puis après c'est réaliste ou c'est pas réaliste, ça dépend, mais... Puis ça c'est super motivant aussi. Puis il a une énergie très artistique aussi. Fait que beaucoup tournée autour de projets qui sont pas nécessairement utilitaires, qui sont pas nécessairement formels, t'sais, mais qui sont comme très créatifs puis c'est ptêt le créatif de notre gang pour ça, t'sais ? Il a un côté artistique avec la nature qui est vraiment différent du reste de notre groupe. (...) Puis il a beaucoup d'énergie de travail, là. (...) Puis il est super sociable, il est super ouvert donc les gens ont envie d'être avec lui aussi parce que tu te fais du fun avec lui, t'sais ? Fait qu'il a un côté rassembleur au niveau sociable aussi vraiment le fun. Heu... Amanda elle a une super belle énergie émotive, d'écoute, d'ouvrir aux autres comme que tout le monde se sente à l'aise puis elle a une super belle énergie organisationnelle, d'amener les gens à avoir envie d'être là mais tu sais d'une manière très calme, très, comme, tout le monde se sent à l'aise d'être eux-mêmes, d'amener ce qu'ils veulent amener, ils se sentent bienvenus, ils se sentent entourés de calme puis d'énergie positive avec Amanda. Puis elle

est toujours positive, elle est toujours en train de sortir le bon de ce qui se passe, elle fait du bien aux gens je pense. Puis cet été elle a beaucoup organisé les événements aussi, beaucoup beaucoup t'sais. Fait que ça je trouve ça vraiment super.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Les rôles que chaque membre performe sont ancrés dans la personnalité des individus et se sont sédimentés et naturalisés, s'ancrant dans un héritage biographique, actualisés dans les pratiques fondatrices du noyau dur. Rachel et Amanda sont très impliquées dans l'animation du collectif, le suivi des tâches, le montage des structures légales alors que John et David sont davantage impliqués dans le travail agricole et physique, dans le *faire*.

Bien que ce ne soit pas aussi schématique que cela, on retrouve ici une forme de division genrée du travail entre des rôles plus d'animation et d'administration qui sont remplis par des femmes et des rôles de travail manuel et physique remplis par des hommes. Cet héritage de division genré du travail est en partie invisibilisé par la naturalisation des rôles : ils sont vus comme ancrés dans les biographies, les compétences et les envies de chacun·e. En d'autres termes, cette naturalisation des rôles sociaux de chacun·e invisibilise la reproduction de structures sociales notamment patriarcales. Cette division du travail n'est pas immuable : le collectif travaille *par ailleurs* ces thématiques, notamment à travers la (ré)appropriation de connaissances et de compétences techniques par les filles du groupe et par le processus d'enrichissement et d'apprentissage collectif. Mais l'héritage de cette division genrée du travail continue d'influencer les dynamiques internes du groupes.

La constitution originelle du groupe autour de liens affinitaires forts implique une forme d'informalité et de spontanéité de la décision et de l'action. Ce sont là deux caractéristiques qui sont mises en avant par les membres du groupe. Pris·es dans l'importance du *faire* et de l'action, les membres de Bioma admettent aisément qu'ils et elles « n'ont pas le temps pour faire des réunions ». Certain·e·s dans le collectif trouvent explicitement que les réunions prennent trop de temps alors que les décisions informelles et spontanées, fondées sur la confiance réciproque qui soude le groupe, sont plus efficaces.

Cela est instauré dans l'éthique du *faire* qui traduit collectivement et (micro)politiquement ce rôle central – et attrayant – que jouent ces deux caractéristiques (informalité et spontanéité). On retrouve ici le phénomène de « dépendance au sentier » (« *path dependency* ») que Kathleen Blee (2012) décrit comme étant central dans

l'histoire et l'évolution des groupes militants : le modèle affinitaire d'organisation et de prise de décision à l'origine du noyau dur de Bioma se déploient dans l'éthique du *faire* et dans l'éthique de l'affinité qui régissent ensuite les relations internes de la communauté de Bioma alors que celle-ci s'agrandit. Si cela n'est pas immuable, c'est tout de même un héritage qui marque profondément le collectif. Cela a des impacts importants sur les processus de transformation des subjectivités qui est pourtant au cœur de l'intentionnalité politique des pratiques alternatives de Bioma : c'est un processus qui est vu par les militant.e.s de l'alternatif comme essentiel pour faire « autrement » et inventer d'« autres » manière de s'organiser, pour entrer en relation, pour « préfigurer » des formes sociales « meilleures » et moins oppressives et construire des « utopies concrètes ».

5.3.2. Désocialisation/resocialisation, des processus heurtés

Les dynamiques internes de la communauté de Bioma sont à la fois héritées de la structuration initiale du groupe à l'origine du collectif – le « noyau dur » – mais aussi héritées des relations conventionnelles, légales et habituelles qui sont instituées dans la « société » – au moins dans les milieux sociaux d'origine des membres du collectif. Dans ce contexte, les différent.e.s membres de Bioma doivent composer avec tout un héritage qui est plus ou moins explicité pour pouvoir mener à bien leurs pratiques préfiguratives. L'un des objectifs de Bioma est de sortir des modèles de relations hérités afin de construire et d'expérimenter d'autres types de pratiques et de relations davantage en accord avec leurs valeurs et idéaux d'émancipation, de justice et d'écologie, notamment. Il y a deux lieux principaux où l'on peut observer ce processus heurté de transformation des relations sociales et des subjectivités : le premier concerne les modes d'engagement avec la remise en question du « bénévolat » ; le deuxième concerne les dynamiques de leadership et les formes de suivisme que cela implique au sein de la communauté.

Questions de bénévolat et d'engagement

Le travail effectué au Craterre, surtout le travail agricole, est structuré autour d'un modèle de bénévolat : il y a une personne qui coordonne et qui recrute des bénévoles à la fois dans la communauté déjà constituée mais aussi à travers les réseaux sociaux ; les autres membres du « noyau dur » sont là en soutien. Ce modèle varie selon les années : la première année de mon terrain (été 2016), il y avait deux personnes du noyau dur qui

coordonnaient les activités. Les deux années suivantes une personne coordonnait les jardins avec l'aide d'une employée subventionnée par le programme Emploi d'Été Canada⁹. Dans ce modèle, les bénévoles s'engagent à venir travailler dans les jardins pour différentes raisons comme par exemple aider des ami·e·s ou un projet qui leur tient à cœur, apprendre à jardiner ou encore pouvoir « avoir les mains dans la terre ». Le coordonnateur ou la coordinatrice organise le travail, distribue les tâches, fait le suivi du travail fait et à faire. Dans le cas des jardins du Craterre, une partie de la récolte est vendue et permet de payer – marginalement – la personne qui coordonne le projet¹⁰. C'est là une structure organisationnelle qui est héritée : nombreuses sont les personnes qui « font du bénévolat » dans un ou plusieurs organismes. Les bénévoles savent à quoi s'attendre en s'engageant dans un « programme de volontariat » ; ils et elles naviguent en eaux connues.

Il s'agit cependant un modèle d'engagement que les membres de Bioma critiquent :

Beh moi j'aime mieux comme mot « implication », t'sais ? Les « gens impliqués ». Je préfère ça parce que finalement (...) si tu es une personne impliquée dans un milieu, t'es pas en train d'effectuer une tâche pour quelqu'un d'autre. T'sais, le bénévolat, tu effectues une tâche pour une organisation ou un groupe, une tâche X, puis ça c'est ton rôle, puis ça finit là, t'sais. Tandis que quand tu es une personne impliquée dans un projet, ton rôle il peut être super varié : ça peut être d'accueillir les gens, ça peut être de proposer de nouvelles idées, ça peut être de juste rien faire puis de chiller et fumer un joint (*rires*). T'sais c'est comme, tu es une personne impliquée dans cet espace-là puis tu participes à l'espace de la façon que tu veux un peu. Y a pas une tâche précise. Sauf à certains moments où là on dit « Bon bah tout le monde est invité à venir pelleter du paillis » (*rires*) parce que faire ça à deux ce serait interminable. Mais après l'idée c'est plus qu'on crée un espace où les gens peuvent proposer des choses, t'sais ? Qu'y ait pas juste heu, on leur dit quoi faire ! Moi j'ai toujours préféré cette approche-là. (...) T'sais, [au Craterre, c'est] de proposer quelque chose d'alternatif vraiment vague que tu peux proposer n'importe quoi finalement pour faire dans ce petit espace-là : c'est vraiment plus vague. Versus, t'sais, un espace comme le YMCA, beh les besoins sont tellement grands qu'il faut organiser les services de bénévole pour y répondre, t'sais ? (...) Puis c'est pas qu'on dit aux gens quoi faire mais y a tellement de tâches précises puis claires qui doivent être effectuées tout le temps que là c'est comme, c'est évident ! Tu fais un travail non rémunéré avec des tâches claires. Là c'est du bénévolat, t'sais ? Puis... Si tu le fais pour le bien commun ou pour une organisation, beh tu as des tâches claires. Versus nous le Craterre, l'Espace X, on a jamais vraiment fait ça, tant que ça, t'sais ? On a jamais... T'sais notre relation avec les bénévoles c'est pas juste ça, t'sais ? C'est aussi de les inviter à pleins d'événements, d'espaces où ils peuvent proposer des choses.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

9. Ce programme fédéral vise à aider les jeunes de 15 à 30 ans en finançant des emplois temporaires dans le secteur privé ou dans des organismes communautaires (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/financement/emplois-ete-canada.html>).

10. Je reviens sur les aspects économiques et légaux des projets de Bioma dans le prochain chapitre.

Pour Rachel, et c'est là une vision partagée au sein du noyau dur et des membres les plus engagé-e-s au sein de Bioma, le bénévolat renvoie à une forme d'engagement relativement apolitique – voire qui s'inscrit clairement dans une logique néolibérale – et qui est fortement encadré, laissant peu de place à l'autonomie des participant-e-s. L'objectif du bénévolat est que les bénévoles accomplissent – gratuitement – des tâches pour aider une organisation. Dans le cadre de Bioma, l'implication des « bénévoles » est vue comme étant plus complète et plus politique : les « personnes impliquées » doivent jouir d'une autonomie et d'une liberté qu'elles n'expérimentent pas dans d'autres contextes d'engagement ou de travail. En garantissant cette marge de manœuvre, Bioma espère participer à l'autonomisation et l'émancipation des individus, à leur *empowerment*.

Mais cette désocialisation aux formes conventionnelles de l'engagement volontaire ne va pas de soi. La personne qui coordonne les jardins reste le ou la coordinatrice-eur qui organise le travail et distribue les tâches. Les « bénévoles » aiment aussi cela, ça fait partie de leur apprentissage de comment on jardine et gère un jardin :

D'habitude, il y a que Fred qui est déjà là-bas. C'est lui qui s'occupe des trucs du jardins cet été. C'est plus lui qui a les idées de qu'est-ce qu'on doit faire, qu'est-ce qui est urgent à faire. Là, il m'envoie plus sur des tâches. Là, la semaine dernière, par exemple, il était pas là. J'ai remarqué que c'était différent, la... la façon de s'organiser était différente. J'étais beaucoup plus en train de choisir moi-même qu'est-ce que je voulais faire, alors j'ai bien aimé, j'aime bien qu'il y ait les deux, en fait. À la fois qu'on me dise qu'est-ce qui est important, comme ça, ça me permet de prendre conscience qu'il y a des choses importantes à faire, mais, à la fois, quand tu peux juste vaquer à tes occupations... Par exemple, mercredi, là, j'ai fait, genre, pendant une heure et demi, j'ai fait du paillis. J'avais envie de faire ça. Mettre de la paille sur les plantes, parce que je trouvais ça important. Les autres fois, j'avais pas trop le temps de faire ça. Mais en général, c'est quand même Fred qui a les idées.

Entretien avec Benjamin, été 2017

Si dans le cas de la Terre à Harrington, c'est assez clair pour tout le monde qu'il n'y a pas de bénévoles mais bien des ami-e-s et des allié-e-s – bref la « communauté » – qui viennent aider, ce n'est pas le cas au Craterre où Bioma jongle avec le modèle conventionnel de bénévolat et une forme plus souple, fluide et – du moins l'espèrent-ils et elles – autonomisante d'engagement. Les réflexes hérités des engagements bénévoles passés sont ancrés et il est difficile de s'en désocialiser : le premier réflexe des « bénévoles », en arrivant au Craterre – moi y compris –, est d'aller demander à Fred ou à la personne « en charge » quelles sont les tâches à accomplir. Cela alors même que Fred encourage les « bénévoles » à aller se promener dans les jardins, observer et trouver par eux-mêmes

ou elles-mêmes des tâches à accomplir. Les relations ainsi construites sont ambivalentes. Elles oscillent entre un bénévolat classique et une implication plus militante, plus autonomisante, plus expérimentale. Les individus doivent jouer avec ces normes héritées et des normes en train d'être expérimentées. C'est pour cela que le processus de transformation des subjectivités passe ici par une désocialisation au modèle conventionnel d'engagement bénévole vers une nouvelle socialisation à un type d'implication différente. C'est là un processus méandreux, heurté. Comme conclut Benjamin, un « bénévole » du Craterre :

C'est que c'est dur de déconstruire, t'sais, genre, tous plein de trucs qu'on t'a dits toute ta vie!

Entretien avec Benjamin, été 2017

Malgré les tentatives de sortir du modèle hérité du bénévolat, il perdure ainsi un certain « suivisme » de la communauté qui tend à se reposer sur l'engagement et les initiatives du « noyau dur » de Bioma.

Rôles de leader et suivisme et la communauté

Derrière cette organisation sur un modèle ambivalent de bénévolat on retrouve des rôles sociaux hérités profondément ancrés : en étant à l'origine de Bioma, en organisant de nombreuses activités, en étant très présent.e.s, en étant très investi.e.s dans l'éthique du *faire* valorisée, les membres du noyau dur de Bioma acquièrent un statut de leaders. Cette position est renforcée par la prévalence du « temps interne du groupe, selon lequel l'action est mesurée » et qui tend à renforcer la position prédominante des personnes les plus intensément impliquées : « le contrôle des ressources stratégiques est payé par un plus grand engagement qui est à son tour récompensé légitimement par un pouvoir plus important ou d'avantages de bénéfices matériels »¹¹ (Melucci 1996, 330).

Ce statut va de paire avec une forme de charisme de ces individus qui sont décrits comme étant « rassembleurs » (conversation avec Rosalie), « rayonnants » (entretien avec Martin), « inviteux » (entretien avec Véro) et « généreux » (entretien avec Eva). Ce charisme est projeté sur – et non revendiqué par – les membres du noyau dur et s'ancre dans leur performance remarquable dans l'éthique du *faire* : ce sont les membres de ce « noyau dur » qui sont toujours actifs, en train de travailler, sans rien demander en

11. « *External time diminishes in importance and is replaced by the group's own internal time, according to which its action is measured. Control over strategic resources is repaid with greater commitment; this in turn is legitimately recompensed with greater power or greater material advantages* ».

retour. Ainsi Martin, qui travaille sur le Campus Mil où se situe le Craterre et qui collabore régulièrement avec les membres de Bioma, décrit-il Fred et les membres de la coopérative de Bioma comme étant très charismatiques et possédant une énergie spécifique :

Fred il est plus *smooth*, il a une énergie d'un autre genre. Il amène des connaissances aussi et d'autres façons de faire puis il est super doux. Ils [les membres de la coopérative Bioma] sont... Je considère qu'ils sont des leaders. Par leur façon d'être.

Entretien avec Martin, été 2017

Cette construction discursive du *leadership* des membres du noyau dur dans une forme de charisme condense l'engagement intense – fondateur et moteur – des membres du noyau dur de Bioma, leurs connaissances pratiques et sociales étendues ainsi que leur performance éthique dans le *faire* – ils et elles travaillent fort, sont à l'initiative de nombreux projets et autres initiatives collectives – comme dans l'affinité – ils sont « inviteux » et généreux. Le noyau dur détient une position prédominante au sein de la communauté : ils et elles incarnent les valeurs, l'éthique et « l'esprit » du collectif. Cela leur confère un pouvoir hérité des débuts du collectif mais qui est constamment reproduit discursivement ainsi que dans les pratiques puisque ce sont ces individus qui finissent par coordonner les projets et être à l'initiative, malgré eux et elles. Cette vision du *leadership* participe à la naturalisation des positions sociales au sein du groupe et des relations qui y sont construites.

Cette position du noyau dur se trouve renforcée par le contexte légal et institutionnel qui encadre et contraint en partie les actions du groupe. Au Craterre, la coopérative Bioma – le véhicule légal du collectif¹² – est reconnue par l'Université de Montréal comme étant l'organisme en charge et responsable des jardins. À Harrington, les quatre membres fondateurs·trices sont propriétaires du terrain et sont donc responsables de ce qui s'y passe. Les institutions dominantes instituent et renforcent des positions de pouvoir *a priori* qui sont ensuite reproduites au sein du groupe par la communauté qui tend à transposer les normes auxquelles ils et elles ont été socialisé·e·s.

Ainsi, si la position de certain·e·s membres de Bioma en est une de *leaders*, c'est à la fois suite à leur engagement précoce et intense mais aussi, comme on vient de le voir, parce que le reste de la communauté des ami·e·s, parents et allié·e·s se rassemblant autour de Bioma les positionne activement dans ces rôles. Cela se conjugue avec le fait que

12. Voir le prochain chapitre pour plus de détails à ce sujet.

de nombreuses personnes au sein du collectif ne se sentent pas légitimes pour prendre des initiatives :

Ouais puis défaire cette, ce sentiment-là d'être *poche* puis de pas être capable. Mais ça j'en ai parlé à un couple d'amis, j'étais genre « aller, aller, ce serait trop le fun [que vous impliquiez] » puis les gens étaient comme « oui ce serait trop le fun » ! Puis là je cherche quelqu'un pour co-organiser [le prochain événement] puis là les gens ont pas le temps puis tout. C'est pas donné là [l'engagement des ami-e-s], mais ça reste là puis j'aimerais vraiment ça le faire. Ouais. Fait que des fois il y a des idées [d'événements et de chantiers collectifs] comme ça qui ont pas lieu mais coudonc.

Entretien avec Amanda, automne 2017

Ces sentiments d'incapacité et de manque de légitimité, ancrés en partie dans l'activité et l'intensité de l'engagement des membres du noyau dur, amènent de nombreux·euses membres de la communauté à se désengager des prises de décisions et de l'organisation des événements. C'est davantage en tant que participant·e-s qu'acteurs·trices qu'ils et elles vont participer aux actions collectives. Cette forme de suivisme de la communauté – le fait que les membres de la communauté se regroupant autour de Bioma ne prennent pas vraiment d'initiatives – repose sur la vision que l'engagement des *leaders* garantit que les projets vont continuer, se développer et survivre quel que soit le niveau de l'engagement des membres de la communauté. Tenant pour acquis cet engagement intense et continu des membres du noyau dur, les ami-e-s, parents et allié-e-s de la communauté tendent à se satisfaire d'engagements plus légers :

Je pense que cette dernière année, j'ai eu besoin de plus me retourner vers moi-même et moins vers le groupe et le collectif. Ça fait que je suis toujours présente parce que je suis attachée au projet, je suis attachée aux personnes. Et à la mission, en fait. J'aime ça... Si je viens, ben, c'est sûr que... Je me sens moins engagée, en fait. Le projet marche, le projet est beau. J'ai la conviction profonde que ça va perdurer. Après, j'avoue que ma crainte, un peu, c'est quand même à quel point on laisse beaucoup de choses retomber sur les membres de la coop, quand même, t'sais, pour alimenter tout ça. Alimenter toujours en énergie. C'est quand même eux... Ils sont porteurs du projet, c'est sûr. Mais, dans ce projet, je pense que, dès le début, se voulait collectif et où tout le monde s'approprie... Il y a pas de leaders, il y a pas... Il y a pas de propriétaires et de personnes qui vont profiter, comme, t'sais... Ça se voulait vraiment comme : « c'est à tout le monde ». Mais je suis pas sûre qu'on ait réussi tant que ça à transférer, en fait, le leadership des propriétaires et des meneurs de projet, leaders de projet, à la communauté, au collectif.

Entretien avec Anne, automne 2017

Finalement, ces relations héritées et ce suivisme de la communauté forment un blocage aux aspirations démocratiques et autogestionnaires de Bioma. Le « charisme » et l'intensité de l'engagement des « *leaders* » permet à Bioma de rayonner et de négocier des

relations bénéfiques avec des institutions mais ce n'est pas à cette forme d'organisation et d'interactions qu'aspirent les militant.e.s. En un sens, l'autogestion n'est fonctionnelle qu'au sein du noyau dur où le degré d'affinité est très fort, les liens resserrés et la confiance (jusqu'à l'été 2017) très forte.

Pour tenter de dépasser les contraintes institutionnelles et légales, Bioma expérimente et essaye de bricoler des solutions :

Ça devient compliqué quand les gens veulent devenir co-proprétaire de la terre, que là il faut genre signer un acte notarié puis faire une cession puis c'est ben compliqué mais... dans l'optique de devenir aussi impliqué que Fred l'est puis que moi je le suis, tout à fait, tout à fait. Mais des fois je lance des *hints* à des amies, genre « Élise, tu voudrais pas genre devenir gérante du jardin médicinal puis venir genre souvent à la terre » ? Des fois t'sais je lance ça aux gens que je sens que l'énergie flotte avec la nôtre t'sais. Ella, Ella moi je considère que, t'sais, c'est sa terre aussi. Uhm. Après ça dépend des intentions de chacun aussi. T'sais elle, la terre elle la fréquente pour l'espace, pour la communauté autour. Elle a pas nécessairement une intention de devenir propriétaire. Elle est comme contente qu'il y ait un espace comme ça qui existe puis là, côtoyer puis s'impliquer mais là... On voit que ça va s'adapter aux besoins de chacun aussi.

Entretien avec Amanda, automne 2017

C'est en s'appuyant sur l'affinité qui est construite avec certaines personnes de la communauté ainsi que sur leurs intérêts que les membres du noyau dur tentent d'impliquer plus intensément d'autres membres. L'enracinement légal et institutionnel de l'engagement d'autres membres de la communauté – en devenant propriétaire ou membre de la coopérative, par exemple – est vu comme « trop compliqué » et les membres du noyau dur cherchent d'autres moyens et d'autres modèles d'engagement plus intense : ils et elles cherchent à partager les responsabilités et les rôles pour que « tout ne retombe pas sur les membres de la coop », pour reprendre les termes de Anne. Cependant, comme le démontre Kathleen Blee (2012), s'accommoder des contraintes légales et institutionnelles est moins difficile que de revenir sur les pratiques sédimentées et héritées au sein du groupe.

5.4. Collectivisation et diversification communautaires

Intégrer le « noyau dur »

Fred n'est pas, à l'origine, un ami des membres du noyau dur. Ce n'est que de manière très distante qu'il appartient aux réseaux se structurant autour de la fondation du collectif de Bioma. C'est à travers une amie qu'il a rencontré Rachel, Amanda, John et David. Il est d'abord arrivé à Harrington pour une fin de semaine de travail collectif, au moment où le terrain était acheté et s'ouvrait pour l'une des premières fois. Ses valeurs, ses aspirations et son mode de vie étant alignés sur celles du projet et du collectif, il a tout de suite sympathisé avec l'ensemble des membres du noyau dur. Il s'est ensuite investi dans les jardins du Craterre, passant tous ses mercredis là-bas, faisant les livraisons à vélo avec Rachel et David, mangeant et passant du temps tou·te·s ensemble. Petit à petit son implication s'est accrue et il a commencé à mettre ses connaissances agricoles et organisationnelles au service du collectif.

En parallèle, lui et une membre du noyau dur ont commencé une relation intime. Petit à petit, Fred a fini par intégrer le noyau dur de Bioma. En bref, c'est à la fois à travers son implication importante dans les projets mais aussi à travers une relation affinitaire privilégiée avec une membre du noyau dur – et ensuite, sur un autre registre, avec l'ensemble du noyau dur – que Fred en est finalement arrivé à faire partie de ce groupe restreint d'organisateur·trices.

Au fil des années, il a participé à la coordination des jardins du Craterre, il a initié des projets à la terre à Harrington, recruté de nouveaux·elles bénévoles, intégré formellement la coopérative de travail... Cependant, bien qu'il ait plusieurs fois proposé au noyau dur de devenir co-proprétaire du terrain à Harrington, cela ne s'est jamais fait. Les raisons sont multiples et rarement explicitées. Elles sont floues et ouvertement conjoncturelles : « ce n'est pas le temps », « le collectif n'est pas encore prêt ». Finalement, si Fred demeure très impliqué dans le collectif, il ne propose plus de devenir co-proprétaire et souhaite se désinvestir en partie des projets pour éventuellement s'engager dans d'autres initiatives et/ou projets.

La trajectoire de Fred, au sein de la communauté de Bioma est intéressante à analyser car elle permet de voir concrètement les enjeux à l'œuvre dans les dynamiques de collectivisation et de diversification de la communauté de Bioma. Elle démontre que le noyau dur n'est pas verrouillé et qu'il y a une volonté explicite d'ouverture et de diversification à la fois du collectif et du noyau dur, mais cette volonté d'ouverture est conditionnelle et se heurte à certains blocages, à des réticences plus profondes, héritées des pratiques et relations sédimentées.

Ce que montre aussi cette trajectoire c'est que l'intégration est fortement liée à l'éthique affinitaire décrite plus haut. C'est en approfondissant les liens et les relations affinitaires avec les membres de Bioma en général et du noyau dur plus spécifiquement que Fred a développé ses engagements au sein du collectif. Enfin, c'est une trajectoire qui montre que la dynamique de collectivisation des projets passe par une tentative d'ouverture du noyau dur auquel de nouveaux et nouvelles membres pourraient s'ajouter. Cette dynamique, que j'appelle de « collectivisation communautaire » – collectiviser la prise de décision au sein de la communauté – est à distinguer d'une dynamique, très marginale au sein de Bioma, que je qualifie d'« appropriation communautaire » où l'ensemble de la communauté engagée dans Bioma s'approprie collectivement les projets et les décisions – ce qui équivaldrait, si la dynamique était poussée à son extrême, à une forme de dissolution du noyau dur.

5.4.1. La question de la « collectivisation communautaire »

Les membres du noyau dur de Bioma portent un discours collectiviste et souhaitent vivement que les « personnes impliquées » dans les projets se saisissent de ceux-ci, se les approprient et deviennent elles-aussi moteur dans les actions collectives. En d'autres termes, les personnes à l'origine du groupe aimeraient lutter contre les dynamiques latentes de suivisme qui existent au sein de leur communauté. Cela traduit l'aspiration démocratique du groupe : arriver à une étape où les individus dans le groupe sont suffisamment engagés pour qu'il y ait une répartition du travail de reproduction du groupe et de développement des projets ainsi qu'une plus grande implication de tou·te·s dans les prises de décision. Pour reprendre les termes de Kathleen Blee (2012, 4), on retrouve ici la « démocratie comme verbe et non comme adjectif (...) un processus, toujours en train

d'être fait »¹³. Les processus – heurtés et imparfaits – de collectivisation communautaire participent de ce travail démocratique interne au groupe. Ce processus doit permettre l'ouverture d'un espace pour adresser les relations de pouvoir existantes au sein du groupe (Melucci 1996, 347).

Mais c'est là un processus qui est dépendant de l'histoire du groupe et des éthiques et normes de conduite qui y sont développées et sédimentées. On peut concevoir la collectivisation des groupes militants comme l'ouverture d'un espace de pouvoir d'organisation et de prise de décisions. Cette ouverture est souhaitée par les membres du noyau dur – et par d'autres personnes au sein du collectif, voir par exemple la citation d'Anne plus haut – mais d'abord et avant tout pour les personnes avec qui la relation est déjà approfondie :

Je pense que j'aime l'idée de continuer à me dire beh quelqu'un qui connaît déjà bien l'espace, qui est déjà bien impliqué doit co-organiser. Mettons si toi tu as le goût d'organiser avec quelqu'un, bam on te fait confiance. Si Ella a le goût d'organiser quelque chose, on lui fait confiance. Mais qu'il y ait un point d'ancrage, t'sais ? Un point d'ancrage dans la communauté pour que ça veuille dire quelque chose au final.

Entretien avec Amanda, automne 2017

En d'autres termes, les membres du noyau dur, et par extension le reste de la communauté, reproduisent le modèle affinitaire originel et le projettent dans les conditions de collectivisation. Afin de pouvoir être plus impliqué·e, il faut, dans une certaine mesure, suivre la trajectoire de Fred : être dans des relations affinitaires fortes, régies par une confiance mutuelle, *comme*, finalement, celle qui unit les membres d'origine. C'est en ce sens que je parle de « collectivisation communautaire » par opposition à une « appropriation communautaire ». Dans le premier cas, la communauté adopte les règles et normes héritées du groupe d'origine et la collectivisation se fait à l'intérieur de ce cadre. Les militant·e·s reprennent les normes et manières de faire sédimentées et s'y adaptent pour s'intégrer dans le groupe. Dans le deuxième cas de figure, la communauté *s'approprie* les structures organisationnelles et transforme les normes héritées en ouvrant un espace discursif où les enjeux micropolitiques sont à nouveau discutés. Les militant·e·s tendent alors à remettre en cause les manières de faire héritées, les transformant pour que l'organisation corresponde davantage à la réalité de l'ensemble de ses membres.

13. « *Democracy in these instances [in grassroots activist groups] is a verb, not an adjective. It is the action of people as they deliberate and work together to affect society rather than a form of governance. Activism-as-democracy is not institutional or structural. It is a process, ever being made* ».

Lors d'une fin de semaine à Harrington, Véro, Andrée, Amanda, Rachel et quelques autres se promènent et discutent du fait que « ce serait bien si des gens, des ami·e·s, pouvaient organiser d'autres fins de semaines thématiques ». C'est là que Véro intervient, très enthousiaste, en proposant d'organiser une fin de semaine de musique. Andrée est aussitôt motivée pour l'aider. Amanda et Rachel sont enthousiastes et les encouragent à organiser cela. Dans les semaines qui suivent, Véro contacte des ami·e·s musicien·ne·s pour venir donner des ateliers et faire des concerts. La date est fixée à la mi-août.

Pendant l'organisation, Véro veut essayer d'impliquer davantage le noyau dur et leur écrit. Elle reçoit une réponse de John en colère qui lui écrit pour lui dire qu'il trouve que ce n'est pas normal qu'il n'ait pas été mis au courant et que tout cela l'inquiète notamment quant à la protection de l'environnement et au nombre de personnes qui vont venir. Cela freine l'organisation, Véro ne sait plus où se placer et se fâche parce qu'elle pensait être soutenue et que le reste du groupe se parlait : « Je laisse beaucoup passer de choses avec des amis, je suis assez tolérante, mais là, je trouvais que c'était un petit peu *too much*. En plus que je travaille là, bénévolement ! Je travaille pour faire quelque chose que, eux, m'ont dit : « Oui, vas-y, go, cool ! » Pis, de l'autre bord : « Qu'est-ce que tu fais là ? C'est ma terre, pis on sait pas qu'est-ce qui se passe ! » ».

Après des échanges nombreux entre les propriétaires du terrain et Véro, la situation s'arrange et les propriétaires valident tou·te·s le projet de fin de semaine de musique. Alors que la date approche, Véro et Andrée recrutent d'autres personnes – dont moi – au sein de la communauté pour les aider à l'organisation. Le jeudi avant la fin de semaine, Véro arrive en avance pour organiser le tout mais elle se retrouve seule pour le faire :

Finally, j'ai travaillé toute la journée jeudi avant que le monde arrive, pis vendredi aussi. Ça, j'aurais aimé ça qu'ils s'investissent, c'est quand même leur terre ! J'étais là. Je trouvais ça un peu plate ce petit bout-là.

Entretien avec Véro, automne 2017

Finally, la fin de semaine a été un grand succès : beaucoup de monde est venu, les ateliers ont été appréciés, les propriétaires étaient très satisfait·e·s et ont félicité Véro qui elle-même était contente.

Le cas de la « Symphonie en haches mineures pour pioches en forêt », août 2017

L'épisode de la fin de semaine musicale dite de la « Symphonie en haches mineures pour pioches en forêt » s'inscrit dans la tentative de collectivisation des événements publics ponctuels que Bioma organise sur la terre à Harrington. Plusieurs fois par été sont ainsi organisées des fins de semaine thématiques – à l'origine tournant autour du bien-être – pour faire venir leur réseau étendu sur la terre afin de participer à des activités animées par des ami·e·s impliqué·e·s dans la communauté. La fin de semaine musicale était à la fois la première fin de semaine thématique qui ne tournait pas principalement autour du bien-être, c'était aussi une de celles qui a attiré le plus de monde et, surtout, la première organisée par une personne de la communauté qui n'était pas dans le noyau dur de Bioma, ni particulièrement proche de celui-ci.

Cet épisode illustre le difficile passage de l'organisation informelle du noyau dur au reste de la communauté où l'affinité, bien qu'activement cultivée, n'est pas aussi forte. La confiance et l'affinité exigées implicitement par les membres du noyau dur bloquent la délégation des tâches et la prise d'initiative libre de la part des membres de la communauté. En ce sens, malgré la volonté affichée de collectivisation et d'implication plus grande des membres de la communauté, les propriétaires tendent à se retrouver dans des positions de censeurs : au final ce sont ces quelques personnes qui avalisent ou non des événements, des actions et des pratiques. Transparaît ici une inquiétude liée à un risque de perte de contrôle de ce qui se passe dans ces espaces dont le noyau dur reste, au final, responsable :

Ce qu'on a décidé, lors d'une discussion, après cette fin de semaine musicale, en fait ça a fait surgir des points intéressants de comment est-ce qu'on avance avec les projets proposés. Et à propos du fait d'informer : qu'est-ce que ça veut dire que tu as informé quelqu'un proprement ? Donc, en gros, on a décidé que ça dépend de l'échelle des projets. Les trucs à petite échelle, les gens prennent leur initiative et font leurs affaires. Si ça a pour effet d'influencer quelqu'un d'autre, alors tu dois informer les autres.

Entretien avec John, été 2017

Ces blocages sont en grande partie ancrés dans le décalage qui existe entre l'affinité profonde et ancienne qui unit le noyau dur et l'affinité en construction dans le reste de la communauté de Bioma. Ce décalage a plusieurs effets spécifiques qui renforcent les blocages au processus de collectivisation communautaire. Le modèle affinitaire porté – et vécu – par le noyau dur s'accompagne d'un fonctionnement à la fois spontané et informel. Cela amène un manque de transparence de la manière dont les décisions sont prises qui laisse peu de prises aux membres de la communauté qui souhaiteraient s'investir davantage et acquérir un rôle plus actif dans l'organisation et la prise de décision au sein de Bioma.

Et les membres de Bioma en sont conscient-e-s :

Nan, nan vraiment pas mais peut-être que nous on devrait rendre ça plus clair que c'est un espace où les gens peuvent, que les gens peuvent utiliser. Peut-être que c'est pas assez clair ? Peut-être que pour nous c'est évident mais que c'est pas assez clair, tu vois ce que je veux dire ?

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Mais c'est difficile de se départir des habitudes et réflexes acquis et sédimentés depuis l'origine du collectif. C'est dans des moments de crises profondes qui secouent le

groupe d'origine – des crises touchant notamment l'affinité même qui unit ces membres – que le groupe commence à remettre partiellement en cause les pratiques et relations sédimentées. C'est d'ailleurs dans ces moments de crise que Kathleen Blee (2012, 132) situe les moments charnières (« *turning points* ») où des groupes militants peuvent dévier de leur dynamique profonde de « dépendance au sentier » (*path dependency*) : « lorsque les groupes font face à l'imminence d'un effondrement, leurs membres peuvent ré-ouvrir les sujets enfouis des conventions, y compris la manière dont ils interagissent les uns avec les autres »¹⁴.

5.4.2. Stratégies de diversification

L'autre enjeu politique majeur intimement lié à l'ancrage profond de l'éthique de l'affinité dans les relations de Bioma est celui de la diversification de la communauté. Le noyau dur de Bioma forme un groupe relativement divers : il y a un Néo-zélandais et un Colombien agronomes et paysagistes, une travailleuse sociale et une juriste québécoises francophones ainsi qu'un physiothérapeute québécois anglophone. Ces personnes ont mobilisé leurs réseaux et rassemblé une communauté assez large aux origines et emplois différents. Pourtant,

Ça finit par être pas mal une majorité de jeunes de la classe moyenne, qui finissent par venir à la terre, là, parce qu'ils ont le temps, ils ont l'intérêt, ils ont les moyens de le faire... fait que t'sais ? Ça c'est une réflexion j'trouve intéressante, là, de se dire : est-ce qu'on est en train de juste attirer des gens comme nous, à la terre, plutôt que de créer, de s'assurer que, t'sais une communauté diversifiée puis qu'on crée des façons pour que des personnes qui normalement auraient pas accès à des espaces comme ça, y aient accès. Ça c'est une question intéressante. Mais je pense qu'on en est pas rendu là, en un sens, parce que ce qu'on est en train de construire est tellement nouveau, puis on est tellement pas prêt pour recevoir des gens pas comme nous, je sais pas comment le formuler

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Malgré la diversité « objective » – d'origines, d'emplois, de statuts – de la communauté, la mobilisation affinitaire des militant-e-s alternatifs-ives tend à l'homogénéisation – en termes de culture et d'idéaux, d'habitudes de vie, d'envies et d'aspirations – du groupe. Cette homogénéité est renforcée par des effets de filtres, spatiaux et sociaux. On l'a vu, cette affinité confère une forme de force au collectif, permet d'en faire un sanctuaire, un espace de repos, un lieu où les individus peuvent trouver le courage d'expérimenter et,

14. « *When groups face immediate collapse, their members can re-open submerged topics of convention, including how they interact with each other* ».

éventuellement, d'« inventer » de nouvelles pratiques. Mais c'est une homogénéité qui pose question aux militant·e·s eux-mêmes et elles-mêmes.

Dans une perspective de changement social passant par la diffusion de pratiques alternatives développées par Bioma, le fait que la communauté soit homogène et ne parvienne pas à se diversifier vers d'autres populations limite le potentiel transformateur de ces initiatives collectives. C'est ce qu'exprime très clairement Rachel :

Parce que, t'sais, veut veut pas quand tu t'impliques dans des mouvements environnementaux, tu es en majorité avec des gens blancs puis éduqués puis privilégiés, t'sais ? Puis si on veut trouver des solutions aux problèmes qu'on va rencontrer comme société, faut qu'on apprenne à travailler avec tout le monde, t'sais ?

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Une telle diversification de la communauté permettrait aussi de renforcer et de développer l'action de Bioma :

Je veux dire notre objectif ne peut pas être que s'agrandir, s'agrandir, s'agrandir mais tu veux, si tu es socialement impliqué et plus *grassroots*, bah tu veux avoir différentes avenues sur lesquelles les gens vont s'engager, des gens qui ont plus de temps et plus d'énergie. Donc tu veux agrandir ton équipe parce qu'en agrandissant ton équipe tu amènes plus de connaissances, plus d'expériences plus de... pas de critiques mais plus de discussions qui peuvent amener à différents développements.

Entretien avec Fred, automne 2017

Cependant, les membres de Bioma sont conscient·e·s qu'une telle diversification de la communauté est difficile à faire, notamment parce qu'ils et elles sont très attaché·e·s à l'éthique de l'affinité. Lors d'une conversation au Craterre, Rachel insiste ainsi sur l'importance des liens construits entre les individus qui s'impliquent dans les projets de Bioma. Pour elle, le travail à faire est de renforcer ces liens et pas forcément de chercher à rejoindre d'autres populations parce qu'« on n'est pas prêt ». Bioma est donc prise dans une ambivalence fondamentale. D'un côté, il y a la volonté – voire l'exigence politique, afin de ne pas s'enfermer dans une autarcie affinitaire – de s'ouvrir et de se diversifier, sachant que cette diversification ne peut se faire sur le même modèle affinitaire que celui qui domine dans les relations internes de Bioma. Et de l'autre, les militant·e·s reconnaissent l'importance de consolider et de mieux structurer la communauté – par exemple, en trouvant des manières viables d'effectuer une collectivisation communautaire des projets.

Dans le cadre de cette ambivalence, plusieurs stratégies de diversification sont proposées et parfois expérimentées par différent·e·s membres de la communauté. La première c'est de consolider et d'étendre la communauté en s'appuyant sur les réseaux des

membres : les différent·e·s membres sollicitent et mobilisent leurs ami·e·s depuis les débuts des projets. Compte tenu de la relative hétérogénéité du groupe d'origine cela a permis au groupe de rassembler un ensemble de personnes d'horizons divers. Cependant, les effets de filtre, notamment celui de l'auto-définition du groupe qui amène les militant·e·s à évaluer si les potentielles recrues « *fittent* » ou pas, limitent cette stratégie de diversification.

Une autre stratégie qui est pensée par certaines personnes au sein du collectif prend en compte les effets de filtres physiques qui existent et notamment l'éloignement de la terre et son côté trop rustique qui pourrait rebuter d'éventuel·le·s nouveaux ou nouvelles venu·e·s :

Bah tu sais, moi je suis plus, heu, active à abaisser les barrières d'accès de comme m'assurer que les choses soient accessibles que d'être dans une démarche pro-active de rejoindre les communautés culturelles pour être sûre d'avoir assez de communautés culturelles autour de moi, t'sais ? Comme j'suis prête à accepter que, on a fait un travail minimum pour être accessibles puis accepter la critique que « beh vos groupes sont pas mal blancs », puis après faire oé, malheureusement c'est le cas, c'est quelque chose qui est pas super mais c'est la réalité en ce moment. Fait que c'est vrai que j'ai pas tendance à être très pro-active à faire comme « okay comment on est capables de, d'attirer plus de minorités culturelles », t'sais ?

Entretien avec Rachel, hiver 2017

J'en ai déjà parlé avec Fred puis on se disait, t'sais, un jour si on a comme plusieurs éco-shacks, des éco-gîtes puis, uhm, les gens peuvent toujours venir camper puis faire ce qu'ils veulent sur la terre, mais mettons si on décide d'avoir des éco-gîtes que les gens peuvent louer, t'sais, comment est-ce qu'on ferait pour que ça devienne pas comme Terra Perma, t'sais ? Que ce soit pas un 120 piastres la nuit dans un éco-gîte vraiment *fancy* puis finalement c'est juste des riches Américains puis des riches Ontariens qui sont capables de payer ça puis... pfff... (...) T'sais on en parlait puis on était comme t'sais on pourrait réserver le tiers des nuitées pour qu'elles soient gratuites pour des personnes puis avoir des partenariats avec des organismes pour que les organismes organisent t'sais des fins de semaines pour des gens qui l'apprécieraient pour vrai, t'sais ? Foyer pour femmes autochtones ou avoir comme une partie des nuitées réservées pour des gens qui en bénéficieraient complètement d'une autre façon ! En tous cas on *brainstormait* là-dessus mais on en est tellement pas rendus là ! Parce qu'on a pas un, on n'a même pas l'infrastructure suffisante pour recevoir des gens qui sont pas *fucking game* de dormir dans la bouette, t'sais ? Fait qu'on en est pas rendus là mais je trouve qu'il y a tellement à garder en tête de comment pas reproduire... T'sais... Oé... des systèmes d'oppression qui nous font peur, dans le milieu urbain.

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Le pré-requis pour cette stratégie est le développement d'infrastructures pouvant accueillir des membres de communautés n'étant pas disposées – selon Amanda – à « dormir dans la bouette », à faire du camping sans aménagements ni sanitaires.

On voit déjà poindre ici une autre stratégie qui, elle, est déjà en partie mise en place par Bioma : créer des alliances avec des groupes – organismes communautaires et/ou groupes plus militants – mobilisant d’autres populations, notamment des gens subissant des oppressions. L’alliance et le soutien apporté à *Sisters in Motion* est un exemple de ce type d’alliance. Les donations faites à *Afrique au Féminin* en est un autre. En s’associant et en collaborant avec des organismes mais aussi des artistes et des éducateurs-trices qui s’engagent déjà avec et pour des populations opprimées, Bioma ne diversifie pas forcément sa communauté propre mais participe à une diversification de ses luttes et engagements. Cela participe de la stratégie de rayonnement du groupe : aller à la rencontre et construire des liens de solidarité avec d’autres groupes ou d’autres populations qui n’ont pas nécessairement accès à de la nourriture fraîche et de qualité et encore moins à des jardins. Cette stratégie respecte une éthique anti-oppressive qui essaye d’éviter de parler pour ou à la place de populations marginalisées :

Je vois que dans ce collectif [le noyau dur de Bioma] ils voudraient peut-être inclure plus de personnes de couleur et plus de personnes venant de communautés marginalisées au sein du collectif (...) Peut-être pour qu’il y ait plus de voix concernant les besoins d’autres communautés et personnes, aussi. Je pense qu’ils sont conscients de ça mais c’est parfois difficile de savoir ça si ce n’est pas une expérience que tu as pu vivre.

Entretien avec Abi, automne 2017

Rejoindre de telles communauté nécessite un travail qui peut être délicat à effectuer. Et de l’avis de la plupart des membres du groupe, ils et elles ne sont pas prêt.e.s à faire ce travail et préfèrent travailler à abaisser les barrières d’accès et créer des liens de solidarités avec d’autres initiatives militantes. Ces alliances elles-mêmes soulèvent certaines questions et notamment celles de réciprocité et de durabilité des relations créées :

C’est là que certaines questions entrent en jeu (...) : est-ce qu’il y a une relation soutenable ici ? Ou est-ce que c’est vraiment une relation de dons et pas vraiment de, tu sais, de réciprocité ? Parce que j’ai l’impression que dès qu’on construit des relations de réciprocité, ça implique plus d’investissement de la part des personnes qui donnent et dont les dons sont reconnus et honorés dans cet échange. (...) Tu viens peut-être une fois par semaine aux jardins et tu travailles la terre et ensuite on donne ces légumes et ça permet de développer une réciprocité, ce n’est pas juste une relation de simples dons. (...) Et je sais qu’ils donnent de la nourriture à différentes organisations et je ne veux pas dire que ces organisations ont juste le temps ou la capacité de faire plus (...) parce que ce sont des organisations qui font surtout de l’intervention de crise (...) Mais d’une certaine manière, je pense que, surtout avec une vision du jardinage comme processus thérapeutique, une approche de guérison qui peut être en fait très bénéfique. Surtout en travaillant avec des personnes ayant vécu des traumas ou qui viennent de communautés diasporiques ou déplacées. Construire ce lien avec la Terre, l’appartenance, la maison, non ? Lorsque l’on fait pousser quelque chose sur la terre

et dans la communauté où l'on est, est-ce que cela n'amène pas une reconnaissance de la durabilité familiale et sociale, mais aussi du territoire ?

Entretien avec Abi, automne 2017

*

* *

Bioma rassemble toute une communauté d'ami·e·s, d'allié·e·s et de parents qui s'engage dans des pratiques préfiguratives expérimentales matérielles – agricoles, de construction – et sociales. Ces expérimentations sont au cœur des pratiques collectives alternatives : c'est à travers celles-ci que les militant·e·s s'engagent dans un processus – incomplet, imparfait et heurté – de désocialisation collective de normes dominantes afin de construire de nouvelles « normes de conduites » pour reprendre les termes de Luke Yates (2015, 2). Ces pratiques sont encadrées par une double éthique dont la prééminence plonge ses racines aux origines du noyau dur fondateur de Bioma. D'un côté on trouve une éthique du faire qui valorise l'action et les connaissances pratiques au détriment de connaissances théoriques et de pratiques réflexives. De l'autre côté, il y a une éthique de l'affinité qui se propage à partir des liens originels du noyau dur : c'est une affinité plurielle qui conjugue un alignement des valeurs et idéaux – une « affinité idéologique en soutien à un [ou plusieurs] mouvements sociaux », pour reprendre les termes de Matthew Ward (2015, 3) – avec une affinité interpersonnelle mettant en jeu des émotions, une quotidienneté et une certaine forme d'intimité.

Ce sont ces deux éthiques, du faire et de l'affinité, qui façonnent la micropolitique de Bioma et finissent par former l'identité collective de Bioma. En essayant d'adopter le plus complètement possible ces deux éthiques, autant dans leurs pratiques que dans les discours visant à donner une cohérence à celles-ci, les membres de Bioma s'efforcent de transformer leur subjectivité et leur rapport au monde. La forme même de leur organisation devient le message de Bioma (Melucci 1989, 12) et ce message invite les individus à transformer leurs interactions, à former des communautés affinitaires et à *faire*, c'est-à-dire à mettre en œuvre des pratiques collectives alternatives. C'est en ce sens que la préfiguration au cœur de Bioma s'inscrit dans une perspective de changement social. L'engagement alternatif joue le rôle de lieu de transition où ces rapports aux autres sont – de manière progressive et expérimentale – transformés.

Ces deux éthiques marquent durablement les dynamiques internes de la communauté. Elles colorent les relations subséquentes, se sédimentent et façonnent une forme de « dépendance au sentier » (*path dependency*). Comme le remarque Kathleen Blee (2012), le fonctionnement interne, l'évolution et les développements des groupes militants *grassroots* sont fortement marqués par les modèles originels, structurés dès les débuts du groupe. Avec le temps, pris dans l'importance de l'éthique du faire, le collectif entre dans une forme de routine et tend à perdre les moments de réflexivité collective. Cela se conjugue avec une forme de naturalisation des relations « organiques » et une consensualité qui ne laissent pas de place aux conflits et en viennent à dépolitiser le fonctionnement interne du groupe (Bettini et Karaliotas 2013 ; Rancière 2004 ; Ishkanian et Ali 2018). Il y a tout de même des moments de mise en scène et d'exploration parfois ritualisées de relations sociales différentes. Comme l'exprime Kathleen Blee (2012, 136), en faisant une relecture du travail de Mustafa Emirbayer et Ann Mische (1998) et en « collectivisant » leur notion d'agentivité, ce phénomène de « dépendance au sentier », si fort dans les dynamiques internes des groupes militants informels, n'implique aucunement une perte d'agentivité :

Ce n'est pas tant que les militants exercent ou pas une agentivité. Ils agissent avec différents niveaux d'intention et de volonté et avec plus ou moins la sensation que leur action aura un impact. [...] L'agentivité collective est délibérée et créative, comme l'agentivité individuelle, mais elle est aussi coordonnée et se fonde sur des objectifs communs aux militants ¹⁵.

Pris-es dans les héritages, tant du groupe que des institutions sociales, les militant-e-s alternatifs-ives essayent d'expérimenter collectivement, de « créer de nouveaux mondes » et se retrouvent parfois à reproduire malgré elles et eux des relations héritées qui peuvent être exclusives et oppressives. En ce sens, les membres de Bioma sont pris-es dans une ambivalence entre d'un côté la volonté d'expérimenter des pratiques matérielles et sociales visant à transformer les subjectivités, à donner un pouvoir de *faire* aux membres du groupe tout en augmentant leur interdépendance et engagement collectif ; et de l'autre,

15. « *Activists don't just exert agency or fail to do so. They act with purpose and intention in greater or lesser degree, and with more or less of a sense that their actions will matter. [...] Collective agency is deliberate and creative, like individual agency, but it also is coordinated, resting on a foundation of shared purpose among activists* ».

des conditions héritées de l'action et de l'organisation collective qui contraignent fortement leur action et rendent difficile la désocialisation aux normes héritées ainsi que la démocratisation du groupe. C'est cette ambivalence que Bioma doit travailler pour pouvoir participer à une forme de transition que les membres appellent de leurs vœux. Ce n'est que par une réflexivité accrue qu'ils et elles peuvent éventuellement démocratiser leur organisation en s'attaquant aux relations de pouvoir internes. Selon Alberto Melucci (1996, 347), c'est ce processus de démocratisation qui permet aux groupes militants de s'attaquer ensuite aux relations de pouvoir au sein de la société et, donc, de remplir pleinement leur potentiel de changement social. Mais ce n'est là qu'un horizon d'attente car même imparfaits et brouillons, ce type de pratiques et de collectifs ont un impact social et politique certain : « quels que soient les résultats, les lacérations et l'épuisement qu'il peut impliquer, ce modèle [d'organisation collective] ouvre un espace symbolique qui est, en lui-même, une alternative culturelle »¹⁶ (Melucci 1996, 331).

Ce travail interne et les éthiques qui le structurent – ainsi que les effets (micro)politiques que ces dernières ont – se conjuguent avec un « travail externe » du groupe qui choisit de s'engager dans des interfaces et des interactions avec diverses institutions qui fonctionnent différemment que Bioma, voire de manière antinomique. En s'engageant volontairement avec ces institutions, Bioma essaye d'éviter de se replier sur soi-même et explore ainsi d'autres avenues possible pour participer à une forme de transition. Comment est-ce que Bioma s'insère dans un monde qui répond à d'autres normes et contraintes que celles (auto-)instituées par le collectif? Quelles tensions résident dans cet engagement hors du « monde alternatif » ?

16. « *Regardless of its outcome, of the lacerations and exhaustion that it may sustain, this model opens up a symbolic space that in itself is a cultural alternative* ».

Troisième partie

Se projeter

Chapitre 6

Formelles ou informelles, des stratégies pour exister

Bioma, en tant que groupe participant à des actions collectives visant un changement social, interagit avec d'autres composantes de « la société ». On l'a vu dans le chapitre précédent, les militant·e·s de Bioma dépensent beaucoup d'énergie à expérimenter des pratiques et des relations sociales qui ont une visée « interne », pour paraphraser les termes de Pierre Hamel, Henri Lustiger-Thaler et Louis Maheu (1999, 171), c'est-à-dire des pratiques tournées vers leur (auto-)organisation, leurs valeurs et les liens qu'ils et elles créent. Mais une partie de leur travail militant consiste aussi à construire des relations « externes », à entrer en relation avec d'autres groupes et des institutions par rapport auxquelles Bioma se définit et agit. C'est à travers ces relations externes que Bioma participe à la transformation – partielle et incomplète, voire marginale – des institutions, de leurs manières de faire, de leurs normes. De ce point de vue, Bioma participe à la « démocratisation des valeurs, normes et institutions qui sont fondamentalement ancrées dans la culture politique »¹ (Cohen et Arato 1992, 562).

En ce sens, Bioma, à l'instar d'autres groupes militants « alternatifs » – et, par ailleurs, comme la plupart des mouvements sociaux contemporains – ne s'adresse pas exclusivement à l'État. C'est avec différentes institutions que ce collectif interagit et cherche à créer, dans ces interactions, des « espaces d'autonomie [pour] exprimer [sa] propre vision du social et du politique » (Hamel 2008, 44). Comme on le verra, la relation que Bioma construit avec les institutions est ambivalente (Lustiger-Thaler, Maheu et Hamel 1998 ; Melucci 1996) en cela que d'un côté ces dernières conditionnent et contraignent l'action

1. « *The success of social movements on the level of civil society should be conceived not in terms of the achievement of certain substantive goals or the perpetuation of the movement, but rather in terms of the democratisation of values, norms and institutions that are rooted ultimately in a political culture* ».

de Bioma, mais, en même temps, Bioma fait preuve de créativité et d'expérimentation en aménageant des espaces de négociation et de contestation « qui bouleversent le *statu quo* » de ces mêmes institutions (Hamel, Maheu et Vaillancourt 2000, 14). Par ces actions, Bioma participe à l'ouverture d'un espace « non-institutionnel », entre la sphère publique (du monde de la politique « légitime ») et la sphère privée (du monde « légitimement » apolitique), contribuant ainsi à la définition d'un troisième espace qui politise la « société civile » (Offe 1985, 820).

Pour éviter de tomber dans des « solutions sectaires ou dans une complète marginalisation » (Melucci 1996, 331), Bioma adopte différentes stratégies d'engagement avec des institutions, des organismes, son environnement social et politique, en bref, des stratégies pour « exister dans le monde ». Dans ce chapitre, je propose d'analyser ces stratégies qui amènent Bioma à construire des relations externes, avec « le reste de la société ». Je distingue trois espaces principaux où Bioma utilise des stratégies spécifiques d'existence et construit des relations externes. Lorsque je parle de « stratégies d'existence » je fais référence à des stratégies qui amènent Bioma à entrer dans des relations externes, à exister *dans* son environnement social, politique et culturel – et non *coupée* de son environnement. Ces stratégies amènent Bioma à se confronter à des normes et contraintes qui ne lui appartiennent pas, qui lui sont imposées et qui lui pré-existent.

Dans une première partie, j'analyse la manière dont Bioma s'insère dans son « milieu objectif », celui de l'agriculture urbaine montréalaise. Dans ce cas, Bioma se concentre sur son éthique du *faire* et s'appuie sur ses réseaux affinitaires pré-existants sans s'engager dans les tentatives de formalisation du milieu. Dans une deuxième partie, j'explore la manière dont Bioma s'engage et collabore avec l'Université de Montréal, une organisation institutionnelle. Dans cette interface, les membres de Bioma s'efforcent à construire un espace égalitaire de collaboration pour réussir à obtenir les ressources dont ils et elles ont besoin pour mener à bien leur projet. Enfin, dans une troisième partie, je regarde les stratégies d'existence légale et économique que Bioma met en œuvre vis-à-vis des normes, législations et institutions en vigueur. Dans cette perspective, Bioma bricole des solutions pour se réapproprier les normes, pratiques légales et institutionnelles qui contraignent l'existence d'organisations formelles dans le contexte capitaliste en général et québécois

en particulier. C'est cette stratégie qui permet à Bioma de mener l'ensemble de ses projets et notamment de soutenir les deux stratégies évoquées précédemment.

On verra que, dans ces trois cas, Bioma s'appuie sur des stratégies relevant de ce que Michel Offerlé et Laurent Le Gall (2012, 16) appellent la « politique informelle » et qui recouvre les

« formes, les pratiques, les activités, les expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents du champ, sont « rejetées » en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement et accessoirement, à sa constitution ».

Cet « informel » ne doit pas être compris ni comme de l'illégalité, ni comme de l'incompétence, ce sont plutôt des pratiques, des gestes, des groupes qui bricolent, qui s'ajustent et qui « inventent » des solutions face aux contraintes rencontrées. Ces solutions ne répondent pas aux normes et attendus des institutions dominantes et sont souvent fluides, temporaires et contingentes (Offerlé et Le Gall 2012, 18). En d'autres termes, Bioma met en place différentes stratégies informelles pour s'engager dans des relations externes dans lesquelles les militant·e·s projettent leurs normes et éthiques propres tout en s'ajustant aux contraintes rencontrées.

6.1. Appartenir à un « milieu » ?

Les groupes militants s'inscrivent dans un environnement spécifique avec lequel ils peuvent interagir. Alberto Melucci (1996, 323) définit cet environnement comme étant constitué de « la société élargie dans laquelle le mouvement est situé et de laquelle il tire sa base de soutien (...). Les autres organisations jouant un rôle dans le même mouvement font aussi partie de cet environnement »². En ce sens, l'environnement de Bioma est à la fois la société montréalaise dans son ensemble mais aussi, plus spécifiquement, toutes les organisations, les collectifs et autres groupes militants qui s'inscrivent d'une manière ou d'une autre dans le mouvement environnemental. Encore plus précisément,

2. « *The environment of an organization is made up of the wider society in which the movement is situated and from which it draws its support base (...) Other organizations playing a part in the same movement are also part of the environment* ».

l'environnement direct de Bioma est constitué d'une part par le milieu de l'agriculture urbaine montréalaise et d'autre part par le « milieu alternatif » des Laurentides. Bien qu'y occupant une place à part, le collectif s'inscrit objectivement dans ce double environnement.

6.1.1. L'insertion informelle de Bioma

L'agriculture urbaine montréalaise n'est pas un milieu structuré. Il n'existe pas d'organisations formelles qui sous-tendent le « mouvement » de l'agriculture urbaine à Montréal. Mais il y a quand même des tentatives de regroupement comme les événements réguliers des *Rendez-vous en agriculture urbaine* ou de *Cultiver Montréal* ainsi que des regroupements comme le *Système Alimentaire Montréalais (SAM)*³ qui cherchent à fédérer des acteurs·trices provenant des domaines de la production, de la distribution, de la transformation et de la consommation. Bioma n'a jamais fait les démarches pour s'intégrer aux organisations tentant de fédérer ce « mouvement ».

Lors d'une conversation informelle chez une amie, en octobre 2018, alors que notre hôte nous parle des débats qui animent le milieu de l'agriculture urbaine et de la place du Laboratoire sur l'agriculture urbaine, Fred, membre actif de Bioma, explique qu'il ne connaît pas ces réseaux et ce milieu et qu'il ne s'y intéresse pas tant que ça. Il préfère se concentrer sur le Craterre et les projets que la coopérative anime plutôt que de s'engager dans ces espaces-là qui lui semblent, somme toute, peu transparents et représentatifs. En ce sens, Bioma n'est pas active ni très intéressée par le « mouvement » de l'agriculture urbaine à l'échelle de la ville – bien que ce ne soit pas forcément vrai à l'échelle locale du quartier.

Et pourtant, si les membres de Bioma ne s'engagent pas dans ce milieu, cela ne les empêche pas, comme le remarque Annie, de très bien le connaître et d'y avoir les « bonnes *plugs* ». Cette connaissance provient en grande partie de la biographie de certain·e·s membres qui ont travaillé pendant plusieurs années dans différents organismes actifs sur la scène de l'agriculture urbaine montréalaise – comme Pousses Urbaines, Sentier Urbain ou le Centre d'Écologie Urbaine de Montréal, par exemple – et qui y ont rencontré des actrices et acteurs clefs. C'est ainsi qu'ils et elles ont rencontré Guillaume, lui-même très intégré et actif dans le milieu, et qui les a amené à proposer un projet à l'Université de

3. <https://sam.montrealmetropoleensante.ca/>.

Montréal pour être intégrés aux « Projets Éphémères » sur le site du futur campus des sciences de la gare de triage d'Outremont.

Ils font plus leurs trucs puis ils sont bien « *pluggés* » avec les bonnes personnes qui eux sont impliqués dans tous ces réseaux-là puis qui leur font passer l'info, t'sais ? Mais qui eux-mêmes ils prennent pas beaucoup de temps pour faire de la représentation ou aller dans ces instances-là de concertation, là. Parce qu'ils ont juste plus envie d'être sur leurs projets...

Entretien avec Annie, été 2018

En ce sens, dans les relations qu'ils et elles créent au sein du milieu de l'agriculture urbaine, lorsqu'ils et elles construisent des réseaux qui dépassent le cadre de leur seule communauté, les membres de Bioma projettent là-encore les éthiques qui président aux relations internes de la communauté. L'éthique du *faire* reste centrale pour Bioma, au détriment d'un engagement dans les réseaux. Et c'est à travers des relations affinitaires interpersonnelles, et non à travers des engagements formels de Bioma au sein d'organisations ou de regroupements, que le collectif se retrouve à être intégré au milieu de l'agriculture urbaine de Montréal, à savoir ce qui s'y passe et à avoir accès aux « bons plans ».

Dans la région des Laurentides, où Bioma développe un terrain agricole et communautaire autogéré, le contexte est similaire. L'« environnement » de Bioma est constitué des autres organisations et initiatives collectives écologiques que l'on pourrait qualifier d'alternatives : Terra Perma, TerraVie et la Ferme Morgan en sont des exemples. Les membres de Bioma tendent à être critiques envers ces initiatives : Rachel qualifie par exemple Terra Perma de « trop capitaliste », trop gros, trop tourné vers l'argent et le profit. Ce rapport critique distant, lié à un « manque de temps » – en partie la conséquence de l'éthique du faire au cœur de Bioma –, fait en sorte que les membres de Bioma n'entretiennent pas de relations approfondies avec ces initiatives. Les interactions qui existent mettent l'accent en priorité sur des relations affinitaires interpersonnelles. Ainsi, bien que critiques du projet de Terra Perma, plusieurs membres du collectif sont ami-e-s avec Antoine qui vit dans ce projet, y construit des habitations et donne des ateliers d'éco-construction. Rachel va régulièrement dans ces ateliers pour apprendre des techniques de construction. Rob, qui a une pépinière biologique à Terra Perma, est un autre de leurs ami-e-s et c'est vers lui que les membres de Bioma se tournent pour acheter des plantes pour leurs différents projets. Il n'y a donc pas de relations entre les projets, pas de création de regroupement

ou de solidarité formelle. Toutes les relations passent par des échanges interpersonnels fondés sur l'affinité. C'est par l'amitié entre individus que des services sont échangés et des ressources et des connaissances partagées, et non au niveau d'une alliance formelle entre ces initiatives qui semblent avoir pourtant des intérêts en commun.

Ces projets, plus grands, mieux implantés et plus fortunés que Bioma, influencent et transforment le contexte institutionnel et légal local. David décrit ainsi le contexte municipal de Harrington :

Ben je dirais qu'ils [à la municipalité] sont très flexibles, parce qu'il y a d'autres projets un peu comme alternatifs autour. Puis, aussi on a déjà rencontré des gens autour qui font des choses comme ça. Soit pour des projets d'énergie hydroélectrique qui sont aussi illégal. Ici toute l'énergie de l'eau appartient à HydroQuébec. Mais c'est un micro, hydroélectrique. Y a plusieurs personnes avec du micro-électrique, y a plusieurs personnes avec des yourtes, c'est illégal. (...) Non, mais je dirais je crois qu'ils sont un peu plus ouverts que les autres MRC [Municipalités Régionales de Comtés]. Vu qu'il y a des autres projets alternatifs autour. Comme à Terra Perma et comme ils ont l'argent, ils sont capables de changer un peu les lois, ou d'influencer un peu les... Pour nous c'est aussi cool parce qu'ils sont plus à l'avance aussi, ils mettent de l'argent aussi.

Entretien avec David, automne 2017

Grâce à leurs importantes ressources – et aux investissements conséquents qu'ils font dans la région –, des projets comme Terra Perma acquièrent un poids important au sein de la municipalité de Harrington et participent à la transformation – certes encore marginale – des règlements municipaux, les rendant plus souples et moins contraignants⁴. Cela facilite la vie des projets alternatifs moins grands et plus informels comme ceux de Bioma. Ainsi, même s'il n'y a pas de coordination ni de solidarité formelle entre les différents projets de la région et qu'il n'y a pas d'organisation les regroupant pour défendre leurs intérêts collectifs, Bioma profite tout de même de leur présence et des effets – facilitateurs – qu'ils ont sur les institutions locales.

6.1.2. Interfaces affinitaires et militantes

Comme je l'ai mentionné dans le quatrième chapitre, Bioma construit des alliances avec d'autres organisations. Si Bioma ne s'investit pas dans les réseaux de l'agriculture urbaine de Montréal ou ne crée pas de relations formelles de solidarité avec les initiatives

4. Un exemple parmi d'autres est que Terra Perma, à force de négociations avec la municipalité de Harrington, a finalement obtenu que soit diminuée la superficie minimale des nouvelles résidences sur le territoire de la municipalité de 85m² à 65m². Cela rend plus accessible et moins chère l'(auto-)construction de nouvelles résidences. Les membres de Bioma envisagent ainsi plus confortablement une éventuelle construction de bâtiment sur leur terrain.

écologiques alternatives des Laurentides, c'est par « manque de temps » et d'envie. Ce « manque de temps » cache un manque de motivation qui plonge ses racines dans la vision critique que Bioma a de ces regroupements. Malgré la présence d'ami-e-s au sein de ces initiatives ou regroupements – à l'instar d'Antoine ou de Rob à Terra Perma, par exemple –, et un caractère alternatif que Bioma leur reconnaît, ce ne sont pas des projets dans lesquels les membres de Bioma se retrouvent, ni même qu'ils et elles admirent particulièrement. Finalement, lorsque les membres de Bioma s'engagent dans la construction d'alliances, on remarque que plusieurs conditions doivent être remplies : il faut qu'il y ait des relations interpersonnelles entre certain-e-s membres de Bioma et des membres de l'autre organisation, que leurs intérêts se croisent et que les valeurs et/ou les luttes portées par l'autre organisation attirent, coïncident avec ou inspirent les membres de Bioma. C'est là une forme de projection (inter-)organisationnelle de l'éthique de l'affinité : celle-ci doit être à la fois interpersonnelle et se décliner au niveau des valeurs collectives qui animent l'organisation amie.

La Place Commune est un bon exemple d'organisation amie avec laquelle Bioma entretient des liens affinitaires forts et complexes. La Place Commune est un café social autogéré, engagé dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, qui a des jardins potagers sur le Campus Mil juste à côté du Craterre. La relation entre les membres du noyau dur de Bioma et la Place Commune remonte à loin. C'est à travers les activités de l'Espace X que différent-e-s membres fondateurs-trices de la Place Commune, dont Isabelle, ont rencontré les personnes qui allaient ensuite fonder la coopérative Bioma, installer les jardins du Craterre et acheter la terre à Harrington. Petit à petit, ces différentes personnes se sont entraïdées pour leurs projets respectifs :

On avait aussi notre jardin ici [sur le Campus Mil], mais y a eu le développement d'une amitié qui s'est fait et de coopération, assez rapidement. Par exemple nous on avait un local. David, qui a fait des pousses dans le sous-sols, il y avait du matériel entreposé aussi, ça c'était entre temps. Ensuite, David et Rachel et Amanda par moment étaient bénévoles à la Place Commune, derrière le comptoir ou à faire des bricoles ici et là. Hum, tables mosaïques ou... etc. Donc, ça a commencé comme ça, ensuite, c'est ça maintenant je nous considère comme des bons amis, des partenaires. C'est ça on va s'encourager dans nos événements, dans, on vend les récoltes – pardon – on transforme les récoltes de Bioma et on les revend à travers notre menu, on entrepose leurs choses parfois, derrière on a entreposé des récoltes à eux, heu des patates sont arrivées à la place commune, etc.

Entretien avec Isabelle, été 2017

En *faisant* ensemble, ces différentes personnes ont développé des liens de confiance, d'admiration et d'interdépendance, elles ont approfondi leur affinité et les projets de Bioma et de la Place Commune sont désormais très proches. Au fil des étés, Bioma et la Place Commune ont tissé des liens forts, s'entraîdant, mettant leurs ressources – en termes de « bénévoles », d'espace, de matériel, de réseaux – en commun pour mener à bien leurs projets. L'extrait de carnet de terrain qui suit, relate un de ces moments où Bioma a fait appel à son réseau pour aider la Place Commune.

Cette collaboration se fonde sur une amitié et une affinité profonde – et qui s'approfondit avec le temps – marquée par une admiration et une confiance réciproques ainsi que par des valeurs et idéaux communs : ce sont deux collectifs qui sont engagés dans des luttes similaires en utilisant des modes d'action proches, ancrés dans l'alternatif. À travers cette collaboration soutenue, une *interdépendance est créée et cultivée*. Celle-ci concerne autant les ressources et les réseaux, comme je le dis plus haut, que le passage des militant.e-s d'un projet à l'autre. Certaines jardinières du Craterre, comme Rosalie, Tanya ou Émilie, se sont engagées comme bénévoles à la Place Commune, participant aux Assemblées Générales et soutenant ainsi activement ce projet.

Le 20 juin 2016, Rachel, alors en charge des jardins du Craterre, envoie un courriel à tou-te-s les « bénévoles » des jardins pour aller aider la Place Commune. Sous le titre de « À L'AIDE! On construit les jardins de La Place Commune en gang! », le texte du courriel est le suivant :

Ce jeudi, à partir de 14 :00 et jusqu'en soirée, on donne un gros coup de main collectif à La Place Commune! La Place commune est un café coopératif du quartier Parc-Extension, tout près. Le café veut faire pousser ses légumes cet été, mais construire des jardins dans un chantier de construction est un gros défi et demande beaucoup d'aide! Ils ont besoin d'aide pour construire rapidement leurs jardins, tout coup de main est vraiment bienvenu!

Plus d'infos : www.laplacecommune.com

Si vous ne trouvez pas le site, appelez ou textez rachel au [...].

Invitation commune de la Coopérative Bioma et de La Place commune

Le 23 juin, on se retrouve donc une dizaine de « bénévoles » du Craterre à venir aider à construire les jardins de la Place Commune : pendant plusieurs heures, en plein soleil, on casse la terre argileuse à la pioche, on transporte des brouettes de terreau et de compost et on façonne des lits de culture. Pendant cette après-midi de travail, Isabelle, co-fondatrice de la Place Commune, ne cesse de nous remercier, d'exprimer sa gratitude, tout en redoublant d'effort pour s'efforcer de travailler plus que les autres : implicitement, je crois qu'elle ne veut pas que d'autres mettent plus d'énergie pour l'aider à faire « son » projet. En parallèle, lorsque Rachel pellette à côté de moi et qu'on discute, elle n'arrête pas de me dire sur un ton très enthousiaste : « Ah ils sont trop *hot* les jardiniers de Parc Ex! Et la Place Commune! C'est vraiment un beau projet! ». Ce n'est pas la première fois qu'elle est si enthousiaste. Le jour d'avant, lorsqu'on travaillait sur le jardin en spirale, à côté des jardins collectifs

de Parc Ex [des jardins associatifs très liés à la Place Commune, au sein desquelles Isabelle a joué – et, dans une certaine mesure, continue à jouer – un rôle moteur de mobilisation, d’organisation et de transmission de connaissances], elle exprimait le même type d’admiration en me disant « Ils sont si beaux ces jardiniers » avec un air ému sur le visage. Plusieurs fois, autant Rachel que Fred, insistent sur l’importance d’aider la Place Commune parce que « leurs projets sont vraiment beaux et plein de sens ». C’est pour ça qu’ils mobilisent leur propre communauté d’ami-e-s et de « bénévoles » pour aider la Place Commune à un moment où, me semble-t-il, nos propres jardins du Craterre ont besoin de travail : mais c’est le début de saison pour tout le monde et on ne doit pas laisser de projets derrière !

Extrait de carnet de terrain, 27 juin 2016

6.1.3. Tentative d’institutionnalisation d’un regroupement alternatif

Dès 2016, Bioma et la Place Commune se sont engagées dans un projet pour lutter pour la souveraineté alimentaire dans le quartier de Parc Extension en soutenant ou en menant des actions de glanage urbain ou de lutte contre le gaspillage alimentaire. Pour obtenir une subvention de la ville de Montréal, elles ont dû trouver d’autres organisations, créer des partenariats avec des organismes plus institutionnalisés et reconnus. Le projet qui a fini par être déposé était devenu un « méga gros projet » (entretien avec Isabelle, été 2017) qui ne ressemblait pas forcément aux ambitions initiales :

Tout le soutien aux initiatives locales, la concertation avec les organismes, la mobilisation citoyenne, ça a fonctionné. Pas assez, mais ça a quand même assez bien fonctionné.(...) Hum, pis le, c’est ça, ça a foiré au niveau du – il y avait trop de choses. Il y avait aussi un volet de co-design dans les projets. Pis ce qui faisait en sorte qu’on était tout le temps en train de dire on sait pas ce qu’il va arriver dans le futur. (...) Donc, ça, ça a comme foiré, ça continue encore, mais y aura pas de marché comme tel, y a des événements, donc ça a plus tourné événementiel, y a des événements que Parc Ex Nourricier fait. Heu, moi j’ai refusé – pas refusé mais j’ai ... coupé à moitié mon contrat. (...) C’était une initiative de la Place Commune que j’ai ... Dont j’ai perdu le contrôle. (...) C’était trop gros. Puis, à plusieurs reprises je suggérais qu’on ramène le marché dans, plus au cœur de Parc Ex, comme par exemple au parc St-Roch, choisir un autre petit espace où là on allait vraiment dialoguer avec les citoyens de Parc Extension. (...) À travers ça aussi y a eu une question de gentrification soulevée, donc voilà, c’était un peu fou.

Entretien avec Isabelle, été 2017

En essayant de créer un projet plus formel, plus ouvertement en lien avec de grandes institutions – comme la municipalité de Montréal, par exemple –, Bioma et la Place Commune ont dû élargir leur projet et entrer en relation avec de grandes organisations répondant à des objectifs, idéaux et modes d’organisation qui leurs sont propres. Malgré l’intention explicitement alternative et radicale, ce projet originellement porté par Bioma et

la Place Commune a été récupéré par les partenaires plus institutionnalisés qui avaient plus de ressources. Petit-à-petit, voyant leur projet leur échapper et prendre une direction contraire à leurs valeurs et idéaux – comme le fait de contribuer explicitement à l'embourgeoisement et à la gentrification du quartier en faisant des événements attirant des populations plus fortunées extérieures à Parc Extension –, autant Isabelle que Rachel puis David, qui étaient très impliqué·e·s, se sont désengagé·e·s du projet :

T'sais Alternatives [l'organisme qui a fini par chapeauter Parc Ex Nourricier] est très avancée en agriculture urbaine. La personne avec qui on travaillait, c'est une jeune, cool, gentille, mais ensuite, c'est quand on est rentré plus dans les réunions, qui parlait le plus ? Qui essayait de diriger les autres, ou de, d'étouffer les idées des autres ? ben ça c'était comme, pour nous c'est pas de l'ouverture d'esprit et de la solidarité. Pis aussi, peut-être que le fait que Bioma est *self-employed* si je peux dire, et que la Place Commune aussi, ça fait en sorte qu'on est capable de plus vivre dans les esprits collectifs peut-être. Tandis que Alternatives, la personne était une employée du directeur général de l'organisme, puis, également, l'organisme Alternatives était en communication avec la ville, donc il y avait aussi les objectifs de la Ville.

Entretien avec Isabelle, été 2017

En devenant formel, le projet de Parc Ex Nourricier a fini par reproduire des hiérarchies excluant de fait la Place Commune et Bioma, des collectifs plus petits, axés sur le consensus et l'horizontalité, pour imposer un agenda institutionnel dans lequel Bioma et la Place Commune ne se retrouvent plus. Cette tentative de création d'un projet militant institutionnalisé a fini par décourager Isabelle, Rachel et David qui se sont retrouvé·e·s pris·e·s dans des hiérarchies et des modes de fonctionnement allant à l'encontre des leurs. C'est là une expérience qui a renforcé, chez David au moins, la conviction que l'engagement militant doit être *grassroots* et ne peut se faire, collectivement, au sein des institutions :

Oui, on se connaissait bien. Mais il y avait plusieurs, il y avait quand même beaucoup d'argent qui s'en allait à des personnes qui était *advisors* et qui ont fucking aucune idée. Mais, c'est comme ça que ça marche, non ? I guess. Notre portion d'économie c'était comme ça [*il montre un petit espace entre deux doigts*], comparée au budget, non ? Et j'ai donné beaucoup plus de mes mains que comme, comme quand je voyais les factures quand j'étais payé 1% mes horaires étaient comme ça [*il montre un grand espace entre ses mains*], non. Mais c'est correct. Je pense que c'est de l'apprentissage, je ne rentrerai jamais dans un projet comme ça hein ? Première et dernière fois. (...) De l'implication sociale je vais le faire moi, directement. Même pas besoin de la Coop. Comme plein de chose avec la communauté là-bas j'suis comme, je vais le faire moi. Juste parce que j'ai pas besoin de m'impliquer à la coop si ... s'ils ont des, comme, certaines choses je dois demander à la Coop, mais pour certaines choses, aller aider, planter des choses, comme, c'est pas la Coop qui va chapeauter mes actions comme individu. C'est juste moi qui me sens bien d'aller aider et partager.

Entretien avec David, automne 2017

Si certain·e·s membres continuent à s'engager, parfois intensément, dans des institutions en espérant « changer les choses », cela reste une démarche individuelle, qui n'engage plus l'ensemble de Bioma. Au sein du collectif, chacun·e maintient une forme d'autonomie à la fois dans ses propres engagements mais aussi dans les engagements pris par ou pour le groupe. Ce n'est pas parce que Bioma s'engage dans un projet ou un partenariat, que tous les membres doivent y participer. C'est cette autonomie de chaque membre qui permet d'expliquer les manières dont le collectif s'engage dans les interfaces alternatives. Bioma remplit la fonction d'une sorte de plateforme de ressources que les membres peuvent utiliser pour mener à bien des projets qui leur tiennent à cœur et qui entrent dans la mission sociale et politique du collectif :

Fait que là ça dépend vraiment de comment les membres de la coop tissent des liens puis où ils ont envie de s'investir, t'sais. Mais c'est ça la mission sociale de la coopérative, t'sais, promouvoir des initiatives de transition socio-écologique. Fait que c'est assez large puis l'idée c'est que c'est les membres de la coop qui proposent des façons de le mettre en œuvre.

Entretien avec Rachel, été 2016

Cela n'empêche pas Bioma de construire des partenariats avec des organisations institutionnelles afin de mener à bien des projets qui ont maintenu leur radicalité et leur aspect alternatif, qui n'ont pas, aux yeux des membres de Bioma, été récupérés ni dévoyés. On trouve ici une ambivalence importante qui traverse Bioma. En effet, les membres du collectif sont, on l'a vu, réticent·e·s à s'engager dans des partenariats formels rassemblant divers acteurs et actrices du « milieu » alternatif et militant. Et pourtant, ils et elles s'engagent activement dans des partenariats formels avec des organisations instituées dont ils et elles ne partagent que très marginalement les valeurs. Ce type de partenariats crée des interfaces qui impliquent tou·te·s les membres du collectif, qu'ils ou elles le veuillent ou non. C'est le cas notamment du Craterre où Bioma collabore étroitement avec des organisations amies comme la Place Commune mais aussi avec l'Université de Montréal qui est vue, par les membres de Bioma eux-mêmes et elles-mêmes, comme une organisation instituée hiérarchique, archaïque et conservatrice.

6.2. Le Craterre ou comment construire une interface

Le jeudi 28 septembre 2017, à 15h, je vais à la réunion de clôture de la saison des partenaires du Campus MIL. Il y a là les représentant-e-s de la moitié des projets présents sur le site, dont le Craterre, mais aussi les membres du bureau de gestion du Campus Mil, employé-e-s par l'Université de Montréal ainsi qu'une vice-rectrice. La réunion est assez détendue et chacun-e fait part de ses activités pendant l'été, des réussites et des problèmes rencontrés. Au moment de parler des besoins et demandes pour l'année prochaine, la conversation se tend quelque peu. Charles, le responsable d'un projet architectural et culturel, lui-même membre de la communauté universitaire, fait des demandes qui ne sont pas toujours bien reçues par les membres du bureau de gestion. En revanche, Fred, qui représente le projet Craterre, est appelé à présenter les besoins des projets agricoles. (Il représente implicitement tous les projets agricoles de l'espace!) Lorsqu'il parle, l'ensemble de l'auditoire est attentif et autant David que Marie, gestionnaires de cet espace, s'alignent sur ses demandes. Lorsqu'il est question de problématiques agricoles, Fred explique posément comment les lits de culture se font laver par la pluie et qu'il est nécessaire d'ajouter du compost et de la terre à chaque saison. « C'est vous l'expert », lui lance Marie en appuyant ses demandes. Même lorsqu'il demande, mi-figue mi-raisin, des hamacs pour pouvoir se reposer et encourager en même temps plus de gens à venir sur le site – une demande sous forme de blague dont on discutait, Fred et moi, l'après-midi avant la réunion –, il est écouté et ses interlocuteurs et interlocutrices prennent sérieusement en considération sa proposition. Par rapport aux autres personnes autour de la table, Fred jouit d'une position particulière : son avis est régulièrement sollicité et suivi par les responsables de cet espace. C'est une position qui contraste avec celle d'autres partenaires dont les avis et demandes sont plus souvent discutées voire rejetées. Cela est tout à fait surprenant si l'on considère que Fred représente une coopérative de travail autogérée, ouvertement horizontale, militante et anti-capitaliste et que ses interlocuteurs-trices représentent une université réputée pour son conservatisme, prise dans une bureaucratie lourde et fortement hiérarchisée.

Extrait de carnet de terrain, 28 septembre 2017

Sur le site de l'ancienne gare de triage d'Outremont, l'Université de Montréal a décidé de construire un nouveau campus des sciences. Dans le cadre de ce chantier, un bureau de projet doté d'un budget a été créé pour mettre en œuvre une stratégie de communication et de construction de liens avec les quartiers alentours. Ce bureau de projet a une certaine marge de manœuvre en cela qu'il est sous l'autorité directe du recteur et qu'il est constitué de trois personnes à temps plein – un directeur, un chargé de communications et une chargée d'animation communautaire – épaulées par un conseiller à la biodiversité. Ce bureau a décidé de dédier une partie du terrain à ce qui a été appelé les « Projets Éphémères ». Sur cet espace, que l'Université n'avait pas l'intention de développer avant plusieurs années, des organisations locales ont été invitées à présenter des projets visant à mettre en valeur le site, à le « faire vivre » en l'ancrant dans les quartiers alentours et, éventuellement, « faire rayonner » cet espace en attirant du monde. C'est dans ce

contexte que Bioma est venu installer et cultiver un jardin collectif, productif et éducatif appelé le Craterre.

En s'installant dans cet espace, les membres de Bioma entrent dans une interface de négociation et de collaboration avec l'Université de Montréal, une organisation instituée dont les normes, pratiques et usages sont *a priori* fort différents des leurs. Plutôt que de suivre la logique bureaucratique et hiérarchique qui est la norme au sein de l'institution universitaire, les membres de Bioma choisissent une stratégie de « politisation » de l'interface au sens où ils et elles introduisent des « systèmes d'échanges et des procédures de négociation qui, à travers des confrontations et la médiation des intérêts divergents, produisent des décisions plutôt que [de s'en remettre] aux seuls mécanismes autoritaires de transmission de régulations à travers l'usage du pouvoir »⁵ (Melucci 1989, 165).

6.2.1. Les intermédiaires du « Campus Mil »

Le Campus Mil est donc une interface où coexistent et interagissent plusieurs ordres distincts de réalité : l'un est bureaucratique et hiérarchique, l'autre est militant, autogestionnaire et horizontaliste. Ces deux ordres de réalité se matérialisent jusque dans les relations de pouvoir qui se manifestent dans la (co-)gestion du site du Campus Mil où certaines personnes sont payées pour y aller et « faire en sorte que ça marche » lorsque les partenaires sur le site y sont de manière plus ou moins bénévole. Considérant les différences de ressources, de légitimité et de pouvoir, les relations construites dans ce partenariat sont d'emblée objectivement déséquilibrées, penchant en faveur de l'Université de Montréal, au détriment de Bioma. Cela crée une interface ambivalente, prise entre un « eux » – les employé·e·s de l'institution – et un « nous » – Bioma, mais aussi les autres partenaires du site.

Tu sais on s'assied tous les deux mercredis et c'est cool, c'est Sandra qui organise. Je pense que c'est bien pour les partenaires. Mais... Mais elle, Marie, Martin et Guillaume ils sont tous payés pour être là. Aucun de nous ne l'est. Donc, tu sais, on donne notre temps pendant que eux ils font leur boulot, t'sais, leur travail.

Entretien avec Fred, automne 2017

5. Ils créent ainsi ce qu'Alberto Melucci appelle une « relation politique » : « *I define a political relationship as one which permits the reduction of uncertainty and the mediation of opposing interests by means of decisions (...)* The process of « transforming the authoritarian into political relationship » entails the introduction of systems of exchanges and procedures of negotiation which by means of confrontation and the mediation of interests, produce decisions, whereas before there were only mechanisms for authoritatively transmitting regulations by means of power ».

Bioma interagit avec l'Université de Montréal par l'entremise du bureau de projet qui occupe une place à part dans le contexte institutionnel de l'université. Cette structure spécifique a été créée pour gérer la communication autour du chantier et créer des liens avec les quartiers environnants après la « levée de boucliers » qu'a suscitée l'annonce de son implantation à cet endroit (entretien avec Guillaume, été 2017). Le bureau de projet est une structure qui, de l'aveu des personnes y travaillant, se situe dans une zone grise institutionnelle. Bien qu'appartenant à l'Université de Montréal, ce bureau n'est pas tenu de suivre les procédures bureaucratiques ordinaires et jouit d'une certaine autonomie et marge de liberté qui tient à la fois à l'autonomie de leur budget ainsi qu'à la petite taille de l'équipe et au fait qu'ils et elles dépendent directement du recteur, économisant ainsi une longue ligne de décision bureaucratique et hiérarchique :

C'est souple mais c'est pas structuré donc y a pas d'instance décisionnelle, y a pas de processus décisionnel. (...) C'est pour ça que c'est agile aussi, c'est clair ! Parce que nous y a pas de processus décisionnel alors c'est toujours sur le coin de la table à café. C'est ça la différence.(...) On se téléphone, des fois je parle à Marie, « tu as dis ça, pourquoi ? ça donne l'impression qu'on se tient pas en même temps ensemble » « oh bah j'avais pas pensé ça de même ». On n'a pas de, pareil, là on n'a pas de processus.

Entretien avec Martin, été 2017

La gestion du site du Campus Mil est très souple et informelle et cela laisse une grande marge de manœuvre aux différent.e.s partenaires qui, comme Bioma, occupent le site. Le bureau de projet tend, au fil des années, à davantage formaliser son action et sa prise de décision, à davantage contrôler ce qui se passe sur le site. Alors qu'au « tout début » de ce qui s'appelait alors les « Projets Éphémères »⁶, les différent.e.s partenaires étaient « laissé.e.s à [eux et elles-]mêmes » (entretien avec Isabelle, été 2017), pouvaient occuper l'espace comme ils et elles voulaient et s'organiser ensemble de manière autogérée et informelle. C'est donc progressivement que cela s'est transformé. En gagnant en notoriété, en grandissant, ces projets ont vu l'université commencer à reprendre la main :

6. L'évolution de l'appellation du site parle elle-même d'une implication grandissante du bureau de projet de l'Université de Montréal dans la gestion de ce site. Au début, le site s'appelait les « Projets Éphémères » insistant sur leur caractère temporaire. C'était une dénomination qui se centrait sur les projets et non sur le lieu. Les jardins du Craterre, avec leur dynamisme et leur « rayonnement » important (entretien avec Guillaume, été 2017), ont peu à peu acquis une notoriété surpassant celle des « Projets Éphémères ». Au bout de la troisième année d'existence de ces projets, le bureau de projet a commencé à vouloir reprendre la main sur le site, le renommant « Campus Mil » en prévision de l'ouverture du campus des sciences qui portera le même nom, le rattachant ainsi plus fortement à l'Université. Avec ce changement de dénomination, le mode de gestion a lui-aussi commencé à se transformer.

Et finalement on monte un projet très beau sur papier, au gala en environnement durable, naissance d'un campus avec des activités de jardins et on gagne le premier prix, on reçoit ça au printemps 2016 donc y a un peu plus qu'un an et là c'est devenu ce que c'est devenu. Parce que quand on est allé chercher ce prix-là qui est quand même une belle notoriété pour l'ensemble, là, l'Université a commencé à décoincer les fonds plus facilement. Vouloir mettre du cash pour avoir des accès à l'eau sur le site, voir le problème d'irrigation comme, ou de drainage, comme un vrai problème puis là commencer à donner des solutions. Puis là y a beaucoup trop de chefs qui sont arrivés d'un seul coup puis ça a venu cafouiller tout le début de saison.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Cette souplesse et cette informalité de la gestion initiale a permis aux projets de se développer considérablement grâce à la liberté importante – d'usage de l'espace et des ressources allouées – dont les organisations présentes – dont Bioma – jouissaient. Ce mode de gestion s'accompagnait cependant de problèmes de transparence et d'équité entre les projets. Lorsque, au début, le campus n'accueillait que six partenaires qui se connaissaient bien et qui avaient entre elles et eux une certaine affinité, des pratiques agricoles et des objectifs – sociaux et communautaires – similaires, la gestion de l'espace ne posait pas vraiment de problème. Mais avec la grandissante notoriété du site et l'arrivée de nouveaux projets aux objectifs, pratiques et rationalités différentes, le mode de gestion souple et informel a commencé à poser problème. Sans que cela ne prenne des dimensions effarantes, des conflits latents ont émergé à la faveur de ce manque de formalisation de la gestion du site :

Martin : Parce que les décisions, là y a des gens qui profitent du fait que... T'sais moi je prends des décisions, Marie en prend, Henri en prend d'autres... C'est comme papa-maman, là. Maman dit oui, bah on va pas voir papa. Ça marche ! Super bien !

Intervieweur : Et y a beaucoup de cas comme ça de, d'abus ?

Martin : Bah pas beaucoup là, puis c'est toujours les mêmes, là. Puis c'est frustrant, là, moi je trouve que c'est frustrant.(...) Oé. Puis on est trois, hein ? Y a Marie, moi puis Henri. Moi je suis le méchant, je dis tout le temps non à tout ! (*rires*) Marie elle est fine et elle dit oui à toute ! Henri, il s'en mêle pas. À qui tu penses qu'ils téléphonent ? (...) Nan mais moi je dis pas oui à toute. Je questionne. Parce que je sais qu'il arrive à un point où si c'est mal géré, ça crée des frustrations. La mauvaise ambiance s'installe puis là c'est difficile de ramener à quelque chose de bien.

Entretien avec Martin, été 2017

Avec l'agrandissement du Campus Mil et l'ajout de nouveaux projets, l'informalité qui permettait au début aux premiers·ières partenaires de prendre leur place et de s'approprier l'espace devient source de tensions. De nouveaux projets aux objectifs différents, voire contradictoires, sont venus s'installer sur le site et s'est installée une compétition pour les

ressources. Pour schématiser, il y avait un certain nombre de projets, déjà bien installés, comme le Craterre, qui étaient orientés vers l'agriculture urbaine et la construction de communauté autour d'enjeux écologiques. Et on trouvait de l'autre côté de nouveaux projets, davantage commerciaux et festifs, ancrés dans d'autres thématiques tournant autour de l'urbanisme. Certain·e·s partenaires, notamment ces « nouveaux·velles venu·e·s », se servant de l'informalité et de l'absence de transparence dans la prise de décision, jouant de l'absence de ligne de conduite au sein du bureau de projet, ont fait avancer leurs intérêts, récupérant des ressources au détriment des autres projets. Cette situation a généré des conflits récurrents que les membres du bureau de projet ont fini par trancher (entre l'été 2018 et l'été 2019) au profit des projets davantage agricoles et communautaires. C'est aussi une situation qui a amené les membres du bureau de projet à réfléchir à leur mode de gestion, à essayer de l'explicitier et de le formaliser.

Le contexte institutionnel qui encadre l'interface au sein de laquelle Bioma s'engage, bien que parfois traversé de conflits et de tensions mineures, est particulièrement favorable : les membres du bureau de projet qui représentent l'université ont une grande marge de manœuvre qu'ils et elles partagent avec les projets. Autrement dit, ce n'est pas avec la bureaucratie hiérarchique que Bioma est en négociation mais bien avec une émanation plus souple, plus fluide et plus autonome de celle-ci. Mais c'est là un équilibre fragile, qui peut aisément, comme on vient de le voir, être bousculé, notamment avec le développement et l'agrandissement du Campus Mil.

Une autre incertitude plane sur ces projets et concerne directement le caractère éphémère des projets : le Campus Mil n'a pas une existence permanente reconnue par l'Université de Montréal et, avec l'ouverture du campus des sciences à l'automne 2019, le bureau de projet ne sera plus en charge de cet espace. Cela suscite des incertitudes – et des inquiétudes – qui persistent concernant le devenir de ces projets. En effet, après cette date, l'ensemble de l'espace intégrera la gestion bureaucratique de l'Université et relèvera de la responsabilité de la Direction des Immeubles ; à moins que ces initiatives ne parviennent à développer des liens forts avec des projets scientifiques et à se rattacher ainsi à la Faculté des Arts et des Sciences. C'est là la stratégie privilégiée par Guillaume, ainsi que par les membres du bureau de projet qui ne souhaitent pas que cet espace disparaisse :

C'est terrible la gestion qu'ils [la Direction des Immeubles de l'Université de Montréal] font au niveau des opérations fait que le jour où ça va être eux qui vont avoir le pouvoir, ça va être dangereux. Fait que l'idée c'est de, notre salut c'est vraiment pas d'entrer dans des opérations avec la direction des immeubles. Notre salut c'est d'être capable de se ficeler avec l'académique, faire des liens avec la bio, avec la géo principalement puis être capable d'attirer ces communautés d'étudiants-là sur les projets éphémères, démontrer la plus-value pour l'enseignement puis la recherche, puis là, aussitôt qu'on rentre dans la FAS, fait que la Faculté des Arts et des Sciences, là ça c'est un intouchable par rapport à la direction des immeubles. Parce que les universités existent d'abord pour l'éducation et le savoir puis les opérations sont là pour rendre service à ça. Donc là c'est sûr, hiérarchiquement ce serait ça la stratégie. Puis c'est ce que j'veux faire, là, moi c'est... c'est pas évident, c'est par où prendre la bête, comment s'y prendre...

Entretien avec Guillaume, été 2017

6.2.2. Personnalisation de l'interface

Puis heu, je voyais leur force de réseautage fait que je me disais c'est exactement, par rapport à la mission, à la commande qu'on m'avait lancé au Développement Durable [département de l'université où travaille Guillaume] puis avec le bureau aussi de projet, je voyais Bioma, bah à ce moment-là Space X, exactement comme l'acteur qu'il fallait. J'aurais aimé ça en trouver 5 ou 6, je les ai trouvé eux, de bouche à oreille, parce que j'ai un réseau... tout un réseau. Puis ça m'a amené là. (...) C'était les seuls qui représentaient vraiment ça à ce moment-là.

Entretien avec Guillaume, été 2017

L'interface que constitue le Campus Mil représente un lieu de négociations constantes dont les termes et les normes ne sont jamais explicitement définies. En l'absence de structure claire de décision et de gestion, les termes de la négociation sont largement dépendants des attentes des un·e·s et des autres – et de la manière dont ces attentes sont comprises. Dans ce contexte, le collectif de Bioma est vu comme un acteur important du Campus Mil car c'est un collectif qui amène tout un réseau de personnes engagées dans les quartiers alentours, un groupe très actif qui mobilise toute une communauté et qui permet donc de faire vivre l'espace. De plus, les jardins du Craterre sont très développés et luxuriants, ils attirent de nombreuses personnes tout en embellissant l'espace :

Et c'est des stars, là, Bioma. Tu parles, j'ai plein de stagiaires en horticulture cet été du jardin botanique, puis y en a une, elle disait que dans ses cours tout le monde parle que de Bioma puis tout le monde suit la page, là. T'sais j'avais pas réalisé à quel point ils rayonnaient. Je savais même pas de où elle sortait cette fille-là ! Elle vient d'Hochelaga, elle vient jamais dans ce coin mais elle connaissait leurs activités dans ce coin, ici. Fait que Bioma rayonne plus fort que le campus, que les jardins éphémères, que les projets éphémères. Le mot « Craterre » a été plus utilisé par beaucoup des gens qui viennent ici que « Projets Éphémères ».

Entretien avec Guillaume, été 2017

C'est notamment ce « rayonnement » de Bioma qui lui confère une assise au sein des projets, une position de « leader » que les membres du bureau de projet lui reconnaissent explicitement. De son côté, l'Université de Montréal offre un grand espace et des ressources agricoles – de la terre, du compost et des copeaux de bois. Les termes de la négociation sont ainsi inégaux car d'un côté on a un apport symbolique, non quantifiable et de l'autre un apport matériel qui peut aisément être monétarisé. Dans ce cadre, Bioma est plutôt désavantagée car elle dépend du bon vouloir de l'Université et ne peut pas s'appuyer sur des arguments matériels et quantifiables – répondants à une logique de rentabilité et de marchandisation – pour appuyer ses demandes. Cela est d'autant plus le cas que l'objet des négociations tourne presque exclusivement autour de l'accès et de l'usage des ressources matérielles. Bioma est *a priori* dans la position désavantagée de « demandeuse ». Dans ce contexte, certain-e-s membres de Bioma ont cherché à transformer stratégiquement l'interface pour que la relation de négociation leur soit plus favorable :

Fait que j'essaye toujours de réfléchir à la meilleure stratégie pour nous comme groupe. Fait que t'sais autant l'Université de Montréal j'étais pas toujours d'accord, surtout avec les individus qui y travaillaient. Autant on avait un super bon lien avec un allié à l'intérieur de l'Université de Montréal. C'est Guillaume. Fait que à travers lui on était capable de faire, de stratégiser... De voir comment on est capable d'obtenir ce qu'on veut puis qu'est-ce qui va faire changer d'avis l'université, qu'est-ce qui... Fait que moi j'ai toujours vu ça comme très stratégique. Mettons l'été quand je coordonnais le Craterre [été 2016], mon objectif c'est que tu sais nos projets soient assez reconnus pour pas qu'on se fasse juste tasser, t'sais ? (...) Puis qu'on réussisse à avoir ce qu'on avait besoin de la part de l'Université de Montréal puis la liberté qu'on avait besoin, t'sais un mélange des deux. Fait que obtenir comme du compost, obtenir plein de matériel, t'sais ? Puis réussir à obtenir ce qu'on avait besoin mais d'un autre côté négocier notre espace de liberté. Organiser des événements, occuper l'espace avec, de la façon qu'on voulait. Fait qu'un mélange des deux. Puis on a quand même bien réussi.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Les différent-e-s membres de Bioma qui se sont engagé-e-s dans cette interface négociée avec l'université ont projeté leurs propres manières de faire plutôt que d'essayer d'adopter ou de se plier aux normes bureaucratiques traditionnelles de l'Université. C'est ainsi qu'ils et elles ont créé, avec les membres du bureau de projet, un espace spécifique de négociation imposant à tou-te-s les participant-e-s de l'interface de se mettre sur un pied d'égalité. Plusieurs stratégies distinctes, qui ont pu évoluer au cours du temps, ont

été utilisées par les membres de Bioma pour créer cette interface au sein de laquelle ils et elles peuvent effectivement négocier.

La première stratégie de Bioma, dans cette interface, a été mise en place par Rachel lorsqu'elle s'occupait des jardins Craterre (été 2016). Rachel était dans une posture revendicatrice et tendait à collectiviser les demandes. Plutôt que de se situer sur le terrain de la rationalité « légitime » du bureau de projet, une rationalité « raisonnable » teintée d'expertise et énoncée sur le mode de l'objectivité, Rachel se situait plutôt dans une logique collective et militante, s'appuyant sur la solidarité construite entre les jardins du site – notamment avec la Place Commune et les Jardins collectifs de Parc Extension – pour demander des ressources pour ces projets, incluant le Craterre. C'était là une stratégie que l'on pourrait qualifier de lutte ouverte pour l'occupation de l'espace où la relation avec l'Université de Montréal était davantage de type conflictuelle que collaborative. Cette stratégie a permis de créer beaucoup de solidarité entre les projets du Campus Mil mais aussi, matériellement, de les lancer, de développer convenablement le site en obtenant de nombreuses ressources que l'université n'était pas forcément prête à débloquer alors même qu'elles étaient nécessaires pour l'installation des jardins :

Bah elle [Rachel] a beaucoup gueulé l'année passée. Elle a beaucoup gueulé sur la terre, sur le compost, pour avoir des heures rémunérées (...) Travail que Rachel faisait très bien parce qu'elle a vraiment mis, dans le fond, le site sur la rampe aussi. (...) Après ça, heu, quand je disais qu'elle se mettait le monde à dos l'année passée, c'est aussi souvent elle parlait au nom de tout le monde, mais elle, elle se mouillait. Les jardins, l'association des jardiniers de Parc Ex, ou Vrac, tout ça, Place Commune, ils étaient déçus par moment de ce qui se passait, l'accès à la terre ou l'eau qui fonctionnait pas. Rachel elle gueulait ! Elle disait puis elle avait accès à Marie [membre du bureau de projet] et tout ça. Fait que c'est aussi ça qui s'est passé t'sais... ? (...) Elle a jamais nommé les autres, t'sais ? Elle a juste dit « on veut ça, on veut ça » puis elle avait raison de le faire, t'sais ? (...) La relation de Bioma c'est, heu, ils prêtent beaucoup leur matériel. La Soverdi avait aussi beaucoup la même attitude en arrivant. Fait que ça crée un bel esprit de collégialité, on se serre, on s'aide, tout comme ça. Puis ça continue. Je pense qu'y a des gens, des jardiniers ici qui ont même pas de matériel. Puis qui viennent jardiner ici en empruntant toujours des affaires aux autres. Fait qu'y a cette relation-là qui a été instaurée puis je pense que c'est en grande partie à cause de leur attitude puis leur philosophie, là, chez Bioma. (...) Puis elle a brûlé beaucoup de capital de confiance que Bioma avait gagné en 2015. Elle en a beaucoup brûlé à cause de 2016 puis le fait qu'elle était moins présente cette année puis que c'était Fred, heu, cet individu hyper charismatique, toujours souriant et tout, a vraiment beaucoup aidé aux relations.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Une fois la solidarité entre les projets – agricoles – du site bien établie, la stratégie de Bioma a évolué. Cette évolution est à la fois la conséquence d'un changement au

sein de la gestion des jardins du Craterre – Fred remplace Rachel lorsque cette dernière s’engage ailleurs – et de l’approfondissement de la relation établie avec le bureau de projet au sein de l’interface. Fred s’est efforcé de projeter l’éthique du *faire* au cœur de cette interface. Plutôt que de construire un espace dialectique en s’appuyant sur des rhétoriques idéologiques ou militantes, Bioma mobilise ses pratiques et connaissances agricoles pour négocier des accès aux ressources. La rationalité qui est mise en avant est « experte », insistant sur les besoins « objectifs » des jardins. Ainsi, pour reprendre l’extrait de carnet de terrain du 28 septembre 2017, lorsque en réunion Fred parle des besoins agricoles, il explique pourquoi, compte tenu de la technique agricole utilisée, il faut ajouter du compost à chaque saison : les lits de cultures, posés sur le sol argileux se font lavés par les pluies et perdent ainsi la plupart de leurs nutriments. L’explication est donnée d’une manière « pédagogique » et permet de démontrer le caractère « raisonnable » et « rationnel » de la demande. Ce faisant, Fred entre sur un terrain discursif qui est familier et légitime pour les membres du bureau de projet. C’est là une stratégie que Fred utilise beaucoup au Craterre et que l’ensemble des membres de Bioma dans leur interactions plus ou moins régulières avec l’Université tendent à adopter :

T’sais pour le monde, Rachel elle est super cool, elle a full d’énergie puis ça prend ça aussi. Je pense qu’elle est essentielle. Ça fait partie de la dynamique de genre « *Let’s go*, on fonce dedans et tout ». Mais Fred il est plus *smooth*, il a une énergie d’un autre genre. Il amène des connaissances aussi et d’autres façons de faire puis il est super doux. Ils sont... Je considère qu’ils sont des leaders.

Entretien avec Martin, été 2017

L’interface de négociation est le fruit d’une lutte militante d’occupation de l’espace, menée surtout par Bioma et, plus spécifiquement à travers l’action de Rachel. Sans cette lutte, il n’est pas sûr que les différents projets du Campus Mil auraient pu avoir accès à un espace de discussion aussi égalitaire et où les termes de la discussion – la quantité et l’accessibilité des ressources et de l’espace, par exemple – pouvaient être remis en cause. Le cadre de cette négociation n’est pas figé et peut être rediscuté. Cette ouverture de l’interface, liée à la souplesse du bureau de projet, est le résultat de la lutte menée dès le début qui a permis de politiser cette interface.

L’aspect revendicateur de la stratégie de Rachel plonge ses racines dans sa longue histoire de militantisme contestataire. Fred n’a pas une telle histoire militante et s’appuie

sur une autre culture qui cherche davantage à lisser les conflits en recherchant le consensus. Cela lui donne la réputation d'avoir une personnalité plus « douce » et plus « consensuelle ». L'arrivée de Fred a donc amené un changement de stratégie dans l'engagement de Bioma au sein de l'interface. Ce changement n'a pu être possible que parce que l'interface était déjà constituée et que Bioma y occupait une place de « leader » avec un « capital sympathie » (entretiens avec Guillaume et avec Martin, été 2017) garantissant la stabilité et l'égalité de l'interface. Les membres du bureau de projet se sont socialisés à cette interface et sont désormais attaché.e.s au mode de fonctionnement égalitaire, coupant avec les façons de faire hiérarchiques et bureaucratiques traditionnelles de l'institution universitaire :

Parce que moi j'embarque pas dans le jeu de je suis votre serviteur monsieur, ça fonctionne pas. Moi faut que tu me parles d'égal à égal, là, je suis vraiment ici en tant que collaborateur. Ceux qui me respectent le savent, comme certains ici, mais lui [un partenaire, professeur d'université, négociant de manière bureaucratique et institutionnelle avec le bureau de projet] non, il est obligé de parler à sa faculté qui m'envoie l'info.

Entretien avec Martin, été 2017

6.2.3. Double instrumentalité projetée de l'interface

On l'a vu, chaque partenaire du site entre dans la négociation avec ses propres intérêts et objectifs spécifiques. Mais ils et elles projettent aussi des intentions, intérêts et objectifs sur les autres selon leurs propres attentes. L'Université de Montréal qui conjugue une réputation d'institution bureaucratique avec sa position objectivement dominante au sein de l'interface, cristallise des représentations et des critiques *a priori* :

Comment dire ? Tu sais autant y avait beaucoup de choses qu'ils me disaient ou des choix qu'ils faisaient que j'étais pas d'accord, autant mon objectif c'était... Tu sais très bien qu'une institution, tu peux pas changer une institution, right ? C'est... l'institution reste la même puis les gens à l'intérieur de l'institution, c'est souvent le même type de personnalité, le même type de positionnements politiques qui se reproduisent, qui restent là... Fait que, t'sais, quand tu travailles avec une institution comme l'Université de Montréal, puis surtout un bureau de projet de développement immobilier, dans un quartier qui va être gentrifié, puis que... Tu sais très bien que tu vas pas réussir à transformer l'institution, t'sais ?

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Cette dissonance de représentation de l'« autre », qui est d'autant plus « autre » qu'il ou elle répond à des normes, valeurs et intérêts différents, amène à des interprétations et des compréhensions différentes des mêmes événements. Ainsi, pendant l'été 2016, alors que les jardins sont en train d'être réinstallés, les membres de Bioma sont très actifs-ives,

toujours présent.e-s sur le site et construisant les lits de culture très vite afin de pouvoir rattraper le retard avec la saison qui avance⁷. De tous les partenaires, c'est Bioma qui était la plus présente et qui se servait donc le plus des ressources. Du côté de l'Université de Montréal, cela a été perçu comme un manque de partage, une compétition inégale entre les partenaires pour avoir accès à des ressources limitées :

On fait livrer de la terre pour l'ensemble des partenaires, c'est que Bioma qui tire dessus parce qu'ils savent la date parce qu'y a Rachel dans la coordination, informe son équipe la journée même et récupèrent plus que leur part en terre et en compost, ça crée des tensions de l'autre côté, l'Université doit ouvrir une autre enveloppe budgétaire pour compenser en terre et en compost pour les autres partenaires. Il y a eu beaucoup d'accumulation de petites affaires comme ça, des moyennes affaires comme ça tout au long de l'été. Puis ça a créé une certaine tension.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Pour d'autres partenaires, notamment les autres projets d'agriculture urbaine présents sur le site, qui partagent davantage de valeurs et d'objectifs avec Bioma qu'avec l'Université de Montréal, cela n'a pas été vécu de la même manière :

Pis hum, de notre point de vue, du point de vue du jardin collectif ou de la Place Commune, ben on a pas, comme, heu, Bioma travaillait rapidement, prenait de l'espace, de l'ampleur, comme c'est très concret comme projet, pis nous on y allait plus doucement. Donc, même là, je pense qu'il n'y a jamais eu une résistance ou un genre de, selon moi, là, j'ai jamais entendu des choses négatives de Bioma dans le sens que, « ouais, ils exagèrent » (*rire*) ou heu, pas de commentaires comme tels, sont juste trop adorables. Et, c'est ça. Comment j'peux dire, sont juste cool, y a pas de problème, de quoi faire de problèmes.

Entretien avec Isabelle, été 2017

Dès les débuts des projets s'est créée une alliance forte entre Bioma et les autres projets agricoles du site, notamment avec les jardins collectifs et la Place Commune. Cette alliance se fonde sur des idéaux, des pratiques et des valeurs qui se traduisent dans une représentation et des intérêts communs et se matérialise physiquement dans l'espace. Ce sont les projets occupant l'angle ouest du site qui forment une sorte de front commun uni. Dans les différents jardins, l'éthique du *faire* est largement mise en avant. Dans cette optique, comme Bioma est le collectif qui *fait* le plus, qui est le plus présent, c'est vu comme légitime qu'ils et elles utilisent les ressources à disposition. Si Bioma utilise largement les ressources agricoles du site, c'est aussi l'organisation qui est la plus revendicatrice, qui

7. Au printemps 2016, l'Université de Montréal a décidé de dépolluer, assainir et drainer le site des projets éphémères du Campus Mil. Les travaux ont pris beaucoup de temps et ont empiété sur la saison agricole. Les jardiniers-ières ont donc dû se dépêcher pour pouvoir réinstaller leurs lits de culture et réussir à faire pousser des légumes alors même que la saison était déjà entamée.

porte les intérêts des jardins et qui arrive à faire venir plus de ressources afin de pourvoir aux besoins des projets agricoles. Là où les membres de l'Université responsables de la gestion du site adoptent une rationalité managériale et bureaucratique et voient une compétition entre les jardiniers-ières pour l'accès aux ressources, de leur côté, les projets agricoles du site – la Place Commune, les jardins collectifs et Bioma –, construisent une solidarité afin de revendiquer des ressources adéquates dans le but de mener à bien leurs projets :

Moi je pensais au fait que Bioma sont très professionnels auprès de l'université de Montréal, et exigeants. Donc moi, là après ça j'ai pensé à moi pis j'étais comme « ah je suis pas compétitive, c'est sûrement pour ça ». Mais je pense pas qu'ils sont compétitifs nécessairement, mais j pense qu'ils sont à leur affaire là-dessus, sont pas gênés de demander, heu tandis que les jardins collectifs, pis la Place Commune, ben on va plus, ben on attend. On s'inquiète pas trop on fait nos affaires on s'arrange. Pis Bioma c'est cool qu'ils vont être comme « non, on veut plus de ça, on veut ça aussi, et oubliez pas ça », ok, ils exigent bien leurs trucs – (...) Ouais, donc ça c'est cool ils sont bons pour ça.

Entretien avec Isabelle, été 2017

Au sein de l'interface, la dissonance dans la représentation de l'« autre » se superpose à – et est alimentée par – une divergence de rationalité. Pour surmonter ces dissonances et pouvoir construire cette interface commune de négociation, les différentes parties doivent trouver une sorte de terrain d'entente. Ce terrain d'entente se situe dans un travail actif de convergence afin de faire coïncider des intérêts communs tout en maintenant leurs propres rationalités :

Marie : Mais j pense qu'on a donné ce qu'ils voulaient, t'sais on les équipe de compost, de la nouvelle terre, heu ils font part de leur besoin au début de l'année, on a donné un conteneur, des espaces de rangements, on leur a mis des tablettes – en fait, on les accommode au niveau pratico-pratique. (...) Les infrastructures, c'est une – mais, mon collègue me dit des fois « Moi j'entends dire qu'ils ont l'impression qu'on les utilise »

Intervieweur : Comment ça ?

Marie : Parce que c'est comme si, moi je l'ai pas entendu. Alors moi j pense que c'est *win/win* cette situation ... Heu, quand ils nous ont demandé de la terre, on a donné de la terre, quand ils ont demandé du compost, on a donné du compost, t'sais. Alors, est-ce que c'est une question de perception ou c'est une question dans la réalité ? On est content qu'ils soient là, mais si ils nous annonçaient qu'ils s'en allaient, ben y en a d'autres qui seraient intéressés à venir. Donc pour moi j'ai jamais pensé que je pouvais utiliser un partenaire. J'suis vraiment pas là-dedans. Mais, peut-être que il faut qu'ils l'entendent de la part de l'Université qu'on les utilise pas. Pour être rassuré, parce que c'est une question de perception.

Entretien avec Marie, été 2017

Les membres du bureau de projet maintiennent une vision dominante avec un discours managérial du type « si les partenaires ne sont pas content-e-s, [...] ben y en a d'autres

qui seraient intéressés à venir ». Malgré cela, ils et elles essayent tout de même de faire en sorte que les « partenaires » soient content·e·s, que leurs besoins soient satisfaits et qu'ils et elles se sentent à l'aise. Il y a là un décalage entre la rationalité bureaucratique affirmée et la réalité de la négociation qui est plus souple et qui reconnaît l'importance du travail de ces partenaires quand bien même ces derniers·ières sont surtout en position de « demandeurs·euses ».

Comme je l'ai dit plus haut, l'apport des partenaires, et notamment de Bioma, ne se situe pas au plan matériel mais bien plus sur celui du « rayonnement » que le site acquiert grâce au travail et aux réseaux qu'ils et elles mobilisent ainsi qu'au dynamisme qu'ils et elles insufflent au site :

Sachant qu'y a des leaders dans les organismes. Puis je te cache pas que Bioma c'est probablement le leader principal d'ici, là, qui *drive* le plus. Puis comme je t'expliquais j'ai une vision très similaire à la leur, j'ai pas de craintes. Heu bah je peux me retirer. Puis ça fait que quand je suis ici je représente quand même l'Université de Montréal, malgré tout, même si j'ai des amis ici, heu, donc l'Université de Montréal est moins présente et laisse plus de place aux joueurs présents. C'est une manière d'avoir une reconnaissance, je trouve, pour les partenaires : les laisser faire ce qu'ils veulent parce que en leur faisant confiance on a eu que des beaux résultats. Donc c'est un travail d'humilité. (...) Puis heu pour moi encore en ce moment Bioma représente un peu... C'est ceux qui ont mieux intégré p'têt la mission du site quand même. C'est ceux qui ont le mieux compris puis j'ai aucun regret que ça a été un des cinq premiers partenaires dès le début. Je pense que c'est pour ça que le projet voit le jour encore aujourd'hui.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Avec le temps et le travail constant des membres de Bioma qui ont transformé le site en l'embellissant pour accueillir du public, Bioma est devenue, dans le discours des représentant·e·s de l'Université, moteur du site, leader des projets. Sa posture militante et revendicatrice a permis au site de « décoller » (entretien avec Guillaume). Cela a permis aux autres projets d'avoir accès à davantage de ressources pour s'installer et se développer. En ce sens, Bioma a répondu pleinement aux attentes de l'Université de Montréal qui cherchait des projets pouvant faire vivre ce site, embellir le chantier en augmenter sa biodiversité et sa durabilité. Cette partie du Campus Mil est devenue, grâce en partie à l'action de Bioma, la vitrine « verte », écologique et communautaire, du chantier – à l'origine controversé – du nouveau campus des sciences de l'Université de Montréal.

Il y a donc un équilibre dans l'interface qui permet à Bioma, un collectif autogéré alternatif, militant et écologiste, d'interagir et de négocier un espace d'action avec l'Université de Montréal, une institution bureaucratique dont les valeurs sont en partie contestées par



Figure 7. Le Craterre en juin 2016 après l'assainissement du terrain – Photographie de l'auteur.

les membres de Bioma. Cet équilibre tient tout autant d'un alignement – actif, pour lequel les différent·e·s acteurs·trices impliqué·e·s travaillent activement et forgent certains compromis – des objectifs et intérêts. Dans cette interface, Bioma obtient à la fois des ressources et un espace mais aussi une certaine marge de manœuvre et de liberté pour mener à bien ses activités alternatives. La conséquence de cela est que Bioma participe activement à l'animation et au rayonnement du site, conformément aux désirs et attentes du bureau de projet de l'Université.

Ces interactions ont des effets à la fois sur le bureau de projet et sur Bioma. Du côté de Bioma, le collectif doit accepter des normes et contraintes imposées par l'institution les poussant à formaliser leur engagement : c'est la coopérative et ses membres qui sont responsables des jardins du Craterre. Ce sont eux et elles qui sont les interlocuteurs·trices des autres partenaires ainsi que des gestionnaires du site. Cela a des conséquences sur l'organisation du collectif. Comme on l'a vu, ces contraintes externes renforcent la position de « leader » des membres du noyau dur et rendent d'autant plus difficile la collectivisation communautaire souhaitée des projets. En d'autres termes, ces contraintes



Figure 8. Le Craterre, luxuriant, en août 2018 après trois étés de jardinage – Photographie de l’auteur.

institutionnelles rendent plus difficiles l’approfondissement de l’autogestion et la mise en place d’une réelle horizontalité des projets de Bioma, maintenant une certaine hiérarchie entre « bénévoles » et « organisateurs·trices ».

De l’autre côté, le succès de Bioma et des jardins du Craterre, amène les membres du bureau de projet à s’intéresser aux questions d’autogestion. Dans les réflexions de Martin concernant l’avenir de la gestion du site, l’autogestion occupe une place importante. Plutôt que de proposer une gestion hiérarchique et bureaucratique, il préfère essayer d’inventer une gestion davantage collective où chaque partenaire serait également impliqué·e. C’est notamment le succès des projets de Bioma ainsi que l’affinité qu’il a développé pour cette organisation et sa manière de fonctionner, qui le poussent à adopter ce point de vue :

L’université y sont ben réticents à tout ça. Mais moi je crois à l’autogestion, là ! Je pense que si le site était en autogestion, dans une certaine forme d’autogestion, y a beaucoup de problèmes qui seraient réglés, qui seraient réglés tous seuls ! Que un des partenaires aille

voir la gang là « écoute nous on est pas contents, ramassez vos affaires, ostie, c'est pas cool, là ! » Je crois à ça ! Je crois à ça puis y a l'effet aussi, l'effet amplificateur, comme les gens sont obligés de prendre des décisions, ils se rencontrent plus, ils se rencontrent plus et ça génère plus de rencontres, plus de projets communs et ça vient renforcer l'esprit du lieu. Fait que c'est ça. On parle de ça.

Entretien avec Martin, été 2017

Mais c'est là un équilibre fragile derrière lequel les membres de Bioma craignent d'être instrumentalisé.e.s. Le nouveau campus des sciences est vu comme une force de gentrification dans le quartier de Parc Extension et fait donc naître des critiques militantes.

L'Université de Montréal souffre d'un déficit d'image en termes d'écologie et de liens avec les communautés. Dans ce contexte, Bioma se voit comme un potentiel faire-valoir à peu de frais pour l'Université qu'ils et elles accusent de ne pas être suffisamment transparente quant à ses objectifs et intérêts – ce qui tend à renforcer les représentations que Bioma projette :

C'est toujours le plus grand enjeu pour moi... Parce que souvent les grandes organisations ont d'autres plans que tu connais pas forcément, des plans sur lesquels ils ne sont pas honnêtes parce que sinon, si tu les connaissais, tu voudrais probablement pas ça. (...) Donc comme j'ai dit, avec l'UdeM, je n'ai jamais eu de problèmes personnels avec eux. Ils ont toujours été respectueux avec nous comme coopérative, ils ont toujours créé des espaces de dialogue, des espaces pour partager, ils nous ont soutenus en mettant beaucoup d'infrastructures, dépensant de l'argent pour développer ces projets. Ça pourrait toujours être plus, mais je veux dire... Peu importe, c'est une autre réalité. Ce qu'ils représentent, eh bah j'ai mon opinion personnelle et j'essaye de ne pas laisser ça influencer sur ce qu'on peut faire ici.

Entretien avec Fred, automne 2017

Cet équilibre est fragile et est, on le voit, le fruit d'un travail et de compromis. Les membres du bureau de projet en sont conscient.e.s et font des efforts pour apaiser les peurs de récupération et d'instrumentalisation que peuvent avoir les membres de Bioma. Mais cette instrumentalisation reste effective, elle fait aussi partie des termes de la négociation que Bioma accepte implicitement en s'engageant dans cet espace :

Bioma se sentait un peu instrumentalisée là-dedans et, heu, je pense que je pourrais pas leur donner tort. Parce que on venait beaucoup chercher le capital et la visibilité, on venait beaucoup avec les photos. C'était Rachel qui était mise de l'avant sur la photo en train de cueillir des tomates et des salades. Puis après ça on utilisait ça mais eux ils recevaient rien vraiment de cette visibilité-là. Mais l'Université de Montréal avait l'air de se péter un peu les bretelles : « regardez on a un acteur social incroyable, on mobilise des gens tout ça, en investissant presque rien ! » Fait que c'est sûr que y avait cette amertume-là qui se sentait du côté de Bioma. (...) Mais elle avait raison de penser qu'il y avait une instrumentalisation de leurs initiatives de la part de l'université

Entretien avec Guillaume, été 2017

Les jardins du Craterre se situent sur une interface entre Bioma, d'autres « partenaires » et l'Université de Montréal. C'est une interface de négociation personnalisée qui s'incarne dans des interactions entre les membres de Bioma et les membres du bureau de gestion : ce n'est pas, en ce sens, une interface structurelle ou bureaucratique. L'engagement de Bioma dans cette interface est à la fois militante et revendicatrice, mais aussi négociée et faite de compromis. C'est une interface fragile qui tient à la qualité des relations construites dans le temps entre les différent·e·s protagonistes qui se respectent les un·e·s les autres et finissent par s'apprécier. D'une situation initiale de dominée où Bioma dépendait entièrement du bon vouloir du bureau de projet, la relation s'est transformée. Mettant en œuvre différentes stratégies marquées par le *faire* et l'affinité mais aussi le militantisme et la revendication, Bioma a pu transformer progressivement l'interface afin de créer un espace davantage égalitaire où leurs intérêts sont pris en compte et respectés. Cela a été possible grâce à la *personnalisation* de l'interface qui a permis l'approfondissement des interactions et la projection de l'éthique de l'affinité. La création de cette interface n'a été possible que parce que Bioma a réussi à mettre en place une stratégie pour avoir une existence légale et économique. Cette stratégie est marquée par le bricolage, la réappropriation et la subversion partielle des normes et régulations imposées.

6.3. Conditions d'existence : jongler entre des contraintes

Moi à la base je l'aime pas [le capitalisme] mais on est dedans et pour l'instant on est obligé d'habiter dans le capitalisme. Moi je suis obligé parce que d'un côté j'ai ma famille [dans le pays d'où vient David] et il faut que je leur rende visite et d'un autre côté... heu... ça m'oblige à être dans le système économique comme pour acheter des vêtements et d'autres choses. Je l'accepte parce qu'on est obligé d'être dedans mais j'essaye le plus possible d'être en-dehors du système capitaliste. Le plus, le plus, le plus possible sauf un minimum (...) comme j'ai des obligations économiques, je suis obligé d'être dans le système. Mais je suis prêt, si il pète, si ça explose quelque chose, là, je suis juste prêt à être en-dehors du système économique et du capitalisme et de voir la vie complètement différemment.

Entretien avec David, automne 2016

Mettant en œuvre un engagement qui se déploie jusque dans la vie quotidienne, qui relève d'une forme de « *lifestyle activism* », Bioma renferme un fort potentiel d'auto-institutionnalisation. Poussant la logique alternative le plus loin possible, ses membres pourraient vouloir et essayer de se couper entièrement des institutions dominantes qu'ils et elles remettent en question en construisant une action collective tendant vers l'autarcie.

Au contraire, comme on vient de le voir, Bioma s'engage socialement et politiquement et se confronte à des institutions avec lesquelles elle interagit. Dans ce cadre, devant malgré tout, pour reprendre les termes de David, « vivre dans le système », les membres de Bioma essaient de se réapproprier leurs « moyens de subsistance » (*livelihood*)⁸ et s'engagent dans des activités « économiques ». En d'autres termes, les membres de Bioma cherchent à prendre leurs distances vis-à-vis du « système politique » et de l'environnement légal dominants, à creuser dans celui-ci des espaces d'autonomie pour que leurs projets soient viables. Ces militant·e·s entretiennent ainsi un rapport ambivalent envers le « système capitaliste » et la « société dominante », dans laquelle ils et elles existent, à laquelle ils et elles s'adressent, tout en tentant de la dépasser et de s'en distancier (Melucci 1996, 309-310). Pour s'engager dans des interfaces avec des organisations instituées comme l'Université de Montréal, pour mener à bien leurs projets et éviter un repli sur soi, Bioma *doit* « exister » légalement et économiquement « dans le système ». C'est dans ce contexte que Bioma met en place différentes stratégies de réappropriation et de subversion des normes et pratiques dominantes les amenant à bricoler avec les contraintes imposées afin d'essayer de faire coïncider leurs pratiques et leurs idéaux dans un contexte légal fortement normé.

Pour bien saisir ces rapports à l'économie que les membres de Bioma bricolent, il faut comprendre l'économie de manière « anti-essentialiste », comme des « relations contingentes, dynamiques et négociables plutôt que façonnées de manière déterministe par des logiques invariantes »⁹ (Zanoni et al. 2017, 579, voir aussi J.k. Gibson-Graham 2006a). Dans cette même perspective, il faut comprendre le capitalisme comme un terrain de contestation et de cohabitation et non comme un système unique et homogène : pour reprendre les termes de J.K. Gibson-Graham (2006a, xxii), « notre économie est ce que nous en faisons (discursivement et pratiquement) »¹⁰. Des initiatives comme Bioma nous

8. Il n'y a pas de bonne traduction de *livelihood* en français : « moyens de subsistance » est peut-être la traduction qui s'en rapproche le plus mais elle ne saisit que les aspects matériels et « traditionnellement » économiques. Le *livelihood* recoupe les aspects collectifs, communautaires, familiaux et environnementaux des moyens de subsistance qui ne se limitent pas à une subsistance uniquement matérielle – un toit, de la nourriture et des vêtements, par exemple – mais englobent aussi le bien-être subjectif, émotionnel et écologique.

9. « *A radically anti-essentialist stance that sees the economy as contingent relationships, dynamic, and negotiable rather than as deterministically shaped by invariant logics* ».

10. « *Our economy is what we (discursively and practically) make it* ».

invitent à « déconstruire » les binarités hiérarchisées qui opposent le marché et le « non-marché », ce qui est « capitaliste » et ce qui ne l'est pas, à « transformer des généralités singulières en particularités multiples afin de donner naissance à un paysage économique radicalement hétérogène »¹¹ (Gibson-Graham 2006b, xiv) qui permet une démocratisation de la vie sociale et économique¹² (Zanoni et al. 2017, 581).

6.3.1. Bricoler avec les institutions

Se réapproprier le travail

En fait, tu sais quoi Greg ? Je déteste travailler. Je préférerais ne pas travailler. Je pense que c'est dégueulasse qu'on vive dans une société où on doit travailler. Je pense qu'on devrait faire ce qu'on aime et passer notre temps à faire ça. Et plutôt que de perdre notre temps dans les technologies, les ordinateurs, l'électronique... Il y a tellement d'autres aspects de l'humanité qu'on peut développer et, et avoir du surplus, avoir suffisamment pour tout le monde et ne pas avoir à travailler. Toutes ces hypothèques et propriétés privées et gaspiller nos compétences sur ces conneries... (...) Tout ça, ça gaspille un potentiel humain incroyable qui pourrait être mis ailleurs, investi d'une autre manière si on pouvait juste s'organiser différemment. Donc oui, je déteste travailler. (...) Que ce soit pour moi ou pour n'importe qui d'autre. Si je fais un jardin, c'est parce que je veux le faire et que j'aime le faire. Pas parce que quelqu'un me paye pour le faire.

Entretien avec John, été 2017

Les impératifs de « devoir travailler », « gagner sa vie », s'« insérer dans le milieu du travail » ou encore d'« être productif » sont des injonctions que les membres de Bioma vivent comme leur étant imposées par « le système capitaliste ». Ces injonctions au travail ne conviennent pas à ces individus : on le voit dans la citation de John plus haut, « travailler » est vécu comme une peine, une perte de temps inepte, un gâchis. Mais qu'entend donc John lorsqu'il parle de travail ? Il parle ici d'un emploi salarié dont le seul but consiste à gagner de l'argent pour pouvoir subvenir à ses besoins, pour pouvoir survivre. Dans cette compréhension, le travail est une activité économique absurde et aliénante que John rejette. John reflète ici, de manière très expressive la position partagée par Bioma : s'il faut travailler pour gagner sa vie, le travail doit avoir un sens et ne peut se réduire à une activité économique purement reproductrice. Comment, donc, avoir un tel emploi ? J'ai déjà abordé cela dans le quatrième chapitre. La solution adoptée par Amanda et Rachel peut

11. « *Representing the diverse economy is a deconstructive process that displaces the binary hierarchies of market/nonmarket and capitalism/non-capitalism, turning singular generalities into multiple particularities, and yielding a radically heterogeneous economic landscape* ».

12. « *Democratization is facilitated by the pluralization of voices and alternative ways of life* ».

être résumée ainsi : en travaillant toutes deux dans des organisations – publiques et communautaires –, elles allient emploi et engagement. L'autre solution, qui m'intéresse ici, est celle qui a mené à la création de la coopérative de travail Bioma :

T'sais une coop de travail, l'idée est que l'entreprise est détenue et contrôlée par les travailleurs, donc ça c'est vraiment le cœur : gestion démocratique d'une entreprise, ça c'est un côté. Puis l'autre côté, c'est qu'une coopérative de travail versus une *business*, a un objectif social, a pas seulement un objectif de profit, de rentabilité. Même pas seulement d'être rentable, mais aussi un objectif social. C'est pour ça qu'on a choisi le modèle coop, c'est pour la gestion démocratique d'un côté, donc pas de patron, horizontalité, tout ça. Puis aussi l'idée d'avoir, parce qu'on a clairement un objectif social à travers la coopérative, pas seulement un objectif de créer d'la job, ou du profit ou de la rentabilité. C'est surtout ça.

Entretien avec Rachel, été 2016

Voulant travailler dans le domaine de l'agriculture urbaine et de l'aménagement paysager, les membres de Bioma ont décidé de créer leur propre « entreprise » afin de se réapproprier leur force de travail, de faire « ce qu'on faisait déjà, mais pour nous-mêmes, pas pour quelqu'un d'autre » (entretien avec John, été 2017) tout en ayant une existence légale.

Il y a plusieurs structures légales possibles et Bioma a choisi de former une coopérative de travail car c'est une structure qui « est détenue et contrôlée par les travailleurs ». Cela leur permet de mettre en place un mode de gestion qui se veut démocratique et horizontal. Mais c'est aussi une structure qui est orientée vers un objectif social en plus des objectifs économiques. Une coopérative de travail répond à certains critères et à certaines contraintes bureaucratiques, c'est une structure qui ne peut pas être informelle, ni spontanée et qui implique des interactions régulières avec des institutions publiques comme l'administration fiscale, les réglementations du ministère de l'agriculture, les différents services de la Ville de Montréal... Une coopérative de travail n'est pas *en elle-même* alternative, ni nécessairement démocratique. Mais c'est une structure qui peut permettre aux travailleurs et travailleuses de poursuivre d'autres objectifs qu'économiques, qui obéissent à des rationalités éloignées de la rentabilité ou de la recherche du profit :

Pour moi aussi la coop c'est comme, plusieurs volets. Et un volet que c'est comme le volet de travail, pour survivre. C'est moi et John. On voulait, on est comme obligé un peu de le faire pour survivre. Et le plus, plus, possible, c'est que ce soit écologique. Que ce soit comestible, que ce soit, comme... On fait ça beaucoup. On, avec beaucoup de nos clients, comme, si on avait une compagnie, plusieurs projets qu'on fait chez les gens, une compagnie normale, conventionnelle, va toute crever (...) On réutilise le plus possible, et on va faire le moins que c'est nécessaire dans l'espace. On va faire en sorte que ce soit comestible et écologique. Oui! Ça veut dire qu'on a moins d'argent. Conséquemment. Mais (...) on fait un

peu de compromis entre, c'est quoi qui... qui est responsable pour nous, pour notre propre économie. Mais aussi que c'est responsable, au niveau de notre action et de l'environnement.

Entretien avec David, automne 2017

Pour poursuivre les objectifs écologiques que Bioma se fixe, les travailleurs et travailleuses suivent une rationalité qui va à l'encontre des logiques, dominantes au sein du capitalisme, de rentabilité économique. David et John vendent des service d'aménagement paysager comestible en recyclant ce qu'ils trouvent dans les jardins des gens, en adaptant l'état dans lequel ils trouvent les jardins plutôt qu'en enlevant tout pour y installer leur aménagement. Cette dernière option serait plus rentable car elle prend moins de temps, nécessite moins de réflexion et de créativité. Mais elle génère beaucoup plus de déchets. De plus, ils refusent les travaux impliquant d'installer du gazon ou d'autres types d'aménagement réduisant la biodiversité. Lorsqu'ils installent un jardin, ils expliquent aux client-e-s comment l'entretenir, l'embellir et s'en servir afin qu'ils n'aient « pas besoin de revenir » (entretien avec John, été 2017). Plutôt que de créer une dépendance des client-e-s à leur service commercial d'aménagement, ils préfèrent les « éduquer » pour s'occuper eux ou elles-mêmes de leurs jardins. En cela, les rationalités écologique, sociale et éducative, priment sur l'impératif économique de rentabilité habituel au sein des entreprises commerciales – fussent-elles coopératives.

Utiliser les ressources institutionnelles

La structure coopérative leur permet donc d'avoir une manière de travailler qui répond précisément à leurs besoins mais aussi à leurs envies, aspirations et idéaux. D'autres structures pourraient répondre à ces aspirations et être (ré-)appropriées par les travailleurs et travailleuses mais la coopérative est déjà d'emblée orientée vers une démocratisation des relations économiques et de travail ainsi que vers des objectifs sociaux. C'est aussi une structure qui leur permet d'utiliser des leviers institutionnels pour avoir accès à des ressources :

Puis on fait notre stratégie aussi pour voir comment on allait être capable de... Tu sais utiliser le système pour créer notre coop. (*rires*) Fait qu'on a fait notre stratégie d'avoir les subventions salariales pour les gars, de voir c'est quoi le modèle, la structure de coop qui serait la plus avantageuse pour profiter un peu de ce que le système peut offrir.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

En créant une coopérative, les membres de Bioma ont pu avoir accès à des programmes publics visant à aider les entrepreneurs et entrepreneuses. David et John ont par exemple suivi le programme du SAJE Montréal¹³, un organisme qui soutient le démarrage d'entreprises en offrant des formations en comptabilité, en gestion, sur les lois et réglementations, sur ce qu'est une entreprise et en finançant des subventions salariales. La coopérative a pu embaucher des personnes à travers des subventions Emploi Été Canada pour aider à la coordination des jardins du Cratère – qui ne font pas partie des activités commerciales de la coopérative. Bioma a aussi pu toucher des subventions de PME Montréal¹⁴ en répondant à leurs critères : démontrer notamment que l'entreprise est viable et poursuit des objectifs et opportunités de développement. Au moment de la création de la coopérative, les membres ont décidé d'être, statutairement, « à but lucratif » pour pouvoir postuler à ces financements. Depuis que la coopérative les a obtenus et ne peut donc plus y avoir accès, Bioma est devenue une coopérative de travail à but non lucratif, ce qui concorde davantage avec les valeurs de ses membres. De plus, étant une coopérative de travail inscrite depuis ses débuts à la fédération Réseau COOP, Bioma a accès à un certain nombre de ressources – formations, subventions, réseaux¹⁵.

Bioma navigue entre les ressources institutionnelles, utilise stratégiquement des ressources étatiques ou privées pour pouvoir mener à bien ses projets écologiques, communautaires et politiques. Cela suppose une certaine connaissance des institutions et des administrations, connaître les ressources disponibles et les critères et conditions pour les obtenir. Tou-te-s les membres de Bioma n'ont pas le même rapport aux institutions. Ces différences s'ancrent dans les valeurs et biographies de chacun-e. Le fait par exemple que David et John soient des immigrants lorsque Amanda et Rachel sont nées et ont grandi au Québec influence fortement ces différences.

Puis j'pense que c'est pas tout le monde qui s'entend sur les avantages. (...) On pourrait toute faire au noir mais... non ce serait absurde, fait qu'on a pas le choix. (...) T'sais moi j'ai un peu travaillé dans le gouvernement puis je sais que... T'sais là quand ils t'envoient des lettres automatiques, menaces de X ou de Y, t'sais je sais qu'on relaxe tout le monde, on appelle le gouvernement pour leur expliquer ce qui se passe puis ils vont se calmer. (...) Moi j'ai pas cette peur là aussi comme citoyenne canadienne, j'suis comme... Le gouvernement je le critique puis j'm'en fous. C'est large là, c'est pas exactement ça, c'est plus subtil que ça

13. Service d'Aide aux Jeunes Entreprises, <http://www.sajemontreal.com/>.

14. Petites et Moyennes Entreprises de Montréal, <https://pmemtl.com/>.

15. <http://reseau.coop/>.

là! (*rires*) Mais c'est que t'sais j'ai pas peur de critiquer, de manifester, d'être dans la rue, d'écrire des articles, de dire... t'sais ?

Entretien avec Amanda, automne 2017

Cette différence de rapport aux institutions implique une division du travail au sein du collectif. Amanda et Rachel se sont beaucoup impliquées dans la construction de la structure légale de la coopérative, pour trouver des subventions, pour bricoler des arrangements institutionnels afin que la coopérative puisse mener à bien ses missions économiques – créer de l'emploi autogéré pour ses membres – et sociales – soutenir une communauté –, écologiques – augmenter la biodiversité en ville et en campagne en créant des jardins – et politiques – participer à une « transition socio-écologique ». Pour effectuer un tel bricolage, il faut bien connaître les institutions, il faut savoir naviguer entre les critères, les réglementations et les attendus des administrations tout en acceptant d'interagir de manière plus ou moins soutenue avec ce « système bureaucratique » (entretien avec Amanda, automne 2017). Cela suppose d'avoir une certaine position sociale et certains privilèges. Abi, tout en reconnaissant l'engagement de Bioma et l'intelligence de leur utilisation des ressources institutionnelles, se demande si le fait qu'ils et elles y arrivent aussi bien, n'est pas en partie le fait de leur position sociale privilégiée :

Comment est-ce qu'ils... et est-ce qu'ils réussiraient aussi bien, est-ce que ce serait aussi durable, s'ils n'étaient pas genre de la, entre guillemets, « classe moyenne blanche bien éduquée » ? Uhm, si c'était un groupe, genre, tu sais, de femmes noires immigrantes qui géraient ça, est-ce qu'ils auraient le même accès aux subventions et bourses et financements ?

Entretien avec Abi, automne 2017

Découpler le travail des revenus

Dans le cadre du travail d'aménagement, les membres de la coopérative multiplient les types de contrats et les sources de revenus. Si le cœur de leur activité est l'aménagement paysager comestible commercial, pour des client·e·s particuliers·ières comme pour des institutions telles que la Ville de Montréal ou l'Université de Montréal, cela ne constitue qu'une partie de ce qu'ils et elles font. David et John multiplient les différents types d'activité. John anime des ateliers sur les techniques agricoles ou sur la santé des sols, David prend des contrats pour aider des habitant·e·s de Parc Extension à développer leurs jardins potagers. Lorsque Rachel faisait partie de la coopérative, elle se faisait inviter à des conférences payées pour parler de leurs projets.

Ces activités génèrent différents revenus qui sont ensuite redistribués à travers la coopérative aux travailleurs et travailleuses. Les salaires des membres sont – en grande partie – découplés de leurs activités. David et John se payent 35 heures par semaine à 12\$ de l'heure pendant l'ensemble de la saison, quelles que soient leurs activités et les revenus générés par ces activités. Par exemple, lorsque John anime un atelier à l'Université de Montréal, il facture 62\$ par heure, mais il ne sera payé que 12\$ par heure, le reste alimentant les fonds de la coopérative. À la fin de la saison, ils laissent un fond dans le compte de la coop pour le démarrage de la saison suivante et se partagent le reste des bénéfices entre eux en tenant compte des heures en plus que chacun a effectué. Cela permet d'équilibrer les rapports salariaux au sein de la coopérative mais cela implique aussi qu'ils travaillent plus d'heures qu'ils ne sont payés effectivement :

Comme cette année avec Parc Ex Nourricier, je dirais que c'était plus problématique qu'autre chose, je veux dire en termes de ressources. Ça coûte des ressources à la coop et les finances que ça rapporte à David, comparé aux heures qu'il doit faire, tu sais, il pourrait pas le faire si il avait pas les ressources de la coop, tu vois ce que je veux dire? Il peut faire ce contrat que parce qu'il a les trucs de la coop. Je dirais que c'est vraiment pas viable, vraiment.

Entretien avec John, automne 2017

Mais c'est le choix qu'ils ont fait afin de pouvoir choisir leurs contrats, les types d'activités auxquelles ils s'adonnent, les projets qu'ils veulent soutenir, quand bien même ces derniers ne sont ni rentables ni payants. En ce sens, la coopérative permet de soutenir les projets de ses membres quand bien même ces derniers ne rapportent pas d'argent ni ne sont rentables. Ce soutien passe par les ressources de la coopérative, notamment grâce à ses outils, les compétences de ses membres, leur réseau. Mais il passe aussi par sa façade légale car le fait d'avoir une coopérative permet de s'engager différemment dans des projets. Ainsi, les jardins Craterre existent parce que la coopérative Bioma existe et peut signer une entente avec l'Université de Montréal et avoir accès à des assurances – la condition obligatoire pour développer des activités dans le cadre du Campus Mil.

Les revenus des membres de la coopérative sont donc générés par leurs multiples activités, au premier rang desquelles l'activité commerciale d'aménagement paysager. Mais ces personnes ne *vivent* pas seulement de ces revenus. Les jardins du Craterre comme les jardins forestiers à Harrington donnent accès aux membres de la coopérative, ainsi qu'au reste de la communauté de Bioma qui ne travaille pas au sein de la coopérative, à

de la nourriture abondante qui complète largement les revenus de chacun-e et augmente d'autant leur qualité de vie. Ces ressources ne sont pas monétaires mais occupent une place centrale dans le « modèle économique » de Bioma. Les membres du noyau dur ont complètement intégré cette source alternative de revenus dans leur mode de vie et dans leur gestion économique de celui-ci. Ils et elles passent beaucoup de temps à récolter et glaner les légumes et les fruits qui poussent dans les jardins et dans les rues de Montréal puis à les transformer. Puis, tout au long de l'année, lorsque la saison agricole est terminée et que plus rien ne pousse dans les jardins, ces personnes se nourrissent toujours principalement de leurs récoltes estivales transformées et entreposées chez elles.

Ce sont là des pratiques économiques qui ne sont pas capitalistes, qui ne sont habituellement pas considérées comme étant véritablement « économiques » – en tous cas pas de manière conventionnelle – mais qui, pourtant, contribuent largement aux moyens de subsistance, au *livelihood* des membres de la communauté de Bioma. Il faut comprendre ce *livelihood* de manière plus large que du seul point de vue des structures légales et des manières conventionnelles d'envisager l'économie. Les moyens de subsistance de Bioma s'imbriquent dans les différents projets, incluant autant des pratiques économiques que sociales, écologiques, politiques et communautaires, et forment un type d'interdépendance qui dépasse l'institutionnel, le « sommet de l'iceberg » de l'économie conventionnelle (Gibson-Graham, Cameron et Healy 2013, 10-11).

6.3.2. Créer des interdépendances

L'imbrication des différents projets

Y a les activités officielles de la coop puis il y a les activités moins officielles de la coop. Uhm le côté officiel, c'est nos activités de service d'aménagement paysager, d'agriculture urbaine où on vend des légumes puis c'est ça, tous nos services d'aménagement, d'entretien paysager, de design, de service-conseil. Ça c'est tous nos services plus aménagement paysager. Puis sinon on a notre volet d'agriculture urbaine où on veut développer des projets de production de légumes en ville, heu, des ateliers, tout un volet éducatif, puis aussi, co-construire les projets en agriculture urbaine avec d'autres partenaires, d'autres initiatives, d'autres groupes, d'autres personnes, uhm. Fait que ça c'est nos activités officielles, d'une certaine façon. D'une façon moins officielle, la coopérative Bioma a été créée pour être un moteur de développement de nos projets, non seulement les projets de services puis d'agriculture urbaine mais aussi notre projet de terre dans les Laurentides, donc notre projet de permaculture dans les Laurentides. Les deux projets ont été pensés conjointement : la

coopérative de travail, et, donc tous les projets qu'on fait à Montréal, et la terre dans les Laurentides. Donc c'est ça. Y a les services que la coop offre et il y a aussi ce que la coop nous permet de réaliser, heu, en utilisant le fait d'être une coopérative de travail on peut atteindre des objectifs qui sont pas seulement d'offrir des services mais toutes une panoplie de choses qui sont possibles parce qu'on a une coopérative de travail et qu'on est capable d'aller chercher des subventions, qu'on est capable de faire pleins de choses, puis aussi que tout le matériel que la coopérative a, tous les outils, tout ça, ben ça nous permet de développer le terrain dans les Laurentides. Tout ça, ç'a été pensé en même temps ces deux projets-là.

Entretien avec Rachel, été 2016

La coopérative sert autant à créer de l'emploi, à s'insérer dans l'économie conventionnelle et à exister légalement, qu'à *rendre possibles* les autres projets de Bioma. La manière dont les membres du noyau dur parlent de la coopérative c'est en termes de « véhicule économique » ou de « moteur » de leurs activités. Il s'agit d'une matrice sur laquelle viennent s'appuyer l'ensemble des autres projets. On l'a dit pour le Craterre, c'est la coopérative qui est signataire, garante et responsable de l'entente avec l'Université de Montréal. C'est elle qui permet l'existence de cette interface. Mais elle est aussi essentielle aux autres projets. Les outils, la voiture, la remorque, certaines plantes et boutures, des engrais naturels, du mobilier et bien d'autres ressources appartenant à la coopérative – achetées ou récoltées par son entremise – servent au développement tant du Craterre que de la terre à Harrington.

Si la coopérative donne accès à des ressources essentielles pour le développement des autres projets – comment, par exemple, développer un jardin forestier sans aucun outil? –, ces projets jouent aussi un rôle important pour la coopérative. Il y a une relation d'interdépendance entre la coopérative et les autres projets de Bioma qui forment un ensemble cohérent. En plus d'être un espace de production de compléments de revenus « en nature » dont j'ai déjà parlé, le Craterre sert à la fois de garage pour la remorque de la coopérative et, avec l'Espace X, d'espaces de stockage de matériel. Tant le Craterre que la terre à Harrington jouent un rôle de pépinière pour des plantes que la coopérative vend ensuite dans ses projets d'aménagement. Le Craterre fournit aussi une vitrine à Bioma, participe à sa réputation et lui permet d'avoir accès à des contrats notamment avec de grandes organisations instituées comme par exemple l'Université de Montréal ou la Ville. Ainsi, lorsque Guillaume obtient des contrats d'aménagement, il va les proposer à Bioma. C'est qu'il sait que le travail sera bien fait, que John et David seront investis dedans et qu'ils pourront bricoler des solutions :

Puis c'est sûr que si j'allais chercher n'importe quel paysagiste, j'y dirais : « Eh regarde, ça va être compliqué, on va prendre deux jours de plus, mais ils va falloir que tu ailles vider le clos pour aller le mettre là-bas ». Moi c'est le principe d'économie circulaire qui est là-dedans, j'ai même pas besoin de justifier pourquoi je fais ça quand j'arrive avec eux autres. Je leur dit : « Eh on a un accès au bout de la rue pour des bûches, on va voir ça ». Ils sont comme : « *Oh fuck yeah!* » Ils arrivent, ils sont super contents, ils sortent une *chainsaw*. (...) Ils *tripent* de se dire : « Wow on va chercher du copeau, on va chercher du bois qui vient du même arrondissement qu'on valorise dans un projet local » T'sais ? C'est ça, comme on est au diapason sur la vision de l'écosystème urbain, là, on se comprend bien.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Il y a ainsi une réelle interdépendance entre les différents projets de Bioma qui s'articulent entre eux. Alors que la coopérative est le véhicule légal et économique des activités du collectif, ce n'en est pas forcément le cœur. On peut plutôt y voir une composante qui s'accorde avec les autres. Cette interdépendance est pensée et voulue par les membres mais elle est aussi, et surtout, mise en pratique au quotidien dans les activités économiques du collectif. John, par exemple, ne voit pas forcément de rupture entre les différents projets et espaces et il passe de manière fluide de l'un à l'autre. Lorsque, avec David, ils ont fini leur journée de travail pour la coopérative, ils passent au Craterre, arroser les plantes, donner des conseils ou juste jardiner. Il conçoit et organise son travail en fonction et en lien avec les autres projets :

Souvent, les vendredis on prend ça relax et on travaille le matin jusqu'en début d'après-midi puis on part à la terre. Je dirai que la terre a un grand effet sur notre travail. Aussi on essaye d'aligner nos allers-retours à la terre avec certains contrats pour qu'on puisse ramener des plantes et des ressources de là-bas mais sans avoir à trop les manipuler ou à les laisser au soleil avec les racines à l'air libre pour trop longtemps... Il y a vraiment une sorte d'organisation à avoir et on essaye d'arranger nos fins de semaine avec nos contrats tout en redescendant des récoltes, de la nourriture, ce genre de trucs.

Entretien avec John, été 2017

Derrière la façade légale de la structure se déploient tout un ensemble de pratiques économiques, génératrices de ressources qui participent pleinement au *livelihood* des membres de la communauté. Ces pratiques ne sont pas toutes monétarisées, ni comptabilisées, elles ne rentrent pas dans une logique de rentabilité entrepreneuriale. Pour reprendre l'image de J.K Gibson-Graham, Jenny Cameron et Stephen Healy (2013) évoquée plus haut, sous la partie économique formelle et légale émergée qu'est la coopérative, l'on remarque que tout un ensemble de pratiques – informelles – s'entrecroisent et s'entre-soutiennent. Il n'y a pas d'un côté les activités commerciales – plus « capitalistes »

et commerciales – et, de l'autre, des activités communautaires, écologiques et sociales. Il y a une fluidité et les membres naviguent d'un espace ou d'un projet à l'autre, combinant différents objectifs. Cela est cohérent avec la volonté politique des membres de la communauté dont l'ensemble des pratiques et des discours tendent vers la création et la consolidation d'une interdépendance entre les individus et les projets afin d'essayer d'être une communauté résiliente.

Choisir ses dépendances

Cette volonté de créer de l'interdépendance entre les projets et avec la communauté affinitaire qui se rassemble autour de Bioma est donc au cœur des pratiques économiques de Bioma. Sans parler de la seule coopérative, pour financer leurs activités, Bioma mobilise sa communauté. Pour l'achat de la terre, à Harrington, ils et elles ont mobilisé leurs réseaux familiaux pour emprunter de l'argent plutôt que de passer par le système bancaire. Pour acheter du matériel pour aménager le terrain, le noyau dur fait aussi appel à la communauté en organisant des fins de semaine thématiques de bien-être, de musique ou d'art. Lors de ces dernières, les ami·e·s, parents et allié·e·s sont invité·e·s à participer et à faire des donations pour aider à développer les projets ¹⁶.

Nous avons été invité·e·s pour une fin de semaine de bien-être lors de laquelle de nombreux ateliers étaient offerts. Tout le monde était content de venir, d'être là et personne n'avait « le droit » de travailler, comme le répétait en rigolant Amanda. C'est pas tant qu'on ne peut pas travailler que l'idée de cette fin de semaine est de se concentrer sur le bien-être, prendre soin de nous alors que la saison – qui a été très intense – tire à sa fin. Je n'ai jamais été à un weekend avec autant d'activités de bien-être : du yoga et de la méditation animés par Eva, de la balade méditative en forêt animée par Rachel, de l'improvisation musicale animée par Renée, des séances de massage (thaï et suédois) offertes par Renée et par Brenda, du hatha yoga animé par Catherine, de l'acu-pression par Fred, de l'écriture créative par Mimi ; j'ai même co-animé un atelier d'acro-yoga avec Amanda. Ce ne sont que des proches qui offrent les ateliers et personne n'est payée. C'est avec plaisir qu'on offre ce temps et ces connaissances à la communauté. Par contre, pour marquer le coup, Amanda et Fred ont préparé des petits cadeaux faits maison pour les animateurs et animatrices : des tisanes et des pommades. Comme c'était écrit sur l'événement Facebook, tou-te-s les participant·e·s sont invité·e·s à donner de l'argent pour la terre :

L'objectif est que cette fin de semaine soit accessible à tous et toutes, mais vise à lever des fonds pour développer ce projet de permaculture. En ce sens, une contribution volontaire de 30\$ pour la participation aux ateliers du week-end sans les repas, et de

16. De telles activités thématiques permettent au noyau dur de récolter, selon les années et les événements, entre 200 et 800 dollars qui sont exclusivement alloués au développement du terrain à Harrington.

45\$ pour la participation aux ateliers et trois repas végétariens est suggérée. Si vous n'êtes pas en mesure de verser cette contribution, vous êtes tout de même bienvenu.e !

Personne n'est exclu de la fin de semaine s'il ou elle n'a pas d'argent. Mais c'est tout de même une manière de récolter des fonds pour développer le terrain. Au début de la fin de semaine, Amanda et Rachel ont présenté à la fois les recettes de la dernière fin de semaine thématique (en mai dernier) et la manière dont cet argent a été dépensé pendant l'été. Ces fonds avaient servi à acheter tout le matériel nécessaire à la construction d'une grande clôture anti-chevreuil pour protéger les jardins forestiers.

Extrait de carnet de terrain, septembre 2016

C'est là l'une des caractéristiques de l'interdépendance que recherchent les membres de Bioma : choisir ses dépendances plutôt que de les subir, se lier avec et être redevable envers des allié·e·s, des ami·e·s et de la famille plutôt qu'envers des institutions financières. C'est une manière de créer un modèle économique à plus petite échelle, plus éthique, plus circulaire.

Ces pratiques complexifient les relations économiques en explicitant que celles-ci ne sont jamais uniquement d'ordre économique mais qu'elles se superposent à des relations sociales affinitaires. De plus, ces relations économiques dépassent les biens matériels et quantifiables et créent des réciprocity négociées et éthiques qui ne passent pas par l'argent. Cet agencement de types d'échanges et de relations solidifie la communauté et l'interdépendance qui y est construite :

Et d'une certaine manière, à chaque fois que j'ai fait un don en offrant un spectacle ou un atelier ou une performance, uhm, il y a toujours une forme de réciprocity à travers comme des légumes ou genre de la nourriture en échange. Pour moi c'est différentes économies du don, un genre d'économie où tu ne dépends pas de papiers ou d'argent pour faire ces échanges. Et bien sûr certaines personnes ont *besoin* d'argent. Mais je pense que j'ai ce qu'il me faut. (...) Donc c'est un genre de système de *potlatch*, une économie du don qui est en jeu parce qu'on commence à comprendre et à reconnaître des notions de générosité, recevoir sans avoir forcément besoin de rendre à la même personne qui t'a donné. Et en recevant, tu deviens riche, tu deviens le dépositaire de ce don ou de l'abondance qu'il y a. À partir de cet espace d'abondance, comment est-ce que tu apprends de ce système de générosité et tu deviens capable de donner, de redonner à la communauté avec laquelle tu travailles ?

Entretien avec Abi, automne 2017

Ce sont là des pratiques économiques et sociales qui invitent les individus à se désocialiser des normes et du système capitaliste tourné vers la recherche du profit pour expérimenter et apprendre d'autres manière de concevoir ce que peuvent être l'économie et les manières de s'y engager. On le voit aussi, pour créer une telle interdépendance

qui sort et dépasse la simple économie capitaliste, les membres de Bioma essayent des pratiques qui tendent à diversifier l'économie, à diversifier ce que peut être « travailler », ce que peuvent être « échanger », « se financer » ou « être propriétaires ».

6.3.3. Diversifier

On l'a vu à plusieurs reprises, les membres de Bioma critiquent ouvertement, parfois de manière approfondie et documentée, le « système capitaliste » et les relations d'oppression qui y sont reproduites. Ils et elles sont pourtant pris-es et reproduisent dans une certaine mesure des relations économiques de type capitaliste par exemple à travers les activités « commerciales » d'aménagement de la coopérative ou en vendant certains surplus de légumes et de salades du Craterre à des restaurants ou des particuliers.

La coopérative est la partie la plus restreinte des projets de Bioma. Elle n'a pas vocation à être collectivisée et seul.e.s les membres travailleurs et travailleuses y sont véritablement engagé.e.s. En d'autres termes, la coopérative est le terrain exclusif du « noyau dur » de Bioma et c'est là que prennent place la majeure partie des activités économiques de type capitaliste – même si, comme on l'a vu plus haut, cette affirmation est à nuancer par le fait que les pratiques économiques qui ont lieu au sein de la coopérative ne sont pas *exclusivement* de type capitaliste.

Les autres projets de Bioma sont davantage tournés vers des pratiques non capitalistes et ce sont sur ces pratiques-là que Bioma veut « mettre le plus d'énergie » :

Mais tu sais, le gros de mon énergie va dans les jardins à la terre plutôt qu'ici [à Montréal]. Pour moi, c'est plus soutenable, c'est un usage plus soutenable de mon énergie. (...) C'est plus permanent (...) et en même temps on est content de mettre des heures à la terre. Développer cet espace qui est tellement plus important. (...) C'est pour ça qu'on fait la terre, c'est notre petit écureuil, il n'y a rien qui s'en va. Plutôt que de mettre de l'argent de côté, on met du travail de côté, du jardin de côté, du humus dans le sol, tu sais? C'est ça l'idée de la terre. (...) Donc oui, comme j'ai dit, okay on gagne pas beaucoup mais j'imagine que si on pouvait d'une manière ou d'une autre amener un économiste là-haut et calculer tout l'investissement qu'on fait dans la Terre, avec la coop, tu sais, on pourrait dire que ça fait une grande part de nos revenus!

Entretien avec John, été 2017

La terre est conçue *et travaillée* comme une sorte d'épargne non monétaire, non bancaire. La coopérative et ses activités commerciales ne servent qu'à vivre au jour le jour, à payer des factures et, comme le dit David, à « survivre ». Mais ce sont les autres projets, qui ont eux-aussi une dimension économique, qui leur permettent de vivre, de se projeter

à plus long terme et c'est donc dans ces projets que les membres de la coopérative se projettent. Ce que cela implique est une forme de dévalorisation des revenus monétaires et des salaires qui, bien qu'étant une « nécessité » pour vivre dans la société et avoir accès à certaines choses – comme voyager par exemple –, n'est plus le seul but, ni même le premier objectif, du travail effectué par les membres de Bioma.

Cette tendance à dé-marchandiser et « dé-capitaliser » leurs pratiques économiques est plus forte et explicite dans les projets collectifs et communautaires de Bioma. Ainsi, par exemple, le modèle économique d'origine du Craterre qui essayait de trouver un équilibre entre la production de nourriture pour la communauté – les « bénévoles » et les membres du noyau dur – et la vente des produits agricoles à des restaurants et à des particuliers pour pouvoir payer un salaire à la personne coordonnant les jardins, s'est progressivement transformé au fil des saisons. Au début de l'été 2016, il y avait une division spatiale entre les jardins de production d'un côté, destinés principalement à la vente et la génération de revenus, et les jardins des bénévoles où ces derniers-ières cultivaient ce qu'ils et elles souhaitaient manger. Même si les bénévoles pouvaient aussi se servir dans la partie productive du jardin, il existait cette division spatiale renforcée par la manière de nommer et d'organiser ces deux espaces. Rachel et Fred coordonnaient intégralement les jardins productifs, organisant l'espace et les cultures lorsque les jardins des bénévoles étaient autogérés par l'ensemble du collectif. Durant l'été, et notamment devant l'abondance des récoltes, cette distinction a commencé à s'effacer. Les membres du noyau dur invitaient régulièrement – et avec insistance – les « personnes impliquées » à se servir dans les jardins productifs pour subvenir à leurs besoins. Dès le début de la saison suivante, Fred et les autres membres du noyau dur, se sont efforcé-e-s à effacer cette distinction entre les jardins, amenant peu à peu un modèle où les bénévoles deviennent davantage des « personnes impliquées » qui partagent toutes ensembles les récoltes et où seuls les surplus sont donnés ou vendus :

Les discussions qu'on a depuis un an, c'est encore plus de plus en plus ça, t'sais ? De plus en plus genre on veut pas se mettre de stress. Puis ça c'est parce que Fred notamment il est chanceux de pas avoir à se stresser financièrement, t'sais ?(...) Puis lui il nous rappelle tout le temps que la dernière chose qu'il veut c'est stresser financièrement puis sentir de la pression qu'il doit vendre beaucoup de légumes parce que ça il s'en fout, t'sais ? Lui il aime ça inviter du monde, faire visiter les jardins, avoir les mains dans la terre avec des bénévoles... Fait que moi je sens que le projet s'oriente de plus en plus pour être un jardin collectif puis un espace collectif, potentiellement pour l'été prochain, faut qu'on en parle encore ensemble.

Puis idéalement faire un *potluck* des bénévoles pour voir qui a le goût de faire quoi l'année prochaine puis tout mais... De moins en moins on se stresse avec la vente. Uhm... Un peu comme la coop t'sais ? Je trouve que ça se transforme un peu selon les besoins de chacun puis les besoins de la communauté.

Entretien avec Amanda, automne 2017

Cette « dé-capitalisation » des pratiques économiques amène une forme de diversification et pousse chacun·e à expérimenter différentes manières de travailler et d'échanger. Les membres de Bioma adoptent une vision fluide de ce qu'est le travail. Les contrats que John et David prennent sont variés, impliquent différents types de travail. Ils passent constamment d'activités « commerciales » et rémunérées à des activités non-rémunérées. La question de la rémunération elle-même est finalement déconstruite et n'est plus nécessairement centrée autour du salariat car les moyens de subsistance des membres de la communauté ne dépendent pas uniquement de revenus monétaires. Les échanges aussi sont transformés. Ils ne reposent plus nécessairement sur de l'argent car les membres de Bioma offrent plusieurs options. Ainsi par exemple, John et David ont trouvé un accord avec une amie et ancienne collègue qui leur fait leur comptabilité et développe des outils pour qu'ils puissent faire un suivi facile de leurs heures travaillées en échange de quoi ils s'occupent de son jardin à chaque saison.

Lorsqu'il y a des marchés aux Craterre, les surplus de la récolte sont vendus à prix variable. Fred propose une échelle de prix et les client·e·s choisissent leur prix en fonction de leurs revenus ou ressources, à leur discrétion. Ce qui devient important est la question de la réciprocité dans l'échange qui fait entrer le modèle économique de Bioma dans une « économie de générosité » pour reprendre les termes utilisés par Abi en entretien. Cette diversification des pratiques économiques implique des expérimentations, des ajustements constants pour savoir « ce qui fonctionne » : est-ce que l'échelle de prix est appropriée ? Est-ce que les termes de l'échange sont justes ?

En sortant d'un système de valeur unique et aisément quantifiable (car monétarisé et marchandisé), les normes et les valeurs sont réévaluées sur des bases (inter-)subjectives, fondées sur la générosité et le don mais aussi sur la réciprocité et la prise en compte de la différence de chacun·e dans leurs privilèges et leurs ressources. Ce qui est recherché en premier n'est plus un revenu ni un profit mais la création de liens et de relations sociales plus profondes, moins marquées par le seul échange marchand. La majeure partie des

activités de Bioma participe à la construction de la communauté, à son développement, son renforcement, sa résilience et son interdépendance.

Les relations à l'entreprise aussi sont transformées. La coopérative ne cherche pas sa propre reproduction ni l'accumulation de profits pour les « propriétaires ». Elle sert à créer de l'emploi et des revenus salariés, mais elle est aussi, et surtout, mise au service des autres projets de Bioma. D'une institution auto-reproductive qu'est une entreprise, Bioma en a fait un véhicule au service d'autres projets et ne trouve sa raison d'être que dans ces derniers. Cela permet au noyau dur de Bioma d'avoir une grande souplesse dans leurs activités et leur manière de s'organiser.

C'est la même chose pour le statut de la terre à Harrington. Légalement elle appartient aux quatre membres fondateurs-trices, Amanda, Rachel, John et David qui en sont les co-propriétaires. Cela implique, comme je l'ai déjà mentionné, qu'ils et elles sont responsables de ce qui se passe sur le terrain et qu'ils et elles héritent d'une position dominante – et difficilement remise en cause – au sein de la communauté qui se rassemble sur ce terrain. Mais, pour David, « tout ça » ce n'est « que sur le papier », « tout ça » ce n'est que la partie légale qui leur est imposée. Derrière, les membres de Bioma bricolent des arrangements et essayent – même si, comme je l'ai abordé dans le chapitre cinq, ils et elles n'y arrivent pas forcément – de collectiviser les projets, de dépasser ces formes imposées de propriété, d'entreprise, de travail, d'échange et de financement.

Comme c'est le cas dans l'interface du Craterre où les membres de Bioma mettent en œuvre des stratégies informelles pour pouvoir ouvrir un espace de collaboration avec l'Université de Montréal et mener à bien leurs projets, on retrouve ici deux ordres de valeurs et de normes qui coexistent et interagissent. D'un côté, on trouve l'ordre légal, institutionnel et conventionnel, dominé par le capitalisme et la bureaucratie étatique et de l'autre un ordre plus fluide, malléable et flou qui est co-créé par les membres en fonction de leurs interactions et projets. La coexistence de ces deux ordres ne va pas sans heurt ni sans difficulté. Les exigences et contraintes légales et institutionnelles pèsent sur les membres et les empêchent en partie de mener à bien leurs aspirations démocratiques de collectivisation des projets. Ils et elles sont constamment pris-es entre ces deux ordres et cela crée une forme de dissonance pour les membres de la communauté :

Ça reste nouveau, tsé, genre, si j'y pense quand même. Moi, à l'échelle de ma vie, je pense ça a été présent toujours, mais c'est quand même nouveau comme... dans ces milieux-là,

ça fait que... Est-ce que je suis encore trop dans la bulle, pis un jour, elle va péter, je vais me rendre compte que, finalement, je me suis... Je voulais pas voir un certain nombre de choses? (...) Je me sens bloquée dans ma vie, parce qu'on est quand même... quand même en contradiction pas mal avec la société réelle, on va dire, majoritaire. Et j'arrive comme pas à trouver comment je fais le lien entre les deux pour l'instant. Je peux pas vivre en-dehors de la société actuelle, pis notre communauté est pas assez... je sais pas. Je sais pas si c'est « organisée » ou moi, que j'arrive pas à faire complètement mon deuil de... Je sais pas. (...) Ouais, il y a encore un mur, pis vraiment clairement une contradiction, une opposition. J'arrive pas à réunir les deux mondes encore. Donc, je suis dans ce challenge-là : je vais à l'encontre de l'éducation que j'ai reçue, de la culture dans laquelle j'ai grandi, et je pense que, c'est ça, j'ai pas réussi encore à lier les deux mondes, tsé. Mais, effectivement, je pense pas qu'il faille les... qu'il faille les séparer complètement.

Entretien avec Anne, été 2017

Ces expérimentations connaissent des succès et des échecs et les membres de Bioma apprennent et réorientent leur action. Au moment d'écrire cette thèse, pendant l'été 2019, des transformations en profondeur prenaient place au sein du collectif. La coopérative va être dissoute, les jardins vont changer de statut et une structure autogérée est en train d'être expérimentée. La terre à Harrington n'est détenue officiellement plus que par trois personnes qui ont créé un collectif plus formel d'ami·e·s proches pour participer à la co-gestion de l'espace, à sa collectivisation, dans une optique d'ouvrir le terrain à d'éventuel·le·s nouveaux ou nouvelles propriétaires. L'expérimentation n'est pas finie, les membres continuent à apprendre, à réfléchir et à réorienter leurs pratiques et projets en fonction des rétroactions que les autres membres apportent, de leurs propres réflexions ou des ruptures d'affinités qu'ils et elles vivent.

*

* *

Bioma est un collectif qui met en place des stratégies afin d'éviter le repli sur soi et la « marginalisation » qui s'ensuit. Ce sont là différentes stratégies d'existence au monde qui mettent à jour les ambivalences et les tensions importantes que vivent les membres du collectif dans leurs rapports aux institutions. L'action de Bioma est contrainte, limitée et en partie façonnée par les normes, pratiques et régulations externes, construites et imposées par son « environnement » social, culturel et politique (Melucci 1996, 323). Les membres de Bioma remettent en cause ces normes et ces contraintes mais doivent en même temps composer avec pour essayer de les dépasser. Les stratégies que le collectif met en place pour s'engager dans cet environnement normé sont marquées par l'informel

(Offerlé et Le Gall 2012). En effet, Bioma ne reprend pas telles quelles ces normes et contraintes imposées. Elle compose avec en tentant de les subvertir, de les dévoyer et de se les réapproprier en construisant des espaces de relative autonomie – *au sein* de et *en lien* avec son environnement structurel – dans lesquels le collectif projette ses propres normes et valeurs (Hamel 2008 ; Melucci 1996). Ces stratégies s'appuient largement sur la double éthique du *faire* et de l'affinité au fondement des pratiques alternatives de Bioma.

Ces stratégies participent à l'ambition de changement social qui anime Bioma. Pour le dire différemment, afin d'éviter le repli sur soi et les dynamiques auto-instituantes menant à des formes d'autarcie, Bioma cherche à « exister » socialement en s'engageant dans son « environnement » tout en participant à une certaine transformation de celui-ci. C'est là une tension qui caractérise la perspective de changement social par transition qui vise à transformer progressivement, par la pratique et les interactions alternatives, les manières dominantes de faire et de vivre. En d'autres termes, c'est en vivant et en composant avec ce rapport ambivalent aux normes et institutions dominantes – remise en cause *et* engagement vis-à-vis de celles-ci – que les membres de Bioma parviennent à créer des stratégies et des manières d'agir et d'exister qui participent à une forme de transition.

Dans ce chapitre, j'ai analysé trois stratégies différentes qu'adoptent les membres de Bioma afin de s'engager hors de leur groupe. Tout d'abord, j'ai montré comment Bioma tend à privilégier les relations affinitaires informelles au sein du milieu de l'agriculture urbaine à Montréal en évitant de s'engager dans des processus plus formels d'organisation de ce milieu. Grâce à leurs jardins du Craterre, Bioma a acquis une certaine renommée dans le milieu où ses manières de faire, de s'organiser et ses valeurs deviennent visibles et peuvent se diffuser. Cette stratégie est à la fois le résultat de la projection des éthiques internes de Bioma – ils et elles agissent hors du groupe comme ils et elles agissent à l'intérieur de celui-ci – mais aussi le résultat de tentatives échouées de participer à des regroupements locaux plus formels.

La condition d'existence du Craterre, qui leur permet de « rayonner » au sein du milieu de l'agriculture urbaine, dépend de l'engagement de Bioma au sein d'une interface – le Campus Mil – dans laquelle les membres du collectif doivent composer avec des normes bureaucratiques extérieures et créer un espace de négociation avec l'Université de Montréal. Au sein de cet interface, les stratégies d'engagements sont multiples et dépendent

tout autant des différents membres de Bioma qui s'engagent dans les interactions – de leur biographie, de leurs priorités – que de l'évolution des interactions elles-mêmes et de la manière dont les membres de Bioma conçoivent cette interface. En adoptant une stratégie de revendications sur un mode conflictuel – même si de basse intensité –, Bioma a activement démocratisé cette interface, la rendant davantage horizontale et collaborative. Une autre stratégie a consisté en une personnalisation de l'interface : ce n'est pas avec l'Université que Bioma négocie et travaille mais bien avec les membres du bureau de projet qui gèrent directement cet espace. À travers leur engagement dans le Campus Mil, les membres de Bioma participent à une transformation de la subjectivité des autres « partenaires » de l'interface, les amenant à adopter, au moins en partie, les pratiques, valeurs et visions que Bioma promeut. L'interface n'est pas seulement un endroit de négociation mais devient aussi un espace de transferts et d'échanges au sein duquel Bioma peut directement diffuser ses pratiques et discours alternatifs.

Enfin, les membres de Bioma, notamment les membres du noyau dur, mettent en place tout un ensemble de stratégies pour pouvoir exister en tant que collectif à la fois légalement et économiquement. C'est cette existence qui leur permet de mener des projets et de s'engager dans des interfaces comme celle du Campus Mil où ils et elles négocient avec l'Université de Montréal. Pour exister légalement et économiquement, Bioma utilise, se réapproprie et tente de subvertir les normes dominantes existantes. C'est là une stratégie expérimentale faite de bricolages qui participe à une diversification économique qui ouvre le champ de *ce qu'est* l'économie. Ces pratiques de réappropriation et de bricolage participent à la définition de Bioma comme alternative : « les alternatives reposent ainsi sur la capacité à cultiver et développer des subjectivités autres que celles d'employés, de patron, de consommateur, de propriétaire ou d'investisseur (Gibson-Graham, Cameron et Healy 2013) dans un processus de « resubjectivation » qui passe par la transformation des désirs »¹⁷ (Zanoni et al. 2017, 580).

En adoptant différentes stratégies d'existence, pour sortir de l'entre-soi et s'engager vis-à-vis d'institutions, d'organisations ou de normes qui sont extérieures au collectif, les militant.e.s de Bioma vivent une ambivalence, une forme de dissonance dans laquelle

17. « *Alternatives therefore rest on the the ability to cultivate and develop subjectivities other than employees, business owner, consumer, property owner, and investor (cf. J.K. Gibson-Graham et al 2013) in a process of « resubjectivation » through the transformation of desires ».*

ils et elles sont pris·es entre plusieurs ordres de réalité distincts : entre l'alternatif qu'ils et elles expérimentent et vivent au quotidien et les normes et contraintes extérieures qu'ils et elles subissent. Cette ambivalence, ainsi que les pratiques que Bioma expérimentent, se traduisent dans l'espace au sein duquel le collectif finit par construire un « monde ». Pour reprendre les termes d'Arturo Escobar (2018), l'alternatif entre dans une forme de lutte ontologique. Ce « monde » – toujours encore partiel et incomplet – est fait de pratiques diverses et expérimentales et se déploie et est contenu dans un espace géographique qui le co-construit en même temps. C'est là une interface – spatiale – importante de ce qu'est l'alternatif.

Chapitre 7

Occuper l'espace, créer un territoire

L'objectif central de l'alternatif est de « faire autrement » : expérimenter et explorer les manières d'entrer en relation, articuler différentes formes d'engagement, diversifier les pratiques économiques, se distancier des institutions dominantes et de leurs discours et pratiques tout en essayant de se réappropriier certains outils, certaines pratiques et régulations issues de ces mêmes institutions. Tout cela est ancré dans des discours et représentations critiques de la « société dominante », alimentant une volonté préfigurative de « faire autrement ». On peut comprendre ces actions comme autant de manières différentes de « faire monde », de s'efforcer à construire des mondes différents où les rationalités normalement dominantes sont relativisées et remises en question, où les militant-e-s luttent contre des dominations en expérimentant des manières plus horizontales et réflexives de s'organiser. Ces pratiques et actions ne sont pas désincarnées ni déterritorialisées. Bioma est un collectif qui est intimement lié à des espaces spécifiques dans lesquels il s'inscrit irréductiblement. Cette dimension spatiale est intrinsèque à l'action de Bioma. En disant que l'alternative est une tentative de « faire monde », il faut comprendre cela de la manière la plus complète possible, incluant un ancrage dans l'espace.

Le renouveau des études portant sur les mouvements écologistes et notamment sur la thématique – centrale dans le « nouvel environnementalisme » – du « localisme » (Staggenborg et Ogrodnik 2015 ; Rootes 1999) remet au goût du jour, avec une force renouvelée, la dimension spatiale des mouvements sociaux. La prise en compte de cette dimension invite à analyser des facettes parfois ignorées des actions collectives. Les interactions qui existent entre une action collective et son environnement sont multiples. L'« écologie » dans laquelle se déploie l'action collective a des impacts importants sur la forme de

celle-ci et les dynamiques de mobilisation qui y prennent place (Zhao 1998). Étudier ces contraintes permet de mieux cerner les formes et frontières d'une action collective. Mais l'interaction est dans les deux sens et le mouvement social est lui-aussi producteur d'espace, autant en termes d'échelles (Dufour et Goyer 2009 ; Masson 2009) qu'en termes de géographies autonomes spécifiques (Chatterton 2010 ; Pickerill et Chatterton 2006). Ces pratiques spatiales ainsi que l'inscription de ces actions collectives dans l'espace participent à une véritable lutte pour l'occupation, l'usage et la transformation de l'espace. L'analyse de ces pratiques spatiales et rapports à l'espace permettent de comprendre comment Bioma construit ce qu'Arturo Escobar (2018, 151) appelle un « territoire » qui participe à une « lutte ontologique » :

Le territoire en tant que concept et en tant que pratique représente bien plus qu'un support à la vie et à sa reproduction. Il est l'espace biophysique et épistémique dans lequel la vie s'*énacte* en accord avec une ontologie particulière et devient « monde ».

Dans ce chapitre, j'analyse tout d'abord comment le rapport à l'espace de Bioma s'ancre dans des stratégies et des idéaux localistes et la manière dont ces stratégies sont mises en œuvre. Cela permet d'éclairer comment Bioma se territorialise, selon quelles logiques et en relation à quelles contraintes. Je replace ensuite ces espaces dans une perspective de lutte spatiale afin d'analyser comment Bioma s'approprie ces espaces, les soustrait – en partie – aux normes et conventions dominantes pour les transformer selon une éthique écologique. Je termine enfin en explorant ce qu'est ce « monde » que Bioma crée (Conway, Osterweil et Thorburn 2018 ; Escobar 2018), la manière dont il se déploie et redéfinit, notamment, les relations entre les différent-e-s « actant-e-s », humain-e-s et non-humain-e-s, qui habitent ce « territoire ». Cette dernière partie me permettra de voir comment l'alternatif peut s'inscrire dans une forme de lutte ontologique en dialogue avec certaines perspectives décoloniales (Ali et Dayan-Herzbrun 2017).

7.1. La localisation, une stratégie militante

7.1.1. S'enraciner

Je pense que la plus grande motivation, à la base c'est que, que je sens le besoin de, de planter des racines quelque part. Parce que j'ai jamais senti que j'étais, que j'avais un, une appartenance à un lieu ou une appartenance à un espace ou une appartenance à un projet long terme, t'sais ? Avant ces projets-là. J'ai toujours que... T'sais, j'étais locataire partout. Locataire de mon appartement, locataire de mon, locataire de mon travail, heu, contractuel qui finit dans un mois, deux mois plus tard, comme que t'sais, j'ai toujours senti que j'étais de passage dans ce que je faisais. Puis dans ces projets-là, ce dont j'ai vraiment eu envie, ce qui m'a motivé, vraiment, c'est de mettre des racines, t'sais, de comme créer quelque chose qui va durer un peu plus longtemps puis qui va me créer des relations puis des relations avec un groupe qui va durer longtemps. Sur lequel je vais pouvoir compter, t'sais ? Puis qui va s'adapter, qui va se transformer, mais qui va être là pendant longtemps.

Entretien avec Rachel, hiver 2017

Les projets et les actions de Bioma s'inscrivent dans une temporalité longue qui rappelle l'éthique de la « permaculture », soutenant la nécessité de construire des « cultures permanentes » autant en termes agricoles qu'en termes « culturels », sociaux et économiques. Ce temps long des projets de Bioma cherche à rompre avec le rythme toujours rapide, court terme et précaire qui caractérise la vie urbaine des membres du collectif. Comme le dit avec éloquence Rachel en entretien : l'ensemble de sa vie est marquée par le temps court avec des contrats d'un mois ou deux, des locations d'appartements à plus ou moins court terme, comme si elle était constamment « locataire » dans sa vie. Cela se conjugue avec un collectif dont les membres sont d'origines diverses, qui voyagent beaucoup, retournent voir leurs familles et proches en Colombie ou en Nouvelle-Zélande, en Europe ou ailleurs en Amérique du Sud. Certain·e·s membres de la communauté, comme Rachel, qui n'est pas la seule dans ce cas, se décrivent comme étant déraciné·e·s, comme n'appartenant à nulle part, à nulle communauté. Ce sentiment de déracinement est à la fois associé à l'urbain, au fait de vivre en ville, et à une vision – parfois exotisante – de la ruralité plus enracinée, plus communautaire :

Je pense que, aussi, le fait de vivre en ville, des fois, tu n'as plus de sentiment d'appartenance puis d'identité. Tu te sens plus... T'sais tu connais pas tes voisins, là, puis tu finis par aimer un quartier, mettons ça fait 5 ans que je suis dans mon quartier puis j'aime bien mon quartier. T'sais ? Mais tu développes pas... tu as aucune relation de dépendance, coexistence avec tes voisins puis avec tous les commerçants du coin puis avec les projets du coin parce que tu as tellement un grand bassin de personnes à connaître, t'sais, de personnes... de projets où tu peux t'impliquer, d'organismes où tu peux t'impliquer, de travail que tu pourrais faire que c'est comme si la ville devient une toile d'araignée de possibilités énormes. Alors que c'est

genre vraiment l'fun en région de juste construire des, de la proximité avec des personnes qui sont pas loin de toi puis qui vont pas bouger, t'sais? Puis ça, c'est quelque chose que j'aimerais plus faire, de mieux connaître les projets autour puis les gens autour puis créer plus de solidarité avec eux. Mais bon ça c'est, il faut du temps.

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Sous-jacente à cette volonté d'enracinement, on retrouve une critique de la vie urbaine vue comme à la fois désincarnée et individualiste notamment à cause de la taille de la ville et de la somme des possibilités, des événements, des mouvements et des initiatives. Cette intensité de la vie urbaine augmenterait le rythme de vie des individus. La question de l'enracinement est ainsi fortement articulée à la fois à l'espace – appartenir à un *lieu* – et à la temporalité de la vie des individus. Cette temporalité d'un temps long et quotidien permet aussi de créer des histoires communes, des pratiques répétées qui renforcent ce sentiment d'appartenance, traduisant le processus d'enracinement souhaité par le collectif. Pour reprendre les termes que Frédéric Barbe (2016) utilise pour décrire le rapport à l'espace que les militant.e.s de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes construisent, le collectif de Bioma aspire à « habiter en conscience d'habiter » : s'inscrire dans un temps et un éco-système local, vivre, non « à côté » de ses voisin.e.s mais avec elles et eux (conversation informelle avec Émilie, été 2018), construire et appartenir à une « communauté ».

Cette volonté d'enracinement s'inscrit aussi dans le contexte de relative précarité des membres du collectif. Ce court terme que Rachel décrit dans la citation qui ouvre cette sous-partie produit de la précarité, des contrats courts, des logements temporaires, des individus qui tendent à n'être plus que de passage dans la ville, dans la communauté, dans leurs emplois et leurs habitations. Ce n'est pas là une précarité matérielle comme celle que de nombreuses personnes dominées et exclues vivent, mais le déracinement que les membres de Bioma disent vivre induit tout de même une sorte d'impermanence et d'instabilité. Face à celle-ci, l'enracinement dans un lieu et une communauté va avec la recherche de la résilience. Et cela est d'autant plus le cas que l'action de Bioma est pensée et racontée à l'intérieur d'un discours sur la crise écologique et sociale :

Je pense que le mot qui me vient à l'esprit, bah, c'est la résilience parce que, parce qu'avec les défis à tous les niveaux qu'on vit puis qu'on va continuer à vivre, au niveau social, politique et économique, on a besoin de se parler, on a besoin de sentir qu'y a des alternatives, on a besoin d'avoir des espaces de liberté. On a besoin de penser autrement, comme, puis ça ça va pas, ça va pas se faire tout seul si on continue chacun à vivre dans notre petite maison

avec notre ptit travail de 9 à 5, ça va pas se faire. On va vivre les catastrophes sans savoir se parler, s'organiser, trouver des solutions...

Entretien avec Amanda, hiver 2017

On retrouve là une thématique récurrente des actions de Bioma. Cette résilience qui est recherchée se fonde sur un discours critique de l'individualisme qui, selon les membres du collectif, tend à éclater les groupes sociaux en isolant les individus. Contre cet « individualisme extrême » qui recherche l'« indépendance à tout prix », pour reprendre les termes de Rachel lors d'une conversation informelle (été 2016), Bioma cultive des relations sociales d'interdépendance. Il ne faut pas voir cela comme la négation de l'individu qui devrait se dissoudre dans une communauté. La vision de Bioma est avant tout que l'individu devient véritablement autonome et souverain lorsqu'il ou elle s'inscrit dans une communauté d'interdépendance. Et c'est ce processus qui est sous-entendu dans l'enracinement qui passe par la construction d'une communauté choisie. En ce sens, l'éthique de l'affinité qui est au cœur des actions de Bioma participe pleinement à cette dynamique d'enracinement.

Une dernière dimension de l'enracinement est directement liée au côté spatial de ce processus et renvoie à l'inscription de Bioma dans le mouvement environnemental. S'enraciner c'est aussi construire un rapport particulier avec l'environnement dans lequel on choisit de vivre. Au quotidien, tou-te-s les membres de Bioma témoignent de ce plaisir, parfois décrit comme un besoin, que représente le fait de pouvoir « mettre les mains dans la terre », toucher des plantes, se nourrir de ce que l'on fait pousser collectivement à côté de son lieu de vie. C'est principalement autour de cette « connexion avec la terre » que se tissent les liens qui réunissent la communauté et que le sentiment d'appartenance se construit au-delà des enjeux sociaux et politiques qui fondent le militantisme de Bioma :

Ce qui nous rassemble, c'est peut-être pas tant les idées alternatives, ou quoi, ou une lutte concrète, mais, à la base, c'est déjà juste le jardin, d'être connecté à la terre qui est comme... un peu plus large qu'un enjeu politique ou social.

Entretien avec Anne, été 2017

On retrouve ici l'une des caractéristiques centrales du mouvement environnemental et, plus précisément, du « nouvel environnementalisme », ces « démarches menées par les groupes *grassroots* pour créer des modèles locaux de développement soutenable »¹

1. « *One of the fastest-growing segments of this movement [labeled « new environmentalism »] consists of grass-roots efforts to create local models of sustainable development ».*

(Staggenborg et Ogradnik 2015, 723). Cette volonté d'enracinement se traduit en effet par une localisation des activités, pratiques et discours de Bioma. La stratégie militante de la localisation cristallise plusieurs exigences. En plus de s'inscrire dans le processus d'enracinement souhaité par les membres de Bioma, c'est une stratégie écologiste pour réduire l'empreinte carbone au quotidien du collectif. Cette stratégie s'inscrit en même temps dans un processus de construction d'échelles d'action (Dufour et Goyer 2009 ; Masson 2009). En localisant leurs pratiques et activités, les membres de Bioma se réapproprient l'échelle locale d'action et la construisent comme une des seules – sinon *la* seule – échelles légitimes et accessibles :

Mais t'sais, je pense qu'à l'échelle individuelle, c'est comme si le, le citoyen normal, là, comme toi puis moi, on a perdu le pouvoir complètement sur ce qui va se passer, en termes de crise écologique. Puis le pouvoir qu'on a comme citoyen reste, reste dans notre quotidien à l'échelle locale, vraiment puissant, t'sais ? Vraiment, est porteur. Fait que moi j'ai plus tant d'espoir de sentir que je peux influencer des politiques publiques. Mais j'ai l'espoir qu'à l'échelle locale, ce que je fais peut faire une différence puis influencer beaucoup de gens autour de moi, t'sais ?

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Dans un contexte où les membres de Bioma, y compris-es celles et ceux qui montrent le moins de défiance envers les institutions étatiques, ont le sentiment que les niveaux de décisions où des transformations sociales et politiques positives pourraient avoir lieu leur sont désormais inaccessibles, ils et elles investissent des espaces qui restent à leur portée, où l'individu et le collectif dans lequel il ou elle s'inscrit peuvent porter des actions significatives. L'enracinement prend ainsi aussi la forme d'une stratégie militante de localisation, de (ré-)appropriation – et de construction – d'une échelle d'action où leurs interventions peuvent avoir du sens et s'articuler de manière cohérente avec les valeurs, idéaux et éthiques collectives des membres de Bioma.

7.1.2. Pratiques de localisation entre campagne et ville

Les membres de Bioma aspirent à une forme d'enracinement qui se traduit dans une stratégie militante de localisation. Cette stratégie, à son tour, s'incarne dans des pratiques qui participent à la localisation et à la construction de ce « local ». Ces pratiques sont de plusieurs types. Il y a tout d'abord des pratiques matérielles, fortement liées à l'éthique écologique du groupe. Le collectif Bioma est ainsi très investi dans des pratiques de recyclage, de récupération et de transformation (*upcycling*) des déchets et du gaspillage.

C'est ainsi, par exemple, que David a construit une cabane habitable dans la forêt avec presque exclusivement des matériaux de récupération (où glanés et bûcheronnés dans la forêt) : du bois, des fenêtres, de l'isolant et même un bon nombre de vis et de clous récupérés sur les chantiers. À travers ces pratiques de recyclage, Bioma essaye à la fois de limiter le gaspillage produit par les activités économiques dominantes et d'ancrer plus complètement son action à l'échelle locale, de réduire sa dépendance directe à l'importation de marchandises et de matériaux et, donc, à l'économie pétrolière.

Un autre ensemble de pratiques de localisation, là aussi liées à l'éthique écologique, a trait aux activités agricoles et à l'insertion de Bioma dans un réseau local de nourriture (« *Local Food Network* ») (Pleyers 2017 ; Wilson 2015). Grâce au Craterre ainsi qu'à la terre à Harrington, les membres de Bioma ont accès à des espaces pour jardiner et produire de la nourriture en quantité importante. À partir de la fin du mois de juillet, les jardins du Craterre produisent en abondance, à tel point que le collectif a parfois du mal à écouler, consommer, transformer et donner tous les légumes. S'il y a peu de pertes, c'est parce que certain-e-s membres consacrent une énergie considérable pour trouver des débouchés à la récolte des jardins. Cette production alimentaire permet ainsi d'alimenter un réseau court, donc local, de production-distribution-consommation de nourriture.

Si la production de légumes est collective, le circuit combine plusieurs modalités de distribution et de consommation qui ne sont pas toutes aussi importantes les unes que les autres – elles varient en fonction de la quantité de la production écoulee. Une partie de la production est consommée par le collectif qui jardine – ou qui *a jardiné* dans le passé. Une autre partie est donnée aux organismes alliés de Parc Extension. Ainsi, la Place Commune vend à bas prix ces légumes transformés aux personnes habitant le quartier et Afrique au Féminin offre cette production aux personnes ayant accès à leur service de banque alimentaire. Une à deux fois par semaines – selon les années, les accords et les récoltes –, des membres du collectif livrent les récoltes à vélo aux restaurants du quartier environnant qui intègrent ces aliments dans leurs menus. Enfin, tous les mercredis, des « client-e-s » viennent acheter à prix flexibles des légumes – qui sont soit déjà récoltés, soit que les client-e-s récoltent directement – dans les jardins du Craterre. Le circuit alimentaire est ainsi à la fois diversifié – même si principalement tourné à la fois vers la communauté choisie et vers les échanges non-monétaires – et local mais il n'est pas fermé

au sens où Bioma n'en est qu'une partie et ne le contrôle pas complètement. D'autres organisations, collectifs et individus participent à ce processus et construisent, ensemble bien que différemment, ce « local » dans lequel ils et elles vivent.

Ces pratiques tournant autour de l'agriculture visent à localiser les rapports existant et potentiels à l'alimentation à la fois de la communauté elle-même mais aussi de différent·e·s acteurs·trices aux alentours. Cette localisation n'est ni complète, ni « irrécusable ». La production de nourriture elle-même n'est pas exclusivement locale. En effet, les cultures du Craterre ne peuvent être faites en pleine terre car, au moment de drainer le terrain, l'Université de Montréal a remblayé l'espace avec de l'argile compactée. Pour construire les lits de culture dans lesquels les légumes poussent, Bioma utilise de la terre et du compost que l'Université fournit. Or ces matières premières ne viennent pas de Montréal mais de Drummondville à une centaine de kilomètres de la ville. Ainsi, bien que Bioma s'efforce d'adopter des pratiques très locales en s'inscrivant dans un réseau de production-consommation se déployant sur quelques kilomètres seulement, cette stratégie de localisation est limitée par les conditions matérielles de la production agricole qui dépend d'intrants venant non plus de l'espace local mais de l'espace régional autour de Montréal.

Malgré les limites que je viens d'évoquer, le Craterre est l'espace animé par Bioma qui est le plus fortement localisé, qui s'inscrit dans la géographie la plus réduite. Mais on ne peut pas comprendre les projets de Bioma de manière indépendante et isolée. L'espace de Bioma inclut le Craterre mais ne s'y limite pas. Il y a une continuité des outils, matériaux et plantes sur l'ensemble de l'espace de Bioma. Certaines plantes de la forêt de Harrington sont transplantées au Craterre et/ou vendus dans les activités commerciales de la coopérative. Certains semis qui sont faits au Craterre se retrouvent ensuite dans le jardins forestier de Harrington. Des plantes récupérées lors de contrats peuvent être installées à l'Espace X, à Harrington ou au Craterre. D'un point de vue agricole et horticole, l'espace de Bioma s'étend sur trois lieux principaux – la terre à Harrington, le Craterre et l'Espace X – ainsi que dans une myriade d'espaces plus ou moins éphémères mais qui gardent la trace de l'intervention de Bioma.

Il y a aussi une continuité en termes de collectif et de travail. Tout d'abord, le noyau dur de Bioma est à la fois à l'origine et le moteur de chacun des lieux formant l'espace

de Bioma dont l'interdépendance a été pensée dès le début. Le collectif qui se rassemble autour du noyau dur passe aussi d'un espace à l'autre et chaque espace joue un rôle spécifique dans la constitution de cette communauté.

L'Espace X est le premier lieu qui a été investi et construit par le noyau dur et c'est là, autour de pratiques agricoles, sociales et technologiques expérimentales, que s'est constitué originellement le collectif. Le Craterre a permis d'ouvrir ce premier collectif à d'autres personnes, parfois des proches, parfois des ami·e·s d'ami·e·s, parfois des inconnu·e·s, à rencontrer et à s'investir dans Bioma. En jardinant ensemble plusieurs fois par semaine et en cultivant une nourriture qu'ils et elles mangent au quotidien, ces personnes participent et s'engagent dans un projet commun, apprennent à se connaître et commencent à faire collectif.

La terre à Harrington a été une première formalisation du noyau dur et de leur rapport à un espace dans un temps long. C'est aussi autour de cet espace que les liens constituant la communauté se sont approfondis dans la quotidienneté des interactions. En allant à la terre, même seulement de temps en temps, les individus présents passent la journée et la nuit ensemble et remplissent des tâches ordinaires et essentielles pour le collectif comme la cuisine, la vaisselle, la récolte de nourriture ou encore nettoyer les espaces. Quand bien même le collectif ne se retrouve à la terre à Harrington que pour un temps court, l'intensité des interactions, tant ordinaires et prosaïques que singulières ou ritualisées, amène les membres de Bioma à se rapprocher, à mieux se connaître et à tisser une forte solidarité. Ce ne sont plus seulement des ami·e·s qui jardinent, organisent des ateliers ou projettent de temps à autres des films ensemble mais des proches qui tissent des liens affinitaires forts bien que particuliers, ancrés dans un lieu pour lequel ils et elles sentent une forme d'appartenance. En résumé, on peut dire que l'Espace X est la première ouverture de Bioma à un collectif; le Craterre est une porte d'entrée dans le collectif, là où on recrute de nouvelles personnes et où le groupe grandit; et la terre à Harrington est là où les liens affinitaires sont approfondis et où la « communauté » prend réellement forme.

La stratégie de localisation adoptée par Bioma n'amène pas à la constitution de localités insulaires, finies et totales. Ces sont des espaces qui sont imbriqués dans d'autres collectifs, dans d'autres géographies. Les différents lieux construits et animés par Bioma

sont eux aussi interreliés et interdépendants et forment un espace spécifique, une géographie à part entière. C'est cet espace, ce « territoire » que les membres du collectif « *habitent* » au sens que Anna Bednik (2018, 185) donne à ce terme en s'inspirant de l'expérience de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : « habiter, c'est résister à la déterritorialisation qui réduit les territoires à des fonctions économiques ». Comme on le verra, le « territoire » de Bioma a des effets conséquents sur la forme de la communauté ainsi que sur les activités et actions de Bioma. Mais avant de considérer ces effets de la spatialisation locale, je souhaite explorer les limites de la stratégie de localisation ainsi que l'ouverture, ambivalente, des membres de Bioma à d'autres géographies.

7.1.3. Transnationalisations et limites de la localisation

Si la localisation est une stratégie centrale de Bioma qui s'inscrit complètement dans les valeurs écologistes et autonomistes du collectif, elle connaît néanmoins certaines limites à la fois dans les discours et dans les pratiques de ses membres. Le territoire de Bioma s'étend sur différents sites physiques qui sont assez éloignés les uns des autres : les membres du collectifs habitent et vivent toutes et tous au quotidien dans un rayon de 5 kilomètres autour du Craterre et de l'Espace X mais la terre à Harrington est située à environ 120 kilomètres de Montréal et n'est donc accessible qu'en voiture. La stratégie de localisation est intimement liée aux volontés d'autonomie et d'auto-suffisance de Bioma qui se traduisent par la tentative de construire des interdépendances, c'est-à-dire choisir les types de dépendances qu'ils et elles entretiennent. Dans cette optique, ils et elles souhaitent réduire leur dépendance à l'économie capitaliste dominante et à ses modes de domination ainsi qu'à sa dépendance aux hydrocarbures. Malgré cela, le collectif reste en partie pris et imbriqué dans celle-ci, dépendant pour ses activités à la fois de voitures, pour naviguer entre les différents espaces de leur territoire, et de ressources – comme la terre et le compost au Craterre, par exemple – qui doivent être transportées.

Au-delà de ces contraintes pratiques, la stratégie de localisation – couplée au processus de prise d'indépendance vis-à-vis du « système dominant » – est aussi limitée narrativement dans le discours des membres de Bioma. Si tou·te·s les membres sont attaché·e·s à cette stratégie, ils et elles ne le sont pas tou·te·s dans la même mesure ni de la même façon.

Rachel est très attachée à cet enracinement. Après avoir voyagé pendant de nombreuses années, dès la fin de son adolescence, elle ne souhaite plus « voyager juste pour voyager ». Pour repartir « ailleurs », consommer du pétrole pour y aller, il faut que cela « fasse du sens » par exemple en allant s’investir et aider un projet d’ami·e·s. Elle préfère « mettre son énergie » à « s’enraciner » au Québec, dans les projets et dans le milieu auquel elle a fini par appartenir plutôt que de continuer à voyager et vivre pour des périodes de courtes durées – quelques mois – dans différents endroits. Elle voit ce mode de vie, qui a été le sien pendant plusieurs années, comme étant un obstacle à sa volonté d’enracinement. Si elle voyage, c’est pour aller voir ses ami·e·s et les aider dans leurs propres projets locaux et radicaux.

D’autres sont plus ouvertement attaché·e·s à maintenir un mode de vie semi-nomade où Montréal et les projets dans lesquels ils et elles sont impliqué·e·s constituent leur « base arrière ». Pour Fred, par exemple, cela lui semble nécessaire pour « continuer à grandir, s’ouvrir l’esprit et [se] connecter avec d’autres cultures et d’autres manières de faire, continuer à apprendre, dans le fond » (entretien avec Fred dans les jardins du Craterre, été 2016). Pour lui, l’enracinement peut se faire dans plusieurs endroits et n’a pas besoin de se cantonner à un seul territoire. Dans sa vision, le jardinage est une manière de construire des liens avec des communautés locales, notamment avec celles et ceux qui « pensent différemment » et de planter ainsi des racines dans différents lieux. C’est d’ailleurs ainsi qu’il en est venu à intégrer le collectif de Bioma :

Qu’est-ce qu’on recherche quand on voyage ? Qu’est-ce qu’on fait quand on voyage dans d’autres communautés ? Ce qui est devenu une base, pour moi, c’est tout simplement les jardins. Euh peu importe où tu vas, il y a des gens qui font ça [des jardins] et d’habitude ce sont des gens formidables. Donc c’est une super manière de se connecter à la communauté, à la source de la nourriture de la communauté, se connecter aux gens qui pensent différemment à l’intérieur de leur communauté, qui sont souvent une minorité dans leur communauté. Et c’est là que je suis confortable parce que c’est là qu’est mon intérêt.

Entretien avec Fred, automne 2017

Pour d’autres membres du collectif, notamment celles et ceux dont la biographie est marquée par l’immigration au Canada, la question de l’enracinement prend une autre signification. Bien qu’habitant au Canada depuis plus de quinze ans, David se sent toujours fortement attaché à son pays d’origine :

Je connais l'histoire, j'ai déjà habité, je l'ai souffert, je l'ai regardé souffrir pendant des ans, je connais et cette fragilité de vie, c'est le contexte et la dynamique de avec qui on habite là-bas.

Entretien avec David, automne 2016

En immigrant au Canada et en s'installant à Montréal, David s'est beaucoup investi dans des projets locaux : le jardinage et la construction d'une communauté et d'un espace auquel il appartient désormais. Sa « maison » est désormais à Montréal mais elle est aussi dans son pays d'origine où il continue à aller, à travailler avec ses proches et ses ami-e-s là-bas, à organiser des festivals. Sa vie est à cheval entre les deux et, pendant toutes les années de mon terrain d'étude, il suivait les saisons : l'été, il travaille dans les projets de Bioma, jardine au Craterre et développe le projet de la terre à Harrington et l'hiver il part dans son pays d'origine, aider les projets alternatifs de sa famille, visiter les différentes régions de ce pays. C'est une forme de nomadisme où David cultive deux espaces d'enracinement et d'appartenance. On retrouve ici l'un des rêves évoqués notamment par John, lui aussi immigrant au Canada, qui est de pouvoir s'investir dans de multiples lieux à travers le monde, d'appartenir à une forme de communauté transnationale multi-localisée.

Ce rêve, qui prend corps au fil des ans et des engagements de chacun-e dans des projets locaux à travers le monde, n'est pas vu comme étant fondamentalement contraire à la stratégie de localisation. L'idée sous-jacente est de multiplier des localités qui ne soient pas identiques mais qui participent néanmoins du même mouvement, des mêmes valeurs et intentions. C'est là ce qu'on pourrait appeler une « transnationalisation analogique » de l'alternatif : sortir de la seule localité et s'ouvrir et tisser, notamment à travers des relations affinitaires, des liens avec d'autres endroits tout aussi locaux et enracinés. Cela ne suppose pas forcément de dupliquer le même modèle ni la même organisation. Chaque lieu est autonome, réellement local même si intégré dans ce que Jenny Pickerill et Paul Chatterton (2006) appellent des « géographies autonomes », c'est-à-dire des espaces qui sortent du contrôle social et politique exclusif de l'État et du marché. Ces espaces ne sont pas formellement articulés en cela qu'ils n'appartiennent pas à une même organisation ni à un même mouvement formel. C'est en ce sens que c'est une transnationalisation *analogique*. Il y a une accumulation de lieux qui sont autant de bases et de « racines »

pour des individus qui naviguent de l'un à l'autre selon leurs affinités, attachements et sentiments d'appartenance.

Cette stratégie de transnationalisation analogique permet à la fois de surmonter les dangers d'autarcie et d'isolement qui sont en germe dans le projet de localisation et de répondre en même temps aux aspirations nomades et d'enracinements multiples qui sont profondément inscrites dans la biographie de certain-e-s membres de Bioma. C'est une stratégie qui est rendue possible grâce à certains privilèges que les membres de Bioma cumulent : une liberté de mouvement, des revenus suffisants pour pouvoir voyager ainsi que des contacts et réseaux affinitaires étendus. Mais elle est aussi dépendante de l'économie de marché qui permet de faire des voyages longue distance à bas prix et de ressources énergétiques qui permettent de voyager rapidement dans des endroits lointains. C'est là que l'on retrouve l'ambivalence du rapport des membres de Bioma à ces stratégies de multiple localisations. Elles permettent de répondre à leurs aspirations et besoins mais elles entrent en même temps en conflit avec leurs valeurs écologiques et d'autonomie.

Le collectif de Bioma est animé par un engagement localiste fort qui caractérise leurs démarches et leurs pratiques. Cette stratégie militante de localisation est à la fois le fruit des valeurs écologistes du collectif et d'une aspiration forte à un « enracinement », à créer un sentiment d'appartenance que ces personnes ne retrouvent pas complètement dans leurs vies urbaines et cosmopolites. La localisation n'est pas synonyme de repli isolationniste mais davantage d'une ambition d'*habiter* véritablement un « lieu » qui n'est plus seulement un logement ou un espace économique mais un « ensemble de relations et de pratiques entre le naturel et le social », reliant ensemble le corps, la maison, l'habitat, la communauté (Escobar, Rocheleau et Kothari 2002, 28). Ces lieux sont intégrés dans un processus de transnationalisation au sein duquel ils maintiennent leur identité et leur singularité, leur « différence locale », que les militant-e-s souhaitent promouvoir et défendre.

En ce sens, cette approche de la localisation tend à s'inscrire dans des géographies plus larges et « relationnelles » (Mason et Whitehead 2012) sans pour autant reproduire un modèle unique et décontextualisé devant s'appliquer à d'autres « localités ». Cette « transnationalisation analogique », dont la forme n'est ici qu'esquissée et qui mériteraient de plus amples recherches, explore ainsi des formes alternatives de relations entre

le local et le global – relations au cœur du mouvement environnemental (Rootes 1999) – et cherche des solutions à l'enjeu de créer des solidarités transnationales tout en approfondissant le processus de localisation, c'est-à-dire de construction de « lieux » au sens développé par Arturo Escobar et de ses collègues² (2002).

7.2. Bioma dans l'espace : lutte et occupation

7.2.1. Ce que l'espace fait à Bioma

Cette stratégie militante de localisation inscrit fortement et intimement Bioma dans des espaces spécifiques dont le collectif finit par dépendre. La relation entre Bioma et son territoire est double : d'un côté Bioma construit, aménage et transforme ces espaces, de l'autre le collectif est contraint, façonné et en partie déterminée par ceux-ci.

Les espaces où se déroulent les activités de Bioma façonnent la forme et les limites de la communauté de Bioma. Le Craterre est un espace qui joue le rôle de porte d'entrée dans la communauté. C'est un espace en ville, intégré à d'autres projets où n'importe qui peut venir faire du bénévolat et s'engager. Cet espace permet à Bioma de s'ouvrir et de recruter de nouvelles personnes. C'est un espace qui reste accessible et auquel les gens peuvent revenir. Cela permet au collectif d'avoir des pratiques régulières, d'avoir une continuité inscrite dans l'espace et cela participe à la formation du groupe :

Et dans ce sens c'est super parce que c'est... ça donne une certaine forme de consistance et de continuum, ça devient quelque chose à laquelle les gens peuvent retourner. Et en pouvant revenir quelque part, tu commences à mieux connaître les gens, tu commences à te sentir faire partie d'une communauté. Et je crois que c'est là l'un des besoins les plus basiques des êtres humains : savoir que tu appartiens à quelque part.

Entretien avec Abi, automne 2017

Mais cette ouverture demeure toute relative. Le Craterre se situe dans une sorte de cul-de-sac urbain et, à de rares occasions près, ne viennent que les personnes qui connaissent déjà ces projets ou qui en ont entendu parler par des proches ou à travers des réseaux sociaux. En ce sens, il y a déjà un filtre géographique qui réduit l'accessibilité du Craterre et participe de la reproduction sociale au sein de Bioma. Malgré cela, c'est sur cet espace que sont pris de nombreux nouveaux contacts, de nouveaux engagements.

2. Les auteur.e.s, écrivant en anglais, utilisent le mot « *place* », mais il me semble que la traduction française qui conviendrait le mieux serait celle de « lieu » et non de « place », trop attaché à un élément urbain, ni « endroit » trop indéfini.

En passant par cet « espace-porte », les individus découvrent la communauté et sont souvent invités à la terre à Harrington.

La terre à Harrington ne se situe pas sur une route desservie par des transports publics. C'est un espace avec peu d'aménagements et d'installations. Les conditions de vie y sont rustiques, n'offrant que peu de confort. Cet isolement relatif ainsi que la rusticité du lieu créent là-aussi un effet de filtre. Plusieurs membres du collectif le remarquent, comme Abi qui note en entretien à quel point la distance de Harrington est un obstacle pour beaucoup de personnes qui souhaiteraient s'y engager. Ou comme Amanda qui exprime plus crûment comment la rusticité du lieu peut en rebuter plus d'un-e :

Parce qu'on a pas un, on n'a même pas l'infrastructure suffisante pour recevoir des gens qui sont pas *fucking game* de dormir dans la bouette, t'sais ?

Entretien avec Amanda, hiver 2017

Les individus qui viennent à Harrington doivent se sentir à l'aise dans ce contexte inconfortable. L'organisation particulière et inhabituelle de l'espace oblige les individus à s'entre-aider, à oser demander de l'aide ou des informations concernant le fonctionnement de l'espace. En arrivant, il faut découvrir comment cuisiner – sur le feu ou au gaz –, où planter sa tente, où aller aux toilettes, comment aider et bien d'autres choses autant pro-saïques qu'ordinaires. Demander de telles informations peut rendre certaines personnes inconfortables. C'est là aussi une forme de sélection des individus qui ont les ressources pour demander de telles informations ou de l'aide pour des situations qui peuvent être potentiellement gênantes dans un contexte ordinaire. Mais cette situation permet aussi aux individus de renforcer leurs liens et de construire et entretenir leur interdépendance. Si les espaces ont des effets de filtre sur le groupe, rendant plus difficile sa diversification – ainsi que sa collectivisation –, cela amène en même temps les individus présents à mieux se connaître, à approfondir leurs liens, à *faire communauté* .

Ces lieux où les individus retournent, dans lesquels ils et elles s'investissent, qu'ils et elles transforment, habitent et vivent, dont ils et elles se nourrissent, renforcent la solidité du collectif. La structuration interne du collectif et des relations sociales qui y ont cours rend difficile la collectivisation communautaire des projets de Bioma. C'est finalement davantage par l'ancrage spatial et le sentiment d'attachement que ces espaces procurent que les individus développent un attachement à Bioma. Si chaque espace a son identité

propre et distincte – le Craterre, la terre à Harrington, l'Espace X – ils ont tous été identifiés à Bioma et ont été investis comme tels par les membres du collectif.

En allant jardiner et bricoler dans ces espaces, les individus s'approprient l'espace. Les voir se transformer, se développer, observer comment nos actions changent ces espaces devient de puissants outils pour construire un sentiment à la fois d'enracinement et d'appartenance à l'espace et, par extension, au collectif. Nombreuses sont les personnes à exprimer ces sentiments chaque été lorsqu'elles reviennent dans les jardins au début de la saison, s'exclamant sur le bonheur de retrouver ces espaces, de pouvoir recommencer une nouvelle saison. On peut voir cela exprimé aussi dans la fierté que chaque « personne impliquée » a à montrer les jardins ou la terre à Harrington à un·e proche qui n'est jamais venu·e. Lors des repas collectifs, les légumes du jardins sont mis en avant, insistant sur le fait qu'ils viennent de « nos » jardins. C'est finalement l'espace, son usage, son occupation et la signification collective qu'il finit par porter, qui fait l'objet d'une appropriation collective, ce que le collectif et les dynamiques internes du groupe ne parviennent pas à accomplir complètement.

Ces espaces deviennent à la fois le lieu d'existence du collectif et la vitrine de Bioma et de ses activités et actions collectives. Cela donne lieu à une forme de *branding* qui permet le rayonnement de Bioma. Pendant un long moment, le nom « Craterre » était plus connu et utilisé que les « Projets éphémères » et le « Campus Mil » qui étaient pourtant les noms officiels successifs de l'espace dans lequel le Craterre est situé. Cela a donné lieu à une petite lutte sémantique entre le bureau de projet de l'Université et Bioma. Si les responsables des jardins ont intégré les dénominations officielles dans leurs communications, les membres du collectif continuent à n'utiliser que le nom du Craterre qui est celui qui fait le plus de sens, qui renvoie à l'espace auquel ils et elles appartiennent.

La célébrité – relative – qu'a acquis le Craterre a permis de recruter de nouvelles personnes et d'inspirer d'autres groupes. Mais ça a aussi eu pour effet de réduire la compréhension que les autres peuvent avoir de Bioma : ce n'est « plus » qu'une sorte de jardin collectif, un groupe investi dans l'agriculture urbaine. Cela a pour effet secondaire de réduire la portée des actions de Bioma, de limiter la diffusion du caractère alternatif et radical de son discours et de ses pratiques. En un sens, le succès agricole de Bioma ainsi

que le rayonnement de ses pratiques spatiales émoussent la radicalité du message porté par ses actions et pratiques collectives.

7.2.2. Modalités d'occupation

En localisant volontairement et activement ses actions, Bioma s'inscrit dans une forme de lutte spatiale. La géographie que le territoire de Bioma dessine est différente de celle qui est organisée et administrée par les institutions dominantes. C'est pour cela que l'on peut parler de la « géographie autonome » de Bioma (Pickerill et Chatterton 2006). Dans cette lutte spatiale, Bioma occupe l'espace de différentes manières, dans des contextes sociaux et institutionnels variés. Cette diversité tient notamment au fait que le territoire de Bioma est à cheval entre le milieu urbain et le milieu rural.

La terre à Harrington – une occupation légère en milieu rural

La terre, à Harrington, est le long d'une route provinciale qui traverse l'ouest de la région des Laurentides. C'est un endroit qui est situé dans la MRC de Harrington mais qui n'est ni dans ni proche du village. Lorsque des nouveaux ou nouvelles venu·e·s sont invité·e·s pour la première fois à la terre, nombreux·euses sont celles et ceux qui se perdent et les personnes qui invitent doivent insister que si la terre est à Harrington, il ne faut pas suivre les indications routières pour aller dans ce village car la terre est située sur une autre route qui part dans une autre direction.

C'est un espace qui est relativement isolé et caché. De la route, si l'on ne sait pas qu'il se passe quelque chose sur ce terrain, on peut très facilement passer devant sans se rendre compte de quoi que ce soit. En regardant bien, on aperçoit les jardins et, un peu plus loin, un vieux wagon un peu délabré datant des années 1940 qui émerge des arbres au-dessus du lac. Les quelques constructions qu'il y a sur le terrain sont à la fois très légères – la plus conséquente est la cabane en bois recyclé que David a construit dans la forêt – et cachées par les arbres. Le terrain n'est pas raccordé à l'électricité ni à l'eau courante municipale. On boit l'eau du ruisseau qui prend sa source plus haut dans la forêt et on s'éclaire avec des bougies, un feu et des lampes frontales. Lorsque l'on va à la terre, on peut soit loger dans le wagon, soit dans deux cabanes rustiques, soit faire du camping caché dans les bois. Les sanitaires se résument à des toilettes sèches et, pour se laver, on va dans les rivières qui coulent autour du terrain. Depuis quelques années,

des castors ont élu domicile dans le petit lac du terrain qui est donc désormais impropre à la baignade.



Figure 9. Vue de l'entrée du terrain à Harrington à la fin de l'hiver 2019. On aperçoit le wagon à travers les arbres. – Photographie gracieusement offerte par un·e membre de Bioma.

L'occupation de l'espace à Harrington est très légère. Il s'agit d'un espace dissimulé dans les arbres, caché à la vue et qui ne s'offre qu'aux membres de la communauté de Bioma et à leurs ami·e·s. Le wagon et la « cabane suisse » – une sorte de cabane en triangle au toit fortement incliné descendant jusqu'au sol – sont les deux seuls bâtiments qui étaient présents sur le terrain lorsque David, Rachel, John et Amanda l'ont acheté. Tous les autres bâtiments – cabanes et abris – ont été construits en matériaux de récupération (*upcycling*) par les membres du collectif.



Figure 10. Vue des jardins à Harrington en octobre 2016. De la route on n'aperçoit que vaguement qu'il s'agit là de jardins. – Photographie de l'auteur.



Figure 11. Vue de la zone collective et de ses abris légers depuis les jardins. Cette partie du terrain est invisible depuis la route. Octobre 2016. – Photographie de l'auteur.

Afin de pouvoir légalement construire des bâtiments sur le terrain, les propriétaires doivent demander un permis à la municipalité, respecter les règles d'urbanisme, installer une fosse septique, se raccorder aux réseaux de la municipalité. S'étant bien renseigné-e-s sur les règlements municipaux, les propriétaires aménagent le terrain dans les limites de ceux-ci sans avoir à demander d'autorisations. Par exemple, il est interdit de construire des cabanes fermées (avec un toit et des murs) sans demander de permis de construire, et donc entrer dans des démarches administratives vues comme étant longues, contraignantes et coûteuses. Les abris qui sont construits proche du jardin et de l'entrée du terrain n'ont donc pas de murs. Lorsque les membres de Bioma font des aménagements qui sont potentiellement interdits par la municipalité, ceux-ci se font au fond de la forêt, dans des endroits moins accessibles et plus cachés.

La première raison de la légèreté de l'occupation de l'espace à Harrington traduit une volonté de faire profil bas, de ne pas attirer l'attention sur ce qu'ils font pour ne pas à avoir à répondre aux exigences et contraintes de la municipalité. L'autre raison traduit l'éthique écologique du collectif. Il y a des installations et des aménagements que le collectif a effectué. Ils et elles ont défriché une petite partie de la forêt pour installer un jardin et une zone collective. Ils et elles ont élargi et pérennisé des sentes de chevreuils pour en faire des sentiers allant à des sites de campings aménagés dans les bois. Mais aussi conséquents que soient ces aménagements, cela reste une transformation légère de l'espace qui cherche à avoir le moins d'impact possible sur l'écosystème, voire à concilier l'écosystème forestier déjà là et des activités agricoles et collectives aussi peu invasives que possible.

Ce souci d'avoir le moins d'impact possible sur l'environnement est toujours présent. Lors de l'organisation des événements collectifs à Harrington, David insiste toujours sur la capacité de la terre à accueillir les gens, sur le fait qu'il faut éduquer tout le monde pour éviter qu'ils et elles aient trop d'impacts sur l'écosystème. Cette éducation passe par une invitation à observer les plantes et les animaux qui sont là où l'on veut planter sa tente, à prendre en compte les impacts de nos actions quotidiennes et ordinaires comme collectives sur le milieu et à essayer de les réduire.

Le Craterre – un empiétement écologique de l'espace urbain

L'espace du Craterre contraste largement avec la terre à Harrington. C'est un jardin urbain, qui se situe sur un site de chantier coincé entre des rails de chemin de fer et une zone industrielle, mais aussi près de trois quartiers – Parc Extension au nord, Outremont au sud et Rosemont à l'est – sans véritablement appartenir à aucun des trois. De ce point de vue, bien qu'en plein cœur du tissu urbain, le Craterre se situe dans une sorte de cul-de-sac, un « *No Man's Land* » post-industriel en voie de reconversion. Mais, à l'inverse de la terre à Harrington, le Craterre n'est pas dissimulé dans son environnement. Il s'agit au contraire d'un jardin luxuriant au milieu d'un chantier poussiéreux qui semble stérile. Dans le paysage urbain, le Craterre – ainsi que les autres jardins qui l'entoure au sein du Campus Mil – détonne et n'importe qui passant à cet endroit ne pourrait manquer de le voir. En ce sens, on voit là une occupation explicite et non-conventionnelle de l'espace.



Figure 12. Le Craterre en septembre 2016 : un jardin dans un chantier. – Photographie de l'auteur.

Cette occupation n'est pas illégale. Elle s'inscrit dans un projet porté et financé par l'Université de Montréal, propriétaire du terrain. Les membres de Bioma ont un accord pour être là et développer des jardins et ils et elles servent ainsi en partie les objectifs du

promoteur. Dans le cadre de cet accord, Bioma jouit d'une certaine liberté d'action qui lui permet d'aménager l'espace selon les besoins du collectif. Cette occupation de l'espace introduit un lieu de production agricole et de biodiversité au cœur d'un milieu urbain d'où ces activités sont habituellement évacuées. C'est là un « empiétement » (« *encroachment* ») de l'espace mais qui, contrairement à ce que Asef Bayat (1997, 2010, 2012) décrit, n'est pas si « silencieux » (« *quiet* »). Ce n'est pas une occupation illégale et informelle de la rue, la réappropriation de l'espace qu'effectue Bioma au Craterre est légitime et encadrée. Mais cela reste une « empiétement » au sens où, finalement, cet espace qu'est le Craterre est soustrait partiellement aux normes, usages et réglementations urbaines conventionnelles et dominantes. C'est un détournement d'un espace urbain pour le sortir des fonctions purement urbaines et économiques adoptées par le promoteur immobilier, se le réapproprier collectivement, l'autonomiser partiellement et le dédier à un usage agricole et écologique mais aussi social et politique.

Le Craterre est construit et aménagé en fonction des besoins et désirs des membres de la communauté. Les lits de culture sont disposés à la fois de manière à faciliter le travail de la terre et la production agricole mais aussi afin de créer un espace esthétique. La partie productive du jardin est ainsi constituée de carrés de lits de culture où les légumes poussent en rotation. Le jardin médicinal a une forme plus circulaire, avec des allées sinueuses, qui rappelle un soleil, symbolisant la dépendance aux « forces de la nature » qui permettent l'activité agricole et, indirectement, la guérison que les plantes qui poussent ici pourront apporter à la communauté.

Lorsque l'on arrive aux jardins, un large espace est aménagé avec une table et une petite scène afin de pouvoir accueillir des événements collectifs culturels et festifs. L'espace est organisé par et pour la communauté : afin de produire de la nourriture mais aussi pour faciliter les échanges entre les individus, avoir des événements pour rassembler le collectif, partager des connaissances, promouvoir les créations artistiques des ami·e·s et allié·e·s. C'est un espace qui répond en partie aux attentes et exigences de l'Université de Montréal mais pas seulement, ni même prioritairement. C'est en aménageant et en s'appropriant cet espace en fonction des besoins du collectif et de ses valeurs que Bioma a créé un espace particulier, un jardin urbain luxuriant qui plaît aux cadres de l'Université de Montréal, et non l'inverse.

Là encore, on retrouve l'éthique écologique qui guide l'action de Bioma à Harrington. Alors que dans les Laurentides le collectif essaye de s'insérer de manière légère et pas trop invasive dans l'écosystème forestier en place, au Craterre, le collectif occupe un espace dénaturé et stérilisé par le développement urbain. Dans ce contexte, l'une des missions que s'est fixée le collectif est de renaturaliser cet espace, d'y amener de la biodiversité, de le faire « revivre ».

Cela est vu par les membres de Bioma comme une forme de subversion du développement urbain caractérisé par le béton, l'asphalte et l'aseptisation des lieux de vie. En ce sens, le Craterre s'inscrit – et est raconté par certain·e·s membres du collectif – dans une lutte spatiale qui oppose une vision bétonnée de l'urbanité à des espaces naturels vivants à sauvegarder et (re)créer. L'empiétement auquel participe Bioma n'est pas silencieux ni discret : il explose de couleurs, de bruits d'insectes, de piailllements d'oiseaux, de bruits de pelles, d'eau qui coule, d'odeurs de plantes, de légumes et de fleurs, de compost et de décomposition, de musique, de rires et de conversations. C'est un empiétement du bruit, de l'odeur et des couleurs des jardins et de « la nature » sur l'espace urbain bétonné, marqué par les briques des maisons et le gris du ciment, les bruits de moteur et les odeurs de pots d'échappement, de poussière et d'égouts.

7.2.3. Des « actions directes » écologiques

La manière dont Bioma construit des lieux et occupe l'espace ainsi que les raisons de cette occupation sont ancrées dans l'ethos écologique du collectif. En ce sens, construire ces lieux et les aménager devient une forme d'action collective écologique directe qui poursuit plusieurs objectifs. Cela participe à une action collective car, pour reprendre la définition de Pierre Hamel (2018, 308), elle cherche « à mettre en cause les rapports de domination ou de pouvoir [et révèle] les conflits et [les] tensions propres » à la société contemporaine. Les membres de Bioma luttent par cette occupation écologique de l'espace contre des usages dominants polluants, non-naturels, destructeurs et anti-écologiques. Dans le cas de la terre à Harrington, la manière dont le collectif occupe et aménage l'espace respecte l'écosystème et cherche à le transformer le moins possible tout en maintenant une production agricole. C'est là un usage de l'espace qui est pensé et construit par opposition aux usages agricoles conventionnels de l'espace rural qui tendent à transformer et

façonner l'environnement en un paysage répondant prioritairement aux besoins des êtres humains – agriculteurs·trices, consommateurs·trices, aménageurs·euses... À l'inverse, la terre à Harrington répond aussi aux besoins et contraintes de l'environnement « naturel ».

Dans le cas du Craterre, les jardins sont une proposition d'usage complémentaire et alternatif de l'urbain, une proposition pour y intégrer des espaces de nature et de biodiversité qui s'inscrivent contre les usages purement utilitaires et commerciaux de ce type d'espace et qui mènent à la création d'un paysage urbain bétonné. Il s'agit d'actions collectives écologiques qui sont *directes* au sens où elles ne sont pas médiatisées par un discours ou des revendications. Pour paraphraser les termes de Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers (2009), la forme même de ces actions collectives est déjà la revendication que celles-ci portent.

Au-delà de leur inscription dans une géographie et un paysage contestés, ces espaces jouent plusieurs rôles dans le mouvement environnemental en général. Les membres de Bioma occupent et aménagent le Craterre afin de créer un lieu où les habitant·e·s de la ville peuvent, selon les termes qui reviennent souvent dans les conversations avec les membres du collectif, se « reconnecter avec la nature », « plonger les mains dans la terre », « sentir, voir, toucher des plantes et des légumes ». Dans la ville, où les gens n'ont pas souvent l'occasion – et encore moins l'habitude – d'être « en nature », de visiter et de passer du temps dans des projets agricoles et des espaces où il y a une grande diversité de plantes, les membres du collectif considèrent que les jardins occupent une place importante et participent à la conscientisation des habitant·e·s aux enjeux écologiques tout en les amenant à se rassembler autour d'un espace et/ou d'une activité commune :

Mais de mettre les mains dans la terre. Je pense qu'il y a un côté aussi de par l'action qui fait... Oui, la connexion à la terre. Moi je sais que, des fois, d'être au jardin, dans les plantes, on me dit comment je dois faire, on m'explique, donc j'apprends quelque chose. Je vois le résultat aussi très concret quand je vais manger les légumes. Et le fun ! Le fun d'être dehors, de se salir, de se mouiller, de sentir les plantes. Je pense que, ça aussi, c'est full rassembleur quand tu habites en ville, d'avoir cet espace-là, en fait !

Entretien avec Anne, été 2017

À cet objectif de conscientisation et d'occupation écologique de l'espace s'ajoutent des considérations d'ordre presque hygiénique. Les membres de Bioma considèrent en effet que jardiner, être en nature, mettre les mains dans la terre sont des activités qui permettent de lutter contre le stress lié à la vie (hyper-)active urbaine. C'est pour cette

raison notamment, que les espaces de Bioma sont considérés par le collectif comme étant des sortes de « sanctuaires » où les militant·e·s peuvent venir se reposer, faire descendre leur stress et retrouver de l'énergie et les raisons qui les poussent à s'engager.

Le Craterre joue aussi un autre rôle directement écologique. C'est un lieu dans lequel les membres de Bioma cultivent de manière biologique des plantes les plus diverses possibles, favorisant des variétés anciennes et parfois en danger. Il y a autant des variétés relativement classiques de légumes et de salades que des variétés rares et en voie de disparition de maïs, de tomates, de tournesols ou d'herbes aromatiques. En lien avec la serre de l'Université de Concordia et avec l'organisme Gardiens de Semence, les membres de Bioma, et notamment Fred qui coordonne les jardins, se sont efforcé·e·s à cultiver certaines plantes non seulement pour les consommer mais aussi pour les reproduire et multiplier les semences afin qu'elles ne disparaissent pas complètement. Ce faisant, le Craterre participe à l'augmentation de la biodiversité au sein même de l'espace urbain et à la diffusion de variétés de plantes moins communes.

Dans cette même perspective, le Craterre est un lieu qui est intégré au sein d'un projet de corridor écologique porté par Guillaume :

Beh c'est une initiative... Le but là c'est de favoriser la connectivité entre les espaces verts dans la ville, en pensant un corridor de migration ou un corridor forestier. Tu te mets à la place d'un renard, tu dis « je suis un renard », tu marches sur un chemin de fer, comment est-ce que je fais pour me rendre au Mont Royal? Beh c'est compliqué mais si il y a une traverse qui t'irait pour toi, donc un corridor, beh tu peux avoir des p'tite touffes d'arbres, des petits chemins cachés puis te déplacer. Après ça, tu refais le même exercice, à la place d'un papillon, tu refais le même exercice à la place d'un oiseau. De là, tu vas créer plusieurs niches écologiques, plusieurs habitats comme ça sur un axe bien défini, bien identifié puis là c'est à travers des actions citoyennes puis de la mobilisation puis de la création d'espaces citoyens finalement que tu vas arriver à développer ces espaces-là. Dans les corridors écologiques tu as la finalité écologique, qui est que les animaux traversent mais tu as aussi tout l'aspect, heu, la gestion des eaux fluviales, les îlots de chaleurs, quartiers nourriciers, heu, transports actifs... tous ces éléments-là qui viennent s'ajouter aussi fait que c'est facile d'aller chercher... Tous les *buzzwords* actuels du développement durable à la ville sont dans ce projet-là.

Entretien avec Guillaume, été 2017

Ce type d'occupation de l'espace qui vise à augmenter la biodiversité en s'insérant dans des réseaux de circulation d'animaux et d'insectes s'inscrit dans les nouveaux impératifs de « développement durable » de la ville. C'est une occupation dont la rationalité peut être discursivement alignée avec les discours de transformation de l'urbain portés par la Ville de Montréal en réponse aux demandes du mouvement environnemental. Dans

ce sens, vues de l'extérieur, les initiatives de Bioma peuvent être prises pour des émanations néolibérales répondant au désengagement de l'État (McClintock 2014) et participant, malgré elles, à des processus d'éco-gentrification (Quastel 2009 ; Dooling 2009 ; Checker 2011).

Bioma est nécessairement prise dans cette ambivalence entre autogestion et bricolage d'ajustements spatiaux et institutionnels temporaires et fragiles, et récupération structurelle dans un contexte de néolibéralisation et de gentrification de la ville. Bien qu'essayant de travailler sur cette thématique en construisant des alliances avec des organisations *grassroots* et radicales présentes dans le quartier de Parc Extension – des trois quartiers autour du Craterre, c'est celui qui est identifié par les membres de Bioma comme étant le plus sujet à la gentrification –, ce n'est pas là le cœur de leur action. Et on peut penser que tant que ce ne le sera pas, Bioma courra toujours le risque d'être prise dans cette ambivalence tant la lutte autour des enjeux environnementaux peut être récupérée par des promoteurs immobiliers participant aux processus de gentrification.

Cependant, le cœur de l'action de Bioma est écologique et consiste à remettre en cause les aménagements urbains traditionnels en « naturalisant » cet environnement. De ce point de vue, c'est un projet qui finit par porter ses fruits et favoriser cette biodiversité.

Au tout début du mois d'août, alors que la saison estivale bat son plein, j'accompagne Anne et Stéphanie un soir pour arroser les jardins au Craterre. On arrive en fin d'après-midi alors que le soleil commence à baisser mais il fait encore chaud. On se promène dans les jardins, les plantes sont toute grandes, colorées, belles, couvertes de légumes et de fruits qui brillent dans la lumière de fin d'après-midi. On branche les arroseurs sur le réseau d'eau et on les installe dans les jardins. Toutes les trente à quarante minutes, il faut les déplacer. Ça prend en tout entre une heure et demie et deux heures pour bien arroser l'ensemble des jardins. On a installé des chaises confortables et sorti deux bières à partager pour regarder le coucher de soleil derrière le jardin pendant que les arroseurs arrosent et que les plantes poussent. Il n'y a personne d'autre que nous sur le site, c'est très calme. On s'installe et on parle de tout et de rien, de temps en temps l'un-e de nous trois se lève et va changer un arroseur de place ou récolter quelques pois mange-tout à partager en sirotant notre bière. Au bout d'un moment, Anne s'arrête de parler et fixe un point dans les rangées du jardin qui sont déjà à l'ombre. Elle nous dit de nous taire et de regarder. Plissant les yeux contre le soleil et pour ajuster ma vue à cette zone qui est dans l'ombre, je finis par voir un gros faisan qui se promène dans le jardin. On se lève et on le suit de loin à travers les rangées pour pas l'effaroucher. Au bout d'un moment on le laisse faire sa vie et on retourne s'asseoir dans les fauteuils. On est tout émerveillé par le fait qu'un faisan sauvage se promène dans notre jardin. Anne nous dit qu'il y a de plus en plus d'animaux qui passent au Craterre, que certaines personnes qui sont venues arroser plus tard en fin de journée ont vu des renards. Une famille de marmottes a aussi élu domicile dans les jardins,

se nourrissant d'une partie des légumes qu'on cultive. Mais on est quand même fier que nos jardins soient suffisamment diversifiés pour accueillir tous ces animaux sauvages au milieu de la ville.

Notes de (retour sur le) terrain, été 2019



Figure 13. Session d'arrosage au Cratère, un après-midi du début du mois d'août 2019. – Photographie de l'auteur.

Les pratiques spatiales de Bioma s'inscrivent ainsi dans une lutte spatiale qui dessine les contours d'une géographie – urbaine et rurale – sinon conflictuelle au moins contestée qui s'inscrit pleinement dans le mouvement environnemental. Ce sont des actions directes à travers lesquelles le collectif de Bioma participe à l'augmentation de la biodiversité en ville et à sa protection en campagne tout en offrant des espaces pour rendre plus visibles et prégnantes les problématiques environnementales. Ces espaces servent donc plusieurs objectifs, à la fois en s'inscrivant dans le mouvement écologique mais aussi en servant de point d'ancrage et d'enracinement de la communauté. Surtout, c'est à partir de et dans

ces espaces que le collectif construit un « monde », une ontologie spécifique et non-hégémonique.

7.3. Territoire et lutte ontologique

Nous sommes tous immergés dans un plurivers, que l'on peut voir comme une série d'écheveaux faits d'humains et de non-humains en permanente re-composition, ces dynamiques résultant du mouvement incessant des forces et des processus vitaux de la Terre. À partir de cette dynamique, les humains créent régulièrement des mondes particuliers aux effets durables. Le problème, c'est que l'un de ces mondes a décrété qu'il était « le » monde, essayant de réduire à sa seule logique la richesse et la variété de la vie sociale et naturelle. – Arturo Escobar (2018, 161)

7.3.1. Les rapports au monde de Bioma

L'action de Bioma, comme pour d'autres initiatives alternatives, n'est pas seulement d'imaginer et de rêver un autre monde, d'ouvrir des possibles, mais bien de créer, construire et habiter un monde spécifique, différent, « nouveau ». Ce monde se déploie au sein du territoire de Bioma. Un territoire au sens d'Arturo Escobar (2018, 124) recoupe autant une « base matérielle » servant à la reproduction de la communauté et de ses pratiques que le « lieu » physique, social, culturel où le collectif devient communauté en créant et en performant une culture qui lui est propre, en s'insérant dans un monde singulier. En ce sens, le territoire de Bioma est l'espace d'incarnation de la communauté, là où elle crée sa propre autonomie, c'est-à-dire là où elle crée les « conditions qui permettent de changer de l'intérieur les normes du monde » (Escobar 2018, 152). En habitant « en conscience d'habiter » (Barbe 2016) ce territoire, les membres de Bioma redéfinissent leurs rapports au monde, aux savoirs et à la nature :

Tu sais, pour moi il y a tellement de fausses histoires et de mauvaises informations que tu pourrais passer toute ta vie à remplir ta cervelle de déchets, les déchets des autres. Et pour moi, y a rien de mieux que de passer ton temps et ton expérience, ta vie, dans la nature ! Tu sais, il n'y a rien de faux dans la nature, aucun déchet, tu sais... Et si tu peux communiquer avec la nature et apprendre d'elle alors... tant mieux !

Entretien avec John, été 2017

Tous les membres de Bioma ont été socialisé·e·s dans une forme ou une autre de la « culture occidentale », celle qui, selon Arturo Escobar (2016), relève du « monde du monde unique » (« *One-World World* »), l'ontologie moderne dominante, dualiste et essentialiste, née en Europe et qui s'est diffusée et imposée à l'ensemble de la planète à travers les processus de colonisation et de modernisation. Cette ontologie est pourtant loin d'être universelle. Comme Philippe Descola (2005) l'a montré, elle est historiquement récente et géographiquement localisée : « la manière dont l'Occident moderne se représente la nature est la chose du monde la moins bien partagée » (70). C'est sur cette conception du monde que la science moderne se fonde et est devenue prééminente dans l'ordre des savoirs, primant sur toutes autres formes de connaissance. Cette ontologie est dominante car elle s'est imposée comme étant la seule valide, décrétant qu'elle est « le » monde « rédui[sant] à sa seule logique la richesse et la variété de la vie sociale et naturelle » (Escobar 2018, 161). Provenant de cette ontologie, les membres de Bioma la reproduisent en partie mais certain·e·s membres la critiquent et en explorent les limites. Ils et elles ne parlent bien entendu pas d'*ontologie* à proprement parler, mais on peut voir, à travers leurs pratiques et discours, comment ils et elles s'inscrivent dans et co-produisent un autre « monde », une autre ontologie.

Des rationalités multiples

Au sujet des connaissances, tout d'abord, j'ai pu, à plusieurs occasions au cours de cette thèse, aborder la manière dont les membres de Bioma s'efforcent d'articuler différentes rationalités, relativisant largement la prééminence des savoirs experts et scientifiques. Tant dans les décisions agricoles que portant sur l'aménagement de l'espace, sur l'organisation de la communauté que dans la conception de la santé des individus, les rationalités qui entrent en compte sont à la fois issues de discours et connaissances scientifiques, notamment agronomiques et écologiques, qu'issues de réflexions localistes, ayant trait à une connaissances empirique et expérimentielle de l'environnement, ou encore mettent en jeu des émotions, intuitions et rêves individuels et collectifs.

Alors que les rationalités issues de la modernité occidentale tendent à être spécialisées, compartimentant les connaissances, Bioma met en œuvre une démarche holistique explorant la relationalité du monde dans lequel ses membres s'insèrent, cherchant à reconstituer des interdépendances entre les humain·e·s et non-humain·e·s qui co-construisent ce territoire. Les membres de Bioma rendent responsables la société occidentale contemporaine moderne de la crise socio-écologique à laquelle nous sommes confronté·e·s. Pour reprendre les termes de Boaventura de Sousa Santos (2011, 32) « nous avons des problèmes modernes pour lesquels il n'existe aucune solution moderne ». C'est finalement dans cette optique qu'il faut comprendre la démarche de Bioma de diversifier les sources de connaissances pour informer leurs pratiques et actions.

Les connaissances que construisent et utilisent les membres de Bioma pour mener leurs actions comme pour entrer et soutenir des interactions avec leur territoire sont ainsi volontairement hétéroclites et provenant de différentes sources. On retrouve des connaissances issues à la fois des études de chacun·e, des intérêts que chaque membre explore et approfondit, de vidéos et d'articles de vulgarisation scientifiques trouvés sur Internet, de rencontre avec des spécialistes de toutes sortes. Nombreuses sont ces connaissances qui proviennent de recherches scientifiques diverses mais d'autres sont issues de savoirs « traditionnels » et « ancestraux », revendiqués comme tels pour leur authenticité et leur légitimité hors du royaume de la connaissance scientifique :

L'idée, c'est un peu : est-ce qu'on peut revenir à des pratiques plus ancestrales, comme quand on fait la permaculture avec les trois sœurs³ ?

Entretien avec Anne, été 2017

Cette référence à l'ancestralité et au passé, récurrente dans les discours des membres portant sur les pratiques et techniques utilisées, ne doit pas être comprise comme étant un archaïsme ou un passéisme réactionnaire, ni même comme une forme de relativisme absolu (Descola 2005, 161). Au contraire, comme le défend Arturo Escobar (2016, 19), c'est là une volonté collective de reconnaître la légitimité de connaissances non-scientifiques,

3. La technique des trois sœurs est une pratique agricole ancestrale d'Amérique Latine qui propose de cultiver sur un même espace du maïs, des haricots et des courges car ces trois plantes se rendent des services mutuellement bénéfiques et permettent d'augmenter le rendement d'un même espace. Le maïs fait de l'ombre aux autres plantes et les protège du soleil tout en servant de support aux haricots tandis que les courges couvrent le sol et empêchent des plantes indésirables de pousser et de faire de la compétition aux plantes cultivées.

issues d'une culture orale « vivante » qui permet d'« envisager un futur différent – une « futurité » qui imagine et lutte pour les conditions qui leur permettront de persévérer dans un monde distinct »⁴. Ce rapport au passé, qui prend parfois la forme de discours naïfs ou exotisants, témoigne finalement de cette volonté de sortir de l'ontologie dualiste et « naturaliste »⁵ qui est implicitement vue comme étant responsable de la crise écologique à laquelle nous sommes aujourd'hui confronté-e-s. Dans la même optique, les membres de Bioma se renseignent, explorent et adoptent certaines connaissances et pratiques autochtones. L'idée n'est pas de se réapproprier ces connaissances et pratiques, mais de reconnaître qu'elles sont légitimes, issues d'interactions anciennes, « ancestrales », ancrées dans ce territoire depuis bien plus longtemps que toutes les connaissances et pratiques que les membres de Bioma pourraient adopter. Lorsque Abi vient animer des rituels inspirés de ses enseignements autochtones, cela permet aux membres de Bioma de reconnaître qu'ils et elles ne sont qu'invité-e-s sur ce territoire dont ils et elles sont les « gardien-ne-s » (« *custodians* »), bien plus que les « propriétaires » (entretien avec Abi, automne 2017).

Des connaissances au « monde » qu'habite Bioma

Dans ce mélange singulier de connaissances, de rationalités et de manières d'entrer en relation avec le monde, Bioma adopte une démarche marquée par l'expérimentation et l'expérience localistes. L'objectif est là encore d'enraciner les savoirs et les connaissances, de leur donner une singularité et une dimension locale. En arrivant dans les Laurentides, les quatre propriétaires sont allé-e-s à la rencontre des voisin-e-s pour savoir comment fonctionnait l'écosystème dans lequel ils et elles allaient s'insérer. Ces connaissances sont valorisées car elles sont considérées comme étant les plus proches du milieu local, les plus fiables, celles qui ont été éprouvées dans le temps par les personnes qui habitent déjà dans cet environnement – on retrouve ici une partie des raisons qui légitiment aux yeux des membres de Bioma, au-delà du seul impératif militant de décolonisation, les

4. « *Far from an intransigent attachment to the past, ancestry stems from a living memory that orients itself to the ability to envision a different future – a sort of « futurality » that imagines, and struggles for, the conditions that will allow them to persevere as a distinct world* ».

5. Philippe Descola (2005, 113) remarque que la question de la « nature » est un « fétiche » propre au monde Occidental qui est le seul ensemble social et culturel à avoir fait une distinction exclusive entre nature et culture. Dans les autres ontologies, il y a une continuité et une fluidité entre humain-e-s et non-humain-e-s qui rend caduque une telle distinction. Ce sont donc des ontologies où, finalement, « la question de la nature ne s'est guère posée ».

connaissances autochtones. Ces connaissances sont approfondies dans les interactions avec la nature : comme le dit John en entretien, les connaissances que l'on acquiert directement de la nature ne peuvent être « fausses », elles sont forcément authentiques. Il faut, pour reprendre les termes d'Arturo Escobar (2018), apprendre à « *sentir-penser* avec les territoires, les cultures et les connaissances des peuples – leurs ontologies – au lieu de penser à partir de connaissances décontextualisées qui sous-tendent les concepts de « développement », de « croissance » et même d'« économie ». ».

Ok, qu'est-ce qui est réel ? Qu'est-ce qu'une vraie information ? Je sais pas. Mais ce que je sais c'est que dès que ça passe par un autre esprit humain, ça va être transformé. Je dis pas que c'est bon ou mauvais, mais ça va être médiatisé avant d'arriver jusqu'à moi. Donc je préfère avoir une communication directe entre mon esprit et la nature. Les jardins, les jardins c'est une super façon de faire ça ! Direct dedans et tu crées des connexions avec ces êtres... Je sais pas, c'est juste une bonne manière de réveiller ces sens, les jardins. (...) Mais c'est pas que à propos des jardins, c'est aussi à propos de vouloir faire ces connexions avec les plantes, essayer de les comprendre, de les lire, essayer de voir quand elles sont contentes et ce qui leur manque... Tu sais, ça veut pas dire que tu dois essayer de faire quelque chose avec cette connaissance. Ce sont juste des signes et tu les lis. Et les signes qu'elles donnent sont très lents. Donc si tu fais du mal aux plantes, ça va pas forcément réagir tout de suite. Ce n'est pas juste une cause et un effet mais je vois comme une accumulation sur un temps plus long, on voit ces accumulations sur plusieurs semaines, sur les plantes elles-mêmes. Mais tu sais, certaines plantes, des fois, elles réagissent plus vite. Des fois tu as des résultats directs et tout. C'est vraiment chouette... Enfin bref, je communique avec les plantes à ce niveau et c'est une communication où tu lis des informations et elles les lisent de toi aussi. Elles peuvent te sentir, te ressentir... Pas dans le même contexte que nous, mais elles peuvent quand même le faire. Et oui, je pense qu'elles apprennent de cela. C'est ces connaissances que je valorise le plus. Enfin, en vieillissant, c'est ces connaissances qui viennent de la nature que je valorise le plus. (...) Je pense que tu arrives à un point où ton cerveau est enfin capable de comprendre ce que c'est qu'écouter la nature et de t'immerger dedans plutôt que de juste intellectualiser tout ça. Faut juste se laisser aller et, tu sais, en faire l'expérience...

Entretien avec John, été 2017

Ce décentrage des connaissances légitimes n'est pas qu'une autre « vision du monde ». Elle s'inscrit pleinement dans une ontologie différente. Le discours de John, l'une des personnes les plus impliquées au sein de Bioma dans cet « autre monde », laisse clairement transparaître qu'il navigue dans une ontologie différente de celle qui est dominante au sein de la modernité occidentale où nature et culture sont distinguées et où l'être humain s'extrait de la nature qu'il ou elle peut ensuite objectifier (Descola 2005). Au contraire, John habite le monde, il en fait partie et il interagit avec tou·te·s les humain·e·s et non-humain·e·s. En tant qu'être humain, il n'est pas le seul à avoir une agentivité, les plantes peuvent le « lire » et « apprendre » de lui, il et elles créent une interaction et

une interdépendance sur des « contextes » différents, dans des temporalités différentes. Le monde de John correspond à une forme d'« ontologie relationnelle » où « *rien ne préexiste aux conditions que les constituent* ; en d'autres termes, les choses et êtres sont leurs relations »⁶ (Escobar 2016, 18, l'auteur souligne).

Cette ontologie est cohérente avec les discours et pratiques localistes ainsi qu'avec la vision et la démarche holistiques adoptées par les membres de Bioma. Leur territoire n'est pas donné pour leur usage, ils et elles le partagent avec d'autres êtres vivant·e·s, humain·e·s et non-humain·e·s. Cela amène des tensions et des ambivalences concernant les hiérarchies de valeur des membres dans leurs relations avec les autres non-humain·e·s partageant le même territoire. Lorsque des castors élisent domicile dans le lac de la terre à Harrington, ils et elles débattent longtemps de la meilleure manière de les gérer, arguant que ces castors sont aussi chez elles et eux. C'est surtout en voyant les dommages que ces derniers·ières font à l'écosystème de la terre – les arbres abattus dans la forêt et les inondations dues à leur barrage empêchant l'écoulement du lac – que les membres de Bioma décident d'essayer de lutter contre leur présence. C'est pour éviter les déséquilibres perçus dans le territoire qu'ils et elles habitent que ces personnes entrent en conflit avec les castors.

Le monde de Bioma n'est pas, encore une fois, isolé et coupé. Il ne faut pas comprendre cette ontologie ni comme étant hégémonique – comme visant à se substituer au « monde du monde unique » moderne ni à d'autres mondes – ni comme étant autarcique, singulier, total et fermé. C'est un territoire qui *fait* monde – et en ce sens l'alternatif est une action démiurgique, de création et de reconnaissance de mondes alternatifs – mais qui s'insère et interagit avec d'autres mondes, qui participe à ce que les Zapatistes appellent un « plurivers ».

6. « *A relational ontology of this sort can be defined as one in which nothing preexist the relations that constitute it. Said otherwise, things and beings are their relations, they do not exist prior to them* ».

7.3.2. En transition vers un « plurivers »

Continuité des « mondes biophysiques, humains et spirituels »

On peut considérer que le collectif de Bioma est engagé dans un processus démiurgique qui remet partiellement en cause l'ontologie dominante, moderne et expérimente avec ce qu'Arturo Escobar (2018) appelle la « relationalité ». C'est là une remise en cause de la modernité classique, celle qui se fonde sur « l'expérience de la fin de la totalité » (Martuccelli 2017, 10), et qui s'ancre dans une ontologie dualiste au sein de laquelle

nous nous considérons comme des sujets autosuffisants qui sommes face à ou vivons dans un monde composé d'objets, également autosuffisants, que nous pouvons manipuler librement [et où] il nous est de plus en plus difficile de percevoir nos connexions avec le monde et de les vivre comme étant réelles (Escobar 2018, 75, l'auteur souligne).

Au contraire, les membres de Bioma recherchent et cultivent, à divers degrés, des connexions signifiantes avec leur environnement et perçoivent une continuité entre « les mondes biophysiques, humains et surnaturels » (76). Cela se traduit par exemple par l'inclusion du soleil, de la terre, de l'eau, des animaux, parfois de la « Pachamama », dans les formules de remerciements qui sont dites lorsque le collectif partage de la nourriture.

Les éléments « naturels » (non-humains) sont inclus dans le discours et les représentations au même titre que les humain·e·s qui ont cultivé ces légumes : le collectif reconnaît leur égale importance, leur égale nécessité dans leurs activités. La continuité entre « les mondes biophysiques, humains et surnaturels » est activement construite par le collectif, ce n'est pas une ontologie à laquelle les membres, dans leur grande majorité, ont été socialisé·e·s. Elle implique une prise en compte explicite et répétée des éléments du « monde biophysique » et les membres ne ratent pas une occasion d'insister sur le rôle et, finalement, l'agentivité de ces éléments non-humains qui, pour paraphraser les termes de John en entrevue, ont « tant à nous enseigner ».

À l'inverse des ontologies autochtones et/ou afro-descendantes dont parle Arturo Escobar et qui s'ancrent dans une tradition et une ancestralité qui leur donne une certaine épaisseur, l'ontologie qu'explore Bioma est récente et expérimentale. Elle correspond davantage à ce que les membres de l'atelier de la Minga, qui ont écrit la préface de l'ouvrage

d'Arturo Escobar (2018), nomment des « *modernités alternatives*, c'est-à-dire des formes d'action et des manières de penser l'économie et la nature qui sont déviantes par rapport à la modernité dominante » (17).

Si la continuité entre les mondes humains et biophysiques est actée, performée, « *enacted* », activement et explicitement par les membres de Bioma, le « monde surnaturel » est moins présent, moins prégnant. Il y a une forme de spiritualité hétéroclite, qui laisse transparaître une prise en compte d'un « monde surnaturel » incertain, qui n'est pas complètement – loin s'en faut – intégré dans l'imaginaire et dans le monde des membres de Bioma. En d'autres termes, le collectif n'adhère pas en tant que tel à une spiritualité spécifique mais une place est offerte aux individus qui portent et explorent ces « mondes surnaturels ».

On retrouve ainsi, au détour d'une conversation ou d'une pratique, une spiritualité issue du yoga que certaines personnes du collectif pratiquent, une spiritualité issue de mouvements, croyances et cultures sud-américaines autour de la « Pachamama » et de la « Terre Mère » ainsi qu'une spiritualité et une culture autochtone. Ces diverses spiritualités trouvent une place dans le collectif à travers diverses activités. Lorsque les membres du noyau dur acquièrent la terre à Harrington, ils demandent à Abi, une proche Métis, de venir faire une cérémonie d'ouverture de la terre ancrée dans les enseignements de son aîné *néhiyaw* afin de reconnaître que c'est un territoire colonisé dont les membres de Bioma ne sont que les derniers-ières gardien-ne-s et d'« établir une bonne relation avec les esprits, les plantes et le lieu ». Une place importante est octroyée à ce rituel et à la spiritualité, aux relations avec le monde spirituel qu'elle établit – quand bien même tou-te-s les membres de Bioma ne se reconnaissent pas forcément dans celle-ci :

Ils m'ont demandé si je voulais bien venir à la terre et faire comme une cérémonie pour honorer le lieu. Donc trouver une manière d'utiliser mes enseignements et, j'imagine, mes expériences de rituels et cérémonies et honorer la terre et notre rapport à la terre dans les cultures autochtones. Donc j'ai dit oui [...] et je suis venue à leur terre dans les Laurentides, à Harrington et on a fait cette cérémonie, on a rendu hommage à la terre et on l'a ouverte. Juste avant qu'ils ne commencent à planter des trucs et trop casser la terre, de faire tomber des arbres... Ils avaient déjà commencé mais pas tant et ils voulaient comme établir une bonne relation et reconnaître les esprits et les plantes et la terre sur laquelle ils allaient construire et construire une communauté. Donc on a fait une super cérémonie où il y avait beaucoup plus gens que ce que j'attendais. Et c'était intergénérationnel. On a fait un feu, on a offert du tabac et tout le monde a fait des offrandes et on a fait un festin, et un festin de baies. Et tu sais, à partir de là, tout le monde a commencé à vraiment collaborer, installer

des sites de tente, faire tomber des arbres et faire de la place pour les jardins. C'est là que tout a commencé à être activé.

Entretien avec Abi, automne 2017

Imbrications ontologiques et plurivers

Le « monde » de Bioma est incomplet, expérimental et hétérogène. Tou-te-s, au sein du collectif, ne sont pas également engagé-e-s dans ce « monde ». Cependant aussi hétéroclites que soient les traditions et « ancestralités » auxquelles Bioma fait appel, le collectif essaye néanmoins de construire une ontologie relationnelle en s'inscrivant dans des territoires qui sont autant d'« espaces-temps vitaux d'interrelation avec le monde naturel » (Escobar 2018, 76). Mais il ne faut pas comprendre les mondes et les ontologies qui les sous-tendent comme des totalités closes et hermétiques, radicalement singulières et différentes. Ce sont autant d'« alternatives possibles aux formes d'organisation sociale modernes, libérales, étatiques et capitalistes » (Escobar 2018, 65) mais qui s'inscrivent et s'articulent les unes par rapport aux autres (Sousa Santos 2011). Les « mondes » du *plurivers* sont souvent des « territoires », des lieux biophysiques soutenant la reproduction matérielle, épistémique et culturelle d'une communauté d'humain-e-s et de non-humain-e-s. Les limites de ces territoires sont floues et mouvantes et ils s'imbriquent dans d'autres territoires, dans d'autres mondes avec lesquels des échanges et des interactions prennent place. Ces interactions peuvent prendre différentes formes et, par exemple, l'ontologie dominante, occidentale et moderne, colonise les autres mondes, les réduit et les rend inexistants et impossibles – c'est dans ce contexte que Arturo Escobar (2018, 79) parle de « lutte ontologique » :

Le monde est un flux incessant et toujours changeant de formes et de pratiques, une multiplicité de mondes, autrement dit, un plurivers, à l'intérieur duquel chaque monde atteint des cohérences historiques contingentes et certains mondes s'imposent au détriment d'autres, rendant impossible l'existence de ces autres mondes en tant que tels.

Le « monde » de Bioma est imbriqué dans plusieurs autres « mondes » et, ce, à plusieurs niveaux : les connaissances et les rapports au monde qui y sont expérimentés proviennent de différentes traditions et origines, s'ancrant dans des ontologies diverses

et parfois contradictoires. Les lieux de Bioma sont eux-même insérés dans des géographies contestées. Dans leurs activités quotidiennes, les membres de Bioma interagissent avec des institutions, normes et réglementations qui co-produisent toutes d'autres ontologies que la leur, notamment l'« ontologie dualiste » moderne, celle du « monde du monde unique » qui invisibilise activement toute autre ontologie, y compris celle de Bioma. Lorsque Bioma expérimente un nouveau monde, le collectif entre dans une lutte ontologique qui remet en cause l'hégémonie de l'ontologie moderne dominante, celle qui en colonisant et supprimant les autres ontologies, a fini par mener à la crise écologique, sociale et politique actuelle.

Cette lutte ontologique à laquelle participe Bioma est celle de la plupart des luttes environnementales visant à défendre des *territoires* et qui cherchent à consolider le « plurivers ». C'est une lutte anti-hégémonique où « chaque territoire, chaque commune, chaque région, chaque pays devra façonner son propre modèle et son propre scénario de transition » (Escobar 2018, 170). Cette vision de la « transition vers un plurivers » résonne avec la perspective de changement social affinitaire anti-hégémonique proposée par Richard F. Day (2004). Cette dernière refuse de créer un centre de pouvoir hégémonique qui chercherait à transformer l'ensemble de la société selon un programme prédéfini, mais consiste plutôt à refuser et déranger les processus hégémoniques globaux visant l'universalisation du modèle capitaliste néolibéral (page 730). Il s'agit de mettre en œuvre des pratiques militantes qui transcendent la dichotomie entre réformisme et révolutionnaire, des pratiques où coïncident les fins recherchées avec les moyens utilisés et qui ont vocation à s'ancrer dans la vie quotidienne.

Chaque « monde » est créé dans des pratiques s'ancrant dans la vie quotidienne et laisse de la place aux autres mondes, en respectant l'« absolu particulier de l'autre, la manière dont il organise son univers de signification dans un sens qui lui est absolument particulier » (Slavoj Žižek (1991, 156), cité dans Richard F. Day (2004, 734)). La « transition socio-écologique » à laquelle Bioma travaille explicitement s'inscrit ainsi dans des pratiques ontologiques anti-hégémoniques qui ne prétendent pas s'universaliser, qui ne prétendent pas créer un monde unique, un « *univers* ». Au contraire, ces pratiques expérimentales forment une sorte de pendant « occidental » aux mondes autochtones et afro-descendants qu'étudie Arturo Escobar et qui « peuvent être interprétés comme des

contributions décisives aux processus de transition écologique et culturelle en direction d'un monde « qui puisse contenir de nombreux mondes » : un *plurivers* » (2018, 32).

*

* *

Bioma est un collectif qui s'inscrit dans un territoire spécifique. Cela provient d'une volonté d'enracinement dans un lieu qui traduit une critique du « déracinement » que les membres vivent dans le milieu urbain et dont le pendant est une aspiration à une appartenance collective à un lieu et à une « communauté ». Cette volonté d'enracinement n'est pas seulement inscrite dans les biographies particulières des individus composant Bioma, elle est aussi le fait de la sensibilité et des valeurs écologiques du collectif : la stratégie de localisation – des actions, de l'économie, du politique, de la vie quotidienne – qui est à l'œuvre dans Bioma est centrale dans les mouvements environnementaux contemporains. Ces stratégies localistes inscrivent pleinement Bioma dans une forme de lutte spatiale où les lieux construits et animés par Bioma participent à des actions collectives écologiques directes : elles transforment le collectif tout en constituant, en et par elles-mêmes, des actions visant à transformer les usages de l'espace.

L'occupation d'un espace et la transformation de son usage participent à la stratégie de transition portée par Bioma en tant qu'alternative. Cet espace physique s'imbrique dans d'autres espaces ordinaires et devient ainsi une sorte de vitrine de l'alternative, un lieu autant d'expérimentation que de diffusion des valeurs et discours mais aussi des pratiques et formes d'organisation de l'alternatif. Mais c'est là une *occupation* de l'espace et on retrouve ici une dimension conflictuelle de l'alternatif : occuper le terrain, « naturaliser » la ville, soustraire des territoires à l'exploitation capitaliste. Cette dimension de l'alternatif approfondit la perspective de changement social par transition qui ne peut se résumer à une subversion des normes, pratiques, institutions et usages dominants. Elle a aussi une dimension conflictuelle et contestataire.

Cette dimension conflictuelle se retrouve aussi dans la participation de Bioma et de l'alternatif en général à ce qu'Arturo Escobar (2018) appelle une « lutte ontologique ». Si on relit l'ensemble des pratiques de Bioma au prisme de cette lutte, on peut insister sur les efforts que les membres du collectif mettent dans le « faire différemment » : la manière dont les membres du collectif s'efforcent à créer des liens différents et à cultiver des

interdépendances ; les différentes façons dont ils et elles interagissent avec des institutions, dévoyant les normes et réglementations dominantes pour se les réapproprier au sein d'espaces autonomes ; les stratégies de diversifications économiques qui rendent visible la grande variété de pratiques économiques possibles ; les rapports aux savoirs et aux différentes rationalités mais aussi à la nature et aux non-humain·e·s... Ce « faire différemment » consiste finalement à « faire monde », à s'inscrire et à co-produire une ontologie qui n'est peut-être pas aussi complète, profonde et ancienne que d'autres – notamment celles issues des mondes autochtones – mais qui tend néanmoins vers un *plurivers* marqué par la « relationalité », le fait qu'aucun·e être n'existe indépendamment des relations qui le ou la constitue. Ce *plurivers* est aussi caractérisé par la « communalité », c'est-à-dire des formes « communales d'économie et d'autogouvernement assurant le pluralisme culturel » (Escobar 2018, 67), qui s'incarne dans la recherche active d'interdépendances comme principe ontologique.

L'ontologie *alternative* portée par Bioma est à la fois expérimentale et en construction. Elle est implicite et transparait dans les pratiques spatiales du collectif tout en s'inscrivant pleinement dans l'éthique anti-hégémonique du collectif. En situant Bioma dans une perspective de « lutte ontologique » on peut rendre compte de l'aspiration au changement social qui est à la racine des actions du collectif et qui s'incarne dans une vision spécifique de la « transition socio-écologique ». En explorant la thématique de la transition, qui est aussi présente dans les écrits décoloniaux d'Arturo Escobar (2016, 2018), on retrouve le sentiment, omniprésent dans le collectif de Bioma, de l'urgence d'agir face à la crise écologique, sociale et politique. Et c'est là un sentiment que Danilo Martuccelli (2017, 14) qualifierait de très *moderne* : « la *modernité* est inséparable de l'expérience de l'entre-deux et du sentiment (de l'illusion permanente ?) de se trouver au milieu d'une période charnière ».

Épilogue

Sortie

Le lundi 22 avril 2019, les membres du noyau dur de Bioma organisent une réunion à la Place Commune qui, bien que normalement fermée ce soir-là, accepte de nous ouvrir ses portes pour que l'on puisse s'y retrouver. Tou-te-s les ami-e-s, allié-e-s, proches et autres bénévoles sont convié-e-s pour discuter de l'avenir de Bioma et du Craterre. Chacun-e est invité-e à apporter un plat à partager et l'ambiance est très conviviale. Bien qu'ayant à ce moment déjà fini mon terrain, je suis toujours engagé dans les relations que j'ai tissées sur le terrain ainsi que dans les projets de Bioma. Je me rends donc à 18 heures à la réunion. Fred, David, Rachel et Amanda et d'autres ami-e-s et bénévoles sont déjà là. Je connais presque tout le monde mais il y a tout de même un visage ou deux qui me sont inconnus.

La Place Commune est un café militant autogéré situé au cœur du quartier de Parc Extension. Le café occupe une seule grande salle au milieu de laquelle un grand bar sépare l'espace de cuisine de la salle à manger. Les tables et les chaises sont dépareillées et viennent probablement de dons ou ont été achetées dans des magasins de deuxième main. Il y a de nombreuses affiches et prospectus informant les client-e-s des ressources militantes et communautaires disponibles dans le quartier témoignant de l'insertion de ce lieu dans le réseau militant local.

Une grande armoire est remplie de denrées alimentaires à vendre en vrac dans des bocaux. Devant cette armoire on retrouve un tas de pains de différentes sortes que « Monsieur Pain », un acteur bien connu du milieu de la récupération et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, récupère dans des boulangeries à travers Montréal et dépose ici autant pour la Place Commune que pour toutes les personnes qui y viennent. Au fond du couloir qui dessert les toilettes, il y a un frigo communautaire où est entreposée toute la nourriture que la Place Commune et d'autres actrices et acteurs collectifs-ives allié-e-s

dans la lutte contre les déserts alimentaires récupèrent. N'importe qui peut se servir dans ce réfrigérateur.

Les murs extérieurs du café sont aménagés pour que les gens du quartier s'y arrêtent et profitent de l'espace. Il y a des bancs qui ceignent les côtés nord et ouest du café. À l'ouest, sur le trottoir, est installée une petite terrasse avec des tables entourées de plantes. Il n'est pas nécessaire de consommer de la nourriture ou des boissons vendues par la Place Commune pour profiter de l'espace. Nombreux·euses sont les habitant·e-s du quartier qui viennent profiter entre ami·e-s ou en famille de la fin d'après-midi et des derniers rayons du soleil. Au fil des années, la Place Commune a fini par s'implanter dans Parc Extension et à être adoptée par les habitant·e-s.

Petit à petit de nouvelles personnes arrivent. Les personnes présentes discutent, certain·e-s se revoient pour la première fois depuis l'automne passé et se racontent leur hiver et là où ils et elles en sont dans leur vie. Autour de 19 heures, le temps que l'on soit sûr·e que tout le monde est arrivé, on s'assied sur des chaises disposées en cercle au milieu de la salle de la Place Commune. David ouvre la discussion en annonçant la dissolution de la coopérative Bioma à la fin de la saison.

Fred annonce dans la foulée que c'est la dernière saison où il coordonnera le Cratère. Il exprime en effet le fait que c'est un travail trop prenant et qu'il aspire à d'autres activités. Il aimerait que le travail et les responsabilités soient davantage partagées entre les différent·e-s membres du collectif et que l'on parviennent à être plus autogéré·e-s. En plus, il ne sait pas encore s'il va rester à Montréal l'année prochaine.

Je suis déjà au courant de ces décisions car autant Fred que David m'en ont déjà parlé. Ce n'est cependant pas le cas de toutes les personnes présentes. La réaction de la plupart des ami·e-s présent·e-s se situe à mi-chemin entre la surprise, l'incompréhension et une forme de tristesse.

Assez rapidement, David, Rachel, Fred et Amanda expliquent que cela ne signe pas la fin du collectif ni des projets et préfèrent présenter cela comme une transformation de notre manière de nous organiser. La raison pour laquelle la coopérative va être fermée est que ses membres partent dans d'autres projets, ailleurs, et que ce type d'organisation a perdu sa raison d'être en ne remplissant plus la fonction de « véhicule » légal et économique des

activités du groupe. Les membres du noyau dur orientent progressivement la discussion autour des enjeux que cela soulève pour la continuité des projets.

Pour que le collectif continue à exister, que l'on continue à cultiver des légumes au Craterre tout en s'enseignant des savoirs et des pratiques les un·e·s les autres, on doit donc se réinventer. Finalement, les membres du noyau dur présentent cette situation comme l'occasion de clore un premier chapitre de « Bioma » marqué par la prééminence du noyau dur dans l'organisation et la prise d'initiative et l'occasion d'ouvrir un nouveau chapitre où les relations et le fonctionnement interne du collectif vont pouvoir se réinventer et, éventuellement, continuer le travail de démocratisation interne du groupe. Ils et elles refusent de voir se jouer ici la fin de leurs projets et préfèrent l'envisager comme une nouvelle étape, une transformation qui ouvre de « belles opportunités » pour essayer de nouvelles manières de s'organiser, de démocratiser le collectif et d'impliquer de nouvelles personnes.

Cette rencontre est l'occasion à la fois de jauger de la disponibilité des ami·e·s pour cette nouvelle saison et d'ouvrir la discussion pour trouver des manières de s'organiser pour décharger un peu Fred de la charge de coordination du Craterre tout en développant des outils d'autogestion. Une proposition est par exemple d'installer un tableau dans les jardins pour écrire les tâches faites et à faire. Une autre proposition est d'utiliser un cahier où les tâches et les besoins du jardins sont inscrits afin que l'on sache ce qui a été fait et ce qui est à faire tout en constituant une sorte de mémoire des jardins. L'idée est de trouver des moyens pour que tou·te·s les membres du collectif puissent aller au jardin et savoir qu'y faire sans se référer constamment à Fred.

À la fin de la réunion, plusieurs décisions ont été prises par consensus. Tout d'abord, notre attachement au collectif et à nos projets a été réaffirmé. Ensuite, la décision de continuer à penser à des moyens pour décharger Fred et nous approprier collectivement et plus entièrement les jardins a été prise. Enfin, le collectif a lancé un cycle de rencontres qui auront lieu tout au long de l'été pour continuer à penser à nos manières de nous organiser pour que les projets et le collectif perdurent dans le temps au-delà de la dissolution de la coopérative.

Face aux soubresauts et aux tensions internes qui ont secouées le noyau dur ces dernières années, le collectif a commencé à se transformer, à se réformer. L'affinité forte qui existait entre les membres du noyau dur et qui était à la base de leurs actions s'est

fissurée et cela a eu des répercussions sur l'ensemble du collectif. Ça a été l'occasion pour certain-e-s membres de se désengager progressivement des projets et de se tourner vers de nouvelles aventures ailleurs au Québec et dans le monde. Mais la volonté que les initiatives de Bioma perdurent et se transforment est restée forte et c'est pour cela qu'une telle réunion a été organisée.

Pendant le printemps et l'été 2019, un processus similaire a été mis en place pour le terrain à Harrington. L'un des co-proprétaire a quitté le projet et les propriétaires restant ont décidé d'ouvrir davantage l'espace aux membres de la communauté élargie. Des sous-collectifs ont été organisés pour impliquer plus de monde dans la gestion des questions agricoles et de construction au terrain ainsi que pour (re-)penser la manière de gérer le terrain et le collectif en général.

Notes sur la sortie de terrain, avril à septembre 2019

* * *

Mon terrain de recherche s'est terminé en même temps que le « premier chapitre » de Bioma. Alors que je terminais mes dernières séances d'observation et mes derniers entretiens, alors que j'essayais, bon gré mal gré, de sortir de mon terrain pour me concentrer sur mes analyses et sur l'écriture de ma thèse, Bioma semblait arriver au bout de son existence, les dynamiques internes semblaient à bout de souffle. Le début de mes analyses ont donc été teintées d'une certaine forme de nostalgie et de tristesse face à ce que je voyais comme étant la disparition probable d'une initiative qui me tenait à cœur.

Les nouveaux développements dans l'histoire de « Bioma », les réorientations et la recherche de nouvelles manières de s'organiser témoignent au contraire de la vitalité et de la résilience de cette initiative alternative. Cela ne va pas sans accrocs et l'été 2019 n'aura pas suffi pour que le collectif trouve un nouveau modèle, une nouvelle manière de s'organiser. Les différent-e-s membres du collectif s'engagent dans de nouveaux projets, se tournent vers de nouvelles aventures et il y a une forme de dispersion de l'énergie et des engagements. Cependant, cela ne signifie pas la fin ni la disparition de cette initiative alternative. L'alternatif est un mode d'engagement résilient qui se transforme, qui mute et qui s'incarne de manières diverses et parfois inattendues. Seule la suite de cette histoire nous montrera ce qui va ressortir de ces chamboulements et de ces expérimentations.

Conclusion

Une recherche scientifique est toujours un long processus. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on décide de faire de l'ethnographie puisque c'est une démarche méthodologique qui exige du ou de la chercheur-e une immersion de longue durée dans son terrain de recherche. Dans mon cas, mon terrain a commencé au printemps 2016 pour « finir » en automne 2018. La question de la fin puis de la sortie du terrain ont été épineuses pour moi. À un moment, à la fin de l'automne en 2018, j'ai décidé de ne plus construire de données : pour pouvoir approfondir mes analyses et commencer à écrire, j'avais besoin de prendre du recul, de ne pas ajouter de nouvelles données au corpus déjà étoffé que j'avais constitué avec l'aide des « mes » enquêté-e-s. J'étais cependant toujours impliqué dans les relations que j'avais tissées pendant mes trois années de terrain.

La vision que les membres de Bioma avaient de moi a évolué : du chercheur universitaire extérieur, je suis devenu un membre actif du collectif mais un membre particulier produisant des analyses sociologiques qui répondent aux normes et critères de scientificités telles que convenues au sein de l'université. Il y a donc un écart entre les membres « normaux » du collectif et moi, le chercheur qui questionne ce qui se fait, qui fouille et met à jour les tensions au sein du collectif pour pouvoir écrire une thèse et obtenir un doctorat. Mes intérêts objectifs sont très éloignés de ceux des militant-e-s engagé-e-s dans Bioma.

Cette distance est réduite par mon engagement au sein du collectif, par le partage de mes analyses et de mes réflexions avec les différentes personnes présentes sur le terrain. Ma posture de recherche, marquée par mon engagement auprès et pour le groupe, a nécessairement orienté mes analyses et participé à la réduction de la tension éthique marquée par la divergence des intérêts et la spécificité de la posture de chercheur sur le terrain. Cependant, bien qu'atténuée, cette tension ne peut pas être résolue et la divergence des intérêts et des normes ne peut être entièrement abolie. Elle marque toujours

nos relations et ma posture de recherche. Dans mon cas, c'est surtout grâce à l'intérêt de mes enquêté·e·s pour ma recherche, à leur compréhension fine des caractéristiques et des enjeux de la recherche en sociologie ainsi qu'à leur bienveillance que l'inconfort et les dilemmes éthiques ont pu être largement aplanis.

* * *

Ma thèse est partie d'une appréhension relativement floue et non-réflexive de ce que pouvait être l'alternatif. Ni un mouvement social, ni une action contestataire, ce n'est pas non plus un isolat auto-institué existant, si tant est que cela soit possible, *hors* de la société. C'est à la fois dans mes propres expériences d'engagement et dans mes recherches antérieures, dans la lecture d'ouvrages militants puis en me plongeant dans des écrits scientifiques, que j'ai pu commencer à construire mon objet de recherche. Mais ce n'est finalement qu'en entrant sur le terrain, en me plongeant dans le quotidien et les détails d'une initiative alternative concrète que tant ma thématique que mon objet de recherche se sont clarifiés et solidifiés. Dans la recherche ethnographique, c'est bien souvent le terrain qui permet de « transformer la question vague et générale du début en objet empirique » (Beaud et Weber 2010, 38).

Au-delà de sa pluralité, j'ai construit tout au long de ma thèse l'alternatif comme étant une dimension spécifique de l'action collective, un type d'initiatives et de pratiques collectives qui remettent en cause le *statu quo* et préfigurent d'« autres » types de relations sociales, de manières de faire et de modes d'organisation. On retrouve ici une caractéristique classique de l'action collective telle que présentée par Alberto Melucci (1989, 12) : « l'action collective est une *forme* dont les modèles d'organisation et de solidarité délivrent un message au reste de la société »⁷. Ce « message » que les initiatives alternatives envoient au reste de la société est double. D'un côté, elles essaient de montrer que c'est possible *et souhaitable* de « faire autrement », que l'horizon des possibles est plus ouvert que ce que les normes sociales dominantes laissent entendre. L'envers de ce message est une critique des valeurs, normes de conduites et manières de faire et de s'organiser dominantes qui mènent à des crises sociales, écologiques, politiques et économiques.

7. « *Collective action is a form whose models of organization and solidarity deliver a message to the rest of society* ».

L'alternatif est préfiguratif mais ne peut être réduit à cela. La préfiguration est bien une dimension des pratiques alternatives mais ces dernières dépassent cette seule dimension. En participant à la construction de « mondes », l'alternatif fait appel à une diversité d'engagements et de stratégies d'actions. Autrement dit, s'intéresser à des initiatives alternatives suppose de prendre en compte l'articulation de plusieurs types d'engagements et de pratiques. À travers ces engagements pluriels, l'alternatif se déploie dans le quotidien des militant.e.s et participe à façonner ce dernier. Il ne faut pas non plus confondre l'alternatif avec les *lifestyle movements*. La transformation du mode de vie n'est la encore qu'une dimension de l'alternatif qui ne se réduit pas à une « personnalisation du politique » comme le mouvement du *lifestyle* peut le faire (L. W. Bennett 2012 ; Haenfler, Johnson et Jones 2012).

En d'autres termes, les initiatives alternatives se situent au croisement de plusieurs modes d'engagement et de plusieurs mouvements sociaux. C'est à partir de cette situation, qu'elles essayent de « faire différemment », de construire et d'expérimenter des normes d'action et de conduite collectives « nouvelles », qui se distinguent fortement et volontairement des normes dominantes. Les militant.e.s engagé.e.s dans ces initiatives s'efforcent de construire des « mondes » alternatifs les plus cohérents possibles quand bien même ces mondes sont toujours bricolés, imparfaits et inachevés.

Ces initiatives s'inscrivent dans une perspective de changement social anti-hégémonique (Day 2004) : elles ne proposent pas une seule manière de faire différente, un seul modèle qui aurait vocation à s'imposer à l'ensemble d'une société. Elles promeuvent à l'inverse l'importance de l'expérimentation et de l'adaptation contingente au contexte local. Cet aspect localiste et anti-hégémonique constitue peut-être une des spécificités de la stratégie de transition telle que proposée par l'alternatif.

* * *

Pour mener ma recherche et orienter mon regard et mes analyses, je me suis intéressé spécifiquement aux tensions et ambivalences vécues, expérimentées et, parfois, tues, au sein d'une initiative alternative. C'est cette orientation qui m'a permis à la fois de décrire et de comprendre précisément les caractéristiques et les dynamiques internes des pratiques alternatives mais aussi, plus largement, leur potentiel de changement social. La

description des différentes caractéristiques de l'alternatif permet d'approfondir notre compréhension de ce qu'une stratégie de transition peut être, de son potentiel et de ses limites.

La première dimension importante qui ressort de mon travail de recherche concerne l'articulation de différents types d'engagement au sein des initiatives alternatives. Les engagements de chacun-e des membres de Bioma sont contrastés : les un-e-s participent à des actions directes contestataires spectaculaires, les autres adaptent leur mode de vie pour que celui-ci coïncide le plus entièrement possible avec leurs valeurs, d'autres encore s'engagent dans des organisations instituées pour les transformer de l'intérieur. Ces différents engagements s'ancrent dans les biographies singulières des individus mais, ce qu'il est important de noter ici, est que c'est une initiative alternative commune qui fournit la matrice de ces divers engagements.

Plutôt que de concevoir ces engagements de manière séparée, voire comme étant mutuellement exclusifs, étudier l'alternatif nous invite à voir la cohérence qui peut exister – et être construite par les militant-e-s – entre ces différentes stratégies. Par extension, l'alternatif nous amène à décroquer l'étude des mouvements sociaux. Les militant-e-s de Bioma sont engagé-e-s principalement dans le mouvement environnemental mais ils et elles s'intéressent et participent à de multiples luttes entre lesquelles ils et elles construisent des ponts. En d'autres termes, bien qu'une initiative alternative tend à s'inscrire principalement dans un mouvement social en particulier, les luttes qui s'y retrouvent et qui y sont alimentées sont souvent plurielles.

Cette articulation des engagements implique des dynamiques internes particulières dans l'organisation du groupe. Bioma s'est peu à peu organisée autour d'une double éthique : l'éthique du *faire* et l'éthique de l'affinité. Malgré les engagements multiples des militant-e-s et la réflexivité qu'ils et elles cultivent au sein de ceux-ci, les habitudes et les réflexes ancrés dans les relations originelles du groupe finissent par se sédimenter. La double éthique devient une évidence pour tou-te-s et rend possibles les pratiques et l'organisation collectives, mais elle n'est plus remise en question. Cela a des répercussions sur le potentiel de démocratisation interne de ces initiatives. Avec le temps et la prise d'habitudes, l'expérimentation et la réflexivité, pourtant essentielles aux initiatives alternatives, tendent à devenir plus difficiles face à l'auto-reproduction du groupe. On retrouve

ici un lieu de tension important de l'alternatif et des stratégies de changement social non-hégémoniques en général.

La micro-politique du groupe, ses ressorts et ses ambivalences constitutives influencent grandement les stratégies d'existence des initiatives alternatives et les relations qu'elles parviennent ensuite à tisser avec certaines composantes du « reste de la société ». Dans la construction stratégique de relations externes, Bioma *projette* ses normes et pratiques internes, et notamment sa double éthique. Cela permet aux militant.e.s d'aménager et de subvertir les normes et contraintes dominantes qui s'exercent sur elles et eux afin de pouvoir construire leurs pratiques alternatives collectives. Cela leur permet aussi de construire des interfaces négociées avec certaines organisations instituées, comme l'Université de Montréal, par exemple.

À travers la création et l'approfondissement de relations interpersonnelles, ces interfaces deviennent des lieux de diffusion des valeurs, normes et manières de faire de l'alternatif hors du seul groupe militant. C'est une des manières par lesquelles l'alternatif participe à une transformation de la culture locale (Hamel 2018, 294). Ces normes, pratiques et manières de faire alternatives entrent dans les répertoires culturels auxquels les différent.e.s actrices et acteurs sociaux.ales peuvent se référer lorsqu'ils et elles prennent des décisions. Si c'est là un effet transformateur que peut avoir l'alternatif, c'est aussi un lieu où il peut être récupéré, privatisé et marchandisé et devenir une « innovation » – écologique, culturelle, économique ou sociale – qui sera progressivement intégrée au capitalisme vert, responsable et/ou « moralisé ». On retrouve ici une troisième ambivalence fondamentale de l'alternative qui se définit dans son rapport ambigu et contradictoire avec les institutions dominantes.

C'est dans leur spatialisation que les initiatives alternatives sont le plus visiblement existantes. Les espaces qu'elles créent, défendent et promeuvent, portent et rendent possibles les expérimentations des militant.e.s et sont autant de plateformes de diffusion de celles-ci. C'est dans l'articulation entre leurs pratiques alternatives et la défense et promotion d'espaces autonomes que les initiatives alternatives s'engagent dans la construction de « mondes différents ». En ce sens, l'alternatif est engagé dans une lutte pour l'occupation de l'espace qui se transforme en lutte ontologique. L'analyse de la spatialisation de l'alternatif, nous invite à la fois à explorer la cohérence et l'aspect holistique des initiatives

alternatives, mais aussi à explorer les sous-basements ontologiques des stratégies anti-hégémoniques du changement social. La conclusion de cela est que pour parvenir à une transition telle que celle pour laquelle Bioma – comme d’autres initiatives alternatives – lutte, il faut diversifier nos ontologies, les ancrer dans des territoires locaux et explorer la manière dont elles peuvent s’articuler.

Si on relie ces différentes dimensions de l’alternatif, on peut caractériser ce qu’est une transition « socio-écologique » telle qu’elle est proposée et mise en œuvre par Bioma. Tout d’abord, elle est « écologique » et porte en son fondement des enjeux environnementaux, mais elle s’articule aussi à une pluralité d’enjeux sociaux. À l’inverse des discours de transition de nombreux gouvernements ou autres organisations, la transition que prône l’alternatif est plus globale ou holistique que sectorielle. La tension qui résulte de cette caractéristique est que cette transition est toujours marquée par le « manque ». Face à la multitude des enjeux auxquels elle s’adresse, elle ne peut qu’être imparfaite et risque de se diluer. L’effet direct de cette tension est que c’est une stratégie de transition qui porte le risque d’épuiser et de décourager les militant.e.s.

Ensuite, la transition alternative est expérimentale. L’alternatif est empiriquement défini par son altérité et la volonté de « faire différemment ». Les militant.e.s de l’alternatif refusent bien souvent de se reposer sur des modèles pré-établis et promeuvent donc l’expérimentation et son éthique sous-jacente du *faire*. La transition qui est portée par ces initiatives ne repose pas sur un modèle à imposer au reste de la société. Elle est toujours ouverte et contingente. C’est là où l’on retrouve sa caractéristique anti-hégémonique. L’envers de cette caractéristique est que ce type de transition est particulièrement vulnérable à la perte de la réflexivité des actrices et acteurs sociaux qui peut entraîner un repli sur soi de l’initiative alternative et la reproduction d’habitudes et de pratiques dominantes.

C’est par contagion que la transition portée par l’alternatif se diffuse. Les initiatives alternatives n’existent pas dans un isolat, elles s’engagent de manières plurielles avec « le reste de la société ». Une telle stratégie de transition vise à la fois à transformer localement la culture et les normes et modes de fonctionnement et à se diffuser de manière analogique et cumulative par une multiplication des initiatives alternatives. Elle court ici le risque d’être récupérée et incorporée par les institutions dominantes, d’être marchandisée dans le capitalisme et d’être ainsi vidée de sa substance critique et militante.

Enfin, cette stratégie de transition est localiste, ancrée dans un territoire et cherche à y faire monde. La transition portée par l'alternatif est holistique et cherche à être cohérente tout en s'inscrivant ainsi dans une lutte spatiale. Ces « mondes » vers lequel la transition alternative nous mène sont toujours incomplets, inachevés et imparfaits – ce sont toujours des mondes en devenir. Ils risquent alors de rester subordonnés au monde dominant et être invisibilisés, ignorés et aisément réprimés.

La transition est la stratégie de changement social privilégiée dans les pratiques alternatives, mais elle co-existe toujours avec d'autres stratégies de changement social. De fait, on ne peut comprendre ce type de transition sans s'intéresser à son articulation avec les autres stratégies qui sont présentes dans la multiplicité des modes d'engagement qui se croisent au sein des initiatives alternatives. C'est notamment par le travail militant que les personnes engagées dans ces initiatives essaient de surmonter toutes ces tensions et ces limites qui sont ancrées dans les différentes caractéristiques de la transition. Mais c'est aussi grâce aux autres stratégies, de rupture, de contestation, de subversion et d'infiltration de l'ordre dominant, que les militant·e·s parviennent à dépasser et surmonter ces tensions, ambivalences et limites.

* * *

Outre les limites éthiques que j'ai déjà mentionnées, ma recherche est marquée par des limites méthodologiques. La première est une limite d'ordre temporel, et ce, à plusieurs niveaux. Tout d'abord, une analyse plus fine et complète du changement social exigerait une recherche sur plusieurs dizaines d'années. En effet, les transformations sociales, le changement des subjectivités, la manière dont la culture mute et s'adapte à de nouveaux enjeux, tout cela prend un temps beaucoup plus long que quelques étés. Dans ma thèse, j'étudie la stratégie de changement social par transition et son potentiel en faisant le pari que c'est en analysant les tensions et ambivalences de l'alternatif que l'on peut mieux comprendre le potentiel et les limites d'un tel modèle de changement social.

Une autre limite liée au temps a été mon incapacité à entrer entièrement dans le quotidien du noyau dur de Bioma. Cela est relié à l'informalité du groupe : les processus de décision et de construction de valeurs collectives se déploient tout au long de la journée, à tous les moments. Or, bien que passant beaucoup de temps, tous les jours, avec ce

groupe, je n'étais pas *tout le temps* là. Pour pallier à cette limite, j'ai reconstruit ces processus collectifs dans les conversations et les entretiens. La limite réside dans le fait que ce sont alors des données rapportées que je n'ai pu qu'incomplètement recroiser avec des données d'observation.

Une autre limite réside dans la délimitation – pragmatique mais arbitraire – de mon terrain. En me concentrant volontairement sur Bioma et les dimensions alternatives des pratiques de ses membres, je me suis moins intéressé aux pratiques contestataires et institutionnelles des militant·e·s engagé·e·s dans Bioma. En remontant davantage le long des réseaux de ces personnes, j'aurai pu observer plus complètement les différents modes de participation et d'engagement. Ce serait là une manière d'approfondir ma recherche en analysant plus systématiquement les manières concrètes d'articuler les engagements et les luttes.

Malgré ces limites, ma thèse permet de décortiquer les différentes dimensions de l'alternatif et de son potentiel de transformation sociale. En prenant les initiatives alternatives au sérieux, on arrive à mieux les comprendre mais aussi à étoffer notre compréhension de ce qu'un changement social par transition peut être. J'ai évoqué les limites d'une telle stratégie. Explorer plus systématiquement l'ambivalence fondamentale de l'alternatif qui est constamment pris entre des processus de diffusion et de récupération, permettrait d'approfondir notre compréhension du potentiel des stratégies transitionnelles. La limite entre diffusion et récupération est en effet floue et elle alimente de nombreux débats tant militants que scientifiques.

Il reste aussi de nombreux liens théoriques à construire entre les dimensions de l'alternatif et de la stratégie de transition que j'analyse dans ma thèse et d'autres approches des théories de la transition. Le champ des études de la transition est à la fois pluriel et en plein essor. D'un côté, c'est un champ dominé par des approches directement issues de la théorie de la modernisation écologique, reproduites dans les discours gouvernementaux ou des grandes organisations (Audet 2015a, 2015b ; Meadowcroft 2011), et que l'on peut qualifier de « techno-utopiennes » (Bettini et Karaliotas 2013, 337). De l'autre côté, il existe des approches davantage militantes, comme celles issues de la décroissance (Johanisova et Wolf 2012 ; Demaria et al. 2013 ; Latouche 2006) ou celles provenant des débats autour des « communs » (Dardot et Laval 2014), par exemple. Construire des

ponts entre mon approche qui plonge ses racines dans la sociologie des mouvements sociaux pour comprendre les initiatives alternatives et la manière dont elles s’ancrent dans une stratégie interstitielle de transition et ces autres approches radicales de la transition serait une entreprise intellectuelle pertinente tant du point de vue scientifique que militant.

La thématique de recherche sur l’alternatif est porteuse. Ces sont des actions militantes qui participent à la transformation du discours et de la culture dominante (Eliasoph et Lichterman 2003) en ouvrant le domaine des possibles, en diversifiant les horizons d’attente de la société et en renforçant le discours sur la crise. L’alternatif participe ainsi à la création de ces « temps incertains » où les potentiels de changements sont importants (Polletta 2008, 93). Avec la présence de plus en plus forte des discours de crise et la multiplication des effets visibles et vécus des changements climatiques, l’alternatif participe à une prise de conscience militante et propose, expérimente et diffuse en même temps des solutions imparfaites, locale et à taille humaine. Je ne pense pas que ce soit une thématique de recherche qui soit appelée à disparaître de si tôt.

Bibliographie

- Abiral, Bürge. 2015. « Catastrophic Futures, Anxious Presents : Lifestyle Activism and Hope in the Permaculture Movement in Turkey ». Mémoire de Maîtrise, Sabancı University. (Cf. pages 64, 181, 186, 187).
- Aiken, Gerald Taylor. 2017a. « Permaculture and the social design of nature ». *Geografiska Annaler : Series B, Human Geography* 99 (2) : 172-191. (Cf. page 16).
- . 2017b. « The politics of community : togetherness, transition and post-politics ». *Environment and Planning A online* : 1-19. (Cf. pages 71, 92).
- Ali, Zahra, et Sonia Dayan-Herzbrun. 2017. « Présentation ». *Tumultes* 48 (1) : 5-13. (Cf. page 294).
- Ancelovici, Marcos. 2014. « Crisis and Contentious in Europe. A Political process account of anti-austerity protests ». In *The European Crisis : Contributions from Political Sociology*, sous la direction de H-J Trenez, V. Guiraudon et C. Ruzza, 189-209. London : Palgrave. (Cf. page 55).
- Apoifis, Nicholas. 2017. « Fieldwork in a furnace : anarchists, anti-authoritarians and militant ethnography ». *Qualitative Research* 17 (1) : 3-19. (Cf. page 125).
- Armstrong, Elizabeth, et Mary Bernstein. 2008. « Culture, Power and Institutions ; A Multi-Institutional Politics Approach to Social Movements ». *Sociological Theory* 26 (1) : 74-99. (Cf. page 55).
- Audet, René. 2015a. « Le champs des *sustainability transitions* : origines, analyses et pratiques de recherche ». *Cahiers de recherche sociologique* 58 : 73-93. (Cf. pages 29, 33, 91, 346).

- Audet, René. 2015b. « Pour une sociologie de la transition écologique ». 58 : 5-13. (Cf. pages 3, 91, 346).
- Auyero, Javier. 2006. « Introductory Note to Politics under the Microscope : Special Issue on Political Ethnography I ». *Qualitative Sociology* 29 (3) : 257-259. (Cf. page 105).
- Avanza, Martina. 2008. « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas ses « indigènes » ? » Chap. 2 in *Les politiques de l'enquête*, sous la direction de Didier Fassin et Alban Bensa, 41-58. Paris : La Découverte. (Cf. pages 35, 108, 125).
- Barassi, Veronica. 2013. « Ethnographic Cartographies : Social Movements, Alternative Media and the Spaces of Networks ». *Social Movement Studies* 12 (1) : 48-62. (Cf. page 158).
- Barbe, Frédéric. 2016. « La “zone à défendre” de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique ». *Noröis* 238-239 (1-2) : 109-130. (Cf. pages 26, 81, 296, 320).
- Barnes, Philip. 2014. « The political economy of localization in the transition movement ». *Community Development Journal* 50 (2) : 312-326. (Cf. page 80).
- Bassett, Thomas J. 1981. « Reaping on the margins : a century of community gardening in America ». *Landscape* 25 (2) : 1-8. (Cf. page 46).
- Bayat, Asef. 1997. « Un-Civil Society : The Politics of the Informal People ». *Thrid World Quaterly* 18 (1) : 53-72. (Cf. pages 77-79, 192, 314).
- . 2010. *Life as Politics : how ordinary people change the Middle-East*. Stanford : Stanford University Press. (Cf. pages 77, 78, 192, 314).
- . 2012. « Politics in the City-Inside-Out ». *City and Society* 24 : 110-128. (Cf. pages 64, 67, 77, 314).
- Beaud, Stéphane, et Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte. (Cf. pages 103, 340).
- Becker, Howard. 2002. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Repères. Paris : Éditions La Découverte. (Cf. pages 102, 106, 139).

- . 2004. *Écrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*. Paris : Economica. (Cf. pages 96, 137).
- Bednik, Anna. 2018. « Faire corps avec les lieux. Penser les luttes de territoires en Occident avec Arturo Escobar ». Chap. Postface in *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*, sous la direction d'Arturo Escobar, 177-192. Paris : Éditions du Seuil. (Cf. page 302).
- Bellemare-Caron, Rémi, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Krzyzyski. 2013. *nous sommes ingournables. les anarchistes au québec aujourd'hui*. Montréal : Lux. (Cf. pages 44, 45).
- Bennett, Jane. 2005. « The Agency of Assemblages and the North American Blackout ». *Public Culture* 17 (3) : 445-465. (Cf. page 114).
- Bennett, Lance W. 2012. « The Personalization of Politics : Political Identity, Social Media, and Changing Patterns of Participation ». *The Annals of The American Academy of Political & Social Science* 644 : 20-39. (Cf. pages 65, 163, 341).
- Bensa, Alban. 1993. « Anthropologie et citoyenneté ». *Journal des anthropologues* 50-51 : 21-24. (Cf. pages 107, 125).
- Bereni, Laure, et Anne Revillard. 2012. « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux ». *Sociétés contemporaines* 85 (1) : 17-41. (Cf. page 56).
- Bettini, Giovanni, et Lazaros Karaliotas. 2013. « Exploring the limits of Peak Oil : naturalizing the political, de-politicising energy ». *The Geographical Journal* 179 (4) : 331-341. (Cf. pages 64, 71, 81, 88, 92, 181, 241, 346).
- Bey, Hakim. 1985. *T.A.Z : Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism*. The Anarchist Library. (Cf. page 29).
- Blee, Kathleen M. 2012. *Democracy in the Making : How Activist Groups Form*. London : Oxford University Press. (Cf. pages 196, 197, 210, 211, 216, 218, 219, 223, 230, 232, 236, 241).

- Blondeau, Cécile. 2002. « La boucherie : un lieu d'innocence ? » *ethnographiques.org* 2 : en ligne. (Cf. page 132).
- Bobel, Chris. 2007. « "I'm not an activist, though I've done a lot of it" : Doing Activism, Being Activist and the "Perfect Standard" in a Contemporary Movement ». *Social Movements Studies : Journal of Social, Cultural and Political Protest* 6 : 147-159. (Cf. page 157).
- Boström, Magnus. 2004. « Cognitive practices and collective identities within a heterogeneous social movement : the Swedish environmental movement ». *Social Movement Studies* 3 (1) : 73-88. (Cf. pages 70, 71).
- Boulianne, Manon. 2005. « Présentation : Vers une anthropologie de l'altermondialisation ». *Anthropologie et Société* 29 (3) : 7-17. (Cf. page 25).
- Boumaza, Magali, et Aurélie Campana. 2007. « Enquêter en milieu difficile ». *Revue Française de Science Politique* 57 (1) : 5-25. (Cf. page 122).
- Bramall, Rebecca. 2011. « Dig for Victory! Anti-consumerism, austerity, and New Historical Subjectivities ». *Subjectivity* 4 (1) : 68-86. (Cf. pages 64, 71).
- Breines, Wini. 1982. *Community and organization in the New Left 1962-68 : The great refusal*. South Hadley, Massachusetts : J.F. Bergin Publishers. (Cf. pages 24, 48, 62).
- Brenner, Johanna, et Janice Haaken. 2000. « Utopian thought : Re-visioning gender, family, and community ». *Community, Work & Family* 3 (3) : 333-347. (Cf. pages 67-69).
- Brown, Gavin. 2007. « Mutinous eruptions : autonomous spaces of radical queer activism ». *Environment and Planning A* 39 (11) : 2685-2698. (Cf. pages 33, 110).
- Buijtenhuijs, Robert. 1971. « L'anthropologie révolutionnaire, comment faire ? » *Les temps modernes* 299-300. (Cf. page 110).
- Burke, Brian, et Boone Shear. 2014. « Introduction : Engaged scholarship for non-capitalist political ecologies ». *Journal of Political Ecology* 21 : 127-144. (Cf. page 35).
- Carlsson, Chris. 2008. *Nowtopia*. Oakland, USA, Edinburgh, Scotland : AK Press. (Cf. page 48).

- Chatterton, Paul. 2006. « “Give up Activism” and Change the World in Unknown Ways : Or, Learning to walk with others on Uncommon Ground ». *Antipode* 38 (2) : 259-282. (Cf. page 76).
- . 2010. « So what does it means to be Anti-capitalist ? Conversations with Activists from Urban Social Centres ». *Urban Studies* 47 (6) : 1205-1224. (Cf. pages 21, 77, 294).
- Chatterton, Paul, et Alice Cutler. 2008. *The Rocky Road to a Real Transition*. Leeds. (Cf. pages 81, 92).
- Chatterton, Paul, et Jenny Pickerill. 2010. « Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 35 (4) : 475-490. (Cf. pages 76, 77).
- Chazel, François. 2009. « Mobilisation des ressources ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, sous la direction d'Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu, 364-370. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. (Cf. page 52).
- Checker, Melissa. 2011. « Wiped Out by the « Green Wave » : Environmental Gentrification and the Paradoxical Politics of Urban Sustainability ». *City & Society* 23 (2) : 210-229. (Cf. page 318).
- Cherry, Elizabeth, Colter Ellis et Michaela DeSoucey. 2011. « Food for Thought, Thought for Food : Consumption, Identity, and Ethnography ». *Journal of Contemporary Ethnography* 40 (2) : 231-258. (Cf. pages 125, 126).
- Chodorkoff, Dan. 2014. « The Utopian Impulse ». Chap. 6 in *The Anthropology of Utopia : Essays on Social Ecology and Community Development*, 121-143. Porsgrunn, Norway : New Compass Press. (Cf. page 22).
- Clair, Isabelle. 2016. « Faire du terrain en féministe ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 213 (3) : 66-83. (Cf. pages 108, 112, 127).
- Cohen, Jean L., et Andrew Arato. 1992. « Social Movements and Civil Society ». Chap. 10 in *Civil Society and Political Theory*, sous la direction de Jean L. Cohen et Andrew Arato, 492-563. Cambridge(MA) et London(R-U) : The MIT Press. (Cf. page 245).

- Conway, Janet, Michal Osterweil et Elise Thorburn. 2018. « Theorizing Power, Difference and the Politics of Social Change : Problems and Possibilities in Assemblage Thinking ». *Studies in Social Justice* 12 (1) : 1-18. (Cf. pages 114-116, 118, 294).
- Dardot, Pierre, et Christian Laval. 2014. *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte. (Cf. page 346).
- Darnhofer, Ika, Thomas Lindenthal, Ruth Bartel-Kratochvil et Werner Zollitsch. 2010. « Conventionalisation of organic farming practices : from structural criteria towards an assessment based on organic principles. A review ». *Agronomy for Sustainable Development* 30 (1) : 67-81. (Cf. pages 16, 17, 38, 84).
- Dartiguenave, Jean-Yves. 2012. « Rituel et liminarité ». *Sociétés* 115 (1) : 81-93. (Cf. page 215).
- Day, Richard. 2004. « From hegemony to affinity : The political logic of the newest social movements ». *Cultural Studies* 18 (5) : 716-748. (Cf. pages 61, 90, 93, 329, 341).
- Delisle-L'Heureux, Nicolas, et Rachel Sarrasin. 2013. « La fourmilière anti-autoritaire ». In *nous sommes ingouvernables, les anarchistes au québec aujourd'hui*, sous la direction de Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski, 63-75. Montréal : Lux. (Cf. page 44).
- della Porta, Donatella, et Michael Keating. 2008. « Introduction ». In *Approaches and methodologies in the Social Sciences*, 1-17. Cambridge, R-U : Cambridge University Press. (Cf. page 99).
- Demaria, Frederico, François Schneider, Filka Sekulova et Joan Martinez-Alier. 2013. « What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement ». *Environmental Values* 22 (2) : 191-215. (Cf. page 346).
- Descola, Philippe. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard. (Cf. pages 113, 117, 321-324).
- Diprose, Gradon. 2016. « Negotiating interdependance and anxiety in community economies ». *Environment and Planning A* 48 (7) : 1411-1427. (Cf. page 64).

- Dobernig, Karin, et Sigrid Stagl. 2015. « Growing a lifestyle movement ? Exploring identity-work and lifestyle politics in urban food cultivation ». *International Journal of Consumer Studies* 39 : 452-458. (Cf. pages 65, 161-163, 170).
- Dooling, Sarah. 2009. « Ecological gentrification : A Research Agenda Exploring Justice in the City ». *International Journal of Urban and Regional Research* 33 (3) : 621-639. (Cf. page 318).
- Dos Santo, Jessica. 2008. « Le Familistère de Guise : habitat collectif et autonomie ouvrière ». *Revue du Nord* 374 (1) : 63-76. (Cf. page 23).
- Dubet, François, et Danilo Martuccelli. 1998. *Dans quelle société vivons-nous ?* Paris : Seuil. (Cf. page 173).
- Dufour, Pascale, et Renaud Goyer. 2009. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : Proposition pour une géographie des solidarités transnationales ». *Sociologie et sociétés* 41 (2) : 111-134. (Cf. pages 76, 186, 294, 298).
- Dupuis-Déri, Francis. 2005. « L'Utopie est dans les prés. Campements militants temporaires et autogérés ». *Réfractio*ns 14 : 127-136. (Cf. pages 26, 57).
- Eliasoph, Nina, et Paul Lichterman. 2003. « Culture in Interaction ». *American Journal of Sociology* 108 (4) : 735-794. (Cf. pages 73, 347).
- Emirbayer, Mustafa, et Ann Mische. 1998. « What Is Agency ? » *The American Journal of Sociology* 103 (4) : 962-1023. (Cf. pages 85, 87, 88, 95, 241).
- Epstein, Barbara. 1991. *Political protest and cultural revolution*. Berkeley : University of California Press. (Cf. pages 24, 25, 48, 54-56, 62).
- Escobar, Arturo. 2016. « Thinking-feeling with the Earth : Territorial Struggles and the Ontological Dimensions of the Epistemologies of the South ». *Revista de Antropología Iberoamericana* 11 (1) : 11-32. (Cf. pages 98, 116-118, 122, 321, 322, 325, 331).
- . 2018. *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*. Paris : Éditions du Seuil. (Cf. pages 98, 117, 118, 122, 189, 292, 294, 320, 321, 324, 326-331).

- Escobar, Arturo, Dianne Rocheleau et Smitu Kothari. 2002. « Environmental social movements and the politics of place ». *Development* 45 (1) : 28-36. (Cf. pages 82, 305, 306).
- Eyerman, Ron, et Andrew Jamison. 1995. « Social movements and cultural transformations : popular music in the 1960s ». *Media, Culture & Society* 17 (3) : 449-468. (Cf. page 70).
- Fillieule, Olivier. 2009. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et société* 28 (1) : 15-36. (Cf. page 52).
- Flyvbjerg, Bent. 2006. « Five misunderstandings about case-study research ». *Qualitative Inquiry* 12 (2) : 219-245. (Cf. page 137).
- Fominaya, Cristina Flesher. 2007. « Autonomous Movements and the Institutional Left : Two Approaches in Tension in Madrid's Anti-globalization Network ». *South European Society and Politics* 12 (3) : 335-358. (Cf. pages 33, 57, 60, 61).
- . 2015. « Debunking Spontaneity : Spain's 15-M/ *Indignados* as Autonomous Movement ». *Social Movement Studies* 14 (2) : 142-163. (Cf. pages 60, 61).
- Freitag, Barbara. 2006. « The Familistery of Guise : A Utopia Realized ». *Diogenes* 209 : 88-94. (Cf. page 23).
- Frémeaux, Isabelle, et John Jordan. 2012. *Les sentiers de l'utopie*. Paris : La Découverte. (Cf. pages 26, 29, 48, 205).
- Gauthier, Benoît. 2003. *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. (Cf. pages 120, 121).
- Gibson-Graham, J.K. 2006a. *A postcapitalist politics*. Minneapolis : University of Minnesota Press. (Cf. pages 88, 89, 118, 164, 273).
- . 2006b. *The End of Capitalism (As We Know It)*. 2^e éd. Minneapolis : University of Minnesota Press. (Cf. pages 89, 118, 119, 164, 274).
- . 2008. « Diverse Economies : Performative Practices for "Other Worlds" ». *Progress in Human Geography* 32 (5) : 613-632. (Cf. pages 35, 164).

- . 2014. « Rethinking the Economy with Thick Description and Weak Theory ». *Current Anthropology* 55 (Supplement 9) : S147-S153. (Cf. pages 118, 119, 121).
- Gibson-Graham, J.K., Jenny Cameron et Stephen Healy. 2013. *Take Back the Economy : An Ethical Guide for Transforming Our Communities*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press. (Cf. pages 280, 282, 291).
- Giugni, Marco. 2008. « Political, Biographical, and Cultural Consequences of Social Movements ». *Sociology Compass* 2 (5) : 1582-1600. (Cf. page 36).
- Gladius, Marlies, et Geoffrey Pleyers. 2013. « The Global Moment of 2011 : Democracy, Social Justice and Dignity ». *Development and Change* 44 (3) : 547-567. (Cf. page 61).
- Goodwin, Jeff. 2011. « Why We Were Surprised (Again) by the Arab Spring ». *Swiss Political Science Review* 17 (4) : 452-456. (Cf. page 60).
- Gordon, Uri. 2018. « Prefigurative Politics between Ethical Practice and Absent Promise ». *Political Studies* 66 (2) : 521-537. (Cf. pages 63, 64, 181, 186, 204, 205).
- Graeber, David. 2002. « The new anarchists ». *New left review* 13 (1) : 61-73. (Cf. pages 56, 58, 61).
- Haenfler, Ross, Brett Johnson et Ellis Jones. 2012. « Lifestyle Movements : Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements ». *Social Movement Studies* 11 (1) : 1-20. (Cf. pages 65, 161-164, 341).
- Hall, Peter. 2003. « Aligning ontology and methodology in comparative research ». Chap. 11 in *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, sous la direction de Mahoney I. Rueschemeyer, 373-404. Cambridge, R-U : Cambridge University Press. (Cf. page 112).
- Hamel, Pierre. 2008. *Ville et débat public. Agir en Démocratie*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. (Cf. pages 245, 290).
- . 2018. « Débat public et enjeux urbains : la contribution des mouvements sociaux ». Chap. 13 in *Les aléas du débat public. Action collective, expertise et démocratie*, sous la direction de Louis Guay et Pierre Hamel, 293-309. Sainte Foy : Presses de l'Université Laval. (Cf. pages 36, 153, 192, 315, 343).

- Hamel, Pierre, Henri Lustiger-Thaler et Louis Maheu. 1999. « Is There a Role for Social Movements ? » Chap. 10 in *Sociology for the Twenty-first Century. Continuities and Cutting Edges*, sous la direction de Janet L. Abu-Lughod, 165-180. Chicago et London : The University of Chicago Press. (Cf. page 245).
- . 2012. « Chapter 6 : Global social movements : Politics, subjectivity and human rights ». In *Sociology Today. Social Transformations in a Globalizing World*, sous la direction d'Arnaud Sales, 171-194. Los Angeles : Sage. (Cf. pages 37, 53).
- Hamel, Pierre, Louis Maheu et Jean-Guy Vaillancourt. 2000. « Repenser les défis institutionnels de l'action collective ». *Politique et Sociétés* 19 (1) : 3-25. (Cf. page 246).
- Hardt, Michael, et Antonio Negri. 2000. *Empire*. Cambridge, MA : Harvard University Press. (Cf. page 93).
- Heijden, Hein-Anton van der. 1999. « Environmental movements, ecological modernisation and political opportunity structures ». *Environmental Politics* 8 (1) : 199-221. (Cf. page 84).
- Hellec, Florence, et André Blouet. 2014. « La conversion à l'agriculture biologique ». Chap. 6 in *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*, sous la direction d'Aurélié Cardona, Fanny Chrétien, Leroux Benoît, Fabrice Ripoll et Delphine Thivet, 117-132. Dijon : Educagri éditions/Éditions Quæ. (Cf. pages 17, 18).
- Hodkinson, Stuart, et Paul Chatterton. 2006. « Autonomy in the city ? » *City* 10 (3) : 305-315. (Cf. page 77).
- Hopkins, Rob, et Peter Lipman. 2009. *Who we are and What we do*. Transition Network. (Cf. page 91).
- Huber, Joseph. 2008. « Technological Environmental Innovations (TEIs) in a Chain-Analytical and Life-Cycle-Analytical Perspective ». *Journal of Cleaner Production* 16 (18) : 1980-1986. (Cf. page 80).

- Ishkanian, Armine, et Irum S. Ali. 2018. « From Consensus to Dissensus : The politics of anti-austerity activism in London and its relationship to voluntary organisations ». *Journal of Civil Society* 14 (1) : 1-19. (Cf. pages 18, 176, 241).
- Jänicke, Martin. 2007. « Ecological modernisation : new perspectives ». *Journal of Cleaner Production* 16 (5) : 557-565. (Cf. page 80).
- Jezo-Vannier, Steven. 2013. *Contre-Culture(s). Des Anonymous à Prométhée*. Marseille : Le mot et le reste. (Cf. pages 22, 23, 48).
- Johanisova, Nadia, et Stephan Wolf. 2012. « Economic democracy : A path for the future ? » *Futures* 44 (6) : 562-670. (Cf. page 346).
- Juris, Jeffrey. 2012. « Reflections on #occupy everywhere : Social media, public space, and emerging logics of aggregation ». *American Ethnologist* 39 : 259-279. (Cf. page 61).
- Juris, Jeffrey, et Alex Khasnabish. 2013. *Insurgent Encounters : Transnational Activism, Ethnography and the Political*. Durham, London : Duke University Press. (Cf. pages 61, 76, 107, 108, 110, 121, 137).
- Juris, Jeffrey, Inés Pereira et Carles Feixa. 2012. « La globalización alternativa y los 'novísimos' movimientos sociales ». *Revista del Centro de Investigación. Universidad la Salle* 10 (37) : 23-39. (Cf. page 61).
- Juris, Jeffrey, et Geoffrey Pleyers. 2009. « Alter-Activism : emerging cultures of participation among young global justice activists ». *Journal of Youth Studies* 12 (1) : 57-75. (Cf. pages 26, 56-58, 157, 316).
- Kanuha, Valli Kalei. 2000. « "Being" Native versus "Going Native" : Conducting Social Work Research as an Insider ». *Social Work* 45 (5) : 439-447. (Cf. pages 108-110).
- Karamichas, John. 2007. « Key Issues in the Study of New and Alternative Social Movements in Spain : The Left, Identity and Globalizing Processes ». *South European Society and Politics* 12 (3) : 273-293. (Cf. page 75).
- Katz, Jack. 2001. « From how to why. On luminous description and causal inference in ethnography (Part I) ». *Ethnography* 2 (4) : 443-473. (Cf. pages 134-136).

- Katz, Jack. 2002. « From how to why. On luminous description and causal inference in ethnography (Part II) ». *Ethnography* 3 (1) : 69-90. (Cf. pages 134-136).
- Khasnabish, Alex, et Max Haiven. 2014. *The Radical Imagination : Social Movement Research in the Age of Austerity*. London : Zed Books. (Cf. pages 72, 177).
- Klandermans, Bert, Annette Linden et Nonna Mayer. 2005. « Le monde des militants d'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas ». *Revue Internationale de Politique Comparée* 12 (4) : 469-485. (Cf. page 35).
- Kurzman, Charles. 2012. « The Arab Spring uncolled ». *Mobilization : An International quarterly* 17 (4) : 377-390. (Cf. page 60).
- Lallement, Michel. 2015. *L'âge du faire. Hacking, travail, anarchie*. Paris : Seuil. (Cf. pages 48, 197, 205, 206).
- Laperrière, Anne. 2003. « L'observation directe ». Chap. 11 in *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, sous la direction de Benoît Gauthier, 271-291. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. (Cf. page 133).
- Larkin, Ralph W. 2015. « Counterculture : 1960 and Beyond ». In *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, 2^e éd., sous la direction de James D. Wright, 5 : 73-79. Oxford : Elsevier. (Cf. pages 23, 24, 38, 48, 84).
- Latouche, Serge. 2006. *Le pari de la décroissance*. Paris : Fayard. (Cf. page 346).
- Latour, Bruno. 2007. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris : Éditions La Découverte. (Cf. page 134).
- Le Texier, Emmanuelle. 2006. *Quand les exclus font de la politique. Le barrio mexicain de San Diego, Californie*. Paris : Presses de Sciences Po. (Cf. page 64).
- Lemieux, Cyril. 2010. « L'écriture sociologique ». In *L'enquête sociologique*, sous la direction de Serge Paugam, 378-402. Paris : Presses Universitaires de France. (Cf. page 137).
- Lockyer, Joshua, et James Veteto. 2013. *Environmental Anthropology Engaging Ecotopia. Bioregionalism, Permaculture, and Ecovillages*. New York, Oxford : Berghahn Books. (Cf. pages 16, 200).

- Lustiger-Thaler, Henri, Louis Maheu et Pierre Hamel. 1998. « Enjeux institutionnels et action collective ». *Sociologie et sociétés* 30 (1) : 53-63. (Cf. pages 37, 53, 245).
- Mac Lorin, Carminda, et Nikolas Schall. 2018. « Acknowledging Strength in Plurality : The World Social Forum 2016 Through the Prism of Assemblage Thinking ». *Studies in Social Justice* 12 (1) : 56-74. (Cf. pages 43, 119).
- Martínez, Miguel. 2007. « The Squatters' Movement : Urban Counter-Culture and Alter-Globalization Dynamics ». *South European Society and Politics* 12 (3) : 379-398. (Cf. pages 33, 60, 61).
- Martuccelli, Danilo. 2017. *La condition sociale moderne. L'avenir d'une inquiétude*. Paris : Gallimard. (Cf. pages 326, 331).
- Mason, Kelvin, et Mark Whitehead. 2009. « Mending a mendacious methodology : Community-based research in a transition town ». *Qualitative Research* 11 : 6-9. (Cf. page 99).
- . 2012. « Transition Urbanism and the Contested Politics of Ethical Place Making ». *Antipode* 44 : 493-516. (Cf. pages 71, 81, 91, 92, 305).
- Masson, Dominique. 2009. « Politique des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques ». *Politique et sociétés* 28 (1) : 113-133. (Cf. pages 74, 186, 294, 298).
- Mathieu, Lilan. 2002. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux ». *Revue française de science politique* 52 (1) : 75-100. (Cf. page 71).
- McAdam, Doug. 1998. « Revisiting the US civil rights movement : Toward a more synthetic understanding of the origins of contention ». In *Political Process and the Development of Black Insurgency*, 22-47. Chicago : University of Chicago Press. (Cf. page 54).
- McCarthy, John, et Mayer N. Zald. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory ». *American Journal of Sociology* 82 (6) : 1212-1241. (Cf. page 52).
- McClintock, Nathan. 2014. « Radical, reformist and garden-variety neoliberal : coming to terms with urban agriculture's contradictions ». *Local Environment* 19 (2) : 147-171. (Cf. pages 29, 31, 46, 47, 66, 163, 318).

- McLaughlin, Paul. 2012. « Ecological Modernization in Evolutionary Perspective ». *Organization & Environment* 25 (2) : 178-196. (Cf. pages 80, 84).
- Meadowcroft, James. 2011. « Engaging with the *politics* of sustainability transitions ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 1 (1) : 70-75. (Cf. pages 4, 91, 92, 346).
- Melucci, Alberto. 1980. « The New Social Movements : A theoretical approach ». *Social Science Information* 19 (2) : 199-226. (Cf. pages 19, 51, 54, 56).
- . 1981. « New Movements, Terrorism, and the Political System : Reflections on the Italian Case ». *Socialist Review* 56/11 (2) : 97-136. (Cf. page 54).
- . 1989. *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. London : Hutchinson Radius. (Cf. pages 55, 153, 154, 170, 192, 216, 217, 240, 257, 340).
- . 1996. *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*. Cambridge : Cambridge University Press. (Cf. pages 70, 97, 208, 211, 220, 227, 233, 242, 245-247, 273, 289, 290).
- Melucci, Alberto, et Leonardo Avritzer. 2000. « Complexity, cultural pluralism and democracy : collective action in the public space ». *Social Science Information* 39 (4) : 507-527. (Cf. pages 52, 54).
- Miller, Timothy. 1992. « The roots of the 1960s Communal Revival ». *American Studies* 33 (2) : 73-93. (Cf. pages 24, 34).
- Mills, Charles Wright. (1959) 2000. *The sociological imagination*. Londres : Oxford University Press. (Cf. page 101).
- Motta, Sara, et Alf Gunvald Nilsen. 2011. *Social Movements in the Global South. Dispossession, Development, and Resistance*. Basinstoke, R-U : Palgrave Macmillan. (Cf. page 75).
- Müller, Pierre. 2000. « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie de politique de l'action publique ». *Revue française de science politique* 50 (2) : 189-208. (Cf. page 70).

- Nadeau, Alexandra. 2018. « Racines citoyennes. Le rôle des initiatives citoyennes dans la gouvernance urbaine des changements climatiques : Le cas de Montréal ». Mémoire de Maîtrise, Institut National de la Recherche Scientifique, Centre Urbanisation, Culture, Société. (Cf. pages 127, 191).
- Nail, Thomas. 2017. « What is an Assemblage ? » *SubStance* 46 (142) : 21-37. (Cf. page 114).
- Niman, Michael I. 2010. « The Shanti Sena “peace center” and the non-policing of an anarchist temporary autonomous zone : Rainbow Family peacekeeping strategies ». *Contemporary Justice Review* 14 (1) : 65-76. (Cf. page 29).
- Offe, Claus. 1985. « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics ». *Social Research* 52 (4) : 817-868. (Cf. pages 52, 246).
- Offerlé, Michel, et Laurent Le Gall. 2012. « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances ». In *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, sous la direction de Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux, 7-21. Rennes : Presses Universitaires de Rennes. (Cf. pages 247, 290).
- Olin Wright, Erik. 2017. *Utopies Réelles*. Paris : Éditions La Découverte. (Cf. pages 2, 48, 92-94, 190).
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie ». *Enquête* 1 : 71-109. (Cf. pages 106, 131).
- Parsons, Talcott. 1951. *The Social System*. New York : The Free Press. (Cf. page 23).
- Paugam, Serge. 2008. « Entreprendre une recherche sociologique ». In *La pratique de la sociologie*, 15-43. Paris : Presses Universitaires de France. (Cf. pages 120, 123).
- Péchu, Cécile. 2007. « « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets ». In *L'atelier du politiste*, sous la direction de Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard, 59-78. Paris : La Découverte. (Cf. pages 52, 53).

- Pfadenhauer, Michaela. 2005. « Ethnography of Scenes. Towards a Sociological Life-world Analysis of (Post-traditional) Community-building ». *Forum : Qualitative Social Research* 6 (3) : 1-15. (Cf. page 132).
- Pickerill, Jenny, et Paul Chatterton. 2006. « Notes towards autonomous geographies : creation, resistance and self-management as survival tactics ». *Progress in Human Geography* 30 (6) : 730-746. (Cf. pages 76, 77, 294, 304, 309).
- Pinçon, Michel, et Monique Pinçon-Charlot. 2005. *Voyage en grande bourgeoisie*. Paris : Presses Universitaires de France. (Cf. page 124).
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes ». *Lien Social et Politiques* 51 : 123-134. (Cf. page 57).
- . 2013. « La consommation critique comme action collective ». *Barricade, culture d'alternative* : 1-10. http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2013-geoffrey-la_consommation_critique_comme_action_collective-2.pdf. (Cf. pages 16, 66).
- . 2017. « The local food movement in Belgium : from prefigurative activism to social innovations ». *Interface : a journal for and about social movements* 9 (1) : 123-139. (Cf. pages 66, 163, 186, 299).
- Polletta, Francesca. 2004. « Culture in and outside institutions ». *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 25 : Authority in Contention : 161-183. (Cf. page 73).
- . 2008. « Culture and Movements ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 619 (1) : 78-96. (Cf. pages 73, 347).
- Polletta, Francesca, et Pang Ching Bobby Chen. 2012. « Narrative and Social Movements ». Chap. 18 in *The Oxford Handbook of Cultural Sociology*, sous la direction de Jeffrey C. Alexander, Ronald N. Jacobs et Philip Smith, 487-506. Oxford : Oxford University Press. (Cf. pages 72, 177).
- Polletta, Francesca, et Katt Hoban. 2016. « Why Consensus ? Prefiguration in Three Activist Eras ». *Journal of Social and Political Psychology* 4 (1) : 286-301. (Cf. page 60).

- Portwood-Stacer, Laura. 2013. *Lifestyle Politics and Radical Activism*. New York, Londres : Bloomsbury. (Cf. pages 65, 66, 163, 175).
- Price, Charles., Donald. Nonini et Erich. Fox Tree. 2008. « Grounded Utopian Movements : Subjects of Neglect ». *Anthropological Quarterly* 81 (1) : 127-159. (Cf. pages 34, 48, 53, 68, 69).
- Quastel, Noah. 2009. « Political Ecologies of Gentrification ». *Urban Geography* 30 (7) : 694-725. (Cf. page 318).
- Rancière, Jacques. 2004. « Introducing disagreement ». *Angelaki : journal of the theoretical humanities*, 9 (3) : 3-9. (Cf. pages 88, 176, 241).
- Rémy, Catherine. 2014. « Accepter de se perdre. Les leçons ethnographiques de Jeanne Favret-Saada ». *SociologieS* : 1-8. (Cf. page 104).
- Rojas, Cristina. 2013. « Acts of indigenship : Historical struggles for equality and colonial difference in Bolivia ». *Citizenship Studies* 17 (5) : 581-959. (Cf. pages 75, 82).
- Rootes, Christopher. 1999. « Environmental movements : From the local to the global ». *Environmental Politics* 8 (1) : 1-12. (Cf. pages 84, 153, 293, 306).
- Sales, Arnaud. 2012a. *Sociology Today. Social Transformations in a Globalizing World*. Los Angeles : Sage. (Cf. page 36).
- . 2012b. « Transformations in the Multiple Domains of a Turbulent World ». In *Sociology Today. Social Transformations in a Globalizing World*, sous la direction d'Arnaud Sales, 1-46. Los Angeles : Sage. (Cf. page 82).
- Sande, Mathijs van de. 2013. « The Prefigurative Politics of Tahrir Square – An Alternative Perspective on the 2011 Revolutions ». *Res Publica* 19 : 223-239. (Cf. page 61).
- Sarrasin, Rachel, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton. 2012. « Radicaliser l'action collective : Portrait de l'option libertaire au Québec ». *Lien social et politiques* 68 : 7-12. (Cf. pages 44, 157).
- Scott, James C. 1985. *Weapons of the weak. Everyday forms of Peasant Resistance*. New Haven : Yale University Press. (Cf. pages 64, 105).

- Scott, James C. 2005. « The Infrapolitics of Subordinate groups ». In *The Global Resistance reader*, sous la direction de L. Amoore, 65-73. London : Routledge. (Cf. pages 64, 105).
- Seyfang, Gill, et Adrian Smith. 2007. « Grassroots innovations for sustainable development : Towards a new research agenda ». *Environmental Politics* 16 (1) : 584-603. (Cf. pages 29, 33, 202, 203, 205).
- Soulé, Bastien. 2007. « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales ». *Recherches Qualitatives* 27 (1) : 127-140. (Cf. page 132).
- Sousa Santos, Boaventura de. 2004. « A Critique of Lazy Reason : Against the Waste of Experiment ». In *The Modern World-System in the Longue Durée*, sous la direction d'Immanuel Wallerstein, 157-197. Londres : Routledge. (Cf. pages 35, 111).
- . 2011. « Épistémologies du Sud ». *Études Rurales* 187 (1) : 21-49. (Cf. pages 40, 111, 121, 122, 322, 328).
- Staggenborg, Suzanne, et Corinne Ogradnik. 2015. « New environmentalism and Transition Pittsburgh ». *Environmental Politics* 24 (5) : 723-741. (Cf. pages 80, 293, 298).
- Subra, Philippe. 2017. « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des “zones à défendre” (2008-2017) ». *Hérodote* 165 (2) : 11-30. (Cf. page 26).
- Sztompka, Piotr. 1993. *The Sociology of Social Change*. Oxford, R-U, Cambridge, USA : Blackwell. (Cf. pages 68, 86, 87, 95).
- Tarrow, Sidney, et Charles Tilly. 2008. *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. Paris : Presses de la FNSP. (Cf. page 54).
- Tavory, Iddo, et Yehuda C. Goodman. 2009. « “A Collective of Individuals” : Between Self and Solidarity in a Rainbow Gathering ». *Sociology of Religion* 70 (3) : 262-284. (Cf. page 29).
- Taylor, Verta. 1989. « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance ». *American Sociological Review* 54 (5) : 761-775. (Cf. pages 59, 164).

- Teivanen, Teivo. 2011. « Chapter 3 : The political and its absence in the World Social Forums ». In *Handbook on World Social Forum Activism*, sous la direction de J. Smith, S. Byrd, E. Reese et E. Smythe, 50-64. Boulder : Paradigm Publishing. (Cf. page 54).
- Tilly, Charles. 2004. « Social movements as politics ». In *Social movements, 1768-2004*, 1-15. Boulder, London : Paradigme Publisher. (Cf. page 52).
- Touraine, Alain. 2004. « On the frontier of social movements ». *Current Sociology* 52 (4) : 717-725. (Cf. page 52).
- Urla, Jacqueline, et Justin Helepololei. 2014. « The Ethnography of Resistance Then and Now : On Thickness and Activist Engagement in the Twenty-First Century ». *History and Anthropology* 25 (4) : 431-451. (Cf. pages 120, 134).
- Van Dam, Denise, Jean Nizet, Marcus Dejardin et Michel Streith. 2009. *Les agriculteurs biologiques. Ruptures et innovations*. Dijon : Educagri éditions. (Cf. page 17).
- Vaughan, Diane. 1992. « Theory elaboration : the heuristics of case analysis ». Chap. 8 in *What is a case ? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, sous la direction de Charles C. Ragin et Howard S. Becker, 173-202. New York : Cambridge University Press. (Cf. page 136).
- Vercauteren, David. 2007. *Micropolitique des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*. Paris : Les prairies ordinaires. (Cf. pages 41, 97, 195).
- Veron, Ophélie. 2016. « (Extra)ordinary activism : veganism and the shaping of hemerap-topias ». *International Journal of Sociology and Social Policy* 36 (11/12) : 756-773. (Cf. pages 15, 18).
- Ville de Montréal. 2012. *État de l'agriculture urbaine à Montréal*. Rapport technique. Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville de Montréal. (Cf. page 45).
- Wacquant, Loïc. 1989. « Corps et âme [Notes ethnographiques d'un apprenti-boxeur] ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 80 (2) : 33-67. (Cf. pages 104, 105, 129, 132).
- . 2003. « Ethnografeast : A progress report on the practice and promise of ethnography ». *Ethnography* 4 : 5-14. (Cf. page 105).

- Ward, Matthew. 2015. « Social movement micromobilization ». *Sociopedia.isa* : 1-14. (Cf. pages 217, 240).
- Whiteley, Sheila. 2015. « Counterculture : The Classical View ». In *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, 2^e éd., sous la direction de James D. Wright, 5 : 80-86. Oxford : Elsevier. (Cf. page 24).
- Wilson, Amanda. 2015. « Sowing the seeds of a collective autonomy : An analysis of post-capitalist possibilities in food-based livelihoods ». Thèse de doct., Carleton University. (Cf. pages 16, 17, 20, 66, 96, 299).
- Yates, Luke. 2015. « Rethinking Prefiguration : Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements ». *Social Movement Studies* 14 (1) : 1-21. (Cf. pages 48, 61, 62, 86, 204, 240).
- Zanoni, Patrizia, Alessia Contu, Stephen Healy et Raza Mir. 2017. « Post-capitalistic politics in the making : The imaginary and praxis of alternative economies ». *Organization* 24 (5) : 575-588. (Cf. pages 18, 64, 72, 273, 274, 291).
- Zhao, Dingxing. 1998. « Ecologies of social movements : Student mobilization during the 1989 prodemocracy movement in Beijing ». *American Journal of Sociology* 103 : 1493-1529. (Cf. pages 79, 294).
- Zibechi, Raúl. 2012. *Territories in Resistance. A Cartography of Latin American Social Movements*. Chico, CA : AK Press. (Cf. page 58).
- Žižek, Slavoj. 1991. *Looking Awry : An Introduction to Jacques Lacan Through Popular Culture*. Cambridge, MA : MIT Press. (Cf. page 329).

Annexes

Annexe A : Liste des personnages

Liste des entrevues

Tous les entretiens ont été réalisés et enregistrés avec le consentement des enquêté·e·s. La majorité des entretiens a duré entre une heure et demie et deux heures même s'il y a eu certaines variations : celui avec Eva, par exemple, n'a duré que 45 minutes alors que d'autres, avec David ou Fred par exemple, ont duré plus de deux heures et demie. Avec certain·e·s membres du « noyau dur » de Bioma, j'ai effectué plusieurs entretiens. Tous les entretiens ont été intégralement retranscrits avant d'être anonymisés puis analysés.

Abi : Entrevue durant l'automne 2017. Abi est une artiste multi-disciplinaire Métis d'une trentaine d'années qui fait partie de la communauté gravitant autour des projets de Bioma.

Amanda : Deux entrevues, en automne et en hiver 2017. Amanda est Québécoise dans la fin de la vingtaine. Elle est allée à l'université à Montréal et travaille dans le communautaire. Elle est une membre fondatrice de Bioma et fait partie du « noyau dur ».

Anne : Entrevue durant l'été 2017. Anne est arrivée d'Europe au Canada il y a une dizaine d'années. Elle a la mi-trentaine. Après une formation universitaire en sciences humaines et sociales, elle travaille maintenant dans le communautaire et l'art social. Elle est une amie proche du « noyau dur » et est très impliquée dans les projets de Bioma.

Annie : Entrevue durant l'été 2018. Annie est une amie de certain-e-s membres du collectif de Bioma mais elle n'y est pas engagée. Elle est Québécoise et est chercheuse au sein d'un laboratoire montréalais s'intéressant aux questions d'agriculture urbaine.

Benjamin : Entrevue durant l'été 2017. Benjamin est un ami français de certain-e-s membre du collectif de Bioma. Il a été un des bénévoles les plus assidus du Craterre durant l'été 2017. Au moment de la recherche, il est dans la fin de la vingtaine et termine une formation d'ingénieur à Montréal.

Catherine : Entrevue durant l'été 2017. Catherine est Québécoise et est dans la fin de la vingtaine. Elle terminait au moment de mon terrain une maîtrise en études urbaines. Elle est une amie des personnes engagées dans Bioma et a été employée par la coop pendant un été.

David : Trois entrevues, deux durant l'automne 2016 et un pendant l'automne 2017. David est arrivé d'Amérique du Sud au milieu des années 2000 et est depuis devenu Canadien. Il est aujourd'hui dans la trentaine et il est agronome. C'est un membre fondateur de Bioma et il fait partie du « noyau dur ».

Eva : Entrevue durant l'automne 2017. Eva est québécoise d'origine latino-américaine dans la fin de la trentaine. Elle a une formation universitaire et est professeure de yoga. Elle est proche du « noyau dur » et s'implique dans les projets de Bioma. Elle anime régulièrement des ateliers pour les événements organisés par le collectif.

Fred : Entrevue durant l'automne 2017. Fred est un Québécois d'une trentaine d'année qui travaille dans le domaine de la santé. Il n'est pas un membre fondateur de Bioma mais fait partie du « noyau dur ». Il a coordonné les jardins du Craterre pendant plusieurs années de suite.

Groupe : Entretien de groupe avec les membres du noyau dur en automne 2016. Étaient présent-e-s Amanda, David, Fred, John et Rachel.

Guillaume : Entrevue durant l'été 2017. Guillaume, un Québécois d'une trentaine d'années, est un ami de longue date des membres du « noyau dur », et a des liens avec toute une partie de la communauté qui gravite autour de Bioma. Il a joué

le rôle important d'intermédiaire entre Bioma et certaines organisations instituées. Il poursuit des études supérieures dans le domaines des sciences naturelles.

Isabelle : Entrevue durant l'été 2017. Isabelle est Québécoise et a dans la quarantaine. Elle coordonne un projet alternatif dans le quartier de Parc Extension. Elle est engagée dans des jardins voisins de ceux du Craterre au sein du Campus Mil et vient régulièrement aux événements organisés par Bioma. Elle est à la fois une alliée et une amie proche du « noyau dur ».

John : Entrevue durant l'été 2017. John est résident permanent au Canada depuis plusieurs années. Il est dans la fin de la trentaine et est d'origine néo-zélandaise. Il est agronome et est un membre fondateur de Bioma ; il fait partie du « noyau dur ».

Marie : Entrevue durant l'été 2017. Marie est une Québécoise de la fin de la cinquantaine. Elle travaille pour l'Université de Montréal et participe notamment à la gestion du Campus Mil. Elle est l'une des interlocutrices des membres de Bioma au Craterre.

Martin : Entrevue durant l'été 2017. Martin est un Québécois dans la quarantaine qui travaille aussi pour l'Université de Montréal et participe à la gestion du Campus Mil. Il est lui aussi l'un des interlocuteurs des membres de Bioma au Craterre.

Rachel : Deux entrevues, l'une durant l'été 2016 et l'autre pendant l'automne 2017. Rachel est une Québécoise dans la fin de la vingtaine. Elle a fait des études en travail social et travaille dans le communautaire. Elle est membre fondatrice de Bioma et fait partie du « noyau dur ».

Véro : Entrevue durant l'automne 2016. Véro est une Québécoise dans la fin de la quarantaine. Elle travaille surtout dans l'événementiel et est une amie du « noyau dur ». Elle s'implique régulièrement dans les projets de Bioma.

Autres personnages

Mes données ne se réduisent pas à ces entrevues. Lors de mon terrain de recherche, j'ai rencontré et côtoyé au quotidien de nombreuses personnes avec lesquelles j'ai eu d'innombrables conversations, j'ai partagé des expériences et fait des activités. Voici une liste des personnes qui apparaissent dans ma thèse. À noter ici que je n'ai pas cité dans ma thèse *toutes* les personnes que j'ai rencontrées ni avec qui j'ai interagies. En plus de rappeler qui sont ces personnes que je cite dans ma thèse, cette liste sert à compléter l'aperçu esquissé plus haut de la diversité des personnes rencontrées sur mon terrain. Je voudrais à nouveau remercier toutes les personnes grâce auxquelles j'ai pu mener à bien cette recherche, qu'elles soient citées ici ou pas.

Andrée : Elle est une parente proche de certain-e-s membres du « noyau dur ». Elle est Québécoise et retraitée. Elle est impliquée dans les projets de Bioma et notamment à la terre à Harrington.

Antoine : Antoine est un ami de certain-e-s membres du « noyau dur ». Il est Français et est dans la trentaine. Il vit et travaille dans un projet alternatif proche de la terre à Harrington.

Brenda : Elle est une amie anglophone de certain-e-s membres du « noyau dur ». Elle est investie dans un projet alternatif lié au domaine de la santé.

Charles : Charles coordonne un projet commercial au sein du Campus Mil. Il est lié au milieu universitaire et est dans la cinquantaine. Les membres de Bioma doivent se coordonner avec lui pour la gestion du Campus Mil.

Élise : Elle est une amie des membres du « noyau dur » et s'implique dans certains projets de Bioma, notamment dans l'Espace X. Elle est une Canadienne dans la fin de la vingtaine. Elle a une formation universitaire en sciences naturelles et travaille dans le milieu communautaire. Elle s'implique aussi dans d'autres projets autogérés d'agriculture urbaine.

Ella : Ella est une Française dans la fin de la trentaine. Elle a une formation en sciences humaines et sociales mais travaille dans le domaine agricole. C'est une amie proche du « noyau dur ».

Émilie : Émilie est une Québécoise dans le milieu de la trentaine. Elle a une formation en travail social et travaille dans le communautaire. C'est une proche du « noyau dur ».

Hamza : Hamza est originaire du Proche Orient et est devenu Canadien il y a une dizaine d'années. Il a une formation d'ingénieur et travaille dans ce domaine. Il est engagé dans les différents projets de Bioma.

Henri : Henri est un Québécois d'une soixantaine d'années. Il travaille à la coordination du chantier du nouveau campus d'Outremont pour le compte de l'Université de Montréal.

Joshua : Joshua est d'origine européenne et a une trentaine d'années. Il est musicien et il participe parfois aux activités organisées par Bioma.

Mimi : Mimi est Canadienne d'origine asiatique. Elle a une trentaine d'année. Elle est très investie dans différents milieux militants et est très proche du « noyau dur » de Bioma.

Myriam : Myriam est une Québécoise dans la fin vingtaine. Elle travaille en santé alternative et est très investie notamment au Craterre.

Rob : Rob vit et travaille dans un projet alternatif proche de la terre à Harrington. Il est dans le domaine de l'agriculture.

Rosalie : Rosalie est une Québécoise dans la mi-vingtaine. Au moment de la recherche, elle termine une formation dans le domaine de la santé. Elle est très impliquée au Craterre.

Sandra : Sandra est une Québécoise dans la trentaine. Elle a fondé un collectif qui intervient dans l'agriculture urbaine. Elle travaille à la gestion du Campus Mil pour le compte de l'Université de Montréal.

Stéphanie : Stéphanie est une Française dans la fin de la trentaine. Elle s'investit dans différents projets alternatifs et autres festivals. Elle occupe divers emplois.

Tanya : Tanya est une Québécoise d'origine latino-américaine qui est dans la vingtaine. Au moment de la recherche, elle terminait des études dans le domaine du droit. Elle est engagée dans les différents projets de Bioma.

Annexe B : Localisation géographique de Bioma

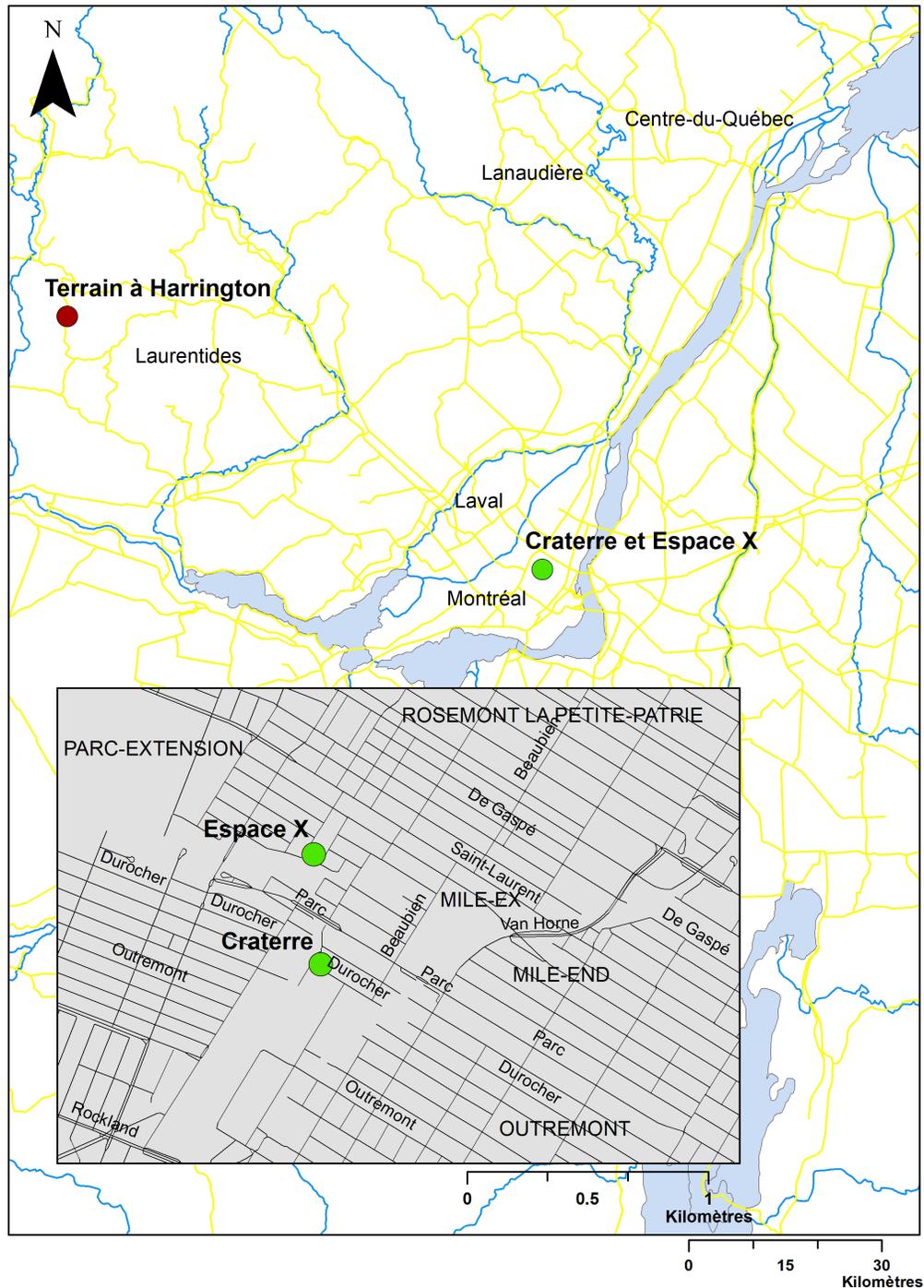


Figure 14. Localisation de la terre à Harrington et du Cratère et de l'Espace X à Montréal.
– Carte réalisée par Catalina Perez-Boudon.

Annexe C : Le Craterre et le Campus Mil



Figure 15. Pancarte à l'entrée des jardins du Craterre dans le Campus Mil, fin de l'été 2016. – Photographie de l'auteur.



Figure 16. Vue aérienne du Campus Mil utilisée pour le rapport d'activité de l'été 2016. – Photographie d'Alain Boilard.

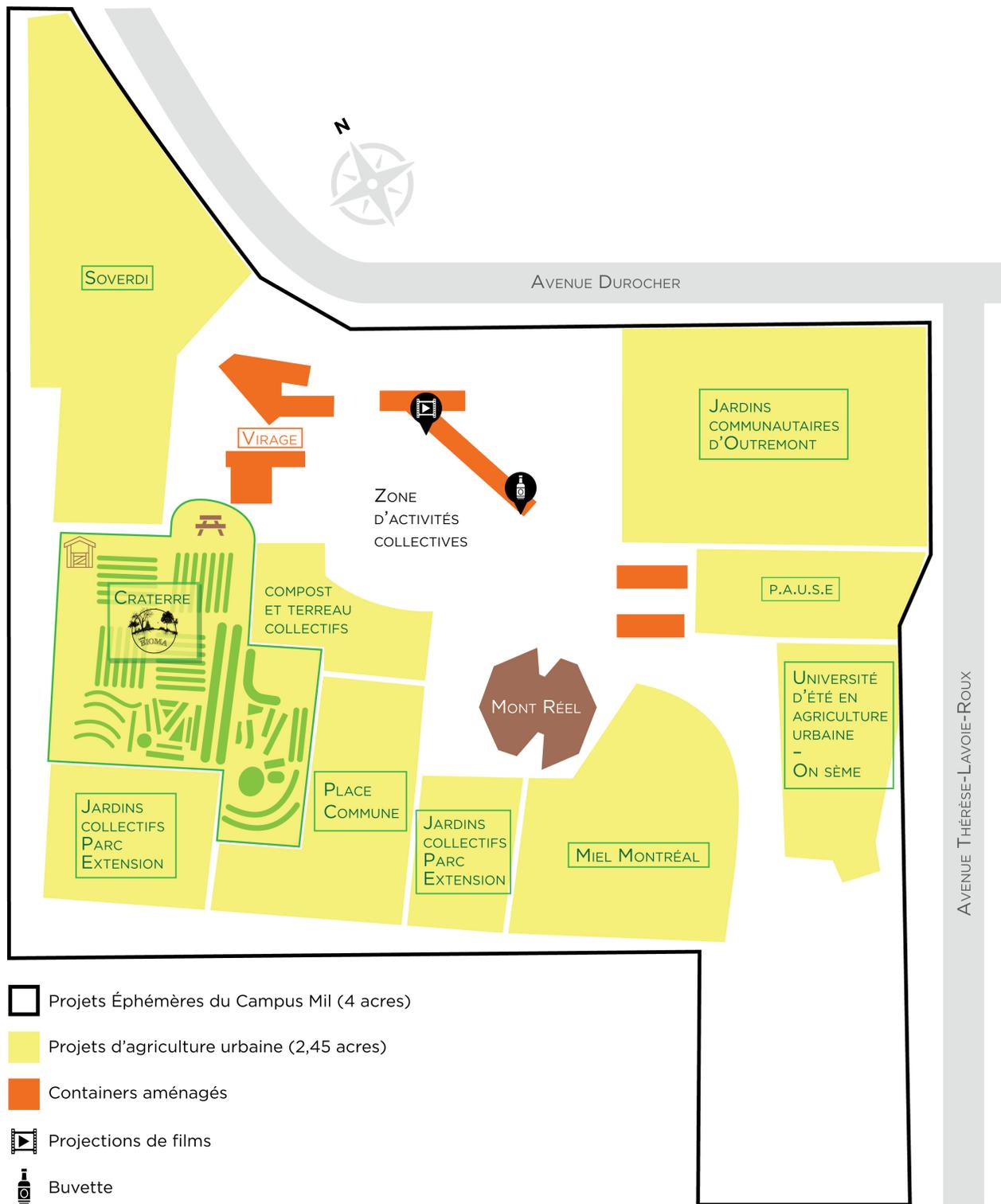


Figure 17. Le Craterre au sein des Projets Éphémères du Campus Mil en 2019. – Plan réalisé par Cécile Bascoul.

